Géographie-cités
UMR 8504

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE DE
GÉOGRAPHIE
DE PARIS

Thèse de doctorat

Pour l'obtention du grade de docteure de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Discipline : Géographie

École Doctorale de Géographie de Paris (ED 434)

Refaire la Caraïbe

Représentations et appropriations étudiantes des imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial (Guadeloupe, Martinique)

Camille DABESTANI

Thèse sous la direction de Clarisse DIDELON-LOISEAU

Présentée et soutenue publiquement le 27 novembre 2025

Composition du jury :

Clarisse DIDELON-LOISEAU, Professeure des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Géographie-cités – Directrice

Béatrice von HIRSCHHAUSEN, Directrice de recherche CNRS, UMR Géographie-cités – Présidente

Virginie MAMADOUH, Professeure associée, Universiteit van Amsterdam – Examinatrice

Olivier MILHAUD SAMARINA, Maître de conférences HDR, Sorbonne Université, UR Médiations – Examinateur

Teriitutea QUESNOT, Professeur des universités, Université Côte d'Azur, UMR ESPACE, Institut Universitaire de France – Rapporteur

Colette RANÉLY VERGÉ-DÉPRÉ, Professeure des universités, Université des Antilles, INSPÉ Martinique, UMR AIHP-GEODE – Examinatrice

Marie REDON, Professeure des universités, Université Toulouse Jean Jaurès, UMR LISST – Rapportrice

Except where otherwise noted, this is work licensed under
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/

Remerciements

À chaque étape, à chaque instant et dans chaque contexte, cette thèse a cheminé au sein de collectifs que je tiens à remercier.

Avant tout, je n'aurais pas pu commencer sans ma directrice, Clarisse Didelon-Loiseau, qui m'a permis d'envisager ce parcours en master, puis de rendre réel le projet du doctorat. Je vous remercie chaleureusement pour votre accompagnement avant même le début de la thèse, pour vos précieux conseils et pour votre suivi qui m'ont tant appris.

Je remercie ensuite très sincèrement Béatrice von Hirschhausen, Virginie Mamadouh, Olivier Milhaud Samarina, Teriitutea Quesnot, Colette Ranély Vergé-Dépré et Marie Redon, qui ont accepté de lire, de commenter et d'évaluer mon travail et avec qui j'ai l'honneur d'échanger lors de la soutenance.

Le premier collectif dans lequel cette thèse a évolué a été celui de l'ANR-DFG Imageun. Je tiens à exprimer mes remerciements à l'ensemble des membres du projet de recherche ANR-DFG Imageun avec qui j'ai eu la chance de pouvoir travailler : Veit Bachmann, Kmar Bendana, Hannah Boettcher, Marion Gentilhomme, Georg Glazse, Claude Grasland, Murat Güvenç, Alun Jones, Antoine Laporte, Helena Larcher, Elina Marveaux, Hugues Pécout, Betty Rouland, Sophie de Ruffray, Neila Saadi, Laura Schuhn et Etienne Toureille. Un remerciement tout particulier à l'équipe « Student Survey » – Clarisse, Etienne, Sophie – qui a été une sphère de formation d'une grande richesse. À Elina Marveaux et à Hugues Pécout (qui a été un guide et un soutien sans faille depuis mon premier jour dans le projet) : un immense merci à vous deux !

Cette thèse ne serait rien sans les étudiant·es de l'Université des Antilles. Un grand merci à celles et ceux qui ont accepté de participer au questionnaire, à celles et ceux avec que j'ai eu la chance de rencontrer. Merci pour votre temps et pour ces précieux échanges !

L'expérience doctorale m'a permis de découvrir un univers qui m'a définitivement passionné : l'enseignement. Je remercie les équipes pédagogiques avec lesquelles j'ai le plaisir de travailler d'abord à l'UFR de Géographie de Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans le cadre de mon monitorat, puis au Département de Géographie de l'Université d'Angers en tant qu'ATER. Je tiens à adresser ma profonde gratitude tout particulièrement aux équipes de la C240 et de la spé GST qui ont rendu cette expérience collective et solidaire. À Jérôme et Marianne, merci pour tout ce que vous avez éclairé.

Aux étudiant·es que j'ai eu le plaisir de rencontrer et de suivre sur ces deux années : vous m'avez aussi beaucoup appris, et je vous souhaite le meilleur.

Je tiens également à exprimer mes remerciements à l'équipe du projet WIKIF, qui m'a ouvert des horizons thématiques et disciplinaires riches autour d'un sujet qui nous tient à cœur. Merci tout spécialement à Mathilde Joncheray et Delphine Montagne, pour votre accueil et votre accompagnement dans la découverte de l'univers de Wikipédia.

Je remercie sincèrement toutes les équipes de l'UMR Géographie-cités – aux équipes PARIS et TERMS –, du CIST et de l'EDGP, qui m'ont permis de réaliser cette thèse dans de très bonnes conditions. Ma recherche a grandement bénéficié de ces environnements scientifiques stimulants. Merci beaucoup aux collègues que j'ai eu le plaisir de fréquenter chaque jour, à Aubervilliers et à ODG, pour nos discussions, pour vos conseils, votre bonne humeur que ce soit en AG, en séminaire, autour d'un café ou d'un déjeuner. Un remerciement tout particulier à Denis, Dorothée, Marion G., Renaud et Sophie B.-M. et Thomas L. (merci pour cette JE formatrice).

Et merci au collectif qui a tout changé, qui m'a tellement appris et reste solidaire à tout moment : merci aux doctorant·es de Géocités. Merci…

à la team ODG – Alexandre, Antoine B., Benoît, Charlotte Be., Héloïse, Inès, Jordi, Joséphine, Julie, Léa, Lou, Luc, Lucie, Mathys, Maxime, Natacha, Nicolas, Paul et Romain – pour l'entraide, les rires au quotidien. C'est là que le sens du collectif a pris sens au premier jour ;

à la grande salle de Condorcet – Alexandra, Alizée, Léna, Mégane, Maïlys, Noémie, Léo et Sixtine – qui fait vivre Condorcet ;

aux soutiens bienveillants, même à distance – Anne-Cécile, Clément, Fanny, Joséphine, Marion A., Romain et Sonia ;

aux repdocs, de toutes les générations : Joséphine, Natacha, Luc, Anton, Léa, Maxime, Antoine, Aline, Léna, Marine et Héloïse – pour la confiance et la transmission qui soutiennent le collectif ;

à la team « Petites échelles » – Mégane et Thomas R., à toutes nos discussions, j'ai hâte de celles à venir ;

à mes camarades de l'équipe estivale, celle qui a traversé ces dernières semaines très particulières de la thèse – Jean, Léo, Thibaud, Thomas R. et surtout Mathilde, merci encore pour ton aide et pour tes précieux conseils.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance aux relecteur·rices de cette thèse, celles et ceux qui ont pris (beaucoup) de temps pour se plonger dans mes chapitres, pour m'apporter leurs éclairages, leurs expertises scientifiques : Aline, Anne-Cécile, Clément, Inès, Jordi, Joséphine, Mégane, Thomas R. et Romain. Vous m'avez tellement aidée … du fond du cœur, un immense merci !

À celles et ceux qui ont relu ces pages dans les derniers instants, Benoît, Inès, Mathilde, Mathys et Nicolas : un grand merci. La mission était complexe, je le mesure, vos retours ont été précieux.

Un dernier remerciement tout spécialement à Inès et à Léa pour vos soutiens indéfectibles, pour ces amitiés qui ont tout changé. Et à Mégane, cette force qui m'a tant appris, tant fait rire et toujours avec une profonde bienveillance : merci pour … absolument tout.

Merci mille fois à Alexandra (mon pilier à la détermination sans faille), à Anaïs (sur tous les chemins, une voix rassurante), à Elisabeth (des longues heures de TD de mécanique et aux montagnes suisses), à Lilia (une belle rencontre sur un volcan), à Marika (sans qui je n'aurais jamais pris au sérieux l'idée d'une thèse) et à Kévin (depuis les premières heures de la L1).

À ma famille, de Granville à Téhéran en passant par Créteil.

À mes parents et à ma sœur, de près ou de loin et à chaque instant avec moi.

Sommaire

Remerciements 3

Sommaire 7

Avant-propos 8

Introduction générale | Des identités macrorégionales. Construction socio-spatiale d'objets politiques 11

Chapitre 1 | « Outre-mer », « ultramarin », « ultrapériphérie » : des imaginaires et des identités contraintes 25

Chapitre 2 | Appréhender des imaginaires macrorégionaux : protocole méthodologique pour étudier des objets subjectifs 71

Chapitre 3 | Représentations et savoirs sur les macrorégions : la Caraïbe comme objet pluriel 127

Chapitre 4 | Imaginaires socio-spatiaux de la Caraïbe : représentations estudiantines et réappropriation des identités 191

Chapitre 5 | Des périphéries caribéennes : regards sur les relations postcoloniales aux macrorégions et au monde 243

Chapitre 6 | Identités et imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial : (im)mobilité, inégalités et stratégies étudiantes 285

Conclusion générale 341

Références bibliographiques 350

Table des matières 374

Table des figures 382

Table des tableaux 384

Table des encadrés 385

Glossaire 386

Annexes 388

Avant-propos

Financement de la recherche

Cette thèse a débuté dans le cadre du projet de recherche ANR-DFG Imageun « *In the Mirror of the European Neighbourhood (Policy): Mapping Macro-Regional Imaginations* », qui s'est déroulé entre 2020 et 2024 et a été coordonné par Veit Bachmann (Goethe-Universität Frankfurt am Main) et Claude Grasland (Université Paris Cité, Géographie-cités, FR CIST). Le projet est porté par l'Agence nationale de la recherche et la Deutsche Forschungsgemeinschaft lors d'un appel à projets franco-allemand en sciences humaines et sociales (ANR-19-FRAL-0011). Son objectif principal a été d'étudier les imaginaires macrorégionaux en jeu en Europe et dans le voisinage européen (Encadré 1). Le projet a mobilisé des équipes en Allemagne (Goethe-Universität Frankfurt am Main, Friedrich-Alexander-University of Erlangen-Nürnberg), en France (FR 2007 CIST, UMR EVS, UMR Géographie-cités, UMR IDEES, Institut Convergences Migrations), en Irlande (University College Dublin), en Tunisie (Université de La Manouba, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain), en Turquie (Kadir Has Üniversitesi).

La thèse a ainsi été réalisée avec un contrat doctoral de trois ans, financé au sein du programme *via* le CNRS. J'ai ainsi participé au *Work Package* (WP) « *Student Survey* », l'un des trois axes de l'ANR-DFG Imageun, pour la coordination et la réalisation d'un questionnaire cartographique numérique (Encadré 2).

Encadré 1 | Présentation de l'ANR-DFG Imageun

Ce projet s'intéresse aux imaginaires spatiaux (Agnew, 2016; Bailly, 1989; Gregory, 1994) qui construisent le monde et ses régions. Il analyser les représentations, les pratiques et les éventuels sentiments d'appartenance à ces ensembles, définis comme des macrorégions. En géographie, une macrorégion se définit d'abord comme une région « un morceau d'espace qui se distingue de l'espace voisin » (Beaujeu-Garnier, 1971), mais avec l'originalité d'exister à une échelle située entre l'État et le Monde (Mareï, Richard, 2020).

En partant de l'hypothèse de Murphy (2013) selon laquelle les imaginaires macrorégionaux jouent un rôle déterminant dans la compréhension du monde par ses habitants et les différents acteurs de la géopolitique, l'objectif de ce projet est de comprendre comment se construisent les découpages du monde en région, comment les imaginaires associés aux différentes régions sont connectés les uns aux autres (Jessop, 2012; Montello, 2008; Murphy, 2013; Paasi, 2010) et comment elles sont comprises, expliquées et appropriées par les individus. Dans le cadre d'un programme de recherche franco-allemand, ce projet porte un intérêt particulier à l'espace européen pris dans une définition élargie. En considérant l'UE et son voisinage, il vise à questionner le lien entre la construction de ces imaginaires macrorégionaux et celle d'une région européenne comprise comme un territoire modelé par les relations liant l'Union européenne (UE) à son voisinage (Moisio et al., 2013). Malgré cette focale européenne, il s'agit donc de pousser l'analyse au-delà d'un unique espace européen en le situant dans un ensemble plus vaste pour étudier ses relations avec les macrorégions du reste du monde

(Asie, espace méditerranéen, Maghreb, Occident, etc.) et les imaginaires qui leurs sont associés [...] Trois axes d'analyse sont développés dans le projet :

- **les figures et les décideurs politiques** : par le biais d'entretiens (coordination Veit Bachmann et Antoine Laporte)
- **les médias** : via l'analyse semi-automatique d'un corpus constitué de brèves (coordination Georg Glasze et Claude Grasland)
- **les étudiant·es de l'enseignement supérieur** grâce à une enquête numérique (*Student Survey*) (coordination Camille Dabestani, Clarisse Didelon-Loiseau, Sophie de Ruffray et Etienne Toureille).

- *Pour en savoir plus sur le projet ANR-DFG IMAGEUN*

Extrait issu du site « Étudier les imaginaires macrorégionaux estudiantins », Imageun (Marveaux, Dabestani, Pécout, 2024a)

Encadré 2 | L'enquête étudiante de l'ANR-DFG Imageun

Le troisième axe du projet, sur lequel porte ce document, a pour principal objectif d'étudier les imaginaires macrorégionaux chez les étudiant·es en analysant leurs pratiques et leurs représentations individuelles et collectives (Bronner, 2018; Dernat et al., 2018). Considérer les imaginaires géographiques des étudiant·es à l'échelle macrorégionale en tant que constructions politiques, historiques, sociales et culturelles (Grataloup, 2009; Lewis, Wigen, 1997) implique de prendre en compte la multiplicité des territorialités (Cattan, 2014; Guérin-Pace, Guermond, 2006), mais aussi leurs caractères complexes et flous (Didelon, de Ruffray, Boquet, Lambert, 2011; de Ruffray, 2000). L'idée est d'analyser les définitions sémantiques et spatiales des macrorégions et leurs relations éventuelles du point de vue d'une population d'enquête constituée d'étudiant·es de licence (enquête nommée *IMAGEUN Student survey*).

Extrait issu du site « Étudier les imaginaires macrorégionaux estudiantins », Imageun (Marveaux et al., 2024a)

La réalisation de cette thèse a également bénéficié du soutien du Collège International des Sciences territoriales (FR 2007 CIST) associé à la coordination du projet, de l'UMR Géographie-cités et de l'École doctorale de géographie de Paris (EDGP), où cette recherche doctorale s'est inscrite.

À l'issue du contrat doctoral, la thèse a été financée par l'intermédiaire d'un poste d'Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche au Département de Géographie de l'Université d'Angers (Faculté LLSH) et de l'UMR ESO-Angers.

Je tiens enfin à témoigner ma gratitude auprès de toutes ces structures qui m'ont permis de réaliser cette recherche doctorale.

Règles d'écriture

Cette thèse utilise l'écriture inclusive, en premier lieu pour parler des personnes ayant accepté de participer à l'enquête par questionnaire et par entretien : les étudiant·es. Je me permets cet usage dans la mesure où, d'une part, le genre participe de manière prégnante dans les expériences, les

informations et les récits qu'ils et elles ont accepté de me confier. De l'autre, aucun terme épicène n'existe en français pour les désigner (le terme « élève » ne désignant les personnes scolarisées dans l'enseignement primaire et secondaire en France), et que leur rapport au cadre universitaire fait partie de la démarche d'enquête. Ainsi, dans ce manuscrit, j'utilise le point médian « · » et je décline les pronoms « il et elle ». Par extension, j'applique cette règle d'écriture aux groupes mixtes mentionnés.

Pour désigner la France dans les Outre-mer, j'utilise l'expression « France hexagonale » plutôt que « France métropolitaine » tout au long du manuscrit. Le terme « métropole » renvoie à la définition suivante : « État, territoire d'un État, considéré par rapport à ses colonies (ou à ses pays de mandats, ses protectorats), ou à ses territoires d'outre-mer. Synon. mère-patrie » (CNRTL). Son emploi impose donc une lecture coloniale de la relation entre l'État et ses colonies. À moins de citer un texte ou de vouloir désigner explicitement le rapport colonial, je préfère le terme « hexagone » ou ses déclinaisons (Hexagone, hexagonal, etc.).

Citations d'ouvrages et d'entretiens

Toutes les citations longues sont présentées dans un bloc distinct du texte.

Pour les références scientifiques, certaines citations sont issues de textes qui ont été consultés dans des formats numériques qui ne comportent pas de pagination. Lorsque c'est le cas et s'il est indiqué dans les versions numériques, le numéro de paragraphe est précisé s'il a été renseigné.

Pour les citations d'extraits d'entretiens, je présente la source comme suit :

- le prénom modifié pour anonymiser ;
- le niveau Licence-Master-Doctorat ;
- la discipline générale ;
- le lieu de l'entretien ou pôle universitaire d'inscription pour les étudiant·es participant à distance.

Certaines informations sont généralisées pour préserver l'anonymat des étudiant·es. L'alternance entre interlocuteur·rices est indiquée par un retour à la ligne et deux points.

Introduction générale | Des identités macrorégionales. Construction socio-spatiale d'objets politiques

« Faire la Caraïbe comme on refait le monde ». C'est ainsi que le sociologue français Michel Giraud intitulait un article dans la revue *Pouvoirs dans la Caraïbe* en 2004 : faire la Caraïbe pour dépasser les fragmentations de cet espace, pour empêcher les nationalismes et les exclusivismes identitaires, pour émanciper les espaces et les sociétés des emprises coloniales et impériales européennes et étatsuniennes héritées.

Un tel questionnement se pose à un degré plus important pour les espaces non-indépendants de la Caraïbe insulaire, comme la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Ceux-ci sont en effet intégrés dans l'ensemble national français en tant que départements ou territoires d'Outre-mer (DROM-COM)[1] depuis 1946, et dans l'ensemble européen sous le statut de RUP pour « Régions ultrapériphériques » depuis 1999[2]. Ils sont néanmoins aussi situés géographiquement dans un espace caribéen distant sur les plans géographiques, institutionnels et circulatoires, un espace lui-même fragmenté par les héritages institutionnels et les politiques d'incursions violentes d'autres anciens empires.

Les collectivités françaises dans la Caraïbe sont ainsi à la croisée d'enjeux qui traversent cet espace géographique, mais aussi de ceux issus des contextes français et européens. Que ce soit le durcissement des frontières, l'accroissement des discours nationalistes et identitaires dont les argumentaires prennent appui sur l'espace comme déterminant, ou encore sur le surinvestissement de la figure d'un « Autre », ces enjeux sont largement fondés sur des imaginaires qui traversent le temps, les espaces et les échelles. En France et en Europe, ces imaginaires dépassent l'espace national et se portent sur des entités macrorégionales[3], autant géographiques ou politiques

[1] À ce titre ils font plus largement partie des départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer français.
[2] Le statut de RUP entre en vigueur en 1999, mais le concept d'ultrapériphérie apparaît en 1992 dans le Traité de Maastricht.
[3] La région, en géographie, renvoie à des échelles variables. La macrorégion correspond à une région d'échelle comprise entre l'État et le monde. Le terme macrorégion est aussi synonyme de l'expression « région du monde ».

qu'institutionnelles : Europe, Union européenne (UE), Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN), Occident, etc.

En tant qu'objets géopolitiques, les imaginaires géographiques font l'objet de mises en récit par les institutions (l'État notamment) ainsi que par les producteurs de savoirs, de manière descendante. Cependant, les imaginaires géographiques sont aussi construits par les pratiques individuelles et collectives multiscalaires, ici de manière ascendante. Les deux sens de construction et d'expérience des imaginaires géographiques sont ainsi en constantes interactions, entre des rapports de domination pluriels imposés par les structures produites « par le haut » et les contournements, les appropriations et les solidarités produites « par le bas ».

Dans le cas des collectivités françaises caribéennes, mais plus largement pour tous les espaces d'Outre-mer, la production des imaginaires de la Caraïbe est à la fois verticale (multiscalaire), mais aussi horizontale autour de l'Atlantique, entre un espace caribéen et des espaces institutionnels français et européens.

La thèse a pour objectif d'étudier cette articulation dans les contextes de la Martinique et de la Guadeloupe. J'appréhende d'une part les rapports entre les structures, les réseaux et les imaginaires institutionnels – qu'ils soient macrorégionaux ou nationaux – distants et issus d'un héritage colonial et de violences plurielles, et d'autre part les manières dont ces imaginaires sont saisis, pratiqués, représentés et appropriés par les individus et les groupes dans ces espaces.

Imaginaires géographiques : socio-construction d'objets politiques

Les imaginaires géographiques sont « l'ensemble des connaissances et la compréhension géographique, ancrées dans la culture et l'histoire, qui caractérisent un certain groupe social[4] » (Cosgrove, Della Dora, 2005). En tant qu'objets construits par les pratiques et les représentations, les imaginaires géographiques sont ainsi situés, autant en fonction des individus qu'en fonction des structures qui les produisent (Gieseking, 2017). Ils sont construits par de nombreux acteurs sociaux et politiques par l'intermédiaire de cartes, d'images ou de récits ancrés dans le temps et dans l'espace. Ces imaginaires conditionnent, influencent ou limitent les récits sur les objets politiques et spatiaux, que ce soit des États-nations, des continents ou le monde et les populations qui s'y inscrivent (*ibid.*).

Si le concept d'imaginaire est mobilisé par de nombreuses disciplines dans une large palette d'acceptions (Bédouret, Thémines, Glaudel, Genevois, Grondin, 2022), en géographie, il est central

[4] « *[T]he words of Cosgrove and della Dora as "the complex of culturally and historically situated geographical knowledge and understanding that characterizes a certain social group* » (Cosgrove et della Dora, 2005, 388).

dans les approches critiques. Il prend place d'abord dans la géographie britannique au cours des années 1960 et 1970 pour appréhender la subjectivité de l'espace ou les rapports de pouvoir dans l'espace (Harvey, 1973; Prince, 1962). Dans les années 1980, l'arrivée des études postcoloniales marque un tournant majeur dans l'analyse des imaginaires géographiques en intégrant les rapports de domination, d'asymétrie et de reproduction des normes coloniales qui s'opèrent dans leur production et dans leur mise en discours (Gieseking, 2017; Saïd, 1978). C'est également dans les années 1980 que le concept apparaît dans le champ francophone lors du tournant représentationnel, qui étudie les liens entre « les représentations mentales, les structures intentionnelles et les faisceaux de pratiques dans l'espace et dans le temps » (Bailly, 1989, p. 58). L'objectif est d'aller au-delà d'un espace comme support en mettant en lumière les rapports qui se jouent (centralité, marginalité, hiérarchie) (Debarbieux, 2015; Sénécal, 1992). Toutefois, dans ces approches, les constructions sociales restent peu abordées (Aldhuy, 2004). Le concept d'imaginaire tel que défini dans les années 1990 par Derek Gregory (1994) synthétise ces deux approches, tout en intégrant les représentations de l'espace par les individus et les groupes, ainsi que les processus par lesquels les représentations portent et projettent les valeurs, les idéologies, les désirs et les rapports de pouvoir de leurs auteurs.

Je m'appuie ainsi sur une définition de l'imaginaire géographique comme « ensemble des mythes, images et valeurs qui, intégré à la production de figures géographiques (lieu, territoire, région), nous renseigne sur les dynamiques et les tensions du champ social qui a vu sa production » (Aldhuy, 2004, p. 118). Comme le résume Derek Gregory (1994), les imaginaires géographiques s'opèrent à l'intersection du pouvoir, du savoir et de l'espace. Ils sont à la fois leur produit et leur source.

Ainsi, dans une approche socioconstructiviste, les imaginaires géographiques sont appréhendés comme des objets qui fluctuent et évoluent selon divers facteurs influant sur le rapport à l'espace et au temps, et ce, tant chez les acteurs institutionnels, politiques ou économiques que chez les individus (Paasi, 2001). Les travaux sur les imaginaires géographiques sont aussi à mettre en lien avec ceux qui interrogent le concept d'idéologie sur l'espace, en tant qu'outil de constitution et de maintien de relations de domination entre les groupes spatialisés par un ensemble de symboles, d'images, de récits et d'organisations de l'espace produisant une idéologie territoriale (Di Méo, 1998 cité par Aldhuy, 2004).

Déconstruire les grands récits nationaux et macrorégionaux

Pour chaque espace, des récits et des mythes sont construits et se distillent dans la culture quotidienne, forment des images, « cristallisent l'identité et légitiment les structures sociales et politiques » (Sénécal, 1992, p. 40). Ces récits produits sur l'espace permettent de le caractériser, de

le comparer et de le conceptualiser. Ils articulent des images projetées sur les espaces en question, mais aussi sur les populations qui y vivent. Ce sont des objets (géo)politiques, des construits qui peuvent être manipulés (Cosgrove, Della Dora, 2005 ; Murphy, 2013), influencés par d'autres récits (de voyages, d'explorateurs, de colons et des populations colonisées), les médias, l'enseignement (Gregory, 1994 ; Thémines, 2016a), ou encore les cartographies populaires ou académiques (Bonnett, 2003; Gieseking, 2017).

Dans ce cadre, un récit correspond à la « représentation d'un ensemble d'événements, sous la forme d'une histoire qui permet au lecteur de les ressaisir en un tout signifiant » (Adam, 1996). Au-delà d'un décor, l'espace et les lieux peuvent être mobilisés dans une mise en récit comme angle d'analyse d'un phénomène, d'une situation ou d'un contexte. En tant que production, le récit est ancré dans des contextes politiques, médiatiques ou sociaux complexes, mais a aussi une action sur celui-ci en (re)produisant des configurations (Thémines, 2016a).

Jean-François Thémines (2016a) appréhende les récits portés sur l'espace à travers deux axes, celui des lecteur·rices de ces récits d'une part, et celui du rôle de l'espace dans le récit de l'autre. Le récit peut positionner chaque lecteur·rice soit comme sujet d'échelles et de forces supérieures déterminées par des acteurs qui sont les seuls à avoir la main sur ces « grands récits ». Il peut sinon placer le·a lecteur·rice comme producteur·rice du récit, avec le pouvoir de raconter. L'espace, quant à lui, peut être placé comme déterminant dans le récit (un « territoire-personnage ») selon ses caractéristiques (centre, périphérie, etc.), ou bien comme ressources, quotidiennes, individuelles et collectives. Ces deux paramètres permettent de distinguer des récits où l'espace est surdéterminant et assujettissant (grands récits) de ceux qui renvoient aux luttes (récits produits par le bas), à la production du territoire officiel (subordonnant les individus et l'espace comme un potentiel à exploiter) ou encore à la fabrique de lieux (où se tissent les liens par le bas avec l'espace comme ressource) :

> « L'espace surdéterminant signe la disparition du pays en révélant de vastes territoires cachés sous le pavage des États. L'espace des luttes ausculte les fractures vives entre France(s) qui dérivent par blocs. L'espace du territoire officiel est en second plan pour soutenir l'idée d'action unificatrice de l'État dans une France d'individualités multiples et de sentiments contradictoires (Frémont, 2010, p. 66). Enfin, l'espace de la fabrique des lieux tisse de multiples récits singuliers. » (Thémines, 2016a)

En tant qu'institution la plus organisée, l'État est un acteur majeur dans la production et la diffusion de récits sur lui-même comme État-nation et sur ses processus de construction nationale (Aldhuy, 2004 ; Kofman, 2005). S'il n'est presque plus un sujet d'étude depuis les années 1990, il reste bien présent par l'intermédiaire de questionnements relatifs à l'identité nationale, et à la citoyenneté, tout en excluant ce qui est considéré comme marginal et secondaire (Cattan, 2008 ; Kofman, 2005). La

nation est l'objet juridique et administratif créé par les États, associant les populations des États à un territoire défini par des frontières. L'État-nation se constitue à partir du XVIIIe siècle sur l'idée d'une souveraineté nationale basée sur un paradigme de l'immobilité (Zoubir, 2024). Cette acception constitue l'image d'une communauté exclusive à laquelle des individus et des groupes s'associent comme « membres » *(ibid.)*. La nation est aussi un objet discursif et symbolique, formant une narration, un projet autour d'une identité, d'évènements et de figures (mythes fondateurs, langue nationale, drapeau, etc.) insistant sur la « dimension affectivo-politique du phénomène national » (Thiesse, 1999 ; Zoubir, 2024).

Ainsi, l'État n'est pas seulement producteur de récits et d'imaginaires sur lui-même et sur les espaces et les populations qu'il définit comme « extérieurs » : il reproduit les enjeux, les récits et les imaginaires nationaux (voire nationalistes) sur les ensembles macrorégionaux qui les associent à d'autres États-nations. Ces discours idéologiques prennent place dans certains contextes nationaux, mais interrogent aussi le niveau macrorégional. La montée des nationalismes et les idéologies nationalistes en Europe prennent appui sur des discours, des récits et des images produites sur les entités nationales, mais pas uniquement. L'Europe et l'UE sont également mobilisées en ce sens. Malgré l'image d'un bloc continental neutre associée à l'entité « continent » (Grataloup, 2011) qui suffirait à réduire le prisme du nationalisme en Europe, l'UE tend à reproduire les logiques du nationalisme, les politiques d'exclusion multiscalaires. C'est notamment le cas pour les frontières de l'Europe et les politiques néolibérales de l'UE qui participeraient à faire tendre les politiques nationales vers des mesures identitaires visant l'unification, basées sur la culture et l'ethnicité (Kundnani, 2023).

Les « communautés imaginées » que sont les nations (Anderson, 1991), mais aussi les macrorégions sont culturellement pensées et construites, reposant sur une division entre le « nous » et le « eux » basée sur des hiérarchies de genre[5], de race, de classe et une distinction entre le « sauvage » et le « civilisé[6] » propres au contexte occidental depuis l'Antiquité (Chakrabarty, 2000 ; Domosh, 2005). Cette division et son récit, alimentés au XIXe par les discours darwinistes et les formes modernes de racisme issues de l'impérialisme européen, hiérarchisent à nouveaux frais les régions du monde. Elle se manifeste également dans les définitions du développement, défini par des niveaux reproduisant cette lecture hiérarchisante et évoluant selon les contextes de la géopolitique et des relations internationales : les découpages du monde et la hiérarchisation spatio-temporelle des régions ainsi produites fusionnent avec les notions de « sauvagerie » et de « civilisation » mobilisées pour

[5] Dans les approches féministes, la nation apparaît comme un objet construit, souvent comme une famille reproduisant donc des rôles genrés de ses composantes ainsi que les structurations autour d'un « intérieur » et d'un extérieur » dont il faudra se protéger (Kofman, 2005).
[6] Aux États-Unis, à la fin du XIXe siècle, le terme « civilisation » porte un discours idéologique fort (Domosh, 2005).

légitimer l'impérialisme occidental. Cette vision s'appuie ainsi sur l'idée d'un développement en plusieurs stades (Domosh, 2005).

C'est ce qu'Alexander B. Murphy (2013) désigne par l'expression de « grand récit régional », produit comme recueil et interprétation de faits et d'évènements ayant eu lieu dans une grande région. Pour lui, les grands récits régionaux sont mobilisés pour trois principaux usages : caractériser et construire les définitions d'ensembles, comparer des ensembles macrorégionaux et diviser conceptuellement le monde. Les petites échelles impliquent ainsi la délimitation, la hiérarchisation du monde ainsi que la production d'imaginaires géographiques eurocentrés (Grataloup, 2009, 2015; Lewis, Wigen, 1997). Les objets géographiques produits sur les espaces terrestres et maritimes prennent la forme des continents ou d'autres divisions, tels que les lectures binaires Nord/Sud, Orient/Occident, pays développés/en voie de développement (Gregory, 1994; Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018), souvent basées sur des indicateurs nationaux. Elles entretiennent un déterminisme naturel, une approche réduisant toutes disparités internes et toute complexité et induisant des stigmatisations (Murphy, 2013; Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018). Le risque se concentre notamment autour de configurations scalaires qui se stabilisent et s'ancrent dans le temps et dans l'espace jusqu'à prendre, par divers processus idéologiques, une image d'entité naturelle et permanente (Brenner, 1999). Les grands récits régionaux ont ainsi une influence stratégique et idéologique majeure[7] qui rend leur analyse, leur déconstruction, mais aussi leur reconfiguration d'une grande importance (Kofman, 2005; Massey, 2008 ; Murphy, 2013 ; Sanguin, 2014).

Construction des marges et des périphéries multiscalaires

Les imaginaires nationaux comme macrorégionaux produisent des rapports de pouvoir dans divers registres et à plusieurs échelles entre ce qu'ils construisent comme « centres » et comme « périphéries », entre des États coloniaux et des États subalternisés (Grosfoguel, 1996). Les travaux de Frantz Fanon (1961), d'Edward Saïd (1978) et ceux des penseur·ses des *Subaltern Studies* ont construit l'approche de la colonialité en tant que système de pouvoir occidental qui a persisté après le colonialisme, autant dans les rapports de hiérarchisation des sociétés et des lieux, l'exercice d'un pouvoir fondé par la dépendance historique, entretenue par le capitalisme et appliquée au genre, l'accaparement des ressources, ou encore dans l'effacement et la hiérarchisation des savoirs non-occidentaux (Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018). Que ce soit Valentin-Yves Mudimbe (1988) sur la construction de l'Afrique comme objet d'étude et de domination ou encore Edward Saïd (1978) sur

[7] Par exemple, les ouvrages de Samuel Huntington, Robert Kaplan, Thomas Friedman et Thomas Barnett lus par les élites politiques et militaires. Ces grands récits servent de « balises » pour les décideurs (Murphy, 2013).

la construction de l'Orient par l'Occident, les études postcoloniales mettent en lumière l'action du récit européocentrique dans tous ces registres aux échelles macrorégionales.

Depuis les années 1980 et 1990, la géopolitique et la géographie politique critique interrogent également les conceptualisations dominantes et les entités spatiales et territoriales comme des constructions sociales, et tout particulièrement celles de l'État (Kofman, 2005). Les géographes féministes se distinguent en investissant les dimensions oubliées du champ : les identités multiples et leurs articulations, les pensées et les actions alternatives ou encore les relations entre les personnes, les lieux et le pouvoir à plusieurs échelles et plus uniquement par l'intermédiaire des élites (Kofman, 2005). Les travaux issus de ce champ appréhendent spécifiquement les périphéries socio-spatiales et les récits des personnes évincées des structures et des narrations de la mondialisation (Kofman, 2005). À quelques exceptions près, ces champs ont eu tendance à éviter le global et à davantage mettre en avant des études à des échelles fines, discutant des limites et des lacunes des récits sur des objets larges (Kofman, 2005).

Les études postcoloniales, décoloniales et les approches féministes de la géopolitique et de la géographie politique font ainsi entendre les voix des contre-récits, des actions et de collectifs émancipateurs, aux échelles fines et dans les périphéries socio-spatiales. Ces champs ont permis de montrer les rapports entre des centres, bien définis et puissants, et ce qu'ils considèrent comme des bordures floues, contestées et arrangées en fonction de considérations politiques et idéologiques (van Schendel, 2002).

Les travaux à l'intersection de la géographie politique et de la géographie des représentations interrogent les imaginaires du monde, mais aussi les limites entre les différentes entités qui composent ces découpages en continent ou en aires culturelles. Que ce soit dans les médias (Leconte, 2022), chez les individus (Didelon-Loiseau, Emsellem, de Ruffray, 2019; Montello, 2008), dans les productions savantes et académiques (Fernandez, 2024; Grataloup, 2009; Noucher, Hirt, Arnauld de Sartre, 2019) ou encore chez les acteurs internationaux (Rosenthal, 2025), les récentes recherches mettent en avant les constructions sociales et politiques cristallisées par différents processus, intentionnalités et rapports de pouvoir hérités et reproduits (Paasi, 2010).

Des imaginaires géographiques aux identités socio-spatiales

L'État et les institutions (régionales ou macrorégionales) produisent des symboles identitaires pour imposer la représentation collective de territoires objectivés par des rhétoriques territoriales (Ripoll, Veschambre, 2006). Les récits nationalistes prennent une place conséquente dans les débats médiatiques et politiques, mais il est également essentiel de prendre en compte les récits

géographiques produits « par le bas », par les individus. L'analyse de l'expression des identités par les pratiques et les représentations constitue, selon Zygmunt Bauman (2000), un grand défi des sociétés modernes en tant qu'elle remet en cause l'idée unitaire et fixe des identités nationales, et permet de proposer une vision hybride, complexe, construite sur le mouvement (Sanchez, 2023). Il s'agit alors de tenir compte du fait que les contraintes imposées par les entités nationales produisent des territorialités contraintes (Hancock, 2008). Ces identités nationales et/ou les usages nationalistes des identités peuvent être remis en question en intégrant aux réflexions les dimensions articulées et multiscalaires des identités spatiales. Les identités locales sont par exemple essentielles, car elles portent l'histoire des luttes, des éléments ayant construit ou fabriqué ces identités (Saïd, 1993, p.14 cité par Massey, 1994). En intégrant une entrée transnationale et les enjeux relatifs aux mobilités et aux migrations, les identités macrorégionales sont également pertinentes à appréhender dans cette perspective.

Les imaginaires géographiques participent à construire les identités, qu'elles soient individuelles ou collectives. La formation de l'identité d'un lieu comme d'un individu est le produit d'interactions, de structures sociales et politiques, mais aussi de relations entre les échelles, le global entrant dans le processus de formation du local (Massey, 1994) et inversement. Ces différentes entrées associées aux sentiments d'appartenance permettent d'intégrer pleinement les subjectivités, celles des individus, mais aussi des groupes moins pris en compte (au-delà des institutions politiques et économiques formelles) (Yeoh, 2005). Les géographies sociale et féministe appréhendent les identités spatiales comme non fixes, contestées, multiples (Massey, 1994). Les identités des lieux ne sont pas figées parce que les relations sociales sont par nature dynamiques et changeantes. Elles sont construites à partir d'interrelations positives avec l'Ailleurs, et non d'une histoire intériorisée à laquelle peut être associée l'image de sécurité, de stabilité et de délimitation et où les identités seraient construites en négatif avec l'Autre au-delà des frontières (Massey, 1994).

Sans nier la place prise par l'État-nation, il s'agit dans ces travaux de renoncer à une lecture de l'espace discrète et bornée, et de prendre en compte ce qui se joue dans les expériences transnationales ou les échelles plus fines (ménage, local, corps, etc.) (Cattan, 2008). L'idée est d'appréhender le monde, la mondialisation par une approche multi-scalaire et multi-site, intégrant les échelles du corps, du foyer, de la communauté, du transnational et de sortir de la reproduction d'un point de vue unique, dominant, masculin, occidental et auto-centré (*ibid.*).

En appréhendant les imaginaires géographiques, ce sont aussi les identités que l'on interroge. Plus précisément, c'est l'intersection entre les imaginaires, les identités produites dans les cadres nationaux ou macrorégionaux – autrement dit de manière descendante – et les identités, les imaginaires tels qu'ils sont pratiqués et appropriés de manière ascendante par les individus et les

groupes. C'est ce que Guy Di Méo (2004, p. 202) désigne comme la tension entre territoire – en tant qu'espace approprié qui se donne une représentation, une histoire ou encore une identité produite de manière descendante et normative – et territorialité, définie en tant que relation individuelle et/ou collective complexe au(x) territoire(s).

Appréhender les imaginaires et les identités macrorégionales en Martinique et en Guadeloupe

La recherche que je présente ici s'est inscrite dans le projet de recherche ANR-DFG Imageun pour « *In the Mirror of the European Neighbourhood (Policy). Mapping Macro-Regional Imaginations* » (2020-2024) dont l'objectif est d'appréhender la construction des imaginaires macrorégionaux dans le voisinage européen par des approches en géopolitique et en géographie théorique et quantitative. Il analyse ainsi différentes configurations des rapports internes (depuis l'Allemagne, la France et l'Irlande) et externes (la Tunisie et de la Turquie) à l'Europe et à l'UE.

Cette thèse a constitué une proposition originale de décentrer le regard dans le cadre spécifique de ce projet : analyser des contextes à l'intersection de l'intériorité et de l'extériorité européenne, ici la Guadeloupe et la Martinique. Sur le plan disciplinaire, j'aborde cette question en croisant la géographie sociale et culturelle, la géographie postcoloniale et la géographie politique critique et féministe pour appréhender les imaginaires et les identités macrorégionales dans des contextes où deux processus se croisent. Il s'agit ainsi d'analyser des espaces à l'intérieur d'un ensemble national, mais dont l'extériorité est sans cesse rappelée autant matériellement que symboliquement.

Dans les contextes de la Martinique et de la Guadeloupe, ces deux processus s'inscrivent dans un héritage politique, social et institutionnel issu d'une histoire violente, produit de l'esclavage, de la colonisation et du travail forcé organisés par les empires coloniaux européens et notamment français. Les colonies sont devenues départements français, ce qui implique une citoyenneté pleine ainsi qu'un statut de membre de l'Union européenne. Cependant, des constructions sociales et des « territorialités fantômes », pour reprendre l'expression de Béatrice von Hirschhausen (2023), se dessinent entre la Martinique et la Guadeloupe[8] avec leur environnement régional, une frontière héritée de l'histoire et des structures impériales. Elles donnent par ailleurs lieu à des contestations, des appropriations et des projections.

Je m'appuie ici sur la notion d'appropriation, dont l'usage se développe en sciences sociales dans les années 1970. Elle désigne le processus d'intériorisation cognitive d'un espace, produisant un

[8] C'est plus largement le cas pour tous DROM-COM.

attachement (ou appropriation « existentielle ») comme sentiment d'être à sa place et qui devient progressivement un sentiment d'appartenance (Ripoll, Veschambre, 2006). L'appropriation est « symbolique » ou « identitaire » lorsqu'une portion d'espace associée à un groupe social participe à son identité, que ce soit par la pratique ou par des marquages (Ripoll, 2006).

La proposition faite dans cette thèse est d'étudier ces enjeux et ces processus auprès d'une partie de la jeunesse, les étudiant·es. Depuis les années 1970-80, des travaux ont analysé les expériences migratoires des jeunes Dromien·nés[9] dans l'Hexagone. Ils mettent en lumière et questionnent les processus d'injonction à la mobilité, d'assignation, les discriminations et inégalités socio-raciales, les stratégies et les retournements dans le cadre de trajectoires migratoires imprégnées du passé colonial et des reproductions dans les politiques migratoires (par exemple, Audebert, 2008; Condon, 1996; Haddad, 2018; Marie, 2014; Soune-Seyne, 2025).

Ici, je propose d'appréhender ces enjeux pour un autre public étudiant : celles et ceux qui (re)viennent ou qui restent dans les deux territoires. Ces étudiant·es sont confrontés à des stigmatisations plurielles et à des inégalités documentées dans la littérature en sociologie et en sciences de l'éducation en Martinique (Michel, 2022), en Guadeloupe (Ihaddadene, 2022), mais plus largement dans les DROM-COM (Bréant, 2022, 2024) et les espaces périphériques français (Aouani, Orange, Renard, 2019; Coquard, 2022).

Interroger les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, dans toutes leurs diversités, permet d'accéder au regard des nouvelles générations sur leurs expériences des héritages et des structures postcoloniales, mais aussi sur leurs projections, leurs futurs imaginés et leurs horizons d'attente (von Hirschhausen, 2017).

Questionnement et axes

Cette thèse analyse donc les imaginaires macrorégionaux et les identités associées, dans des espaces marqués par les structures coloniales et postcoloniales. Entre plusieurs aires géographiques, entre plusieurs structures institutionnelles et des héritages coloniaux politiques et socio-économiques encore prégnants, la Martinique et la Guadeloupe se trouvent dans ce rapport complexe. L'objectif général de ce travail est de centrer le regard sur ces deux espaces afin de comprendre dans quelles mesures les imaginaires macrorégionaux sont représentés et réappropriés par des jeunesses

[9] Habitant·es des DROM.

guadeloupéennes et martiniquaises, dans des contextes d'inégalités profondes et entretenues par les structures postcoloniales françaises et européennes.

Le questionnement principal est accompagné de trois axes de recherche :

- Quels imaginaires socio-spatiaux et politiques de la Caraïbe sont mobilisés dans les pratiques et les représentations des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe ?
- De quelles manières les identités des étudiant·es (re)conditionnent-elles leurs imaginaires macrorégionaux au prisme des périphéries caribéennes et du contexte postcolonial ? Qu'en est-il pour leurs identités prenant appui sur des entités ou des rapports spatiaux ?
- Comment les étudiant·es développent-ils et elles des stratégies de réappropriation de leurs identités dans un contexte d'inégalités profondes ? De quelles manières projettent-ils et elles le futur des espaces qu'ils et elles pratiquent et que révèlent ces espaces de leurs horizons d'attente ?

Protocole méthodologique

Pour répondre au questionnement et aux axes de recherche définis, je mobilise un dispositif méthodologique mixte qui vise à appréhender la pluralité des producteur·ices d'imaginaires, qu'ils émanent des institutions, des étudiant·es ou de leurs interactions. Le dispositif est pensé par triangulation des sources, des méthodes et des théories et est interdisciplinaire (Apostolidis, 2005; Denzin, 2012).

Le premier temps de l'enquête est un questionnaire cartographique numérique réalisé en 2021 dans le cadre de l'ANR-DFG Imageun pour interroger les pratiques et les représentations macrorégionales des étudiant·es. Il a été pensé et conçu pour le cahier des charges du projet de recherche, s'articulant avec les axes d'analyse des médias et des décideurs politique dans les cinq pays d'enquête (Allemagne, France, Irlande, Tunisie et Turquie). Les étudiant·es en Martinique et Guadeloupe ont été intégrés par l'intermédiaire des deux pôles de l'Université des Antilles (pôle Guadeloupe et pôle Martinique) pour l'enquête étudiante. Ce questionnaire a été conçu et diffusé lors de la pandémie du Covid-19. IL a donc été autoadministré numériquement et repose sur une mise en œuvre mobilisant l'application d'enquête Maptionnaire (Kahila, Kyttä, 2009). Il mobilise un dispositif de cartes mentales pour interroger les macrorégions en jeu dans les pratiques et les représentations des étudiant·es, parmi lesquel·les 231 faisant leurs études en Martinique et en Guadeloupe.

Au cours de la conception de l'enquête par questionnaire, un dernier axe de questionnement heuristique a émergé :

- Comment appréhender des appartenances spatiales (macrorégionales) à partir d'une enquête par questionnaire ? Autrement dit, comment appréhender des objets spatiaux subjectifs en partant d'un dispositif méthodologique quantitatif ?

Cet axe de recherche donne naissance au deuxième temps du dispositif méthodologique : les entretiens semi-directifs. Ils visent à prolonger la compréhension des pratiques et des représentations macrorégionales des étudiant·es en laissant la place aux expressions d'appartenance et aux processus de réflexion sur et avec les cartes mentales au fil des échanges. Les entretiens ont été réalisés auprès de 27 étudiant·es de l'Université des Antilles en 2022.

Enfin, le dernier élément du dispositif méthodologique a pour objectif d'intégrer les imaginaires produits « par le haut ». Mon choix s'est donc porté sur l'analyse des producteurs de discours et de savoirs mobilisés par les étudiant·es. Pour cela, j'étudie les discours institutionnels, la production des savoirs académiques et la production des savoirs encyclopédiques et collaboratifs sur Wikipédia.

Organisation du manuscrit

La thèse s'organise en six chapitres.

Le premier chapitre dresse un état des lieux des catégories institutionnelles et politiques construites dans les contextes français et européen pour appréhender l'ensemble des territoires anciennement colonisés par la France. Que ce soit « Outre-mer », « ultramarin » ou « ultrapériphérique », ces catégories mobilisent des imaginaires géographiques, comme l'éloignement ou la discontinuité maritime pour produire des catégories qui n'existent que par le droit et qui reproduisent des rapports coloniaux sous couvert d'une « neutralité géographique ». J'analyse les manières dont les concepts de marge, de centre et de périphérie sont mobilisés pour nommer et supporter l'action publique dans ces territoires, et plus particulièrement en Martinique et en Guadeloupe. Il s'agit de montrer les effets de ces imaginaires institutionnels sur l'appréhension des identifications et des appartenances.

Le protocole méthodologique en trois parties que je mets en place dans ce but est présenté dans le chapitre 2. Il vise à appréhender les imaginaires comme des objets multiscalaires flous, sensibles et subjectifs par un dispositif mixte. Organisée autour des représentations et des pratiques des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique, la démarche est construite pour lire le flou associé à ces objets, ainsi que leurs formations et leurs expressions par les expériences et les projections dans le futur des enquêté·es. Elle est complétée par une analyse des discours institutionnels et des savoirs

produits sur la Caraïbe, dans le champ académique et à destination du grand public francophone notamment. Je retrace ainsi le cheminement méthodologique de la thèse, d'abord au sein de l'ANR-DFG Imageun, puis dans les expériences qui ont suivi pour former le protocole présenté ici.

Dans le chapitre 3, j'interroge les imaginaires associés par les étudiant·es à l'objet macrorégional le plus prégnant : la Caraïbe. Avant d'analyser les imaginaires des étudiant·es, l'objectif est de dresser un panorama des désignations et des représentations construites dans les savoirs auxquels ils et elles sont exposé·es. Interstice ou marge dans les représentations du monde issues de la géographie française, la Caraïbe est aussi un objet géographique donné à voir au grand public sur Wikipédia. Je montre plus précisément les manières dont le monde et cette macrorégion sont présentés, les savoirs et les imaginaires qui les sous-tendent et qu'ils reproduisent. Dans tous les cas, ces lectures font l'objet d'analyses et de critiques de la part d'auteur·rices caribéen·nes et spécialistes de la Caraïbe. Ils et elles développent des lectures complexes de cet espace que j'expose avant de les mettre en lien avec les imaginaires des étudiant·es.

En partant d'un travail d'objectivisation des cartes mentales réalisées par les étudiant·es dans le cadre de l'enquête, le propos du chapitre 4 est d'appréhender toute la diversité des représentations portées sur cet espace de la Caraïbe au prisme des profils variés des étudiant·es l'évoquant. Des éléments communs émergent de leurs représentations, tout comme des contradictions et des questionnements qui donnent à voir le cas du positionnement particulier de la Martinique et de la Guadeloupe dans cet ensemble caribéen.

Au-delà des représentations de la Caraïbe, j'interroge dans le chapitre 5 les manières dont les étudiant·es perçoivent, pratiquent et projettent les relations avec les ensembles américains, européens et français en tant que périphéries caribéennes en contexte postcolonial. La diversité des imaginaires associés aux espaces américains met en lumière des questionnements qui traversent les sociétés martiniquaises et guadeloupéennes, mais surtout le traitement des Outre-mer dans le contexte français. J'analyse les manières dont l'UE et l'Europe sont perçues, notamment en lien et par comparaison avec la France.

Le dernier chapitre présente les enjeux d'identités qui traversent les imaginaires géographiques caribéens et des périphéries caribéennes. J'analyse les stratégies de contestation et de réaffirmation des identités spatiales mises en place par les étudiant·es tout au long de l'enquête, à travers les cartes mentales et les entretiens. Enfin, je propose de lire concrètement ces enjeux appliqués à deux sphères prégnantes dans la construction et l'expression des imaginaires et des identités spatiales : l'École et l'Université, avec une focalisation sur le rôle des mobilités étudiantes.

Sommaire du chapitre 1

1. Constructions statutaires en contexte « ultramarin » : les imaginaires socio-politiques des catégories spatiales 26

1.1. Ultrapériphérie, Outre-mer : construction des statuts 26

1.2. Les statuts comme catégories normatives : interactions entre périphérie européenne et marge française 33

2. Par-delà la périphérie, des marges postcoloniales ? 42

2.1. Périphéries, périphérisation et marges 42

2.2. Marges socio-raciales et périphéries spatio-politiques : appréhender la colonialité en France 48

3. Guadeloupe, Martinique : des catégories spatio-politiques aux identités socio-spatiales 54

3.1. Constructions macrorégionales autour d'un espace transatlantique 54

3.2. Des identités et des appartenances pour appréhender des imaginaires complexes et pluriels 57

Conclusion 69

Chapitre 1 | « Outre-mer », « ultramarin », « ultrapériphérie » : des imaginaires et des identités contraintes

« Ultrapériphérie », « ultramarin » et « outremer » sont les termes employés couramment pour désigner les territoires ayant été colonisés par la France et faisant partie de son espace national, et, par extension, de l'espace européen. Ces expressions qui mobilisent l'imaginaire de l'éloignement marqué par une discontinuité maritime, désignent ces territoires dans le langage courant, mais aussi des statuts institutionnels et administratifs dans les cadres français et européens.

Ce premier chapitre a pour objectif de dresser un état des lieux des catégories institutionnelles et politiques construites afin de désigner l'ensemble des territoires anciennement colonisés par la France, et d'appréhender les manières dont elles sont questionnées dans les imaginaires produits sur et de puis la Guadeloupe et la Martinique.

La première partie de ce chapitre vise à d'abord à situer les termes et les statuts institutionnels et usuels qui sont associés, entres autres, à la Martinique et à la Guadeloupe. Malgré leurs connotations géographiques, ces désignations sont avant tout des catégories politiques qui n'existent que par le droit. En écrivant des statuts exceptionnalisants, elles rassemblent une diversité de situations par des critères génériques qui relèveraient d'une sorte de neutralité géographique. Ces catégories institutionnelles, portant l'action publique dans les DROM-COM, prennent pourtant appui sur des concepts géographiques qui servent la mise en récit des imaginaires français et occidentaux sur ces espaces et territoires. Que ce soit les concepts de marge, de centre et de périphérie, la seconde partie montre que ces concepts sont mobilisés pour nommer et définir les lectures de ces territoires, mais aussi reproduire les rapports de domination coloniale à l'échelle de la France et de l'UE. Enfin, je discute des manières dont ces imaginaires entrent en tension avec les spatialités effectives en Martinique et en Guadeloupe. Ces imaginaires institutionnels reproduisent et prolongent les structures et les réseaux coloniaux, mais sont également saisis par une littérature qui les appréhende et les dépassent en l'articulant aux identifications et aux appartenances.

1. Constructions statutaires en contexte « ultramarin » : les imaginaires socio-politiques des catégories spatiales

La première partie de ce chapitre a pour objectif d'appréhender la construction statutaire de la Martinique et de la Guadeloupe, associées à deux statuts institutionnels qui ont la particularité d'être extra-régionaux pour ces deux territoires. L'un de ce statut est celui de « RUP » ou « Région UltraPériphérique » de l'Union européenne. L'autre est celui du cadre français qui intègre la désignation d' « Outre-mer » avec ses déclinaisons statutaires : « Département et Région d'Outre-mer » ou « DROM » et « Collectivité d'Outre-mer » ou « COM ». Dans le cadre caribéen, les deux territoires ont des statuts de membres associés en leur nom (intervention et vote sous conditions), de candidat ou de membres observateurs représentés par l'État français sur lesquels je reviens plus loin dans la thèse (cf. Chapitre 3).

En présentant les cadres européens et français, je reprends le point de départ de cette thèse au sein du projet de recherche ANR-DFG Imageun (2020-2024) : interroger la construction des imaginaires macrorégionaux des espaces et territoires associés à l'Europe et à l'UE, dans toute la pluralité de ces liens. Construits dans des contextes et des temporalités distinctes, ces statuts reproduisent et mobilisent des mécanismes similaires sur lesquels je reviens.

1.1. Ultrapériphérie, Outre-mer : construction des statuts

Ces statuts relèvent de catégories du droit qu'il convient de mettre en lumière. Le cheminement dans leurs constructions correspond à des ancrages différents, remontant à la colonisation pour la France et aux années 1970 pour l'ensemble européen. Retracer leurs évolutions donne à voir les imaginaires en jeu et les récits mobilisés à chaque étape pour former ces catégories, telles que nous les connaissons aujourd'hui. Il s'agit aussi de voir, au-delà de leurs définitions, les manières dont elles sont saisies par les acteurs des territoires, comme supports et outils au service d'intérêts plus ou moins communs, mais relevant des problématiques d'un même rapport à un modèle et des normes continentales et eurocentrées.

1.1.1. Définition d'une « ultrapériphérie » européenne

Dans le cadre européen, la prise en compte des territoires ultramarins de certains États-membres émerge comme un enjeu à part entière de l'action politique dès les années 1970, mais devient prégnante à partir des années 1990. Il s'agit pour les instances européennes d'intégrer deux niveaux de complexité : d'une part, des différentiels socio-économiques et démographiques des territoires

ultramarins avec les États-membres de rattachement, et d'autre part, entre les territoires ultramarins européens, le tout dans des contextes géographiques variés (de l'Amazonie, à la Caraïbe en passant par l'Atlantique et l'Océan Indien) (Beauvallet, Célestine, Roger, 2016). Ces territoires présentent des situations économiques contrastées, mais dans l'ensemble parmi les plus fragiles (par exemple en termes de taux d'emploi, des PIB par habitant[10]), aux prises avec des problématiques d'enclavement, de paupérisation ou d'expositions aux effets directs du changement climatique (Beauvallet et al., 2016). Franck Temporal montre que ce sont notamment les territoires français qui présentent les rapports de dépendances à la métropole les plus prégnants, et les problématiques les plus contrastées. Les territoires français regroupent en effet à la fois les populations les plus jeunes (en Guyane ou à Mayotte, par exemple[11]) et celles dont le vieillissement est le plus marqué (en Martinique et en Guadeloupe[12]) (Temporal, 2016).

Avant les années 1970, l'existence des territoires ultramarins, uniquement français à cette période dans les instances européennes, se construit lentement avec l'émergence du niveau régional dans les débats et les politiques européennes. Dans le cadre du Traité de Rome (Article 227), une première mention de la prise en compte des « exigences spécifiques de ces parties du territoire français » (Arrêt Hansen du 10 octobre 1978) apparaît (Daniel, Jos, 1995). Elle prend également la forme de dispositifs spécifiques et de fonds structurels autour du développement, des enjeux sociaux, de la cohésion ou de l'insularité : FEDER (1975), FSE (1989), Fonds de Cohésion (1992), de programmes insulaires spéciaux (REGIS, POSEI[13], RECITE), etc. Le cadre pensé pour les territoires d'Outre-mer français est appliqué aux Canaries lors de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne (CEE) appliquée en 1986. Pour les territoires portugais des Açores et de Madère, rejoignant la CEE à la même date, c'est l'intégration aux politiques communes avec quelques dérogations qui est mise en place, et pour laquelle est demandée une attention particulière aux « handicaps de ces régions découlant de leur situation géographique éloignée du continent européen,

[10] Le PIB par habitant de Mayotte équivaut à 34% de la moyenne européenne (64% en Guyane, 85% en Martinique) (Beauvallet, Célestine, Roger, 2016).

[11] En Guyane, une personne sur deux a moins de 25 ans contre 29% à l'échelle nationale (Insee, 2025 [URL], [URL]). À Mayotte, c'est une personne sur deux qui a moins de 18 ans, et l'âge moyen est de 23 ans contre 41 ans en France métropolitaine (Insee, 2025 [URL]).

[12] La Martinique est la région française la plus âgée avec 35% de la population ayant plus de 60 ans (Insee, 2025 [URL]). La Guadeloupe est la seconde région la plus âgée avec 33% de personnes de plus de 60 ans (contre 23% dix ans plus tôt) (Insee, 2025 [URL]). À l'échelle nationale, cette proportion s'élève à 28% (Insee, 2025 [URL]).

[13] Les programmes POSEI (POSEIDOM pour les DOM français, POSEICAN pour les Canaries, POSEIMA pour Madère et les Açores) mis en place à cette période reposent ainsi soit sur le Traité de Rome, soit sur l'Acte d'adhésion, tout comme le programme REGIS (Régions Isolées) qui s'appuie sur le règlement de la CEE (Daniel, Jos, 1995). Acronyme de « Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité » (POSEI), il est conçu comme un outil d'aide européenne et nationale au secteur agricole pour les RUP (Toutel'europe.eu, consulté en août 2025 [URL]).

leur orographie particulière, les graves insuffisances d'infrastructures et de leur retard économique » dans l'Acte d'adhésion (Daniel, Jos, 1995).

C'est également à cette période, plus précisément en 1986, que le concept d'ultrapériphéricité est utilisé dans ce cadre institutionnel pour caractériser les territoires ultramarins européens (Daniel, Jos, 1995). Ils restent malgré tout des « *no man's land* politique et juridique » (Hache, 2000 cité par Sanguin, 2007) dans les instances européennes jusqu'aux années 1990. Dans cette décennie, leur prise en compte dépasse l'aide au développement, dont l'action est extérieure et verticale, pour devenir un processus d'intégration reposant sur deux statuts institutionnels spécifiques dédiés à ces territoires : le statut de RUP (Région UltraPériphérique) et de PTOM (Pays et Territoires d'Outremer).

En 1992, le Traité de Maastricht (Article 154) déclare la reconnaissance de la situation particulière des RUP, ensuite reconnue et signée par les représentant·es des régions en 1993 dans le cadre de la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe (CPMR[14]). Si le traité ne définit pas de statut, il pose en revanche le mot « ultrapériphérie » sur les désignations déjà mentionnées dans les programmes POSEI et indique la possibilité d'adopter des mesures spécifiques (Daniel, Jos, 1995). À partir de 1995, c'est dans le cadre de la Conférence des présidents des RUP[15,16] que sont discutés les objectifs de coopération entre les régions dans le but de gagner en visibilité et en poids dans les instances européennes.

Entré en vigueur en 1999 suite au Traité d'Amsterdam de 1998 (Articles 158 et 299), le statut de RUP est attribué à neuf régions françaises (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion, Saint-Martin), portugaises (Açores, Madère) et espagnoles (Canaries) considérées comme « ultrapériphériques ». Une liste de « contraintes ou handicaps » structurels cumulés communs à ces régions[17] et aggravant leurs situations économiques et sociales est fixée dans la continuité de la reconnaissance des spécificités des territoires français (Rubio, 2005, p. 254) – non sans débat parmi

---

[14] La CRPM, crée en 1973, est composée d'un secrétariat général et de six commissions géographiques organisées par bassin : Arc Atlantique, Balkans et mer Noire, Interméditerranéenne, Mer Baltique, mer du Nord et une « Commission des Îles ». Cette dernière est créée en 1980 et est ainsi la plus ancienne commission. Elle regroupe aujourd'hui 18 entités régionales, dont six pour la France : Corse, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte, Polynésie, Saint-Martin. Elle a pour missions de veiller à la reconnaissance des spécificités des territoires insulaires dans les politiques mises en œuvre (Site de la Commission des Îles de la CMPR, consulté en juillet 2025 [URL]).

[15] Cette conférence annuelle vise à établir les orientations de coopération entre les RUP, de coordination et de représentation dans les instances de l'UE et dans les instances internationales à vocation régionale. La présidence annuelle tournante de la Conférence s'accompagne de l'organisation d'une session ordinaire dans la région présidente (Site de la Conférence des présidents des RUP, consulté en juillet 2025 [URL]).

[16] La première rencontre des présidents des RUP a eu lieu à Madère en 1988, mais la première Conférence des Présidents de RUP comme collectif se tient en 1995, après la reconnaissance du Traité de Maastricht.

[17] Ces contraintes sont énoncées dans le rapport de la XXe Assemblée Générale du CRPM ayant eu lieu à Saint-Malo le 14 octobre 1993, lors de la reconnaissance de la ratification du Traité de Maastricht et du concept d'ultrapériphéricité (Décision finale de la XXe AG de la CRPM de 1993 [URL]).

les représentants des RUP et les acteurs européens (Vilhena Silva (de), Porto, Santos, Dhenin, 2016) – sur « leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement[18] ». Le sous-ensemble Eurisles de la CRPM complète cette définition en y ajoutant deux facteurs : le rôle frontalier de l'UE, les statuts juridiques particuliers et les difficultés socio-économiques (d'après certains indicateurs)

Le statut de Pays et Territoires d'Outremer (PTOM) repose quant à lui sur une logique d'association. Non soumis aux lois de l'UE, mais à des régimes douaniers propres, leurs partenariats sont similaires à ceux existants pour le voisinage de l'UE. Les PTOM comprennent les six territoires sous souveraineté néerlandaise[19], le Groenland sous souveraineté danoise et les COM françaises en plus de la Nouvelle-Calédonie et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Ensuite, à partir de 2004, l'UE concentre ses actions autour de trois axes prioritaires : l'amélioration de l'accessibilité, le renforcement de la compétitivité et la promotion de l'intégration avec les régions voisines[20].

Le Traité de Lisbonne de 2007 (Article 355), effectif à partir de 2009, complète les précédents textes par une reconnaissance du besoin d'action spécifique pour le développement (Articles 349 et 107) et la facilitation du passage du statut de RUP à celui de PTOM, et inversement[21]. La stratégie s'oriente alors vers l'exploitation des atouts des régions. Ainsi, entre 2009 et 2011, une première étude est commandée par la Commission européenne sur les « facteurs de la croissance dans les RUP[22] », mais en insistant surtout sur les différences d'enjeux entre les RUP. Une seconde étude sur « Les tendances démographiques et migratoires dans les régions ultrapériphériques : quel impact sur leur cohésion économique, sociale et territoriale ? » rendue en 2012 analyse les enjeux et les défis démographiques et migratoires d'ici 2020 (Marie et al., 2012). En lien avec la stratégie globale « Europe 2020 » pour la reprise économique de l'UE suite à la crise économique de 2007-2008[23], la stratégie de l'UE en direction de RUP maintient les politiques de soutien au développement dans un objectif de « rattrapage » des autres régions européennes en intégrant des enjeux déclinés en cinq axes : « l'amélioration de l'accessibilité au marché unique, l'accroissement de la compétitivité via la modernisation des économies des RUP, le renforcement de l'intégration régionale des RUP au sein

---

[18] Extrait de l'article 299 du Traité d'Amsterdam [URL].
[19] Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache et Saint-Martin.
[20] Communication de la Commission des communautés européennes, « Un partenariat renforcé pour les régions ultrapériphériques », 26.05.2004, page 4 [URL].
[21] Deux changements de statuts ont eu lieu pour des territoires français. En 2010, le Conseil européen a validé la demande de statut de PTOM pour Saint-Barthélemy (auparavant RUP) à partir du 1er janvier 2012 et la demande de statut de RUP pour Mayotte à partir du 1er janvier 2014 (auparavant PTOM).
[22] Communication de la Commission des communautés européennes, « Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne : vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive », 20.06.2012, page 5 [URL].
[23] Communication de la Commission. « Europe 2020. Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive », 03.03.2010 [URL].

de leurs zones géographiques respectives, l'intégration de la lutte contre le changement climatique et surtout, le renforcement de la dimension sociale du développement » (emploi, niveau d'éducation, échec scolaire, pauvreté, inclusion sociale) (Temporal, 2016). Les RUP font ainsi intégralement partie de l'UE, du marché intérieur européen et bénéficient de fonds structurels et d'investissement avec la principale intention de réduire les écarts de développement avec les métropoles.

Au tournant des années 2010, l'intégration des RUP dans leurs espaces géographiques est promue « pour développer la sphère d'influence socioéconomique et culturelle de l'UE » (Stratégie de la Commission pour les RUP cité par Galy, 2015, p. 19). Karine Galy montre le renforcement d'une stratégie de l'UE comme acteur de la coopération régionale des RUP avec les pays voisins, autour de la compétitivité ou encore de l'économie de la connaissance par le renforcement des coopérations *via* les programmes Interreg, un volet dédié du POSEI[24] ou ACP-RUP-PTOM (Coopération entre l'Organisation des États d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique et les territoires ultrapériphériques européens ou associés à l'UE) associant l'UE par l'intermédiaire des RUP et des PTOM aux macrorégions Afrique, Caraïbe et Pacifique dans le cadre de la Convention de Lomé (Galy, 2015). Dans cette continuité, depuis septembre 2024, un portefeuille de représentation du Parlement européen dans les régions et les villes européennes, la charge des îles et de l'outre-mer européen ainsi que les relations avec l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique (ACP) sont créées et attribuées depuis 2024 au vice-président du Parlement européen Younous Omarjee. Enfin, les RUP sont représentées par une unité dédiée au sein de la direction générale de la politique régionale (DG REGIO) de la Commission européenne.

Ainsi, les statuts de RUP et de PTOM sont des tentatives d'approche globale des enjeux et des problématiques de ces régions. Il s'agit ainsi de regrouper pour défendre des intérêts communs (Daniel, Jos, 1995).

1.1.2. Définitions des « Outre-mer » français

Dans le cadre national, le terme « outre-mer » prévaut et figure dans les dénominations institutionnelles de ces territoires, en tant que départements, régions, collectivités ou territoires d'Outre-mer. Ses premières apparitions remontent au Xe siècle pour désigner l'Angleterre, avant de qualifier les autres rives de la Méditerranée lors des croisades au XIVe, puis tous les espaces non-européens lors des « découvertes » par les Européens au XVe siècle. Il prend son sens colonial au XIXe siècle pour caractériser les pays sous domination coloniale européenne, puis spécifiquement

[24] Volet de coopération régional qui n'existe que pour les DROM français (Daniel, Jos, 1995).

française à partir des années 1930 (Gay, 2018) : « Au-delà des mers, par rapport à un pays défini (l'Afrique, l'Orient, l'Amérique par rapport à la France) » (CNRTL) ou « Territoire situé au-delà des mers, par rapport à la France ou, plus généralement, à une métropole » (Larousse). Dans les langues française et anglaise, « outre-mer » et « *overseas* » restent longtemps des synonymes de colonie et leurs usages sont maintenus dans les sigles nationaux.

En 1946, les colonies françaises d'Amérique et de l'océan Indien deviennent des « départements d'outre-mer » (DOM) et les autres colonies et territoires sous-tutelles sont désignés sous l'appellation de TOM[25] dans le cadre de la loi de départementalisation. De telles qualifications ne renvoient à aucune catégorie juridique, « outre-mer » désignant la dimension géographique perçue depuis l'hexagone (Chicot, 2013). Cette loi dite « loi d'assimilation » (n°46-451 du 19 mars 1946) s'inscrit dans un moment charnière à l'échelle mondiale, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et dans les mouvements de décolonisation qui marquent un intérêt stratégique des États-Unis pour les territoires de l'espace caribéen (voir Chapitre 3). La départementalisation de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion marque un changement majeur, s'inscrivant dans une volonté de « décoloniser » par le principe d'assimilation, à la fois culturelle, institutionnelle et normative (Chicot, 2013). Les lois et les décrets appliqués pour la France métropolitaine le sont à présent également pour ces quatre nouveaux départements, tout en permettant des dérogations visant à tenir compte « de leurs intérêts propres au sein de la République[26,27] ». S'ajoute à cela la loi Lamine-Gueye du 7 mai 1946, qui étend la citoyenneté française aux habitant·es de ces nouveaux départements et le Préambule à la Constitution de 1946 : « La France forme avec les peuples d'Outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion » (Célestine, 2018).

Dans les années 1970, les statuts se diversifient en fonction des évènements et des revendications dans chaque territoire[28]. Ces perspectives d'évolutions sont intégrées par la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000. En 2003, la révision constitutionnelle sur la décentralisation réécrit les dispositions pour l'outremer en cherchant à spécifier l'appartenance des outremers à la

---

[25] La Cinquième République, fondée après l'adoption de la Constitution de 1958, permet aux TOM de choisir entre le statut de TOM, celui de DOM ou l'indépendance. Seules les Comores, Djibouti (anciennement « côte française des Somalis », Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, Saint-Pierre-et-Miquelon et les TAAF conservent le statut de TOM à l'issue de ce choix.

[26] Vie-publique. « Outre-mer : des statuts de plus en plus différenciés », 29.06.2022 [URL].

[27] Dans l'article 73 de la Constitution de 1946 (IVe République) : « le régime législatif et l'organisation administrative des départements d'outre-mer est la même que celui des départements métropolitains, sauf exceptions déterminées par la loi ».

[28] Par exemple, le statut provisoire de Collectivité Territoriale de la République de Mayotte suite au référendum de 1976 ou encore le changement de statut, accordant plus d'autonomie, la création de quatre régions formant un Congrès du Territoire et l'annonce d'un référendum à venir en Nouvelle-Calédonie en 1985.

République dans un contexte de diversification des statuts[29]. C'est dans ce cadre que l'article 72 de la Constitution définit les DROM et les COM[30]. Les articles 73 et 74 de la Constitution complètent ces statuts en caractérisant deux régimes législatifs. Le premier est appelé « régime de l'identité législative » et vient définir le régime législatif pour les DROM, les adaptations possibles pour tenir compte des « spécificités ultramarines » ainsi que les champs sur lesquels les collectivités peuvent élaborer des règlements (hors champ régaliens). Le second, le « régime de spécialité législative et d'autonomie », concerne les COM avec une loi spécifique pour chaque collectivité caractérisant les lois s'y appliquant et les champs d'action législatifs des assemblées locales.

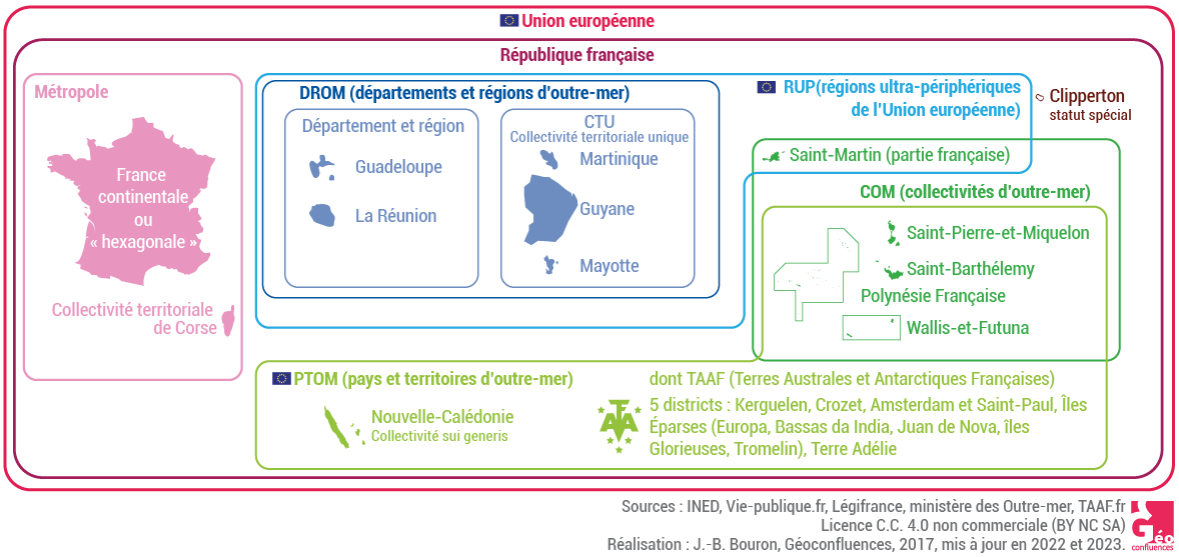
Les articles 73 et 74 prévoient ainsi respectivement la possibilité de créer une « Collectivité Territoriale Unique » (CTU[31]) se substituant à un département-région et des passerelles de statuts entre tout ou partie d'un DROM vers le statut de COM, et inversement. L'objectif est alors de substituer l'adaptation à la différenciation (Chicot, 2013). Ces possibilités ont permis trois principaux changements au cours des vingt dernières années. Le premier émerge à l'issue du mouvement social de février et mars 2009 dans les DROM. La Martinique et la Guyane votent pour le changement de statut de collectivités territoriales uniques, avec des assemblées dédiées, qui sont mises en vigueur en 2016. Le deuxième changement concerne les communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, qui aspirent à se détacher du DROM de Guadeloupe pour devenir deux COM à l'issue d'une consultation le 7 décembre 2003, mis en place en février 2007. Enfin, ce sont les électeur·rices de Mayotte qui votent lors d'un référendum le 29 mars 2009 le changement de statut de COM vers celui de DROM, avec la modalité d'assemblée de département-région, qui est appliquée en mars 2011[32].

Pour résumer, l'appellation générale « DROM-COM » regroupe une pluralité de contextes et de statuts. Parmi les DROM (Départements et Régions d'Outre-Mer), la Guadeloupe et la Réunion ont le double statut de département et de région. La Guyane, la Martinique et Mayotte ont le statut de CTU (Collectivités Territoriales Uniques). Le statut de COM (Collectivité d'Outre-Mer) concerne Saint-Martin et Saint-Barthélemy[33], Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Enfin, la Nouvelle-Calédonie possède le statut unique de Collectivité *sui generis*[34], sujet d'une actualité importante quant à son évolution statutaire, ainsi que les cinq districts des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) (Figure 1).

---

[29] Vie-publique. « Outre-mer : des statuts de plus en plus différenciés », 29.06.2022 [URL].
[30] En 2003, les quatre DROM étaient la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion. Les COM étaient au nombre de six : Mayotte, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna.
[31] La collectivité unique a intéressé des régions de l'hexagone, telles que l'Alsace (Chicot, 2013).
[32] Vie-publique. « Outre-mer : des statuts de plus en plus différenciés », 29.06.2022 [URL].
[33] Saint-Martin et Saint-Barthélemy deviennent des COM en 2007.
[34] Statut de « collectivité « sui generis » ou « collectivité d'outre-mer à statut particulier » obtenu en 1999.

Figure 1 | Synthèse schématique des statuts pour les Outre-mer français et européens



Enfin, il est nécessaire de revenir brièvement sur une dernière appellation fréquemment utilisée : « ultramarin ». Il désigne d'une part ce « qui est de la couleur du bleu outremer », et de l'autre ce « qui se situe outre-mer, au-delà des mers » (CNRTL). La définition de l'Académie française rajoute à cette deuxième entrée « Se dit en particulier des territoires éloignés de la métropole ». Ses premiers usages remonteraient au XIXe siècle, mais son utilisation pour désigner les territoires d'outre-mer daterait des années 2000 dans la revue « Le Paris ultramarin » créée par la déléguée générale à l'outre-mer de Paris, George Pau-Langevin. Il est cependant devenu courant en 2009, lors des crises sociales en Martinique et en Guadeloupe, à commencer par l'usage qu'en fait la secrétaire d'État à l'Outre-mer de l'époque, Marie-Luce Penchard, avant de s'imposer dans le discours politique. Pourtant, dans l'espace antillais, le terme est peu apprécié,[35] remobilisant la lecture bipolaire et exogène imposée depuis l'Hexagone, identique au terme d' « outremer », tout en essayant « d'édulcorer les contentieux historiques et les réalités économiques » derrière un usage administratif (Laupeze, 2012, p. 5).

1.2. Les statuts comme catégories normatives : interactions entre périphérie européenne et marge française

Que ce soit dans le cas des cadres statutaires français ou européens, les grilles de lectures à la base et mobilisées s'appuient sur des schémas et des concepts communs. Ces deux catégories s'appuient sur l'idée d'une « spécificité » de ces territoires dans leur ensemble, d'une conviction partagée par

[35] Outre-mer la 1ère. « Ultramarin : un mot qui fait débat », France info, 06.11.2020 [URL].

tous les acteurs de l'action publique dans ces territoires, devenant même la principale approche les concernant (Beauvallet et al., 2016). Elle est institutionnalisée dans la Constitution française (articles 73 et 64) et dans le TFUE (article 349) par des dispositifs dérogatoires et d'adaptation[36] (Beauvallet et al., 2016) en s'appuyant sur des caractéristiques considérées comme structurelles et objectives (éloignement, relief, insularité, etc.)[37].

1.2.1. Des « avant-postes » aux « traits d'union » : les RUP mises en récit par l'UE

Depuis la création du statut de RUP, les discours construits par l'UE sur le statut même et les régions concernées évoluent selon les contextes et les enjeux. Il s'agit pour l'UE de construire un nouveau récit en s'appuyant sur la production d'une littérature grise et de supports de communication. L'objectif est de promouvoir « la pleine appartenance à l'ensemble franco-européen » (Daniel, 2018, p. 50) et de signaler l'évolution d'un rapport bipolaire entre les métropoles et les anciennes colonies à un rapport multipolaire mettant en lien les collectivités, l'État, l'UE et l'environnement régional (Piantoni, 2009).

L'analyse de la mise en discours des entités spatiales désignées dans les brochures de communication de l'UE dédiées aux RUP (Attruia, 2020; Beauguitte, Richard, 2012; Gourdon, 2021) montre que la place des villes et des États se réduit progressivement pour laisser apparaître le niveau macrorégional et l'environnement régional des territoires par l'intermédiaire de mention d'organisations régionales (OECO, par exemple), d'autres macrorégions, États ou groupes d'États voisins. L'État d'appartenance est mis en retrait par l'UE, le rapport se jouant dans les discours récents entre le territoire, l'UE et l'environnement régional. En s'appuyant également sur l'analyse d'institutions, l'article de géographie de Silva, Porto, Santos et Dhenin (2016) aborde, par le cas de la Guyane française, la géopolitique de l'UE pour les régions ultrapériphériques. Leur méthodologie mobilise l'analyse des rapports sur les résultats des financements européens produits par l'UE sur les RUP, et ensuite plus précisément sur la Guyane française pour intégrer la dimension régionale et relever le changement de paradigme évoqué par l'analyse d'un discours porté sur des pratiques. C'est

---

[36] Extrait d'un entretien avec un membre de cabinet à Bercy en 2016 présenté dans l'article de Willy Beauvallet, Audrey Célestine et Aurélie Roger (2016) : « […] l'autre facette plus négative de tout cela, c'est que ça peut jamais être le droit commun qui s'applique : nécessairement, c'est spécifique et nécessairement, c'est plus […]. Et du coup y'a un effet de jeu du chat et de la souris : on s'occupe pas de l'outre-mer parce qu'on n'y pense pas, mais aussi on ne veut pas s'en occuper parce qu'on sait qu'ils vont demander deux fois plus de moyens, deux fois plus d'exonérations ».

[37] Dans un rapport remis au Premier ministre en 2016, l'ancien député guadeloupéen Victorin Lurel construit sa démonstration sur les difficultés des territoires d'outremer atour de l'idée d'un cumul de « retards de développement » (Rapport sur l'égalité réelle dans les Outre-mer, n°4064 [URL]).

également le type de démarche que Rufí et al. (2020) promeuvent : multiplier les approches comparatives, qualitatives ou quantitatives pour prendre en compte les contextes historiques, géographiques et institutionnels des territoires concernés (Berzi, 2017 ; Garrard, Mikhailova, 2018 ; Rufí et al., 2020).

J'analyse ainsi six brochures de communication officielles produites par la Commission européenne entre 1999 et 2020, allant de 2 à 50 pages (Tableau 1). Ces documents publiés en dans les principales langues européennes s'adressent au grand public, notamment aux citoyens européens, avec comme objectif de faire connaître les actions de l'UE dans les RUP. Comme Beauguitte et Richard (2012) le soulignaient concernant la communication sur la place de l'UE dans le monde, cette démarche relève de la pédagogie, mais aussi de la promotion des institutions européennes et de leur efficience, prenant la forme d'une autolégitimation (Krieg-Planque, 2012). Contrôlés et normés par l'Office des publications (Attruia, 2020), ces supports ont la particularité d'énoncer d'une part un objectif de synthèse des actions menées et d'autre part un objectif de projection des axes stratégiques à venir. Cette analyse complémentaire du protocole méthodologique d'ensemble vise surtout à mettre en lumière la dimension représentationnelle des actions de l'UE, leur mise en récit.

Tableau 1 | Titres des brochures de communication de la Commission européenne sur les RUP (1999-2020)

Date	Title	Subtitle
1999	The most remote regions[38]	Part of the European Union too[39]
2002	The outermost regions[40]	Part of the European Union too
2010	The outermost regions	European regions of assets and opportunities[41]
2012	The outermost regions	European regions of assets and opportunities
2017	The outermost regions	European lands in the world[42]
2020	Stories of European cooperation[43]	The outermost regions

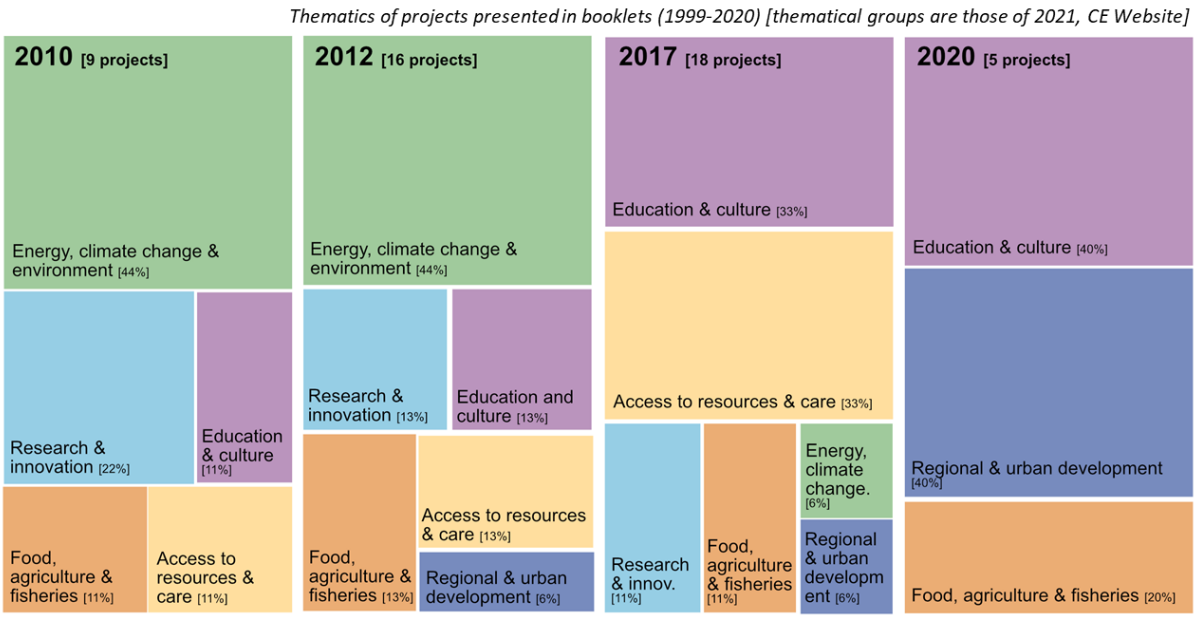
Trois principales évolutions du récit européen sur les RUP émergent. La première apparaît par l'analyse des objets et des échelles spatiales. Le registre passe progressivement du trinôme région-État[44]-UE avant 2002 à celui de l'échelle macrorégionale en 2020, tant d'un point de vue

[38] Traduction : « Les régions les plus éloignées » (DeepL).
[39] Traduction : « Aussi partie de l'Union européenne ».
[40] Traduction : « Les régions ultrapériphériques ».
[41] Traduction : « Régions européennes d'atouts et d'opportunités ».
[42] Traduction : « Des terres européennes dans le monde ».
[43] Traduction : « Histoires de coopération européenne ».
[44] Signifiée par les capitales ou par les noms des États.

institutionnel (organisations régionales) que du point de vue d'ensembles spatiaux d'échelles macrorégionales (autres macrorégions et groupes d'États voisins) (Annexe 1).

Simultanément à l'émergence de la dimension macrorégionale, on voit également les changements de registre d'action de l'UE dans les RUP. Entre 1999 et 2017, les régions sont représentées uniquement par un descriptif sommaire de chacune d'entre elles, où la place de l'éloignement, de la distance entre ces territoires et l'Europe continentale est centrale dans le discours et la nécessité de les présenter (géographie, économie, démographie) est prégnante. Entre 2010 et 2017, les descriptifs se rallongent et des éléments de présentations des régions, mais aussi des actions menées sont développées. Taglioni note également en 2007 l'association systématique de l'éloignement géographique, de l'isolement et de « la domination politique et économique des centres sur les périphéries » dans les publications de la Commission de l'UE et des instances régionales (Taglioni, 2007 paragr. 3). À partir de 2010, ce sont des actions menées dans les RUP qui sont traduites par l'institution. Suite aux présentations de chaque territoire, une série de projets choisis sont intégrés aux brochures. D'un à deux projets sont associés à chaque région (objectif, description, photos, montant des financements européens …). Ces fiches-projets deviennent rapidement centrales dans ces supports. Daniel identifie, dans ces supports de communications produits en 2008 et 2012, un cycle d'action de l'UE orienté autour de la « gouvernance durable » (Muller, 2015 cité par Daniel, 2018, p. 49) dans lequel la présentation des RUP est ancrée. Entre 2010 et 2017, ces projets relèvent principalement du champ du développement territorial, d'abord dans une logique fonctionnelle (énergies et ressources), puis dans des logiques socio-économiques et environnementales (risques et santé) (Figure 2).

Figure 2 | Thématiques des projets présentés dans les brochures sur les RUP de la Commission européenne à partir de 2010



En 2020, le nombre de projets s'est réduit (5), mais la dimension territoriale a disparu : les projets ne sont plus présentés par territoire et le support devient un catalogue de projets menés dans les RUP par l'UE, notamment *via* les programmes Interreg. Plus d'un tiers des projets présentés relèvent d'initiatives associées à l'économie de la connaissance. Ils mobilisent notamment les coopérations[45] à différents niveaux : scalaire (projets associant la macrorégion ou des États voisins) et actoriel (multiplication des acteurs présentés) (Figure 3). La logique passe de celle d'un atlas – avec pas ou peu d'actions mises en avant, présentant des territoires lointains et exotiques – à celle du développement territorial[46] avant de devenir un catalogue des projets (macro)régionaux avec l'appui des programmes Interreg depuis 2014[47].

[45] La notion de « coopération décentralisée » apparaît dès 1990 dans la Conférence de Cayenne comme une piste de réflexion associée aux Outre-mer, mais elle est le lieu de contradictions entre les démarches étatiques et régionales (Nabajoth, 2002).

[46] Entre 2010 et 2017, ces projets relèvent principalement du champ du développement territorial, d'abord dans une logique fonctionnelle (énergies et ressources), puis dans des logiques socio-éco et environnementales (risques et santé).

[47] Plus d'un tiers des projets présentés relèvent d'initiatives associées à l'économie de la connaissance, et ce, en mobilisant les coopérations à différents niveaux : scalaire (projets associant la macrorégion ou des États voisins) et actoriel (multiplication des acteurs présentés).

Figure 3 | Termes les plus fréquents dans les brochures de la Commission européenne sur les RUP (1999-2020)

1999	2002	2010	2012	2017	2020
km	km	islands	project	project	caribbean
remote regions	ORS	km	regions	european	islands
Canary islands	GDP per capita	activities	islands	islands	project
Madeira	unemployment	guadeloupe	european	regions	cooperation
regions	EU	inhabitants	outermost	Martinique	TEECA
EU	Azores	madeira	research	regional	COCOA
azores	Madeira	martinique	euro	new	Martinique
area	regions	azores	EU	outermost	French
location	location	climate	development	euro	IHOI
specific	area	French Guiana	Réunion	development	IVY

remote/distance development projects (macro)regional coop.

Enfin, la dernière évolution concerne la place de la parole dans les supports. D'une parole jamais incarnée au départ, on note progressivement une multiplication des prises de parole incarnées par des figures, institutionnelles ou non, et donnant à voir la notion de gouvernance et du fonctionnement par projet. Jusqu'en 2017, on voit s'articuler progressivement des jeux d'acteurs entre pouvoirs publics, acteurs du marché et société civile jusqu'en 2017, où on retrouve la mise en scène de tous ces acteurs (officiels, acteurs économiques, habitants). Il faut cependant noter qu'en 2020, la parole n'est en apparence presque plus institutionnelle, elle est portée par des bénévoles et membres des projets, pourtant avec une forte empreinte du discours institutionnel, normé et contrôlé dans un espace bien délimité (Attruia, 2020). Le processus de traduction des actions passe ainsi dans un registre de plus en plus observé dans les supports institutionnels : « entre le spécialisé et l'ordinaire » (Attruia, 2020, p. 52) feignant la disparition du politique derrière une forme de neutralité. Cette forme de neutralité et de dépolitisation de l'ensemble de la communication de l'UE (au-delà des RUP) est analysée par le changement du régionalisme européen, qui prend en fait la forme d'un nationalisme autour des figures de l'identité, des valeurs ou encore des frontières (Kundnani, 2023).

Intégrées au sein d'une unité dédiée de la direction générale de la politique régionale de l'UE (Conférences des Présidents des RUP), les RUP passent ainsi progressivement d'une présentation comme « avant-poste de l'Europe dans le monde » (Valente, 2009 cité par Vilhena Silva (de) et al., 2016) à des « traits d'union » (Virapoullé, 2003) entre l'Europe et le monde, mais aussi entre leurs ensembles régionaux et l'UE. Depuis le début des années 2010, l'intégration des RUP dans leurs espaces géographiques est promue « pour développer la sphère d'influence socioéconomique et culturelle de l'UE » (Stratégie de la Commission pour les RUP cité par Galy, 2015, p. 19). Galy montre le renforcement d'une stratégie de l'UE comme acteur de la coopération régionale des RUP avec les pays voisins, autour de la compétitivité ou encore de l'économie de la connaissance par le renforcement des coopérations *via* les programmes Interreg ou ACP-RUP-PTOM (Coopération entre l'Organisation des États d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique et les territoires ultrapériphériques

européens ou associés à l'UE) associant l'UE par l'intermédiaire des RUP aux macrorégions Afrique, Caraïbe et Pacifique (Galy, 2015).

Dans le cas spécifique des RUP de la Caraïbe, les territoires français sont des « pièces maîtresses du dispositif de coopération entre l'Union européenne et les pays de la région » (Audebert, 2010) auxquelles on associe le rôle d'interface. La stratégie de l'UE dans la Caraïbe est menée principalement aux échelles nationales et supranationales, alors qu'elle pourrait être construite aux niveaux régionaux et subrégionaux (Galy, 2015). Autrement dit, il s'agit de laisser la place à une coopération renforcée entre les territoires et leur espace régional. Comme l'analyse Karine Galy, l'objectif est de donner une nouvelle dimension au régionalisme, à un nouveau paradigme pour dépasser l'aide au développement et aller vers une coopération au développement (Galy, 2015, p. 21).

Tout un champ de la littérature critique sur l'UE évoque également l'idée d'un « paneuropéanisme » qui, en mobilisant plusieurs formes de dispositifs d'action, adopte une posture d'extension, d'appropriation et d'exploitation comme posture défensive géopolitique. Le chercheur en relations internationales Hans Kundnani (2023) parle par exemple d'un « réflexe de la périphérie impériale ». Il prend la forme de politiques néolibérales et d'affirmation d'une « euroblanchité » - autrement dit un régionalisme européen basé sur l'ethnicité et la religion – posée par le Traité de Maastricht.

1.2.2. L'insularité et la distance comme statut ?

L'insularité est l'une des grilles de lecture commune aux deux statuts. De la définition classique d'insularité comme « État d'un pays, d'un territoire formé d'une ou de plusieurs îles » (CNRTL) aux diverses définitions restrictives proposées par des institutions (avec critères de superficie, présence d'une capitale ou encore seuil de population), elle désigne des situations multiples lues au prisme des relations entre les îles (principales, satellites) et un continent (métropole), et mobilisées dans ces définitions institutionnelles comme des paramètres de la périphéricité ou de la marginalité (Nicolas, 2005; Taglioni, 2006). Néanmoins, l'intensification des flux humains, matériels et immatériels, notamment vers l'Europe depuis les années 1980, réduit la discontinuité que représente l'océan pour les espaces insulaires. Le concept d'hypo-insularité proposé par Thierry Nicolas (2005) décrit par exemple une continentalisation de certains espaces insulaires, comme la Martinique et la Guadeloupe, par des processus d'intégration économique, politique, par l'accessibilité et l'assimilation aux métropoles. On retrouve d'autres concepts, comme celui de surinsularité défini par Pelletier (1997) afin de décrire des territoires moins intégrés aux échanges et à l'économie-monde, à l'accessibilité réduite et dépendant d'une île principale (des îles japonaises dans son cas).

L'ensemble de ces éléments invite à repenser la fermeture par une frontière maritime perçue par les instances, dont la lecture reste soumise au prisme continental et métropolitain, et à prendre en compte la complexité de l'insularité au-delà de cette image d'espace clos, en s'intéressant notamment aux mobilités (Nicolas, 2005).

Dans le cas français comme européen, le droit – et les statuts qui en découlent – définit pleinement la notion de distance. Elle est déterminée par rapport à un centre choisi, ici exprimé par une lecture spatiale, mais qui sous-tend d'autres facteurs. La distance des territoires ultramarins à la centralité continentale et/ou métropolitaine institue une norme dans les dispositifs comme dans les imaginaires. Dans le contexte français, l'ordre colonial a marqué une asymétrie entre le « centre (métropole et ses ressortissants) et les territoires excentrés (colonies et colonisés) » (Chicot, 2013). L'avocat et enseignant-chercheur en droit public, Pierre-Yves Chicot propose l'utilisation d'appellations visant à consacrer l'égalité et le rapport à la distance de manière normative, par exemple via des termes comme « trans-océanique » ou encore « extra-hexagonal » ».

La confusion entre éloignement géographique, insularité, distance, isolement ou domination politique et économique dans ces deux constructions statutaires illustre le déterminisme sous-jacent dans l'analyse de ces territoires, tout comme certains outils de mesure construits pour les caractériser (Nicolas, 2005; Taglioni, 2007). Pourtant, au-delà même de leur insularité et de leur distance vis-à-vis de l'Europe, ce sont leurs relations avec les centralités continentales et métropolitaines qui participent à caractériser les difficultés rencontrées par certains territoires ultramarins, souvent au détriment du développement des relations dans leurs espaces régionaux respectifs (Redon, 2025 ; Taglioni, 2007).

1.2.3. Exception, assimilation, adaptation : production d'une « domination enchâssée »

En France, le régime juridique de droit commun des collectivités d'outre-mer utilise ainsi l'assimilation comme « technique de gouvernement pour administrer le lointain et l'exigence sociale d'égalité », « du haut vers le bas (assimilation) et du bas vers le haut (égalité) » (Chicot, 2013). Il définit une identité législative et normative basée sur l'exception, avec des aspects dérogatoires visant à assurer une complémentarité entre unité et diversité (Chicot, 2013).

Depuis 2017, la Commission européenne souhaite également renforcer ce qu'elle nomme un « réflexe RUP », autrement dit, identifier les mesures pour adapter les normes européennes aux RUP dans tout un ensemble de secteurs dans un mouvement d' « exception-adaptation » (Blanc, 2019). Cependant, ce « réflexe RUP » comme l'intérêt pour les outremers exprimé par l'État à chaque

« crise » reste limité à des intentions de « veiller à ce que les préoccupations et les intérêts des régions ultrapériphériques soient dûment pris en considération, le cas échéant, dans les analyses d'impact et l'évaluation des politiques » (Blanc, 2019, p. 15).

Les instances européennes comme françaises reconnaissent ainsi leur manque d'adaptation des normes et des dispositifs aux contextes ultramarins. Si la conception du statut de RUP pour les espaces ultramarins s'est inspirée des statuts existants en France, c'est le rapport inverse qui se dessine de plus en plus pour certains spécialistes. Certaines instances françaises, comme le Sénat, indiquent d'ailleurs que leur lecture de la spécificité ultramarine relève d'un « code génétique européen » (Blanc, 2019, p. 15). De plus, le ministère des Outre-mer[48], censé être l'acteur central de l'action publique, a une marge d'action limitée du fait « d'une position structurellement dominée dans l'espace bureaucratique » (Beauvallet et al., 2016). Que cela soit en termes de moyens, d'attractivité pour les fonctionnaires ou de présence dans les autres ministères, son rôle est fluctuant et limité par ses liens étroits avec le ministère de l'Intérieur, notamment du fait de la tutelle sur l'administration préfectorale des DROM. Dans les instances parlementaires, les affiliations des député·es et sénateur·rices aux groupes sont fluides (appartenance des député·es à des partis locaux, et uniquement une association à un groupe de l'assemblée) et stratégiques (par exemple soutien pour l'obtention de majorités) (*ibid.*). La décentralisation a eu comme visée de renforcer le rôle des élus locaux et des collectivités, mais l'État reste en position d'arbitre et reproduit une centralisation autour de quelques figures politiques locales[49], étroitement liées dans un espace élitaire et par des réseaux communs (patronats, associatifs, parlementaires, etc.)[50] (*ibid.*).

Derrière ces désignations géographiques se voulant d'apparence neutre et descriptive se trouve le risque d'écarter ou de réduire les catégories politiques que sont en réalité ces statuts. Le risque de déterminisme géographique et d'homogénéisation des territoires ultramarins dans des catégories binaires (RUP-PTOM ou DROM-COM) est rappelé notamment dans les travaux en sociologie et en sciences politiques. Sous les seuls prismes géographiques, historiques, économiques et socio-démographiques, les contrastes sont tels entre ces territoires que les regrouper dans une catégorie unique « allant de soi » est hautement réducteur (Daniel, Jos, 1995). La catégorie « outre-mer », en

---

[48] « Ministère des colonies » avant 1946, remplacé successivement par « Ministère de la France d'Outre-mer », « Ministère du Sahara et des Départements et Territoires d'Outre-mer » en 1959, « Ministère des Départements et Territoires d'Outre-mer » en 1962 et des alternances entre des ministères ou des secrétariats États sous tutelle du ministère de l'Intérieur (Beauvallet et al., 2016).

[49] Willy Beauvallet, Audrey Célestine et Aurélie Roger (2016) donnent les exemples suivants : Gaston Flosse en Polynésie française, Aimé Césaire et Serge Letchimy en Martinique, Lucette Michaux-Chevry et Victorin Lurel en Guadeloupe ou encore Paul Vergès à La Réunion.

[50] Exemple du CReFOM (Conseil Représentatif des Français d'Outre-Mer), association de lobbying « en faveur des intérêts et des préoccupations des français des départements et région des Outre-Mer » créée sous l'impulsion de Victorin Lurel.

tant que catégorie d'action publique, est une construction institutionnelle, historique et sociale (Beauvallet et al., 2016). Elle s'appuie sur plusieurs éléments : l'idée unique et exclusive d'une « spécificité » de l'Outre-mer, sur une institutionnalisation limitée ou encore sur le rôle d'un espace élitaire que Willy Beauvallet, Audrey Célestine et Aurélie Roger désignent comme « État outre-mer. Élise Lemercier, Valélia Muni Toke et Élise Palomares appellent notamment à prendre en compte la singularité de chacun des territoires, à les repositionner dans les différents contextes régionaux qui les concernent et à rendre compte des rapports de « dominations enchâssées » (Lemercier, Muni Toke, Palomares, 2014, p. 31) qui se jouent vis-à-vis de la métropole et d'un contexte hérité de l'histoire coloniale.

2. Par-delà la périphérie, des marges postcoloniales ?

Que ces territoires soient désignés comme « Outre-mer », « ultramarins » ou « ultrapériphériques », ces statuts construits depuis et par une centralité continentale, métropolitaine et occidentale masquent, derrière des facteurs géographiques de l'insularité et de l'éloignement, des inégalités profondes et les conséquences des rapports de domination et de hiérarchisation des populations par l'intermédiaire de l'espace. Les statuts sont sous-tendus par des catégories servant des mises en récit et la production d'imaginaires portés sur le monde. Ainsi, marge, centre et périphérie sont mobilisées, à la fois comme catégorie pour nommer et définir ces territoires sur le plan législatif et réglementaire – à l'image de la forme superlative de la périphérie pour l'UE (Daniel, Jos, 1995) –, à la fois conçues dans le champ scientifique pour appréhender les rapports de pouvoir et les inégalités multiscalaires en jeu.

Après avoir présenté brièvement ces statuts multiples et stratifiés, je reviens sur la « matrice éminemment coloniale » (Trépied, 2012) des positions institutionnelles et administratives assignées à ces territoires (Redon, 2025). Il s'agit de lire les récits sous-jacents à ces statuts usuels et administratifs en tant que périphéries et marges sociales, spatiales et politiques, ainsi que la reproduction d'une colonialité au-delà de la lecture centre-périphérie.

2.1. Périphéries, périphérisation et marges

Dans les catégories institutionnelles produites sur les anciennes colonies de l'empire français, deux concepts reviennent : celui de périphérie et celui de marge. Dans cette partie, je propose de revenir sur ces deux concepts dans leurs dimensions critiques et d'analyser les manières dont ils sont saisis dans les catégories de droit et institutionnelles.

2.1.1. Les approches de la périphérie : des constructions politiques et sociales aux catégories institutionnelles

Associée au préfixe « ultra[51] », le concept de périphérie est à la base de la construction institutionnelle de la lecture des Outre-mer par l'UE. Pourtant, loin de l'usage administratif, les premières utilisations du concept de périphérie seraient attribuées à Karl Marx à propos des relations entre ville et campagne (Grataloup, 2004), mais il a été conceptualisé tel qu'on le mobilise aujourd'hui par des travaux sur les inégalités dans les années 1960 (Ghorra-Gobin, Azuelos, Grataloup, 2012). Au cours des années 1980, il apparaît dans le champ de la géographie par l'intermédiaire d'Alain Reynaud, qui l'associe au centre dans le double concept de centre-périphérie pour appréhender des systèmes territoriaux (Ghorra-Gobin et al., 2012; Lécuyer, 2022; Reynaud, 1980). Sans dimension géométrique à cet usage, le centre se définit chez Reynaud par la concentration de la population, des fonctions, des activités économiques, de production, de services et de richesses en un lieu qui est très accessible et attractif. La périphérie tient sa faiblesse principale « de l'absence d'autonomie en matière décisionnelle » (Ghorra-Gobin et al., 2012). Elle peut être enclavée, isolée, dépendante et définie en négatif du centre vers lequel elle envoie des flux migratoires et soumise à des inégalités résultant du capitalisme (Reynaud, 1981).

Il existe également des lectures géométriques du couple centre-périphérie, comme chez Prost : la périphérie s'étend autour du centre, en « évolution fonctionnelle et en progression spatiale continues, animées par le centre », et les confins sont similaires, mais situés à ses extrémités. Il y a une continuité territoriale spatiale et fonctionnelle, mais la présence de modifications internes (Prost, 2004).

Depuis les années 2000, les périphéries sont de plus en plus appréhendées comme un construit social, sans forcément recouper une périphérie spatiale (Copus, 2001 cité par Lécuyer, 2022). Une critique de la binarité du concept se développe (Cattan, 2006) et les travaux issus du marxisme tendent à aborder le double concept par les rapports de domination qui s'y jouent, dans la lignée de la lecture non géométrique de Reynaud (Lécuyer, 2022). Cette lecture critique émerge dès les années 1990, par Reynaud lui-même, qui *discute de l'ambigüité du modèle centre-périphéries au sein duquel il distingue des « isolats et angles morts », « en marge » des centres et périphéries, sans pour autant définir le terme* (Prost, 2004).

D'abord développé dans des contextes nationaux ou urbains, le couple centre-périphérie sert aussi la lecture à des échelles plus globales, et notamment des inégalités entre des « pays développés » et des

[51] Il serait intéressant d'analyser l'emploi accru du préfixe « ultra » dans les lectures politiques, intentionnelles, mais aussi médiatiques des espaces et des groupes dans le contexte français.

« pays en développement », entre les Nords et les Suds selon les entrées. Ces catégories elles-mêmes sont issues de la construction de l'économie libérale mondiale depuis les premières expéditions coloniales du XVe siècle jusqu'au néolibéralisme du XXIe siècle, reposant sur ce fonctionnement entre des pays « centraux » et des pays « périphéries » (Cruse, 2011; Fremigacci, 1993). Le couple centre-périphérie décrit le monde comme « un système dans lequel un noyau donne des impulsions, draine des richesses des périphéries qu'il capitalise à son profit, exerce une surveillance politique et économique sur les auréoles » (Brunet et Dollfus, 1990 cités par Ghorra-Gobin et al., 2012). Le centre n'existe pas sans la périphérie, produisant le processus de périphérisation nécessaire au centre, relevant de plusieurs formes de violences (physiques, symboliques, etc.) (Cruse, 2011).

Le risque pour cette lecture des rapports par ce double concept est de tomber dans l'idée d'une continuité territoriale où la distance et la proximité sont structurantes, formant des gradients de richesse et de pouvoir et où la position géographique dans le monde surdéterminerait toute analyse avec ce modèle. Un autre risque de ce couple est de se limiter à une lecture macro-économique et sociale de l'espace mondial, d'ignorer les périphéries au sein même des centres et inversement. Pour Reynaud, la périphérie (et les groupes socio-spatiaux) est multiscalaire, elle peut être envisagée à toutes les échelles spatiales (Reynaud, 1980). C'est l'une des entrées mobilisées dans la conceptualisation de la périphérisation en tant que « processus de fabrication des périphéries » (Lécuyer, 2022). La périphérisation permet d'aborder les espaces périphériques par rapport à un ou des centres, à toutes les échelles, et selon plusieurs dimensions (démographique, économique et sociale) avec une importance particulière accordée aux rapports d'exploitation et de domination (notamment politiques) héritée des travaux d'inspiration marxiste et aux enjeux de représentations (Lécuyer, 2022). Ce concept est mobilisé dans les années 2000 dans la littérature scientifique allemande pour l'analyse des contextes post-socialistes[52] (Lécuyer, 2022). Le terme de « périphérisation » est préféré par certains auteurs au terme de « périphérie », le premier permettant d'aborder les dimensions sociales et spatiales par l'entrée relationnelle, contrairement au deuxième terme qui serait plus statique (Copus, Mantino, Noguera, 2017).

Ainsi, cette acception du concept de périphérie est mobilisée dans la construction du statut institutionnel des RUP de l'UE, désignant l'éloignement, l'isolement, l'insularité, une moindre insertion dans l'économie globale vis-à-vis d'un centre européen continental. Il s'agit de la lecture européenne de ces espaces. Cependant, le processus de périphérisation est aussi et surtout à

[52] Ces travaux analysent le rôle des représentations dans le processus de décrochage des territoires (ruraux, et notamment est-allemands), sur le processus où les centres maintiennent une logique de dépendance (Vonderach, 2006 cité par Lécuyer, 2022).

interroger, en tant que processus de fabrication de la périphérie par les institutions. C'est cette acception qui m'intéresse ici pour appréhender les enjeux socio-spatiaux et relationnels en jeu.

2.1.2. Les approches de la marge : interroger les définitions institutionnelles et législatives associées aux Outre-mer

En 2017 et 2018, le programme du CAPES d'histoire-géographie et de l'agrégation externe de géographie intègre la question de « La France des marges », définissant des espaces, des concepts et notions ainsi que des débats autour de ce thème. Parmi les espaces intégrés dans les questions, on retrouve les Outre-mer, qualifiées d' « ultra-marges[53] » (probablement en référence aux préfixes déjà associés à « ultramarin » et « ultrapériphérie »). À cette occasion, le numéro 273 de la revue Cahiers d'Outre-Mer (2016) propose un atlas, une série d'articles sur les agricultures dans les Outre-mer au prisme des marginalités. Anthony Goreau-Ponceaud et Bernard Calas interrogent en introduction les perspectives ouvertes par les Outre-mer sur le concept de marge. Présentées comme des « France du lointain », des « bords du monde perdus au milieu d'océans », des synonymes d'éloignement, les territoires ultramarins apparaissent comme des marges dans la lecture de l'espace national[54], des liens avec le centre et dans un gradient de distinction avec l'ailleurs. Les marges ultramarines questionneraient de manière plus accentuée que d'autres marges territoriales la construction stato-nationale et les échelons territoriaux du fait de « la discontinuité, la distance, l'insularité, la spécificité de la trajectoire historique et la relative limpidité de la fabrique multiculturelle » (Goreau-Ponceaud, Calas, 2016).

En tant que « *portion d'espace qui, à une échelle donnée, se situe à l'écart d'un centre – que cet écart soit de nature économique, politique et/ou sociale – et qui ouvre à d'autres réalités territoriales »,* la marge se décline à toutes les échelles, mobilise des critères politiques, sociaux et culturels en constante évolution et est un espace de mobilité, d'échange et questionnent également le rapport à la norme (Depraz, 2017). En effet, en interrogeant la norme qui la définit, la marge permet d'aborder les rapports sociaux et les inégalités (re)produites par les dominations socio-raciales et économiques qui affectent les groupes sociaux et/ou les espaces marginalisées, mais aussi les supports de solidarité qui y prennent place. Les pratiques et les représentations des marges par les acteurs activent donc sa

[53] Carroué L. et Doceul M.-C. 2017. « "La France des marges" : quelques grands axes thématiques ». [URL].
[54] Dans cette question du concours, les marges ultramarines sont appréhendées en lien avec d'autres « marges » de l'espace national, l'Alsace dans l'introduction de l'atlas : « De ce point de vue, les marges ultramarines ne diffèrent guère des franges frontalières de l'est de la France, en particulier de l'Alsace, dont les habitants se revendiquent de la « France de l'extérieur » et dont une fraction non négligeable travaille outre-Rhin, en Allemagne ou en Suisse, attirés par de meilleurs salaires et des emplois en quantité » (Goreau-Ponceaud, Calas, 2016).

dimension sociale, sa dimension multiscalaire et relationnelle (du local au global, de la présence des marges à l'intérieur et à l'extérieur des centres).

Les espaces d'Outre-mer sont définis comme des marges vis-à-vis d'une norme, ici la France hexagonale, et sur lesquelles se projette un récit social derrière des déterminants géographiques. C'est justement toute l'ambiguïté que l'on retrouve dans les usages du concept de marge. Il peut être mobilisé dans le cadre d'une approche spatiale, reposant sur le double concept centre-périphérie, ou dans le cadre d'une approche sociologique de la marginalité. Comme concept spatial, la marge est un système territorial à part entière ayant à la fois les propriétés du centre et de la périphérie (de Ruffray, 2000), « une portion de territoire qui a sa propre vie dans le système territorial, naît, se développe, meurt, mais peut aussi vivre jusqu'à donner son propre système » (Prost, 2004). Comme concept social, la marge peut renvoyer à des espaces de relégation, dysfonctionnels (Prost, 2004), délaissés (Reynaud, 1981) ou d'exclusion (Bailly et al., 1983) au-delà du système centre-périphérie (Depraz, 2017). Elle est ici associée au concept de marginalité, en tant que « résultat de l'interaction des forces multipolaires qui œuvrent à la constitution du centre et de la périphérie[55] » (Karrar, Mostowlansky, 2018, p. 66), en considérant bien que « marge » et « périphérie » sont deux paradigmes distincts. La marginalisation, elle, désigne le processus de mise à distance de territoires ou de groupes sociaux conduisant à l'état de marge (Depraz, 2017). En articulant les deux approches du concept de marge par la marginalité, il s'agit d'analyser la marge (spatiale) comme un révélateur de la marginalité (sociale), soumis à des processus de domination, produit de politiques publiques et de représentations (Milhaud, 2017). Dans le champ de la géographie des représentations, Antoine Bailly et al. (1983) évoquent les confusions « périphérie-minorité-marginalité » dans les travaux académiques en géographie, tout particulièrement ceux sur les anciennes colonies. Leur appel est explicite : s'appuyer sur l'analyse des processus et des interactions sociales de la sociologie ainsi que d'interroger la double vision de l'intérieur et de l'extérieur, mais aussi de changer le centre pour appréhender la périphérie. La marge est un produit social inscrit dans l'espace permettant d'aborder les territoires au-delà d'une approche en « mosaïque » (Milhaud, 2017).

Dans les cas des Outre-mer analysés comme marges, Anthony Goreau-Ponceaud et Bernard Calas (2016) identifient trois grilles de lecture : celle des rapports de domination, qui sous-tendent des « contradictions et malaises » (ibid.) dans les sociétés ultramarines (ressentiment, histoire coloniale, inégalités, ethno-classes héritées et maintenues, frustration des jeunes, monopole économique au service de la métropole, etc.) (appelée « négative ») ; celle des formes de multiculturalisme et du récit

[55] "an outcome of the interplay of multipolar forces that work towards constituting centre and periphery" (Karrar, Mostowlansky, 2018, p. 66).

de la marge « créatrice » (dite « positive ») ; et celle des territoires d'outremer comme des atouts géopolitiques de la France, souvent réduite à l'apport de surface dans la ZEE française.

Pourtant, ce ne sont pas tant des visions strictement positives ou négatives que des imbrications, qui permettent de reconnaître et d'appréhender les inégalités socio-raciales toujours bien ancrées et transmises, tout comme l'agentivité des individus et des collectifs dans ces espaces. Il ne s'agit donc par d'aborder les Outre-mer comme des marges au sens d'éloignement ou d'insularité, mais plutôt des marges socio-spatiales. Considérer ainsi les injustices sociales, les inégalités accrues par des politiques publiques défaillantes permet d'inscrire leur analyse dans celle des structures postcoloniales qui reproduisent un ensemble de représentations coloniales, mais aussi racistes (Encadré 3).

Encadré 3 | Racialisation et ethnicisation dans la construction des imaginaires et des identités

Dans le cadre de la thèse, j'analyse plusieurs processus et expériences relatives à la construction sociale des races et des ethnies. Je présente dans cet encadré les termes tels qu'ils seront mobilisés.

La race est définie « comme un rapport social, c'est-à-dire un rapport de pouvoir délimitant des groupes d'individus antagonistes et les positionnant de façon hiérarchisée dans l'espace social » (Brun et Cosquer 2022). Le rapport social associé à la race a la particularité de reproduire, de prolonger des processus d'assignation et de la division coloniale du monde construits et hérités de la colonialité (Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018). Les systèmes politiques, idéologiques et économiques produits par l'esclavage et la traite atlantique ont été centraux dans le processus de racialisation des populations noires (Bonniol, 2019; Larcher, 2014). Dans le contexte français, depuis les années 1950, des travaux références ont posé les jalons de l'analyse de l'expérience des personnes noires en France (Fanon, 1952; Guillaumin, 2016), prolongés depuis les années 2000 par les recherches en sciences sociales sur la racialisation, les discriminations ou encore les mobilisations (Célestine, 2023; Fassin, Fassin, 2009; Hajjat, 2014; Larcher, 2014; Pattieu, 2017), et les réseaux militants. Ainsi, le terme « racialisation » désigne les processus cognitifs produisant des représentations raciales (Poiret, 2011, p. 113) et permet d'analyser les mécanismes de construction des identités et des frontières raciales (altérisation, stigmatisation, minorisation, etc.) (Brun, Cosquer, 2024).

Le terme « racisé·e » est, lui, investi dans les espaces militants et les acteur·rices de l'antiracisme, pratiqué comme synonyme de « non blanc·he » – « personnes subissant les conséquences de l'assignation raciale et du racisme » (Guillaumin, 2016) – , et celui de « racisation » comme la construction d'assignations raciales non blanches ou minoritaires (Brun, Cosquer, 2024). Les critiques émises sur ces termes rappellent qu'ils tendent à considérer les groupes sociaux blancs et la blanchité comme une norme implicite soustraite à l'analyse :

« Dans le contexte français, sont susceptibles d'être désignées comme « Noirs » les personnes qui présentent les signes d'une ascendance – même lointaine, partielle, voire imaginaire – située en Afrique subsaharienne, tandis que la catégorie « Blancs » peut être appliquée à celles qui n'exhibent pas de marqueurs pouvant être interprétés comme manifestant une origine extra-européenne» (Poiret, 2011).

La race comme rapport de pouvoir, issu d'une catégorie de perception construite par l'histoire coloniale et raciale (Mazouz, 2020), a des conséquences sur la construction identitaire, le développement de sentiments d'appartenance liés à la racialisation comme noir·es (Célestine, 2023). Les rapports sociaux de race prennent

place autant à l'échelle globale (hiérarchisation et inégalités) qu'à l'échelle locale (ségrégation), mais aussi dans les interactions (assignations d'identités).
Ainsi, Christian Poiret (2011) distingue l'ethnicisation comme processus culturalisant, de la racisation comme processus naturalisant, même si les deux processus renvoient à des catégorisations sociales et à la production d'altérité. Les deux constituent un *continuum* de l'ethnocentrisme au racisme institutionnalisé (*ibid.*). Ils sous-tendent des rapports de pouvoir, des formes de résistances, d'adhésion et de revendications à ces assignations (Trawalé, 2014). Dans le contexte français, si l'ethnicité est relative à une hiérarchisation des ethnies, les positions culturalisées où « les ethnicités africaines et caribéennes[56] sont souvent posées comme contraignantes, alors que la francité et l'occidentalité s'énoncent sur le registre de la volonté et de la libération » (Trawalé, 2014). Ainsi, l'adjectif « ethno-racial » insiste lui sur la participation conjointe de l'ethnicité et du racial dans la production des inégalités sociales (Grosfoguel, 2004). Malgré les discours sur un « modèle français » des identités socio-raciales – autrement dit une vision dite *colorblind* – les formes d'assignation raciale enclenchent des réactions comme un retournement du stigmate, la construction d'identité et d'appartenance en tant que personne noire et antillaise en France hexagonale ou dans les territoires d'Outre-mer[57] (Célestine, 2023).

Des recherches menées dans les champs des géographies post-coloniales et décoloniales britanniques et étatsuniennes (Legg, 2007; Loong, Manby, McConnell, 2023; McFarlane, 2009; Sidaway, Woon, Jacobs, 2014) insistent également sur la dimension multiscalaire des interrelations des marges sur les plans politiques et sociaux, du local au global. Il s'agit de dépasser une lecture unique des rapports entre les marges et les centres pour analyser les façons dont les marges repensent le monde et l'écriture d'une géographie mondiale. Il s'agit de l'objectif de ma démarche : lire les marges socio-spatiales et les processus qui y contribuent en les mettant au centre, en analysant les liens avec les autres marges et vis-à-vis du centre qui les définit[58].

2.2. Marges socio-raciales et périphéries spatio-politiques : appréhender la colonialité en France

L'objectif est d'aborder les contextes postcoloniaux par une approche multiscalaire, par les emboîtements d'échelles et par une combinaison d'entrées sociales, politiques, économiques, etc. (Blais, 2009). Les travaux issus des études postcoloniales et décoloniales mobilisés ici permettent d'analyser la production de savoirs et des imaginaires géographiques – depuis les conquêtes,

[56] C'est seulement à partir des années 1950-1960 – et de la départementalisation – que la catégorie « Africain » ne désigne plus les personnes originaires des Outre-mer départementalisés et dont de nationalité française (Poiret, 2011).
[57] Audrey Célestine regroupe l'ensemble de ces processus sous le terme de *blackness* (Célestine, 2023).
[58] En mars 2022, Shona Loong et Alex Manby proposaient un appel à articles en ce sens, invitant à analyser les manières dont le global reconfigure les relations entre les marges et avec les États et les lectures des interrelations entre local et global sur les plans politiques et sociaux.

l'administration coloniale jusqu'aux migrations et aux diasporas – et aux effets sociaux et économiques observés dans nos sociétés.

J'étudie ici les effets du colonialisme comme « configuration historique de pouvoir » (Mbembe, 2006) qui produit une hiérarchisation entre sociétés colonisatrices et colonisées pour appuyer les rapports imposés par la colonisation (Gautier, 2024). Elles se prolongent après les décolonisations dans les relations entre les États colonisateurs et les sociétés colonisées. Abdellali Hajjat définit l'héritage colonial comme l' « ensemble de ressources symboliques et de pratiques construites dans la situation coloniale, notamment des catégories d'entendement, des logiques juridiques et des pratiques administratives, qui sont *réactivées* [*sic*] dans la situation de l'immigration post-coloniale » (Hajjat, 2014, p. 263). Il ne prend pas les mêmes formes que le colonialisme, mais en produit des réactivations. On parle alors de colonialité pour décrire ce qui a survécu au colonialisme, qui reproduit et prolonge l'infériorisation des lieux, des populations et des savoirs non-occidentaux ainsi que l'exploitation des ressources et des individus (Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018). Cette matrice d'oppression repose sur l'idée de race et de nation, sur la hiérarchie des genres, les relations patriarcales, l'ethnicité et l'effacement des savoirs non-occidentaux[59].

Cette partie interroge spécifiquement le rôle de la production de savoirs dans les imaginaires associées aux DROM (2.2.1.), tout comme le jeu d'inclusion et d'exclusion dont ils font l'objet (2.2.2.).

2.2.1. Le rôle de la production des savoirs dans les imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial

Les marges et les périphéries qui relèvent donc de la construction d'imaginaires, de récits et de productions politiques issue de la production de savoirs européenne sur les espaces non-européens ou sur des limites (Goreau-Ponceaud, Redon, 2024 ; Tsehaye, Vieille-Grosjean, 2018). Ces lectures européocentriques s'ancrent sur le récit et une grille linéaire du monde, présentés comme universels, issus de la modernité héritée de la Renaissance européenne, des Lumières, des révolutions industrielle et démocratique ou encore de la création des États-nations (Gautier, 2024). Cette grille présente toutes les sociétés non européennes et non occidentales comme statiques autour de structures figées (tribu, caste, ethnie, communauté) et s'appuie aussi sur l'objectivation des représentations coloniales par l'intermédiaire de concepts ou de notions (exotisme, exotisation, idée d'un « retard ») et de disciplines comme l'ethnologie (Amselle et M'Bokolo 1985 cité par Gautier,

[59] Lorsqu'il passe par des instruments de contrôle, tels que les organisations (monétaires) internationales ou les entreprises multinationales, cet héritage colonial est désigné comme processus de néocolonialisme (Nkrumah, 1965 cité par Gautier, 2024).

2024). En recensant les travaux sur la construction des territoires par les empires et les métropoles coloniales, Hélène Blais montre de quelles manières cette lecture est portée par des stratégies de développement et par l'appui sur des activités scientifiques dans les espaces colonisés (Blais, 2009). Dans ce cadre, les savoirs produits donnent des représentations multiscalaires des espaces colonisés depuis les métropoles coloniales, depuis les espaces colonisés, mais aussi sur les individus et les groupes mêmes. De nombreux travaux montrent ainsi le rôle de la géographie comme discipline dans la construction des empires coloniaux et dans le processus de colonisation. Edward Saïd parle ainsi de l'empire comme « un projet géographique » (Saïd, 1978) et David Livingstone de la géographie comme son « aide de camp » (Blais, 2009; Livingstone, 1992, p. 358; Singaravélou, 2008).

Les imaginaires sont construits sur la différence, l'éloignement et sur des catégorisations pour porter et distinguer les « Européens » d'un « Autre » englobant et réducteur par différentes formes dans les actions politiques ou économiques, mais aussi dans les récits officiels, scolaires, culturels et populaires (Bonin, 2018). Ainsi, l'universalisme européen, la « mission civilisatrice » et la place du récit européocentrique dans les champs académiques – à l'image de l'expression de la « bibliothèque coloniale » définie par l'historien congolais Valentin-Yves Mudimbe (1988) – ont été plaqués sur les représentations des « autres », et des « autres » macrorégions (Orient, Afrique, Amérique, etc.). En hiérarchisant les espaces, les populations et les savoirs au regard du modèle européen comme centre – comme « hybris du point zéro » (Castro-Gomez, 2007 cité par Gautier, 2024) –, les imaginaires et les récits exogènes et assignés produisent une violence épistémique (Dotson, 2019).

La structuration de recherches en *area studies* dans les pays anglo-saxons est un exemple de cette logique européenne de catégorisation du lointain (l'Europe et l'Amérique du Nord ne se considérant pas comme telles). Celles-ci mobilisent la métaphore spatiale des aires pour légitimer et structurer institutionnellement les communautés académiques (des communautés imaginées, avec leurs propres systèmes de récompenses, de sanctions et de tabous) et donc la production de savoirs spécifiques à une aire définie par des limites (van Schendel, 2002). La production des imaginaires sur les espaces colonisés passe par la mise en récit d'une « curiosité scientifique » (Miller et Reill, 1996 cités par Blais, 2009) produisant le regard colonial et dominant sous couvert d'avancées scientifiques. Ces liens étroits entretenus entre science et pouvoir sont mobilisés dans la représentation d'espaces « lointains » et/ou perçus comme complexes. Il s'agit de simplifier la lecture de ces espaces, notamment par la construction de macrorégions. Par exemple, dans *L'invention scientifique de la Méditerranée,* Marie-Noëlle Bourguet, Bernard Lepetit, Daniel Nordman et Sinarellis Maroula (1998) étudient les manières dont les rapports entre science et pouvoir lors d'expéditions scientifiques (Égypte, Péloponnèse et Algérie) ont construit la représentation de la macrorégion méditerranéenne.

Cette géographie européenne et étatsunienne des savoirs produit une régionalisation académique du monde, accélérée depuis la seconde moitié du XXe siècle (van Schendel, 2002). Elle trace des lignes sur les cartes du monde en suivant les frontières impériales ou étatiques, reproduisant des « empires conceptuels » (*conceptual empires*) (van Schendel, 2002). La périphérisation cartographique est un indicateur du statut de marge d'une macrorégion, d'une aire dans une *area studies*, pas uniquement en termes de distance ou de position géographique vis-à-vis d'un centre, mais aussi dans son traitement, dans l'imaginaire et dans la place accordée dans les débats de ce champ. Les productions cartographiques sous-tendent les représentations spatiales, les visions politiques et les régions du monde sont des éléments structurants de cette production (atlas régionaux, par exemple). Ces cartes construisent une représentation et une conscience spatiale hiérarchique, et les périphéries du monde et des régions du monde « disparaissent toujours de la carte, dans les plis de deux pages ou dans des encarts[60] » (van Schendel, 2002, p. 652).

Depuis la seconde moitié du XXe siècle et notamment depuis les années 1980, des recherches issues des études postcoloniales et des *sublatern studies* interrogent les catégorisations produites, complexifient les analyses du regard sur la figure de l' « autre » et mettent en lumière les présupposés racistes fondant cet européocentrisme (Gautier, 2024; Le Bigot, 2024). Les géographies postcoloniales et décoloniales interrogent la complicité de la discipline avec l'impérialisme, les imaginations et représentations géographiques de l'espace postcolonial (Gregory, 1994). Dipesh Chakrabarty (2000) développe l'idée de « provincialisation » de l'Europe pour inverser le regard, d'inversion du centre et de la périphérie dans les productions des savoirs et des imaginaires. Les travaux d'Edward Saïd et ceux qui en sont issus sur la nécessité de « déseuropéaniser le regard orientalisant ». Appliqué à la figure des intellectuels et des scientifiques, Frantz Fanon (1961) analyse les rapports aux sociétés coloniales pour les intellectuels colonisés et Fatoumata Ouattara (2004 cité par Le Bigot, 2024) montre que le risque d'exotiser « le réel des autres » s'exprime chez les chercheur·ses issus de la culture, comme chez celles et ceux qui en sont étranger·ères.

Les réflexions sur les espaces « périphériques », les risques de se limiter aux approches locales et à un regard depuis les centres ou depuis l'Occident permettent de développer des notions (par exemple de réseau impérial), des approches et des méthodes renouvelées. Elles visent à aborder ces espaces par leurs interconnexions, l'articulation entre les lieux et les espaces, du local au global, mais aussi par l'échelle transimpériale (Blais, 2009). L'objectif de cette recherche doctorale est d'étudier les

[60] « peripheries parts of the world that always drop off the map, disappear into the folds of two-page spreads, or end up as insets » (van Schendel, 2002, p. 652).

relations entre l'Europe et ses colonies, interroger les géographies produites dans les métropoles (discours, pratiques, représentations), mais aussi celles produites aux « marges » de l'Europe.

2.2.2. Au-delà d'un rapport centre-périphérie : un système « inclusion-exclusion » dans le contexte français

Les héritages et les transmissions des lectures des marges et des périphéries dans la production des savoirs sont importantes, mais surtout intimement liées aux cadres et aux objets politiques et institutionnels. À partir d'une approche historique située « par le bas » et produite depuis les marges coloniales, l'ouvrage *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole* dirigé par Cécile Vidal (2014) permet d'analyser la double construction de la nation et de l'identité nationale et des concepts associés, comme la nationalité ou la citoyenneté.

Le Code de l'indigénat, adopté en 1881 et s'appuyant sur des mesures déjà appliquées en Algérie, est construit autour d'une catégorisation et d'une distinction entre des « citoyens » français et de « sujets » français. Les premiers sont métropolitains tandis que les seconds sont les personnes des territoires colonisés et les travailleurs immigrés, privés de libertés et de droits, soumis à une justice spécifique autorisant des sanctions interdites dans les principes généraux du droit (sanctions collectives, déportations, pas de défense, pas d'appel, etc.) (Fremigacci, 1993). Hubert Bonin parle ainsi d'un ordre colonial fonctionnant sur « la base d'une institutionnalisation de l'inégalité et de la justice » (2018, p. 254). Aboli en 1946[61] avec la départementalisation, la lecture par les différences se maintient avec les politiques d'assimilation et de l'exception qui, dans sa forme juridique, correspond à l'obtention de la citoyenneté. Les définitions de la nation et de l'identité française – conçue depuis la fin du XVIIIe siècle sur la racialisation blanche sous l'influence des revendications des élites locales et coloniales – se trouvent confrontées aux échecs du choix de l'assimilation culturelle comme stratégie de décolonisation (Vidal, 2014). D'après Nacira Guénif (2007, p. 348), « ce qui était destiné à rester à l'extérieur – y compris dans les confins de l'empire colonial – est aujourd'hui partie prenante de la société française et se situe en son sein, voire en altère les contours et en transforme radicalement le visage ». Cette « altérité de l'intérieur » se trouve confrontée à plusieurs formes de contrôle et d'assignation, des processus de ségrégation au contrôle des corps en passant par celui de l'identité pour signifier l'altérité dans une « intériorité où il n'est pas le bienvenu » (Guénif, 2007, p. 350). La montée du nationalisme, notamment de ses discours dans les médias, relance aujourd'hui

[61] Il est imposé à l'ensemble des colonies en 1887 et est aboli officiellement en 1946, tout en étant toujours appliqué dans les faits malgré l'abolition, notamment en Algérie (Bonin, 2018).

les questionnements sur l'identité française, ici associés aux populations issues de l'immigration[62]. La spatialisation des politiques publiques sur le registre des marges et des périphéries postule également d'une double assignation de la territorialité à l'identité (associant des espaces et des groupes), où l'appartenance territoriale signifie implicitement d'autres caractéristiques, et donc les politiques ou les opinions visant des espaces visent en fait des groupes[63] (Hancock, 2008).

Dans le cas des Outre-mer et des Dromien·nés, Benoît Trépied parle d'une place paradoxale dans le débat postcolonial français qui les concerne : marginale du fait de l'éloignement, de leur faible présence démographique dans l'Hexagone (comparativement aux autres immigrations) et de leur invisibilité sociale et médiatique dans l'espace national ; mais aussi centrale, car la catégorie « outre-mer » est lourde de sens du fait de sa matrice coloniale et que la question « indigène » fait l'objet d'une forte actualité politique en France (Trépied, 2012).

Les périphéries spatio-politiques sont produites et entretenues par les politiques publiques et les statuts institutionnels en s'appuyant sur l'espace. Elles participent dans le même temps à alimenter des marges socio-spatiales, dont les processus de marginalisation et de stigmatisation sociales et raciales opèrent de manière imbriquée (Célestine, Hajjat, Zevounou, 2019). Ainsi, plus qu'une relation de dépendance entre centre et périphérie, c'est une structure d'inclusion-exclusion qui prend place dans le contexte français par une lecture des « différences » (Bonin, 2018; Vidal, 2014).

[62] Doreen Massey (1994) interroge le fait de sentir « disloqué, dépourvu de place, envahi » et l'associe à une vision blanche et occidentale. Cette vision ne reconnaît pas que, du point de vue de la périphérie colonisée, la « rencontre » a été pendant des siècles "immédiate et intense". L' « invasion » actuelle est une « inversion » d'une précédente, figurée par le colonialisme et par laquelle l'Europe s'adressait autrefois à ses colonies à travers de vastes distances.
[63] Claire Hancock prend l'exemple de l'actualité de l'automne 2005 associée aux « jeunes des banlieues » pour lesquels l'appartenance territoriale fonctionne comme signifiant implicite d'autres caractéristiques (« issus de l'immigration », « sous-qualifiés », sous-employés ») (Hancock, 2008).

3. Guadeloupe, Martinique : des catégories spatio-politiques aux identités socio-spatiales

La construction d'un territoire « Outre-mer » ou d'un territoire « RUP » par les institutions (État français, UE) relève ainsi de la construction d'objets et de catégories politiques. Dans le contexte français, le territoire « Outre-mer » (Vergès, 2005, p. 71) est défini par et en fonction du territoire métropolitain, malgré l'appartenance à un ensemble commune. Il se voit associer une symbolique identitaire collective de manière descendante et normative (Ripoll, Veschambre, 2006), le territoire étant un « creuset d'identités collectives » (Di Méo, 2004).

Cependant ce territoire « imposé » se déforme, se confond dans les représentations mentales des individus et des groupes. Il est ainsi nécessaire de ne pas se limiter à la construction du discours territorial et de prendre en compte la dimension ascendante de sa fabrication, par les pratiques et les représentations individuelles et collectives (Di Méo, 2004; von Hirschhausen, 2023), mais aussi les processus d'appropriation (Ripoll, Veschambre, 2006).

L'objectif de cette dernière partie est ainsi d'analyser les imaginaires et les spatialités propres à la Martinique et à la Guadeloupe. Il s'agit d'appréhender les manières ont peuvent être saisies leurs pluralités et leurs complexités, par l'intermédiaire d'autres travaux sur des espaces rencontrant des configurations relativement similaires, mais aussi des travaux issus de ces espaces.

3.1. Constructions macrorégionales autour d'un espace transatlantique

Si les catégories institutionnelles sont produites de manières exogènes et distantes, qu'en est-il des catégories qui reposeraient sur la proximité ? Ainsi, je propose d'analyser ici les relations à l'espace de proximité de la Guadeloupe et de la Martinique qu'est la Caraïbe d'une part. De l'autre, j'interroge une catégorie d'analyse construite pour appréhender les circulations effectives des Martiniquais·ses et des Guadeloupéen·nes.

3.1.1. Mise à distance de la proximité : les relations avec la macrorégion caribéenne

Les imaginaires géographiques associés à la Martinique et à la Guadeloupe sont ceux construits par des prismes exogènes, métropolitains et continentaux. La départementalisation entrave les coopérations régionales pour les DROM, en étant premièrement dépendante de la politique étrangère de la France (Chicot, 2013) et des normes de l'UE (Goreau-Ponceaud, Calas, 2016). Les travaux menés par Karine Galy (Galy, 2019 ; Galy et al., 2019) sur les processus d'intégration des collectivités

territoriales françaises à l'espace Amérique-Caraïbe montrent la complexité politique et scalaire autour des questions d'intégration régionale des collectivités territoriales d'outremer, partagées entre une volonté de coopération et d'insertion dans leur environnement régional proche partageant certains de leurs enjeux et un État central et distant (Galy, 2019), impliquant des enjeux politiques et juridiques d'intégration des territoires en leur propre nom (et non de l'État français) (Galy et al., 2019).

Pour un espace dont le nom même est issu de la colonisation (Cruse, 2014), les définitions par l'extérieur de la Caraïbe comme une « périphérie dominée par les puissances européennes puis nord-américaines » (Demyk, 2005, p. 63) sont source de questionnements quant aux territorialités, aux imaginaires et aux identités individuelles et collectives qui s'y fabriquent.

L'espace caribéen est marqué par les impérialismes et la diversité culturelle et linguistique, l' « un des plus importants laboratoires de façonnement de la fiction « race » » (Célestine, 2021), conséquence de la pensée coloniale diffusée à la fois comme minoration et comme affirmation identitaire (Bonniol, 2019). Ces visions structurent des pratiques et des représentations sémantiques et spatiales du monde (Didelon-Loiseau et al., 2019), mais ancrent également des tensions autour de la construction d'une territorialité et d'identités complexes. C'est ce que Max Bélaise (2007) désigne comme une « schizophrénie identitaire » aux Antilles.

Dans les discours, les discontinuités et les particularismes au sein de la Caraïbe et des territoires français de la région sont parfois exprimés par la métaphore de la mosaïque (Demyk, 2005), associés aux rhétoriques relatives à la créolisation et à l'hybridation (Dorismond, 2014; Glissant, 2011; Martineau, 2022). Ces mises en récit tendent cependant à masquer la reproduction des divisions sociales, ethniques et politiques dans ces espaces caribéens (Bonniol, 2006 ; Goreau-Ponceaud, Calas, 2016). Que ces imaginaires soient produits de manière endogène ou exogène, ce sont systématiquement les représentations projetées depuis l'Hexagone qui apparaissent structurantes (Audebert, 2011b, 2022; Bélaise, 2007; Célestine, 2009; Dubesset, 2013).

3.1.2. L'espace transatlantique

En 2017, 37% des actifs antillais, environ un tiers des Mahorais et des Guyanais et un près d'un cinquième des Réunionnais vivaient dans l'Hexagone[64]. En 2019, parmi les DROM, les Martiniquais·es sont proportionnellement les plus nombreux à vivre hors de leur région d'origine

[64] Insee Première. 2021. « Les natifs des Antilles, de Guyane et de Mayotte quittent souvent leur région natale, contrairement aux Réunionnais », n° 1853, 19.04.2021. [URL].

(38,1%), suivis de près par les Guadeloupéen·nes (37,4%)[65] (Moutai, 2024). Pour celles et ceux qui résident dans le territoire natal, un tiers ont séjourné plus de six mois hors du territoire, très largement dans l'Hexagone (Haddad, Caron, 2023). Les trajectoires de vie des Dromien·nés s'inscrivent dans un double espace – leur département et l'Hexagone (Pattieu, 2017), qui forment un espace circulatoire ou transatlantique (Audebert, 2010; Condon, 1996). Depuis la départementalisation, les politiques nationales ont pensé la migration vers l'Hexagone comme « comme la solution aux problèmes socioéconomiques des DOM (Marie, 2014) (Encadré 4).

Encadré 4 | Les politiques de migration depuis les DROM

La présence des Domien·nes dans l'Hexagone est documentée depuis la départementalisation, mais les informations à disposition concernent surtout sur les élites (Pattieu, 2017). Après la Seconde Guerre mondiale, l'État français fait appel à la main-d'œuvre antillaise dans le cadre de l'effort de reconstruction. Entre 1950 et 1962, on compte 2,5 fois plus d'Antillais·es dans l'Hexagone (38 000).

C'est à partir de 1963 que les migrations des DOM vers l'Hexagone sont institutionnalisées par l'intermédiaire du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer connu sous le nom de « Bumidom ». Ces migrations ciblent principalement les classes populaires pour pourvoir des emplois dans la fonction publique, les professions de l'entretien et du *care* pour les femmes (Soune-Seyne, 2025). Le dispositif est accompagné, à partir des années 1970, d'actions d'aides aux familles à l'arrivée dans l'Hexagone. Les années 1980 marquent un tournant dans les politiques migratoires. Les crises pétrolières et la dégradation du marché du travail entraînent un frein aux migrations. Le Bumidom devient l'Agence nationale pour l'insertion et la protection des travailleurs d'outre-mer (ou ANT) et son action se concentrent moins sur les migrations que sur les ressortissants déjà présents dans l'Hexagone.

Après les années 2000, les dispositifs s'orientent de plus en plus vers les jeunes, que ce soit pour la mobilité étudiante, la formation ou l'insertion professionnelle. En 2010, l'ANT est remplacée par L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (Ladom) (Abdouni, Fabre, 2012), dont l'action est récemment renforcée sur le retour, la formation et l'innovation en réponse aux engagements pris par l'État lors du Comité interministériel des Outre-mer du 18 juillet 2023[66].

L'expression d'espace transatlantique insiste sur la pertinence de cet ensemble et cette échelle comme espace de pratique du « quotidien » pour les Martiniquais·es et les Guadeloupéen·nes (Audebert, 2010). Il est traversé, mais aussi investi par des pratiques culturelles visant à maintenir des liens symboliques que ce sont traduites, par exemple, par le développement dès les années 1950 d'un tissu associatif antillais (culturel, religieux, etc.) dans l'Hexagone (Audebert, 2008; Condon, 1996).

---

[65] Les départs sont comparables pour la Guyane (36,4 %), mais la Réunion se distingue nettement avec une part bien inférieure (20,3%). Les départs des Martiniquais·es sont comparables aux départs de l'Île-de-France (44,7%) et du Centre (40,2%) (Moutai, 2024).

[66] La 1ère, « Favoriser le retour, la formation et l'innovation, LADOM dévoile trois nouveaux passeports pour les ultramarins », France Info, 11.11.2025 [URL].

Le fonctionnement de cet espace double renforce des déséquilibres démographiques et des inégalités sociales pour les DROM (Pattieu, 2017), ce qu'illustre notamment le départ des plus diplômé·es vers l'Hexagone (Abdouni, Fabre, 2012). Il accroît également les situations de précarité pour celles et ceux qui résident dans l'Hexagone[67] (Abdouni, Fabre, 2012).

3.2. Des identités et des appartenances pour appréhender des imaginaires complexes et pluriels

Les imaginaires et les spatialités imposées « par le haut » et par les héritages sont ainsi le produit des marginalisations et des périphérisations enchâssées de la Guadeloupe et de la Martinique. Afin de saisir la complexité, mais aussi la profondeur de ces imaginaires et de ces spatialités, je cherche à interroger les expériences des imaginaires spatiaux actuels et projetés (von Hirschhausen, 2023). En m'appuyant sur la littérature européenne produite sur d'autres espaces concernés par des enjeux d' « entre-deux » (Rey, 2010, 2013; Rey, Groza, 2009), j'analyse la pluralité des rapports qui se dessinent avec l'ensemble national, européen, caribéen, américain et même mondial. Dans la littérature martiniquaise et guadeloupéenne, l'appréhension de cette pluralité et des rapports de domination passe par l'interrogation des identités comme outil de lecture, mais aussi de réappropriation et de revendication.

3.2.1. Compléter la lecture d'une « périphérisation » : le concept d'entre-deux

Les concepts de périphérie et de marge tels qu'ils ont été discutés précédemment posent la question des contextes où des espaces où les relations sont complexes, floues, où les rapports successifs ou simultanés à des centres ou à d'autres marges, à d'autres périphéries se jouent.

Dans leur analyse des métagéographies, Lewis et Wigen mentionnent cette problématique pour repenser les études aréales en considérant les frontières et les limites entre les aires comme des zones interstitielles, des régions hybrides à part entière (1997, p. 203). L'enjeu est de se placer entre les structures, les découpages du monde et de l'espace tels qu'ils sont construits et hérités sur le temps long afin de sortir de la réification du régionalisme, du cadre national surinvesti et d'éloigner le

[67] Le profil des ménages des natifs dromien·nés dans l'Hexagone est similaire aux natifs de l'Hexagone, mais des indicateurs diffèrent. Il y a davantage de familles monoparentales dans les DROM (22% contre 14%) exposées à des difficultés accrues dans le cadre d'une migration (précarité, isolement, absence ou manque de solidarités) ou encore à des conditions de logement dégradées (surroccupations plus élevées, notamment chez les personnes arrivant des DROM antillais) (Abdouni, Fabre, 2012).

risque de reproduire ou conforter les stigmatisations d'ensembles spatiaux. Comme dans la démarche de Béatrice von Hirschhausen (2023) sur l'analyse des frontières fantômes en Europe centrale et orientale, il s'agit de laisser émerger les autres configurations spatiales qui se trouvent à leur intersection, qu'elles soient transnationales, réticulaires, multiscalaires ou encore floues.

Je m'appuie sur un outillage théorique pluriel afin d'appréhender les configurations des imaginaires en Martinique et en Guadeloupe de la manière la plus complète possible et en laissant la place à des spatialités de configurations variées d'émerger. Les concepts de « flou », de « complexe » ou encore d' « entre-deux » visent à laisser émerger les formes « entre le simple et le complexe, entre le stable et l'instable, entre le local et le global, entre le fondamental et l'appliqué » (Rolland-May, 2003).

Mobilisé dans les recherches sur l'Europe de l'Est et les Balkans, le concept d'entre-deux vise à dépasser les appellations d' « Europe de l'Est » ou d' « Europe médiane », qui induisent une lecture réductrice des rapports au sein de l'Europe[68]. Cependant, dans les années 1990, les chercheur·es est-européen ont accueilli l'appellation « Europe de l'Entre-Deux » avec scepticisme (traduction utilisée : *Zwischenraum*), tandis que les chercheur.es français l'ont ignorée (Rey, Poulot-Moreau, 2014). Au tournant des années 2010, le concept est à nouveau mobilisé dans des publications de Violette Rey (Rey, 2010, 2013; Rey, Groza, 2009), mais aussi dans des travaux réalisés par Julie Le Gall et Lionel Rougé (2014) visant à réinterroger des contextes et des processus périurbains au prisme de l'entre-deux. Les deux auteur·rices recensent alors les travaux mobilisant directement l'entre-deux en géographie, mais aussi les recherches s'inscrivant dans cette dynamique d'étude d'espace d'entre-deux. Ils dressent également un état des lieux des champs, des échelles et des terrains d'application possibles du concept ouvrant la voie à une large diffusion du concept (Le Gall, Rougé, 2014). À la même période, dans un entretien croisé, Violette Rey et Monique Poulot-Moreau reviennent sur la définition de ce concept et questionnent sa réception, mais aussi son utilisation pour l'analyse de deux objets de recherche distincts tant par l'échelle que par les enjeux : l'espace géopolitique de l'Europe de l'Est et les espaces périurbains en France (Rey, Poulot-Moreau, 2014).

Sans penser l'entre-deux comme une catégorie ni comme une étape dans une trajectoire, il est défini dans le but d'analyser des espaces « intermédiaires » où des forces issues d'espaces externes « l'emportent sur les effets internes pour [leur] structuration » (Rey, Poulot-Moreau, 2014). L'intermédiarité peut être à la fois de nature temporelle (espaces en transition) ou spatiale (délimitation difficile, recompositions internes). Le concept d'entre deux permet de prendre en

[68] Autrement dit, en se limitant à une approche spatiale au risque d'un déterminisme géographique (position de milieu, d'est) ou à une approche temporelle au risque de n'appréhender que des influences historiques et extérieures.

compte les forces en jeu, les rapports de pouvoir qui s'expriment dans un espace tout en le considérant comme un espace à part entière à l'origine de forces qui en émergent et lui sont propres.

L'espace d'entre-deux est un espace où l'hybridation et les processus de métissage sont prégnants et appellent à intégrer l'interrelation et l'intersubjectivité, notamment dans les questions d'identités et de relations à l'autre (Rey, Poulot-Moreau, 2014). Ces situations sont souvent associées à une impression de vide, d'être ni l'un ni l'autre, mais elles relèvent également de ce qui peut être entre les deux, à la fois l'un et l'autre ou encore le premier pour l'instant, mais se dirige vers le deuxième (Foucart, 2010). Il permet d'aborder les situations « où s'expriment des complémentarités, mais aussi des différences ou des tensions entre des modes de régulation différents » (Groupe interface, 2006, p. 197 cité par Le Gall & Rougé, 2014). En analysant les liens entre « expérience de l'histoire et production de l'espace » (von Hirschhausen, 2023), le concept vise à ne pas céder au réflexe de la catégorisation spatiale, au zonage, et à parler d'articulation et d'interdépendances (Cattan, 2012, p.58 cité par Le Gall et Rougé, 2014) (Tableau 2).

Tableau 2 | Synthèse des mécanismes en jeu dans les espaces d'entre-deux défini par Violette Rey

Mécanismes en jeu dans les espaces d'entre-deux défini par Violette Rey	
Jeux des forces extérieures et intérieures (1)	Jeux donnant « l'avantage, la majeure partie du temps, à des forces extérieures et concurrentes sur les forces internes » (Rey, 2010, p. 46). Ces rapports de force favorisent les fragmentations internes et les discontinuités.
Réactivation des temporalités (2)	a) sur le court et moyen terme, des évènements amènent « à tout recommencer à zéro » à chaque changement de domination d'influence » (Rey, 2010, p. 46).
	b) anciennes, réactivation d'expériences mémorielles parfois refoulées collectivement et individuellement.
	c) dans leur perception par le prisme d'évolutions, des représentations d'un décalage ou d'un retard en terme économique (Rey, 2010, p. 46)
Expérience de la discontinuité (3)	a) temporelle du fait des renversements évoqués, incitant à la création, mais limitant l'accumulation et la diffusion
	b) spatiale

L'étude des imaginaires par la combinaison des pratiques et des représentations d'un espace par l'expérience (pour saisir la présence ou la transmission du passé et la production de normes sociales et spatiales dans le temps), mais aussi les projections et les attentes sur le futur permet de lire les interdépendances des pratiques individuelles et/ou collectives et des imaginaires pluriels en jeu (institutionnels) (von Hirschhausen, 2023). Il s'agit d'appréhender des espaces multiscalaires,

multisitués et complexes ainsi que des histoires objectivées et incorporées dans les trajectoires et les contextes.

3.2.2. Identité et appartenance : les approches critiques des concepts

Si le concept d'entre-deux permet d'appréhender la complexité des rapports de force en jeu dans les pratiques et les représentations de l'espace, les enjeux de l'analyse des identités (et de leurs expressions spatiales) sont également à appréhender en lien, comme des composantes des imaginaires et comme des objets pluriels.

Les composantes de l'identité

En sciences sociales, les acceptions de la notion d' « identité » sont hétérogènes et peuvent être regroupées en trois principales définitions (Oiry Varacca, 2024; Pożarlik, 2013). La première renvoie à l'identité sociale en tant que caractérisation d'un individu ou d'un groupe par les caractéristiques attribuées par d'autres et héritées (dans le champ professionnel, familial ou encore du genre). La seconde correspond à une identité individuelle issue de la subjectivité, de la conscience de soi et de l'auto-identification en se différenciant des autres individus ou groupes (Owens, Robinson, Smith-Lovin, 2010). Enfin, une identité collective renvoie au sentiment commun d'appartenir à un groupe basé sur des appuis sociaux, spatiaux, historiques ou économiques (Pożarlik, 2013).

La représentation du « soi » et du « nous » est constitutive des définitions des identités individuelles et collectives (Sanchez, 2023). Qu'elle soit sociale, individuelle ou collective, l'identité est unique, propre à chaque individu et composée de plusieurs éléments spatiaux (tels que les lieux de résidence actuels, passés ou le lieu de naissance), sociaux, religieux ou encore professionnels. La mise en tension des représentations du « nous » et des « autres » est également prégnante et négociée autour d'une frontière entre les deux et n'existant que par leur mise en relation (Barth, 1969 cité par Oiry Varacca, 2024). Ces deux axes donnent à voir les statuts et les catégories héritées dans les sociétés.

L'identité est constituée performativement, par des processus de mimétisme ou de différenciation (Butler, 1990 cité par Sanchez, 2023), mais aussi par les représentations que les autres ont d'eux ou d'elles-mêmes. Claire Hancock (2008) évoque par exemple la figure de l' « Autre » non occidental assigné matériellement et/ou symboliquement à la fois à une identité et à une territorialité (par exemple à son pays d'origine réel ou supposé), et ce à plusieurs échelles.

Construction critique de l'étude des identités

D'abord appréhendé dans une perspective essentialiste jusqu'aux années 1960, notamment par les puissances coloniales (Hall, 2007; Singaravélou, 2008), le concept d'identité est associé aux revendications identitaires aux États-Unis à cette période (Brubaker, 2001). En Europe, dans les années 1970, il est mobilisé dans les revendications nationalistes, mais surtout régionalistes. L'identité est alors mobilisée dans une conception fixiste et intangible (Avanza, Laferté, 2005). C'est par les champs scientifiques états-uniens que le concept est redéfini dans une dimension constructiviste pour porter les revendications des minorités de genre, de race et intersectionnelles (Brubaker, 2001). Dans le contexte européen, il se développe dans le champ scientifique à partir des années 1980 dans une perspective pragmatique, interactionniste et constructiviste issue du *cultural turn* (Thiesse, 1999). Par l'intermédiaire des études postcoloniales et féministes, les identités sont appréhendées comme des discours construits, imposés et perpétués par les rapports coloniaux (Fanon, 1952, 1961; Hall, 2007; Saïd, 1978).

Le concept d'identité est remis en question, notamment du fait de son ambiguïté, de sa tendance réificatrice. Dans le contexte états-unien, Rogers Burbaker (2001) distingue deux usages de la notion. Le premier est celui des acteurs politiques associés à l'essentialisme. Le second est, lui, porté par les scientifiques et associé au constructivisme. Cependant, les deux usages s'entremêlent et entretiennent des ambiguïtés sous couvert de scientificité (Avanza, Laferté, 2005). Dans le contexte français, Mari Oiry Varacca précise que c'est aussi l'association de l'identité au nationalisme, à la peur du « communautarisme » ainsi qu'au fait de considérer des identités revendiquées comme négatives qui tend à freiner son usage (Oiry Varacca, 2024). Une seconde critique est celle d'un usage du concept ayant tendance à s'enfermer dans le prisme des représentations en oubliant les inégalités socio-économiques associées à la dimension matérielle. Enfin, Martina Avanza et Gilles Laferté posent trois autres limites majeures des usages constructivistes du concept d'identité (Avanza, Laferté, 2005). Tout d'abord, la posture dénonciatrice qui se manifeste autour d'expressions telles que « construction des identités » et qui peut tendre à nier l'identité des individus dans une posture surplombante et dominante (envers des enquêté·es, par exemple). Ensuite, c'est le regard concentré sur la production des identités plus que leur réception/appropriation qui crée des limites. En analysant plus les discours, les constructions d'imaginaires territoriaux par des élites, certains travaux mobilisant le concept d'identité tendent en fait à questionner davantage les représentations, oubliant qu'elles doivent être réappropriées et intériorisées par les groupes et les individus pour parler d'identité. La dernière limite est celle d'un risque relativiste qui apparaît lorsque le poids des institutions sociales et politiques n'est pas appréhendé.

Le sens commun théorique de l'identité (ou d'une conception dite « faible ») pose trois difficultés pour Rogers Burbaker (2001) : le « cliché constructiviste » dans lequel l'identité n'est appréhendée que par sa multiplicité, son instabilité, son flou ou encore sa fragmentation, ne signalant qu'une position et pas une signification (1) ; les sens courants d'identité évoquent l'idée d'une similitude dans le temps alors que le terme peut être utilisé pour qualifier le changement (2) ; l'effort d'une utilisation moins « dure » de l'identité en insistant sur leur multiplicité ou leur fluidité produirait un terme devenu trop « élastique » et ne permettant pas un travail analytique (Brubaker, 2001).

En s'appuyant sur ses travaux, Martina Avanza et Gilles Laferté (2005) exposent trois concepts permettant de revoir, préciser et articuler la notion d'identité dans ses usages : « identification » pour désigner l'attribution catégorielle produite par une institution (imposant symboliquement et matériellement une identité, souvent l'État, mais pas uniquement), « image sociale » pour caractériser les discours et les représentations d'un groupe par des élites, et enfin l' « appartenance » comme manière dont les identifications et les images sociales sont appropriées, pratiquées, performées ou refusées par les individus (non prescriptive, elle relève de la participation des individus à un groupe).

J'inscris cette recherche entre les lectures de l'identité par Grzegorz Pożarlik (2013) (identités sociales, collectives et individuelles) et les concepts sur les usages de l'identité de Rogers Brubaker (identification, image sociale et appartenance). L'identité est à la fois une catégorie pratique (ou catégorie de l'expérience sociale quotidienne, comme la race, la nation, la citoyenneté ou la classe) utilisée dans des situations quotidiennes, et à la fois une catégorie d'analyse utilisée dans le registre politique pour persuader de similitudes ou de différences entre les individus sous forme de « politiques identitaires » (Brubaker, 2001).

Les identités sont ainsi des objets multiscalaires, du local[69] au macrorégional ou au mondial[70] (Debarbieux, 2006; Guérin-Pace, Guermond, 2006; Stock, 2006), construit et s'exprimant dans tous les contextes, du quotidien aux politiques publiques en passant par les médias (Hancock, 2008). Peu importe les contextes ou les manières d'aborder les identités, la dimension spatiale qui leur est associée est prégnante. Pour Edward Relph (1976), étudier l'identité spatiale nécessite de distinguer une « *identity with place* » d'une « *identity of place* », autrement dit l'identification (comme

[69] À partir des entretiens réalisés dans le cadre de sa recherche doctorale, Mathis Stock note que la question de l'ancrage identitaire dans les lieux, posée à ses enquêté·es habitant à Brighton and Hove et Garmisch-Partenkirchen, est systématiquement appréhendée à l'échelle locale. Les référentiels nationaux ou régionaux ne sont que peu saisis (Stock, 2006).

[70] « Qu'il y ait de multiples échelles de l'identité, cela semble évident, bien que pas assez thématisé : lieu de naissance, région, nation, voire l'Europe (le Monde moins) sont aujourd'hui les possibles espaces identitaires. » (Stock, 2006, p. 7).

processus) des individus à un ou des lieux et l'identité d'un lieu (par rapport à d'autres). Stock résume la distinction de ces deux approches de l'identité spatiale par la formule « les identités construisent les territoires ou les territoires construisent les identités », correspondant à deux courants de la géographie : l'analyse spatiale et la géographie sociale (Stock, 2006). Dans la première approche, si l'on considère l'identité spatiale comme l'identité d'un espace, il faut considérer que l'identité d'un territoire se forme dans le rapport entre société et lieu autant par la reconnaissance de ses spécificités individuelles que de ses similitudes à d'autres lieux, par ses apparences paysagères et ses expériences des individus dans les lieux[71] (Relph, 1976). Dans la seconde approche, si l'on considère l'identité spatiale comme un référent géographique de l'identité, elle désigne le rapport des individus/groupes à des lieux géographiques. Dans cette acception, l'identité est d'une part un rapport symbolique entre le lieu et l'individu, et d'autre part produit par les pratiques et les représentations des lieux. Il s'agit d'appréhender la dimension symbolique des lieux en fonction des rapports des individus aux lieux, de tenir compte des juxtapositions et des coprésences des interrelations sociales (Massey, 1994) en considérant que tous les lieux pratiqués par un individu participent à définir les autres lieux par leur mise en relation (Stock, 2006).

3.2.3. Rapports de domination et complexité des identités spatiales : les contextes postcoloniaux

Véritable outil politique, les identités sont un élément clé dans la construction de discours et de récits par les acteurs institutionnels et politiques. Ces récits sont souvent essentialisés et reflètent des hiérarchies sociales et politiques participant à produire des identités imposées (Bourdieu, 1980a).

Pour Claire Hancock, les identités spatiales sont le lieu de rapports de domination qui se manifestent par le vecteur des représentations sociales et le vecteur des représentations spatiales associées à des espaces et des groupes, des personnes dominées (Hancock, 2008). Dans le champ des représentations sociales, ces rapports de domination peuvent prendre la forme de processus d'assignation à une identité. Dans celui des représentations spatiales, Hancock analyse les processus d'assignation à territorialité (Hancock, 2008). Ces enjeux autour de l'identité sont donc d'autant plus complexes dans les sociétés postcoloniales que ce rapport est croisé et incorporé parmi de multiples rapports de domination dans la construction des identités individuelles et collectives (Bourdieu, 1998 cité par Hancock, 2008). Les identités spatiales sont au cœur d'enjeux et de processus politiques fortement ancrés dans les structures territorialisées du contexte français, de ses instances et de ses modes

[71] "Identity of place is much a function of intersubjective intentions and experiences as of the appearances of buildings and scenery, and it refers not only to the distinctiveness of individual places but also to the sameness between different places" (Relph, 1976, p. 44).

d'action. En France, dans les débats récents, il existe un autre objet d'attention qui subit cette lecture territorialisée : les mobilités, et plus précisément les migrations, toutes deux intimement liés aux identités spatiales. Pratiques et représentations sociales et spatiales s'entremêlent dans leurs constructions et leurs expressions individuelles, mais aussi collectives.

La formation de l'identité d'un lieu comme d'un individu est le produit d'interactions, de structures sociales et politiques, mais aussi entre les échelles, le global étant dans le processus de formation du local (Massey, 1994) et inversement. Analyser l'appartenance par les échelles locales est également essentiel pour mettre en lumière une autre dimension des rapports de domination. C'est ce que fait bell hooks lorsqu'elle interroge le rapport des individus à l'espace par l'échelle locale et par les individus avec le concept de « home » en tant que signification d'un lieu. Par cette entrée, elle montre que ce rapport au lieu au foyer est très différent pour celles et ceux qui ont été colonisé·es, selon les expériences de décolonisation et de radicalisation (hooks, 1991 cité par Massey, 1994). Lynn A. Staeheli et Caroline R. Nagel (2006) proposent eux aussi ce concept de « *home* » pour appréhender les situations où, en quittant leur foyer, les immigrant·es doivent en créer un nouveau et négocier les contradictions des deux foyers, et ce, même s'ils peuvent avoir le sentiment de n'appartenir à aucun d'entre eux (Gilmartin, 2008). Toni Morrison critique même l'idée que chaque individu a eu un jour un lieu appelé « *home* » auquel il pouvait se référer, un lieu où il appartenait où il pouvait situer sa vie (Morrison, 1987 cité par Massey, 1994).

Les mobilités et les migrations sont des facteurs majeurs de la construction et de l'expression des appartenances, notamment par l'entrée spatiale. Être mobile, c'est bouger dans l'espace géographique, mais surtout social. Aller au-delà de la description des formes de mobilités et de réseaux permet de s'intéresser aux sens et aux conséquences socio-spatiales des mobilités. Par exemple, des situations d'hypermobilité qui prennent place aux échelles macrorégionales sont également fortes de sens dans la construction de sentiments d'appartenance (thèse en cours de Jennifer Brouck). Les navettes macrorégionales à long terme, les activités quotidiennes relatives à la famille, au travail ou encore aux études entre plusieurs pays produisent un « espace résidentiel international » entre des lieux dans plusieurs pays qui tendent à façonner des identités et des sentiments d'appartenance à un espace macrorégional (Sanchez, 2023). Le transnationalisme permet justement d'appréhender la multiplication des mobilités et les identités comme mutables, avec des connexions multiples, en réseau (Yeoh, 2005). Il peut aussi renvoyer à des conceptions masculinistes qui se cristallisent par exemple autour des premiers travaux théoriques sur l'hypermobilité, notamment lorsque les sujets hypermobiles renvoient à la figure de l'explorateur colonial (Pratt, Yeoh, 2003; Yeoh, 2005). Il s'agit de questionner l'appartenance spatiale par les situations dans lesquelles la mobilité est absente, non réalisée, ignorée ou empêchée.

La modulation dans l'expression de son identité peut aussi être fondamentalement inégalitaire. Pour certain·es, leurs identités peuvent leur être assignées relativement à des représentations portées sur elles et eux. Pour d'autres, considéré·es comme dominant·es, « exploiter le « jeu » entre les identités qu'on leur édicte » est possible (Hancock, 2008). Hancock les désigne ainsi comme des « zappeurs d'identité ».

Pour Mathis Stock, les identités spatiales prennent surtout place par l'ancrage dans le lieu de résidence, même si la mondialisation participe à rendre ces ancrages temporaires[72], intégrant ainsi les lieux non résidentiels (Stock, 2006). Il distingue parmi ses enquêté·es des ancrages identitaires monotopiques (signifiant qu'un individu n'a pas d'autres lieux d'ancrage identitaire, qu'il en a changé ou qu'il ne peut en avoir qu'un du fait de ses pratiques quotidiennes) et des ancrages identitaires « poly-topiques ». Pour lui, ils sont synonymes d'une indécision liée à des situations qu'ils caractérisent d'intermédiaires ou d'entre-deux dus à des migrations, une situation structurelle relative à des déménagements, des pratiques de plusieurs lieux ou encore une multirésidence, ce qui suggère que l'expression de lieux d'ancrage multiples a une connotation négative (Stock, 2006). Pourtant, comme le discutait Guy Di Méo en 2004, l'individu est « éminemment mobile » et ressentirait de « de moins en moins le sentiment d'appartenir à un territoire unique ». Pour Massey, il est également fréquent que les identités soient relationnelles et bien moins fréquentes que ces relations ne soient pas conçues autrement que par des oppositions négatives et limitées, de l'inclusion et de l'exclusion (Massey, 1994).

La territorialité, en tant que relation individuelle et collective au territoire, s'appuie à la fois sur le rapport à la terre, le réseau des lieux pratiqués et vécus, mais aussi des référentiels multiscalaires plus que des « emboîtements impeccables de formes territoriales » (Di Méo, 2004, p. 201-202). Il s'agit ainsi de prendre en compte les lieux, les réseaux et les articulations plurielles dans les relations concrètes, mais aussi affectives. La prise en compte des mobilités et des réseaux « dé-territorialisant » (effets de lignes et de tunnels) participent à créer des identités et des espaces fragmentés (Cattan, 2008), l'État-nation n'étant plus systématiquement un référent pour les groupes et individus (Oiry Varacca, 2024).

Grand défi des sociétés modernes d'après Zygmunt Bauman (2000), l'analyse de l'expression des identités par les pratiques et les représentations permet d'interroger l'idée unitaire et fixe des identités nationales et de proposer une vision hybride, complexe, construite sur le mouvement (Sanchez, 2023) tout en tenant compte du fait que les contraintes imposées par les entités nationales produisent des territorialités contraintes (Hancock, 2008). Ces identités nationales et/ou les usages

[72] « il peut s'agir d'un ancrage temporaire, avant de se choisir un autre chez soi » (Stock, 2006, p. 12)

nationalistes des identités peuvent être remis en question en intégrant aux réflexions les dimensions articulées et multiscalaires des identités spatiales. Les identités locales sont par exemple essentielles, car elles portent l'histoire des luttes, des éléments ayant construit ou fabriqué ces identités (Saïd, 1993, p.14 cité par Massey, 1994). En intégrant une entrée transnationale ainsi que les enjeux relatifs aux mobilités et aux migrations, les identités macrorégionales sont également pertinentes à appréhender.

3.2.4. Identité, appartenance et citoyenneté en Martinique et en Guadeloupe

Le passé colonial, le rapport politique et économique de dépendance, les attentes déçues d'égalité, de justice socio-spatiale ou encore le sentiment de vivre une citoyenneté de seconde zone (Célestine, 2018) produisent un « malaise identitaire » étudié et posé comme une évidence par des auteurs de références issus des *Cultural Studies* et des *Postcolonial Studies* (Bernabé, Chamoiseau, Confiant, 2010; Fanon, 1952; Glissant, 1997). L'historiographie de la colonisation et de l'esclavage a « raturée » et « stérilisée » l'histoire des Antilles (Glissant 1981, p.133 cité par Morel, 2021), et celle de la citoyenneté montre que l'égalité civile et politique ou l'octroi de droits n'implique pas une inclusion totale dans la « cité[73] » (Larcher, 2011).

Questionner la citoyenneté « réelle »

Ainsi, concernant la citoyenneté, la départementalisation et la loi d'assimilation s'inscrivent à contre-courant des décolonisations[74] des années 1940 à 1960 dans la Caraïbe (Célestine, 2018). En France, l'intégration des DOM est pensée avec un objectif égalisateur par l'assimilation. Cependant, les inégalités et les rapports asymétriques amènent aujourd'hui à des revendications d' « égalité réelle » et d'une citoyenneté renforcée (Constant, 2023; Giraud, 2004). Les revendications d'égalité ne portent pas tant sur la reconnaissance de différences que sur l'affirmation de particularités

[73] Le terme « citoyen » et renvoie à l' « habitant d'une ville, d'une cité » du Moyen-Âge au XVIIe siècle, puis prend le sens de « membre d'une communauté politique organisée » avec l'idée d'exercice du droit de vote (Patrice, 2020).
[74] Selon Chamoiseau et Larcher, les schémas de décolonisation des territoires avec des « cultures ataviques », « un arrière-pays non seulement géographique, mais aussi identitaire et culturel », une identité et une culture initiale qui peut être mise en opposition à celle du colonisateur ne peuvent être appliqués à la Martinique : « lors de notre émergence au monde, nous ne pouvons pas activer des choses qui étaient là avant la colonisation » (Chamoiseau, Larcher, 2007, p. 121). Dans le cas de la Martinique, les populations amérindiennes présentes avant la colonisation ont été victimes de génocide. Elle est ensuite définie par la matrice plantationnaire, entre les populations africaines amenées de force et réduites en esclavage, les populations exploitées.

jusqu'ici dévalorisées. Elles visent ainsi avant tout à supprimer l'injustice coloniale par l'obtention et le respect des droits garantis par cette citoyenneté (Giraud, 2004).

Ces revendications s'inscrivent également dans la racialisation des débats politiques et sociétaux et l'expression d'une identité collective noire des migrant·es antillais·es en France hexagonale, générant des enjeux concurrentiels[75] (Daniel, 2021). La stigmatisation et la marginalisation socio-raciale s'inscrivent dans des structures politiques et institutionnelles « par le haut » (institutions, élites, médias), mais aussi « par le bas », individuellement ou collectivement autour de construction d'identités minoritaires stigmatisées (retournement du stigmate) (Célestine et al., 2019; Fassin, Fassin, 2009).

Antillanité et créolité pour questionner les identités

Les questionnements sur les constructions identitaires sont ainsi saisis au XXe siècle par les auteurs de l'antillanité (Édouard Glissant) ou de la créolité (Jean Bernabé, Raphaël Confiant et Patrick Chamoiseau). En s'appuyant sur des approches culturelles, ils (ré)écrivent les histoires de ces territoires[76]. Leur objectif est de donner à voir « les héros insignifiants, les héros anonymes, les oubliés de la chronique coloniale, ceux qui ont mené une résistance tout en détours et en patiences, et qui ne correspondent en rien à l'imagerie des héros occidentalo-français » (Bernabé et al. 1989, p. 41 cités par Morel, 2021). Il s'agit pour eux de remettre en avant, de valoriser le point de vue créole par la prise en compte de la mise en relation, de la diversité, de la multiplicité, du multilinguisme et des rapports complexes aux territoires (Morel, 2021). Pour Jean Bernabé, Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant, la créolité permet de lire une nouvelle identité ainsi produite non pas sur l'ethnie ni sur la race, mais sur l'expérience historique, la langue et la culture. Cette identité est dite « créole », « [ni] Européens, ni Africains, ni Asiatiques, nous nous proclamons Créoles » (Bernabé et al., 2010, p. 13) : une identité déracialisant et désethnicisant les rapports sociaux des Antillais (Bruneaud, 2011).

---

[75] Par exemple, entre le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) – fédérant les associations luttant contre les discriminations raciales des populations noires en France – et le Conseil représentatif des Français d'outre-mer (CREFOM) sur la promotion et la visibilité des territoires d'outre-mer en France (Daniel, 2021).

[76] Il en va ainsi de même pour la patrimonialisation des cultures antillaises amorcée dans les années 1970, mais réellement mise en place dans les années 1990 (Patrice, 2016). Dans les faits, cette patrimonialisation prend des formes très différentes selon qu'elle soit menée par l'État sous la forme de réhabilitation du patrimoine monumental (en s'appuyant sur la notion de valeur historique ou architecturale), ou par les Antillais·es pour qui ce patrimoine monumental considéré par l'État (forts, bâtiments publics, habitations, etc.) reste lié au colonialisme). Cette patrimonialisation est donc pleine de paradoxes dans la mesure où elle mobilise des symboles et des récits non souhaités dans l'espace (*ibid.*).

Concernant l'appréhension des identités dans le contexte antillais, Patrick Chamoiseau parle ainsi d'individus « multi-référencés » (en opposition à des individus « monoréférencés ») dont les identités s'inscrivent dans un cadre d'expression de composantes socio-politiques, où les spatialités prennent les formes de réseaux plus que de territoires (diasporas, communautés, etc.) (Chamoiseau, Larcher, 2007). Édouard Glissant distingue lui une identité traditionnelle exclusive d'une nouvelle identité relationnelle dite « rhizomatique » qui ne vise pas une « pensée forte » de la nation, des sentiments nationaux ou des nationalismes (autres qu'eux ayant menés à des indépendances) (Glissant, 1990 cités par Giraud, 2004). Ce sont les nuances qu'introduisent les lectures de la créolisation, qui, contrairement à la créolité lisant les identités comme des objets figés, les appréhendent par un mouvement relationnel (Kopf, 2024).

Dans la lignée de ces travaux et en projetant ces identités dans l'espace, il s'agit de produire une « nouvelle complexité » de cet imaginaire, qui n'est plus celui du « Territoire » (comme construit normatif et descendant), mais celui du « Lieu » qui appréhende des influences plurielles, des solidarités et des appartenances qui ne se limitent pas à la localisation. En tenant compte de la « brisure collective » de la colonisation et de l'aliénation, Patrick Chamoiseau et Silyane Larcher discutent la possibilité d' « être dans la Caraïbe » et de « participer à la construction européenne, construire des solidarités à l'échelle des Amériques ou même, du fait de nos origines, de l'Afrique » (Chamoiseau, Larcher, 2007, p. 129 et 131).

Pour résumer, il et elle parlent du croisement de ces enjeux comme la rencontre de « la construction de la conscience collective, de la perception de cette réalité mosaïque et complexe, et dans la modernité de l'individuation » (Chamoiseau, Larcher, 2007, p. 134). Il s'agit de tenir compte de ces lectures des identités, tout en tenant compte de leurs limites de lecture par le prisme culturel pour appréhender les rapports sociaux et ethno-raciaux agissant dans les espaces martiniquais, guadeloupéen, mais plus largement français. Les rapports de domination, l'influence du cadre étatique et européen doivent être intégrés à une analyse des constructions des imaginaires et des identifications. L'objectif est ainsi d'étudier l'interface et les limites[77] de ces structures françaises et européennes, d'intégrer les influences multi-situées et multiscalaires, la Caraïbe, les Amériques, les États et territoires voisins, les espaces et les mobilités dans tous ces cadres.

---

[77] En mars 2022, une journée d'étude organisée par le laboratoire CELLAM (Centre d'Étude des Langues et Littératures Anciennes et Modernes) et la revue Amerika à l'Université Rennes 2 proposait une réflexion sur l'appréhension de la mouvance des périphéries, des marges et des normes dans et de l'espace latino-américain. Pour cette journée d'étude intitulée « Des Limites aux Marges. Périphérie(s) dans les imaginaires et les récits latino-américains contemporains », le comité scientifique invitait ainsi à aller au-delà d'une conception binaire de cet espace macrorégional partagé entre centralités métropolitaines fortes, normes européennes et anglo-saxonnes importées, États reproduisant l'ordre postcolonial et périphérisation par les États-Unis et les anciennes métropoles coloniales européennes. [URL].

Conclusion

Les statuts de RUP-PTOM dans le cadre européen, ceux de DROM-COM dans le cadre français et tous les termes qui leur sont associés sont construits comme des catégories de droit homogénéisantes et dont la puissance normative est omniprésente dans les imaginaires qui se cachent derrière des lectures spatiales. Ces catégories produisent une périphérie européenne et une marge française dont les effets dépassent leurs propres cadres et deviennent performatives dans les imaginaires et dans l'action publique. Dans des registres différents, elles entretiennent des dominations enchâssées qui ont pour effet de produire de la distance dans la proximité caribéenne, mais aussi au sein des territoires et dans l'espace national dans une relation asymétrique.

Interroger le rapport aux marges et aux périphéries, c'est ainsi analyser la construction de la norme, de l'altérité et des constructions associées aux identités. La littérature antillaise appréhende les enjeux propres aux identités dans ces contextes où il s'agit de prendre en compte les rapports de genre, de race et de classe, mais aussi les « antagonismes nord-sud, les mythologies nationales/nationalistes, les nœuds irrésolus de l'histoire coloniale » (Dorlin, 2009, p. 11).

La littérature sur les espaces d'entre-deux fournit également des clés de lecture afin de considérer les jeux d'échelles et les ensembles intermédiaires des espaces complexes, construits et influencés par et depuis plusieurs systèmes dans le temps. L'enjeu est ainsi de faire dialoguer à la fois les dominations symboliques et les dominations matérielles. On cherchera ainsi à analyser des identités complexes, les rapports de dominations pluriels et l'ensemble des formes de résistances qui les traversent dans les contextes guadeloupéen et martiniquais (Blais, 2009; Gautier, 2024).

À partir du cadre de réflexion posé dans ce premier chapitre, la suite de la thèse s'attache à appréhender les manières dont ces cadres institutionnels (discursifs comme opérationnels), politiques et scientifiques, ainsi que les lectures critiques sont appréhendées et appropriées « par le bas » comme espace d'expérience, mais aussi comme horizons d'attente (von Hirschhausen, 2023) .

Sommaire du chapitre 2

1. Étudier les imaginaires macrorégionaux : cheminement d'une thèse dans un projet de recherche 72

1.1. Articuler le projet de recherche et la thèse 72

1.2. Le protocole méthodologique final 77

1.3. Enquêter auprès des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe : enjeux, contexte et positionnement 81

2. Imaginaires et identités macrorégionales : approches par l'expérience et par le flou d'objets construits et situés 90

2.1. Appréhender le subjectif par une enquête cartographique numérique 91

2.2. Les entretiens : saisir la complexité 104

2.3. Construction des savoirs : multiplier les points de vue 116

Conclusion 125

Chapitre 2 | Appréhender des imaginaires macrorégionaux : protocole méthodologique pour étudier des objets subjectifs

L'étude des objets et des relations subjectives tels que les imaginaires macrorégionaux est un axe de recherche important qu'interroge cette thèse. Elle s'inscrit dans la suite de recherches menées en sciences sociales sur l'appréhension méthodologique d'objets spatiaux multiscalaires flous, sensibles et subjectifs par la cartographie (Didelon, Ruffray, Boquet, Lambert, 2011; Mekdjian, Olmedo, 2016; Quesnot, 2024). Il s'agit ainsi de développer un protocole permettant d'accéder à la construction et l'expression des imaginaires macrorégionaux et des identités des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique.

Dans la première partie, je retrace le cheminement de la thèse tel qu'il a évolué au fil de missions du contrat doctoral au sein de l'ANR-DFG Imageun et des expériences qui ont suivi. En prenant appui sur un cadre favorable au questionnement qu'a été le projet, je présente ce qui est devenu le protocole méthodologique final de cette recherche doctorale dédiée aux imaginaires macrorégionaux des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique.

Je reviens ensuite plus précisément sur les trois parties du protocole méthodologique mis en place. Je détaille la conception, la diffusion et l'analyse des données de l'enquête cartographique numérique basée sur des cartes mentales, et l'articulation avec les entretiens semi-directifs réalisés avec les étudiant·es dans le but de construire une démarche d'appréhension du flou associé à ces imaginaires et d'approches par les expériences (von Hirschhausen, 2017, 2023) (2.1 et 2.2). Enfin, je complète le dispositif par la présentation des méthodologies d'analyses complémentaires sur la construction des savoirs et des discours institutionnels entrant en jeu dans les imaginaires macrorégionaux et les identités (2.3).

1. Étudier les imaginaires macrorégionaux : cheminement d'une thèse dans un projet de recherche

Cette thèse a la particularité d'avoir été associée à la conception et la coordination d'une enquête pour le compte de l'ANR-DFG Imageun (2020-2024) dans le cadre du financement d'un contrat doctoral. Entre les attentes du projet de recherche et le cheminement propre de la thèse, ce chapitre présente le protocole méthodologique tel qu'il a été élaboré en tentant compte de différents enjeux (1.1). L'objectif étant d'appréhender des objets et des relations subjectives, mon choix s'est porté sur un protocole mixte et conçu par triangulation plurielle. Il articule un questionnaire cartographique numérique reposant sur des cartes mentales, des entretiens semi-directifs et une analyse complémentaire des discours institutionnels et de la production de savoirs (1.2). La pluralité de ce protocole vise pleinement à saisir la complexité des imaginaires macrorégionaux en jeu chez les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, dans toute l'hétérogénéité et les spécificités qui composent ce public bien spécifique parmi la jeunesse (1.3).

1.1. Articuler le projet de recherche et la thèse

Réaliser une thèse au sein d'un projet de recherche constitue un cadre de conduite d'une recherche doctorale bien spécifique qui nécessite un travail d'explicitation théorique, méthodologique et réflexif. Ces enjeux se posent autant pour le cheminement de la thèse au sein du projet qui l'encadre et la finance, que pour la période qui suit le contrat doctoral, la clôture du projet et l'inscription professionnelle dans de nouvelles structures. Je présente ici le contexte de cette thèse dont le protocole méthodologique s'est construit en articulant ces deux temps.

1.1.1. Le projet de recherche ANR-DFG Imageun : étudier les imaginaires macrorégionaux de l'UE et de l'Europe

La thèse a été réalisée dans le cadre d'un contrat doctoral financé au sein de l'ANR-DFG[78] Imageun, pour « *In the Mirror of the European Neighbourhood (Policy). Mapping Macro-Regional Imaginations* » sous la direction de Veit Bachmann (Goethe-Universität Frankfurt am Main) et Claude Grasland (Université Paris-Cité, CIST CNRS). Ce projet de recherche franco-allemand, à l'intersection de la géographie politique critique et de la géographie théorique et quantitative, vise à

[78] Dans le cadre du Programme de financement ANR-DFG (Agence Nationale de Recherche française et *Deutsche Forschungsgemeinschaft* - Fondation de Recherche allemande) pour les Sciences humaines et sociales 2020-2024. ANR-19-FRAL-0011. [URL].

analyser les imaginaires géographiques de l'Europe par leurs dimensions représentationnelles et discursives, matérielles et tangibles[79]. Il abordait les processus de macrorégionalisation, de construction des formes spatiales et politiques de l'UE, des relations entre l'UE, l'Europe et son voisinage. Les recherches ont été menées avec des équipes de recherche en France, en Allemagne et en Irlande (pays membres de l'UE), en Turquie et en Tunisie (pays clés du voisinage européen). Trois niveaux d'analyse des imaginaires macrorégionaux sont développés et organisés en *WorkPackages* (WP) : ceux produits par les figures et les décideurs politiques, ceux produits par les médias et ceux expérimentés par les étudiant·es. C'est au sein de ce troisième WP que la thèse s'inscrit. Le contrat doctoral comportait trois principales missions initiales :

- La construction, la conduite, le traitement, la livraison et la valorisation d'une enquête par questionnaire auprès des étudiant·es des cinq pays, en collaboration avec les membres du WP et avec l'ensemble des membres du projet. Dans la suite d'enquête et de travaux sur les constructions, les pratiques et les représentations du monde, de ses macrorégions – EuroBroadMap (Beauguitte, Didelon, Grasland, 2012), GlocalMap (Grasland et al., 2019), ODYCCEUS (Leconte, Toureille, Grasland, 2019) et des thèses de doctorat de Romain Leconte (2022), d'Etienne Toureille (2017) ou encore de l'habilitation à diriger des recherches (HDR) de Clarisse Didelon-Loiseau (2013) – l'objectif est d'étudier les paramètres et les processus de construction des imaginaires macrorégionaux chez les étudiants par l'analyse de leurs pratiques et de leurs représentations ;
- La prise en compte de tous les terrains du projet dans l'enquête, mais un focus de la thèse sur les terrains français (et britanniques)[80] ;
- La proposition d'une ouverture au projet par l'intermédiaire de la thèse.

Le projet de thèse a ainsi été construit à l'intersection de ces trois missions, en cherchant à proposer une ouverture, intégrer des territoires peu ou pas pris en compte dans des enquêtes de cette ampleur et décentrer le regard d'une Europe continentale. Dans les enquêtes précédentes, lorsque la France était étudiée, elle était résumée à quelques grandes villes universitaires de l'Hexagone. La condition initiale du contrat doctoral sur les terrains était d'étudier les contextes britanniques et français. Dans la mesure où des territoires d'Outre-mer français et des *Overseas territories* britanniques se trouvent dans l'espace caribéen, c'est cet ancrage macrorégional que j'ai proposé. Dès les premières semaines, le partenariat britannique à l'échelle du projet a cessé, et ma recherche s'est donc resserrée sur les DROM français de la Caraïbe.

---

[79] CIST. « ANR-DFG Imageun ». [URL].
[80] Dans le projet de recherche initial, le Royaume-Uni figurait comme terrain et partenaire. Quelques mois après le lancement, le partenaire est sorti du projet et a été remplacé par un terrain et un partenaire irlandais.

L'apport de la thèse dans le projet est donc d'appréhender les imaginaires macrorégionaux d'espaces institutionnellement internes à l'UE par le statut de RUP, mais géographiquement externes à l'Europe. La thèse dans le projet permet ainsi d'analyser cette configuration des rapports à l'Europe et à l'UE qui n'avait jamais été traitée dans les enquêtes. La conception et la diffusion de l'enquête étudiante ont ainsi pu intégrer cette proposition en ajoutant la Martinique et la Guadeloupe[81] aux espaces interrogés.

Tout en répondant aux attentes des missions de l'ANR-DFG Imageun, l'objectif était d'alimenter les questionnements de la thèse. Si la réflexion sur les imaginaires de l'UE et de l'Europe était prégnante pour le projet de recherche, je souhaitais, dans le cadre de la thèse, interroger plus largement les imaginaires macrorégionaux en jeu depuis la Martinique et la Guadeloupe, ainsi que la multiplicité des formes et sentiments d'appartenance dans le cadre de la thèse.

L'enquête par questionnaire, menée dans le cadre du projet de recherche, permet ainsi d'alimenter l'étude des pratiques et les représentations des étudiant·es résidant dans les DROM des Antilles, de prendre en compte les particularités relatives à leur association possible à de multiples espaces, territoires et ensembles de références : appartenance nationale, régionale d'un point de vue spatial (Caraïbe, Antilles) ou institutionnel (Europe, UE), voire continentale (Amérique(s)).

1.1.2. Articuler et négocier la thèse dans un projet de recherche : cheminement d'une recherche en deux séquences

Le premier temps de cette recherche doctorale s'est donc inscrit en lien direct et étroit avec le projet ANR-DFG Imageun. L'exercice d'une thèse au sein d'un projet implique un cadre bien spécifique, à la fois comme espace de formation et de ressources, et à la fois comme un espace où s'articulent des objectifs et des contraintes plurielles. Je reviens ici brièvement sur ce cadre dans la mesure où il a participé à la construction de la thèse, mais aussi dans la mesure où les thèses sur projet deviennent une modalité de recherche de plus en plus fréquente[82] (Bernadie-Tahir, Cossart, 2023) et peuvent se

[81] Dans la mesure où le projet impliquait une enquête par questionnaire auprès d'étudiant·es, le choix a été porté sur les territoires où des universités étaient implantées. Ainsi, la présence de l'Université des Antilles en Guadeloupe et en Martinique a été décisive dans ce choix, écartant Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Malgré la présence de l'Université de Guyane, la Guyane n'a pas été intégrée à l'enquête du fait du contexte géographique et politique bien distinct de ceux des territoires caribéens. L'analyse croisée ou la comparaison aurait été complexe et peu pertinente si les territoires britanniques avaient été étudiés, comme pris en compte lors de la sélection des terrains dans la candidature et au début du projet de recherche.

[82] « ce mode de financement sur projet s'inscrit dans un contexte de stagnation, voire de régression des crédits récurrents qu'il permet de pallier en partie, aboutissant à une véritable « contractualisation » de la recherche (Hubert et Louvel, 2012 ; Renaud, 2012). Ainsi, si la part du financement sur projet de la recherche publique était inférieure à 10 % en 1982, elle est de 25 % en 2018, émanant d'organismes financeurs plus nombreux et diversifiés. La tendance ne fait que s'amplifier aujourd'hui, notamment depuis la mise en place de la Loi de Programmation de

rapprocher, sur certains aspects, des questionnements déjà engagés sur les thèses CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche) (Rivière, Guermanaz, Moppert, Taglioni, 2023).

Le travail au sein d'un projet de recherche – peu importe son statut, sa durée ou son financement – offre un espace de formation professionnelle et scientifique riche dans un parcours doctoral. D'une part, il s'agit d'une formation auprès d'un collectif réunissant des approches, des champs disciplinaires, méthodologiques et nationaux variés, mais aussi différents métiers de la recherche, des chercheur·ses, des enseignant·es-chercheur·ses et des ingénieur·es du projet. Dans le cas de l'ANR-DFG Imageun, cet espace d'apprentissage, animé tout au long du projet avec l'ensemble des membres de l'équipe et notamment avec les ingénieur·es du projet – Hugues Pécout et Elina Marveaux – a participé à la construction scientifique de cette thèse. Il a également nourri ma formation aux enjeux, aux méthodes et à l'ingénierie spécifique de la recherche sur projet.

D'autre part, la structure du projet lève indéniablement la contrainte des ressources administratives et financières souvent rencontrée lors d'une recherche doctorale. Cette configuration a permis d'accéder à un outil d'enquête payant (Maptionnaire, cf. 2.1.2), de financer un terrain d'enquête par entretien qui ne faisait pas partie de la méthodologie initiale du projet, ainsi que des déplacements pour la participation à des évènements scientifiques. Cependant, cette relative sérénité matérielle s'inscrit dans un contexte plus large d'évolution des financements de la recherche en France, reposant de plus en plus sur ce format de recherche sur projet au détriment des laboratoires et dépendant donc des contextes politiques et scientifiques.

La thèse sur projet est aussi un exercice d'articulation et d'équilibre entre différentes temporalités – qui implique parfois des négociations entre les exigences de la thèse et celles du projet de recherche (Rivière et al., 2023). Le premier temps de la thèse – de septembre 2020 à août 2023 – a donc été consacré à une immersion dans le projet de recherche, dans son épistémologie, ses méthodologies et son fonctionnement. Le cadre de la recherche doctorale se confond avec celui du projet, ce dernier enrichissant la thèse et le développement de son approche, de sa conceptualisation et de sa réalisation. Cependant, cette situation peut être paradoxale, puisque les missions et les attentes du projet peuvent tendre à passer au premier plan et/ou à fondre les objectifs initiaux de la thèse avec ceux du projet.

Dans le cas de l'ANR-DFG Imageun, ma participation au sein du projet était définie par des missions au sein du *workpackage* « Enquête étudiante », et a impliqué trois principaux enjeux d'adaptation.

---

la Recherche (LPR) en 2020. Elle consacre le mode de recherche sur projet, en positionnant notamment l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) comme financeur principal de l'enseignement supérieur français auquel elle apporte le tiers des ressources contractuelles totales » (Bernadie-Tahir, Cossart, 2023).

Cette enquête devait répondre aux attentes de l'ensemble du projet, des articulations à penser avec les autres *workpackages* mais aussi des différentes approches disciplinaires et contextuelles. Elle devait également s'adapter aux multiples contextes politiques des terrains, entrant parfois en contradiction avec les ambitions théoriques et méthodologiques du projet de recherche et de la thèse. Enfin, il est essentiel de replacer l'ensemble dans le contexte de la pandémie du Covid-19. L'ANR-DFG comme la thèse ont commencé dans les premiers mois de la pandémie[83]. Ce contexte a posé des contraintes scientifiques, mais il a aussi induit des difficultés dans la découverte d'un nouvel environnement professionnel, entre contraintes de déplacement, confinements, mode « distanciel » (Gignon, mille, 2024). Dans mon cas, cela s'est ajouté à l'arrivée dans le laboratoire de rattachement, à la découverte de l'enseignement dans le cadre de mon monitorat (enseignement en visioconférence puis en hybride) (Nicolle, 2024, p. 105-108). Dans ce contexte, l'enjeu consistait à réaliser ces missions tout en intégrant (ou du moins en ne me fermant pas de portes) les besoins théoriques et méthodologiques de la thèse, qui n'en était encore qu'à ses premiers mois à ce stade, tout en l'enrichissant des échanges au sein du projet.

Au-delà même des contraintes relatives à la pandémie du Covid-19, il s'agit de porter une réflexion sur les réalités et les enjeux très divers des thèses sur projet, entendues au sens de financées par un projet de recherche, incluant ou non des partenaires internationaux. Une grille de lecture en trois points peut ainsi être proposée[84] :

- La définition du sujet : il peut être défini par le projet, co-construit avec le projet ou proposé au projet ;
- Les missions du ou de la doctorant·e : aucune mission ou des missions définies au sein des axes du projet, en collaboration ou non avec les membres de l'équipe ;
- Le degré d'intégration du sujet de la thèse dans le projet : la thèse peut constituer un axe à part entière, un questionnement transversal aux différents axes du projet, ou bien encore être adjacente aux axes du projet.

Dans mon cas, le sujet de thèse est une proposition présentée à l'audition à l'été 2020. Il a été accompagné de missions définies sur l'un des axes du projet. Les terrains de la thèse sont, eux, restés adjacents à l'ensemble du projet[85]. À l'instar des thèses réalisées en contrat CIFRE – bien que les

[83] En précisant que la préparation du projet de thèse, durant mon master 2, s'est faite lors du premier confinement de 2020.

[84] Je propose cette grille de lecture à partir des expériences et des témoignages de doctorant·es ou docteur·es ayant réalisé des thèses sous cette modalité que j'ai eu l'occasion de rencontrer à diverses reprises au cours de mon parcours doctoral. Elle ne repose pas sur une démarche définie, mais elle vise à proposer un échange sur ce format de recherche doctorale amené à se multiplier.

[85] Dans le « Guide de la CIFRE » publié en 2023 par des doctorant·es de l'UMR Géographie-cités et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne avec le soutien de l'École Doctorale de Géographie de Paris (EDGP), une typologie des

contextes et les contraintes diffèrent – la définition explicite de ce cadre dès le début du contrat doctoral apparaît au sein de ce projet. Plus largement, la littérature existant sur ce format de recherche doctoral pourrait inspirer des réflexions collectives appliquées aux thèses sur projet.

Le second temps de cette recherche doctorale – de septembre 2023 à août 2025 – est marqué par la réalisation de la phase d'entretien, puis quelques mois plus tard par la fin du contrat doctoral au sein du projet ANR-DFG Imageun, et la bascule vers un contrat d'ATER (Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche) au département de géographie de l'Université d'Angers de l'UMR ESO-Angers pour les deux années qui ont suivi. Si plusieurs actions de valorisation pour le projet Imageun ont eu lieu dans cette période, celle-ci a surtout été marquée par une prise de distance progressive, imposée par ce nouveau statut professionnel. Ce recul m'a permis de m'approprier les données de l'enquête étudiante au service de la thèse et de conduire un travail de négociations épistémologiques et méthodologiques *a posteriori*, entre le projet et la thèse. S'il paraît évident que les entretiens avec les étudiant·es de l'Université des Antilles, dans le cadre de l'enquête, ont eu un impact significatif dans le cheminement réflexif de ma thèse, les échanges avec les étudiant·es de l'Université d'Angers durant mon activité d'ATER y ont également contribué de manière conséquente.

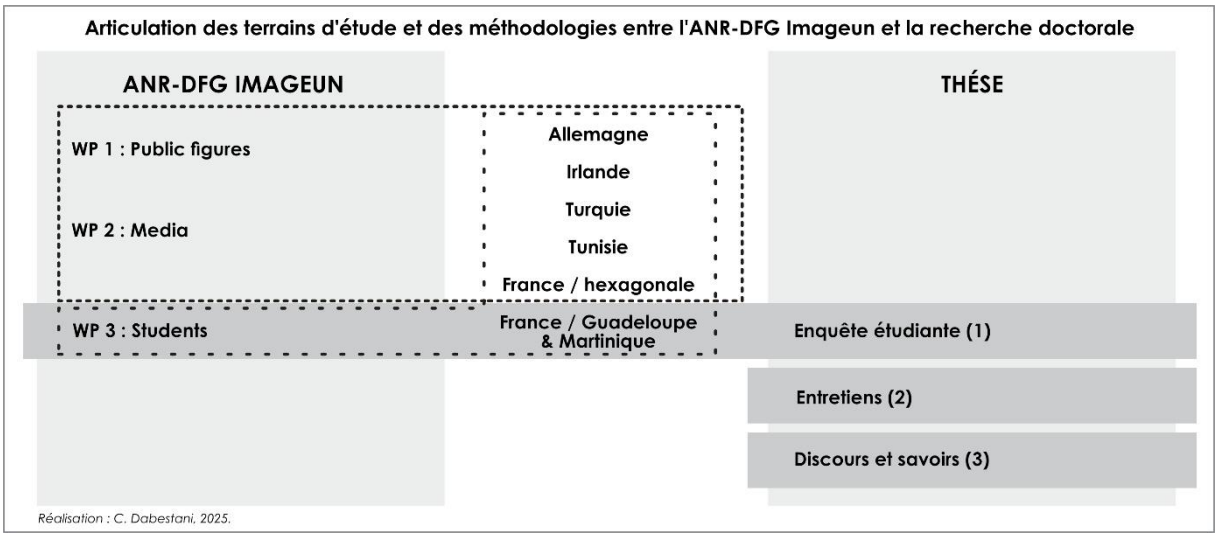
1.2. Le protocole méthodologique final

Le cadre de l'ANR-DFG Imageun ayant permis de poser un cadre favorable à l'appropriation et à la construction d'une démarche adjacente, le protocole méthodologique final de la thèse se place donc à l'intersection des enjeux du projet ANR-DFG Imageun et de ceux de la recherche doctorale[86] (Figure 4).

rôles dans la structure d'accueil des doctorant·es CIFRE est proposée. Les missions confiées ici renvoient au rôle de « chargé·e de recherche » tel que défini dans le guide (Guide de la CIFRE, 2023 [URL]).

[86] Au fil du manuscrit, je distingue ce qui relève du projet et de la thèse à proprement parler et je présente les interactions entre les deux lorsque cela participe au travail présenté.

Figure 4 | Articulation des terrains d'étude et des méthodologies entre l'ANR-DFG Imageun et la thèse



Les trois principaux objectifs en sont :

- d'étudier les imaginaires géographiques des étudiant·es en s'appuyant sur leurs pratiques et leurs représentations socio-spatiales des macrorégions ;
- d'appréhender la multiplicité, le flou et la complexité des formes d'expressions des identités (appartenances, rapports aux identifications) ;
- d'analyser les processus de construction et d'appropriation des imaginaires macrorégionaux des étudiant·es, produits par des acteurs pluriels, dans le temps et dans l'espace.

Les imaginaires macrorégionaux, objet commun de la thèse et de l'ANR-DFG Imageun, sont approchés comme des constructions situées « par le haut » – par les savoirs scientifiques, les acteurs et institutions politiques ou encore les médias – mais aussi « par le bas » comme des objets spatiaux produits, imaginés, pratiqués ou encore habités par les individus et les groupes sociaux. En cela, je mobilise un cadre de recherche similaire à celui associé à la conceptualisation du « géorécit », que Béatrice von Hirschhausen définit comme un « récit qui articule une société à l'espace géographique, qui donne sens à son expérience et à partir duquel elle se projette dans le futur » (von Hirschhausen, 2017, p. 343). Elle considère que ce récit est composé par une multitude de microrécits articulés, temporaires et situés dont le sens est donné par les expériences des individus et des groupes sociaux.

Afin d'interroger l'ensemble des dimensions associées à l'objet des imaginaires géographiques, un protocole méthodologique constitué d'une enquête en deux séquences ainsi que d'analyses de discours institutionnel et de production des savoirs est mis en place. Avant de revenir en détail sur la conception, la réalisation, l'analyse et les retours méthodologiques, je présente ici un panorama du protocole méthodologique organisé en trois temps.

1.2.1. Le questionnaire cartographique

Le premier temps de l'enquête correspond à l'enquête par questionnaire cartographique numérique élaborée, diffusée et analysée dans les cinq pays d'étude de l'ANR-DFG Imageun. Parmi les espaces de diffusion du questionnaire en France, la Martinique et la Guadeloupe sont intégrées : le questionnaire est donc envoyé, après accord du service de communication, aux étudiant·es de toutes les formations de l'Université des Antilles en novembre 2021. Il aborde les pratiques et les représentations du monde par l'intermédiaire de plusieurs thématiques et formats de questions visant à interroger leurs trajectoires, leurs parcours scolaires, leurs mobilités (réalisées ou souhaitées) ou encore leurs pratiques linguistiques, culturelles et médiatiques. Au cours du questionnaire, une carte mentale est intégrée pour permettre d'appréhender les représentations macrorégionales des étudiant·es en les invitant à tracer et nommer la ou les régions du monde dans laquelle ils et elles résident au moment de la réponse au questionnaire au moyen d'un outil de tracé en continu proposé dans l'application d'enquête Maptionnaire (Kahila, Kyttä, 2009). Je reviens sur la construction, la structure et les enjeux d'analyse de cette enquête par questionnaire cartographique anonyme à laquelle 231 étudiant·es ont répondu dans la suite de ce chapitre.

1.2.2. Les entretiens semi-directifs

Afin de prolonger le travail d'enquête par questionnaire cartographique, le deuxième temps de l'enquête correspond à des entretiens semi-directifs réalisés avec 27 étudiant·es de l'Université des Antilles, entre octobre et décembre 2022 sur les différents sites de l'université en Martinique et en Guadeloupe[87]. La structure de l'entretien invitait les étudiant·es à revenir sur leurs parcours socio-démographique et migratoire, leurs pratiques (linguistiques, culturelles et médiatiques), leurs mobilités et leurs représentations macrorégionales en s'appuyant sur leurs réponses aux cartes mentales afin d'aborder des thématiques multiples et laisser émerger des questionnements (toponymes régionaux, rapports à la Caraïbe, mobilités et projets, dimensions politiques, parcours, etc.). Les imaginaires macrorégionaux, leurs rapports et leurs projections dans le futur sont interrogés en s'appuyant sur les réactions des étudiant·es à leur propre carte mentale, à une carte de synthèse des résultats préliminaires et à des cartes mentales individuelles anonymisées d'autres enquêté·es.

[87] Sur les Campus Schoelcher de l'Inspe en Martinique, sur les Campus Fouillole, Saint-Claude (à distance) et de l'Inspe en Guadeloupe.

1.2.3. L'analyse de discours institutionnel et de la production de savoirs

L'enjeu est également d'approcher les savoirs et les discours – institutionnels, médiatiques, scolaires, académiques, scientifiques, etc. – en tant qu'ils participent à définir les normes et les cadres auxquels les étudiant·es sont exposé·es. Ils jouent un rôle majeur dans la construction des imaginaires sur le monde, sur les macrorégions et sur les espaces qui les constituent. Or, du fait des hiérarchisations politiques et socio-spatiales, la production de ces discours et savoirs est fondamentalement construite et située. C'est dans cette perspective que je m'intéresse également aux discours institutionnels et aux savoirs produits. Pour analyser ces productions, des méthodologies d'analyse des discours et des savoirs sont mobilisées autour de quatre corpus que je détaillerai dans la partie 2 de ce chapitre :

- Les discours institutionnels sur et depuis la Caraïbe et les DROM de la Caraïbe ;
- Les discours et les savoirs scolaires ;
- La production des savoirs académiques ;
- La production des savoirs encyclopédiques « grand public » : Wikipédia.

1.2.4. Articulation des corpus du protocole méthodologique

Je mobilise le triptyque symbolique-fonctionnel-structurel formulé par Antoine Bailly dans *L'imaginaire spatial. Plaidoyer pour la géographie des représentations* (1989) pour aborder l'espace mental sur les trois publics étudiés (les étudiant·e·s, les institutions (macro)régionales et le champ académique). L'idée est de faire les liens entre « les représentations mentales, les structures intentionnelles et les faisceaux de pratiques dans l'espace et dans le temps » (p. 58) afin d'aller au-delà d'un espace comme support en mettant en lumière les rapports qui s'y jouent (centralité, marginalité, hiérarchie). Il s'agit ainsi de combiner l'analyse critique des savoirs et des discours avec celle des pratiques, des représentations, des expériences individuelles et collectives en tenant compte de la profondeur temporelle (dans le passé et le futur) des espaces (von Hirschhausen, 2023).

Le protocole repose sur une stratégie de triangulation en tant que « principe de validation des résultats par la combinaison de différentes méthodes visant à vérifier l'exactitude conçue comme une procédure pour vérifier une hypothèse » (Apostolidis, 2005). Je m'appuie sur une stratégie inductive afin de combiner une triangulation au sein des entrées théoriques, méthodologiques, des données (sources), de la recherche (plusieurs chercheur·ses pour la collecte et l'interprétation) (Denzin, 2012) et des disciplines (Janesick, 1998). La démarche vise ainsi, comme le résume Apostolidis (2005), à réaliser un « va-et-vient problématisé et dynamique entre opérations de recueil, d'analyse et de conceptualisation » afin de répondre aux axes définis (cf. Introduction) (Tableau 3).

Tableau 3 | Triangulations dans le protocole méthodologique de la thèse

Type de triangulation	Opération de recherche réalisée	Objectifs pour la thèse
Triangulation des méthodes	Enquête auprès des étudiant·es : - Cartes mentales numériques ; - Questionnaires numériques.	Collecter et analyser les représentations macrorégionales des étudiant·es ; Appréhender l'articulation des pratiques et des représentations macrorégionales ; Expliquer, ancrer et re-sociologiser les cartes mentales ; Comprendre les identités, les appropriations et les projections par le proxy de l'espace.
Triangulation des sources	Production de savoirs : - Académiques : - Scolaires ; - Encyclopédiques / grand public. - Production de discours institutionnels et scolaires.	Mettre en perspective les pratiques et les représentations étudiantes ; Appréhender les liens dans la construction et l'appropriation des récits et discours sur les macrorégions ; Interroger la production de savoirs sur les macrorégions.
Triangulation des théories et interdisciplinaire	Littérature scientifique : - En géographie ; - En sociologie, en démographie et en sciences de l'éducation ; - En science politique et en droit.	Comprendre les imaginaires macrorégionaux dans la complexité de leurs utilisations, appropriations et interprétations.
Triangulation du/de la chercheur·se	Participation au sein de projets collectifs : - Principalement au sein de l'ANR-DFG Imageun - Dans le cadre du projet de recherche WIKIF	Construire un dispositif méthodologique articulant les expériences et les connaissances théoriques, conceptuelles et méthodologiques des membres de chaque projet, issus de disciplines et de spécialisations différentes ; Interroger l'objet de recherche et son approche par le regard et les retours d'expériences émergeant des deux projets.

1.3. Enquêter auprès des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe : enjeux, contexte et positionnement

Les étudiant·es sont un public fréquemment enquêté pour étudier les pratiques et les représentations (Alves Brasil, Cabecinhas, 2019 ; Beauguitte, Richard, 2012 ; Cruse, Saffache, 2013 ; Toureille, 2017). Dans les recherches en géopolitique, analyser les pratiques et les représentations des étudiant·es présente l'intérêt d'une approche ascendante. Dans sa recherche doctorale sur les représentations du

monde et de la Turquie réalisée auprès d'étudiant·es, Etienne Toureille (2017) montre qu'ils et elles représentent un public qui intègre le temps long des représentations sociales, mais aussi le plus sensible aux changements. Durant leurs études, ils et elles sont en phase de construction de leurs projets, de projections de leurs futurs, que ce soit de projets personnels, familiaux, professionnels, de mobilité, etc. Toureille (2017) pose l'hypothèse qu'ils et elles seraient à l'étape de vie de possibilité maximale de mobilité. Bauman (2000) parle également d'une population « liquide » pour décrire « la relative autonomie des individus par rapport aux relations et à la sphère de contrainte familiale » (Cavallli et Galland, 1993 cités par Toureille, 2017). Les étudiant·es sont également des producteurs des imaginaires de demain (Beauguitte et al., 2012 ; Didelon, Ruffray, et al., 2011 ; Guégnard, Murdoch, 2019).

Sur le plan pratique, les étudiant·es sont un groupe facilement identifiable, localisable et socialement situé (Toureille, 2017). Il est cependant essentiel de rappeler que les étudiant·es représentent d'une part un groupe situé au sein de la jeunesse, qui a pu bénéficier de ressources et de capitaux suffisants pour envisager des études plus ou moins longues dans le supérieur. D'autre part, ce groupe présente toujours une grande hétérogénéité, peu importe le contexte. Que ce soit sur les lieux d'étude, le type d'établissement, la discipline, la dimension internationale ou non, les trajectoires des étudiant·es dans le supérieur restent profondément socialement et spatialement déterminées (Ballatore, 2020 ; Ballatore, Blöss, 2008 ; Frouillou, Moulin, 2019).

À ce titre, je présente succinctement les contextes estudiantins en Martinique et en Guadeloupe avant de situer les étudiant·es ayant participé aux différentes parties de l'enquête.

1.3.1. Les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe

Face à une insertion professionnelle et un marché de l'emploi difficile en Guadeloupe et en Martinique, la migration est présentée comme la stratégie principale pour accéder à une insertion professionnelle. Encore davantage que pour les précédentes générations (Temporal, Marie, Bernard, 2012), elles font l'objet d'injonction dans les discours médiatiques, politiques et sociaux, mais aussi de dispositifs institutionnels et de politiques publiques visant des publics de plus en plus jeunes.

Les élèves et les étudiant·es qui quittent leur région ou département d'origine sont nombreux·ses à faire ce choix dans le cadre de leurs études, notamment vers l'Hexagone. Franck Temporal (2017) montre ainsi à partir des données du recensement de la population de l'Insee que les taux de sortie des étudiants des deux territoires sont les plus élevées parmi l'ensemble des régions françaises, mais aussi des régions ultramarines. Les taux de sorties s'élèvent à 118,6‰ pour les étudiants quittant la Martinique et 124‰ la Guadeloupe entre 2012 et 2016 (*ibid.*). Il est également à rappeler que certains

cursus sont absents de l'un ou l'autre des territoires, et que, même si l'offre s'est considérablement diversifiée, elle reste pour une partie limitée aux premiers cycles (Cour des Comptes, 2024a ; Temporal et al., 2012).

Ces mobilités et migrations sont largement accompagnées par les institutions publiques. Depuis 2016, elles sont rassemblées autour d'une même plateforme de la mobilité internationale des jeunes, notamment *L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité* (LADOM), mais aussi les conseils des collectivités territoriales (collectivité en Martinique, Région-Département en Guadeloupe) et les directions dédiées à la jeunesse, Pôle emploi nommé maintenant France Travail, l'Université des Antilles, les acteurs institutionnels et associatifs locaux (missions locales, éducation populaire, etc.) (Chevallier, 2017). Ces incitations à la mobilité internationale ou vers l'Hexagone sont mises en récit comme la possibilité d'une mobilité sociale, construisant une « véritable culture de la mobilité professionnelle » (Soune-Seyne, 2025).

Si les mobilités étaient largement réservées aux classes moyennes et supérieures, elles sont maintenant envisagées par des classes populaires (cf. Chapitre 1). Plusieurs facteurs entrent en jeu dans ce changement, comme la baisse des coûts de transport et les aides publiques à la mobilité, notamment vers l'Hexagone. D'après les enquêtes Migrations, Famille, Vieillissement (MFV), les Martiniquais·es et les Guadeloupéen·nes envisagent de plus en plus de recourir à ces aides : l'enquête de 2009/2010 recensait 30% de projets de mobilité avec une aide contre plus de 50% en 2020/2021 (Enquête MFV, 2023a, 2023b). Cette hausse renvoie à une dégradation des conditions socio-économiques à l'échelle nationale, mais aussi à une injonction à la mobilité accrue dont le financement est d'autant plus dépendant des aides publiques et des aides financières (dépenses courantes, loyer, etc.) ou matérielles (hébergement, soutien, etc.) de proches. Elles sont aussi perçues avec inquiétude par les élus locaux. Avant tout partisans de la mobilité étudiante comme apport pour la compétitivité des territoires dans un contexte d'une « économie du savoir » et comme levier des représentations positives des territoires (Cordazzo, 2019), c'est aussi la crainte du non-retour qui prédomine chez les acteurs des territoires antillais (Chevallier, 2017).

Il est également nécessaire de préciser que le profil des jeunes ayant des expériences migratoires est socialement situé. Temporal, Marie et Bernard (2012) montrent qu'après cinquante ans de migrations organisées et soutenues par des politiques publiques et des actions institutionnelles et privées dans les D(R)OM, trois principaux enseignements sont à tirer. Le premier est que les natifs des D(R)OM inscrivent leurs perspectives, leurs trajectoires de vie et leurs stratégies dans un double espace, se modulant en fonction de leur capital social et de diverses contraintes. En premier lieu, l'origine sociale et familiale apparaît comme déterminante et le rôle s'accroit comparativement : avoir un parent issu d'une CSP « cadre supérieur et profession intellectuelle » et/ou avec une expérience

migratoire augmente la probabilité d'une expérience migratoire de l'enfant. Deuxièmement, le niveau de diplôme influence les migrations. Le second enseignement tiré de leurs analyses est la mise en évidence d'un processus de double sélection qui s'opère, au départ et au retour, à l'avantage de l'Hexagone et au détriment des D(R)OM : ce sont les jeunes les plus qualifiés et les plus employables qui restent dans l'Hexagone. Enfin, ils observent que les effets de la migration sur les trajectoires ne sont pas les mêmes pour tous les jeunes. Celles et ceux qui ont pu augmenter leur niveau de formation ou leur formation professionnelle parviennent à valoriser cet investissement. Dans le cas contraire, le retour donne une position plus défavorable pour l'accès à l'emploi que celles et ceux qui ne sont pas partis (Temporal et al., 2012).

Les jeunesses ultramarines et leurs mobilités sont au cœur d'enjeux et de politiques migratoires ancrées dans des logiques coloniales (Bertile, 2014 ; Tondellier, Régnier-Loilier, 2023 ; Vitale, 2014), mais aussi dans d'autres contextes ultramarins comme le Groenland dans le cadre danois (Duc, 2022). Les mobilités et les migrations des jeunes dans les contextes ultramarins français sont abordées par la mise en relation des migrations et mobilités effectives et des projets, que ce soit des jeunes réunionnais·ses (Haddad, 2023), des jeunes polynésien·nes (Bréant, 2022 ; Sierra-Paycha, Mora, Lelièvre, 2023) ou des lycéen·nes martiniquais·es (Joseph, Kamwa, Mathouraparsad, 2019). Ainsi, les étudiant·es représentent un groupe bien particulier, qui n'est pas représentatif de l'ensemble des jeunesses martiniquaises ou guadeloupéennes (Temporal, 2017).

Ainsi, dans l'ensemble des contextes dromiens, la migration est pensée comme « la solution aux problèmes socioéconomiques » (Marie, 2014) ou comme une « soupape » dans un système et un marché de l'emploi construit par et pour l'Hexagone (Audebert, 2011a). L'imaginaire de la migration est ainsi construit pour être envisagé par les jeunes comme nécessaire et les modèles de « réussite » par la mobilité sont relayés et valorisés dans les médias (Temporal, 2017). Dans les faits et malgré les aides publiques, ce sont surtout des inégalités qui se renforcent. L'écart dans les parcours scolaires et universitaires[88] se creuse entre celles et ceux qui peuvent partir, notamment après la scolarisation primaire ou secondaire (Marie, Temporal, 2011), et celles et ceux qui ne le peuvent pas.

1.3.2. Les immobilités étudiantes antillaises

Dans l'ensemble, les jeunesses en Martinique et en Guadeloupe font l'objet de stigmatisations accrues. Dans les discours médiatiques, les jeunes sont essentialisés dans une identité rigide et

[88] Selon le syndicat UNSA, un tiers des étudiant·es se réoriente après la seconde année dans le supérieur, et en Guadeloupe, le SPEG dénonce un taux d'échec en L1 de 75% et d'abandon en cours d'année de 41% (Lorion, Mathasian, Obono, Rilhac, 2025).

transversale, perçue négativement et résumée à des tensions et des violences[89]. Le fait de « rester » en Martinique ou en Guadeloupe, d'être « immobile » dans ce contexte renvoie à une expérience et une identité particulière.

L'immobilité correspond à l' « absence relative de déplacement », dans un *continuum*[90] entre mobilité et immobilité (Belton-Chevallier, 2015). Il permet surtout de lire des inégalités sociales, ethnoraciales, démographiques ou encore genrées (Sheller, Urry, 2006), ainsi que des pressions relatives à l'injonction à la mobilité (Bacqué & Fol, 2007) parmi des constructions politiques et sociales reposant sur des frontières, mais pour qui la mobilité est un instrument d'immobilisation sociale (Belton-Chevallier, 2015). Les deux côtés renvoient à ce contrôle politique social : exclusions sociales et « menaces sécuritaires » pour une immobilité subie (Sheller, Urry, 2006), et coercition et frustration pour une mobilité subie (Belton-Chevallier, 2015).

Dans le cas des DROM, les politiques migratoires héritées des politiques coloniales se manifestent des deux côtés de ce spectre de la mobilité et de l'immobilité. Elles participent à contrôler et à reproduire des formes de contrôle social, mais aussi ethnoracial.

Moins de 10% des Antillais·es n'avaient jamais quitté le territoire, même pour un séjour de courte durée : ce cas de figure concerne les personnes les plus précaires (en situation de chômage, avec le moins de qualifications), vivant sous le seuil de pauvreté, et interdisant toute perspective de mobilité (Temporal et al., 2012). Ils et elles sont décrits sous l'acronyme NEET pour « ni en emploi, ni en étude, ni en formation », ces jeunes font l'objet d'une « question socialement vive, au regard des enjeux qu'elle soulève », comme le montre Nathalie Michel dans sa recherche doctorale sur l'insertion des jeunes martiniquais·ses (2022).

Tout en rappelant que les étudiant·es représentent une population bien spécifique sur le plan socio-économique au sein de la jeunesse de ces deux territoires, l'injonction d'aller vers une centralité qu'est l'Hexagone pour réussir ou « s'en sortir » est prégnante et condamne celles et ceux qui restent à ces représentations (Bertile, 2014 ; Temporal, 2017). Parmi les étudiants martiniquais et guadeloupéens, « celles et ceux qui restent », qui « n'ont pas pu partir » ou qui sont revenu·es, leurs situations sont plurielles, différentes de celles et ceux n'étant ni en formation ni en emploi, mais relèvent de processus étudiés. Pour les plus diplômé·es ayant eu une expérience de migration, l'insertion professionnelle sera légèrement plus élevée dans l'Hexagone que dans le D(R)OM. L'écart

---

[89] Nicolas Roinsard (2014) interprète ces incivilités juvéniles comme « la mise en cause d'un ordre social formel au sein duquel elle peine à prendre place ». Il montre qu'elles s'inscrivent, pour les cinq DROM, dans un refus d'une « « pauvreté légale » et des facteurs qui la déterminent ».

[90] Ce *continuum* peut être calibré par la temporalité (pas de déplacement dans une journée), la portée physique ou géographique par rapport à un point de départ, de formes multiples (internet, etc.) et en alternance permanente entre les deux (Cresswell, 2010).

se creuse en revanche pour les moins diplômé·es, et tout particulièrement chez les étudiantes de retour les moins diplômées pour lesquelles le taux de chômage sont plus élevés que les natives n'ayant pas migré (Temporal et al., 2012).

Ainsi, appréhender la mobilité et l'immobilité étudiante, c'est également interroger la notion de « capital migratoire » (Caron, 2019) et d'un capital social et culturel qui augmente avec les réseaux transnationaux. Le cursus scolaire est le plus grand facteur de clivage et l'injonction à la mobilité et les inégalités produites et renforcées par le système scolaire tendent à exacerber encore davantage les inégalités sociales et ethnoraciales de celles et ceux qui restent en homogénéisant le groupe (Coquard, 2022; Michel, 2022).

Rapport genré à l'immobilité : mobiliser un capital d'autochtonie ?

Les étudiant·es « qui restent » sont en fait largement des étudiantes (Temporal et al., 2012). Pour ces étudiantes, racisées, vivant dans des espaces considérées comme des marges et en contexte postcolonial, les inégalités qui s'appliquent sur elles relèvent de plusieurs registres qui s'intersectent.

En effet, les responsabilités familiales étant un frein majeur à la mobilité, ce sont les jeunes femmes qui en subissent le plus les effets (*ibid.*). En Guadeloupe et en Martinique, la réticence à la réalisation d'une mobilité est d'autant plus accrue chez les jeunes femmes pour qui la charge d'une famille arrive comme premier motif : respectivement 36% et 40% des jeunes martiniquaises et guadeloupéennes de 18 à 34 ans ont au moins un enfant (14% et 15% des jeunes hommes)[91] (Enquête MFV, 2023a, 2023b).

Pour une partie des étudiantes concernées par ces orientations et par le fait de rester (ou de revenir), l'enjeu est de pouvoir mobiliser un capital permettant de compenser les autres, notamment dans le cas d'une parentalité : le capital d'autochtonie. Le capital d'autochtonie décrit « les formes de soutien et les types de ressources sur lesquels s'appuient les jeunes dans leur accès à l'âge adulte » (Aouani et al., 2019). Il est utilisé, par exemple, par Sofia Aouani, Sophie Orange et Fanny Renard pour l'analyse des trajectoires de jeunes femmes d'origine populaire et rurale, pour lesquelles la mobilisation de ce capital intervient lorsque d'autres capitaux sont plus réduits. Dans ce cadre, la proximité avec la famille représente aussi un capital (ressources matérielles et symboliques – ancienneté d'une appartenance familiale locale ou services à la communauté qui apparaissent comme

[91] En France, la parentalité avant 25 ans concerne plus les femmes que les hommes. En Martinique et en Guadeloupe, 41% des femmes de moins de 25 ans sont mères d'au moins un enfant (contre 14% des hommes de moins de 25 ans) pour les générations 1990. À 25 ans, plus de la moitié des hommes martiniquais et guadeloupéens n'ont connu si décohabitation parentale, ni mise en couple et ni naissance d'un enfant (contre 25% à La Réunion). Il s'agit d'une spécificité prégnante aux Antilles (Enquête MFV, 2023a, 2023b).

des valeurs reconnues et comme accès à un emploi, un service, une reconnaissance ou des sentiments « d'appartenance », « être à sa place », « être utile », etc.) (Aouani et al., 2019).

C'est ce que montrent Claire Cossée, Emmanuelle Lada et Isabelle Rigoni (2004) dans le cas des familles populaires antillaises pour qui l'espace transatlantique peut être une ressource mobilisée par les parents pour leurs enfants afin de resserrer des liens, notamment avec les enfants qui ne sont pas nés dans les DROM, sous la forme d'une scolarité alternée entre l'Hexagone, la Martinique et/ou la Guadeloupe. Il s'agit ainsi de résister à l'assignation au domestique, à certaines formes de domination, aux emplois subalternes et d'accéder au marché de l'emploi non – ou moins soumis – aux logiques institutionnelles (Aouani et al., 2019).

Le capital d'autochtonie peut aussi s'exprimer par une mise en scène d'une appartenance territoriale et une incarnation de normes du collectif (Aouani et al., 2019). Dans le cadre l'enquête par entretien, à l'échelle du groupe, j'ai constaté que l'engagement dans des structures ou des collectifs politiques et syndicaux est exposé explicitement par certains enquêtés, mais jamais par les étudiantes enquêtées. Pourtant, les échanges ont montré qu'elles n'en sont pas moins engagées à différents égards, dont l'expression reste plus privée autant dans les échanges que sur les réseaux sociaux, par exemple (Pacouret, Bastin, Marty, 2024).

1.3.3. Les étudiant·es enquêté·es : positionnements et profils

Les étudiant·es enquêté·es sont tous·tes inscrit·es à l'Université des Antilles[92], en Martinique et en Guadeloupe. Les échantillons du questionnaire et des entretiens reflètent les principales tendances des profils étudiants de l'Université des Antilles, sans pour autant aboutir à une représentativité (DataESR, 2021-2022) (Tableau 4). La participation des femmes est plus importante pour les deux volets de l'enquête. En réponse au questionnaire, 80% des répondant·es étaient des femmes. Dans le cadre des entretiens, elles représentaient 75% des participant·es. À l'échelle de l'Université des Antilles, en 2021/22, elles représentaient deux tiers des inscrit·es (DataESR, 2021-2022). Pour les entretiens, les étudiant·es en lettres, arts et sciences humaines et sociales sont plus nombreux·ses. À l'échelle de l'université des Antilles en 2021/22 et dans le corpus du questionnaire, les étudiant·es inscrit·es dans cette discipline représentaient environ un tiers des effectifs. Pour le corpus des entretiens, cela s'élève à 67% des enquêté·es. Près de 90% des étudiant·es ayant participé aux

[92] L'Université des Antilles accueille 12 000 étudiant·es partagé·es entre les deux pôles autonomes de la Martinique et de la Guadeloupe. Le premier pôle regroupe des formations à dominante littéraire, en SHS, économie et gestion, tandis que le second accueille des formations majoritairement associées aux domaines des sciences, technologies et santé.

entretiens avaient entre 18 et 30 ans. L'âge n'a pas été demandé lors des entretiens, la tranche d'âge est déduite en fonction de leur parcours présenté durant l'échange.

Tableau 4 | Description des étudiant·es enquêté·es

Descriptions des étudiant·es enquêté·es (genre, niveaux, disciplines)

	Etudiantes inscrites	Etudiants inscrits
Université des Antilles*	66,6	35,7
Corpus questionnaire**	80	20
Corpus entretien**	74	26

	Licence	Master	Doctorat
Université des Antilles*	65,4	32,8	1,7
Corpus questionnaire**	64	32	3
Corpus entretien**	48	48	4

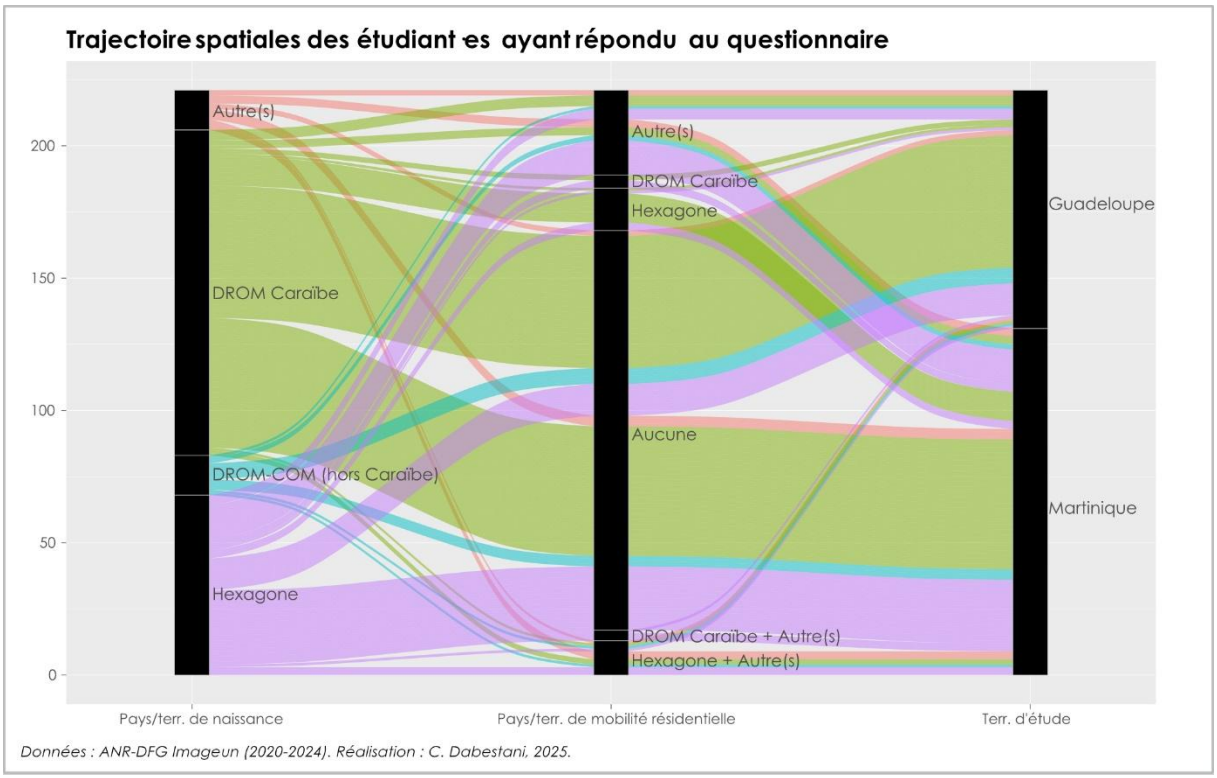
	Lettres, Langues et SHS	Santé	Sciences et ingénierie	Droit, économie et AES	Autres situations
Université des Antilles*	30,3	20,7	18,1	24,9	6
Corpus questionnaire**	32	13	13	17	24
Corpus entretien**	67	4	11	19	-

**Données issues de la base DataESR sur les étudiants et étudiantes à l'Université des Antilles pour l'année universitaire 2021/22, en % (N = 14 000).*
***Données sociodémographiques issues du corpus "questionnaire" (ANR-DFG Imageun, 2021 – N = 313) et du corpus "entretien" (C. Dabestani, 2022 – N = 27)*

Dabestani C. 2024.

Les étudiant·es de l'enquête, ayant participé à l'enquête comme au questionnaire (Figure 5), se retrouvent dans les différents profils suivants.

Figure 5 | Trajectoires spatiales des étudiant·es ayant répondu au questionnaire (R, en nombre)



Parmi les profils des étudiant·es enquêté·es né·es en Martinique ou en Guadeloupe, l'une des formes de migration est celle entre les deux territoires. Cela est principalement lié à la répartition des formations entre les deux pôles de l'Université des Antilles, mais aussi à une émigration en deux temps. En effet, la migration d'un territoire antillais à l'autre peut constituer une première étape dans une migration dans l'Hexagone, notamment après la licence. Sans forcément que cela soit pensé comme une stratégie, cette migration en deux étapes peut avant tout être un temps rassurant (Moutai, 2024).

Pour les étudiant·es né·es dans l'Hexagone, on distingue deux profils. Le premier est celui des étudiant·es dont les parents sont originaires de la Martinique et/ou de la Guadeloupe, et qui au fil de leur carrière, souhaitent et peuvent revenir dans le territoire d'origine. Les travaux de Claude-Valentin Marie et Franck Temporal (2011) nomment ces migrations des « effets d'après-coup » – autrement dit, les générations parties de l'Hexagone dans les années 1950-60 et dont les enfants et petits-enfants reviennent dans le territoire d'origine – ont une importance considérable dans les migrations en Martinique et en Guadeloupe. D'après l'enquête MFV 2009/10, cela représentante 32% des immigrants nés dans l'Hexagone arrivant en Guadeloupe et 35% en Martinique.

Le second profil est celui des étudiant·es né·es dans l'Hexagone, sans lien particulier avec la Martinique ou la Guadeloupe, et qui s'inscrivent dans une formation de l'Université des Antilles (UA). Au fil des entretiens, les étudiant·es dans cette configuration rejoignent l'UA en Master

m'expliquent avoir voulu « voyager tout en restant en France », ou dans d'autres cas, avoir accepté un vœu sur les plateformes de candidature sans forcément avoir envisagé son occurrence au moment de la composition des vœux pour les candidatures en master.

Enfin, dans toutes les catégories présentées, on retrouve des profils d' « hypermobiles » (Frétigny, 2015) pour deux principales raisons. Soit parce que la profession de leurs parents implique des mobilités fréquentes. Soit parce que ce sont des étudiant·es ayant les capitaux économiques, sociaux et migratoires (contacts, double nationalité, multilinguisme, etc.) (Caron, 2019) pour mettre en place des stratégies de distinction par la mobilité (Ballatore, 2020; Ballatore, Blöss, 2008; Ihaddadene, 2022). Un dernier point d'ordre méthodologique doit être souligné dans la mesure où le questionnaire était auto-administré : celui de personnes ne répondant pas à l'énoncé de la question en renseignant des mobilités projetées et non réalisées, renseignent des mobilités « courtes » au lieu des « longues » (le minimum était fixé à 6 mois de résidence) et les éventuelles réponses visant à contourner le questionnaire avec humour.

À la marge, on retrouve également des étudiant·es originaires d'autres États de la Caraïbe, notamment Haïti ou la République dominicaine. Lors des entretiens, les étudiant·es de profil ont en réalité vécu presque toute leur vie en Martinique, en Guadeloupe (ou en Guyane), arrivé·es à un très jeune âge.

Cependant, le principal profil qui a été enquêté, autant par questionnaire que par entretien, est celui des étudiant·es n'ayant connu aucune migration. En effet, il s'agit d'appréhender ce public autant par la mobilité que par l'immobilité pour lequel les deux processus sont en tension.

2. Imaginaires et identités macrorégionales : approches par l'expérience et par le flou d'objets construits et situés

Dans ce deuxième temps du chapitre, je reviens de manière détaillée sur les différentes parties du protocole méthodologique, de l'élaboration de chaque dispositif à l'analyse des données en passant par leur articulation.

L'objectif de l'ensemble de ce protocole est d'appréhender les imaginaires macrorégionaux et les identités associées par les étudiant·es. Plus précisément, l'enquête menée auprès de ce public a pour objectif, d'une part, de comprendre l'appréhension des imaginaires macrorégionaux à travers les expériences vécues (von Hirschhausen, 2023), et d'autre part d'adapter une approche tenant compte du flou et de la subjectivité des objets et des liens analysés (Quesnot, 2024). Enfin, je présente la dernière partie du protocole méthodologique, dont le but est de multiplier les points de vue, mais

surtout d'intégrer à l'analyse la profondeur temporelle des processus en jeu dans les pratiques et les représentations des étudiant·es. Par l'intermédiaire de différents corpus et de plusieurs démarches, je prends en compte d'autres angles dans la mesure du poids des structures politiques, institutionnelles et épistémiques propres aux contextes guadeloupéens et martiniquais, mai aussi mesurer les appropriations autour des structures, mais aussi en leur sein.

2.1. Appréhender le subjectif par une enquête cartographique numérique

L'enquête par questionnaire réalisée dans le cadre de la thèse et de l'ANR-DFG Imageun prend appui sur de nombreux projets de recherches qui se sont intéressés aux petites échelles, surtout en géographie, mais aussi en psycho-sociologie, et qui constituent un champ d'expérience précieux pour ce dispositif d'enquête. L'utilisation d'une méthodologie par cartes mentales a ainsi été choisie dans le cadre du projet Imageun pour appréhender les imaginaires portés par les étudiant·es sur les macrorégions. Je présente donc le processus de construction de l'enquête par questionnaire, sa diffusion et le protocole d'analyse des données collectées – notamment *via* les cartes mentales – mis en place au sein de l'équipe d'ingénierie de l'enquête. L'objectif étant d'appréhender des objets flous et subjectifs, ainsi que les expériences des étudiant·es, je présente l'articulation de ce volet de l'enquête avec celui des entretiens semi-directifs.

2.1.1. Des cartes mentales pour étudier les macrorégions

Cette recherche s'appuie sur une longue expérience d'utilisation des cartes mentales pour analyser les représentations socio-spatiales en tant que dispositif d'enquête pour le recueil de données sous forme graphique. Créées par la psychologie comportementaliste sous le terme de « cartes cognitives » (« *cognitives maps* ») (Tolman, 1948), puis précisées et popularisées par l'architecte Kevin Lynch dans *The Image of the City* (1960), les cartes mentales sont introduites en géographie par le *spatial behaviourism*[93] (Downs, Stea, 1973 ; Gould, White, 1974). Elles sont largement employées, mais il existe un flou autour de leurs dénominations et de leurs définitions (Kitchin, 1994).

Je m'appuie sur la définition de « carte mentale » proposée par Etienne Toureille, en tant que « représentations subjectives, à travers un langage graphique (le dessin) d'une réalité spatiale par un individu ou un groupe d'individus » (Toureille, 2016, 2017, p. 126), un « *medium* d'accès aux

[93] « Comportementalisme spatial », décrit une théorie de l'apprentissage comme produit des interactions avec l'environnement.

imaginaires » (*ibid.*). La carte mentale est ainsi utilisée comme support d'accès aux représentations de « l'espace tel qu'il est vu par des sujets, mais aussi imaginé et construit avec l'adjonction des connaissances intériorisées » ; informées par le vécu et l'ancrage social de l'individu (Cauvin, 1984 cité par Cauvin, 1999).

Il existe trois principales formes de « cartes mentales » mobilisées dans les travaux scientifiques identifiées par Didelon, de Ruffray, Boquet et Lambert (2011) : les cartes cognitives permettent d'aborder la « connaissance spatiale non cartographiée » (*ibid.*), les « *sketch maps* » mobilisent les représentations d'un espace sur une page blanche pour analyser la connaissance d'un espace des individus (Battersby, Montello, 2009 ; Pinheiro, 1998) et les cartes interprétatives qui s'intéressent à la manière dont les individus définissent un phénomène dans un espace avec un fond de carte, permettant notamment d'appréhender le rapport entre espace réel et espace interprété (Didelon, Ruffray, et al., 2011). Ces formes de cartes mentales ont été pensées et appliquées pour l'appréhension d'espaces à des échelles fines (urbain, local), mais des recherches portant sur des espaces à de petites échelles, tels que le Monde ou des macrorégions ont construit un champ d'expérience sur d'appréhension des représentations de ces objets (Beauguitte et al., 2012 ; Didelon-Loiseau et al., 2019 ; Saarinen, 1987 ; Sudas, Gotken, 2012 ; Toureille, 2017). C'est dans ce dernier cadre que s'inscrit cette recherche doctorale et le dispositif d'enquête commun au WP « Enquête étudiante » de l'ANR-DFG Imageun pour étudier les imaginaires macrorégionaux des étudiant·es.

L'objectif pour le dispositif mis en place au sein de l'ANR-DFG était de trouver un compromis entre des *sketch maps*, d'une très grande richesse, mais qui tendent à mettre en difficulté les enquêté·es et posent des difficultés d'interprétation, du fait de la grande hétérogénéité des cartes produites. Il a ainsi été nécessaire de définir cet objectif d'homogénéisation de certains aspects de l'exercice, étant donné que l'enquête a été diffusée dans des contextes variés, où l'enjeu de la comparaison ou de l'analyse croisée sont posés.

2.1.2. L'enquête cartographique numérique : conception et retours

En partant du cahier des charges posé par l'ANR-DFG Imageun, je présente ici les différentes étapes de la conception questionnaire cartographique numérique, du choix de l'outil au déroulement de la diffusion.

Le cahier des charges

L'enquête par questionnaire cartographique mobilisée dans la thèse a donc été conçue, diffusée et traitée dans le cadre du WP « Enquête étudiante » de l'ANR-DFG Imageun. La conception du questionnaire a commencé en septembre 2020, avec comme objectif pour les 12 premiers mois de le construire et le tester en vue d'une diffusion finale au début de l'année universitaire 2021. Le cahier des charges initial pour la conception du questionnaire comprenait quatre enjeux majeurs :

1. L'appréhension des pratiques et des représentations macrorégionales des étudiant·es en fonction de chaque contexte :
    - Autrement dit, ne pas réduire l'enquête à une région d'étude (Europe) afin de laisser émerger les espaces macrorégionaux aussi librement que possible et sans les présupposer ;
    - L'articulation des questionnements et les données collectées dans l'enquête aux questionnements des autres axes d'études, donc intégrer un volet sur les médias et un volet spécifique à sur l'Europe et l'UE.
2. La diffusion dans les cinq pays d'enquête du projet (Allemagne, France, Irlande, Tunisie et Turquie). Ce point inclut :
    - La traduction du questionnaire dans plusieurs langues : allemand, anglais, darija, français et turc ;
    - Des démarches administratives et institutionnelles variées, telles que la demande de validation par des comités éthiques, obligatoires[94] en Irlande et en Turquie (avec des démarches et des critères différents) ;
    - La comparabilité des questionnaires des différents terrains tout en tenant compte de leurs spécificités et des risques pouvant être encouru par chaque partenaire du projet dans chaque contexte politique et institutionnel national (Bréchon, 2002).
3. Le contexte de la pandémie du Covid-19 dans la phase de conception, mais aussi de diffusion :
    - Le manque de visibilité sur l'évolution des contraintes sanitaires et de déplacements dans les différents pays de l'enquête a posé de réelles difficultés. En septembre 2020, lors de la conception, il n'était pas possible d'anticiper la situation prévue au moment de la diffusion. Afin d'avancer dans le projet en dépendant le moins possible de cette incertitude, le choix collectif s'est porté vers un questionnaire en version numérique,

[94] En France, c'est le comité éthique de l'Université Paris Cité qui a étudié l'enquête, et pour la diffusion à l'Université des Antilles a nécessité l'accord préalable du service de communication.

malgré une expérience d'enquêtes en version papier pour une partie des membres du projet (et plus largement dans la littérature) ;

- La nécessité de prendre en compte les contraintes propres à chaque pays, des retours dans les classes différées, en plus des différences habituelles de calendriers universitaires.

4. Le choix du support numérique lui-même a entraîné de nouvelles contraintes :
    - Le choix d'un outil d'enquête permettant de poser des questions « classiques » et de réaliser des cartes mentales ;
    - L'accessibilité et la manipulation de l'outil pour les enquêté·es, que la diffusion ait lieu en classe ou à domicile dans le cas de cours à distance (en pensant une utilisation possible sur smartphone et sur ordinateur) ;
    - La possibilité de traduire le support de questionnaire ;
    - Le format d'export des données permettant d'être traité via R, l'outil de traitement et d'analyse utilisé par les membres de l'équipe, ainsi que le respect du RGPD (Règlement général sur la protection des données) ;
    - Le respect des contraintes financières (coût de l'outil) et temporelles du projet, reposant sur les retours d'expérience d'une précédente enquête.

Deux versions pilotes du questionnaire ont été réalisées et testées durant ces premiers mois, une entre décembre 2020 et février 2021, puis entre avril et mai 2021. Les principales évolutions du questionnaire entre les différentes phases de test concernent quatre points majeurs : les questions cartographiques (nombre de questions par cartes mentales, formulations des questions) et mots/noms associés, la partie de cadrage (structure et questions), la structure globale (chemins et nombre de questions) et la thématique européenne (Annexe 2).

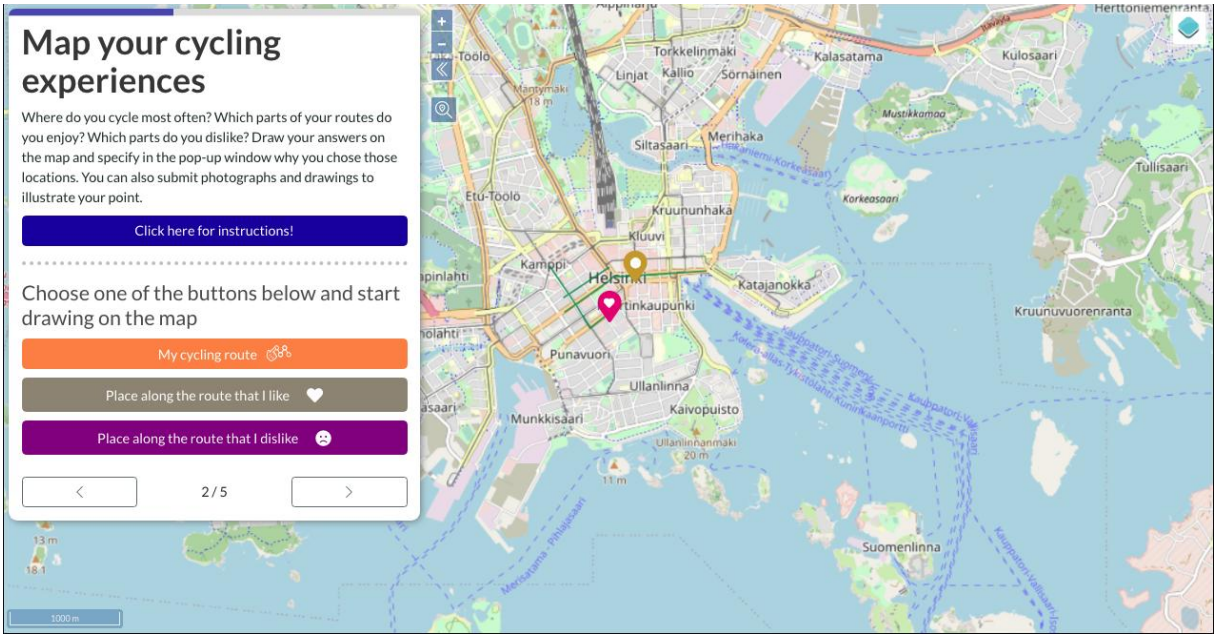
Le choix de l'outil d'enquête cartographique : Maptionnaire

Le choix de l'outil de questionnaire était un élément fondamental du dispositif d'enquête. La première étape a donc été de réaliser une étude comparative des outils et application existante. J'ai ainsi parcouru la littérature, étudié les outils mobilisés dans plusieurs projets de recherche mobilisant des exercices de tracé, de questionnaire ou de *tracking* et échangé avec les équipes des multiples structures proposant ce type d'outils. Le temps et les moyens humains et financiers ne permettant

pas de développer un outil dédié, l'enjeu était d'identifier des applications complètement adaptées à la démarche du projet[95].

Suite à ce travail, le choix de l'équipe du WP « Enquête étudiante » s'est porté sur l'outil de SIG participatif Maptionnaire[96], conçu par un groupe de chercheuses et de professionnelles de l'aménagement finlandaises pour répondre à des besoins de cartographie collaborative dans le cadre de projets d'aménagement urbain participatifs, avec le soutien de l'Institut de recherche nordique Nordregio (Kahila, Kyttä, 2009). L'application permet de mobiliser à la fois des modes de questions classiques du questionnaire, mais également des cartes mentales avec un outil de dessin « comme avec un crayon » géolocalisé (Figure 6). Il permet de choisir un cadrage de la carte à l'échelle du monde en utilisant une API OpenStreetMap (OSM), mais aussi aux enquêté·es de se déplacer facilement sur la carte, de changer le cadrage et le niveau de zoom de manière similaire à un outil de navigation GPS tel que Google Maps ou OpenStreetMap.

Figure 6 | Exemple de l'interface cartographique donné sur le site de Maptionnaire



La construction et la gestion du questionnaire se font directement sur leur application en ligne, permettant de concevoir le questionnaire, de suivre la collecte et d'exporter les données. Elle permet d'intégrer des traductions du questionnaire, au choix des enquêté·es. La diffusion se fait par

[95] La réflexion s'est aussi portée sur l'application de cartographie en ligne VERITAS (Visualization an Evaluation of Route Itineraries, Travel Destinations, and Activity Spaces) déjà mobilisée dans quelques travaux de recherches (Chaix et al., 2012; Kestens et al., 2019; Vallée, Shareck, Le Roux, Kestens, Frohlich, 2020), mais le service proposé était de créer un outil entièrement adapté au projet par une équipe de développeurs, correspondant de fait à un coût plus élevé que celui prévu.

[96] Application de SIG participative Maptionnaire (https://maptionnaire.com/).

l'intermédiaire d'un lien URL, renvoyant vers le questionnaire, et compatible sur ordinateur, sur smartphone et sur tablette.

Les données sont exportables sous forme de tableaux où les variables sont chacune codées dans plusieurs formats (booléen, code, texte) .xlsx (Excel), .csv[97] et wkt (Well knonw text), manipulables sur des outils de statistiques et de SIG. Elles ne sont accessibles qu'aux membres du projet de recherche, l'équipe de Maptionnaire n'ayant ni accès ni droit sur les données collectées. Enfin, l'application respecte le RGPD[98] imposé dans le cadre législatif européen[99].

Avec Hugues Pécout et Elina Marveaux, nous avons donc expérimenté l'application Maptionnaire pendant plusieurs mois, lors des deux premières phases de test du questionnaire. Les bases de données exportées ont été étudiées, d'une part, afin d'optimiser la conception des questions et des codages dans l'application et d'anticiper le travail de traitement de la base de données finale. D'autre part, ce sont les exports des données géométriques qui ont été analysés. Les objectifs étaient d'observer la qualité des tracés et la facilité de prise en main par les étudiant·es enquêté·es. Nous avons mis en place un protocole de vérification des polygones a lors de la seconde phase de test (Annexe 3), permettant de montrer que, sur l'ensemble des polygones tracés, 80% étaient valides et ont pu être analysés sans correction. Cela a permis de démontrer la relativement bonne utilisation de l'outil.

Les résultats cartographiques des phases de test nous ont également permis de voir que le support numérique de l'interface comme de l'outil de dessin n'avaient pas d'incidence majeure sur les tracés, en termes de précision ou de pratiques observées. En effet, les membres de l'enquête EuroBroadMap (Beauguitte et al., 2012 ; Didelon, Ruffray, et al., 2011), ayant travaillé sur des découpages du monde par des questions et des cartes mentales sur support papier, ont pu confirmer que les pratiques et les biais des répondants étaient les mêmes, d'un extrême à l'autre, des tracés suivant précisément les traits de côtés à ceux imprécis ou schématiques (Figure 7).

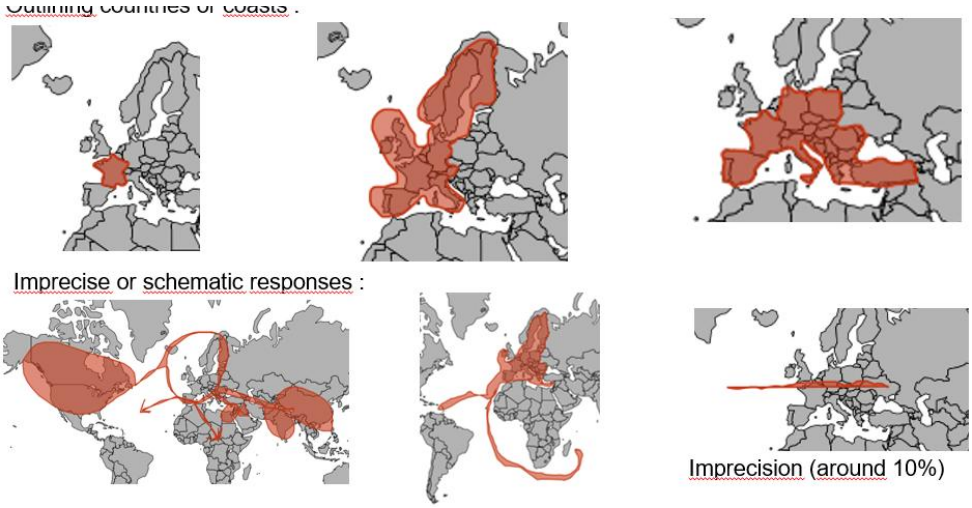
---

[97] Le format d'export au format .csv a été ajouté suite à des échanges avec l'équipe Maptionnaire.

[98] Le respect du RGPD a été évalué par le CNRS dans le cadre du PGD (Plan de Gestion des Données) fourni auprès des instances de l'ANR. Plus concrètement, nous avons par exemple assuré le maintien de l'anonymat dans les données livrées, les serveurs de stockages intermédiaires et de la base de données finales ont été choisis pour leurs respects de lois européennes de protection des données (outils Sharedocs, Nakala et GitLab du CNRS, certification RGPD de l'application Maptionnaire).

[99] Échanges avec Festa Isufi (*Community Engagement Advocate & Inbound Lead*, Maptionnaire, Helsinki) : entretien du 02.10.20, correspondance par mails.

Figure 7 | Exemples de tracés observés dans les cartes mentales lors de phases de test du questionnaire Imageun Student Survey



Cependant, plusieurs limites de cet outil et de notre démarche avec cet outil sont à signaler. En premier lieu, le fond de carte n'est pas modifiable, tant sur l'origine (API OSM) que sur la projection imposée en Mercator, impliquant nécessairement le biais d'une projection eurocentrée. Un fond de carte similaire à celui d'EuroBroadMap aurait été préférable, privilégiant une projection polaire inhabituelle pour tous les enquêté·es, et qui aurait permis une comparaison avec les résultats de cette enquêté[100].

Ensuite, l'outil de cartographie de l'application repose sur le fonctionnement d'un SIG classique. Autrement dit, le mode de tracé et de représentation repose sur le système point/ligne/surface. L'exercice de cartographie mobilise, dans le cas de ce questionnaire, le tracé en polygone « comme avec un crayon » (en gardant le clic gauche enfoncé pour tracer, le polygone se fermant dès que le clic est lâché). Cette structure oblige, dans tous les cas, à procéder par exclusion. Cela a nécessité de concevoir des stratégies de contournement de cette contrainte les plus simples et malléables possibles pour les enquêté·es[101], sur lesquelles je reviens plus loin.

L'application de construction du questionnaire est dans l'ensemble très complète et facile à manipuler, mais il est avant tout conçu pour des démarches de participation autour de projets d'aménagement urbain ou de mobilité. Cela a posé des difficultés de maniabilité pour l'usage quelque

[100] Cela a participé à la décision de suppression d'une question sur les découpages du monde prévue dans la première phase de test dans un objectif de comparaison.
[101] L'inclusion d'autres modes de saisie a été envisagée (sélection d'unité géographique ou de mailles, coloriage), mais cela était impossible à réaliser avec cet outil. Une alternative a été testée demandant de tracer deux zones (région et zone cœur, voir la partie suivante), mais le procédé était complexe à saisir pour les enquêté·es, créant un effet d'abandon.

peu détourné, qui en était fait pour ce projet de recherche dédié à l'étude du monde et de grands ensembles[102].

Même si les coûts sont limités par l'appui sur une application avec des fonctionnalités prédéfinies et que la conception est faite par l'utilisateur·rice, l'accès à cet outil payant n'est possible que grâce à l'intégration au sein d'un projet de recherche.

Étudier les imaginaires macrorégionaux dans un questionnaire

La version finale du questionnaire est composée de sept principales parties visant à analyser les configurations de leurs imaginaires macrorégionaux. Chacune permet d'appréhender des facettes différentes des pratiques et des représentations des étudiant·es.

Après avoir choisi la langue du questionnaire, les étudiant·es répondent à deux questions permettant de connaître les conditions de réalisation de l'enquête (matériel utilisé – ordinateur, smartphone, tablette – et contexte de réalisation – seul·e, avec un·e enseignant·e), l'enquête se déroule de la manière suivante :

1. **Cadrage sur l'étudiant·e**. Cette première partie est composée des informations sur le parcours universitaire[103] et sur les données socio-démographiques ;
2. **Mobilités**. Les mobilités réalisées (touristiques, professionnelles, universitaires) et projetées (pour le tourisme, la vie professionnelle et universitaire) sont interrogées sous la forme de questions ouvertes.
3. **Représentations macrorégionales**. L'exercice de carte mentale sur les macrorégions dans laquelle ou lesquelles l'étudiant·e réside, sur le plan spatial et sur le plan sémantique. Au préalable, l'étudiant·e choisit le territoire depuis lequel il ou elle répond. Le fond de carte qui s'affiche ensuite est donc paramétré pour correspondre à son choix, permettant de ne pas imposer l'espace affiché initialement. Ensuite, l'étudiant·e peut se déplacer sur la carte, zoomer et dézoomer pour tracer. Il est possible de tracer d'un à cinq espace(s) sur la carte. À

[102] Par exemple, il était impossible d'importer des fichiers pour des listes de modalités importantes, ni même de les dupliquer. Pour les listes des pays et territoires à sélectionner à l'échelle du monde, j'ai dû saisir les modalités manuellement, pour chaque question de l'enquête.

[103] Les étudiant·es pouvaient sélectionner leurs disciplines parmi six blocs disciplinaires : lettre et arts ; santé et protection sociale ; ingénierie, construction et industrie ; commerce, administration et droit ; sciences sociales et journalisme ; sciences naturelles, mathématiques et statistiques. Cette catégorisation est celle proposée par l'Unesco et, même si elle tend à regrouper des disciplines d'études très diverses au sein de chaque bloc. Elle permet d'assurer une catégorisation valable dans chaque système scolaire et comparable. Source : UNESCO Institute for Statistics. 2013. "Classification Internationale Type de l'éducation, CITE 2013.". [URL].

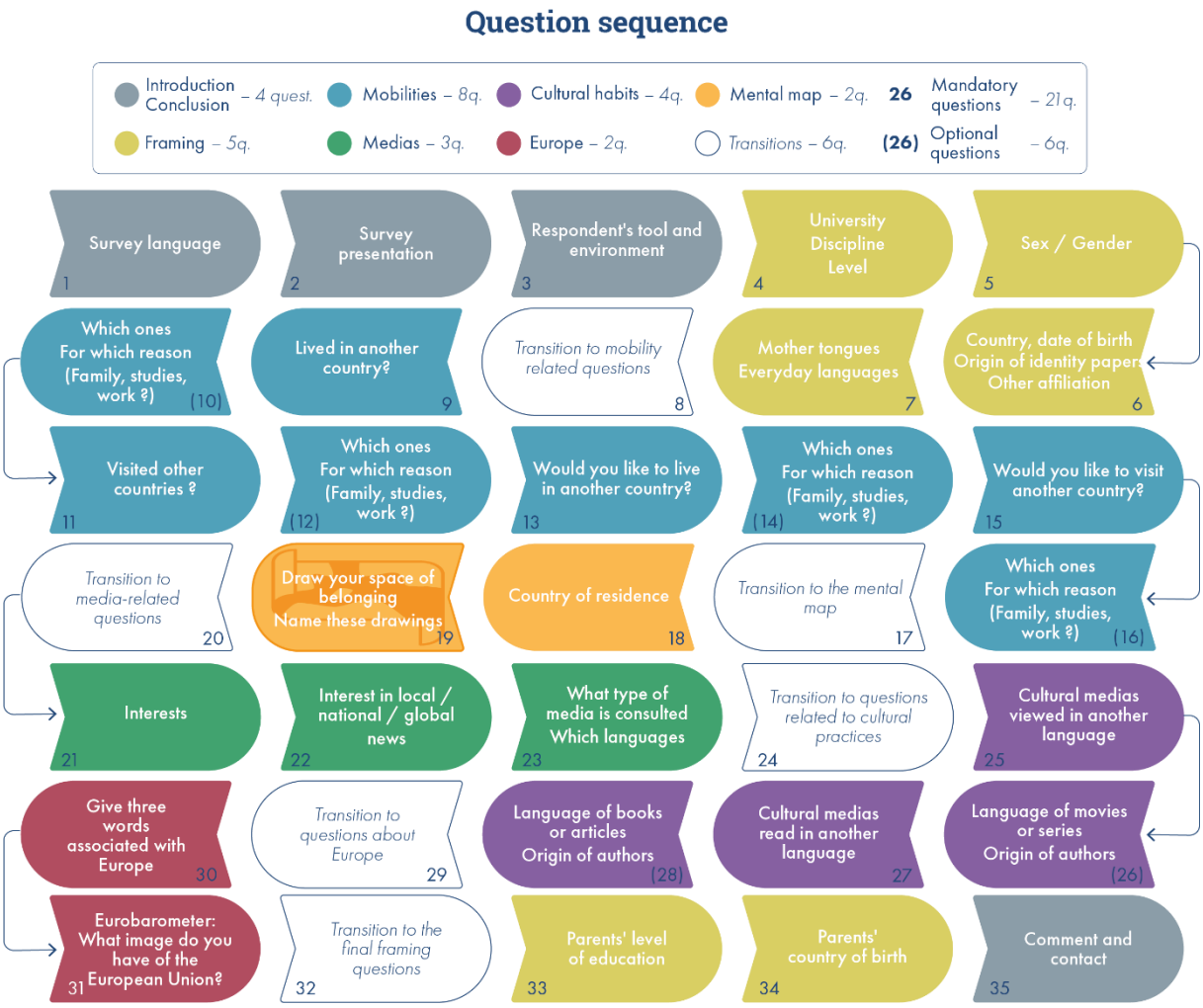
la fin de chaque tracé, une fenêtre *pop-up* s'ouvre et invite l'étudiant·e à nommer l'espace tracé.

4. **Pratiques des médias**. Les étudiant·es sont invité·es à indiquer les supports, les thèmes, les échelles ou encore les langues utilisées dans leurs pratiques des médias.
5. **Pratiques culturelles**. Les étudiant·es indiquent les œuvres culturelles consultées récemment (tous formats ou natures confondues), les langues et les origines des productions indiquées. Elle permet d'appréhender les espaces de production, de pratiques et de projections à partir de leurs expériences culturelles, linguistiques ou médiatiques[104] (Coulangeon, 2011).
6. **Représentations de l'UE et de l'Europe**. Comme défini dans les objectifs initiaux du projet ANR-DFG Imageun, les pays enquêtés étant liés de diverses manières à l'UE et à l'Europe, il s'agit d'étudier la manière dont ils positionnent leur région du monde par rapport à l'espace européen au sens large. Cette partie interroge les mots associés à l'Europe d'une part, et de l'autre leur opinion sur l'UE à partir du référentiel Eurobaromètre[105].
7. **Cadrage sur les parents et le contexte familial.** Cette dernière partie complète les informations socio-démographiques sur l'étudiant·e par celles sur ses parents ou tuteur·rices, reconstituant l'un des cercles d'apprentissage et de socialisation de l'étudiant·e.

La figure 7 donne à voir le déroulé détaillé, page par page, du questionnaire. Chaque bloc représente une page, la partie correspondante, son contenu ou encore les questions de tri mises en place pour adapter la longueur du questionnaire au fur et à mesure de l'avancée de l'étudiant·e, avec comme objectif de le rendre le moins long possible et d'éviter des abandons (Figure 8). Le questionnaire était ainsi auto-administré et durait entre 10 et 25 minutes si tous les volets liés aux conditions de tri étaient répondus. Le détail de chaque partie et la visualisation de l'enquête complète sont disponibles sur le site présentant la conception de l'enquête et le processus de construction, de traitement et d'analyse de la base de données produite[106] (Marveaux et al., 2024a).

[104] Les parties sur les pratiques médiatiques et culturelles sont conçues pour être mises en lien avec le WP « Media » de l'ANR-DFG Imageun. Ils s'appuient sur quelques questions de l'enquête « Pratiques culturelles » du Ministère de la Culture réalisée régulièrement depuis les années 1970 (Site de l'enquête [URL]).
[105] Cette sixième partie du questionnaire est conçue pour être mise en lien avec les deux autres *Work Packages* d'Imageun, autant sur le plan des médias que sur l'analyse des pratiques et représentations des acteurs politiques et décideurs. La question sur la vision de l'UE reprend l'une des questions de l'enquête Eurobaromètre, produite par le parlement européen depuis les années 1970 (Site de l'enquête [URL]).
[106] Accès au site « Étudier les imaginaires macrorégionaux estudiantins » [URL].

Figure 8 | Présentation du questionnaire Imageun par séquence / par page affichée



Temporalités, espaces de diffusion et base de données

En Martinique et en Guadeloupe, le questionnaire a été diffusé à partir de novembre 2021, et les dernières réponses s'étendent jusqu'en février 2022. Pour les autres terrains d'enquête, dont les diffusions se sont mises en place progressivement de novembre 2021 à juin 2022, au fil des autorisations des comités éthiques et des relais de l'enquête du projet Imageun par les membres et les contacts, deux évènements peuvent avoir eu des influences majeures. Le début de la guerre en Ukraine en février 2022 a pu avoir des conséquences dans les réponses. Ensuite, de manière moindre, dans le contexte français, la campagne présidentielle dont le premier tour a eu lieu en avril 2022 peut avoir accentué certaines représentations (Marveaux et al., 2024a).

La diffusion a été faite auprès des étudiant·es des deux pôles de l'Université des Antilles, en Martinique et en Guadeloupe, après l'accord du service de communication de l'établissement, et sur

les conseils d'enseignant·es-chercheur·ses de l'université contacté·es au préalable, afin de les informer de la démarche et de prendre connaissance des usages.

Enfin, un dernier enjeu pour cette enquête par questionnaire était d'anticiper la livraison de la base de données, d'abord au sein du projet avant de la partager plus largement, dans une démarche de sciences ouvertes. La base de données finale issue de l'enquête a été livrée en octobre 2024 et est disponible sur Nakala (Marveaux, Dabestani, Pécout, 2024b). Elle est associée à un site présentant les objectifs, la conception du questionnaire, la version complète et finale, la méthodologie d'enquête, les traitements et les enrichissements réalisés pour aboutir à la base de données livrée avec Elina Marveaux et Hugues Pécout (Marveaux et al., 2024a)[107].

Je présente le dispositif dans son ensemble et je ne détaille ensuite que ce qui concerne directement la thèse, mais l'ensemble des informations sur le processus d'enquête ainsi que les autres terrains du projet sont disponibles sur le site de la base de données, en annexe et dans un *datapaper* publié dans la revue DEMC (Dabestani, Marveaux, Pécout, 2025)[108].

2.1.3. Du questionnaire cartographique numérique aux entretiens : les approches floues

Comme je l'ai mentionné précédemment, travailler avec des cartes mentales permet de collecter des données riches et d'accéder à des représentations fines et complexes. Cependant, deux ensembles de limites sont à prendre en compte. Le premier ensemble de limites est lié à la méthodologie des cartes mentales, qui restent des objets difficiles à interpréter. Tout le dispositif présenté jusqu'ici essaie d'objectiver cet objet méthodologique au prisme de terrains d'enquête variés dans le projet et sur un sujet conceptuel que sont les imaginaires macrorégionaux. Le second renvoie aux limites combinées de l'outil et du questionnaire tel qu'il a été conçu. La carte mentale reproduit un exercice normé par la conceptualisation occidentale de l'outil de SIG et des représentations mentales de l'espace (Quesnot, 2024) : le tracé d'entités délimitées correspondant à des objets vectoriels ne permettant pas de retranscrire l'imprécision, la reproduction de normes cartographiques et le fond de carte conventionnel sous projection Mercator en sont des exemples.

En effet, ces deux limites se rejoignent autour de l'exercice de tracé d'un polygone, composé de lignes, comme mode de représentations. Comme Barbara Tversky (2011) l'indique, le processus de tracé d'une ligne impose un ordre, une mise à distance de deux objets et l'idée d'exclusion

[107] Accès au site « Étudier les imaginaires macrorégionaux estudiantins » [URL].
[108] En ligne [URL]

(intérieur/extérieur). Daniel R. Montello, Alinda Friedman et Daniel W. Phillips (2014) ont notamment expérimenté ce processus de délimitation (tracé ou sélection de cellules) et la prise en compte du flou dans cet exercice, mais aussi sur l'association/l'appartenance non uniforme à une région définie. Ce choix imposé par l'outil, mais aussi accepté dans le protocole méthodologique permet l'objectivation et la comparaison pour des contextes d'enquête variés, des objets « macrorégionaux » qui restent des entités éminemment floues et multiscalaires, mais aussi soumis à des interprétations individuelles plurielles. De même, l'outil numérique bride la possibilité de sortir de l'exercice, c'est-à-dire ici de le contourner en dessinant, en écrivant ou en traçant tout simplement autre chose que des polygones.

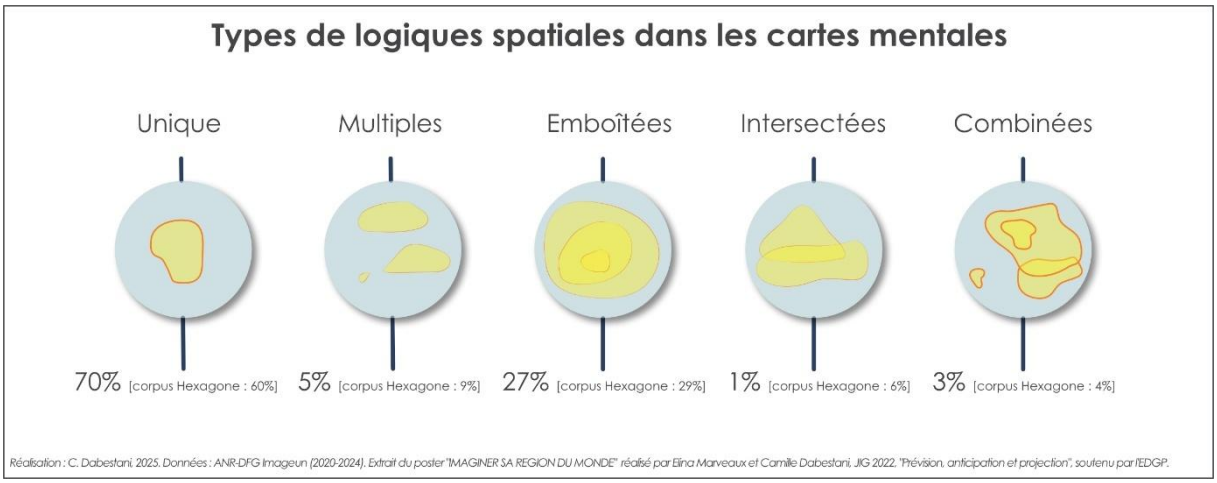
Montello, Friedman et Phillips (2014) soulignent un élément fondamental dans la représentation de régions : les conceptions courantes voudraient que les individus tracent des ensembles qui ne se chevauchent pas en évitant de produire des zones non couvertes. Au niveau des représentations mentales individuelles, l'enquête EuroBroadMap (2012) tendait à montrer ce même point. En revanche, en s'intéressant aux représentations collectives des enquêté·es, des interstices se dessinent nettement dans les représentations du monde : entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud (Mexique, Amérique centrale et Caraïbe) ainsi qu'entre l'Afrique et l'Europe (Méditerranée) (Didelon, Ruffray, et al., 2011).

Pour l'enquête Imageun, nous nous sommes donc inspirés de ces travaux pour trouver une solution dans la formulation de l'exercice de carte mentale et dans les méthodes de traitement et d'analyse permettant de dépasser autant que possible la limite du tracé. Le compromis au sein de l'équipe de conception de l'enquête a été d'intégrer la possibilité de tracer jusqu'à cinq espaces. Le but était de laisser la place à l'expression de liens impliquant plusieurs espaces, de les articuler et de recomposer du flou et du complexe dans les cartes mentales en laissant la place à toutes les configurations.

À l'échelle de l'ensemble des corpus du projet, 58,5% des cartes mentales sont composées de tracés uniques et 34% de deux tracés ou plus. Lors de l'analyse des polygones lors des phases de traitements, avec Elina Marveaux et Hugues Pécout, nous avons mis en place une typologie des cartes mentales en fonction des relations spatiales entre les différents polygones qui les composent : les cartes mentales où les polygones sont emboîtés, celles où les polygones désignent une entité multiple, et celles où les polygones s'intersectent. En partant de cette typologie, le groupe des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique présente globalement les mêmes caractéristiques que l'ensemble des corpus de l'enquête. En le comparant au groupe des étudiant·es dans l'Hexagone, quelques subtilités émergent et seront interrogées plus loin dans la thèse (cf. Chapitres 4, 5 et 6) : les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe représentent davantage de cartes mentales comprenant des tracés

uniques, tandis que les étudiant·es dans l'Hexagone tracent davantage d'entités multiples (9% contre 5%) et d'espaces qui s'intersectent (6% contre 1%)[109] (Figure 9).

Figure 9 | Types de logiques spatiales observées dans les cartes mentales



Pour laisser la complexité et le flou s'exprimer et afin de dépasser les limites de l'outil et les contraintes de l'enquête, la possibilité de multiples tracés dans les cartes mentales s'inscrit dans une démarche triple :

1. Au niveau individuel dans l'exercice de carte mentale de l'enquête par questionnaire, il s'agit de laisser la possibilité de tracer jusqu'à cinq espaces pour laisser s'exprimer de la complexité et des relations entre les espaces ;
2. Les traitements et l'analyse cartographique des cartes mentales du questionnaire par agrégation des tracés permettent de lire des représentations collectives, laissant apparaître des nuances à ce niveau (Marveaux et al., 2024b) ;
3. L'ajout d'un volet qualitatif à l'enquête, visant à laisser s'exprimer la subjectivité qui a été contrainte dans l'exercice de carte mentale numérique. C'est dans ce cadre que j'ai proposé d'intégrer une enquête par entretien dans le cadre de la thèse[110].

[109] Chaque carte mentale est classée dans un type unique, multiple, emboîté ou intersecté en fonction de la configuration de ses tracés. Dans le cas où plusieurs types sont observés dans une carte mentale, la carte est comptabilisée dans un type dit « combiné » et dans les types utilisés. De cette manière, le comptage n'est pas exclusif (ce qui explique un total différent de 100%).

[110] L'interprétation difficile des cartes mentales peut être compensée par l'observation du processus (Quesnot, Guelton, 2023) ou l'entretien (Mekdjian, Olmedo, 2016).

2.2. Les entretiens : saisir la complexité

Le volet d'enquête par questionnaire cartographique numérique du protocole méthodologique est riche, mais ses limites nécessitent donc qu'il soit complété par un second volet : les entretiens, pensés comme le prolongement de l'enquête par questionnaire, ont plusieurs objectifs. Le premier est de revenir au questionnement initial de la thèse, cherchant à appréhender les appartenances par les imaginaires exprimés par l'intermédiaire des objets macrorégionaux, dans toute leur pluralité et leur complexité. Le second est de laisser la place au flou, à l'articulation du temps et de l'espace et aux relations (plus qu'aux surfaces) au fil de l'échange.

Les entretiens visent à appréhender, d'une part, les identités et les appartenances exprimées par l'espace, et d'autre part, à comprendre les processus d'expression d'appartenances et des représentations spatiales derrière les cartes mentales. Ils ne visent absolument pas l'exhaustivité ou la représentativité. L'idée est de dresser un panorama des imaginaires en jeu, les profils les plus diversifiés possibles, effet de saturation dans les idées.

Je présente dans un premier temps la démarche méthodologique, les enjeux réflexifs dans le rapport enquêté·es/enquêtrice et, dans un dernier temps, je précise les analyses croisées des cartes mentales et des entretiens.

2.2.1. Construction de la démarche

Les étudiant·es sont contacté·es si, lors du questionnaire, ils et elles ont accepté de participer à un entretien sur le sujet de l'enquête. Dans ce cas, ils et elles étaient invité·es à laisser leurs adresses mails. Ainsi à partir de la rentrée 2022, j'ai envoyé des propositions d'entretiens à celles et ceux qui avaient répondu favorablement, en rappelant le sujet de la recherche, les thèmes évoqués lors de l'échange, les précautions d'anonymisation et en indiquant la réalisation des entretiens sur l'un des sites universitaires de leur choix. Une première série de réponses positives a permis d'organiser le temps de travail sur le terrain, les phases de test de la grille d'entretien et d'engager un « effet boule de neige » à l'issue de chaque entretien afin d'élargir le groupe et de diversifier les profils des étudiant·es. Ainsi, un temps de terrain est organisé d'octobre à décembre 2022, d'abord en Martinique et en concentrant les entretiens en Guadeloupe sur deux semaines entre fin novembre et début décembre, avant de revenir en Martinique[111].

Les entretiens sont réalisés sur les campus universitaires, avec l'idée d'être dans un lieu familier, relativement neutre et pour insérer le temps d'échange facilement dans l'emploi du temps des

[111] Ce terrain a entièrement été financé par l'ANR-DFG Imageun.

étudiant·es. Lors de la prise de rendez-vous, un ou plusieurs lieux d'entretiens étaient proposés aux étudiant·es en fonction de leur campus d'étude, pour leur éviter autant que possible un trajet supplémentaire et en fonction de leurs emplois du temps de cours[112]. Dans trois cas de figure seulement, un échange en visioconférence est organisé : si l'étudiant·e est en séjour dans l'Hexagone au moment de l'enquête par entretien, si le déplacement est difficile pour moi et l'enquêté·e (notamment à cause de la circulation pour le site plus éloigné du premier campus, comme dans le cas du campus de Saint-Claude en Guadeloupe) ou à la demande de l'étudiant·e pour des raisons diverses (garde d'enfants ou contexte plus rassurant). Lors de la prise de contact et au début de chaque entretien, j'explicitais l'anonymat garanti à chaque étape de l'enquête[113], l'absence d'une quelconque obligation de répondre à une ou plusieurs questions ainsi que la possibilité d'arrêter l'entretien à tout moment. Avant de commencer un entretien, je demandais l'autorisation d'enregistrer l'échange à l'aide d'une application sur mon téléphone, tout en précisant qu'elle pouvait être arrêtée s'il ou elle le souhaitait. L'ensemble des étudiant·es a consenti à l'enregistrement.

Chaque entretien a été retranscrit, d'abord avec l'aide de l'outil Whisper du CNRS, puis avec une reprise détaillée avant de procéder à leur codage. Pour cela, j'utilise l'outil Taguette[114], en créant deux niveaux de codages : le premier en fonction de la partie du questionnaire, et le second en fonction des catégories d'analyse identifiées à l'écoute des entretiens.

Au-delà de l'entretien, j'ai proposé aux étudiant·es de les tenir informé·es des résultats de la recherche doctorale. Tout en les prévenant de possibles délais conséquents relatifs aux traitements, mais plus largement des temporalités de la recherche, j'ai gardé les contacts de celles et ceux souhaitant recevoir des nouvelles. À l'issue de la soutenance de la thèse, une synthèse pédagogique et graphique leur sera transmise et un échange proposé.

---

[112] En Martinique, les entretiens ont principalement eu lieu dans une salle réservable de la bibliothèque universitaire (BU) du campus de Schœlcher (commune de Schœlcher), à la marge dans celle de la BU de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspe, commune de Fort-de-France). Dans les cas où les salles n'étaient pas disponibles, des entretiens à l'extérieur dans des espaces conviviaux aménagés du campus Schœlcher ou dans une salle de l'UMR Laboratoire Caribéen de Sciences Sociales (LC2S) sur invitation. En Guadeloupe, les entretiens se sont principalement déroulés sur le campus de Fouillole (commune de Pointe-à-Pitre), en extérieur dans des espaces conviviaux aménagés et calmes. À quelques occasions, nous nous sommes retrouvés dans des salles de cours vides ou peu remplies, sur invitation des étudiant·es, sur le campus Fouillole et sur le campus de l'Inspe (commune des Abymes).

[113] Concernant le stockage des données, les enregistrements ont été sauvegardés sur des serveurs du CNRS *via* Sharedocs respectant le RGPD et supprimés de mon téléphone le jour même de l'entretien. Il en a été de même pour les fichiers de retranscription.
Les étudiant·es ont été anonymisés dès le début du stockage des données. Certaines informations ont été généralisées pour limiter les possibilités de recoupement et d'identification (par exemple les filières d'étude précises généralisées par disciplines, le niveau d'étude résumé par bloc LMD, ou encore l'âge exprimé en tranches d'âge).

[114] Taguette est un logiciel d'analyse de contenus qualitatifs libre et gratuit, accessible en ligne ou en local (Rampin, Rampin, 2021).

Enquêté·e* (genre, tranche d'âge)	Né·e en …	A vécu en/à …**	Parent/tuteur·rice originaire d'un DROM Caraïbe	Niveau d'inscription à l'UA	Discipline d'inscription à l'UA	Participation au questionnaire	Lieu d'entretien
Lou (F, 20-25)	Hexagone	Hexagone > Martinique > Hexagone		Licence	Communication	●	Martinique
Andréa (F, 25-30)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Master	Gestion	●	Guadeloupe
Dalia (F, 25-30)	Hexagone	Martinique > Hexagone > Martinique > Hexagone	●	Master	Géographie	●	Martinique
Jean (H, 25-30)	Martinique	Martinique	●	Master	Sciences de l'éducation / MEEF	●	Martinique
Marine (F, 30-35)	Hexagone	Hexagone > Martinique	●	Master	Sciences de l'éducation / MEEF	●	Martinique
Joëlle (F, +35)	Hexagone	Hexagone > Martinique		Master	Economie politique	●	Martinique
Marjory (F, 20-35)	La Réunion	La Réunion > Martinique	●	Licence	Espagnol	●	Martinique
Gabriel (H, 30-35)	Martinique	Martinique	●	Master	Sciences de l'éducation / MEEF		Martinique
Noémie (F, 25-30)	Guyane	Guyane > Hexagone > Martinique	●	Master	Droit	●	Martinique
Léa (F, 25-30)	Hexagone	Hexagone > Martinique		Master	Géographie	●	Martinique
Dominique (H, 25-30)	Guadeloupe	Guadeloupe > Martinique	●	Master	Anglais-Espagnol / MEEF	●	Martinique
Léo (H, 25-30)	Hexagone	Hexagone > Martinique		Master	Communication	●	Martinique
Manon (F, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Licence	Gestion		Guadeloupe
Emmanuel (H, 25-30)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Master	Maths / MEEF	●	Guadeloupe
Solène (F, 20-25)	Hexagone	Hexagone > Guadeloupe	●	Licence	Sciences politiques	●	Guadeloupe
Laurence (F, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Licence	Anglais-Espagnol	●	Guadeloupe
Maëva (F, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Licence	Droit	●	Guadeloupe
Eliza (F, 20-25)	Haïti	Haïti > Guadeloupe	●	Licence	Droit		Guadeloupe
Anne-Gaëlle (F, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe	●	Licence	Anglais-Espagnol		Guadeloupe
Arthur (H, 20-25)	Hexagone	Hexagone > Martinique		Licence	Sciences politiques		Martinique
Gary (H, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe > Martinique	●	Licence	Histoire		Martinique
Danielle (F, 25-30)	Martinique	Martinique > Hexagone > Martinique	●	Master	Médecine	●	Martinique
Cassidy (F, 20-25)	Martinique	Martinique	●	Master	Créole		Martinique
Tania (F, 25-30)	Guyane	Guyane > Rep. Dominicaine > Guadeloupe > Martinique	●	Master	Espagnol / MEEF		Martinique
Emeline (F, 20-25)	Guadeloupe	Guadeloupe > Martinique	●	Licence	Créole		Martinique
Kelly (F, 20-25)	Martinique	Martinique	●	Licence	Créole	●	Martinique
Chloé (F, 25-30)	Hexagone	Hexagone > Martinique		Master	Communication		Martinique

**Prénoms attribués pour anonynmisation.*

***Territoire de résidence dans l'ordre chronologique.*

Enquête par entretiens semi-directifs, octobre-décembre 2023. Réalisation : C. Dabestani, 2025.

L'entretien semi-directif se déroule en quatre étapes et est prévu pour durer au minimum une heure, pouvant aller, selon les cas, jusqu'à deux heures et demie. La grille d'entretien détaillée est présentée en annexe (Annexe 4), mais les principaux temps abordent :

1. **Le parcours scolaire et universitaire**. L'échange commence par un temps sur le parcours scolaire et universitaire pour engager l'échange sur des éléments moins engageants, plus factuels.
2. **Mobilités réalisées et projetées**. Comme pour le questionnaire, l'objectif est d'aborder les mobilités réalisées par les étudiant·es, puis les mobilités projetées, autant en contexte touristique que résidentiel.
3. **Pratiques culturelles, linguistiques et médiatiques**. Cette partie de l'entretien vise à discuter des centres d'intérêt, de sortir uniquement de leur appréhension dans le cadre universitaire (Pacouret et al., 2024). En tant qu'espace social, les pratiques des réseaux sociaux sont multiples, de loisir, de communication et de politisation. Ils donnent également à voir le monde et exposent les étudiant·es à des pratiques et des représentations internationales (Azilis Rigollet, 2022).
4. **Imaginaires macrorégionaux**. Sans les nommer comme tels, les imaginaires macrorégionaux, leurs rapports et leurs projections dans le futur sont interrogés en s'appuyant sur les réactions des étudiant·es à leur propre carte mentale, à une carte de synthèse des résultats préliminaires et à des cartes mentales individuelles anonymisées.

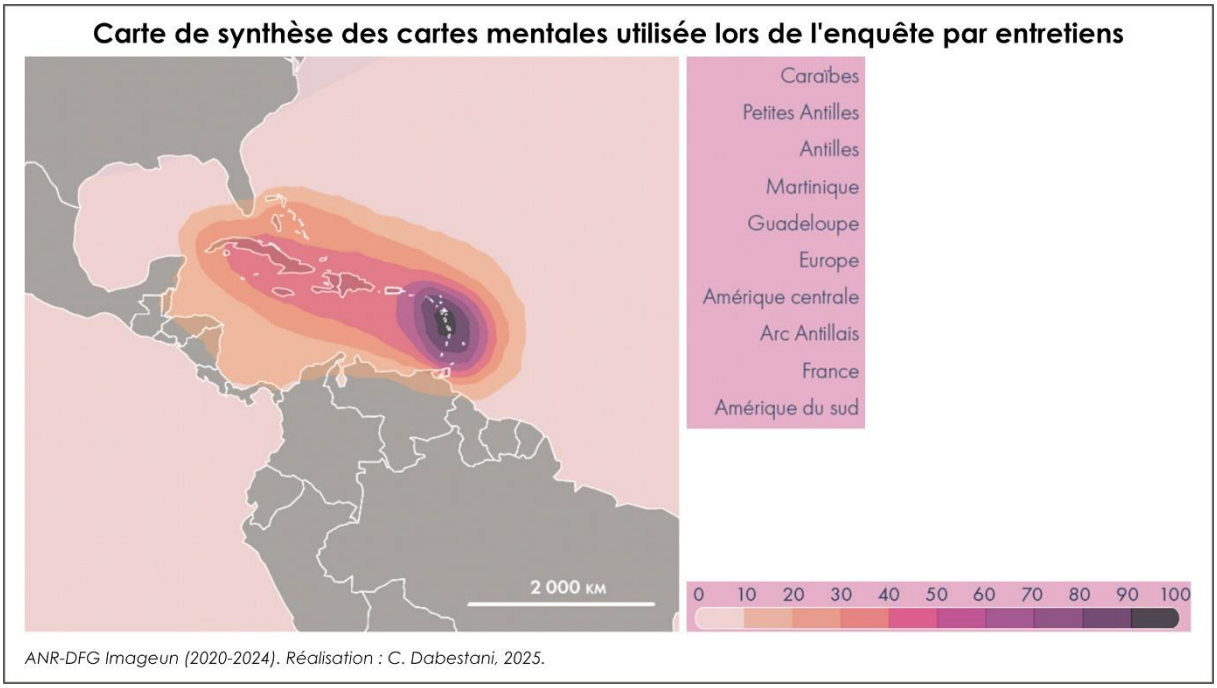
Dans les entretiens, les cartes mentales du questionnaire sont utilisées à deux reprises. La première étape consiste à revenir sur leur propre carte mentale, dans le cas où ils et elles avaient déjà participé à l'enquête par questionnaire. Si ce n'était pas le cas et dans la mesure où l'outil Maptionnaire n'était plus disponible, j'ai saisi cette occasion pour tester d'autres supports de réalisation des cartes mentales, mais aussi et surtout pour les écouter et échanger ensuite sur le processus de tracé[115].

Dans un second temps, après que leurs représentations aient été exprimées et discutées, il s'agit ensuite d'allier une restitution des premiers résultats de l'enquête par questionnaire et un format d'échange plus libre, laissant la place aux réactions, aux étonnements et aux hypothèses des étudiant·es face aux différents supports présentés. Ce moment d'échange est particulièrement important, d'autant plus au regard de mon statut d'*outsider* par rapport au terrain sur lequel je

[115] En conservant exactement la même question et la même modalité, j'ai proposé aux étudiant·es n'ayant pas répondu au questionnaire en ligne de réaliser leur carte mentale, soit en version papier, soit sur un autre outil en ligne. Sur papier, j'ai essayé de reproduire la fonctionnalité de « zoom » en mettant à disposition différents fonds de carte (similaires à ceux du questionnaire) cadrés et zoomés sur des espaces variés. En version numérique, j'ai utilisé l'outil en ligne Umap [URL], reprenant un fond de carte OSM, mais où l'outil de tracé diffère : il ne s'agit plus de tracer « comme avec un crayon », mais en cliquant successivement pour constituer les sommets.

reviens dans la sous-partie suivante. Laisser émerger, à travers cet échange, les intuitions et les hypothèses des étudiant·es me permet de ne pas céder à mes propres interprétations. Le premier support présenté est une planche cartographique de synthèse des résultats de la carte mentale du questionnaire. Cette carte synthétique donne à voir les espaces les plus représentés par les étudiant·es de l'Université des Antilles un an auparavant (Figure 10).

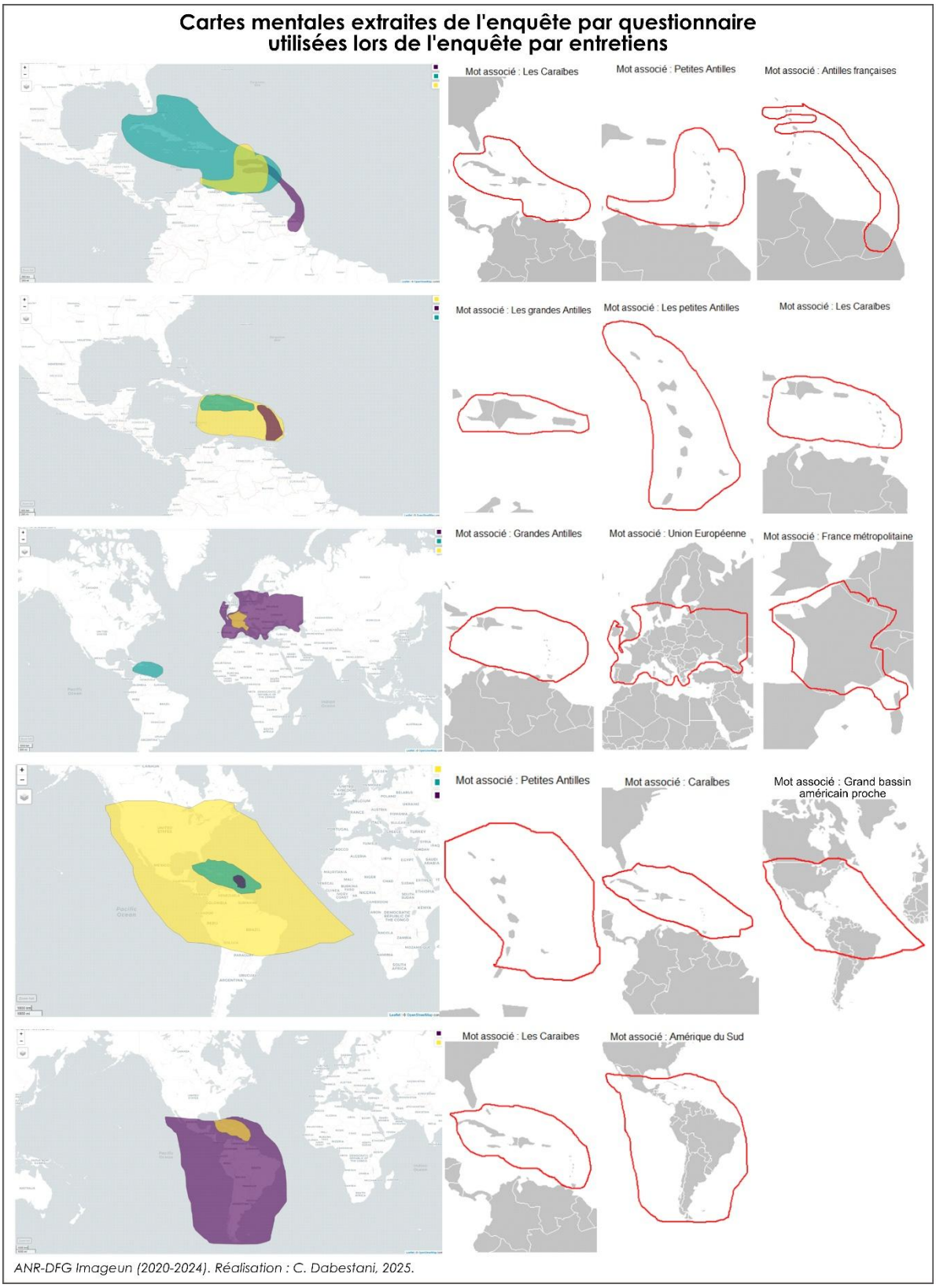
Figure 10 | Carte de synthèse des cartes mentales utilisée lors des entretiens



Le second support présente une succession de cinq cartes mentales individuelles, réalisées par d'autres étudiant·es et anonymisées. Ces cartes ont été sélectionnées afin de couvrir les configurations les plus observées dans les cartes mentales du questionnaire (Figure 11).

Derrière ces deux séquences autour des cartes mentales, l'objectif était de préciser des informations géographiques, mais surtout de mieux comprendre les stratégies spatiales, d'appréhender les discours qu'ils et elles associent (identité, appartenance). L'enjeu était également d'activer la mémoire : les cartes mentales sont ici utilisées comme leviers pour les échanges, afin de rassurer avec un support à regarder, un objet à manipuler (Calabuig Serra, 2025).

Figure 11 | Cartes mentales extraites de l'enquête par questionnaire utilisées lors des entretiens



ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

J'ai observé deux principales réactions à ces temps d'échange autour des cartes mentales. Pour une large partie des étudiant·es, les supports ont été un facteur rassurant, favorisant l'activation des souvenirs ou des idées. Pour quelques-un·es, les cartes ont même pu produire un certain enthousiasme.

Pour d'autres, les cartes mentales ont pu produire un blocage, un sentiment d'insécurité ou de difficulté qui s'est souvent manifesté par le fait de ne pas ou de peu regarder les cartes présentées, parfois en exprimant cet inconfort autour de la discipline géographie associée aux cartes « Parce que moi, je ne suis pas très forte en géographie [Rire] » (Léna, étudiante Licence Droit, Guadeloupe). Pour réduire les difficultés produites par les supports cartographiques, un fait déjà documenté et que nous avions observé lors de la conception du questionnaire, j'ai remis en mot chaque carte présentée dès que je ressentais une forme de difficulté de la part de l'enquêté·e. Autrement dit, je présente les cartes mentales en les mettant en mot, de sorte que les étudiant·es moins à l'aise avec les supports cartographiques puissent s'appuyer sur ma description orale, sans avoir à me demander ou me signaler une difficulté. En revanche, cela a nécessité un travail préalable d'écriture de ces descriptions afin de limiter autant que possible les biais relatifs à ma lecture.

2.2.2. Positionnement et réflexivité dans l'enquête par entretien

Lors des entretiens, je me suis initialement présentée comme doctorante, mais j'ai rapidement doublé la présentation par l'indication du statut d'étudiante – « doctorante donc étudiante à l'Université Paris 1 » – afin de ne pas produire une trop grande distance avec la dénomination de doctorante, produite soit par le statut lui-même, soit du fait de sa confusion avec celui de « docteure » ou tout simplement de sa méconnaissance. À la fin de quelques entretiens, cela a amené à des questions et des échanges, par exemple sur le but de faire une thèse, sur leurs propres projections ou souhaits de réaliser une thèse, sur des projets concrets, permettant une forme de rééquilibrage de la situation d'entretien.

Ma discipline d'étude, la géographie, a systématiquement été évoquée dans ma présentation. Pour une très large partie des étudiant·es, cela n'a pas été un sujet. Pour quelques-un·es, cela a renvoyé à leur propre discipline (sûrement un biais de composition de l'échantillon d'enquête lié au sujet), a suscité des questions plus loin dans les entretiens, mais aussi une forme d'intimidation au moment de réaction aux cartes mentales, certain·es ayant la crainte d'être jugé sur leur difficulté à localiser ou à lire les supports cartographiques. Cela a nécessité des précautions essentielles tant dans la présentation de l'exercice que tout au long de l'entretien, afin de les rassurer et d'adapter l'échange indépendamment du support, selon les situations.

Mon âge a pu être un avantage dans les échanges avec les étudiant·es les moins jeunes rencontré·es, en master ou sortie de master notamment. Cependant, avec les étudiant·es les plus jeunes, l'impression d'être davantage perçue comme une enseignante a parfois pu prévaloir, malgré le tutoiement proposé au départ (avec consentement) ou choisi d'office par l'étudiant·e.

Enfin, les entretiens se sont déroulés en français, pour des raisons pratiques. Tout d'abord, le français étant la langue nationale et une condition d'accès aux études supérieures, elle était donc maîtrisée par l'ensemble des enquêté·es. Il m'était impossible de maîtriser suffisamment le créole martiniquais et le créole guadeloupéen pour le proposer aux étudiant·es. L'usage du français, langue des institutions et de l'institution universitaire, a pu renforcer ma position d'*outsider* vis-à-vis des étudiant·es, mais aussi, elle a pu me priver, au fil de l'entretien, d'échanges, de précisions, d'expressions ou d'analyses plus fines des termes et des idées.

Rapports aux étudiant·es

Même si l'enquête porte sur des ensembles et des échelles macrorégionales, il était nécessaire d'avoir une compréhension et une connaissance approfondie de la principale macrorégion apparaissant dans l'enquête, la Caraïbe, ainsi des espaces aux échelles plus fines. De plus, il s'agit ici d'aborder les imaginaires par les expériences individuelles, les récits des expériences collectives, fondamentalement multi-situées et multiscalaires.

Du fait de mon statut d'*oustider* sur ces deux contextes et territoires, il s'agissait pour moi d'en reconnaître les avantages et les limites, mais de ne pas me réfugier derrière ma méconnaissance contextuelle, de se figer dans ce statut et de sortir du mythe d'omniscience du chercheur ou de la chercheuse (Graugaard, 2020 cité par Duc, 2022). L'enjeu consistait donc à adopter une posture équilibrée, sans présupposer quoi que ce soit, tout en ayant préalablement mené un travail d'apprentissage des contextes, des configurations des deux îles, de leurs actualités avant et tout au long de l'enquête. L'objectif était de ne pas les mettre dans une posture de pédagogie à mon égard.

Ces enjeux de posture sont particulièrement importants dans la mesure où je suis originaire de l'Hexagone, doctorante dans une université parisienne et perçue comme blanche. Une « irréductible asymétrie » (Duc, 2022) du fait de ma blanchité se combine à une position académique et une origine qui produisent un rapport de domination variable, que j'ai tâché de prendre en compte dans les échanges.

Le groupe enquêté a la particularité d'être composé de personnes ayant le même statut, celui d'étudiant. J'étudie un groupe relativement élevé dans l'espace social de la jeunesse, bien que cette position ne soit pas systématiquement valable dans les contextes martiniquais et guadeloupéens, ou

du moins pas pour tous·tes. En effet, une partie des étudiant·es dans ces deux territoires correspondent à celles et ceux qui n'ont pas pu partir étudier ailleurs, notamment dans l'Hexagone.

L'une des limites méthodologiques a été de ne pas demander aux enquêté·es comment ils et elles se décrivent et se perçoivent sur le plan social et sur le plan racial. Je mobilise des critères factuels pour les positionner vis-à-vis de leurs parcours, ou lorsqu'ils et elles en ont parlé eux ou-mêmes ou elles-mêmes lors de l'entretien, mais je ne leur assigne pas dans ce manuscrit d'identité socio-raciale sans les consulter. Aussi, je lis ce rapport dans les entretiens lorsqu'ils et elles en ont parlé. Pour les analyses statistiques ou cartographiques, je m'appuie sur des travaux socio-démographiques sur cette question permettant d'intégrer ces dimensions dans le rapport à leurs identités. Dans tous les cas, ils et elles représentent une large diversité sociale et ethno-raciale, des étudiant·es perçus comme noir·es, métis·ses ou blanc·hes, dont les origines géographiques ne présupposaient rien de leur racisation. Il s'agit de considérer les enquêté·es dans toute leur hétérogénéité, de prendre en compte toutes les expériences discriminatoires sociales et raciales et leurs conséquences dans l'expression des imaginaires et d'identités, mais aussi les privilèges vis-à-vis des normes et des structures sociales en place sans pour autant les enfermer dans des catégories (Abu-Lughod, 1990 cité par Duc, 2022).

Dans le cas des étudiant·es perçus comme noir·es ou métis·ses, l'expression d'expériences renvoyant à des catégories ethnoraciales dans les contextes antillais a pu être contrainte du fait de ma blanchité. Si certain·es n'ont pas semblé concerné·es par celle-ci, pour d'autres, des précautions se sont manifestées, par exemple en s'excusant après l'usage du terme « Blanc » ou en exprimant une gêne (rire nerveux, périphrases, etc.).

Dans le cas des étudiant·es avec un profil similaire au mien, originaires, arrivant de l'Hexagone et perçus comme blanc·hes, cela a nécessité des précautions dans les échanges pour les inviter à expliciter leurs réflexions, sans présupposer de leurs réponses.

Cependant, l'un des enjeux est de ne pas se réduire à sa blanchité, mais de les penser par des « investissements obliques » (Sedgwick, 2008 cité par Blidon, 2014). Marianne Blidon ou Marine Duc mobilisent ce concept, désignant le fait de ne réduire ni les enquêté·es, ni l'enquêteur·rice à une unique catégorie et à ne pas reproduire des catégories non scientifiques (Blidon, 2014 ; Duc, 2022). Autrement dit, il s'agit de mettre en lumière le système de relation entre dominé·es et dominant·es, de ne pas nier le contexte colonial, tout en prenant en compte l'ensemble des rapports sociaux, scolaires ou encore migratoires qui se jouent (Duc, 2022, p. 81).

2.2.3. Appropriations, interprétations et limites des cartes mentales entre les entretiens et le questionnaire

Lors des entretiens, discuter sur et avec les cartes mentales permet à la fois de faire apparaître les mécanismes de construction qu'ils et elles ont mobilisé·es lors de leur réalisation, mais aussi de servir de supports d'échange. Il s'agit ici de voir ce que les entretiens apportent comme nuances dans la compréhension des cartes mentales issues du questionnaire, mais aussi d'interroger les limites de cet objet au fil des échanges.

Exprimer de la complexité et de la nuance dans les cartes mentales

Échanger à partir de et sur les cartes mentales donne accès aux cheminements par l'intermédiaire de sa verbalisation. Les enquêté·es explicitent leur propre raisonnement, mais formulent également des hypothèses sur d'autres raisonnements, apportant des pistes précieuses à l'analyse d'ensemble, mais aussi sur leurs propres schémas cognitifs.

Même si cet exercice est complexe dans la mesure où il demande une capacité d'explicitation et de réflexivité de ses propres représentations, les échanges permettent de faire apparaître des références explicites aux représentations cartographiques scolaires, à des espaces d'attachements, comme dans l'exemple de Marjory, lors de la réalisation de sa carte mentale pendant l'entretien :

> Ok je peux entourer ? […] Ça, l'Inde oui. La majorité de mes origines sont indiennes. Euh … l'Espagne en quelque sorte oui … Ah oui, la Corée du Sud … […] Il me manque le Japon […] Qu'est-ce qu'il me manque … Ah oui les États-Unis. Alors oui, il y a New York … Dakota. Et puis oui le Brésil […] Il y a une fois, quelqu'un m'a demandé « Quelles sont vos … est-ce que vous vous présentez plus Réunionnaise ou ça, ça » … Je ne peux pas vous répondre là-dessus. Je suis un mélange de tout en fait.
>
> – Marjory, étudiante en Licence Espagnol, Martinique

Des références aux représentations médiatiques, culturelles et sociales pratiquées ou encore vécues sont mobilisées, comme le cas de Solène, qui distingue la façon dont deux termes désignant des espaces identiques peuvent renvoyer à des registres d'imaginaires différents :

> Je pense que lorsqu'on entend [Antilles], on va penser aux Antilles françaises. Et donc du coup, Martinique, Guadeloupe, tout ça éventuellement … voilà Guyane entre guillemets … Et la Caraïbe, peut-être qu'il y a une entente d'un espace un peu plus vaste […] En fait, je pense que quand on entend parler des Antilles, c'est souvent d'un point de vue occidental. Donc c'est très souvent rattaché du coup, au tourisme principalement, et à ce qu'on peut retrouver dans les médias.
>
> - Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

Les échanges à partir des supports permettent de laisser la place à la nuance, au doute, au changement et au flou. Je peux prendre ici l'exemple de Gary, étudiant en Licence d'Histoire, qui est revenu plusieurs fois « en arrière » dans les supports présentés pour mettre en lien, questionner et confronter les représentations observées. En comparant deux cartes, il revient sur les liens de la Caraïbe avec le continent américain et distingue deux points de vue thématiques pour exprimer le lien de la Caraïbe au continent américain. Dans un premier temps, il discute de la distinction entre la Caraïbe – géographiquement insulaire, formant un arc d'îles avec des similitudes géographiques – et le continent américain. Ensuite, il définit des liens culturels, pour nuancer sa première réponse géographique. Il apporte une nouvelle nuance dans les liens aux espaces et aux cultures américaines et africaines, mais aussi dans la manière de les concevoir comme des liens culturels et/ou ethniques appropriés voir revendiqués :

> Et culturellement c'est … On est très euh afro-centré ici je peux dire ça. Euh même si c'est latino c'est surtout afro-centré, même ici hein d'ailleurs. Peut-être moins à Cuba, mais ici oui, partout. Ici [en montrant l'Amérique du Sud] c'est bien évidemment très hispano-centré […] On l'applique aussi, mais c'est autre chose. C'est vraiment ce qu'ils revendiquent […] Il y a l'ethnie aussi qui joue euh racialement je pense que les gens ici, on ne se reconnaît pas hispaniques du tout, [et eux] ils ne se reconnaissent pas afro-descendants du tout … Je pense que c'est ça qui est une différence. Donc ni géographiquement, ni culturellement, ni ethniquement je pense qu'on peut se comparer à l'Amérique centrale.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Les échanges sur les cartes mentales font apparaître aussi à voir la lecture et l'utilisation parfois contradictoires des objets géographiques. Dans l'entretien mentionné plus haut, Gary distingue géographiquement la Caraïbe du continent américain à partir de critères d'ethnicité ou d'insularité communs aux espaces de l'arc antillais. Il pose un dernier critère pour compléter cette distinction géographique, le fait que, contrairement à la Caraïbe, on retrouve sur le continent américain « des pays au sens géographique ». Autre exemple : en revenant sur la carte mentale du questionnaire qu'elle avait réalisé un an auparavant, Dalia, étudiante en géographie, retrace le fil logique de son tracé qui visait à reproduire la représentation cartographique conventionnelle du continent :

> Ah, mais je sais pourquoi j'ai fait ça ! C'est parce que je me suis dit, Caraïbes c'est pas une région, enfin, ce n'est pas un continent. Du coup, je ne sais pas. J'ai dû beuguer et me dire, je vais en tracer deux pour inclure Caraïbes dans l'Amérique du Sud. Parce que pour moi, Caraïbes, c'est associé à l'Amérique du Sud.
>
> – Dalia, étudiante en Master Géographie, Martinique

Limites et difficultés dans l'usage des cartes mentales

Dans l'ensemble, lors des échanges concernant les cartes mentales réalisées par d'autres étudiant·es, ils et elles ont pleinement considéré les cartes présentées comme des représentations subjectives, ne visant pas à produire des cartes « exactes » ou devant répondre à une consigne attendant une bonne ou une mauvaise réponse. Des rappels fréquents pendant l'entretien de la subjectivité de cet exercice visaient à éloigner autant que possible l'impression d'un exercice scolaire ou d'un test de connaissance.

Cependant, à la marge, quelques postures d' « évaluation » ont été observées, cherchant à identifier des « inexactitudes » dans les cartes mentales produites, en les comparant à des représentations scolaires de la Caraïbe perçues comme « bonnes », ou en les comparant avec leurs propres représentations comme modèle.

Je prends ici l'exemple avec Gabriel. S'il n'a pas réalisé l'exercice de carte mentale lors de l'entretien, car il revendiquait une posture de « terrien », l'observation des cartes mentales produites par d'autres étudiant·es a mis Gabriel dans une posture d'évaluation. En observant les cartes, il pensait la réalisation de la carte mentale comme un exercice, pour lequel il y aurait des stratégies visant à éviter de s'exposer à des inexactitudes :

> Gabriel : [Rire] Il y a un problème là [montre la région nommée UE, et l'Ukraine intégrée dans la région] Un gros problème même [...] Bon, moi j'aurais fait, j'aurais pas fait comme ça ... Je n'aurais pas fait le tracé comme ça. J'aurais plutôt tracé des zones, mais de vraies zones style des cercles. J'aurais pris un cercle, j'aurais mis là un cercle, j'aurais eu un petit cercle pour la France, un gros cercle pour l'Europe.
>
> Camille : Tu n'aurais pas pris les frontières ?
>
> Gabriel : Non. Pourquoi ? Parce que ça, c'est de la stratégie. Je ne vais pas me mettre en danger. Je réponds à un questionnaire, certes, mais je ne veux pas montrer que je ne sais pas. J'ai entouré largement. Et puis je mets un nom qui normalement devrait correspondre à plus ou moins. C'est très précis à certains moments ... C'est dommage quand même de voir ce type tracé avec des étudiants, des étudiants post-bac. C'est surtout ça qui est triste ...
>
> - Échange avec Gabriel, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique

Enfin, une dernière réaction observée révèle la dimension émotionnelle que cet échange peut susciter, dans le sens où les étudiant·es s'exposent à des représentations différentes des leurs, pourtant à propos d'espaces et d'objets communs. Chez certain·es, cela s'exprime par des rires, l'expression d'étonnement. Pour quelqu'un·es, cela a pu provoquer de la tristesse en renvoyant à des expériences d'exclusion de leurs pays ou territoires d'origine. Dans un cas, cela a suscité de la colère. En effet, l'échange avec Jean s'est justement tendu au moment de la discussion sur les cartes mentales, s'exprimant par l'usage répété de « bouton stop » :

> Jean : Toutes les réponses qui ne sont pas dans l'espace caribéen, ça me surprend. Oui ça m'étonne. Comme j'ai dit je suis pas j'ai pas … l'idée que certains se soient déplacés, et cetera n'a pas … Ça ne m'est pas venu à l'esprit
>
> Camille : Mais même sans forcément se déplacer, il y a quelques étudiants qui sont nés ici, qui ont grandi ici, qui étudient ici et qui ont entouré, par exemple, la Martinique ou la Guadeloupe, et en plus sont allés entourer un autre endroit
>
> Jean : Alors là, bouton stop encore. Je ne suis pas d'accord puisqu'il faut revenir à la question. La question initiale. La question initiale, c'est dans quel endroit du monde tu vis. Si par exemple, dans leur for intérieur, ils se sentent vivre ailleurs là, il y a un gros problème psychologique, puisque là on est sur le plan géographique, on est sur le plan réel. On est sur le plan réel réel pour faire un pléonasme, un gros pléonasme même. Non, c'est pas il faut, ils ne peuvent pas. Enfin, ils répondent ce qu'ils veulent, mais …
>
> Camille : C'est des gens qui sont nés ici par exemple, ont grandi ici, mais disent que leur identité, elle est complexe et que du coup
>
> Jean : Nan nan nan nan
>
> Camille : En fait, ils m'expliquent leur interprétation de la question. Je ne peux pas dire que c'est vrai ou c'est faux
>
> Jean : Je ne suis pas d'accord je ne suis pas d'accord. Je ne dis pas non plus que c'est vrai ou que c'est faux. Je ne suis pas d'accord avec ces personnes-là. Je suis, je suis contradictoire par rapport à ça. Et je ne suis pas content d'entendre quelque chose comme ça non plus. C'est vraiment une aberration à mon sens, puisque c'est une étude géographique. Géographiquement, quelqu'un doit savoir où tu vis ou pour l'instant là ? La personne elle habite en Martinique. J'ai entouré l'espace caribéen, parce que c'était pas … j'ai entouré là. Nan nan nan, je ne suis pas d'accord avec ça [Rire] Tu habites en Martinique, point barre.
>
> – Échange avec Jean, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique

Pour lui, toute interprétation de la question qui ne serait pas l'expression exacte de la localisation géographique au-delà de la Caraïbe, serait erronée. Il renvoie à la tension entre espace vécu et espace perçu dans sa lecture : il donne le sens des espaces représentés comme support des pratiques, de ses propres pratiques, et pas d'un espace pouvant être perçu, abstrait (Frémont, 1976). J'émets l'hypothèse que c'est la carte mentale présentée comme support d'échange qui peut provoquer cette difficulté chez lui.

2.3. Construction des savoirs : multiplier les points de vue

Le dispositif méthodologique est complété par un dernier volet dont l'objectif est de multiplier les points de vue, d'appréhender les sources, mais aussi les points de projection des imaginaires étudiants dans une démarche de va-et-vient entre les matériaux.

En reprenant l'idée de Denis E. Cosgrove et Veronica della Dora (2005) et de Derek Gregory (1994), les imaginaires géographiques sont à appréhender comme l'intersection du pouvoir, du savoir et de

l'espace dans un contexte social et historique donné. La hiérarchisation, la délimitation et l'altérisation comme logique de production des savoirs participent à définir les imaginaires géographiques de lectures eurocentrées telles que l'Orientalisme (Mamadouh, 2022). Je m'intéresse ici aux savoirs, aux connaissances et aux discours en tant qu'objets politiques vecteurs de représentations, par leur rhétorique et leur performance dans les imaginaires (Benwell, Pennell, Pinkerton, 2024 ; Ó Tuathail, Hyndman, MacDonald, Gilbert, Mamadouh, 2010). Ce volet mobilisé de manière complémentaire aux deux précédents corpus se compose de trois entrées.

La première entrée a pour but de prendre en compte la place et le rôle des productions académiques et scientifiques dans les imaginaires, d'appréhender les productions épistémiques et les rapports de dominations par les savoirs. Pour cela, une analyse bibliométrique des productions académiques est réalisée.

Elle est ensuite complétée par une étude transversale des représentations scolaires, construite en articulation de ces productions académiques. Elle permet d'interroger ces sphères de production, de diffusion et de reconnaissance des savoirs scientifiques et scolaires.

Dans la troisième entrée, je propose une analyse des représentations macrorégionales proposées sur Wikipédia, plateforme encyclopédique parmi les plus utilisées. Ici Wikipédia est étudiée, au même titre que les corpus académiques et scolaires, en tant que communauté épistémique (Dabestani et al., 2024 ; Sahut, 2014). Les composantes de cette première entrée permettent d'appréhender leurs places et leurs rôles dans les représentations étudiantes, mais aussi d'observer les inégalités épistémiques en tant que « type particulier d'inégalité qui se manifeste dans l'accès, la reconnaissance et la production des savoirs et des différentes formes d'ignorance » (Godrie, Dos Santos, 2017, p. 7).

Enfin, de manière complémentaire, les discours institutionnels sont intégrés à chaque étape de l'analyse dans le but de replacer les imaginaires macrorégionaux des étudiant·es dans les contextes politiques et institutionnels qui les concernent. Il s'agit tout particulièrement des discours et des récits produits sur la Caraïbe, sur les positionnements et les relations de la Martinique et de la Guadeloupe avec des entités macrorégionales et nationales plus ou moins distantes sont intégrés en contrepoint. L'objectif est d'appréhender les récits macrorégionaux et nationaux dominants et auto-légitimés, « d'entendre la mise en récit du territoire faite par des acteurs ciblés, à différentes échelles. » (Lécuyer, 2022). Pour le dire autrement, j'intègre le poids des structures dans les pratiques et les représentations des étudiant·es, mais aussi pour observer dans quelle mesure ils et elles les mobilisent, les contournent ou se les approprient.

2.3.1. Productions académiques : analyse de données bibliométriques

Un volet d'analyse sur les productions académiques est intégré au protocole méthodologique sur l'analyse des enjeux épistémiques. Pour analyser la production académique, j'intègre une analyse des données bibliométriques des travaux étudiant la Caraïbe, puis les Antilles en tant qu'ensemble ou espace d'ancrage principalement mobilisés par les étudiant·es. L'objectif est de visualiser et d'analyser la production et la collaboration scientifiques sur la Caraïbe, je mobilise l'application de scientométrie spatiale en ligne NETSCITY[116] développée par Marion Maisonobe, Laurent Jégou, Nikita Yakimovich et Guillaume Cabanac (Maisonobe, Jégou, Yakimovich, Cabanac, 2019). L'outil s'appuie sur des données bibliométriques afin de mesurer la production et l'intensité des collaborations à l'échelle des zones urbaines, en géocodant les adresses associées aux institutions des auteur·rices, une échelle de plus en plus mise en avant depuis les années 2000 dans la production scientifique et la multiplication des classements de villes (*ibid.*).

L'application propose des liens directs pour constituer une base de données bibliométriques depuis les plateformes de recensement d'information scientifique *Web of Science* (*WOS*[117]) ou encore Scopus. La plateforme *Web of Science* (*WOS*), gérée par Clarivate, recense les articles scientifiques publiés dans les principales revues scientifiques du monde. Elle permet d'accéder à d'autres bases de données (notamment SciELO, *Scientific Electronic Library Online*), mais présente la limite principale de mieux recenser les travaux en STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) que ceux en SHS (Sciences Humaines et Sociales). *WOS* permet d'étudier la science publiée. Il s'agit donc d'une étape plus restreinte de l'activité scientifique, mais bien souvent aussi son aboutissement et celle qui est la plus étudiée en scientométrie. Scopus est, elle, considérée comme la base la plus complète les SHS (Bordignon, 2015), mais les récentes décisions du CNRS et des institutions sous tutelles ont conduit à l'arrêt du financement des accès à l'application[118].

La recherche d'une base bibliométrique pour les travaux français et francophones, accessible et suffisamment fournie en ressources en SHS a donc mené au choix de deux plateformes. Les bases de données constituées dans la suite de l'analyse sont donc construites, d'une part, à partir de HAL[119], la plateforme en ligne de dépôt et de diffusion des publications scientifiques (articles, thèses, rapport, etc.), créée en 2001 par le CNRS via le Centre pour la communication scientifique directe (CCSD). D'autre part, je m'appuie sur la plateforme Thèses.fr, notamment pour intégrer les recherches en cours et donc les projections dans toutes les entrées disciplinaires. Thèses.fr recense les thèses de

---

[116] Accès à l'application NETSCITY [URL].
[117] Accès à la plateforme *Web of Science* [URL].
[118] Article « Le CNRS se désabonne de la base de publications Scopus », 11 janvier 2024 [URL].
[119] Accès à la plateforme HAL [URL].

doctorat préparées et soutenues au sein des établissements de l'enseignement supérieur français ou en partenariat avec des institutions françaises depuis 1985.

Ces deux bases de données rendent compte d'étapes différentes de la recherche et ont des caractéristiques distinctes : Thèses.fr permet d'étudier le travail de recherche en cours et achevé, tandis que HAL donne accès à du travail de recherche plutôt publié, mais est tributaire des dépôts réalisés par les chercheur·euses, sans doute davantage systématique actuellement dans la mesure où ils sont utilisés dans les politiques d'évaluation de la recherche. Malgré cette hétérogénéité, ces analyses permettent d'avoir un premier aperçu et un panorama de la recherche scientifique française sur la Caraïbe du dernier demi-siècle.

Les analyses bibliométriques présentées sont donc appuyées sur WOS, HAL et Thèses.fr[120] (Tableau 5).

Tableau 5 | Synthèse des bases de données utilisées pour l'analyse bibliométrique sur la Caraïbe

Plateforme	Disciplines majoritaires	Intérêt
Web of Science / SciELO	Sciences « dures »	Grand nombre de références, vocation internationale (focus francophone ici), revues payantes notamment, focus sciences dures et dans une moindre mesure en SHS (*via* SciELO)
HAL	Sciences humaines et sociales	Recherche française, de plus en plus renseignée, diversité des supports, science ouverte
Thèses.fr	Toutes	Recherches en cours et projections, évolutions des approches

La base ainsi constituée fait l'objet d'une méthodologie d'analyse bibliométrique, de l'extraction aux analyses avec NETSCITY en passant par différentes étapes de nettoyage des données (**Encadré 5**).

Encadré 5 | Méthodologie des analyses bibliométriques réalisées

L'analyse bibliométrique réalisée peut être décrite en sept étapes :

1. Extraction des données sur la base bibliométrique choisie (HAL, *WOS*, Thèses.fr) en fonction des critères choisis en fonction de mots-clés (« Caraïbe » intégrant la version au pluriel[121]) selon leur place (ici, les termes sont recherchés dans le titre, dans le résumé ou dans ses index), des types de production (articles publiés, ouvrages, *datapapers*, thèses, résumés et synthèses, etc.), de la recherche sur d'autres bases complémentaires (SciELO *via WOS*) ou encore de la langue de la référence (français, anglais, etc.).
2. Mise en forme de la base de données extraite :
   - Suppression des travaux sans adresse renseignée
   - Pour les travaux où plus de deux adresses sont renseignées, renvoyant des co-auteurs de différentes institutions, la base doit être retravaillée. Toutes les adresses d'une production sont saisies dans une même cellule de tableur. Il est nécessaire de dupliquer chaque production autant de fois qu'il y a d'adresse afin de n'en conserver plus qu'une

[120] Les bases de données couvrent des champs disciplinaires différents et des productions de nature différente (thèses en cours, soutenues ou publications), mais il existe un risque que des doublons soient apparaissent entre les bases de données.
[121] Les requêtes exactes sont précisées dans les visuels des analyses (cf. Chapitre 3).

pour chaque ligne, en conservant bien le même identifiant. Cette étape permet notamment de réaliser les analyses des collaborations scientifiques.

3. Import dans l'application NETSCITY
4. Géocodage :
   - L'application réalise automatiquement le géocodage des adresses de la base de données.
   - Pour les adresses n'ayant pas pu être géocodées (villes non localisées, confusion entre ville/pays, institutions de noms différents de la ville associée, erreurs dans les pays, etc.), NETSCITY produit une liste des adresses à corriger directement sur l'application. Il s'agit donc de renseigner manuellement les adresses non géocodées et de relancer le géocodage.
5. Analyse des données. NETSCITY génère les tableaux de données et des cartes pour ces l'analyse en stock (production scientifique par aire urbaine) et de flux (collaborations scientifiques entre les aires urbaines).
6. Export des tableaux et des cartes de production et de collaboration scientifiques.
7. Analyse et synthèse des données via R et tableur, et mise en forme des cartes via des outils de dessin vectoriel.

Les analyses réalisées permettent de visualiser la spatialité des productions scientifiques de trois éléments. Tout d'abord, il est possible d'observer le nombre de publications mobilisant le ou les termes choisis à partir des adresses institutionnelles des établissements de rattachement du ou des auteur·rices de la publication. Ensuite, lorsque les publications sont co-écrites, il s'agit de représenter spatialement les réseaux de collaborations. Enfin, l'ensemble est complété par l'étude des catégories lexicales et thématiques associées aux auteur·rices de la publication.

Ce protocole d'analyse a ainsi pour objectif d'appréhender les lieux, les réseaux et les ancrages disciplinaires des savoirs produits dans le champ académique sur les espaces caribéens et antillais dans les recherches françaises et francophones. Si des recherches très approfondies seraient possibles et nécessaires, l'idée est, dans le cas de ce travail, d'apporter un éclairage sur la production académique au sein de la production de savoirs auxquelles sont exposés les étudiant·es en tant qu' « apprenant·es » dans le cadre de leur formation universitaire et scolaire, mais aussi en tant que possible producteur·rices de ces savoirs, dont ces références pourraient constituer les bases.

2.3.2. Pratiques et représentations scolaires

De manière complémentaire à la production académique et transversale dans l'analyse des imaginaires macrorégionaux des étudiant·es, j'interroge les liens aux pratiques et aux représentations scolaires.

Contrairement à l'assignation commune des enfants aux espaces locaux et quotidiens, les enfants construisent leurs représentations du monde et des petites échelles, que ce soit dans la sphère familiale ou scolaire (Ott, 2023). Après au minimum une quinzaine d'années de scolarisation avant les études supérieures, les pratiques et les représentations de l'espace données à voir et structurant les contenus scolaires ont une influence déterminante dans les manières de voir le monde pour les étudiant·es. L'école joue un rôle dans la construction des imaginaires socio-spatiaux et dans l'expression des identités collectives et individuelles. À ce titre, pour le Ministère de l'Éducation nationale, la géographie scolaire « participe à la construction et à la recomposition de cet imaginaire en apportant aux élèves des connaissances et des outils leur permettant de comprendre le monde dans lequel ils vivent […] d'aider "l'élève à penser le monde'' […] Il participe donc de la construction de l'élève en tant qu'habitant" » (Ministère de l'Éducation nationale, 2018 cité par Bédouret et al., 2022). Elle s'alimente d'images, de récits sur les espaces, les paysages qui mêlent des enjeux éducatifs, mais aussi les rapports aux univers intimes (Bédouret et al., 2022) des élèves, étudiant·es comme des enseignant·es.

Que ce soit les contenus pédagogiques ou les supports cartographiques associés, ils ont une influence majeure dans la transmission des récits géographiques et géopolitiques définis dans les programmes scolaires (Cosgrove, Della Dora, 2005 ; Gieseking, 2017). Ils s'inscrivent dans une pensée cartésienne de l'espace, en tant que support d'objets géographiques (continents, pays, villes, etc.) et institutionnels (État-nation depuis la IIIe République) (Ott, 2023 ; Thémines, 2016b). Comme le montre Anne-Cécile Ott (2023), même si ces contenus se concentrent autour d'objets dépolitisés, les échelles locales, quotidiennes et individuelles, ils n'en restent pas moins politiques, par exemple en se concentrant davantage sur les grandes perturbations que sur les causes structurelles dans la lecture du monde. Ils le sont également parce que les plus jeunes repolitisent, complexifient et diversifient leurs représentations et ces objets géographiques et institutionnels (Ott, 2023).

L'institution scolaire, la culture scolaire et l'histoire-géographie jouent un rôle majeur dans la transmission des récits sur la nation, le territoire ou le monde (Thémines, 2016a). Dans le cas des territoires d'Outre-mer, ils ont été mobilisés dans l'assimilation des territoires colonisés dans l'ensemble national et la reproduction de la domination coloniale (Fayot Chalcou, 2002). Les programmes d'Histoire-Géographie dans les Outre-mer français et leurs évolutions traduisent le rapport de l'État à ces territoires, aux débats qui les traversent. Depuis la départementalisation, la

prise en compte de ces territoires est pensée dans une démarche politique assimilationniste visant à les faire « entrer dans la République » (Maurice, Salaün, 2020). Cela prend la forme d'une adaptation des programmes d'histoire-géographie, mais aussi de l'enseignement du créole (option dans le secondaire et CAPES de Créole créé en 2002). Les critiques et les appropriations des enseignant·es et des élèves, étudiant·es dans les pratiques, ainsi que les relations de l'enseignement de l'Histoire-Géographie avec les questions sociales qui évoluent au fil des transformations depuis 1946 (Fayot Chalcou, 2002).

Les chapitres 4, 5 et 6 appréhendent le rôle et la place des représentations scolaires dans les imaginaires mobilisés par les étudiant·es. Il s'agit de prendre en compte les représentations des étudiant·es construites tout au long de leur expérience passée d'élèves. Cependant, au fil des entretiens, il s'est avéré qu'une autre dimension était à analyser autour des pratiques et des représentations scolaires : près d'un quart des étudiant·es enquêté·es par entretien sont inscrit·es ou sortent tout juste d'une formation MEEF et un autre quart a évoqué lors des entretiens un intérêt pour les métiers de l'enseignement pour leurs orientations futures. J'ai donc également analysé les manières dont leurs représentations de l'école et des contenus (géographiques) sont perçus par ce changement de posture. Je reviens sur la dimension évolutive et prospective des programmes tels qu'ils sont perçus et mobilisés.

Plusieurs entretiens complémentaires ont été réalisés dans le but de mieux appréhender les enjeux scolaires et universitaires, autant dans les programmes que dans les dispositifs scolaires et de mobilité existants. En décembre 2022, un entretien a été réalisé avec une ancienne Inspectrice d'académie et Inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-Géographie pour les académies de Martinique et de Guadeloupe. Cet échange a notamment permis de contextualiser les enjeux relatifs aux représentations de la Caraïbe dans les programmes scolaires et de mieux appréhender les analyses des entretiens étudiants ensuite. Concernant les mobilités étudiantes, plusieurs demandes d'entretiens ont été faites auprès des services de l'État et des services universitaires dédiés, sans aucune réponse. Cependant, deux membres de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs (cf. Chapitre 6) ont accepté de m'éclairer sur les dispositifs de mobilité dédiés à la jeunesse et leurs mises en application (entretiens réalisés en novembre et décembre 2022).

2.3.3. Représentations du monde et de la Caraïbe sur Wikipédia

Parmi les dix sites les plus consultés au monde, Wikipédia est un vecteur important de la connaissance pour une partie très large de la population. La plateforme encyclopédique en ligne, ouverte et collaborative née en 2001[122] s'articule entre ses utilisateur·rices et des contributeur·rices, créant les pages de l'encyclopédie. Wikipédia repose sur cinq principes fondateurs[123] : (1) Wikipédia est une encyclopédie, (2) Wikipédia recherche la neutralité de point de vue, (3) Wikipédia est publiée sous licence libre, (4) Wikipédia est un projet collaboratif qui suit des règles de savoir-vivre et (5) Wikipédia n'a pas d'autres règles fixes. Ces principes forment le code d'une « culture wikipédienne », autour d'un respect des règles flexible (Kopf, 2018).

L'utilisation de sources externes – codifiées, encadrées et références – permettant de maintenir l'anonymat (et donc sans afficher l'expertise des auteur·rices), de ne pas dépendre d'une instance centralisée et experte et d'écarter des « prises de position partisanes » (Doutreix, 2018), est ainsi la clé de voûte des contenus encyclopédiques. Ils reposent également sur un principe de neutralité des sources (autrement appelé NPOV pour « Neutralité de point de vue ») (Sahut, 2016) visant à faire coexister des approches plurielles sur chaque sujet.

Cependant, ces principes, ces règles et ces précautions n'empêchent pas des débats, mais aussi des conflits sur l'application de ces règles et sur les contenus. Wikipédia peut apparaître comme un espace du discours politique, militant et idéologique, au sein de trajectoires en ligne et hors-ligne (Vermeirsche, 2025). Il agit comme un miroir de la société, reproduisant les inégalités structurelles et peut aussi les amplifier (Ferran-Ferrer, Boté-Vericad, Minguillón, 2023). C'est notamment le cas des inégalités de genre sur l'encyclopédie, autant parmi les contributeur·rices[124] qu'en termes de présence des femmes et plus largement de toutes les minorités dans les pages biographiques. Cela se manifeste par des stéréotypes genrés dans les sources mobilisées, les thématiques abordées, les biais linguistiques, etc. (Llamas, Castro, 2021 ; Sichler, Prommer, 2014 ; Wagner, Graells-Garrido, Garcia, Menczer, 2016) et les manières dont Wikipédia et ses règles d'admission reproduisent ou renforcent ces inégalités (Adams, Brückner, Naslund, 2019).

Par l'intermédiaire des pages biographiques de figures scientifiques, des pages liées à des champs disciplinaires ou encore à des concepts, Wikipédia participe à la construction des histoires disciplinaires (Luo, Adams, Brueckner, 2018), de leurs géographies et reproduit les inégalités

---

[122] Wikipédia, créé par Larry Sanger et Jimmy Wales en 2001, d'abord sous le nom Nupédia, comme plateforme d'experts.
[123] Page « Wikipédia : Principes fondateurs », consultée en août 2025 [URL].
[124] Depuis les années 2010, des travaux analysent ces inégalités de genre parmi les contributeur·rices, entre 13 et 23% selon les versions linguistiques (Sahut, 2015).

existantes (Dabestani et al., 2024). Le projet multilingue qu'est Wikipédia participe également à la reproduction des rapports de pouvoirs géopolitiques, entre des versions linguistiques inégales en termes de contenus ou de règles, mais aussi de liens entre les versions (Mamadouh, 2020). Malgré la domination du Wikipédia anglophone, Wikipédia donne une place aux langues régionales.

J'ai ainsi réalisé des analyses des contenus sur deux ensembles. Tout d'abord, une étude des représentations sémiotiques et discursives des découpages du monde sur la Wikipédia francophone. L'idée est d'observer comment le monde est présenté et structuré sur la plateforme : l'arborescence des pages articulant les découpages, les échelles et les configurations spatiales mises en avant ou encore les productions cartographiques.

Ensuite, je me suis intéressée à la principale macrorégion mobilisée par les étudiant·es : la Caraïbe. Des analyses lexicométriques de la page francophone et anglophone afin d'identifier les registres thématiques et discursifs, de les mettre en regard avec les autres corpus.

Conclusion

Tout au long de la construction, ainsi que de l'évolution méthodologique et théorique de cette thèse, l'appréhension d'objets spatiaux flous et subjectifs est demeurée au cœur de la démarche. Les processus de construction, d'expression et les questionnements associés aux imaginaires macrorégionaux soulèvent des enjeux sociaux et politiques. L'objectif a été de trouver un équilibre entre l'ancrage de la thèse au sein du projet de recherche – aux enjeux et apports théoriques et quantitatifs apportés – et l'introduction progressive des étudiant·es et leurs expériences au cœur de ma démarche.

Le protocole présenté ici vise, d'une part, à appréhender les imaginaires macrorégionaux en cherchant à opérationnaliser des spatialisations complexes, floues et subjectives (Quesnot, 2024), par l'articulation entre l'enquête par questionnaire et par entretien. D'autre part, les méthodes et les corpus complémentaires sur les savoirs et les discours institutionnels auxquels sont exposé·es les étudiant·es permettent de prendre en compte la profondeur temporelle et politique qui sous-tend les pratiques et les représentations de ces objets. En mesurant le poids des structures et des institutions, il s'agit d'appréhender les appropriations propres aux étudiant·es, en Martinique et en Guadeloupe, autant par leurs expériences que par leurs projections.

Sommaire du chapitre 3

1. La Caraïbe comme objet « naturel » et géopolitique exogène 130

1.1. Interstice dans les représentations du monde 130

1.2. La Caraïbe comme frontière impériale 137

2. La Caraïbe comme objet de recherche et ses diffusions 144

2.1. Production de savoirs sur la Caraïbe 144

2.2. Les représentations du monde et de la Caraïbe sur Wikipédia 156

3. Questionner les constructions exogènes et appropriation de la Caraïbe 171

3.1. La Caraïbe comme objet socio-spatial flou : dépasser les définitions exogènes 171

3.2. Identités et appartenances macrorégionales dans la Caraïbe 183

Conclusion 188

Chapitre 3 | Représentations et savoirs sur les macrorégions : la Caraïbe comme objet pluriel

Les macrorégions comme la Caraïbe sont construites et mises en récit. Elles sont historiquement influencées par l'idée d'un découpage du monde « naturel », notamment autour de l'objet géographique du « continent », défini dans le langage courant comme « vaste étendue de terre émergée, considérée comme une partie du monde et à laquelle on rattache les îles proches » (Larousse.fr) ou « conformément à son étymologie (*cum tenere*, tenir ensemble), [comme] une immense étendue de terres émergées » (Géoconfluences). Des travaux comme ceux de Christian Grataloup ou Martin W. Lewis et Kären Wigen (Grataloup, 2009, 2011 ; Lewis, Wigen, 1997) montrent la place de cet objet dans les représentations du monde : son utilisation produit une homogénéisation des populations dans ces ensembles, leur hiérarchisation ainsi qu'un référentiel des représentations du monde et de ses découpages imposés par le regard européen et occidental. La construction de l'objet « continent » s'opère autant dans les sphères géopolitiques et des relations internationales que dans les sphères scientifiques, médiatiques ou culturelles (Didelon, 2013).

Comme le signale la suite de la définition issue du glossaire de Géoconfluences, le continent « se distingue donc des îles et archipels, isolés des autres terres par la mer ». Ceux-ci semblent donc ignorés par ce découpage continental et les analyses qui en découlent. Or, dans la mesure où il s'agit du principal objet géographique utilisé pour appréhender le monde, qu'en est-il de ces espaces qui n'ont pas l'« évidence géographique » des continents (van Schendel, 2002) ? Autrement dit, comment ce modèle, cette norme continentale utilisée pour lire les petites échelles du monde, influencent-ils la construction des grilles de lecture des espaces maritimes, à l'interface entre espace insulaire et continental ? Qu'en est-il pour des espaces pluriels, hétérogènes, construits de façon exogène par des violences, appropriés historiquement et institutionnellement de multiples manières, tels que les espaces anciennement colonisés ?

L'objectif du chapitre est ainsi d'appréhender les principaux imaginaires macrorégionaux produits sur une macrorégion au positionnement complexe du point de vue de ces questionnements : la Caraïbe. Sans viser l'exhaustivité que permettrait une démarche historique ou scientométrique, ce chapitre vise à dresser un panorama des désignations et des représentations pour appréhender la profondeur des imaginaires en jeu chez les étudiant·es.

Je choisis ici de me concentrer sur cet objet dans la mesure où il constitue l'entité spatiale la plus centrale dans les matériaux collectés et du fait de ses caractéristiques particulières du point de vue du questionnement. La Caraïbe est en effet considérée à la fois comme un espace de « marge », une « périphérie » ou encore un « interstice » dans les représentations du monde (1). Elle a pourtant une situation et une structure géographique d'interface ou de centralité américaine. Cet espace macrorégional, d'abord habité par des populations autochtones successives – Arawaks et Karibs –, et colonisé par les Européens depuis les XVIe et XVIIe siècles, est au cœur de mobilités forcées par la mise en esclavage de populations africaines. D'autres mobilités ont ensuite marqué la région, avec la mise en place de travail forcé de populations indiennes ou chinoises, ainsi que l'arrivée de mobilités libanaises et syriennes à la fin du XIXe siècle (Palmiste, Zancarini-Fournel, 2019). Le contexte caribéen forme un ensemble d'une trentaine d'États et de territoires (Figure 12) aux configurations géographiques, politiques et culturelles multiples, dont certains sont associés à divers degrés à des métropoles éloignées (France, Royaume-Uni, Pays-Bas). Considérée comme une « mésostructure régionale du continent américain » (Demyk, 2005, p. 63), la délimitation même de cet espace caraïbe est complexe et variable selon les enjeux, les approches choisies (historique, culturelle, géographique, géopolitique), selon les périodes et la situation de son auteur (*ibid.*).

Partant de ce constat, j'ai choisi d'explorer différents corpus de production de savoirs académiques et encyclopédiques sur la Caraïbe de façon à caractériser, contextualiser et historiciser la construction de cet espace caribéen : littérature scientifique, notamment francophone ou encore Wikipédia (2). D'autres instances de production de savoirs sur la Caraïbe qui remobilisent et revisitent les savoirs développés dans ce chapitre seront analysées dans les chapitres suivants, notamment celles les plus importantes pour le public étudiant : l'école, la socialisation à et par les mobilités, etc. (cf. Chapitre 6).

Au-delà des processus exogènes de construction de la Caraïbe, je propose ainsi de revenir sur les débats d'auteurs dont les travaux visent à analyser, à complexifier et à dépasser les grilles de lecture occidentales imposées que la sociologue étatsunienne Mimi Sheller (2003) décrit un espace « consommé » par l'Europe et les États-Unis (3). À partir de ces conceptions théoriques de la Caraïbe issues de la littérature scientifique, il est possible d'interroger les rapports aux identités et aux appartenances qui se jouent dans, autour et à travers cet espace ainsi que les projets de construction politiques d'une région Caraïbe et/ou d'États caraïbes indépendants.

Figure 12 | Carte de localisation des États et territoires dans la Caraïbe

1. La Caraïbe comme objet « naturel » et géopolitique exogène

Comme le résume le politiste guadeloupéen Éric Nabajoth (2002) : « L'espace caraïbe, au-delà de la géographie, peine à s'identifier, tant il est l'expression de la fragmentation et de la balkanisation ». Que ce soit du fait du colonialisme et des fragmentations culturelles et politiques, des indépendances ou des régionalismes engendrés par la même occasion, la géographie politique de la Caraïbe a connu des changements majeurs depuis les années 1960 (Sanguin, 2005). Dans les faits, les logiques impériales se dessinent toujours malgré ces reconfigurations (Rosière, Cataruzza, 2010).

J'analyse d'abord la construction exogène de la Caraïbe comme objet géographique et la production des imaginaires qui lui sont associés au fil du temps, ainsi que la façon dont ils sont projetés dans l'espace. L'objectif est de rendre compte de ses constructions sémantiques – ce que signifie et a signifié « la Caraïbe », ses traductions et synonymes – et spatiales – la délimitation et les formes spatiales associées à cette catégorie –, celles-ci pouvant servir de support aux lectures déterministes, mais aussi d'interstices complexes ou ignorés dans les représentations du monde, notamment françaises (1.1). Je reviens sur le processus de construction de cet objet comme frontière impériale plurielle, d'abord par les grands récits des métropoles des empires coloniaux européens, puis par l'impérialisme et l'ingérence des États-Unis, mais aussi produit de manière circulatoire (1.2).

1.1. Interstice dans les représentations du monde

Dans l'exercice de découpage du monde produit dans différentes sphères, la Caraïbe se trouve aux prises avec les limites des lectures normées par l'objet « continent ». L'espace caribéen, en tant qu'ensemble insulaire localisé entre deux continents ou sous-continents pose « problème » aux représentations du monde par ces normes occidentales. Il en va de même pour d'autres espaces, dont certaines configurations géographiques et politiques peuvent pour tout ou partie ressembler à celles de la Caraïbe, comme l'Océanie par exemple. Que cela soit sur le plan sémantique ou de sa délimitation spatiale, la Caraïbe est construite dans le temps de manière exogène. Cette construction peut prendre plusieurs formes, que ce soit par l'intermédiaire de lectures déterministes ou par l'oubli et l'ignorance. Certaines analyses des représentations du monde montrent également le flou ou l'interstice qu'elle représente dans les imaginaires.

1.1.1. Caraïbe(s), Antilles et West Indies : retour sur une construction sémantique

Dans *Une géographie populaire de la Caraïbe* publié en 2014, Romain Cruse entame la première partie de son ouvrage par le questionnement suivant :

> « Qu'est-ce que la Caraïbe ? La réponse à cette question paraît simple au premier abord tant il est facile de pointer du doigt cette région sur une carte. Mais regardons cela plus en détail : la Caraïbe désigne-t-elle la même région que les Antilles ? L'Amérique centrale, avec ses capitales et ses grandes villes ouvertes sur l'océan Pacifique, donnant l'impression que l'isthme tourne littéralement le dos à la mer des Antilles, appartient-elle tout de même à la Caraïbe ? La Colombie, ce pays charnière décrit dans les cercles diplomatiques nord-américains comme la « clé des Amériques », est-elle un territoire caribéen ? » (Cruse, 2014, p. 39)

Il souligne la fausse évidence de la définition de la Caraïbe, autant sur le plan sémantique, que sur le plan spatial, mais aussi politique et institutionnel. En commençant par la dénomination même de la macrorégion, il existe plusieurs terminologies variant selon les langues et les territoires au sein même de la Caraïbe : Caraïbe, *Caribe*, *Caraïben* ou encore *Caribbean* respectivement dans les espaces francophones, hispanophones, néerlandophones ou anglophones. Sans que cela soit exclusif, ces terminologies renvoient plutôt à la description de la région dans son ensemble. Pour un locuteur anglophone, *Caribbean* représente l'image de l'archipel bordant la mer des Caraïbes. S'il se trouve dans le CARICOM, il peut ajouter le Guyana et le Belize (Ashby, 2013). Des locuteurs hispanophones ou francophones n'entendront pas la même chose par « *Caribe* » – correspondant aux îles hispanophones de l'archipel ou en ajoutant les États d'Amérique centrale et du sud sur les côtes de la Mer des Caraïbes – ou « Caraïbe » – correspondant plutôt aux espaces insulaires (Ashby, 2013 ; Girvan, 2000a). Au sein d'une même langue, les usages de ces termes et les réalités désignées par un même mot divergent aussi.

Comme le résume Éric Dubesset, « [l']évolution sémantique du toponyme *Caraïbe* constitue un premier symptôme des erratiques enjeux de pouvoirs que le périmètre qu'il désigne a successivement cristallisé au cours des époques » (Dubesset, 2013). Le terme est hérité de la langue native Tupi-guarani, *Cariba* (aussi écrit *Kariba*) ou *Caniba* (*Kaniba*), issu des mots *carai* (homme) et *be* (puissant) (Dubesset, 2013). Il est d'abord utilisé de manière péjorative par les Arawaks (Tainos) des Grandes Antilles pour désigner les Kalinagos des Petites Antilles (*ibid.*). Les premières traces de son usage européen remonteraient déjà à 1492, dans le journal de Christophe Colomb (Gaztambide-Géigel, 1996). Il est ensuite employé et étendu à la mer (*Caribbean Sea*) au XVIIIe siècle par les colons britanniques. On retrouve cet usage maritime du terme dans les langues françaises et espagnoles, même si l'usage de « mer des Antilles » est majoritaire en France (Gaztambide-Géigel, 1996). Après l'espace maritime, le terme est étendu aux îles environnantes. La région prend alors le nom de « Caribes » (aussi écrit « Caribs », « Karibs ») dans les récits coloniaux. Ils construisent sur ces noms le récit de peuples prétendument anthropophages, justifiant la mise en servitude des populations de la région. C'est au début du XXe siècle que l'usage du nom Caraïbe est généralisé, lors de la transition de l'hégémonie européenne à l'hégémonie étatsunienne (*ibid.*).

L'exonyme « Caraïbe » est progressivement réapproprié par des intellectuel·les et des figures politiques (Girvan, 2000a). En effet, dans les années 1930 et 1940, des figures caribéennes comme Germán Arciniegas, Juan Bosch, Adolphe Roberts ou encore Éric Williams[125] produisent des travaux sur l'histoire de la région « autour de séquences communes : génocide amérindien, colonisation, conquête, esclavage, etc. » (Dubesset, 2013) et diffusent l'appellation de la région associée à ces séquences. À la fin des années 1980, cela mène à la reprise de ce récit régional par l'Unesco dans la publication en six volumes d'une *General History of the Caribbean*, avec comme objectif d'écrire une histoire de la Caraïbe distincte de celle de l'Amérique latine. Portée par des universitaires pour une large partie de la région caribéenne, elle est achevée et publiée en 1993 avant d'être progressivement rééditée[126]. Cette distinction est ensuite reprise par des organismes internationaux tels que l'ONU ou la Banque mondiale pour désigner cette aire[127].

« Caraïbe » désigne ainsi plusieurs localisations (la mer, la région), ses habitant·es premier·ères et actuel·les, mais aussi une famille linguistique (Cruse, 2014 ; Dictionnaire caraïbe-français, p. XLVIII. cité par Palmiste, Zancarini-Fournel, 2019). Pour Élyette Benjamin-Labarthe et Éric Dubesset (2010), sa popularisation n'est pas complète dans la mesure où des dénominations comme « *West Indies* », « Antilles », « Grande Caraïbe » ou « espace caribéen » sont utilisées couramment pour les deux premières, et par les élites politiques pour les deux suivantes (Benjamin-Labarthe, Dubesset, 2010). La multiplication des termes mobilisés pour nommer cette macrorégion – Caraïbe(s), bassin Caraïbe, Antilles, arc antillais, archipel caribéen, *West Indies*, *East Indies*, Amérique insulaire, etc. –, mais aussi pour la délimiter, reste les témoins d'une « vision morcelée marquée par l'empreinte coloniale » (Palmiste, Zancarini-Fournel, 2019). Par exemple, *West Indies* et Antilles sont parfois utilisées de manière interchangeable avec *Caribbean* et Caraïbe (Ashby, 2013). En français, l'usage du pluriel ou du singulier de « Caraïbe » renvoie à des imaginaires différents, probablement liés à la situation de son utilisateur·rice. En effet, si le chercheur martiniquais Romain Cruse relève un usage plus fréquent du singulier que du pluriel, j'ai l'impression depuis l'Hexagone, notamment à partir des questions les plus fréquemment posées lors d'évènements et d'échanges scientifiques dans des

---

[125] Par exemple l'écrivain, journaliste et historien colombien Germán Arciniegas (1900-1999) défendant une l'Amérique latine plurielle et hybride (voir l'article du Monde, 1999 [URL]) ; l'homme politique et écrivain dominicain Juan Bosch (1909-2001) dont il a été le premier président élu démocratiquement (voir l'article du Monde, 2001 [URL]) ; l'écrivain et historien jamaïcain Walter Adolphe Roberts (1886-1962) (voir l'article de la National Library of Jamaica [URL]) ou encore Éric Williams, historien et figure politique de Trinité-et-Tobago – dont il a été le Premier ministre de 1956 à 1981 – connu pour ses analyses des liens entre capitalisme et esclavage (1911 – 1981) (voir l'article de l'Atlas Caraïbe de l'Université de Caen [URL]).

[126] Présentation des ouvrages sur le site de l'Unesco, consulté en août 2025 [URL].

[127] Même la Caraïbe est distinguée de l'Amérique latine, les deux ensembles sont souvent associés l'un à l'autre. Dans le cas de la Banque mondiale, par exemple, parmi les six ensembles géographiques décrivant leurs actions, la Caraïbe figure au sein de l'ensemble « Amérique latine et Caraïbe » (LAC) (Site de la Banque mondiale, consulté en août 2025 [URL]).

sphères non spécialistes de la Caraïbe, d'un usage plus fréquent du pluriel. Cela sera d'ailleurs l'un des points abordés par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe. Pour Cruse, le pluriel mobilise l'imaginaire de la diversité dans la région, tandis que le singulier renvoie à celui de son unité (Cruse, 2014). La Caraïbe a longtemps été décrite par les scientifiques comme « un monde terrien discontinu », illustré par l'usage du pluriel « les Caraïbes » (Dubesset, 2013).

Antilles, *Antillas*, *Antillen* ou *Antilles* désignent quant à eux des espaces plus restreints au sein de la région selon la langue et la situation de son locuteur. Le terme est issu du latin, *Ante* et *Illum*, « avant le continent » en considérant le point de vue d'une route depuis l'Europe. Ainsi, dans l'usage francophone, Antilles sous-entend la description de territoires français. En anglais, le terme reste surtout utilisé dans le cadre universitaire (Cruse, 2014, p. 49-50). Les termes anglais « *West Indies* », ou « Indes occidentales », désignent les territoires anglophones. Ces exonymes sont créés par les Européens lors de leur arrivée dans les Amériques et renvoient à leur erreur de croire avoir atteint le Japon (Cruse, 2014, p. 49).

La pluralité des usages sémantiques associés à cet ensemble reflète également une pluralité de représentations, voire un flou quant aux représentations spatiales de cet ensemble dans le monde. Ce flou n'est pas tant dû à des débats relatifs à la définition de l'ensemble géographique, mais plutôt à l'inadéquation des démarches et des objets géographiques utilisés pour appréhender le monde.

1.1.2. Lectures déterministes des Antilles : méditerranée du « Nouveau Monde » et « poussières d'empire »

D'après Pascal Clerc, les Géographies universelles ont pour projet « de livrer un tableau du monde qui soit le plus complet possible » (Clerc, 2017), elles « présentent la connaissance géographique du Monde et nous renseignent aussi sur diverses manières de faire de la géographie » (Clerc, 2019). Une douzaine d'entre elles sont publiées entre le début du XIXe siècle et la fin du XXe siècle (*ibid.*), dont quatre principales sont généralement retenues (Clerc, 2017), elles constituent donc une source intéressante de la production des savoirs sur l'espace mondial (Chevalier, Mendibil, 1999 ; Marrou, 1998 ; Théry, 2012). Dans ces Géographies universelles, la Caraïbe ne figure jamais comme une région ou comme un sous-ensemble. Si le terme « Caraïbe(s) » apparaît, c'est pour renvoyer à la mer des Caraïbes, aux espaces côtiers ou encore aux populations présentes avant les colonisations européennes. Je présente ici les représentations de la Caraïbe dans les Géographies Universelles d'Élisée Reclus et celle dirigée par Roger Brunet dans la mesure où les deux donnent à voir des

changements majeurs dans les représentations de la région qui résume dans les grandes lignes celles présentées dans les autres projets[128].

Dans la Nouvelle Géographie Universelle d'Élisée Reclus dont la publication se répartit entre 1876 et 1894, l'espace américain est séparé en cinq aires, chacune représentant un tome de l'ensemble : « Amérique boréale », « États-Unis », « Indes occidentales », « Amérique du Sud et les régions andines » ainsi qu' « Amérique du Sud de l'Amazonie et La Plata ». La Caraïbe – qui n'est pas nommée comme telle – est intégrée au sein du tome XVII, publié en 1891 et intitulé « Indes occidentales. Mexique, Isthmes américains, Antilles ». Dans cette lecture, elle est appréhendée à travers la notion de méditerranée : comme une « double méditerranée américaine » (p.1) composée du golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes ou comme une « Amérique méditerranéenne » (p.4). Ce qu'Élisée Reclus nomme les « Petites-Antilles » sont décrits comme un « cordon » ou une « longue digue extérieure » qui séparent le continent de l'Océan Atlantique, « la grande méditerranée du Nouveau Monde » qui « se relient suivant des courbes entre les deux continents du nord et du sud » (Reclus, 1891, p. 2). Si le terme de « méditerranée américaine » sert ici une lecture physique de l'espace caribéen, je reviendrai ensuite sur ce point pour montrer que cet usage de l'expression n'est pas le seul (voir 1.2.2).

Au-delà de la description physique et géomorphologique, l'espace centraméricain et les Antilles apparaissent comme bien distincts des continents nord et sud-américains, sans lien, sans cohésion ou communication entre les peuples et les nations avant la colonisation espagnole. Dans le propos de Reclus, ce sont les colonisations, par « les migrations, les remous et les croisements » (p.4) qu'elles provoquent, qui semblent avoir pu « constituer au moins l'unité politique de la contrée » (Reclus, 1891, p. 7). Plus loin dans le tome, il reconnaît pourtant que les îles des Antilles sont « très inégalement réparties au point de vue politique » (p.837), du fait de leur répartition entre les possessions britanniques, néerlandaises et françaises. Dans cette lecture des Antilles, la Dominique est vue comme le point stratégique, du fait de sa position centrale entre les possessions françaises, la Martinique et l'archipel de la Guadeloupe.

Dans la Géographie Universelle co-rédigée par Roger Brunet et des auteur·rices du GIP RECLUS publiée en 1990, la Caraïbe – toujours sans que l'espace soit nommé comme tel – est insérée dans le troisième volume (sur les dix). Il est nommé « Amérique latine » par Claude Bataillon, Jean-Paul Deler et Hervé Théry. Au sein de ce volume, cet espace apparaît dans la troisième partie intitulée « L'Amérique centrale et les Antilles », d'où émergera l'expression connue de « poussière

[128] À la manière des précédents travaux mentionnés, il serait intéressant de mener une analyse détaillée et systématisée des représentations caribéennes dans chacune des Géographies Universelles.

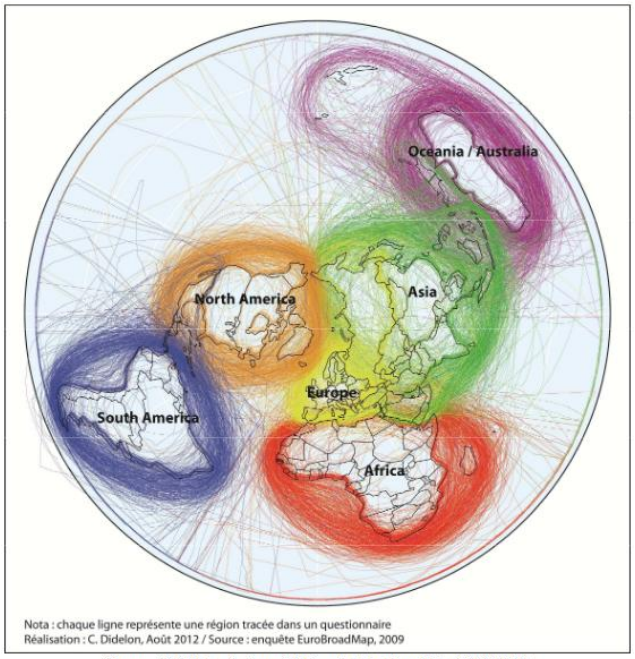
d'empires » utilisée pour décrire les Petites Antilles et la Guyane et reprise dans un chapitre dédié à « l'identité caraïbe » (Bataillon, Deler, Théry, 1994).

Cet espace est ainsi présenté par des lectures naturalisantes et déterministes, qui le réduisent à des particularités géographiques et géomorphologiques, définies vis-à-vis du continent américain, et limitées à une lecture historique depuis et par l'esclavage et la colonisation, ou encore par la fragmentation politique comme spécificité. Ces représentations ont infusé dans la structuration des enseignements de la géographie, et donc dans les représentations géographiques des élèves et des étudiant·es.

1.1.3. Position floue dans les représentations du monde : entre interstices et oublis

Dans les recherches menées en géographie des représentations portant sur le Monde, la Caraïbe apparaît comme un interstice dans les représentations mentales, si ce n'est un espace oublié ou ignoré. À partir des résultats de l'enquête EuroBroadMap sur les découpages du monde réalisés par des étudiant·es dans 18 pays, les analyses cartographiques mettent en avant les espaces où les découpages du monde se recoupent le plus, autrement dit les espaces où les macrorégions semblent floues, clivantes ou oubliées (Beauguitte et al., 2012). Autrement dit, elles apparaissent aux limites des espaces tracés : soit incluses dans la même mesure dans les tracés adjacents, soit non incluses (Figure 13).

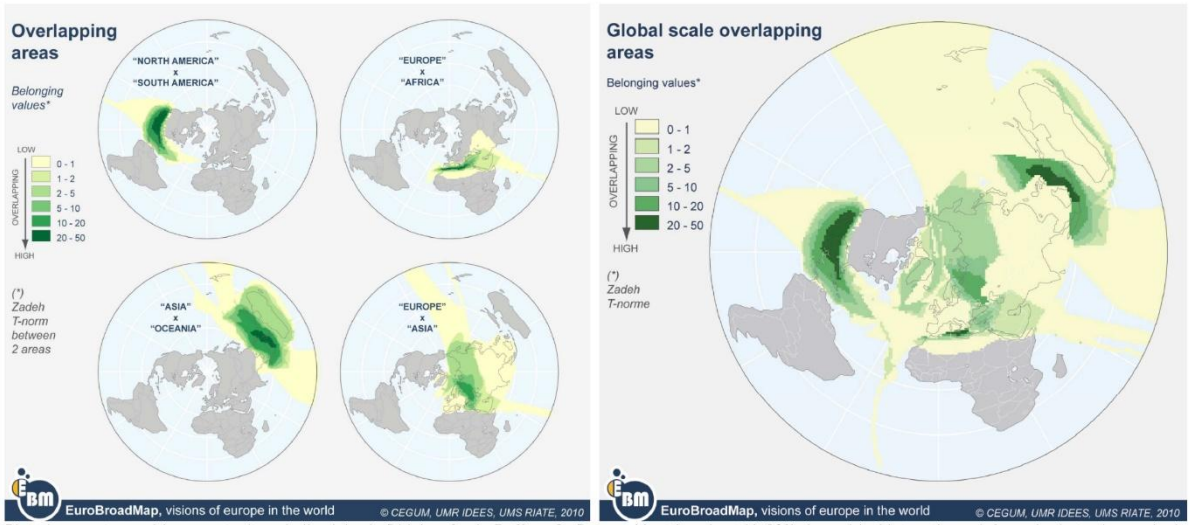
Figure 13 | Synthèse cartographique des découpages du monde dans l'enquête par carte mentale EuroBroadMap (2009-2012)



Source : C. Didelon-Loiseau, 2012, projet EuroBroadMap (2009-2012)

Certaines régions du monde sont relativement consensuelles concernant leurs définitions spatiales (Afrique subsaharienne). D'autres ont au moins une double appartenance, qui peut varier et être marquée par une limite plus ou moins nette. Si l'on prend l'exemple de la frontière États-Unis/Mexique, la limite est nette lorsqu'on sépare les deux Amériques au sud ; floue lorsqu'on les sépare au nord. L'espace entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud semble ainsi flou quant à sa définition ou son association à d'autres régions (Figure 14). C'est en effet l'espace qui accueille le plus de recoupements dans les découpages du monde, avant la mer Méditerranée (Didelon, Ruffray, et al., 2011).

Figure 14 | Zones de superposition des cartes mentales issues de l'enquête EuroBroadMap

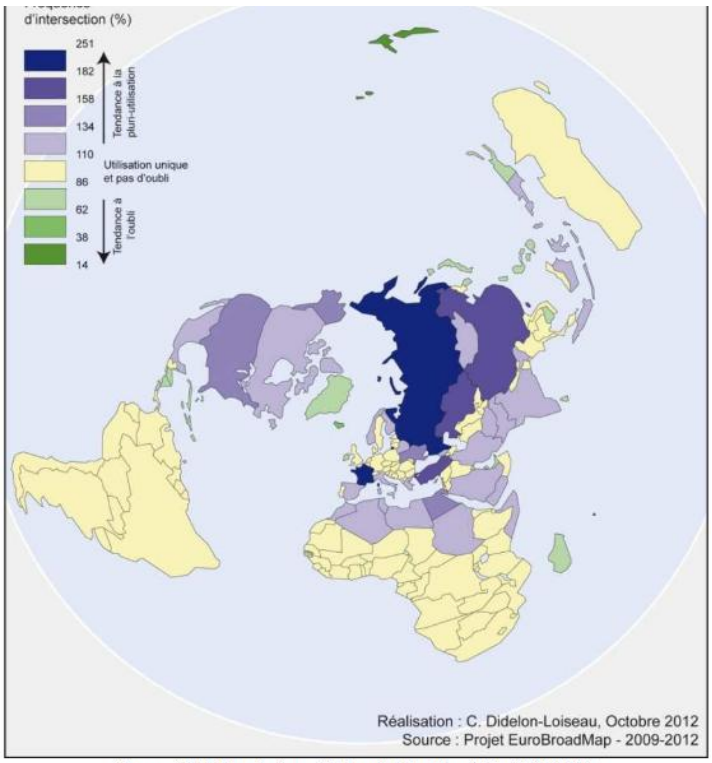


Planches cartographiques extraites de l'article de Didelon C., de Ruffray S., Boquet M. et Lambert N. 2011. A world of interstices: A fuzzy logic to the analysis of interpretative maps. The Cartographic Journal, 48/2, 100-107. [fig. 6 et 7]

Pour les étudiant·es européen·nes interrogé·es dans ce volet, les découpages ont tendance à être plus consensuels dans les Nords que dans les Suds (les auteur·rices donnent l'exemple des États-Unis qui ne sont jamais intégrés à l'Amérique du Sud, et celui de l'Europe qui n'est jamais intégrée à l'Afrique). Les Suds font l'objet de plus d'ambivalence : les étudiant·es hésitent sur l'appartenance et le statut macrorégional du Mexique, de l'Amérique centrale et de la Caraïbe, mais aussi sur celui de l'Afrique du Nord dans le contexte méditerranéen (Didelon, Ruffray, et al., 2011).

Comme le montre Clarisse Didelon-Loiseau dans son Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), les découpages du monde à partir de l'objet continental sont dominants, et lorsque des découpages internes aux continents émergent, ils renvoient exactement aux espaces d'interstices identifiés précédemment, tels que « Caraïbes », « Moyen-Orient » ou encore « Maghreb » (Didelon, 2013). Pour les cas spécifiques des pays d'Amérique centrale, de la Caraïbe ou encore du Groenland, des espaces de l'Océan Indien ou Pacifique, c'est une tendance à l'oubli qui semble également se manifester davantage que pour tous les autres ensembles (Figure 15).

Figure 15 | Fréquence d'intersection par État entre les cartes mentales issues de l'enquête EuroBroadMap



Source : C. Didelon-Loiseau, 2012, projet EuroBroadMap (2009-2012)

Des découpages du monde proposés par certains auteur·rices comme Lewis et Wigen (1997) visent à dépasser l'eurocentrisme des découpages continentaux par des découpages intermédiaires en régions du monde. Parmi les quatorze ensembles spatiaux proposés, la Caraïbe avec les Guyanes et le Brésil sont intégrés à un ensemble « Amérique africaine » cherchant à intégrer les marques transcontinentales de ces espaces (Surun, Tertrais, 2013). Ce découpage s'inspire des travaux du sociologue britannique Paul Gilroy, dans son ouvrage *The Black Atlantic* (1993). Il prend acte de l'analyse de l'inadaptation des catégories continentales et de l'importance de la prise en compte des espaces océaniques pour cette région qu'est la Caraïbe. Cependant, elles ne permettent pas de lire le poids des structures nationales qui se juxtaposent à l'Atlantique, un Atlantique français par exemple, comme héritage impérial (Vidal, 2012).

1.2. La Caraïbe comme frontière impériale

Dans cette seconde section, je propose une approche diachronique permettant d'apporter les éléments de contexte nécessaires pour la suite ainsi que de poser la grille de lecture politico-historique d'analyse des données et des regards des enquêté·es.

1.2.1. Les colonisations européennes de la Caraïbe

Les parties précédentes ont montré le poids des constructions exogènes de la Caraïbe, or, comme résumé par Daurius Figueira dans le *Caribbean Atlas* (2013), « pour comprendre ce qui est appelé "Caraïbe", il convient donc d'articuler et de déconstruire les discours du dominant ». Depuis Christophe Colomb, la Caraïbe est « enchevêtrée » avec les imaginaires de l'Asie et de l'Afrique dans les regards européens et étatsuniens. Elle est marquée par la colonisation européenne à partir du XVe siècle, avec comme premières caractéristiques le génocide des premières populations et l'établissement de plantations, notamment sucrières, exploitées par la mise en esclavage de populations africaines puis asiatiques.

D'abord pris dans l'orbite géopolitique de l'Espagne du fait de l'établissement de la colonisation espagnole commençant à Saint-Domingue en 1492, de l'évangélisation du continent et des conquêtes territoriales à la fin du XVe siècle, l'espace caribéen fait l'objet de convoitise des empires européens britannique, français, néerlandais, suédois et danois (Dubesset, 2013). S'ensuit une période de multiples changements liés aux rapports entre les différents empires coloniaux. Sainton parle d'un double modelage spatial (Sainton, 2004 cité par Dubesset, 2013) : le premier s'opère par les changements de tutelles répétés[129] et le second a lieu par les divers regroupements coloniaux à visée d'administration à la fin XVIIe siècle (« Fédération des Iles-Sous-le-Vent » pour les Britanniques, les « Isles de l'Amérique françoise » pour les Français). À partir du XIXe siècle, ce sont les indépendances progressives qui viennent bouleverser ce double modelage, à commencer par les indépendances de Haïti et Saint-Domingue, respectivement en 1804 et en 1824 (Dubesset, 2013).

L'influence européenne perdure aujourd'hui sous différentes formes. D'une part sous celle des territoires dépendants qui maintiennent une influence géopolitique et économique des métropoles dans la région : Porto Rico et les Îles vierges américaines pour les États-Unis ; les Îles vierges britanniques, les Bermudes, les Îles Turques-et-Caïques, les Îles Cayman et Montserrat pour le Royaume-Uni ; les Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin) pour les Pays-Bas ; les DROM-COM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin) pour la France. D'autre part, même indépendants, les États restent liés aux anciennes métropoles : seize États anciennement colonisés sont ainsi membres du groupe caribéen ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), associés à l'UE, ce qui leur confère des régimes préférentiels pour l'exportation de produits vers l'Europe.

Toutes ces formes de liens maintiennent une double périphéricité, une première entretenue vis-à-vis des métropoles européennes et nord-américaines (Cruse, 2011), mais aussi une seconde au sein des

[129] Sauf pour la Barbade qui reste sous domination de l'Empire britannique.

connexions Sud-Sud, puisque les relations précédentes sont omniprésentes, ce qui limite les interactions avec le reste des Suds (Dubesset, 2013).

1.2.2. Impérialisme et hégémonie étatsunienne : « arrière-cours » des États-Unis ?

Le XXe siècle marque un tournant dans le déplacement du « centre de ces périphéries » de l'Europe vers les États-Unis (Cruse, 2011). En effet, si la Caraïbe émerge en tant que région dans les relations internationales, c'est d'abord sous l'influence étatsunienne (Buléon, Gruet, 2019). La construction d'un récit sur un ensemble caribéen sert la justification des velléités expansionnistes étatsuniennes à partir du XIXe siècle.

Ce discours expansionniste commence par l'intermédiaire de la doctrine Monroe[130] de 1823, définissant un modèle de relations internationales et économiques qui relègue les anciennes métropoles en marge de la Caraïbe, au profit des États-Unis (Nabajoth, 2002). Les affrontements contre l'État espagnol de 1898, la prise de Cuba et de Porto Rico comme des points stratégiques du contrôle de la mer des Caraïbes (1898), puis le développement des bases militaires dans la région[131] marquent une nouvelle étape de l'ingérence étatsunienne dans la Caraïbe (Richardson, 1992). La doctrine Monroe est réinterprétée en 1904 par une lecture idéologique dans le « corollaire Roosevelt » ou « corollaire de la doctrine Monroe ». Ce discours du président Théodore Roosevelt, prononcé en 1904 (Martin, Royot, 2005) annonce une orientation qui associe des thèses d'ingérences politiques et des stratégies militaires navales pour le contrôle des mers dans le monde et notamment dans la Caraïbe. Cette relecture s'appuie sur des stratégies européennes, mais aussi des doctrines racistes darwinistes (Dubesset, 2013 ; Martin, Royot, 2005). Le point clé de la stratégie étatsunienne était alors la construction du canal de Panama, présenté comme un dispositif de « sécurité continentale », provoquant les ingérences militaires dans la province du nord de la Colombie sécessionniste pour pousser le Panama indépendant à céder la zone où le canal était prévu (Dubesset, 2013). Dans l'ensemble de la Caraïbe et des Amériques centrale et du Sud, la stratégie d'ingérence s'accompagne tout au long du XXe siècle d'une succession d'annexions de territoires qui deviennent des plateformes des incursions et des répressions armées des oppositions nationalistes et sociales (Cuba[132], Haïti, etc.) (Cruse, 2014 ; Dubesset, 2013). En profitant de l'instabilité des États

[130] Issue du nom de James Monroe en 1823, elle désigne les politiques de préservation du continent américain des luttes d'influence européennes. Elle est réinterprétée en 1904 comme un droit à l'intervention des États-Unis dans les affaires internes des pays d'Amérique centrale et du Sud.
[131] Notamment avec l'acquisition des Îles vierges danoises en 1917.
[132] Par exemple, Cuba est le lieu d'installations militaires étatsuniennes à l'image de la base aéronavale à Guantanamo, soumise à l'embargo et à des interventions dans la révolution cubaine de 1959 (Cruse, 2014).

nouvellement indépendant et des intérêts rivaux européens, les entreprises étatsuniennes, par exemple l'*United fruit Company*[133], deviennent de puissants acteurs locaux, soutenus par des politiques d'investissements massifs, avec une mainmise sur tous les secteurs économiques de la région dite « diplomatie du dollar » par le président William HowardTaft (1909) (Dubesset, 2013).

Au tournant des années 1940, la Caraïbe est explicitement présentée comme l' « arrière-cour des États-Unis » : il s'agit à la fois de sa frontière sud, d'un marché économique et d'une zone stratégique géopolitique. La structure physique, les flux, les échanges et la dissymétrie des rapports Nord-Sud qui s'y jouent (Godard & Hartog, 2003) valent à la Caraïbe la désignation de « Méditerranée américaine[134] » en référence à la Méditerranée eurafricaine (Dubesset, 2013). Créée au XIXe siècle par Alexander von Humboldt, cette lecture conceptuelle de la Caraïbe a été reprise en France et dans le champ francophone par de nombreux auteurs jusqu'à une période relativement récente. L'usage cherchait davantage à désigner une configuration physique dans la *Nouvelle Géographie Universelle* d'Élisée Reclus (1891) (voir 1.1.2.). À partir de la Seconde Guerre mondiale, le terme devient concept sous la plume de Fernand Braudel (1949), qui lui associe une lecture culturelle, qui deviendra ensuite politique et économique pour appréhender les dissymétries de pouvoirs (Demyk, 2005 ; Taglioni, 2000). Appliquée à la Caraïbe, l'expression est critiquée par de nombreux·ses auteur·rices (Bégot, Buleon ; Cruse, 2011) qui rappellent que le concept doit être appréhendé comme « un outil de comparaison utile, mais aussi et avant tout une nouvelle marque du nombrilisme européen. Parler de "méditerranée américaine" suppose en effet d'accepter un nouvel exonyme chargé de sens qu'il convient de manier avec précautions » (Cruse, 2011, p. 13). Aux États-Unis, cette expression est portée par le politiste étatsunien Nicholas John Spykman (1942), faisant référence au rôle stratégique du « Grand Bassin caribéen » pour les États-Unis dans leur objectif d'expansionnisme. L'Amérique centrale et la Caraïbe sont conçues dans cette vision comme partie intégrante du territoire étatsunien et de leur géopolitique (Tézer, 2020), construite sur les flux économiques, commerciaux et financiers intra et interrégionaux.

La Guerre froide marque ensuite le passage à un système d'alliances, hérité de la « politique de bon voisinage » du Président Franklin Delano Roosevelt en 1933[135]. La mise en place de cette stratégie

---

[133] Toujours présente aujourd'hui sous le nom « *Chiquita Brands International* ».

[134] « une méditerranée, ce n'est pas seulement une métaphore, c'est un concept de la dynamique de territoires […]. Une méditerranée, c'est aussi un contact entre des cultures et des niveaux de développement différents. De ce point de vue, la Caraïbe est une méditerranée […] ; le Nord y côtoie le Sud en son intérieur même, et les flux de population, les flux culturels mettent en contact fréquent et élargi la Caraïbe et les pays du Nord » (Buléon et Bégot, 2006, p.13 cité par Dubesset, 2013).

[135] Cela passe par des retraits miliaires à partir de 1947, un accord de coopération pour rallier les États caribéens et sudaméricains ou encore la mise en œuvre de la doctrine d'endiguement de Truman.

de *leadership* étatsunien prend notamment la forme de créations d'organisations continentales[136]. L'héritage géopolitique de la Seconde Guerre mondiale est prolongé jusque dans les années 1990 dans la politique étrangère étatsunienne[137].

La fin du monde bipolaire provoque un relâchement des politiques étatsuniennes d'investissements, d'aide au développement ou de coopérations dans la Caraïbe, en Amérique centrale et du Sud : cette réduction atteint en moyenne de 23% en 2007 (Dubesset, 2013). Cela n'est en revanche pas le cas sur le plan sécuritaire : si depuis 2001 l'agenda sécuritaire étatsunien s'est surtout porté vers le Proche-Orient, le Moyen-Orient et la lutte contre le terrorisme, la Caraïbe reste perçue par les États-Unis comme un espace d'emprise économique, sécuritaire et politique. Il s'appuie sur la construction de récits autour de « menaces », comme les gangs, le crime organisé, le narcotrafic, ou encore l'immigration clandestine, qui sont utilisées pour légitimer l'interventionnisme, sur le plan sécuritaire ou militaire et renforcer l'unilatéralisme[138]. L'Amérique centrale, du Sud et la Caraïbe font également l'objet des conséquences de la lutte contre l'immigration illégale, priorité dès le début du premier mandat de Donald Trump[139].

Pour résumer, la Caraïbe comme ensemble « vient au monde » dans le regard européen et dans les intérêts étatsuniens, par la géopolitique. Rivke Jaffe articule deux ensembles régionaux caraïbéens liés à ces influences politiques externes : si les îles de la mer des Caraïbes sont systématiquement incluses dans les définitions de la région, cette désignation insulaire est le lieu des conflits des empires coloniaux européens. En intégrant les pays d'Amérique centrale, la désignation est celle du

---

[136] Le Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) de 1947 entre les États, renforcé par la Charte de Bogota, autour d'une solidarité collective comme moyen de lutte anticommuniste, amène à la mise en place de l'Organisation des États Américains (OEA). En 1982, la création du *Caribbean Basin Initiative* (CBI) sous Ronald Reagan, dans une optique néolibérale, vise à garantir les investissements privés, une aide au développement et une baisse des droits de douane pour l'exportation des États caribéens bénéficiaires (Dubesset, 2013).

[137] Dans les années 1990, le projet d'intégration continentale de la ZLEA (ou ALCA) est porté par Georges Bush avant d'être repris par son fils. L'objectif est celui d'une intégration stato-économique de libéralisation du commerce et des investissements à l'avantage des multinationales nord-américaines sur des ressources et des marchés de consommateurs sud-américains et caribéens. Il est décrit par les équipes de l'administration Bush comme allant « de l'Alaska à la Terre de Feu », comme le libre accès des États-Unis « de l'Arctique à l'Antarctique ». Ce projet intégrationniste à visée sécuritaire a été abandonné (Dubesset, 2013).

[138] La première mandature Trump ravive deux concepts connus de la géopolitique étatsunienne, appliqués ici dans la Caraïbe : la désignation d'un nouvel « axe du mal » (issu de l'administration de George W. Bush) et un retour de la doctrine Monroe. Abandonnée officiellement par l'administration Obama, elle est réinvestie lors de la première administration Trump, par méfiance des influences de la Chine et de la Russie en Amérique latine, puis de manière explicite et revendiquée dans une visée interventionniste dans la crise politique au Venezuela en 2019. Cuba, le Nicaragua et le Venezuela sont regroupés sous l'expression « troïka de la tyrannie » en 2018, désignant des « forces destructrices de l'oppression, du socialisme et du totalitarisme » (Bolton, 2018 cité par Rouby, Schu, 2019).

[139] En 2015, cela prend la forme de l'idée de construction d'un mur avec l'Amérique centrale et du sud, à la frontière avec le Mexique (reprise d'une idée de Bill Clinton en 1993), des menaces de suppression de l'aide étatsunienne au Honduras, au Guatemala et au Salvador dans des tweets reprochant aux pays d'Amérique centrale de ne pas « stopper » les migrant·es ou de profiter de l'aide américaine « sans rien donner de retours », puis de la remise en question du *Temporary Protected Status* (TPS)[139] (Rouby, Schu, 2019).

« bassin caribéen » comme lieu de l'expansionnisme étatsunien (Jaffe, 2013). L'Europe et les États-Unis restent très présents dans la Caraïbe, sur les plans militaires et économiques (Dubesset, 2013). Pour autant, adopter une lecture unique de la région, comme « lac étatsunien », fait fi de toutes autres formes de complexité dans le regard porté sur la région (Cruse, 2014, p. 59). De la même façon, le dispositif « Accord de Cotonou », accord de partenariat économique ayant pour objectif de redéfinir les relations entre l'UE et les pays ACP, a été critiqué pour avoir réduit ces États et territoires à une économie de plantation aux mains d'entreprises étrangères (Dubesset, Lucas, 2011). Le déclin des aides au développement et des politiques économiques européennes et étatsuniennes tend néanmoins à établir de nouveaux partenariats : de nouvelles dynamiques géopolitiques se construisent avec la Russie, mais surtout avec la Chine et le Brésil.

L'espace de la Caraïbe a ainsi été construit de manière exogène, selon différentes caractéristiques déterministes et géopolitiques. Il l'est aussi comme un espace de circulations qui a connu des recompositions au fil de l'Histoire.

1.2.3. Un espace de circulation

Toutes ces influences, ces jeux de pouvoir et rapports de force souvent violent, dans la Caraïbe produisent des structures marquées par des frontières plurielles. La Caraïbe n'en est pas moins un espace de circulation majeur, conséquence, mais aussi source de ses imaginaires dans le temps.

Tout en signalant qu'il existe peu de traces des migrations intra-caribéennes dans les mémoires collectives de la région (Giraud, 2002), les recherches montrent que les circulations dans l'espace caribéen sont anciennes, les sociétés préhispaniques des Antilles étant déjà originaires du continent (Dubesset, 2013). À partir des colonisations européennes à la fin du XVe siècle, les premiers flux transocéaniques se mettent en place pour l'expansionnisme et l'objectif mercantiliste des empires coloniaux (Audebert, 2007). Le Traité de Vienne de 1815 marque un tournant majeur, les abolitions de l'esclavage donnant le droit au déplacement des individus entre les différents espaces au sein de la région. Il définit les migrations post-esclavagistes, par le recrutement sous contrat de travailleurs chinois (environ 150 000 personnes), indiens (550 000) et indonésiens (33 000) par l'ensemble des pays impliqués tout au long du XIXe siècle. Jusqu'aux années 1950, des migrants syriens, libanais et d'Europe du Sud arrivent également dans la région (Dubesset, 2013).

L'interventionnisme étatsunien des années 1850 jusqu'au début du XXe siècle restructure les économies de plantations et mène au lancement de grandes constructions, comme la voie ferrée transisthmique anglo-américaine ou encore le Canal de Panama (1904-1914). L'exploitation des gisements d'or et de pétrole (Guyanes, Venezuela) ou encore les plantations sucrières (Porto Rico,

République dominicaine, Cuba) (Abénon, Bégot, Bégot, Burac, Calmont, 2001) viennent compléter l'accroissement massif des besoins de main-d'œuvre, et par conséquent des migrations de travailleurs au sein de la région (Dubesset, 2013).

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque une transformation importante dans les dynamiques migratoires de la Caraïbe. Les flux migratoires basculent d'une forte immigration (transatlantique et intra-caribéenne) à une émigration vers les métropoles européennes et nord-américaines (Dubesset, 2013). Que ce soit pour la Reconstruction ou dans le contexte économique des Trente Glorieuses, le besoin de main-d'œuvre se déplace et s'institutionnalise en orientant quasi exclusivement les migrations vers les métropoles. En France, cela se matérialise par la mise en place du Bumidom. Ailleurs, cela passe par la définition de nouveaux liens pour les territoires dépendant des couronnes britanniques et néerlandaises.

À partir des années 1990, les circulations migratoires intra-caribéennes sont réorganisées par les asymétries de développement économique et le renforcement des restrictions de circulation (Audebert, 2011a ; Dubesset, 2013). Concernant les échanges commerciaux, leur accroissement s'inscrit dans une modernisation et un développement des infrastructures portuaires et aéroportuaires, réduisant les temps et les coûts de transport au sein de la région et vers le reste du monde (Ranély Vergé-Dépré, 2019). Il en est de même pour le tourisme, qui devient l'une des activités économiques majeures de la Caraïbe, notamment sous la spécialisation du tourisme de croisière à destination des Nord-Américains (Dehoorne, 2007).

Les circulations prennent également la forme de remises migratoires, d'investissements directs étrangers (IDE) liés aux présences de firmes nord-américaines orientées vers l'agriculture, l'industrie, mais aussi vers les services (banque, finance, hôtellerie, etc.), y compris des espaces dérogatoires de la finance mondiale (Dubesset, 2013).

Du fait de sa construction exogène, la Caraïbe apparaît ainsi comme un espace morcelé par des modelages successifs, qu'ils soient issus des processus de colonisation des empires européens ou de l'impérialisme étatsunien. Ce morcellement est hérité, mais aussi transmis et entretenu par des formes postcoloniales ou néocoloniales de ces rapports, provoquant un « glissement des termes de la domination » (Cruse, 2011) dans des espaces liés à des cadres nationaux et internationaux qui divisent l'espace caribéen et entravent la construction de liens. Les projections géopolitiques interrogent ainsi autant la recherche d'indépendance accrue à la fois vis-à-vis des États-Unis et des métropoles européennes que la place de plus en plus prégnante de la Chine dans la région (*ibid.*). L'espace caraïbe, loin de correspondre uniquement à un espace géologique ou géopolitique statique, a aussi été construit par les circulations qui l'ont traversé et qui en sont constitutives.

Cette structuration des récits de la Caraïbe depuis l'extérieur ne doit pas non plus mener à effacer les productions d'imaginaires endogènes de la Caraïbe ni l'agentivité des acteur·ices et auteur·rices qui les produisent.

2. La Caraïbe comme objet de recherche et ses diffusions

Toutes ces représentations structurent nos imaginaires actuels de cet ensemble, dépendant de la situation du regard porté. Ils sont profondément ancrés et alimentés par la production de savoirs, elle-même productrice et produite par les rapports de pouvoir discutés. Pour cette raison, le second temps de l'analyse porte sur deux corpus permettant de rendre compte de la production actuelle de savoirs académiques et encyclopédiques. J'étudie d'une part la publication scientifique sur la Caraïbe comme objet de recherche, en me concentrant sur les champs français et francophones ; et de l'autre, la production de savoirs encyclopédiques dédiés au grand public par l'intermédiaire de l'un des sites les plus consultés, Wikipédia. Ces deux corpus analysent deux principales instances de production, de transmission et de diffusion des savoirs sur la Caraïbe, alimentés par et alimentant à leur tour les imaginaires exogènes, mais aussi endogènes de la Caraïbe.

Il s'agit d'appréhender les manières dont sont produites les représentations exogènes que je viens de présenter, mais aussi de lire les productions endogènes et leurs articulations. Dans quelle mesure la production scientifique sur la Caraïbe est-elle endogène ou exogène ? Comment s'organisent les coopérations autour des travaux sur cet espace régional ? Quels sont les thèmes, les angles et les approches disciplinaires qui les encadrent ? Comment ces savoirs sont-ils donnés à voir ?

Je propose ainsi d'analyser les savoirs produits sur la Caraïbe dans le champ académique (2.1), et les manières dont ils sont diffusés (2.2).

2.1. Production de savoirs sur la Caraïbe

La sociologue étatsunienne Mimi Sheller rappelle que la macrorégion est d'une part un objet construit politiquement, hérité, dont les imaginaires géographiques sont ancrés dans un rapport colonial, et d'autre part qu'elle existe avant tout dans le regard des Nords, comme un objet d'enquête, de désir et de désespoir (Sheller, 2003). Autrement dit, ce sont les regards européens et étatsuniens qui ont fait de la Caraïbe un objet d'étude, un objet scientifique.

Les espaces macrorégionaux sont construits par les champs scientifiques qui les étudient, tout particulièrement de manière exogène, ici depuis les Nords (Fernandez, 2024 ; van Schendel, 2002). Pour Willem van Schendel, ils se structurent autour de cœurs (*heartlands*) et de zones frontalières

(*borderlands*), mais entretiennent aussi un rapport à l'ignorance et à l'oubli sur ce qui ne paraît pas pertinent au point de vue exogène qui le construit[140].

À partir de ce constat, j'ai pour objectif d'analyser les imaginaires de la Caraïbe mobilisés et alimentés dans la construction de savoirs académiques et la façon dont cette construction se structure. Je propose pour ce faire d'adopter une méthodologie d'analyse bibliométrique, réalisée à partir de ressources et d'outils de scientométrie spatiale (Frenken, Hoekman, 2014 ; Maisonobe, Grossetti, Milard, Eckert, Jégou, 2016) afin de regarder comment la Caraïbe est étudiée depuis les espaces de production scientifique français à partir des plateformes HAL, Thèses.fr et de la base de données bibliométrique *Web of Science*[141] (cf. Chapitre 2). L'objectif est d'identifier les principales questions, axes et approches associées à la Caraïbe par les recherches produites et données à voir dans les sphères francophones, *a priori* celles auxquelles les étudiant·es sont le plus exposées (même si ce n'est pas les seules)[142]. Je commence par explorer les espaces de production et les spatialités des collaborations, avant d'approfondir les champs, les approches, les objets et les idées associées à la Caraïbe dans la production française.

La cartographie de ces liens réalisée à partir de NETSCITY permet de représenter les liens pondérés (l'épaisseur des traits est proportionnelle au nombre de liens) de collaborations entre des métropoles scientifiques (Maisonobe et al., 2019)[143].

2.1.1. Productions et collaborations scientifiques francophones sur la Caraïbe

Je commence par analyser la production scientifique sur la Caraïbe à partir des plateformes HAL, Thèses.fr et Web of Science. Comme indiqué dans le chapitre 2, les trois bases sont complémentaires sur le plan disciplinaire : Thèses.fr et HAL pour les SHS, WOS pour les STIM, les sciences médicales et les lettres. J'appréhende également les collaborations pour les publications lorsqu'il y a coécriture,

---

[140] À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la région nommée Zomia est rendue périphérique notamment par le développement des *area studies* (spécialisées autour des découpages aréaux : *East, Southeast, South and Central Asia*), préférant les découpages continentaux et recherchant des points communs aux populations dans la production de ces découpages (van Schendel, 2002). Par exemple, les habitant·es de l'Asie du Sud-Est étaient décrits par ce qu'ils n'étaient pas (comme les personnes vivant à l'est de l'Inde, au sud de la Chine ou au nord de l'Australie), malgré des liens et modes de vie communs (Lewis, Wigen, 1997, p. 158).

[141] Les productions sont étudiées entre 2025 et les dates les plus anciennes où sont recensés des travaux sur chacune des plateformes : à partir de 1955 pour HAL, de 1985 pour Thèses.fr et de 1970 pour *WOS*.

[142] Il serait intéressant d'approfondir à l'avenir cette exploration à tous les autres espaces de production, anglophone et hispanophones notamment, d'autant plus que le risque associé au fait que les universitaires tendent à s'approprier la construction de la Caraïbe favorise le rôle et le point de vue des territoires et États anglophones sur la construction des savoirs sur la macrorégion, sur les populations et sur la « caribéanité » (Jaffe, 2013). De la même façon, l'étude pourrait être poursuivie en historisant les résultats et en proposant des analyses diachroniques.

[143] Les données d'affiliation des thèses et articles sont géolocalisées puis agrégées à l'échelle métropolitaine.

et dans le cas des thèses en cours ou réalisées lorsqu'il y a des codirections ou des cotutelles signalées[144].

Sur les trois bases, la Caraïbe est davantage étudiée en Martinique et en Guadeloupe, ce qui laisse présupposer une production plutôt endogène des connaissances[145], mais des nuances sont intéressantes à noter.

Sur HAL

Dans les 1540 publications identifiées sur HAL (contenant les articles, thèses, résumé ou synthèses datant de 1955 à 2025 déclarées sur la plateforme), cette structure apparaît très nettement : plus de la moitié des productions y sont recensées, 31% à Pointe-à-Pitre et 22% à Fort-de-France (N = 480 et 335)[146] (Figure 16). Plus d'un quart des travaux sur la Caraïbe sont réalisés dans cinq métropoles universitaires dans l'Hexagone, en région parisienne, à Bordeaux, à Caen, à Marseille et à Poitiers (25%, N = 387).

Au total, 1197 liens sont recensés à partir de la base de données HAL sur le terme « Caraïbe ». J'ai regroupé les collaborations entre les différents ensembles spatiaux afin d'observer des dynamiques plus globales. « Antilles » regroupe ici Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, « Hexagone » toutes les métropoles de la France hexagonale, « DROM-COM » les territoires d'outremer hors Martinique et Guadeloupe. Il est à noter que les collaborations en dehors de la France sont majoritairement avec Haïti (Port-au-Prince) et le Canada (Québec). Parmi les collaborations recensées de travaux portant sur la Caraïbe sur HAL, plus d'un tiers sont des collaborations entre des auteur·rices localisées dans l'Hexagone (35%). Principalement avec Paris (203 productions), puis avec Aix-Marseille (58), avec Poitiers (53), Bordeaux (45) et Caen (28). Viennent ensuite les collaborations entre des auteur·rices dans les Antilles, entre Fort-de-France et Pointe-à-Pitre. C'est la collaboration la plus forte (28% des collaborations), soutenue par le fait que l'Université des Antilles (dont les laboratoires portent une grande partie des travaux recensés ici) soit organisée en deux pôles (Martinique et Guadeloupe) avec des liens pour certains laboratoires.

---

[144] Les données analysées restent dépendantes de nombreux facteurs quant à leur complétude, tout particulièrement pour HAL et Thèses.fr. La première dépend de la saisie des auteur·rices et des informations renseignées. La seconde présente un délai conséquent pour la prise en compte des abandons de thèses ou les modifications de tutelles, de titres ou d'encadrant·es.

[145] Bien que ces données ne permettent pas d'avoir d'information sur la positionnalité des chercheur·euses impliqué·es dans ces recherches, on constate à minima qu'il y a actuellement un fort ancrage dans la région.

[146] Ces analyses reposent sur les requêtes « Caraïbe » et « Caraïbes » dans les moteurs de recherche de chaque plateforme.

Sur Thèses.fr

Les 789 thèses portant sur la Caraïbe laissent apparaître une autre structure (Figure 17). La Martinique et la Guadeloupe ressortent nettement avec 21% des thèses en cours ou achevées (N = 85 et 81), mais elles sont très largement réalisées dans des établissements de l'Hexagone. Près de la moitié des thèses recensées sont réalisées dans cinq principaux pôles métropolitains (Paris, Brest, Strasbourg, Montpellier et Bordeaux, N = 360), et 34% rien qu'en région parisienne (N = 272).

Les thèses en cours et soutenues sur la Caraïbe, lorsqu'elles s'inscrivent dans une codirection ou une cotutelle déclarée, sont réalisées entre des établissements hexagonaux et des établissements hors de la Caraïbe même (43%). Aucun pays ou métropole ne polarise ces partenariats, ils s'établissent avec une large palette d'établissements, mais souvent en lien avec les antennes des organismes (IRD, INRAé, Ifremer, etc.). Dans une proportion moindre, ces partenariats s'établissent ensuite entre des structures antillaises et hexagonales.

Web of Science

Parmi les espaces de production scientifique sur la Caraïbe recensée sur *WOS*, on retrouve logiquement les espaces francophones, mais aussi plus largement les établissements de la côte est des États-Unis (souvent département de langue française) et des villes universitaires européennes (Figure 18).

Les productions sur WOS renvoient principalement aux établissements guadeloupéens et martiniquais, qui regroupent 20% des productions totales (N = 123 et 105). La région parisienne arrive ensuite avec 15% de la production (N = 117) et le Québec complète ce classement à 6% (N = 66). Concernant les collaborations, ce sont très largement des travaux produits en collaboration avec des établissements de l'Hexagone. Les liens au sein de la France hexagonale représentent 21% des collaborations recensées. Viennent ensuite les collaborations entre ces établissements et l'international (hors Caraïbe) à 17%. Cependant les formes de collaborations les plus fréquentes pour les travaux sur la Caraïbe recensés sur *WOS* prennent place entre des établissements internationaux et en dehors de la Caraïbe.

Figure 16 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - HAL

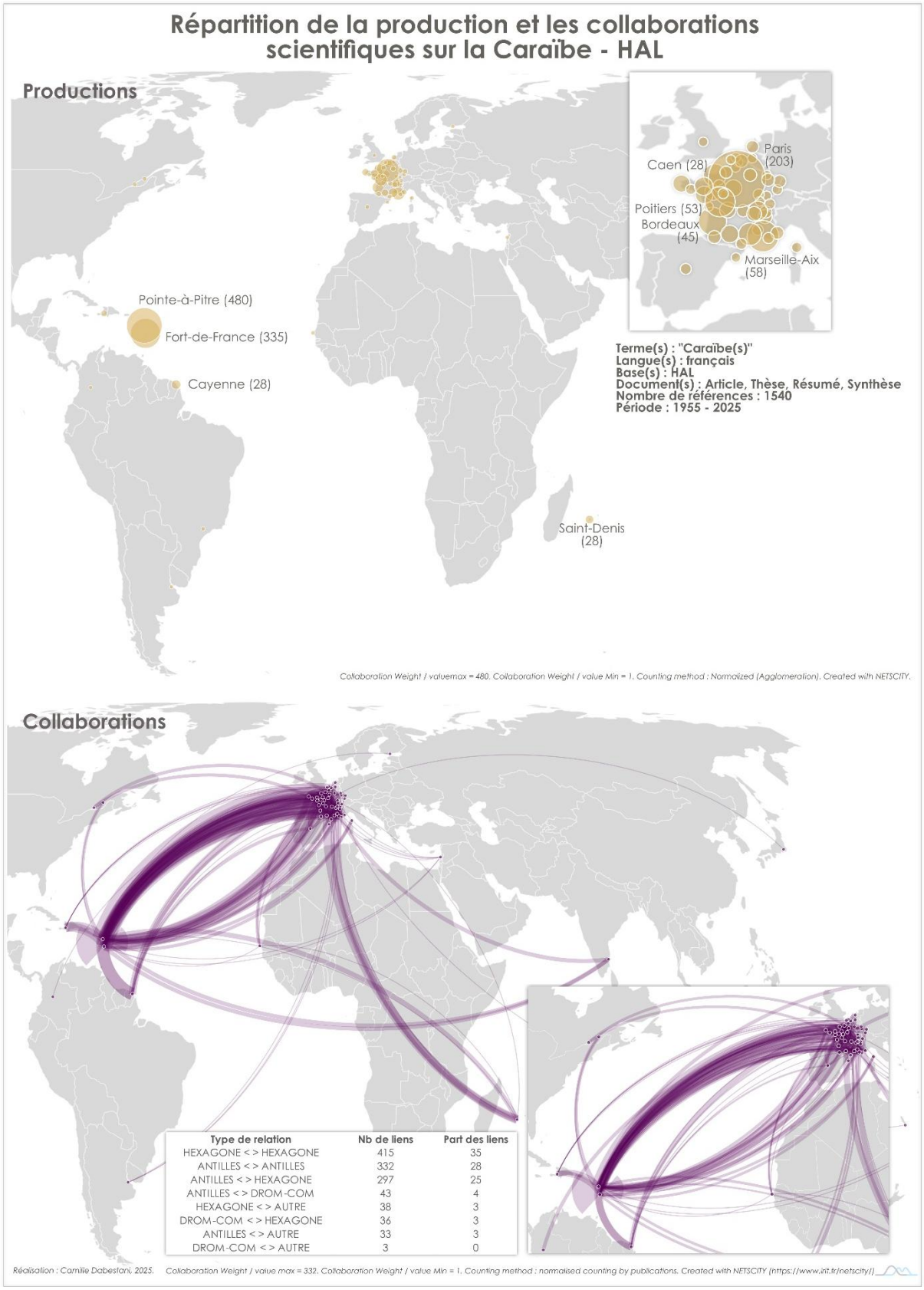
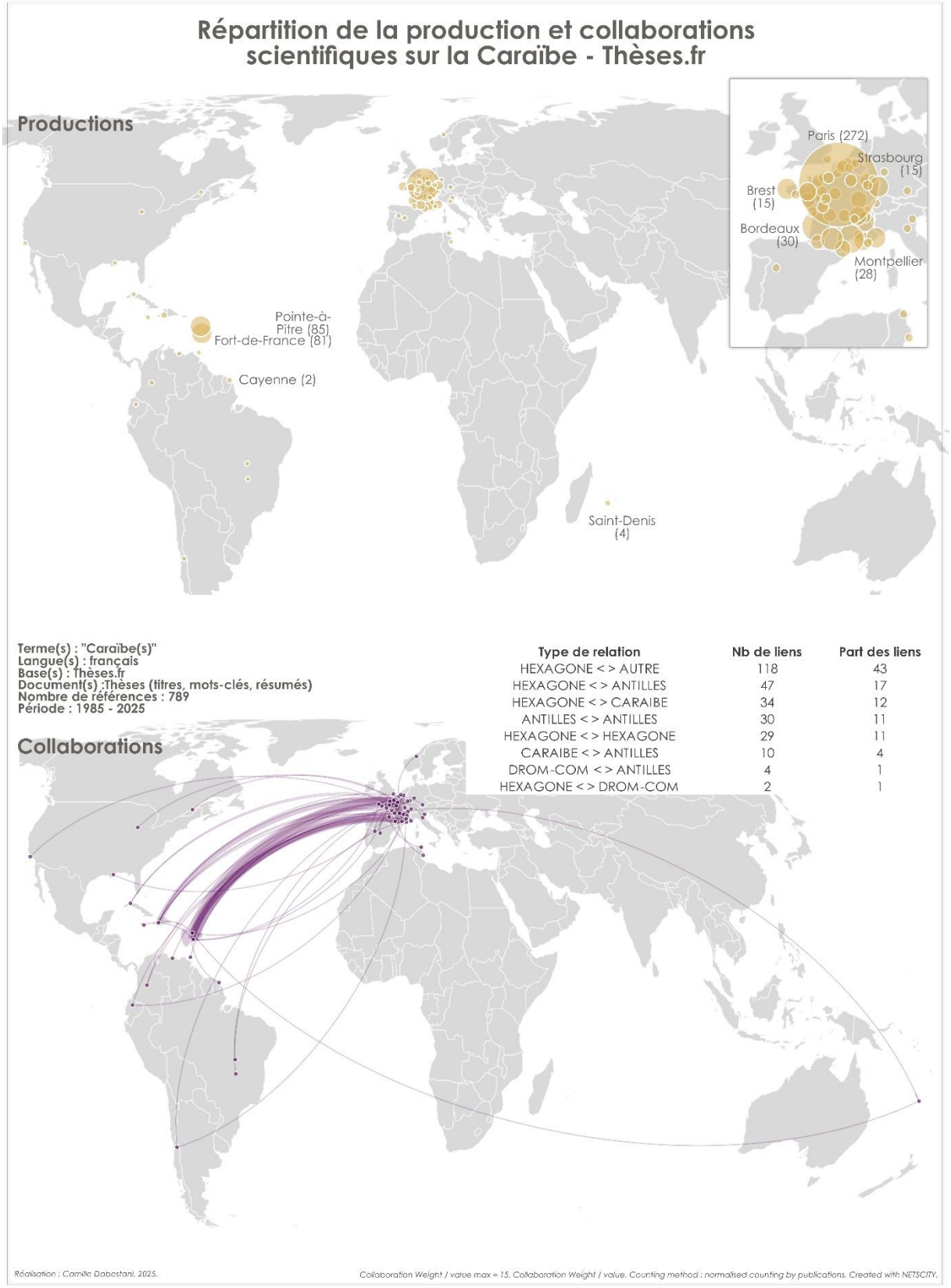
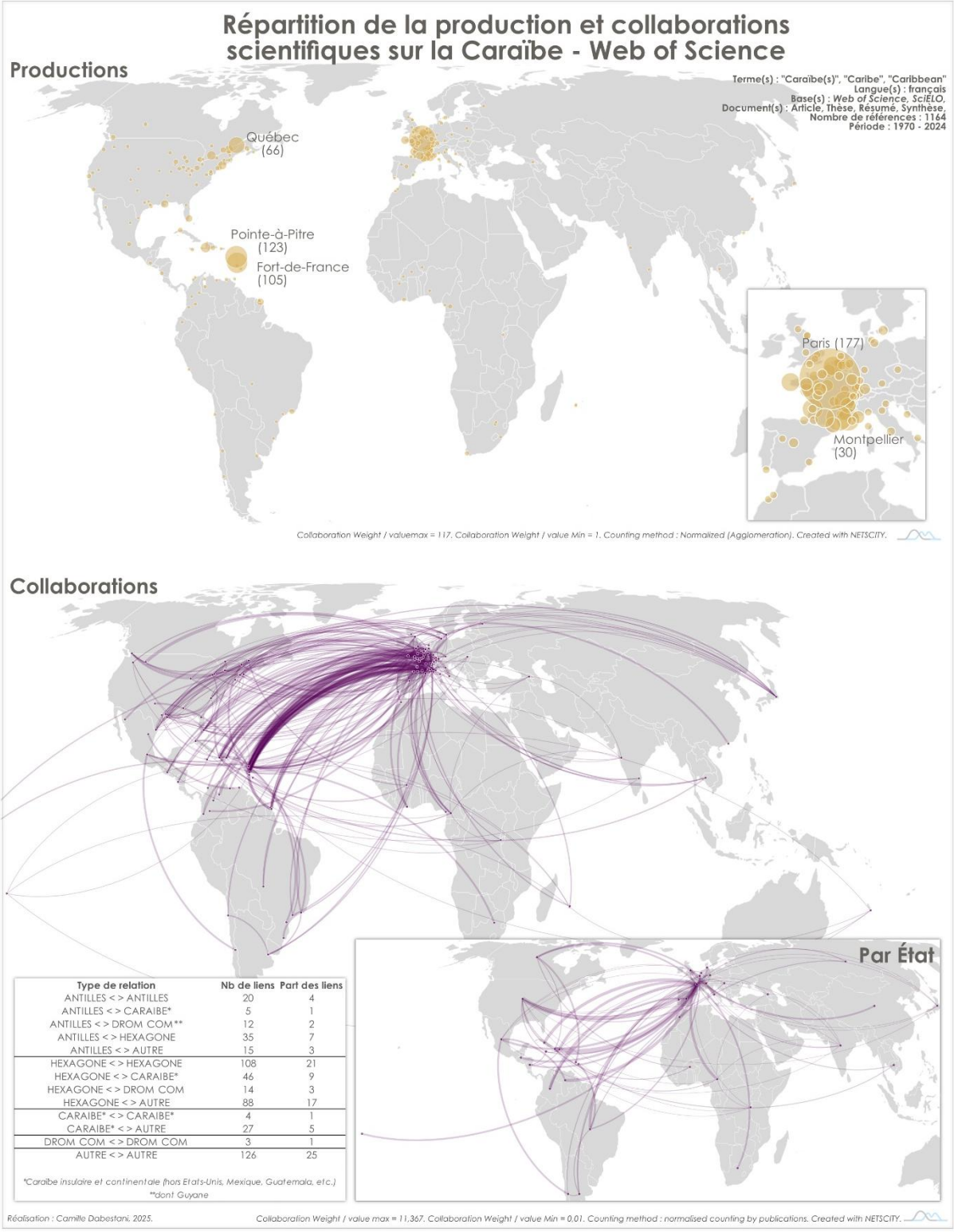


Figure 17 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - Thèses.fr



Type de relation	Nb de liens	Part des liens
HEXAGONE < > AUTRE	118	43
HEXAGONE < > ANTILLES	47	17
HEXAGONE < > CARAIBE	34	12
ANTILLES < > ANTILLES	30	11
HEXAGONE < > HEXAGONE	29	11
CARAIBE < > ANTILLES	10	4
DROM-COM < > ANTILLES	4	1
HEXAGONE < > DROM-COM	2	1

Figure 18 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - WOS



Type de relation	Nb de liens	Part des liens
ANTILLES < > ANTILLES	20	4
ANTILLES < > CARAIBE*	5	1
ANTILLES < > DROM COM**	12	2
ANTILLES < > HEXAGONE	35	7
ANTILLES < > AUTRE	15	3
HEXAGONE < > HEXAGONE	108	21
HEXAGONE < > CARAIBE*	46	9
HEXAGONE < > DROM COM	14	3
HEXAGONE < > AUTRE	88	17
CARAIBE* < > CARAIBE*	4	1
CARAIBE* < > AUTRE	27	5
DROM COM < > DROM COM	3	1
AUTRE < > AUTRE	126	25

*Caraïbe insulaire et continentale (hors Etats-Unis, Mexique, Guatemala, etc.)
**dont Guyane

2.1.2. Spatialités héritées et spécialisations

Trois principaux pôles de recherche sur la Caraïbe émergent des analyses réalisées sur les productions francophones et les collaborations sur HAL, Thèses.fr et *WOS*.

Le premier pôle correspond à la Guadeloupe et la Martinique, mais il faut également noter une production et des collaborations notables avec plusieurs DROM-COM : la Guyane et – dans un contexte régional différent – La Réunion apparaissent comme des espaces de production et de collaboration fréquents, notamment sur HAL (4% de la production, 7% des collaborations). La Guyane reste relativement à la marge des travaux sur la Caraïbe et les travaux dans et avec les autres DROM-COM représentent une faible proportion, mais cependant bien notable en tenant compte du nombre plus réduit d'établissements universitaires (et donc du personnel et des moyens) dans l'ensemble des territoires d'outremer. Cependant, les collaborations se font largement hors de la Caraïbe, à l'exception de quelques collaborations avec Haïti, probablement en tant qu'espace francophone et de migrations. Peu de partenariats apparaissent entre les établissements en Martinique et en Guadeloupe avec les établissements supérieurs et de la recherche caribéens. Un récent rapport de la Cour des comptes sur l'ESR aux Antilles évoque la difficulté d'insertion dans l'aire géographique (faiblesse des partenariats), alors même que les connaissances et les compétences développées dans les territoires sont transversales à la Caraïbe (le rapport mentionne les recherches sur les sargasses et le chlordécone) (Cour des Comptes, 2024a).

Le second pôle de recherche sur la Caraïbe correspond à la région parisienne, du fait de la structure centralisée de la recherche et de l'enseignement en France.

Le dernier pôle est composé de quelques villes universitaires, qui émergent pour différentes raisons à la fois dans la production et dans les collaborations sur toutes les plateformes. Pour certaines, c'est la spécialisation historique coloniale, tropicale, puis du développement. Ces structures de l'espace de production donnent à voir les relations entre les universités et les organismes de recherche entre l'Hexagone et les territoires d'outre-mer. Pour le cas de Bordeaux, la proximité académique remonte à la départementalisation des Outre-mer : la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et une partie des pays de l'Union française en Afrique sont rattachés à l'académie de Bordeaux, tandis que La Réunion est liée à l'académie d'Aix-Marseille. Leurs objectifs sont d'assurer les jurys, organiser des enseignements et les épreuves écrites sur place, tandis que les épreuves orales sont réalisées à Bordeaux (Huetz de Lemps, 1997a). Sur le plan universitaire, les universités et les organismes de recherche bordelais développent également des liens avec les territoires d'Outre-mer, antillais et guyanais tout particulièrement, avec l'appui du CNRS, de réseaux associatifs et économiques (*ibid.*). L'enseignement supérieur en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane est rattaché à l'Université de Bordeaux (qui se divise en plusieurs établissements après mai 1968) (Huetz de Lemps, 1997a). Après

la création de l'Université des Antilles et de la Guyane en 2014, les liens avec les universités de Bordeaux se sont maintenus, que ce soit pour achever des cycles d'études dont seul le premier serait dispensé à l'Université des Antilles et de la Guyane, pour réaliser et soutenir des thèses de doctorat ou encore passer des concours (*ibid.*). Marseille émerge également comme une polarité secondaire de l'Hexagone dans les productions recensées sur HAL, en lien avec le siège de l'IRD qui y est installé depuis 2008.

D'autres villes universitaires ressortent dans les productions et les collaborations du fait de spécialisation thématiques sur les environnements marins, dont la Caraïbe est un espace d'étude. C'est le cas de Brest pour les sciences de la mer[147], ou encore de Montpellier dans les champs de l'ingénierie écologique et de la biomédecine[148]. Pour ce qui est des organismes de recherche (IRD, Cirad, CNRS, INRAé, Ifremer), il faut noter qu'ils sont souvent très présents dans les DROM-COM, mais leurs fonctionnements – et donc les rattachements administratifs des productions et les collaborations – restent centralisés dans l'Hexagone et dans les grandes métropoles universitaires ou spécialisées (Montpellier, Brest, etc.) (Cour des Comptes, 2024b).

Les collaborations reproduisent une centralisation vers l'Hexagone, particulièrement avec des établissements franciliens (parisiens). Les liens avec certains établissements sont hérités de la départementalisation et des histoires structurant les organismes de recherche hérités pour partie des besoins coloniaux. Cette configuration produit une recherche « en silos » dans les Outre-Mer, pilotée depuis l'Hexagone (notamment avec des chercheurs·ses missionnaires ou des laboratoires structurés depuis la France) (Cour des Comptes, 2024b). Aux vues des nuances observées, on peut supposer que cela varie selon les thématiques et les disciplines.

2.1.3. Exploration des thématiques associées à la Caraïbe

Enfin, en analysant les titres des publications sur HAL et sur *WOS* ainsi que les titres des thèses en cours ou achevées sur Thèses.fr, on voit émerger plusieurs axes thématiques associés à l'objet caribéen dans les corpus. Parmi les analyses descriptives réalisées avec Iramuteq, les classifications lexicales sur les trois corpus permettent d'identifier cinq principales catégories (Figure 19) :

- Les productions étudiant la littérature et les études culturelles. En histoire, les travaux portent très largement sur les périodes à partir des colonisations (parmi les siècles les plus fréquents recensés, on ne retrouve que des périodes à partir du XVIe siècle). Dans cette

[147] Présentation des spécialités de recherche et d'enseignement associées à l'Université de Bretagne Occidentale [URL].
[148] Présentation des pôles de recherche associés à l'Université de Montpellier [URL].

catégorie, les identités apparaissent comme un questionnement commun à ces différentes approches (*WOS* et Thèses.fr) ;

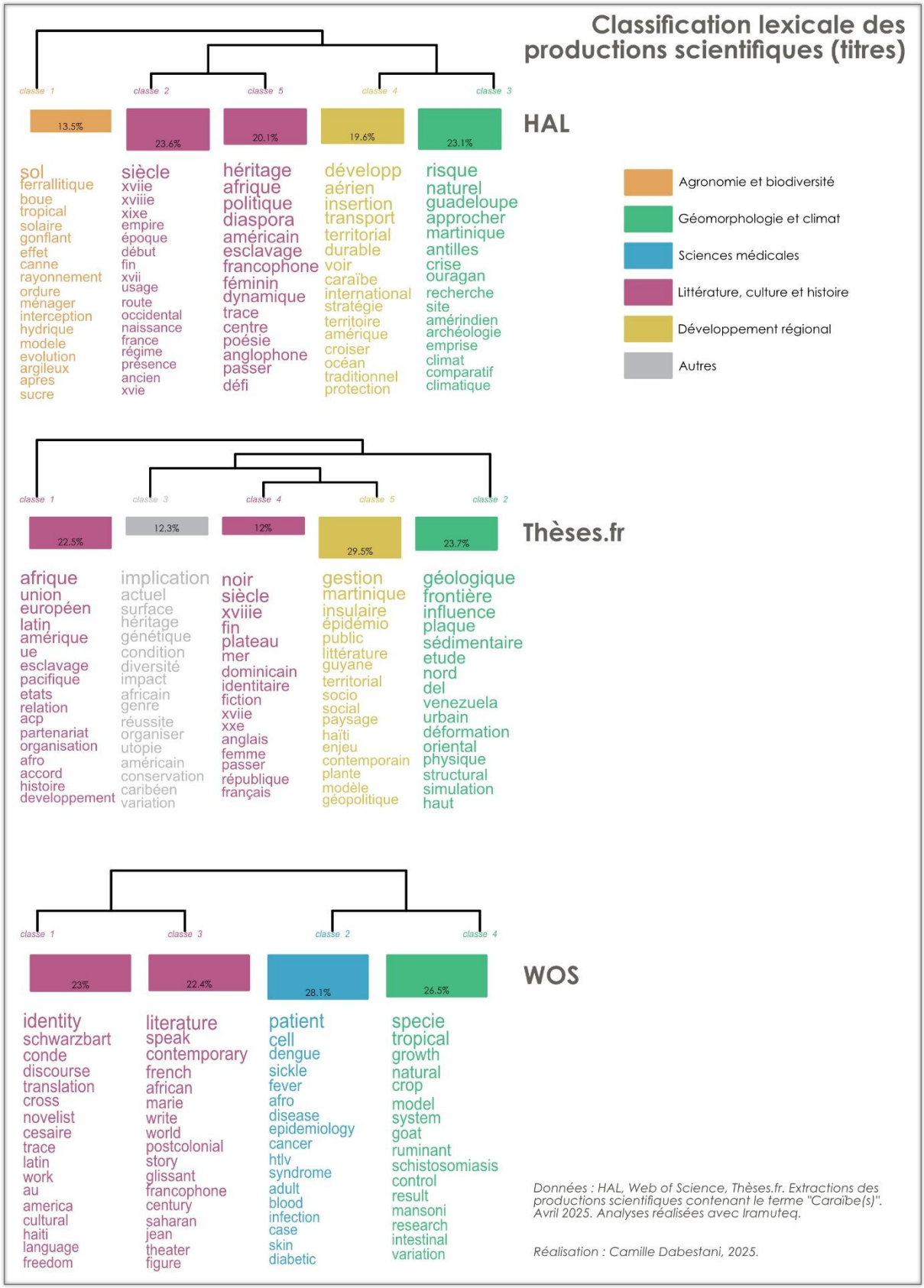
- Une deuxième catégorie regroupe les travaux en agronomie autour de la canne à sucre ou l'analyse des sols (HAL), et sur la biodiversité sur l'approche des espèces tropicales (*WOS*) ;
- Une troisième catégorie regroupe les productions relatives aux enjeux climatiques et géomorphologiques, notamment sur Thèses.fr ;
- Les productions recensées sur *WOS* et sur Thèses.fr forment une quatrième catégorie en sciences médicales, autour d'études épidémiologiques ;
- Enfin, le développement régional émerge sur HAL et Thèses.fr, avec une spécificité du corpus Thèses.fr qui décline des productions notamment sur l'analyse des relations Afrique-Caraïbe-Pacifique et surtout en interrogeant les coopérations et partenariats en cours ou projetés avec les institutions africaines.

Effectivement, à l'échelle des trois corpus francophones, ce sont les sciences médicales, les sciences de l'environnement et l'agronomie qui prédominent dans les productions réalisées sur la Caraïbe. En SHS, la Caraïbe est appréhendée principalement par les études culturelles et littéraires associées aux questionnements sur les identités, en histoire sur les périodes postérieure aux colonisations et sur le développement régional.

Les thématiques donnent ainsi à voir, comme pour les spatialités des productions et des collaborations, les champs hérités des relations disciplinaires à la colonisation ainsi que les champs de spécialisation, autant en SHS qu'en dehors.

L'exploration réalisée ici souligne plusieurs prolongements possibles à ces analyses, que ce soit les temporalités des productions ou le croisement des thématiques et leurs spatialités. Ils permettraient d'ancrer davantage les productions étudiées ainsi que leurs évolutions. De même, une analyse similaire sur l'objet antillais serait par exemple un axe de comparaison riche.

Figure 19 | Classification lexicale des productions scientifiques sur les titres



Parmi les approches et les thématiques observées sur HAL et Thèses.fr, recensant principalement les études en sciences sociales, la géographie a en effet une place centrale dans les institutions académiques liées à l'Outre-mer dans la mesure où elle a entretenu des liens anciens et documentés avec les institutions coloniales (Bruneau, 2006) (Encadré 6). Pour ce qui est plus spécifiquement de la recherche en géographie, on peut citer, l'importance prise par les chercheurs bordelais rattachés à l'ORSTOM (ex-IRD) et la place de la ville dans la géographie coloniale, puis tropicale française (présence de Pierre Gourou puis de Guy Lasserre). Louis Papy et Eugène Revert fondent la revue *Les Cahiers d'Outre-mer*[149] en 1948, publiée par les Presses universitaires de Bordeaux[150]. Le Centre de Géographie tropicale du CNRS s'installe à Talence en 1968 et est lui-même dirigé par Guy Lasserre (Papy, 1969).

Encadré 6 | La discipline géographique, les Outre-mer et la Caraïbe

Les héritages de la géographie dans les études réalisées sur cette aire sont en effet nombreux (Huetz de Lemps, 1997b). À la sortie de la Seconde Guerre mondiale et avec la départementalisation, plusieurs diplômes sont créés ou réactivés dans l'Hexagone pour l'étude des Outre-mer, et notamment à Bordeaux, toujours sous des appellations, des approches et pour des intérêts coloniaux : un certificat « d'études juridiques coloniales », un diplôme de « médecine coloniale » ou encore un diplôme « d'études coloniales » comprenant surtout « de la géographie et de l'histoire des colonies françaises » (Huetz de Lemps, 1997a). Le lien entre la géographie coloniale et la géographie dite tropicale a été vivement critiqué par Aimé Césaire dans son « Discours sur le colonialisme » en 1950, dénonçant le rôle de la discipline dans les rapports de dominations coloniales, racistes et déterministes (Juston, 2022). Le terme « colonial » va disparaître progressivement à partir des années 1960 pour devenir « Outre-mer[151] » et/ou « tropical », par exemple, le certificat « d'études coloniales » devient un certificat de « géographie tropicale et des pays d'Outre-Mer » (Bruneau, 2006 ; Huetz de Lemps, 1997a). Dans la lignée de la géographie tropicale et de figures comme Guy Lassere et Alain Huetz de Lemps (Papy, 1969), la géographie du développement émerge à Bordeaux dans les années 1980 avec deux thèses d'Etat renouvelant l'approche géographique des Antilles sur les enjeux de l'insularité, de la distance, du développement et des transports : la thèse de de Jean-Pierre Chardon (1984) « Géographie des transports maritimes et aériens du Bassin caribéen » et celle de Maurice Burac (1986) « Les Petites Antilles : étude géographique des disparités régionales de développement » (Juston, 2022). Les recherches sur la Caraïbe se développent alors, à partir de ces premiers travaux, dans le pôle universitaire antillais, au sein du laboratoire AIHP GÉODE et dans le cursus de géographie ouvert en 1988 : d'abord sur le développement, puis le risque suite à l'ouragan Hugo qui a touché la Guadeloupe en 1989 (*ibid.*).

La production scientifique sur la Caraïbe donne ainsi à voir les angles d'analyse de la Caraïbe, les sujets sur lesquels le savoir est produit et façon dont la région est vue. Dans les spatialités comme

[149] « Outre-mer » est ici pris dans un sens large, et fait notamment référence aux Antilles, à l'Afrique et à l'Amérique latine (Huetz de Lemps, 1997). En 2023 la revue est d'ailleurs renommée « Suds ».
[150] Présentation « À propos » de la revue Les Cahiers d'Outre-mer [URL].
[151] Ici, le terme dépasse le sens des DROM-COM et intègre l'ensemble des anciennes colonies françaises.

dans les thématiques appréhendées, on y retrouve les centres et les périphéries des réseaux scientifiques français, mais aussi l'héritage colonial – notamment en géographie – qui se dessine très spécifiquement dans la structuration des institutions de l'enseignement supérieur dans les Outre-mer.

Que ce soit du point de vue de l'UE ou du point de vue de l'État français, ces sont également les recommandations de spécialisation dans les Outre-mer que l'on voit apparaître, tout particulièrement dans les champs de la santé, de la biodiversité, d'agro-écologie et de la valorisation des ressources naturelles (Cour des Comptes, 2024b, 2024a ; Daniel, 2019 ; Lucas, Radojcic, 2006).

2.2. Les représentations du monde et de la Caraïbe sur Wikipédia

Dans cette seconde section, j'analyse Wikipédia comme plateforme clé dans la structuration et l'accès au savoir (cf. Chapitre 2). Du fait de cette position, il paraît donc important de consulter les savoirs collaboratifs construits et diffusés par et au plus grand nombre. L'objectif est ici d'élargir la focale de cette étude et d'analyser les représentations, des découpages et, plus largement, les savoirs sur le monde et sur la Caraïbe produits par cette encyclopédie en ligne.

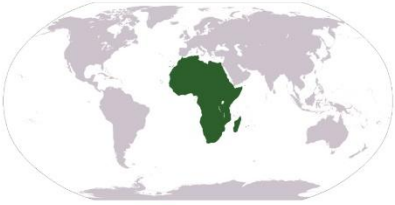
2.2.1. Les régions du monde sur Wikipédia

Sur Wikipédia, on parle de « régions du monde » pour désigner les découpages des représentations du monde. Elles sont définies par une « Palette de navigation », autrement dit un modèle (typologie, mise en forme, structure) pour naviguer entre les pages d'un même groupe, ici la palette « Régions du monde[152] ». Sur la page de cette palette, on retrouve les régions du monde définies par et pour l'encyclopédie, sans référence explicite à un découpage existant (par exemple de l'ONU ou au codage ISO). Au nombre de huit, ces régions du monde sont ensuite chacune décomposées en sous-régions (Figure 20). L'objet géographique « continent » reste la clé principale de découpage des représentations du monde pour cinq des régions du monde définies (Afrique, Amérique, Asie, Europe, Océanie) (Grataloup, 2009). Elles sont complétées par un ensemble « Régions polaires », un ensemble « Régions bicontinentales et multirégionales » et un ensemble « Océans ». Des pages sont dédiées à chaque région du monde et à chaque sous-région (ou presque), ainsi qu'aux limites entre ces régions.

[152] Page « Modèle : Palette Régions du monde », Wikipédia, mars 2025. [URL].

Figure 20 | Palette des régions du monde sur Wikipédia (FR)

Les régions du monde sur Wikipédia (FR)



Afrique

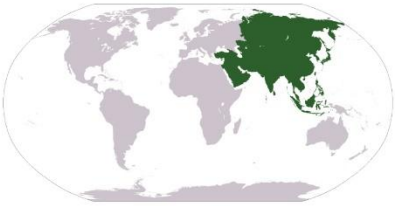
Découpages internes : Australe · Nord (Maghreb) · Saharienne · Subsaharienne · Est · Ouest · Centrale (Equatoriale · Grands Lacs)

Nom de la carte : World map depicting Africa

Amérique

Découpages internes : Nord (Septentrionale · Anglo-saxonne) · Centrale · Caraïbes · Antilles · Sud

Nom de la carte : LocationAmericas



Asie

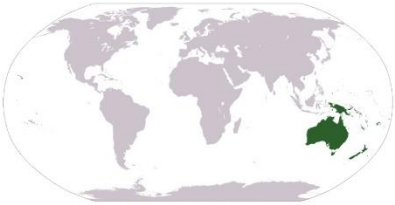
Découpages internes : Moyen-Orient (Proche-Orient (Levant) · Machrek) · Ouest · Centrale · Extrême-Orient (Nord (Sibérie) · Est · Sud-Est · Nord-Est · Sud)

Nom de la carte : World map depicting Asia (Dado, mai 2005)

Europe

Découpages internes : Moyen-Orient (Proche-Orient (Levant) · Machrek) · Ouest · Centrale · Extrême-Orient (Nord (Sibérie) · Est · Sud-Est · Nord-Est · Sud)

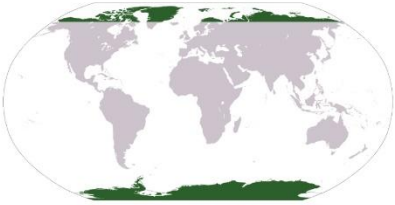
Nom de la carte : World map depicting Europe (Cumhur, novembre 2009)



Océanie

Découpages internes : Australasie · Mélanésie · Micronésie · Polynésie

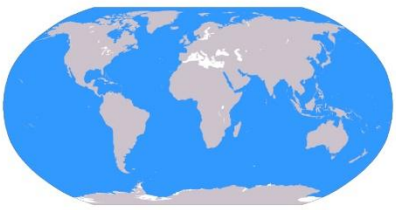
Nom de la carte : LocationOceania



Régions polaires

Découpages internes : Arctique · Antarctique

Nom de la carte : LocationPolarRegions



Océans

Découpages internes : Austral · Arctique · Atlantique · Indien · Pacifique

Nom de la carte : LocationOceans

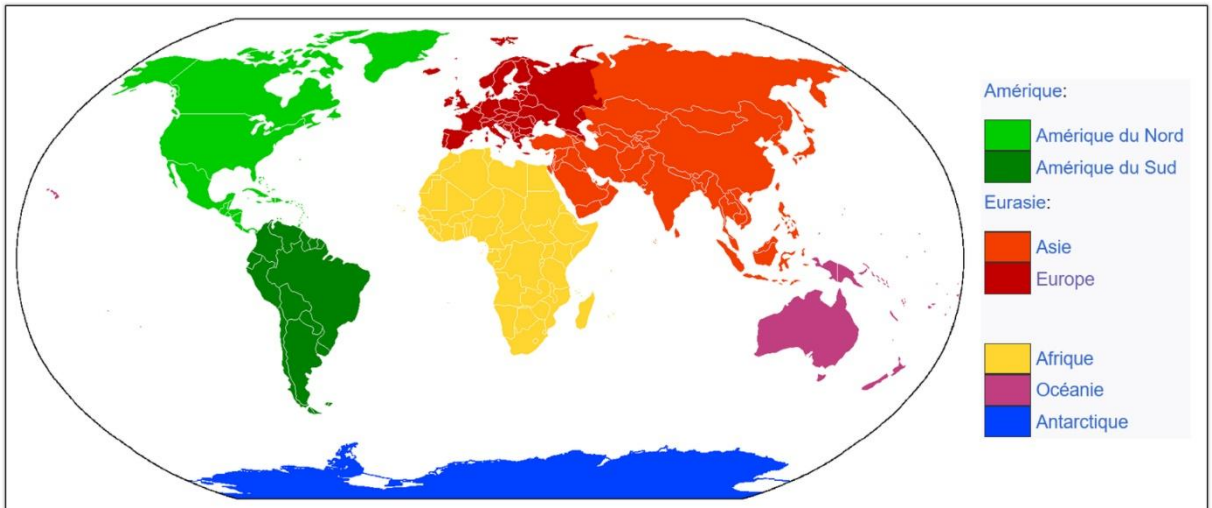
Régions bicontinentales et multi-régionales

Découpages internes : Asie-Pacifique · Afrique tropicale · Amérique latine · Eurasie (Caucase) · Afro-Eurasie · Extrême-Orient

Palette "Régions du monde" de Wikipédia (FR), mars 2025. C. Dabestani, 2025.

Sur la page « Limites entre les continents », il est rappelé que l'étendue et les limites des continents sont une convention géographique dépendant de « nombreux critères faisant appel à des habitudes historiques et culturelles[153] » et que le nombre de continents varie selon les contextes en s'appuyant sur une carte synthétisant les différents découpages existants (Figure 21).

Figure 21 | Représentations des découpages du monde sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR)



Description de la carte : "*Carte des continents, depuis File:BlankMap-World.png. C'est vide pour permettre aux gens d'ajouter des étiquettes propres à diverses langues. Les continents/sous-continents dont le statut est controversé (par exemple, une Amérique ou deux, Eurasie ou Europe et Asie) sont illustrés en teints différents de la même couleur.*"

Carte des continents. Contributeur : Cogito ergo sumo. Version du 4 mars 2025. Utilisée sur la page "Limites entre les continents" sur Wikipédia FR. Mars 2025.

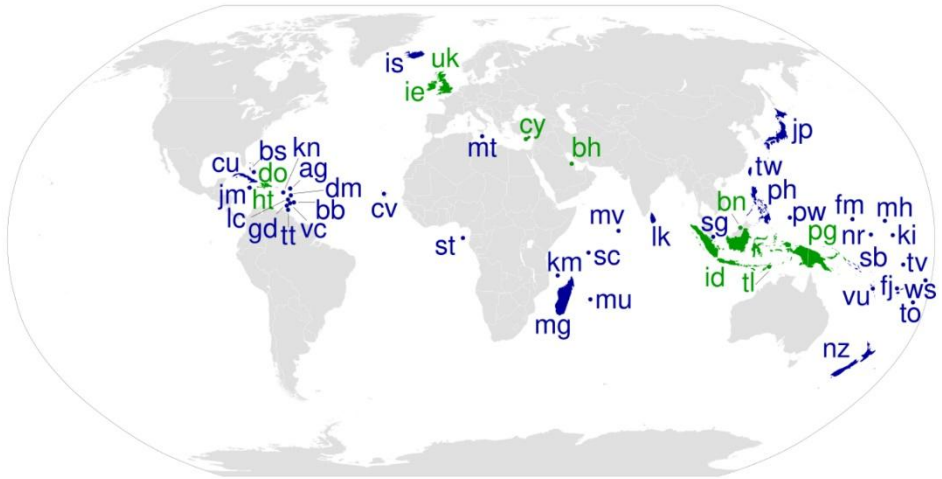
Sur la page des limites entre les continents, on retrouve également un recensement des limites continentales, divisés en deux catégories. La première renvoie aux limites définies comme « au-dessus de terres émergées » : entre l'Amérique du Nord et du Sud, entre l'Afrique et l'Asie (mentionnant l'isthme de Suez) et entre l'Asie et l'Europe (mentionnant les détroits, le Caucase et l'Oural). Dans ce cadre, il est rappelé que « les diversions et canaux d'origine humaine ne sont pas, en général, considérés comme définissant les limites entre continents » (Page Wikipédia « Limites entre les continents »). La seconde catégorie renvoie « essentiellement à l'association d'îles et d'archipels à des continents spécifiques » : entre l'Afrique et l'Asie (mentionnant la mer Rouge), entre l'Afrique et l'Europe (mer Méditerranée), entre l'Amérique du Nord et du Sud (mer Caraïbes), entre l'Amérique du Nord et l'Asie (océan Pacifique), entre l'Amérique du Nord et l'Europe (océan Atlantique), entre l'Amérique du Sud et l'Antarctique (entre les océans Atlantique et Austral), entre l'Amérique et l'Océanie (océan Pacifique), entre l'Asie et l'Europe (océan Arctique et Méditerranée) et entre l'Asie et l'Océanie (Asie du Sud-Est et Australasie). Il est également signalé que les îles et

[153] Page « Limites entre les continents », Wikipédia, mars 2025. [URL]

archipels « très isolés, comme les îles sub-antarctiques, peuvent être considérés comme associés à aucun continent ».

Sur cette même page, deux cartes complémentaires sont liées à cette deuxième catégorie. L'une illustre les États insulaires dans le monde, avec les États partageant une frontière avec un autre État (en vert, comme Haïti et la République dominicaine, ou encore l'Indonésie et la Malaisie ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée) et les États pour lesquels ce n'est pas le cas (en bleu) (Figure 22).

Figure 22 | Carte des « États insulaires » sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR)



Descriptions de la carte :

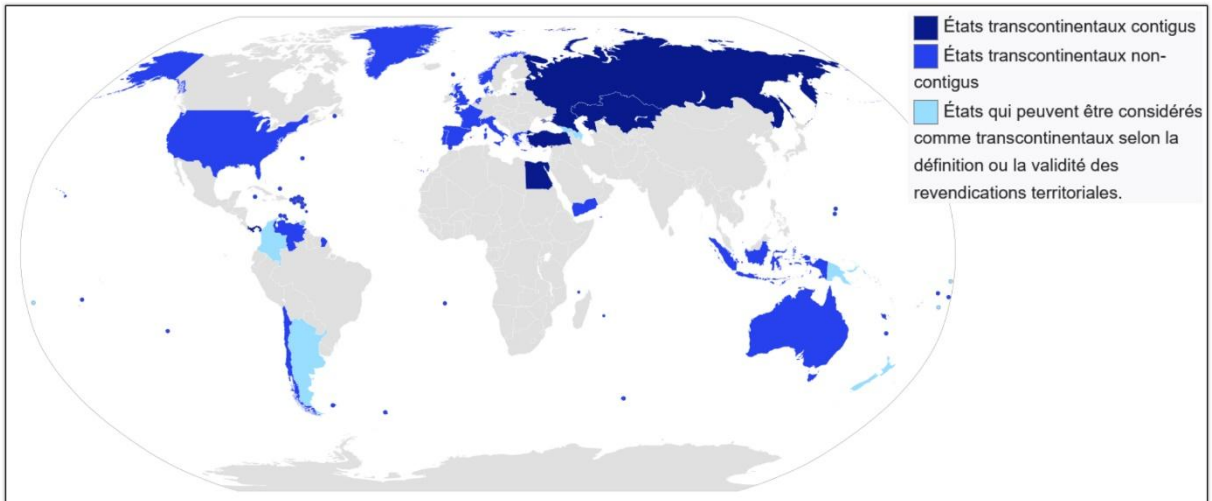
1/ "Cartes des Etats insulaires : ces Etats ne sont pas situés sur des masses continentales, mais sont généralement groupés avec un continent proche."

2/"World Map showing island countries which are sovereign states and states with limited recognition, as listed on http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_island_countries on 18 Dec 2015. Those with land borders with other states are shaded green, and those without are shaded dark blue."

Carte des Etats insulaires. Contributeur : TzarN64. Version du 13 mars 2025. Utilisée sur la page "Limites entre les continents" sur Wikipédia FR. Mars 2025.

L'autre représente les « États transcontinentaux » dans le monde, classés en trois ensembles : les États transcontinentaux contigus (tels que la Russie, la Turquie, l'Égypte, le Panama ou encore le Kazakhstan), les États transcontinentaux non contigus (tels que la France, le Royaume-Uni, le Danemark, le Chili, l'Australie, le Yémen ou encore l'Indonésie) et les États pouvant être considérés comme transcontinentaux selon la définition ou la validité des revendications territoriales (Figure 23). Cette deuxième configuration est particulièrement détaillée sur cette page, traduisant l'inquiétude générée par la compréhension des configurations différentes de grandes étendues de terres, davantage que les limites terrestres floues entre certains ensembles.

Figure 23 | Carte des « États transcontinentaux » sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR)



Description de la carte : " *A map of transcontinental nations.*"

Carte des Etats transcontinentaux. Contributeur : Jurryaany. Version du 4 juin 2018. Utilisée sur la page "Limites entre les continents" sur Wikipédia FR. Mars 2025.

En fin de page, une palette présente les limites entre les continents identifiées sur Wikipédia. Trois limites font l'objet d'une page dédiée (en bleu). Ce n'est pas le cas des six autres, mais elles sont signalées par un lien rouge visant à attirer l'attention pour la création de pages dédiées (Figure 24).

Figure 24 | Palette des limites entre les continents identifiées par Wikipédia (FR)

Palette renvoyant aux pages dédiées aux limites entre les continents. Page "Limites entre les continents" sur Wikipédia francophone. Mars 2025.

Si la Caraïbe est présentée comme une sous-région de la région du monde « Amérique », elle est quasiment absente de la page « Limite entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud[154] ». Il est mentionné que le continent américain peut être divisé en deux ou trois continents ou sous-continents (Amérique du Nord, du Sud, voire centrale), souvent divisés au niveau de l'isthme de Panama. Une phrase précise : « Les îles proches, dont les Antilles, sont souvent rattachées à l'Amérique du Nord ». Ensuite, les îles présentées sont celles à proximité des côtes vénézuéliennes (associée à l'État vénézuélien ou aux Pays-Bas), les îles colombiennes sur les côtes du Nicaragua ainsi que celles de la côte Pacifique. La région Caraïbe n'est mentionnée sur cette page que dans la mention du schéma géographique des Nations Unies : « Le schéma géographique des Nations unies divise l'Amérique en deux groupes sous-régionaux : Amérique du Nord, et Amérique latine et Caraïbes. Ce dernier est lui-même subdivisé en Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud ».

[154] Page « Limite entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud », Wikipedia, août 2025. [URL].

2.2.2. La Caraïbe sur Wikipédia

En 2012, Romain Cruse signalait que l'article Wikipédia anglophone « *Caribbean* » présentait une région vide, uniquement décrite par sa mer et ses îles (Cruse, 2014, p. 72). En écho à ce travail et de façon à l'actualiser, je propose d'étudier la page du Wikipédia francophone « Caraïbes[155] », les contenus qui y sont présentés, leurs structurations, leurs mises en lien et les imaginaires sur lesquels elle s'appuie et qu'elle véhicule.

Sur Wikipédia, les pages sont structurées selon une organisation assez codifiée et normée, et sont rédigées dans un langage encyclopédique. Chaque page est ainsi structurée en sections (parties), avec sous-sections, et accompagnée d'une « Infobox » (l'encart faisant figure de fiche résumée des informations issues de Wikidata présente sur toutes les pages Wikipédia), ainsi que d'illustrations libres de droits (Wikimedia commons). En fin de page, les notes et les références mobilisées sont présentées, accompagnées de renvois vers des « Portails » (des pages recensant toutes les pages Wikipédia autour d'un thème donné) et des « Articles connexes » (lien vers d'autres pages Wikipédia sur des thèmes proches ou sous-jacents). Si les grands ensembles mentionnés ici sont systématiques dans les pages et les titres des sections communs, les types de sections, les sous-sections et leurs contenus sont nettement moins normés (hormis dans le style d'écriture et le sourçage). Ainsi, la page « Caraïbes » sur la Wikipédia francophone (

Annexe 5) se structure de la manière suivante (Tableau 6).

Tableau 6 | Structure de l'article "Caraïbes" sur Wikipédia (FR)

Structure de l'article « Caraïbes » sur Wikipédia francophone :

- Introduction :
  - 1er paragraphe : localisation
  - 2e paragraphe : risque, catastrophes naturelles, vulnérabilité face aux effets du changement climatique
  - 3e paragraphe : Caraïbes « occupées » par des « peuples indigènes », colonisation européenne suite à Christophe Colomb, esclavage, déclin de l'esclavage, indépendance d'Haïti, « vague de nouveaux États » dans les années 1950 et 1960, intervention américaine dans la région.
- « Délimitations géographiques »
- « Etymologie »

[155] Page « Caraïbes », Wikipédia, consultée en juillet 2025 [URL].

- « Histoire » : « Peuplements précolombiens », « Colonisation européenne », « Indépendances ou autonomies », « Expansion outre-mer des États-Unis »
- « Géographie et géologie »
- « Climat »
- « Changements climatiques »
- « Biodiversité »
- « Démographie »
- « Religion »
- « Notes et références »
- Portail : « Portail de la Caraïbe », « Portail de la piraterie », « Portail de l'Amérique du Nord », « Portail de l'Amérique du Sud », « Portail de la géographie ».
- Avertissements en début de page :
  - Pour les articles homonymes, voire Caraïbes.
  - Ne doit pas être confondu avec Antilles.

L'exercice de définition et délimitation de la Caraïbe

Plusieurs définitions sont données et mobilisées sur la page. Trois niveaux de délimitations sont présentés dans l'article :

- Les territoires bordant la mer des Caraïbes découpés entre les Grandes Antilles au nord et les Petites Antilles au sud-est ;
- L'ajout possible des Bahamas et des îles Turques-et-Caïques, parfois le Belize, le Nicaragua, la côte caribéenne de la Colombie, le Yucatan, l'île Margarita, les trois Guyanes, la côte caribéenne du Venezuela et du Brésil ;
- Une « grande région Caraïbes » intégrant tous les États et territoires ayant des côtes sur la mer des Caraïbes et le Golfe du Mexique ainsi que les Bermudes.

Sur la page, deux cartes sont utilisées. La première est située dans l'infobox de la page. Ces cartes présentées dans les infobox sont normées par des règles sémiologiques sur Wikipédia : le fond de carte est gris, figure les limites des États, mais sans toponymes, et l'espace représenté apparaît en vert. Sur cette carte, la Caraïbe est présentée comme l'ensemble des États et territoires insulaires, ainsi que les États continentaux bordant la mer des Caraïbes. La légende indique « Carte de localisation des Caraïbes, dans une acception minimaliste excluant le golfe du Mexique ». Cependant, le nom du fichier image, accessible en cliquant sur la carte, affiche une autre dénomination, « *Antillas (ortographic projection)* ». Sous la carte, toujours dans l'infobox, les listes des pays, des dépendances, des principales langues, des fuseaux horaires et des principales villes sont

présentées. La seconde carte est présentée sous l'infobox, mais en est exclue. Elle est intitulée « Carte de la région de la caraïbe insulaire appelée aussi les Antilles ». Chaque État et territoire insulaire est ainsi représenté, distingué par une couleur et par un toponyme.

Antillas (orthographic projection)
Description : Carte de localisation des Caraïbes, dans une acception minimaliste excluant le golfe du Mexique.

Carte de la région de la caraïbe insulaire appelée aussi les Antilles
Contributeur·rice : Cacahuate (French translation by Joelf), août 2008.

Cartes présentées dans l'article Wikipédia francophone "Caraïbes". Mars 2025.

On note, en entête, un avertissement à ne pas confondre « Caraïbe » avec « Antilles » qui est rappelé plus loin dans l'article en signalant la définition des Antilles comme « une sous-région à part entière » composée d'États souverains, des DROM et des dépendances, en mentionnant l'existence du regroupement des dépendances néerlandaises sous le nom « Antilles néerlandaises » de 1954 à 2010, ainsi que d'une « Fédération des Indes occidentales » autour des dépendances britanniques. Les appellations d'Antilles souvent associées aux usages en français ne sont pas mentionnées. La raison pourrait venir du fait que cette page a été créée par une démarche de traduction de la page de la Wikipédia anglophone, visible par la mention « (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l'article de Wikipédia en anglais intitulé « Caribbean[156] » obligatoire dans la section « Notes et références ». La définition encyclopédique de la Caraïbe présentée ici reprend donc, pour une partie, les projections propres aux contextes anglophones.

Le contenu de la page

L'analyse lexicométrique par similitude (Figure 25) de la page permet de voir les objets associés à la Caraïbe ainsi que les liens qui sont faits entre eux pour la première, et d'identifier les classes lexicales dans le contenu étudié pour la seconde (Figure 26).

[156] Page « Caribbean », Wikipédia, consultée en juillet 2025 [URL].

Figure 25 | Analyse lexicométrique de la page « Caraïbes » de Wikipédia (FR)

Résumé de l'analyse lexicométrique : général et similitudes

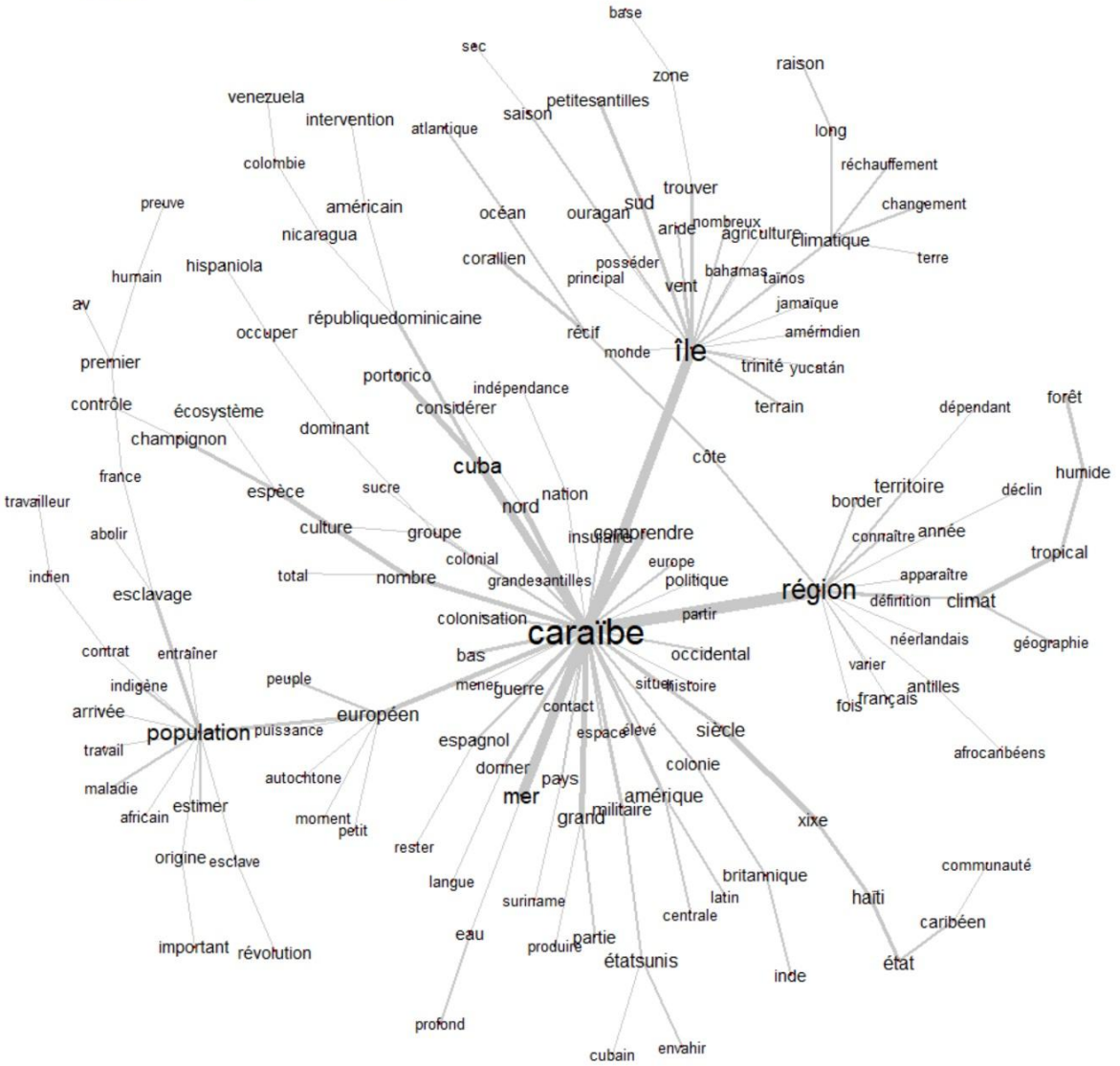
Article "Caraïbes" sur Wikipédia francophone

Mot	Nb d'occurrence	Nature
caraïbe	51	nom
île	36	nom
région	27	nom
population	16	nom
cuba	15	nr
mer	13	nom
européen	12	adj
état	12	nom
amérique	11	nom
espèce	11	nom
comprendre	10	ver
tropical	10	adj
climat	10	nom
états-unis	10	nr
culture	10	nom

Nombre d'occurrences : 3568

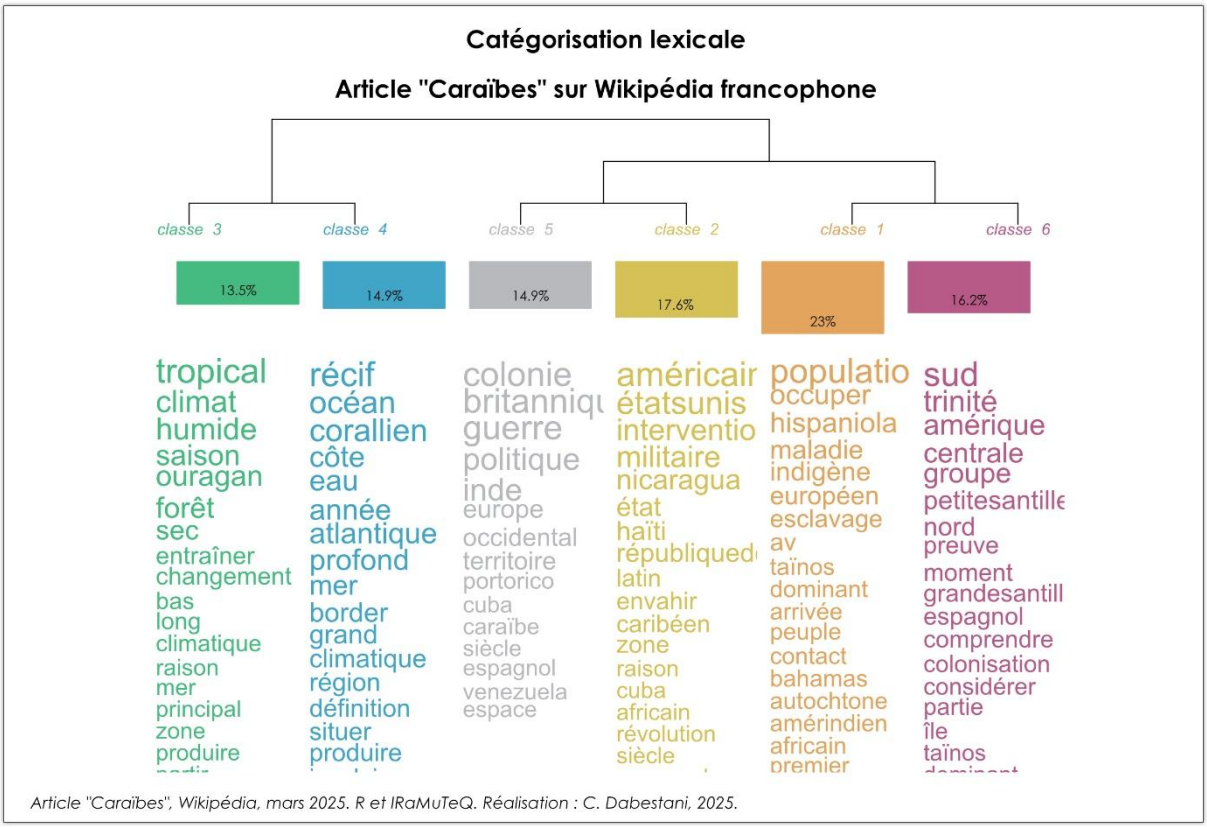
Nombre de formes : 1034

Nombre d'hapax : 643 (18% des occurrences - 62.2% des formes)



Article "Caraïbes", Wikipédia, mars 2025. R et IRaMuTeQ. Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Figure 26 | Catégorisation lexicale de la page « Caraïbes » de Wikipédia (FR)



En plus de son association à la mer éponyme, quatre principaux ensembles de similitudes émergent, décrivant la Caraïbe avant tout à travers l'image de l' « île » (36 occurrences), mais aussi comme une « région » (27), par sa « population » (16) et par la figure de « Cuba » (15).

L'insularité associée à la Caraïbe ne renvoie pas tant à une description des États ou territoires ou à des enjeux socio-économiques, elle sert principalement une description climatique (« saison »), du changement climatique (« réchauffement ») ou des événements météorologiques (« ouragan »). Dans l'AFC, une classe lexicale émerge nettement sur cette thématique climatique (classe 3 – 13,5%), très proche d'une classe sur le thème océanique (classe 4 – 14,9%).

La Caraïbe est identifiée sur Wikipédia comme une région, mais pas dans le sens de macrorégion telle qu'on l'a vu jusqu'ici (un ensemble identifié, pratiqué, représenté, vécu dans ses dimensions politiques, sociales, économiques ou comme un ensemble institutionnel). La région décrit ici un ensemble climatique (« tropical ») et un ensemble géographique marqué par la présence de dépendances françaises ou néerlandaises (« territoire », « dépendant »), associé au terme « Antilles » utilisé pour les décrire. L'enjeu de la définition de cette région apparaît également par l'enjeu de sa délimitation (« frontière », « border » ou « comprendre » dans le sens d' « intégrer »). C'est seulement à la marge que le terme « afrocaribéen » figure, laissant entendre peu de description socioculturelle.

Contrairement à l'observation que Romain Cruse faisait sur la page anglophone de la Caraïbe, elle apparaît ici comme un espace peuplé – cela semble d'ailleurs aussi le cas sur la page anglophone. L'ensemble de similitudes associé au terme « population » la présente cependant essentiellement sous sa dimension historique particulière. Il s'agit d'une histoire bien située, puisqu'elle aborde les faits depuis l'arrivée des Européens, des processus d'extermination, de colonisation et de l'esclavage (« esclavage », « maladie »). On retrouve une section dédiée à l'histoire précédent l'arrivée des Européens, mais celle-ci reste nettement plus courte (au point qu'elle n'émerge presque pas dans les analyses textuelles et lexicales réalisées) et le nom même de la section « Peuplements précolombiens » renvoie au prisme eurocentré de la lecture. Trois classes lexicales se distinguent dans la page, une thématique des colonisations européennes (classe 5 – 14,9%), une thématique sur l'esclavage et l'extermination (classe 1 – 23%) et une thématique sur les délimitations de la région et les liens avec l'Amérique du Sud en lien avec les colonisations (classe 6 – 16,2%). La population est associée à la notion de travail (« travail », « travailleur »), à l'esclavage et à ses conséquences et aux origines des populations victimes d'esclavage et de travail forcé (« origine », « africain », « indien », « indigène »).

Enfin, Cuba apparaît comme une figure centrale des représentations sur la Caraïbe. C'est l'État qui émerge en premier dans les associations à la Caraïbe, et c'est par son intermédiaire que les autres États et territoires hispanophones insulaires, mais aussi continentaux sont mentionnés sur la page (République dominicaine, Porto Rico, Nicaragua, Venezuela, Colombie ainsi que les États-Unis par la notion d'interventionnisme).

Si Cuba semble être la principale figure politique dans l'imaginaire produit sur la Caraïbe, d'autres espaces apparaissent secondairement sur la page. D'abord, l'Europe comme figure de la colonisation apparaît (« européen », « puissance »). Il est intéressant de noter que l'Amérique, en tant que continent associé à la localisation de la Caraïbe, apparaît tout juste autant que l'Europe (12 occurrences d' « européen » contre 11 d' « amérique »). Juste après, ce sont les États-Unis qui émergent sur le registre militaire et en lien avec Cuba (« envahir », « cubain ») et pour lesquels on retrouve une classe lexicale associée à l'interventionnisme étatsunien (classe 2 – 17,6%).

Enfin, dans l'AFC, les termes « Caraïbe » et « caribéen » figurent dans les classes sur les colonisations européennes (5) et l'interventionnisme étatsunien (2), et pas vraiment dans d'autres contextes. Les organisations régionales n'apparaissent dans aucune des analyses réalisées : le CARICOM, la CONCACAF ou l'OECO sont par exemple mentionnés, mais leurs citations restent à l'état d'une unique mention pour chacune dans la liste des articles connexes (pas dans le texte de l'article). On ne retrouve pas non plus de classes lexicales visant à caractériser la Caraïbe actuelle, dans sa complexité, ni à présenter les populations, les sociétés, les structures, les institutions ou les

enjeux (à l'exception du changement climatique). Sans que le nom de la région y soit associé, la classe qui renvoie le plus aux composantes de l'espace régional est la sixième, évoquant les découpages internes (Grandes/Petites Antilles) et l'Amérique du Sud. Le seul terme renvoyant à l'histoire précédant la colonisation se trouve dans cette classe (« Taïnos »). Enfin, la double thématique la plus prégnante, sur les dimensions océanique et climatique, n'inclut pas les acteurs ou les entrées sociales ou même politiques de ces entrées.

Comparaison avec la page Wikipédia anglophone

La version anglophone de l'article « Caraïbes » présente des différences intéressantes à observer (Annexe 6). Si le début de la page est assez similaire à la version francophone, la page anglophone présente de nombreux compléments. Dans la section qui succède directement à l'introduction de la page, intitulée « *Overview* », un panorama des principales ethnies de la région est présenté : « *The modern Caribbean is one of the most ethnically diverse regions on the planet, as a result of colonization by the Spanish, English, Dutch, and French; the Atlantic slave trade from Sub-Saharan Africa; indentured servitude from the Indian subcontinent and Asia; as well as modern immigration from around the world*[157] » (Extrait de la page Wikipedia anglophone, consultée en août 2025).

Structure de l'article « Caraïbes » sur Wikipédia francophone :

- Introduction :
  - 1er paragraphe : localisation
  - 2e paragraphe : arcs insulaires, archipels et espaces côtiers inclus
- « Overview »
- « Etymology and pronunciation »
- « Definition »
- « History » : Premiers peuplements, « European contact », « US interventions »
- « Geography » : « Climate », « Island groups », « Historical groupings », « Continental countries with Caribbean coastlines and islands », « Biodiversity », « Plants and animals »
- « Politics » : « Regionalism »
- « List of countries and territories »
- « Demographics » : « Life expectancy », « Indigenous groups », « Language », « Religion »
- « Culture » : « Cuisine », « Sport », « Regional institutions »

[157] Traduction : « Les Caraïbes modernes constituent l'une des régions les plus diversifiées sur le plan ethnique de la planète, en raison de la colonisation espagnole, anglaise, néerlandaise et française, de la traite négrière transatlantique en provenance d'Afrique subsaharienne, de la servitude contractuelle en provenance du sous-continent indien et d'Asie, ainsi que de l'immigration moderne en provenance du monde entier ».

- « Notes »
- « References »,
- Avertissements en début de page : « *This article is about the group of islands. For the body of water surrounding them, see Caribbean Sea. For the Indigenous inhabitants of the Caribbean or people of Caribbean descent, see Caribbean people. For other uses, see Caribbean (disambiguation)*[158] »

Dans l'ensemble, la page anglophone présente bien davantage la multiplicité des définitions de la Caraïbe. Dès la section « Description », l'existence de définitions géographique, géophysique[159], politique, institutionnelle (renvoyant vers celle des Nations-Unies), mais aussi culturelle et historique de la région sont mentionnées.

On mesure cet écart par la longueur des pages dédiées à la Caraïbe, mais aussi aux autres macrorégions du continent américain sur Wikipédia. En comparant les pages dédiées à la Caraïbe dans les trois langues les plus parlées dans l'espace américain, la page anglophone sur la Caraïbe est trois fois plus longue que celle en français[160]. La seule autre page sur les macrorégions américaines qui présente cet écart de longueur de page entre l'anglais et le français, c'est celle sur l'Amérique du Nord (Figure 27).

[158] Traduction « Cet article concerne le groupe d'îles. Pour la mer qui les entoure, voir mer des Caraïbes. Pour les habitants indigènes des Caraïbes ou les personnes d'origine caribéenne, voir Peuple caribéen. Pour les autres significations, voir Caraïbes (homonymie) »

[159] Texte initial : « *Physiographically, the Caribbean region is mainly a chain of islands surrounding the Caribbean Sea. To the north, the region is bordered by the Gulf of Mexico, the Straits of Florida and the Northern Atlantic Ocean, which lies to the east and northeast. To the south lies the coastline of the continent of South America.* » (Extrait de la page Wikipedia anglophone, consultée en août 2025).

[160] Sur Wikipédia, une page sur la Caraïbe existe dans les versions en créole haïtien et en créole guyanais, même si elles sont très courtes : respectivement …

Figure 27 | Longueur et consultation des pages Wikipédia des macrorégions américaines

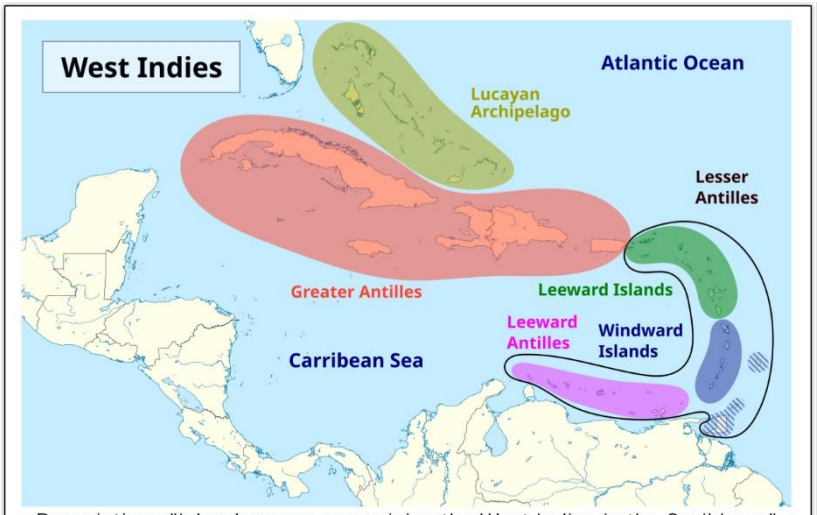
Longueur et consultation des pages Wikipédia des macrorégions américaines

	Taille de la page (octets*)					Nb de consultations en 30 jours				
	FR	EN	ES	HT**	GCR***	FR	EN	ES	HT	GCR
Caraïbes / *Caribbean* / *Caribe* / *Karayib* / *Karayb*	44 995	134 519	50 772	16 121	4 666	16 560	88 203	14 253	32	25
Antilles / *Antilles* / *Antillas* / Bannzilé	37 354	7 836	60 755	NA	4 380	8 866	11 702	10 632	NA	9
Amérique du Sud / *South America* / *América del Sur* / *Amerik disid* / *Lanmérik di Sid*	66 411	215 368	294 349	3 972	7 346	11 447	110 665	26 699	31	98
Amérique du Nord / *North America* / *América del Norte* / *Amerik dinò* / *Lanmérik di Nò*	36 000	176 297	58 769	719	3 186	11 503	181 518	17 284	38	29
Amérique centrale / *Central America* / *América Central* / *Lanmérik santral*	21 422	11 433	151 511	NA	2 801	6 280	46 926	25 758	NA	21

* unité de mesure de l'information numérique
** Créole haïtien (*Kreyòl ayisyen*)
*** Créole guyanais (*Kreyòl gwiyannen*)
Informations sur les pages Wikipédia consultées en septembre 2025. Réalisation : C. Dabestani, 2025.

La section « *Geography* » propose mêmes plusieurs descriptions de la région au-delà des dimensions climatiques ou géophysiques, sous forme de listes assez souvent : les États et territoires par groupe insulaire (Figure 28), par groupement historique (associés aux États coloniaux) ou encore les États continentaux, dont les côtes donnent sur la mer. La section « *Politics* » présente les régionalismes de la Caraïbe : le CARICOM, les liens institutionnels avec l'UE, les États-Unis et l'Union africaine, l'ACS ou encore l'alliance bolivarienne. Enfin, la section « *Demographics* » complète les descriptions par une liste des groupes natifs ou encore des religions, une section « *culture* » qui détaille la présentation de la région par le sport, la cuisine et les institutions.

Figure 28 | Cartes présentées dans l'article "Caribbean" de Wikipédia (EN)



Description : "Island groups comprising the West Indies in the Caribbean"
Contributeur·rice : MaligneRange, june 2023.

Cartes présentées dans l'article Wikipédia anglophone "Caribbean". Août 2025.

Synthèse

Même si la page francophone sur la Caraïbe donne l'image d'une région peuplée, elle pousse à rejoindre en partie l'observation de Romain Cruse. La région donnée à voir semble vide, décrite par la mer, une insularité limitée à ses caractéristiques climatiques. La population telle qu'elle est abordée sur la page n'est renvoyée qu'à une force de travail ou comme victime de la colonisation et de l'esclavage. L'ensemble produit l'impression d'une région figée dans un passé défini par son existence dans l'histoire européenne.

L'analyse textuelle de la page trouve son reflet dans l'introduction de la page[161], composée de trois paragraphes. Le premier présente sa localisation en tant que région d'Amérique et sa composition d'îles dans la mer du même nom. Le second porte sur la notion de risque, les catastrophes naturelles et la vulnérabilité face aux effets du changement climatique. Enfin, le troisième paragraphe présente une Caraïbe « occupée[s] par des peuples indigènes » avant la colonisation européenne suite à l'arrivée de Christophe Colomb, l'extermination de la population native, l'esclavage. L'indépendance d'Haïti et le déclin de l'esclavage amènent à des indépendances, produisant une « vague de nouveaux États » dans les années 1950 et 1960. L'intervention étatsunienne (dite « américaine[162] » ici) dans la région achève cette introduction. La Caraïbe donnée à voir ici emboîte des représentations eurocentrées et fixées dans un déterminisme naturel. Elle ne prend en compte aucune forme d'agentivité, de la population comme des acteurs économiques, politiques ou culturels.

Pour conclure, les représentations scientifiques et les représentations wikipédiennes de la Caraïbe, depuis le point de vue francophone, produisent l'image d'un espace vidé de ses habitant·es, sinon réduit à la description des peuplements et à celle de l'esclavage. Sur le plan temporel, l'histoire donnée à voir commence souvent à partir des colonisations européennes, davantage encore sur Wikipédia. Sur le plan spatial, la lecture d'ensemble de la région reste largement concentrée sur son environnement biophysique. Si cela reste très descriptif sur Wikipédia, les registres d'appréhension de la Caraïbe comme ressource environnementale dans la production scientifique semblent prendre le pli des discours européens sur les RUP (santé, biodiversité, agro-écologie, pharmacopée, etc.). Cependant, là où Wikipédia ne fait que naturaliser la Caraïbe, la littérature montre d'une part la place des questionnements relatifs aux identités par l'intermédiaire des intellectuel·les de la Caraïbe

---

[161] Bien souvent, l'introduction est l'espace qui fait le plus de débats entre les contributeur·rices. En effet, cette partie revêt de l'importance puisque la lecture s'arrête souvent à ces premières lignes. Dans la version francophone, l'introduction est également censée être conforme et représentative au contenu de la page.

[162] Suite à un vote réalisé auprès de contributeur·rices en 2010, l'usage limité du terme « étatsunien » a été choisi pour la plateforme par respect du NPOV : « En application de Wikipédia:Neutralité de point de vue, le terme « états-unien » et ses variantes orthographiques ne doivent pas être utilisés lorsqu'il est possible d'utiliser le terme « américain » à leur place » (Page Wikipédia, « Wikipédia:Prise de décision/États-unien » [URL]).

qui les ont fait émerger, et de l'autre, les enjeux de coopérations et de développement de la région. Dans les deux cas, les solidarités, les collectifs, les réseaux et les liens intégrant la Martinique et la Guadeloupe dans un ensemble caribéen n'apparaissent qu'à la marge et ne permettent pas ne se figurer une appartenance commune et partagée dans cet ensemble.

3. Questionner les constructions exogènes et appropriation de la Caraïbe

Dans le *Caribbean Atlas* (2013), l'économiste cubaine Graciela Laffita Chailloux affirme « [qu'il] ne semble pas exister d'autre région au monde pour laquelle la définition de son aire géographique, historique, sociologique, économique, etc., relève d'une tâche si élusive ». Cette citation souligne bien la complexité de la définition de la Caraïbe et rappelle que la Caraïbe est une construction exogène, divisée par les impérialismes européens et produite par les intérêts d'ingérence étatsuniens. Mais c'est aussi et surtout un objet géographique mouvant, (ré)approprié, vécu et (re)négocié par les acteurs au sein de la région et dans le monde. Dans cette seconde partie, il s'agit d'appréhender la diversité des approches, des structures et des liens mobilisés dans les définitions de la Caraïbe par des auteur·rices caribéen·nes notamment, dans le but de rendre compte des débats, des nuances et des attentes projetés sur cet espace. En interrogeant les définitions macrorégionales et leurs mises en tension, ce sont les appropriations de ces objets qui sont analysées : les identités, les appartenances à une Caraïbe, mais aussi leurs rôles et leurs usages politiques.

3.1. La Caraïbe comme objet socio-spatial flou : dépasser les définitions exogènes

Parmi les définitions de la Caraïbe, celle proposée par les géographes français Henry Godard et Thierry Hartog en 2003 a fait référence dans la géographie francophone (Cruse, 2014). Cette définition repose sur deux principaux éléments : d'une part, la « centralité maritime » organisée autour du golfe du Mexique et de la « mer des Antilles » ; et de l'autre, la lecture au prisme des liens de dépendance aux États-Unis, une « puissance dominatrice et unificatrice » dont Miami serait le « moteur ». Sans mentionner les histoires coloniales et le rôle des empires européens, la dénomination de la région est associée aux populations natives dans une formulation renvoyant cependant à l'héritage d'une la lecture coloniale de cet espace – notamment à travers l'usage du terme « Indiens ».

> De part et d'autre du tropique du Cancer et du détroit du Yucatan, qui sépare la péninsule mexicaine de la partie occidentale de Cuba, s'ouvrent deux grandes masses liquides, le golfe du Mexique au nord, la mer des Antilles (ou des Caraïbes) au sud. Cette vaste étendue marine couvre 4000 km d'est en ouest et 1200 km du nord au sud, baigne les rivages des États continentaux, de la Floride au Venezuela, et se ferme, en pointillés, par l'arc des Petites Antilles dans sa partie occidentale. Entre Nord et Sud, entre insularité et continentalité, 34 États et territoires ou tutelle se partagent cette vue sur la mer, à l'exception du Salvador ; ils couvrent au total plus de 2,7 millions de km2 et rassemblaient en 2001 près de 165 millions d'habitants. Cet ensemble partage cette centralité marine et cette référence commune aux premiers occupants, les Indiens Caraïbes, qui ont laissé leur nom à cette région. En même temps, le Bassin caraïbe (1) fait aussi référence à un espace organisé autour d'un pôle majeur, Miami, principale concentration urbaine de la Floride, plaque tournante fondamentale et centre moteur incontesté. La configuration d'ensemble de ce bassin masque néanmoins de profonds contrastes de développement humain et économique qui justifient aussi pleinement le terme de méditerranée. Par ailleurs, au-delà de ces évidences d'opposition, rayonne également la puissance dominatrice et unificatrice des États-Unis. (Godard, Hartog, 2003, p. 6)

Cette définition permet de revenir sur plusieurs limites d'une appréhension exogène de la Caraïbe, posture décrite précédemment. Tout d'abord, une lecture de la Caraïbe uniquement portée sur sa centralité maritime tend à faire oublier l'ensemble des configurations politiques, administratives ou sociales qui structurent cet espace régional et à homogénéiser les rapports à cet espace maritime. François Taglioni et Romain Cruse avertissent ainsi sur le fait que « la région Caraïbe se définit autrement que dans un rapport déterministe à la mer du même nom » (Taglioni, Cruse, 2013). Pour Romain Cruse, le centre ou le « cœur » de la région Caraïbe semble être l'élément le plus consensuel et le plus facilement repérable : l'arc antillais – contrairement à la définition de Henry Godard et Thierry Hartog, qui insistent sur la polarité de Miami. En revanche, les limites au-delà de cette région cœur seraient plus floues et pluridimensionnelles, notamment sur l'intégration ou non des espaces continentaux pour des États aux relations variées avec la Caraïbe[163]. Comme dans la première définition, on retrouve cette difficulté à définir la région dans son ensemble :

> « Le cœur de la région est facilement repérable : c'est l'arc antillais, région qui ne correspond pourtant pas à la définition des Antilles. Elle se limite aux îles qui s'étendent de Trinidad, au sud, à Cuba et aux Bahamas, au nord, à travers le chapelet insulaire en forme de virgule qui relie la région vénézuélienne du Sucre à la Floride. » (Cruse, 2014, p. 59)

La lecture de la Caraïbe ne peut pas s'arrêter à la définition de ses délimitations, ou uniquement au prisme de sa dépendance aux États-Unis, et ne pas tenir compte des histoires coloniales plurielles, des transmissions politiques, économiques et sociales faites aux États et territoires de la macrorégion ou encore sans tenir compte des (im)mobilités des populations, des liens et des limites ou des enjeux

[163] Par exemple, en Colombie, on distingue une région caribéenne, une région pacifique et une région andine.

diasporiques (Audebert, 2011a ; Ranély Vergé-Dépré, Roth, 2017). La définition de la Caraïbe est inventée et continuellement réinterprétée, par des influences externes et des mouvements internes (Girvan, 2000b, p. 34-35) ainsi que par des mouvements sociaux, culturels, politiques et géopolitiques en son sein et avec le reste du monde (Dubesset, 2013).

C'est pourquoi je propose donc ici une synthèse des définitions de la Caraïbe produites par des chercheur·ses et spécialistes caribéen·nes de cet espace et de ses institutions revenant les plus fréquemment dans les travaux sur la macrorégion. Sans chercher l'exhaustivité dans l'exposé de ces définitions, l'objectif est ici de présenter un panorama des représentations proposées pour lire la complexité et la multiplicité des influences en jeu dans cet espace, pour dépasser les représentations exogènes et appréhender les questionnements que toutes ces définitions mettent en tension, ou pour le dire autrement, « la manière dont les termes sont pleins d'histoire, d'idéologies et d'imaginaires » (Gaztambide-Géigel, 1996, p. 74). Après être revenue sur les définitions géographiques de la Caraïbe, je préciserai donc ses multiples définitions historiques, sociales et culturelles. Il s'agira finalement d'appréhender les constructions institutionnelles et les projections politiques qui produisent elles-mêmes des définitions de la macrorégion.

Les définitions présentées ci-dessous sont regroupées de manière thématique pour montrer les intersections entre les différentes approches des auteur·rices sélectionné·es. Dans leurs productions, ils et elles présentent en effet toutes ces définitions en les articulant, que cela soit par emboîtement ou intersection à la fois spatiale et temporelle.

3.1.1. Les définitions géophysiques et morphologiques de la Caraïbe

Plusieurs définitions géographiques et géophysiques de la Caraïbe existent, reposant sur des paramètres tels que l'hydrographie et la géologie (la Caraïbe comme bassin), l'océanographie (Caraïbe organisée autour d'une mer intérieure, la mer des Caraïbes parfois associées au golfe du Mexique), la volcanologie (des îles volcaniques au sud de l'arc, contrairement au nord de l'arc), la tectonique des plaques ou encore sur les structures géographiques (insulaire et continentale).

Pour de nombreux·ses auteur·rices, ces lectures géographiques et/ou géophysiques de la Caraïbe présentent plusieurs limites lorsqu'elles sont utilisées comme unique clé de lecture, comme facteur explicatif de dynamiques sociales, historiques ou politiques ou encore comme définition « neutre » de la région (Bégot, Buleon ; Cruse, 2014 ; Gaztambide-Géigel, 1996 ; Girvan, 2000b ; Mintz, 1966 ; Rodriguez, 2013).

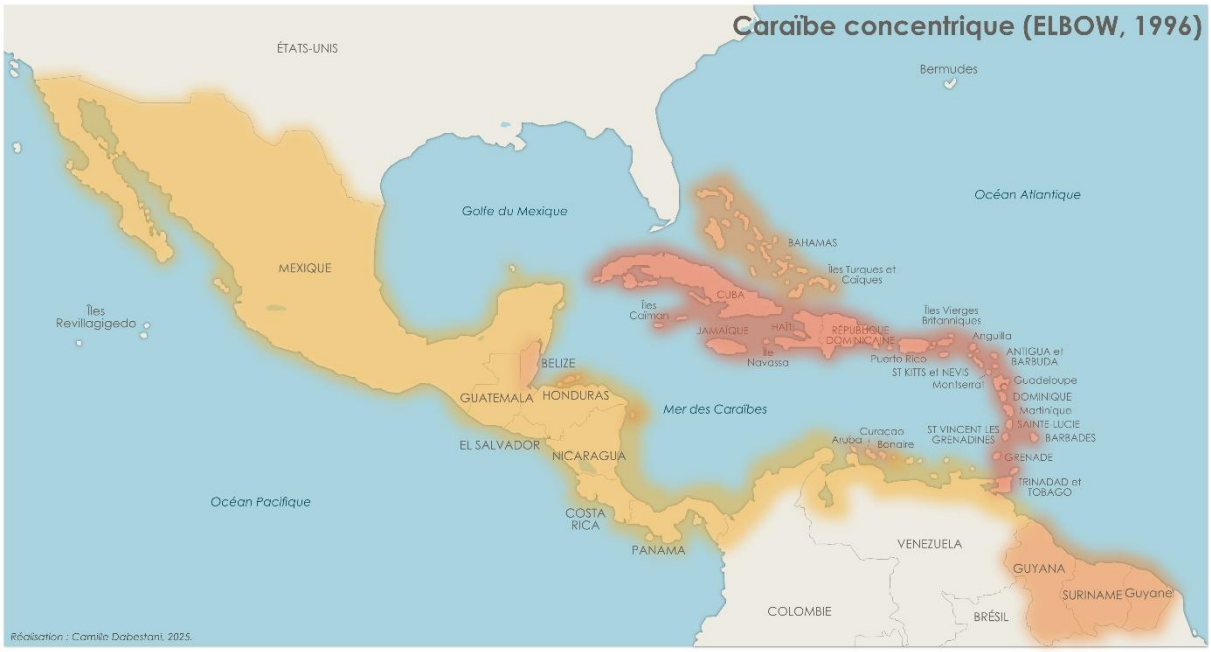
Des espaces qui sont intégrés dans certaines de ces définitions ne renvoient à aucune pratique, structure ou lien réels et concrets de la région. Par exemple, la définition du bassin caribéen intègre

des États et des espaces davantage tournés vers le Pacifique que vers la Caraïbe. Inversement, la Barbade et les Bahamas sont en dehors du bassin, mais ont des échanges denses avec les territoires de cet espace (Rodriguez, 2013), et en ajoutant la dimension historique, il en va de même pour le Guyana, le Suriname et la Guyane. À partir de ce même raisonnement, certaines parties du sud des États-Unis présentent la même histoire d'économie de plantation que les territoires caribéens. Il en va de même pour la lecture limitée aux espaces insulaires, l'insularité comme définition visant aussi l'appréhension d'espaces continentaux. Toutes ces configurations montrent les limites d'une définition sectorielle de la région.

Pour dépasser les limites de la lecture géographique, le géographe étatsunien Gary Elbow propose une analyse de la Caraïbe par une structure géographique en cercles concentriques. L'objectif est de faire des distinctions infranationales quant aux liens avec la Caraïbe (côte/intérieur), mais surtout d'apporter de la nuance et de la complexité, à l'image des perceptions des Caribéen·nes (Cruse, 2014; Elbow, 1997). Il définit donc trois cercles de définitions de la Caraïbe (Figure 29) :

- un centre/cœur (*core*) correspondant aux îles des Antilles dans la mer des Caraïbes considérées par (presque) tout le monde comme caribéennes ;
- une frange (*fringe*) correspondant aux îles extérieures du bassin (Bahamas, Turques-et-Caïques, îles sur les côtes d'Amérique centrale), ainsi qu'aux territoires continentaux, du Belize, du Guyana, du Suriname et de la Guyane ;
- une périphérie correspondant aux États de l'Amérique centrale (dont le Mexique) et les côtes nord de la Colombie et du Venezuela.

Figure 29 | Représentation cartographique de la Caraïbe concentrique d'Elbow (1996)



3.1.2. Les définitions historiques, sociales et culturelles de la Caraïbe

En ajoutant la profondeur temporelle dans le travail de définition, les chercheurs, spécialistes et penseurs de la Caraïbe articulent des définitions tenant compte des conséquences de la colonisation – sur les économies de plantation héritées, mais aussi sur les plans individuels et collectifs, ou encore dédiés à l'appréhension des ingérences étatsuniennes –, les multiples rapports à l'insularité, les définitions culturelles, mais surtout sociales de cet espace ou encore les enjeux transnationaux et diasporiques.

La Caraïbe et les héritages coloniaux des économies de plantation

Au croisement de l'histoire et de la géographie, Antonio Gaztambide-Géigel[164] définit une « Afro-Amérique centrale », prenant en compte l'histoire de l'esclavage dans l'ancrage spatial du pourtour de la mer des Caraïbes (Gaztambide-Géigel, 1996). Chez lui comme chez Norman Girvan[165], la définition de la Caraïbe est prolongée en y ajoutant une dimension économique, structurée par les colonies de plantations, toujours au profit d'États ou de métropoles étrangères (Girvan, 2000b). L'élément fédérateur de la diversité dans la Caraïbe est l'histoire et l'économie construite autour des plantations en tant que structure « mono exportatrice et poly importatrice » (Chailloux, 2013). Cette structure économique repose sur une organisation politique appliquée depuis une métropole coloniale limitant les droits des travailleur·ses forcé·es ou mis·es en esclavage, originaires de plusieurs régions du monde amenant toute la diversité culturelle et sociale au sein d'une société caribéenne (Chailloux, 2013). On retrouve ces définitions également chez Sidney W. Mintz (1966) sous le nom de Caraïbe « socio-culturelle » (définition sur laquelle il reviendra trente ans plus tard), mais aussi chez Jaffe (2013), à travers l'idée d'une Caraïbe comme « ethno-historique ».

La Caraïbe est appréhendée par la clé de lecture de l'ancrage géographique de l'histoire des plantations et de la colonisation (Ashby, 2013). Il s'agit d'une matrice par laquelle la caribéanité (voir définition 2.2.1.) prendrait sens entre l'histoire et la géographie, au croisement « entre un espace littoral centraméricain et une matrice culturelle liée à un héritage socio-historique commun » (Taglioni, Cruse, 2013). Pour Rivke Jaffe, cette grille de lecture de la Caraïbe rend possible une mise

---

[164] Il identifie quatre définitions de la Caraïbe : Caraïbe géopolitique, Bassin de la Caraïbe, Caraïbe insulaire ou encore une Afro-Amérique centrale (Gaztambide-Géigel, 1996).

[165] Pour Girvan (2000b), il existe au moins quatre Caraïbes correspondant aux changements historiques et géopolitiques : la Caraïbe insulaire (1), la Caraïbe comme bassin (2), la Grande Caraïbe ou Caraïbe ethno-historique (3) et la Caraïbe socio-économique et transnationale (4).

en discussion avec d'autres aires macrorégionales, comme le sud-ouest de l'océan Indien ou du Pacifique (Jaffe, 2013).

La Caraïbe comme bassin

La Caraïbe comme bassin, chez Norman Girvan (2000b), comprend les pays situés dans et autour de la mer des Caraïbes, et est le produit de l'expansionnisme américain des XIXe et XXe siècles qui a conçu et plaqué cette zone à des fins impériales. Antonio Gaztambie-Géigel (1996) parle lui d'une Caraïbe géopolitique, mais les deux définitions sont centrées de la même façon spécifiquement sur les rapports aux États-Unis (Caraïbe insulaire et Amérique centrale).

La Caraïbe par le concept d'insularité

La définition d'une Caraïbe insulaire apparaît aussi chez les auteurs précédemment mentionnés. Également liée à l'histoire des rivalités européennes, des colonisations, de l'esclavage et des économies de plantation, cette définition repose sur l'insularité. Chez Norman Girvan et Antonio Gaztambide-Geigle, la définition ne s'arrête pas aux îles et intègre tous les espaces insularisés – c'est-à-dire des espaces auxquels on prête un caractère insulaire souvent associé à l'isolement (cf. Chapitre 1) – du fait de configurations géographiques et partageant la même histoire coloniale. Ainsi, le Belize, le Guyana, le Suriname et la Guyane[166] sont intégrés à cette définition[167] (Figure 30). Ce découpage serait le plus pertinent pour tenir compte des dimensions historiques, économiques, démographiques et culturelles en plus de caractéristiques physiques. En revanche, cette définition prend moins bien en compte les dynamiques et les infrastructures davantage orientées vers les anciennes métropoles européennes et les États-Unis de certains territoires, comme les DROM français (Cruse, 2014). De la même manière, elle ne permet pas d'intégrer les niveaux infranationaux et les communautés caribéennes présentes dans les États d'Amérique centrale et au-delà (Cruse, 2014).

---

[166] Le Guyana, la Guyane et le Suriname se trouvent entre deux macrorégions, Caraïbe et Amazonie (Taglioni, Cruse, 2013). L'ensemble socio-historique des trois Guyanes, aussi nommé le plateau des Guyanes, est intégré par certain·es chercheur·ses dans la définition de la Caraïbe insulaire (Girvan, 2000b), malgré le fait que ces trois États ne soient ni à strictement parler insulaires, ni bordés par la mer des Caraïbes. Le Suriname est par exemple décrit comme marqué par une insularité verte (Taglioni, Cruse, 2013).

[167] D'ailleurs, dans le cadre des Nations-Unis, les trois premiers sont également intégrés à l'ensemble des « Petits États insulaires en développement » (PEID).

Figure 30 | Représentation cartographique de la Caraïbe insulaire de Girvan (2000)

La Caraïbe culturelle, mais surtout sociale, transnationale et diasporique

D'autres lectures insistent sur le prisme culturel. Girvan parle par exemple d'une identité « psycho-culturelle » caribéenne commune qui serait en formation, comme un processus lent et inégal, devant transcender les langues, l'ethnicité ou les statuts politiques (Girvan, 2000b, p. 33). Les définitions de la Caraïbe par l'entrée culturelle émergent dans les années 1950 avec l'anthropologue étatsunien Charles Wagley[168], et prennent une connotation nationaliste et régionaliste dans les champs de production académique anglophones (Tézer, 2020). Ces définitions à dimensions culturelles ou psychologiques reposent ainsi davantage sur les expériences partagées que sur des enjeux géopolitiques. L'anthropologue étatsunien Sidney W. Mintz préfère parler d'aire sociale plutôt que d'aire culturelle pour interroger l'espace caribéen, qu'il désigne comme l'œkoumène caribéen. Il montre notamment que c'est le cadre social créé pour toutes les cultures arrivées – par les migrations, forcées ou non – pour appréhender les processus de changements auxquelles elles sont confrontées, qui forme cet œkoumène (Mintz, 1996).

Dans une lecture socio-spatiale, la Caraïbe peut être définie par son prisme migratoire, transnational et diasporique, tant interne et qu'externe à la macrorégion. La Caraïbe comme communauté

[168] Dans son article « Plantation America: A Culture Sphere », il définit plusieurs sphères culturelles pour appréhender le continent américain : une « Euro-Amérique », une « Indo-Amérique » et une Amérique des plantations (Tézer, 2020).

transnationale, dans une conception socio-économique englobe la diaspora caribéenne, les Caribéen·nes d' « Outre-mer » (Girvan, 2000b). Il propose une conceptualisation de la Caraïbe allant au-delà de la délimitation d'une région, comme une communauté transnationale, en intégrant les diasporas caribéennes que la mondialisation a incluses.

La diversité de ces définitions à la fois physiques et humaines interroge la façon dont les institutions caribéennes se saisissent de l'objet « Caraïbe » et des choix politiques qui sont opérés pour la définir et pour guider l'action.

3.1.3. Les définitions institutionnelles et les projections politiques de la Caraïbe

Les Caraïbes institutionnelles …

À l'échelle de collectifs et institutions, le processus d'internalisation de la Caraïbe comme région est long, et la pluralité des définitions de la Caraïbe apparaît également dans la composition et les champs d'action des institutions se revendiquant comme caribéennes (Girvan, 2000b, p. 34).

Le terme « Caraïbe » est mobilisé par les anglophones, comme désignation de leur ensemble régional, notamment dans sa forme adjectivale. On le retrouve dans des organisations régionales portant le nom « caribéen », mais cela traduit aussi pour Girvan une grande méconnaissance des réalités socio-économiques et politiques de la Caraïbe[169], une représentation « anglo-centrée » de la région (Girvan, 2000b, p. 31). Cela commence dans les années 1940 avec la formation de la Commission anglo-américaine des Caraïbes[170], puis dans les années 1950 avec la création de la Fédération des Indes occidentales[171] (1958) autour des dix territoires sous tutelle britannique, dissoute en 1962 après le départ de la Jamaïque et de Trinité-et-Tobago. En 1965, le nom « Caraïbe » apparaît dans un ensemble régional : l'*Association de libre-échange des Caraïbes* (CARIFTA[172]), remplacée en 1973 par la Communauté caribéenne (CARICOM[173]), qui s'opère depuis (Dubesset, 2013). Dans les années 1980, le président étatsunien Reagan crée l'Initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI[174]) (Girvan, 2000b, p. 32).

---

[169] « *displaying a degree of cultural arrogance that is exceeded only by our geographic ignorance and strategic myopia* » (Girvan, 2000, p. 31)
[170] « *Anlgo-Americain Caribbean Commission* ».
[171] « *West Indies Federation* ».
[172] « *Caribbean Free Trade Association* ».
[173] « *Caribbean Community and Common Market* ».
[174] « *Caribbean Basin Initiative* ».

À partir des années 1990, d'autres associations « caribéennes » sont créées, indépendamment de cette emprise anglo-américaine. En 1994, l'Association des États de la Caraïbe (AEC) est créée sous l'impulsion du « Groupe des Trois » (Mexique, Colombie et Venezuela) et du CARICOM, inspiré de l'idée d'une « Confédération antilléenne » lancée un siècle avant par deux hommes politiques cubains, José Martí[175] et Anténor Firmin[176] (Buléon, Gruet, 2019; Dubesset, 2013). En passant des Antilles à la Caraïbe, l'AEC a un objectif de coopération et de concertation, notamment autour des enjeux environnementaux, pour les 25 États membres et 10 États et territoires associés. En 2005, deux ensembles sont créés afin de renforcer la solidarité, d'indépendance et la souveraineté énergétique : le conglomérat *Petrocaribe* avec 18 pays caribéens et l'« Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique » (ALBA[177,178]) (Cruse, 2014). En 2011, un nouvel ensemble est formé entre l'Amérique du Sud et la Caraïbe, cette fois-ci depuis la Caraïbe : la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), qui se structure dans l'idée de renforcer un régionalisme sans la présence des États-Unis[179] (Dubesset, 2013; Figueira, 2013).

Quelles que soient les structures ou les organisations formées, elles visent le renforcement de liens et d'économies d'échelle par l'intermédiaire de projets (Banque caribéenne de développement, l'Université des West Indies ou encore un Marché unique caribéen) (Ranély Vergé-Dépré, Roth, 2017). Certains évoquent également l'encouragement d'un « tropisme caribéen » des régions côtières, les États continentaux de la Caraïbe, délaissé par les politiques étatiques (Le Masne, 2013). Cela prend la forme de politiques publiques visant à réduire les inégalités territoriales des régions côtières de la Colombie, du Costa Rica, du Honduras, du Panama ou du Nicaragua, par la décentralisation, la coopération régionale, ainsi que par le travail sur des marqueurs symboliques et toponymiques (exemple du Nicaragua, État qui a rebaptisé le littoral caribéen en *Costa Caribe*, remplaçant *Costa de la Mosquitia,* puis *Costa Atlántica*) (Dubesset, 2013).

Dans les sphères anglophones, l'utilisation du terme « Caribbean » participe à une réappropriation de la région en dehors des influences exogènes. Il s'agit de remplacer l'expression coloniale *West Indies*, même si elle reste dans certaines appellations (équipe de cricket des West Indies, université

---

[175] José Marti (1853-1895), homme politique cubain et figure de proue de la lutte pour l'indépendance (voir l'article de Salim Lamrani [URL]).

[176] Anténor Firmin (1850-1911), homme politique et intellectuel haïtien antiraciste et penseur d'une unification caribéenne.

[177] Cette association est un organisme stato-politique et sociopolitique né en Amérique du Sud, qui se base sur l'idée d'une solidarité américaine (plus que caribéenne) face à la domination étatsunienne autour de cinq États hispanophones (Venezuela, Cuba, Nicaragua, Équateur et Bolivie) et quatre anglophones (Dominique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Antigua-et-Barbuda).

[178] Cette alliance, qui ne repose pas sur une proximité géographique, est favorable au développement de la Caraïbe, mais pas en tant qu'ensemble régional dissocié de l'Amérique du Sud (Cruse, 2014).

[179] Le projet de Zone de Libre-Echange des Amériques (ZLEA) est né de négociations libérales portées par les États-Unis a connu un échec acté en 2005 (Paul, 2013).

des West Indies) (Girvan, 2000b, p. 32). L'internalisation du terme est longue, et cette inertie visible par l'utilisation importante des désignations d'Amérique centrale, d'Antilles, des *West Indies* (*ibid.*).

… comme limitées par les logiques impériales

L'intégration régionale est perçue comme un impératif économique des États caribéens, pour réaliser des économies d'échelle et dépasser leurs marchés nationaux. Cependant, l'AEC reste consultative (Audebert, 2010), comme le CARICOM. Elles ont du mal à renforcer leur influence face aux acteurs étatiques ou macrorégionaux externes (États-Unis, UE, Chine) et les politiques néolibérales qui appuient ce rapport de force. Leurs poids restent limités au-delà de la Caraïbe, notamment du fait d'une grande hétérogénéité institutionnelle et dans les pratiques politiques pour définir une ligne commune (Cruse, 2014). Même au sein de l'espace régional, les forces extérieures conservent une influence déterminante dans la région autant sur le plan politique (éviction du président haïtien Aristide en 2004 sous influence française et étatsunienne sans que le CARICOM n'ait pu agir (Cruse, 2014, p. 78)) que sur le plan économique. Depuis les années 1990, le commerce intra-régional stagne (Crusol, 2007), limité par la taille de son marché face à d'autres États ou organisations régionales du continent américain (ALENA et MERCOSUR). Les actions et les retombées restent limitées. Par exemple, au sein du CARICOM, les échanges commerciaux restent faibles (20% des exportations sont intra-régionales, contre 60% pour l'UE) et polarisés vers l'UE et les États-Unis (Dubesset, 2013). Les caractéristiques institutionnelles de la Caraïbe sont pour certains auteurs et analystes des limites importantes (même si ce ne sont pas les seules) du développement économique dans la région.

La superposition des coopérations régionales, intégrant des territoires différents, ainsi que la structure d'économies concurrentes construit une fragmentation politique unique dans le monde (Audebert, 2010 ; Ranély Vergé-Dépré, Roth, 2017 ; Taglioni, 2006). La complexité des statuts étatiques et politiques (des États indépendants, des territoires dépendants, sous tutelles ou associés aux États britannique, étatsunienne, française, néerlandaise) pose des difficultés à la coopération : l'hétérogénéité des systèmes de gouvernance, la multiplication des dynamiques démographiques et des inégalités socio-économiques, la prégnance de certains réseaux exclusivement extra-caribéens, des logiques concurrentielles et la persistance des monocultures agro-exportatrices. Sur le plan extérieur, l'insertion fragmentée de la Caraïbe dans les réseaux mondiaux et la place massive que prennent les grandes puissances dans l'espace régional rend les stratégies régionales difficiles à mettre en place, mais aussi les concepts géopolitiques complexes à concevoir dans et sur la Caraïbe (Audebert, 2022).

Les tentatives d'intégration régionale dans la Caraïbe ont été peu concluantes. Pour Jessica Byron, l'accent a trop été mis sur la création de structures intergouvernementales et pas assez sur l'implication des populations et sur les réseaux existants (entre les Caraïbes anglophones et hispanophones, elle n'évoque pas les francophones). Elles se concentrent trop sur une zone trop restreinte, reproduisant les divisions de la période coloniale (Byron, 2000). En plus de l'enjeu des espaces et des échelles à intégrer pour dépasser les limites héritées des colonisations et des structures postcoloniales, le principal changement serait celui du paradigme : le passage de l'aide au développement à la coopération au développement (Galy, 2015). Cette transition implique une redéfinition du rôle des acteurs du développement du Nord (étatiques ou non) et la prise en compte d'un système « complexe, politisé, multiacteur et décentralisé » (Laporte, 2007 cité par Galy, 2015).

La Caraïbe revendiquée : les projets politiques d'intégration

Selon l'expression de Antonio Gaztambide-Géigel (1996), la Caraïbe est une « invention » du XXe siècle. La Caraïbe réinterprétée par les Caribéen·nes au XXIe siècle en prolongerait ainsi les codes à travers l'idéal d'une coopération interétatique formant une communauté d'intérêts stratégiques économiques, sociaux et politiques englobant différentes langues et cultures ainsi que la diaspora caribéenne (Girvan, 2000b). Norman Girvan propose ainsi la définition d'une Grande Caraïbe qui serait revendiquée par celles et ceux souhaitant une Caraïbe unie politiquement, économiquement et institutionnellement, jouant le rôle de lien entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Cette définition intègre l'ensemble de la Caraïbe insulaire, des États d'Amérique centrale, le Venezuela et la Colombie. Cette Caraïbe est large, hétérogène et englobe des ensembles aux histoires variées, pour certains qui ne fonctionnent pas tout ou en partie avec la mer des Caraïbes, mais davantage avec l'Océan Pacifique (Cruse, 2014) (Figure 31). Pour Norman Girvan, il est difficile d'imaginer ce que pourrait être la Caraïbe dans le futur, mais il identifie cependant deux tendances nettes et irréversibles : l'érosion des barrières linguistiques et la place et le rôle croissant de la diaspora caribéenne (Girvan, 2000b, p. 34-35).

Figure 31 | Représentation cartographique de la Grande Caraïbe de Girvan (2000)

La Caraïbe peut être analysée comme la représentation d'un souhait qui nécessite le développement d'un projet politique : « elle a un futur […] plutôt qu'un passé » (Giraud, 2004, p. 85). L'hétérogénéité de la Caraïbe ne rend pas impossible une communauté régionale caraïbéenne. Comme pour toutes les entités régionales du monde, c'est une question de volonté politique plus que de « traduction institutionnelle d'une communauté objective » (Giraud, 2004). En s'appuyant sur les travaux de Ralph Premdas, le sociologue français Michel Giraud prend l'exemple de la construction politique et économique de l'Europe, tout aussi différenciée et hétérogène que la Caraïbe (sur les plans géophysiques, démographiques, culturels, etc.) avec une histoire violente marquée par des guerres, des massacres, des crimes contre l'humanité, des régimes autoritaires, et des débats sur des États qui pourraient en faire partie, mais ne sont pas intégrés. Michel Giraud parle d'une unité peu marquée au point de voir des discours s'appuyer sur « une communauté de pensée » héritée des Lumières, s'appuyant sur des Droits de l'Homme pour construire et imaginer un ensemble européen. Il serait donc possible, à l'image de ce que propose Édouard Glissant, selon lui, de construire un ensemble régional Caraïbe malgré son hétérogénéité, d'aller au-delà des limites assignées par les emprises coloniales (Glissant, 1981 cités par Giraud, 2004). Tout l'enjeu pour ces projets politiques est de construire des structures politiques capables de prendre en compte les identités multiples, relatives, labiles et parfois contradictoires au sein des sociétés caraïbéennes (Hall, 1991).

Pour tous ces auteurs, identifier une définition unanime et unique de la Caraïbe n'est pas possible, mais encore moins souhaitable, et c'est justement l'appréhension de la complexité des relations qui la fabriquent qui est au cœur de leurs démarches. L'objectif est surtout de développer des concepts, des définitions et des analyses pour lire la Caraïbe et les processus de mondialisation (Mintz, 1996).

Comme le résume Antonio Gaztambide-Géigel (1996), à partir de 1898, ce ne sont pas une, mais plusieurs Caraïbes qui ont été définies et mises en opposition, produites par différents registres (géographiques, académiques, intellectuels, etc.), mais toujours politiques. La question n'est donc pas de chercher les points communs entre les îles et les territoires (États, nations, etc.) ou un modèle culturel caribéen unique, mais d'étudier les hétérogénéités de la région (Mintz, 1996).

3.2. Identités et appartenances macrorégionales dans la Caraïbe

Plus que dans une définition spatiale de l'ensemble macrorégional, l'enjeu se situe surtout autour des représentations et des pratiques des Caribéen·nes vis-à-vis de l'ensemble socio-spatial et politique qu'est la Caraïbe (Dubesset, 2013). Loin d'être une évidence, les identités ou appartenances caribéennes sont d'autant plus marquées par une complexité d'appropriation tant collective qu'individuelle – d'autant plus que la définition de la Caraïbe est elle-même complexe, comme l'ont montré les auteur·rices précédemment évoqué·es. Dans son article référence de 1996 sur l'invention de la Caraïbe, Antonio Gaztambide-Géigel mentionne l'intervention de l'écrivain portoricain Edgardo Rodriguez Julia pendant un colloque en 1987[180] qui, en prenant appui sur les écrits de Frantz Fanon, affirme que les déclinaisons et les traductions du terme « caribéen » (ou de « caribéanité ») n'étaient absolument pas appropriées par les Portoricain·es, puisqu'elles renvoient à une « catégorie suprahistorique » issue de l'objectivation des regards coloniaux et impériaux[181] (Gaztambide-Géigel, 1996). Girvan précise une autre différence de perception à interroger, celle existant entre les Caribéen·nes anglophones, hispanophones, néerlandophones et francophones. Il prend comme exemple les Anglophones qui se considèrent à la fois Caribéen·nes et Antillais·es[182] et les Hispanophones plutôt comme Caribéen·nes et Latino-Américain·es (Girvan, 2000b, p. 33).

Il s'agit pour ces auteur·rices d'interroger l'idée d'une identité caribéenne, les processus de fabrication de cette identité, ses définitions, ses expressions et ses appropriations, mais surtout de la pluralité des identités caribéennes. En s'appuyant sur une macrorégion caribéenne reconnue en tant qu'entité dans les relations internationales, dont les identités sont pensées et questionnées par les intellectuel·les caribéen·nes, c'est le sentiment d'appartenance, de lien avec cet ensemble social,

---

[180] Colloque « *Puerto Rico y el Caribe: historia de una marginalidad* » ayant eu lieu à San Juan à Porto Rico en 1987.

[181] « *...para nosotros, los puertorriqueños, el término antillanía tiene significado pleno, pero no los términos caribeño o caribeñidad. Uno nos congrega en la experiencia histórica y cultural compartida con las Antillas Mayores, el otro- the Caribbean- nos somete a una categoría suprahistórica, a un invento de la objetividad sociológica, antropológica o etnológica de origen anglófono, objetividad que siempre funciona en contra del colonizado, como señaló Fanon* » (Gaztambide-Geigel, 1996).

[182] Pouvant englober du panafricanisme, voire du panhindouisme, le terme « Antillais » est souvent associé à une cosmologie africaine.

spatial et culturel qui interroge. Ces identités et ces appartenances caribéennes sont à mettre en perspective dans leurs rôles politiques.

3.2.1. Une identité caribéenne ? Ancrage, relation et rhizome

La notion de « caribéen » a été inventée et est constamment réinterprétée, de l'intérieur comme de l'extérieur (Girvan, 2000b). L'histoire caribéenne est d'abord unique, construite par le regard européen et étatsunien. Elle est ensuite progressivement renversée par des intellectuel·les afro-caribéen·nes. L'identité caribéenne est un objet de débat, d'interrogations et de projections majeur et ancien chez les théoricien·nes, politiques et militant·es dans la Caraïbe.

Les identités caribéennes sont ainsi issues de chocs – colonisation, génocide, traite, esclavage, racisme, exploitation et dépossession – et ont dû se construire sans pouvoir s'appuyer complètement sur l'histoire précoloniale – notamment effacée par les déplacements et décès des populations locales –, avec les marques des violences de la colonisation, du rapport colonial hérité. Les sociétés caribéennes et la Caraïbe ne peuvent être comprises sans prendre en compte l'impact durable de la colonisation (Jaffe, 2013). Elles sont ainsi construites sur et par la mobilité de composantes géographiques multiples, les migrations internationales et intra-régionales et des structures diasporiques anciennes issues de migrations forcées depuis les territoires africains sous le régime de l'esclavage et les territoires asiatiques.

L'identité caribéenne est souvent décrite par des métaphores et des comparaisons pour la théoriser dans toute son hétérogénéité. On mentionne par exemple les images de « racine » et de « rhizome » réappropriées de Gilles Deleuze et Felix Guattari par le penseur martiniquais Édouard Glissant. L'utilisation de ces images permet d'appréhender les identités par les interactions entre toutes leurs composantes culturelles, sociales, etc. (Dubesset, 2013 ; Giraud, 2004). Les « identités-relations » (rhizome) sont ainsi conceptualisées pour aller au-delà des « identités-racines » selon les conceptions d'Édouard Glissant (1990). L'objectif est de sortir d'une idée de racine unique, en appréhendant les identités caribéennes complexes sous la forme d'un rhizome, avec des racines multiples, relationnelles et où la « culture [est] informée de toutes les cultures et surgie de nos habitations » (Cohen, Sheringham, 2020 ; Chamoiseau et Glissant, 2009 cités par Cruse, 2014, p. 394).

Parmi les questionnements associés à l'identité caribéenne et aux sociétés caribéennes, celui de l'« ancrage » apparaît comme un point important. Les sociétés caribéennes ont en effet connu une cassure dans l'ascendance des populations, rendant complexe la construction de discours sur la référence à une origine, sur des mythes :

> « L'identité de ces populations ne pouvant pas s'enraciner dans les cultures anciennes de leurs lointains et divers ancêtres, mais procédant de la sublimation d'une situation nouvelle de dépossession et de sujétion, c'est le recours habituel à des généalogies immémoriales pour penser la personnalité profonde des peuples qui se trouve ici empêché. » (Giraud, 2004)

Les identités caribéennes impliquent donc de dépasser cette idée d'ancrage, ou du moins d'articuler une pluralité d'identifications pour de nombreux référents (origine, couleur, langue, culture, nationalité, citoyenneté, religion, etc.) se combinant, mais aussi s'opposant selon les contextes et les enjeux (Giraud, 2004), en changement permanent dans le temps et dans l'espace (Hall, 1995 : 598). Les liens entre les groupes, entre les identités politiques (nationalités) et les identités ethnoculturelles (exemple de l'identité afro-caribéenne) sont complexes (Tézer, 2020).

Robin Cohen et Olivia Sheringham (2020) parlent également de « marqueurs » des identités, qu'ils soient environnementaux (influences externes dans le paysage), sociaux (pratiques sociales, valeurs, migrations) ou encore culturels (pratiques linguistiques et culturelles). La notion de « créole » en est l'un des plus prégnants et transversaux. Le concept de « créolisation » en découle, désignant pour Michel Giraud « un processus de réinterprétation d'éléments et de modèles culturels importés des quatre coins du monde en vue de leur adaptation à un nouvel environnement physique et social » (Giraud, 2004, p. 84). Les concepts de « créolisation » et de « relation » montrent de nouvelles pratiques et représentations de l'identité en lien avec les changements socio-politiques (Cohen, Sheringham, 2020). Aux Antilles, le terme « créole » a fait l'objet d'une réappropriation. Initialement, les Békés ont tenté de s'approprier cette qualification en excluant les métis. Pourtant, entre les années 1930 et 1950, la « culture créole » (incluant ici les métis et les mulâtres) se distingue et s'ancre par l'intermédiaire d'écrits, de pratiques culturelles et artistiques, ou encore de l'enseignement public des langues créoles, le tout formant ainsi une identité autonome face à une identité dominante (Bonin, 2018). Cependant, la créolisation est une « forme de métissage sans synthèse » (Cruse, Saffache, 2013) : « dans la culture créole, chaque Moi contient une part ouverte des Autres, et au bordage de chaque Moi se maintient frissonnante la part d'opacité irréductible des Autres » (Chamoiseau et Confiant 1999).

Une autre façon de décrire une identité et une appartenance propre à la Caraïbe émerge par le concept de « caribéanité ». Comme combinaison du terme « caribéen » et du suffixe adjectival « -ité », il désigne pour de nombreux·ses auteur·rices la complexité et la pluralité de l'identité caribéenne, se caractérise par un travail constant de redéfinition autant de ses caractéristiques que de sa cartographie (Pearce, 2013) et par sa variation au sein même de la région (Ranély Vergé-Dépré, Roth, 2017).

3.2.2. Appartenances à une macrorégion Caraïbe

Pour Michel Giraud, l'existence d'une macrorégion Caraïbe dans les relations internationales et par le regard scientifique ne lui donne pas une existence « en acte », mais plutôt une existence sous la forme d'une communauté caribéenne ressentie, avec la conscience et l'affirmation d'une appartenance. La Caraïbe est un ensemble qui ne gravite pas autour d'une culture unique, mais davantage autour d'un processus de fabrication culturelle commune qu'est la créolisation, mis en place avec des organisations sociales, des cultures matérielles, des productions artistiques et symboliques communes (Giraud, 2004). Le sentiment d'une appartenance serait l'élément manquant, ou du moins trop faible, pour pouvoir parler d'une communauté, d'une région caraïbéenne et d'une régionalisation (Giraud, 2004 ; Mareï, Richard, 2020).

Romain Cruse relève d'ailleurs qu'il n'existe que peu de travaux sur la perception qu'ont les Caribéen·nes de leur propre région et leurs définitions. En s'appuyant sur une enquête menée dans les années 2010 sur les représentations spatiales de la Caraïbe auprès d'étudiant·es d'universités de la région (une cinquantaine de répondant·es par site : Guadeloupe, Martinique, Jamaïque, Cuba ou encore Trinité-et-Tobago), il interroge l'identification d'une macrorégion Caraïbe (Cruse, 2014). Il met en lumière une relative homogénéité de la définition de l'aire régionale, mais des variations notables selon les territoires, intégrant parfois des espaces du continent américain, parfois des États entiers ou des régions plus restreintes de l'Amérique du Sud, centrale ou des États-Unis (Floride). Ils se localisent dans l'espace caribéen, mais ont avant tout une identité sud-américaine ou centraméricaine du fait de leurs proximités linguistiques et culturelles.

L'appartenance à un ensemble caribéen peut aussi être perçue et représentée par le mouvement et les migrations, autant externes qu'internes. Selon Jaffe (2013), le régionalisme peut entrer en contradiction avec des démarches de revendication d'individualité, ou d'appartenance à d'autres régions de certains territoires. Pourtant, en 2000, Jessica Byron prévoyait que les sociétés caribéennes seraient de plus en plus hétérogènes, que « bon nombre de leurs résidents peuvent se sentir fidèles à au moins deux pays[183] » et que cela renforcerait le concept de régionalisme (Byron, 2000). Dans ce cadre, les migrations et cette pluralité des appartenances participent pleinement à la construction des États, des citoyennetés et des identités dans la Caraïbe. Dans les tentatives de construction d'une région caribéenne et dans les cercles politiques caribéens, les migrations n'ont pourtant pas encore été suffisamment reconnues (Byron, 2000).

[183] « *many of their residents may feel allegiance to at least two countries* »

3.2.3. Rôles politiques des appartenances et identités caribéennes

Les conceptions des identités et des appartenances à la Caraïbe sont au cœur de projets politiques, de nature et d'objectifs différents, d'abord dans les revendications anti- et contre-hégémoniques, mais aussi dans les processus d'indépendance (Nabajoth, 2002).

L'interventionnisme militaire et économique étatsunien à Cuba à partir de 1898, puis dans les régions caribéenne, centre et sud-américaine au cours du XXe siècle, a privé la Caraïbe du « sentiment d'exister pour elle-même » (Dubesset, 2013). Il a donné naissance à des réactions anti-étatsuniennes sous différentes formes, de résistances armées ou non ainsi que l'émergence d'une conscience politique pan-caribéenne protestataire à partir de réflexions engagées par des intellectuel·les anticolonialistes. Elles sont mobilisées dans les années 1930 par les figures politiques des régimes en place à Cuba, à Trinité-et-Tobago, au Guatemala, au Mexique, à Porto Rico, en Colombie, au Guyana, à Grenade ou encore en Jamaïque dans le cadre de discussion autour d'enjeux d'identité et d'intégration régionale comme résistances politiques à l'oppression (Dubesset, 2013) :

> « C'est dans le Bassin caribéen que s'est exprimée le plus clairement l'opposition systématique à toutes formes de domination […] le « *movimientismo* » sociopolitique caribéen a tissé durablement des liens « émotionnels » de résistances sur lesquels s'est fondée l'identité politique de la région » (Dubesset, 2013).

La Caraïbe et la caribéanité revendiquées sont politiques. Elles servent de stratégie aux indépendances de la Dominique ou de Sainte-Lucie. Les révolutions à Grenade, au Surinam font émerger l'idée d'une Caraïbe unie, solidaire et anti-impérialiste. Elle devient progressivement une Caraïbe rêvée et investie par les sphères économiques et sociales à travers des rapprochements culturels ou encore sportifs (Nabajoth, 2002). Le politiste Éric Nabajoth (2002) distingue deux usages de la Caraïbe et de la caribéanité : celui des nationalistes visant à l'unité politique anti-impérialiste de la région et celui des acteurs économiques et institutionnels, cherchant un espace de coopération et la redéfinition des relations avec l'Europe et les Amériques.

Dans le contexte de la Caraïbe, Giraud parle d'une tendance à l' « aplatissement de l'appartenance politique sur l'appartenance culturelle » pour désigner les organisations politiques s'alignant sur des appartenances culturelles – qu'elles relèvent d'un nationalisme monoculturel ou du multiculturalisme – et sur l'essentialisation de l'identité culturelle individuelle, réduisant le politique au culturel et générant de l'exclusion (Giraud, 2004). La Caraïbe aurait, plus que d'autres macrorégions, le moyen de sortir de cette logique politique (Giraud, 2004).

En reprenant l'approche de Brubaker (2001), les questions d'appartenance et plus largement d'identité dans la Caraïbe peuvent être lues à la fois par leur dimension relationnelle et réticulaire, et à la fois par les structures qui traversent la région. Elles sont relationnelles par l'insularité, par

l'importance du mouvement, de la migration et des diasporas dans ses définitions autant chez les individus que dans les collectifs qui la composent. Les identités et les appartenances sont cependant traversées par des structures, pour certaines héritées des colonisations et des ingérences multiples de puissances extérieures. Elles sont réappropriées, réinventées au sein de la région par des figures et des collectifs. Ceux-ci permettent de produire de nouvelles structures régionales internes. Cependant, les dynamiques structurelles qui sont héritées prennent une place importante dans les inégalités et les rapports de force entretenus au sein de la macrorégion, dans les configurations territoriales qui la composent, mais aussi dans leurs métropoles et dans les autres ensembles territoriaux où s'inscrivent les diasporas caribéennes.

Conclusion

Dans toutes les approches, les définitions et les points de vue discutés, la Caraïbe apparaît comme un objet complexe. Les chercheur·ses s'accordent à dire qu'elle est un espace à géométrie variable qui, peu importe les approches, « résiste solidement à l'épreuve de la définition » (Dubesset, 2013).

En définitive, les définitions de la Caraïbe m'ont intéressée ici non pas dans le but d'aboutir à une nouvelle définition ou d'en choisir une, mais d'interroger ce que leurs prismes, leurs constructions et leurs usages montrent et de démêler « les fils ténus entre idées scientifiques et stratégies territoriales » (Deprest, 2002). Même si ces analyses sont exploratoires, l'étude des travaux scientifiques francophones et encyclopédiques sur l'espace caribéen a donné à voir les héritages politiques, institutionnels et académiques dans les processus des représentations spatiales de la macrorégion.

La position géographique d'interface ne compense pas le cloisonnement des territoires lié aux multiples structures étatiques et à l'hétérogénéité économique héritée des structures coloniales et de la complexité des liens avec les ex- et néo-métropoles pour l'intégration régionale (Audebert, 2010). Les régionalismes et les projets de régionalismes relèvent d'un « impératif régionaliste » pour les États et les territoires de la macrorégion, qu'Éric Dubesset (2013) résume comme la nécessité de : « choisir entre satellisation, dépendance, nationalisme ou autonomie régionale », pour éloigner « le spectre d'une marginalisation ». Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) parlent ainsi d'un « échafaudage institutionnel (politique et/ou économique) » hérité des structures coloniales, se prolongeant par les structures institutionnelles actuelles. Qu'ils soient fonctionnels ou systémiques, les projets de régionalisation visent principalement à sortir des diverses dépendances par des processus d'endogénéisation et de complémentarité pour construire l'intégration et la coopération dans la macrorégion (Dubesset, 2013 ; Rodriguez, 2013).

Ce travail d'explicitation et de démêlage se révèle aussi nécessaire pour la contextualisation et l'analyse des imaginaires de la Caraïbe réalisée dans les chapitres suivants. Les travaux scientifiques, les représentations encyclopédiques ou encore les institutions sont issues de structures héritées et les (re)produisent. Ce sont ces structures spatiales et discursives construites dans le temps auxquelles les étudiant·es sont exposé·es, mais aussi qu'ils et elles s'approprient. Dans les prochains chapitres, ce sont les effets et les reconfigurations de ces structures et représentations par de jeunes acteurs que je vais analyser.

Sommaire du chapitre 4

1. Objectiver les cartes mentales : protocole d'analyse des représentations socio-spatiales 192

1.1. Objectivation sémantique et spatiale des cartes mentales du questionnaire 192

1.2. Objectivation sociodémographique des cartes mentales du questionnaire 200

2. Représentations socio-spatiales de la Caraïbe : espace approprié, espace légitimé 206

2.1. Les représentations de la Caraïbe : les éléments saillants 207

2.2. Emboîtements et découpages : reproduction des représentations scolaires 211

3. Représentations vécues et projetées : enjeux épistémiques, politiques et réappropriation 216

3.1. Antilles ou Caraïbe ? Définitions, articulations et rejets 217

3.2. Expression des distances et des proximités 223

3.3. La Caraïbe comme objet à s'approprier ? 231

Conclusion 239

Chapitre 4 | Imaginaires socio-spatiaux de la Caraïbe : représentations estudiantines et réappropriation des identités

> Je pense vraiment ça dépend de l'histoire des gens de quelle île ils viennent ça peut changer, de s'ils ont visité les îles aux alentours ou pas, des langues qui ne sont pas parlées, plus du bagage historique parce que c'est vrai que quand on voit les Caribéens, c'est assez vaste, mais en fait pour certaines personnes, ça ne l'est pas.
>
> – Dalia, étudiante en Master Géographie, Martinique
>
> La géographie caraïbéenne va plus loin que l'insularité […] Qu'est-ce que tu prends comme loupe pour pouvoir parler de la taille ? Est-ce que tu parles des populations ? Est-ce que tu parles de la géographie ? Ça change tout […] Mon espace, il est là, là, non, ce sera uniquement là [montre les Petites Antilles].
>
> – Gabriel, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique
>
> On peut on peut s'appuyer sur la culture, on peut s'appuyer sur la géographie uniquement, donc juste l'arc Antillais, juste les îles. Après, je crois que c'est politique, donc les pays indépendants ou pas … C'est vraiment comme chacun l'entend.
>
> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Dans ce chapitre, je me concentre sur le principal espace macrorégional qui émerge au cœur de toutes les cartes mentales : la Caraïbe. Loin d'être homogène, elle apparaît sous de nombreuses nuances spatiales, sémantiques, par des distinctions et des mises en lien que je vais explorer par l'intermédiaire des entretiens réalisés avec les étudiant·es. Les trois extraits d'entretiens mis en exergue permettent d'appréhender cette diversité. Laurence, étudiante en Licence d'Anglais-Espagnol, revient justement lors de l'entretien sur les définitions de la Caraïbe vues en cours et associées à différents critères. Elle distingue une Caraïbe large (comprenant la Floride, la Louisiane et le nord de l'Amérique du Sud) mobilisant la culture commune (*via* les Karibs), une Caraïbe insulaire à partie de la géographie ou encore une Caraïbe insulaire excluant les territoires français à partir d'une définition politique. Pour Dalia, cette définition varie avant tout en fonction des trajectoires individuelles et des espaces vécus par les étudiant·es.

L'objectif est ainsi de mettre en lumière la complexité des représentations sémantiques et spatiales associées à la Caraïbe, la variété des imaginaires qui lui sont liés. Je souhaite également montrer comment les enquêté·es s'approprient cet espace dans l'expression de leurs identités, et explorer la diversité des identifications à cet espace et aux imaginaires qui lui sont associés. Je dresse un

panorama en trois temps des définitions, des représentations, des débats qui animent et traversent la Caraïbe comme objet spatial.

Après avoir objectivé les représentations afin de « quantifier » les objets, les limites, les dénominations et les rapports de leurs auteur·rices à ces ensembles (1), j'exposerai les points saillants et les principales logiques de représentations et d'articulations (2). Enfin, je mettrai en lumière les débats suscités par cet objet, ou plus précisément, ce qu'il révèle des rapports aux espaces et aux identités au sein de la Caraïbe dans le cas du positionnement particulier de la Martinique et de la Guadeloupe dans cet ensemble (3).

1. Objectiver les cartes mentales : protocole d'analyse des représentations socio-spatiales

Dans le premier temps de ce chapitre, je souhaite revenir sur le protocole d'analyse que j'ai mis en place afin d'objectiver les représentations socio-spatiales dont témoignent les cartes mentales réalisées dans le questionnaire. Après être revenue sur les cartes mentales et sur les outils que j'ai mis en place pour les analyser, je présente les différentes logiques spatiales dont elles rendent compte. Dans un second temps, je mets en lien ces différentes représentations avec les caractéristiques socio-démographiques de celles et ceux qui les ont produites.

1.1. Objectivation sémantique et spatiale des cartes mentales du questionnaire

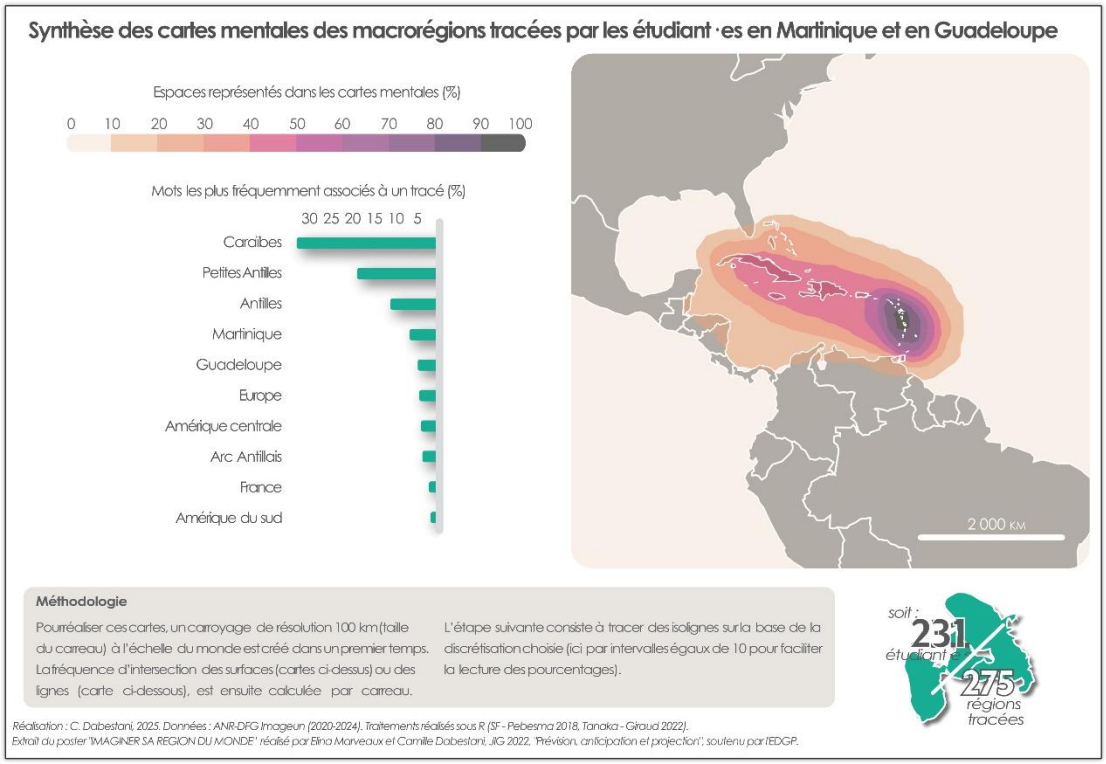
Même si la Caraïbe est prégnante dans les représentations des étudiant·es, elle est loin d'être appréhendée de la même manière par toutes et tous, d'être le seul ensemble ou d'avoir des délimitations consensuelles. J'analyse ici les cartes mentales du questionnaire (cf. Chapitre 2), puis je présente la série de codages et de catégorisations que j'ai effectuée au cours de l'analyse. L'ensemble me permet d'éclairer les précisions et les nuances des représentations sémantiques et spatiales des cartes mentales.

1.1.1. Les principaux résultats du questionnaire : la Caraïbe comme espace clé

La Caraïbe est un espace clé dans les imaginaires macrorégionaux des étudiant·es. En réponse à la question « Selon vous, dans quelle région du monde se trouve le pays ou territoire dans lequel vous résidez actuellement ? », ils et elles ancrent largement leurs territoires au sein de cette région du monde. En effet, sur les 275 tracés, 90% d'entre eux intègrent les espaces insulaires de la Caraïbe[184]. Les noms les plus fréquemment donnés traduisent également la place de cet espace dans les cartes mentales : 33% des tracés sont nommés « Caraïbe(s) », près de 45% prennent les noms d' « Antilles » et de ses déclinaisons (« Petites Antilles » et « Arc antillais ») et 12% correspondent aux deux espaces enquêtés. La Caraïbe insulaire apparaît ainsi comme l'espace le plus mobilisé dans l'imaginaire des étudiant·es, le plus associé à leurs territoires de résidence, à la fois spatialement, mais aussi sémantiquement (Figure 32). Viennent ensuite les espaces localisés et nommés sur le continent américain (nord, sud et central), les références à l'Europe (ou l'UE) ainsi qu'à la France (métropolitaine ou hexagonale). Que la Caraïbe tracée soit concentrée sur les espaces insulaires ou qu'elle intègre des espaces continentaux, la mer des Caraïbes est un point d'ancrage pour localiser la macrorégion caribéenne (Bégot, Buleon ; Cruse, Saffache, 2013). Les étudiant·es semblent exprimer l'importance de la mer des Caraïbes, que ce soit dans le rapport à l'insularité, à la maritimité ou encore dans les interrelations qu'ils et elles décrivent au sein de cet espace (Rodriguez, 2013 ; Roth, Buleon).

[184] Entendue ici comme l'ensemble des îles situées dans le bassin caribéen, peu importe leurs statuts.

Figure 32 | Synthèse des cartes mentales des macrorégions tracées par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe

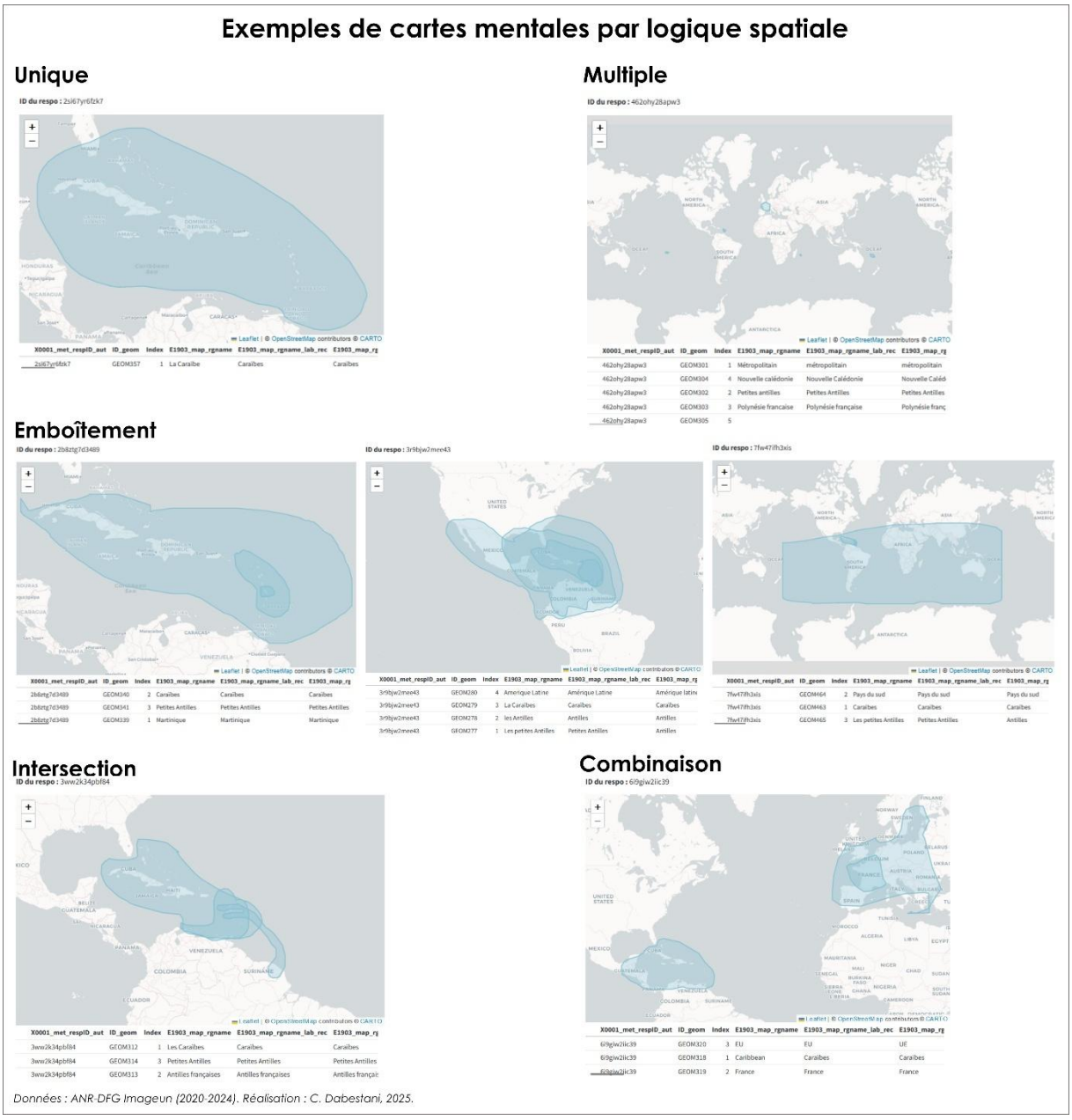


Il faut toutefois noter qu'un tiers des enquêté·es a représenté plus de deux espaces dans sa carte mentale. Cela produit plusieurs configurations spatiales : des découpages internes à un tracé[185], deux tracés s'intersectant au niveau de leur territoire de résidence ou encore des espaces discontinus et distincts, mais associés administrativement ou d'un point de vue personnel en représentant leurs mobilités, leurs parcours migratoires ou leurs origines familiales.

L'analyse des liens logiques entre les espaces tracés dans une même réponse fait partie de la démarche. Il s'agit de laisser de la place à l'expression de la complexité dans l'utilisation et l'analyse des cartes mentales. Cela permet de dépasser les limites de l'outil et ses contraintes, exposées dans le chapitre 2. Il s'agit d'étudier autant l'emprise spatiale des tracés que les relations entre eux. L'objectif est d'apporter de la nuance ou de la complexité à la réponse : mobiliser des critères différents, attribuer plusieurs liens à un même espace ou encore exprimer des relations entre plusieurs espaces. Ces éléments sont les hypothèses que je pose à l'issue de la phase de questionnaire, qui seront éclairées et questionnées dans la suite de ce chapitre et dans le suivant (Figure 33).

[185] Par exemple, des cartes mentales représentent une région « Caraïbe » intégrant l'ensemble des espaces insulaires et deux régions séparant la région en deux ensembles « Petites Antilles » et « Grandes Antilles ».

Figure 33 | Exemples de cartes mentales en fonction des logiques spatiales observées



1.1.2. Catégorisation des représentations sémantiques et spatiales

Pour préciser l'analyse, je cherche à identifier les principaux types de cartes mentales qui émergent chez les étudiant·es. L'idée est de tenir compte à la fois des spatialités représentées dans toute leur complexité (plusieurs tracés, intersections, emboîtements, etc.), mais aussi des éléments sémantiques mobilisés (noms associés aux tracés, combinaisons). Différentes formes de relations, de proximités sociales ou politiques sont exprimées et produisent des définitions plurielles de la Caraïbe, de découpages internes (Antilles, Petites ou Grandes Antilles) ou de mises en lien avec d'autres espaces.

Le corpus de cartes mentales fait l'objet d'une analyse catégorielle de contenu à l'aide d'une grille de codage afin de caractériser la représentation d'éléments spatiaux et sémantiques (Tableau 7). Cette grille a été utilisée d'une part pour le codage des cartes mentales dans le tableau de données, en vue des analyses statistiques et catégorielles, et dans le tagage et la classification des images sur l'application Tropy[186]. Le tagage a consisté à identifier les espaces représentés dans les cartes mentales, à l'aide du logiciel Tropy. Pour chaque carte mentale, j'ai tagué (*via* des « tags » pour les noms donnés aux macrorégions, et *via* des « listes » pour les emprises spatiales) les espaces qui y étaient représentés en fonction de plusieurs critères établis. Le but était de ne pas dépendre de mes propres dénominations ou de mes propres projections spatiales pour décrire les cartes mentales. Ces observations ont été déterminées par le croisement entre les éléments saillants issus des entretiens et des questionnaires.

[186] Tropy est un logiciel libre et open source permettant d'organiser, de décrire et d'analyser des matériaux photographiques et iconographiques de la recherche à l'aide de tags, d'arborescences et de notes [URL].

Tableau 7 | Grille de codage des cartes mentales du questionnaire

Grille de codage des cartes mentales		
Représentation	Catégorie générale d'observation	Catégorie détaillée (Oui/Non)
Spatial *L'ensemble des espaces intégrés dans les tracés désignent … :*	Nombre total de macrorégions	- 1 - 2 et plus
	Emprise spatiale	- Territoire unique (île ou archipel) - Est de l'arc - Est et Ouest de l'arc
	Structure géographique	- Continental - Insulaire
	Démarche de découpage de la Caraïbe	
	Références outre-atlantiques	- France hex. - Outre-mer - Europe / UE
	Références américaines	- Amérique du Nord - Amérique du Sud - Amérique centrale - Ensemble du continent
	Inclusion de points-clés	- États-Unis - Haïti - Cuba
Sémantique *Les noms donnés aux tracés font référence à … :*	Références aux Antilles	- Antilles - Autres (ex. : arc)
	Références aux Petites ou Grandes Antilles	- Petites Antilles - Grandes Antilles
	Références outre-atlantiques	- France hex. - Europe/UE
	Références à la Caraïbe / Autres « Caraïbe »	- Caraïbe(s) - Autres (grande, bassin, etc.)

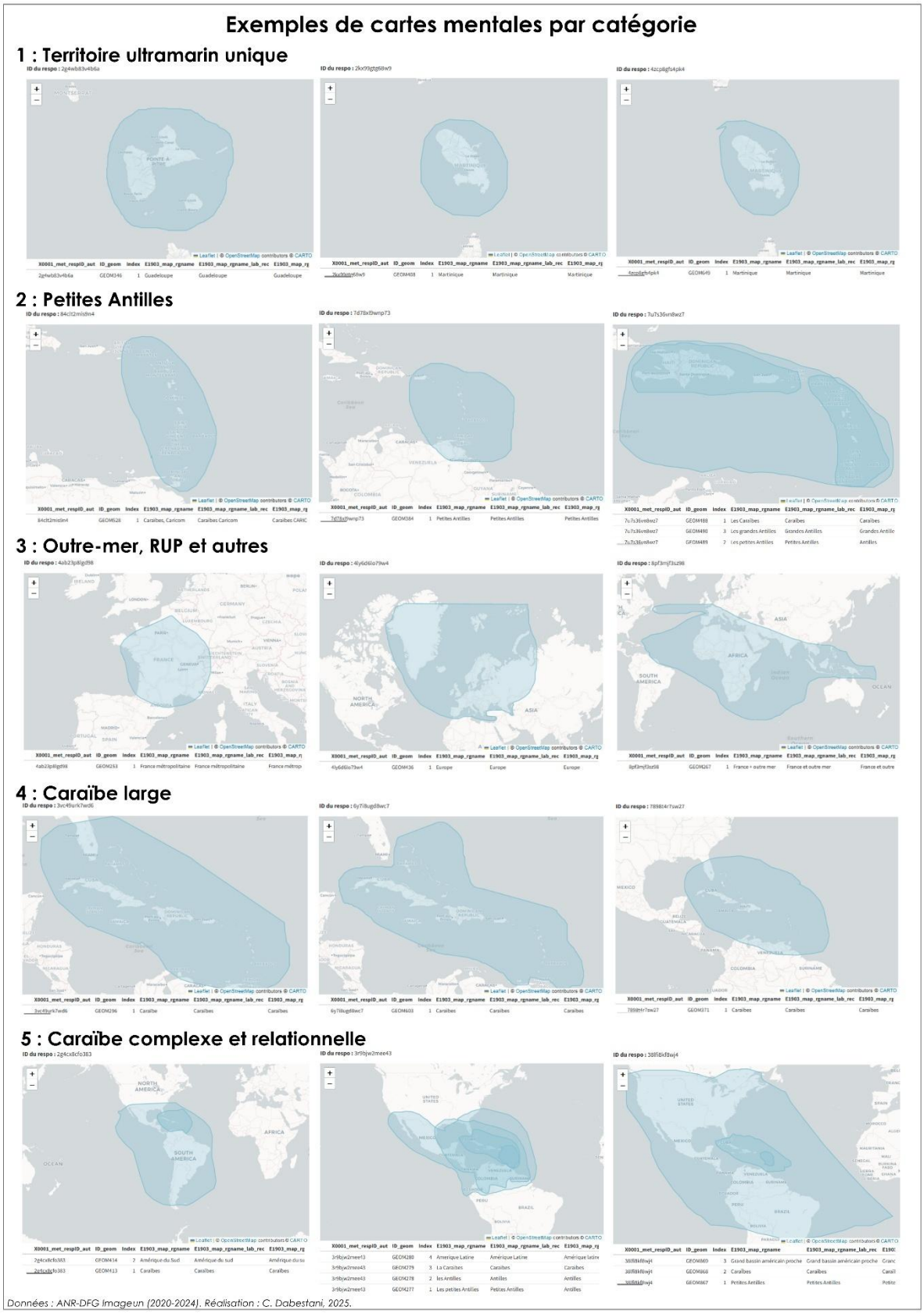
Trois étapes d'analyse visent ensuite à produire une catégorisation fine des cartes mentales. La première analyse les spatialités représentées dans les cartes mentales (Annexe 7), tandis que la deuxième porte sur les éléments sémantiques mobilisés (

Annexe 8). Ces deux premières étapes permettent d'aboutir à une catégorisation croisant les entrées sémantiques et spatiales qui sera utilisée dans la suite de l'analyse.

La dernière étape distingue cinq catégories de cartes mentales sur leurs aspects spatiaux et sémantiques (espaces et noms associés) (Figure 34) dont la construction est détaillée en annexe (Annexe 9). La catégorie 1, intitulée « Territoire ultramarin unique » (N=36, 16.2%), correspond aux cartes mentales comprenant un unique espace tracé renvoyant à l'un des territoires insulaires enquêté (Martinique ou Guadeloupe). La catégorie 2 « Petites Antilles » (N=82, 36.9%) est, elle, associée aux cartes mentales représentant une macrorégion nommée « Petites Antilles », concentrée à l'est de la Caraïbe et uniquement sur espaces insulaires. La catégorie 3, « Outremer, RUP et autres » (N=27, 12.2%), a la particularité de mobiliser les espaces européens, de l'UE ou de la France uniquement ou en combinaison avec d'autres espaces. Les catégories 4 et 5 s'ancrent sur la Caraïbe, d'une part sur une « Caraïbe large » (N=51, 23%) représentant une unique macrorégion nommée « Caraïbe », avec l'ensemble des territoires insulaires (Cuba, Haïti), mais aussi continentaux (États-Unis, Amérique centrale). D'autre part, la dernière catégorie nommée « Caraïbe complexe et relationnelle » (N=26, 11.7%) intègre les représentations d'une Caraïbe large et nommée comme telle (Haïti, Cuba, États-Unis), complexe, car découpée en plusieurs espaces (Antilles, Petites Antilles, continentale et insulaire, est et ouest), mais aussi associée à d'autres espaces macrorégionaux ou englobée dans d'autres espaces (Amérique).

En parallèle, j'analyse les liens de les entrées spatiales et sémantiques des cartes mentales dans le but de m'assurer des significations des relations entre les espaces tracés et les noms qui leur sont associés. Autrement dit, je vérifie les manières dont les espaces sont nommés par les étudiant·es pour ne pas plaquer mes propres dénominations (utilisées pendant les étapes d'analyse, par exemple) et utiliser des dénominations adaptées dans la catégorisation finale (Annexe 10).

Figure 34 | Exemples de cartes mentales par catégorie



1.2. Objectivation sociodémographique des cartes mentales du questionnaire

Les cartes mentales collectées dans le cadre de l'enquête par questionnaire sont réalisées par des étudiant·es aux profils sociodémographiques variés. En complément de l'analyse des dimensions sémantiques et spatiales des cartes mentales, il s'agit de prendre en compte les rapports sociaux en jeu – dans toutes leurs pluralités (genrés, scolaires, raciaux, mobiles, etc.) (Cattan, 2008 ; Di Méo, 2004 ; Isambert-Jamati, 1995) – dans les pratiques et les représentations de l'espace.

Afin d'intégrer les dimensions sociodémographiques dans les analyses des cartes mentales, je m'appuie sur les variables disponibles dans le questionnaire. Le questionnaire me permet d'intégrer des éléments intéressants pour appréhender l'influence des rapports sociodémographiques dans les représentations et les pratiques de l'espace, dans les imaginaires mobilisés par les enquêté·es : le genre, l'âge, les parcours spatiaux ou encore les parcours scolaires. En revanche, plusieurs éléments importants ne peuvent pas être pris en compte (rapports économiques, CSP), posant des limites à l'analyse menée ici. Ces limites sont liées à l'outil méthodologique – le questionnaire –, mais aussi à la structure de l'enquête, conçue par rapport aux contraintes posées par le projet (cf. Chapitre 2). Les entretiens permettent de limiter ces biais, et d'intégrer à l'analyse ces dimensions absentes de l'enquête par questionnaire.

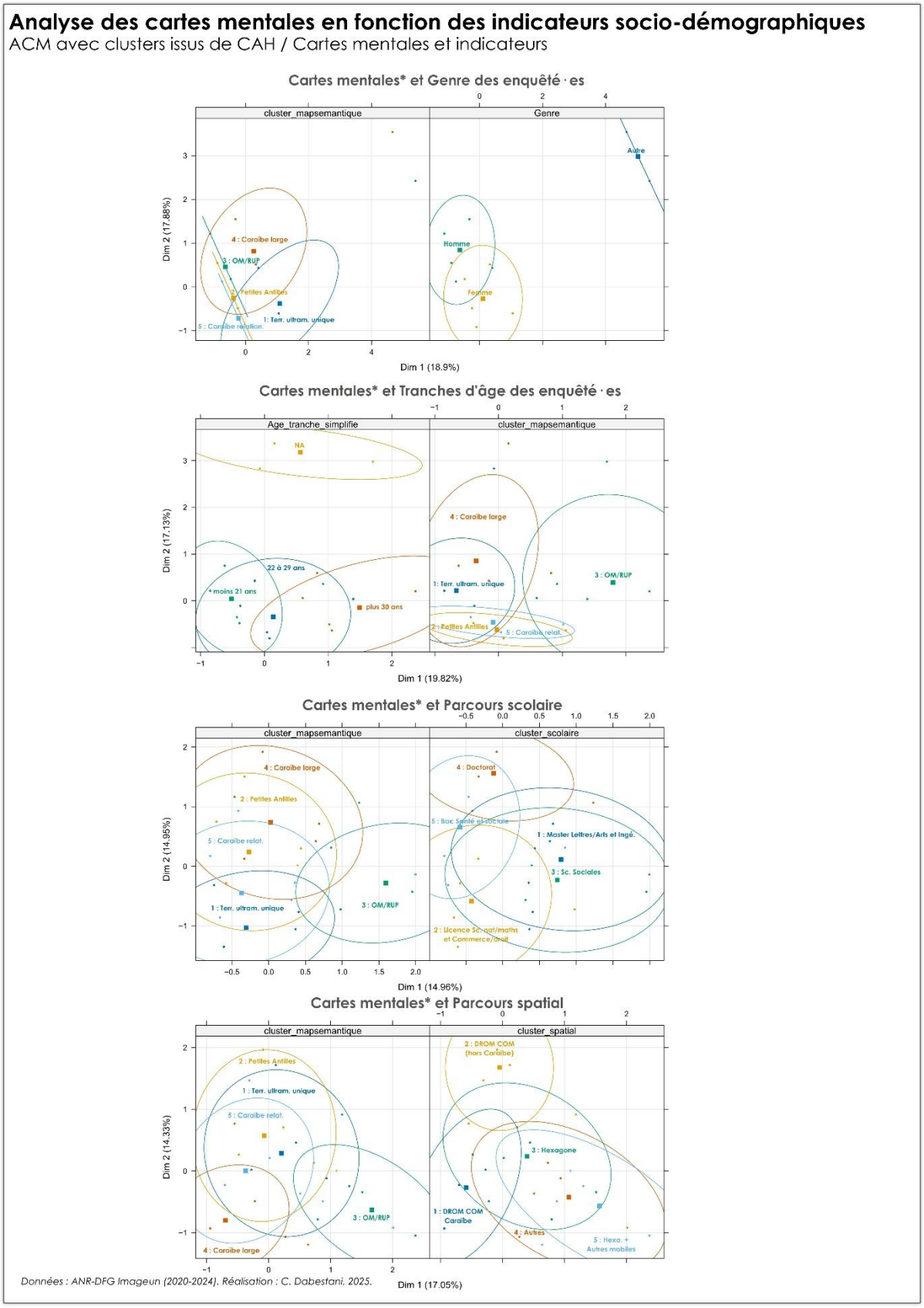
Je réalise ainsi une analyse en composante multiple, visant à croiser les types de cartes mentales et sémantiques avec deux indicateurs sociodémographiques construits (spatial et scolaire) et deux variables du questionnaire (genre et tranches d'âge) (Tableau 8).

Tableau 8 | Construction des indicateurs sociodémographiques

Construction des indicateurs sociodémographiques		
Indicateur spatial (Annexe 11) 1 : 2 : 3 : 4 : 5 :	Pays de naissance	- Autre - DROM-COM Caraïbe - DROM-COM hors Caraïbe - France hexagonale
	Combinaison des pays de naissance des parents / tuteur·rices	- Autre / Autre - DROM-COM Caraïbe - DROM-COM Caraïbe / Autre - DROM-COM Caraïbe / DROM-COM hors Caraïbe - DROM-COM Caraïbe / France hexagonale - DROM-COM hors Caraïbe - France hexagonale - France hexagonale / Autre
	Nombre de pays de résidence	- 0 - 1 à 2 - Plus de 3
Indicateur scolaire (Annexe 12) 1 : 2 : 3 : 4 : 5 :	Niveau d'étude du parent 1 (ex. : mère, tuteur·rice)	- Non renseigné / Ne souhaite pas répondre - Non scolarisé / Niveau primaire - Secondaire / Supérieur cycle court - Supérieur cycle long
	Discipline étudiée	- Arts, lettres et langues - Autres - Commerce, administration et droit - Ingénierie - Santé et social - Sciences naturelles, maths, stats - Sciences sociales, journalisme et communication
Genre	- Autre / Non renseigné - Femme - Homme	
Tranches d'âge	- Moins de 21 ans (éq. Licence) - 22 à 29 ans (éq. Master et jeunes diplômés) - Plus de 30 ans (éq. Doctorat et reprise d'étude) - Non renseigné	

L'objectif est ainsi d'associer, à chaque type de cartes mentales produites, un profil sociodémographique des étudiant·es (Figure 35). Des synthèses comparatives des cartes mentales pour chaque variable analysée sont présentées en annexes.

Figure 35 | ACM et cluster sur les cartes mentales en fonction d'indicateurs



Cette analyse montre d'abord que le genre n'a que peu d'impact sur la représentation du territoire. Les étudiantes ont un peu plus tendance à représenter le territoire dans lequel elles résident (Martinique ou Guadeloupe), ou bien à produire des représentations relationnelles de la Caraïbe. Les étudiants produisent davantage les représentations de Caraïbe large ou des représentations faisant référence au statut vis-à-vis de la France ou de l'UE (Annexe 13).

L'observation des tranches d'âges[187] montre deux principaux effets : les cartes mentales faisant référence au statut d'outremer semblent principalement réalisées par les étudiant·es âgé·es de plus de 30 ans, tandis que les Caraïbes larges ou les représentations d'un unique territoire sont plus souvent réalisées par les étudiant·es de moins de 21 ans. Concernant le niveau d'étude, seul le groupe des doctorant·es produit des cartes d'uniquement deux catégories (Petites Antilles et Caraïbe large), tous les autres groupes produisant des cartes mentales de toutes les catégories (Annexe 14). De manière complémentaire, j'évoque brièvement les représentations en fonction du niveau d'inscription et du lieu de formation (Martinique ou Guadeloupe). Sur le plan du niveau d'étude, les cartes, j'observe que l'emprise spatiale intégrée dans la carte mentale s'élargit au fil des études : les étudiant·es sortant du bas montrent des tracés plus resserrés, tandis que les doctorant·es réalisent des cartes plus larges (Annexe 15). Sur le plan de sites de formation, les tracés sont relativement similaires, à l'exception de deux différences : les étudiant·es répondant en Martinique représentent davantage l'Hexagone dans leurs cartes mentales (20 à 30% des tracés), et les étudiant·es en Guadeloupe semblent représenter davantage d'espaces larges au sein de la Caraïbe (Annexe 16). Pour ces variables, les analyses sont des pistes de résultats qui nécessiteraient d'être approfondies aux vues des effectifs réduits de certains groupes (hommes, doctorant·es par exemple).

Enfin, le parcours spatial est l'entrée qui laisse voir les différences les plus nettes. Les étudiant·es né·es et dont les parents sont nés dans les DROM-COM de la Caraïbe représentent surtout le type de Caraïbe large, mais aussi tous les autres types de cartes à l'exception notoire des cartes faisant référence au statut d'outremer ou des liens avec l'UE. On retrouve le même schéma de réponse chez celles et ceux né·es et dont les parents sont nés dans les DROM-COM hors de la Caraïbe (dont la Guyane ici). Les étudiant·es né·es dans l'Hexagone, de parents eux-mêmes nés dans l'Hexagone (mais qui peuvent être d'origine antillaise) sont celles et ceux qui produisent toutes les représentations identifiées. Les étudiant·es né·es dans l'Hexagone ou dans un autre pays, avec un parent né dans l'Hexagone ou non et un capital de mobilité élevé, sont celles et ceux qui produisent largement les cartes mentales faisant référence à la France ou à l'UE/Europe. Ceux n'ayant pas de

[187] Dans le cadre du questionnaire, l'année de naissance des étudiant·es était demandée. Pour faciliter l'analyse catégorielle, j'ai regroupé les âges en tranches dont les bornes sont choisies pour reproduire les âges estimés pour les principales étapes d'un cursus Licence-Master-Doctorat. Les âges permettent de tenir compte des effets de génération sans se limiter aux diplômes et aux biais de déclaration.

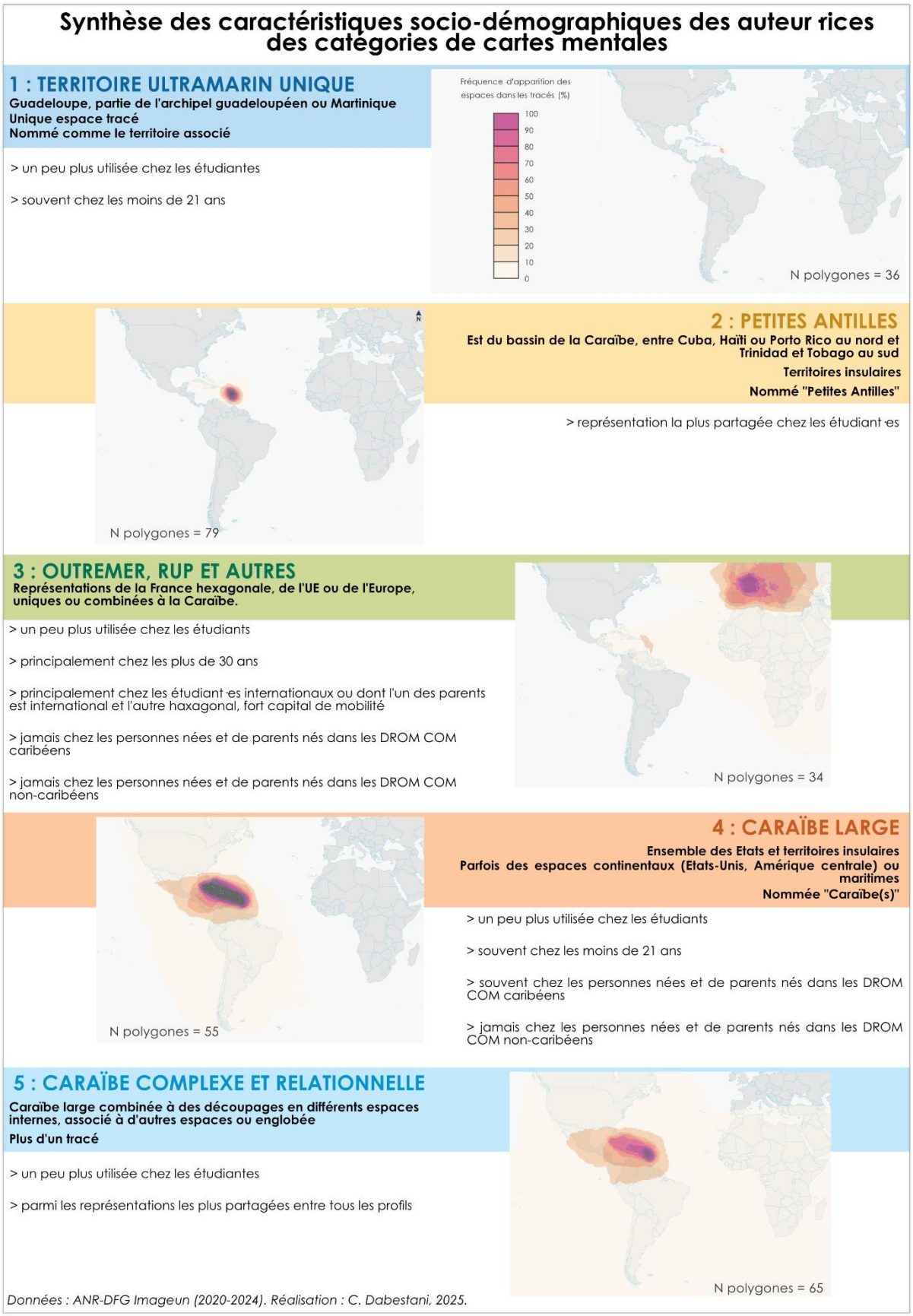
lien avec la France produisent cependant des représentations géographiques plus variées de la Caraïbe.

Il est ainsi possible de mettre en lien les cartes mentales avec les caractéristiques sociodémographiques de enquêté·es de la manière suivante (Figure 36) :

- Les représentations d'un territoire insulaire unique (toute ou partie de l'archipel guadeloupéen ou Martinique) sont davantage mobilisées par les étudiantes et chez les plus jeunes ;
- Les cartes mentales associées aux Petites Antilles (est du bassin, avec différentes limites, exclusivement insulaire) sont les plus partagées par tous les profils des étudiant·es ;
- Les représentations référant aux Outre-mer, à la France (hexagonale ou non), à l'UE ou à l'Europe (uniquement ou combinées à d'autres tracés) sont surtout réalisées par les étudiant·es internationaux, souvent parmi les plus âgés et jamais chez les étudiant·es dromien·nés ;
- Les cartes mentales d'une Caraïbe large (toujours insulaire, parfois continentale) sont parmi celles les plus souvent réalisées par les étudiant·es né·es ou dont les parents seraient né·es dans les DROM-COM de la Caraïbe ;
- Enfin, les représentations d'une Caraïbe complexe et relationnelle (découpages de l'espace ou association de la Caraïbe à d'autres espaces) sont également très partagées par toutes et tous, et un peu plus souvent par les étudiantes.

Dans la partie suivante, j'observe pour les différentes catégories de cartes mentales les imaginaires de référence qui sont mobilisés. L'objectif est de dépasser les tracés figés des cartes mentales en intégrant les entretiens dans la suite. Les entretiens permettent de faire émerger les enjeux derrière la production des cartes mentales dans toute leur complexité, mais aussi de faire émerger des hésitations, des nuances et des désaccords. Ils donnent la possibilité d'exprimer le rapport à un espace macrorégional comme entité découpant le monde, mais aussi comme un espace vécu (attachement, rapport personnel, voire émotionnel). Ils permettent, enfin, aux étudiant·es d'exprimer les imaginaires qu'ils et elles ont mobilisés.

Figure 36 | Synthèse des caractéristiques sociodémographiques des auteur·rices des catégories de cartes mentales

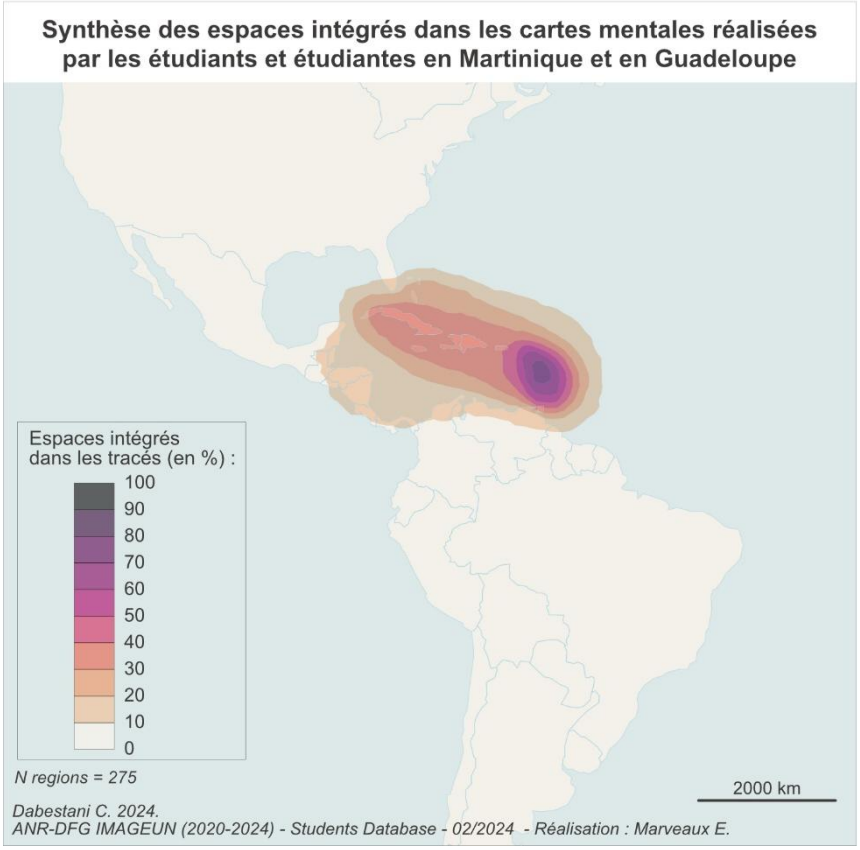


2. Représentations socio-spatiales de la Caraïbe : espace approprié, espace légitimé

En prenant appui sur les catégories de cartes mentales présentées, j'approfondis l'analyse en mobilisant les entretiens réalisés avec les étudiant·es. Au-delà des espaces en tant que tels, de leurs emprises ou de leurs noms, les entretiens donnent à voir les imaginaires mobilisés par les étudiant·es sur ces espaces, les sens qu'ils et elles leurs donnent, les liens qu'ils et elles utilisent.

La Caraïbe est la principale macrorégion des imaginaires des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe. S'il n'y a aucun doute sur la prégnance de sa place, elle n'est pas mobilisée de la même manière par toutes et tous. Entre 50 et 60% des tracés nommés « Caraïbe » englobent l'ensemble des espaces insulaires du bassin. Entre 10 et 20% des tracés vont aller prendre les espaces continentaux, mais encore un peu davantage (20-30%) sur les côtes sud-américaines. J'observe deux marches marquées par des seuils dans la discrétisation de cette représentation cartographique : le passage entre Porto Rico et la République dominicaine et Haïti, et le passage des espaces insulaires aux espaces continentaux (Figure 37).

Figure 37 | Synthèse des espaces intégrés dans les cartes mentales



Dans ce second temps du chapitre, les cartes mentales comme les entretiens donnent à voir des points saillants dans les représentations de la Caraïbe. Il s'agit d'éléments consensuels, partagés par toutes et tous, autant dans une idée d'accord sur des points de définitions de l'espace que dans l'identification de débats, de divergence ou de flou. Je m'intéresse d'abord aux éléments saillants des représentations, ceux qui reviennent de manière commune même s'ils peuvent avoir des formes diverses (cf. 2.1), avant d'approfondir les logiques spatiales mobilisées au sein de l'espace caribéen par les étudiant·es, qu'il s'agisse des liens, mais aussi des imaginaires mobilisés (cf. 2.2).

Je me concentre ainsi principalement sur les cartes mentales que j'ai identifiées comme représentant des « Petites Antilles » (catégorie 2), une « Caraïbe large » (4), la partie caribéenne des cartes « Caraïbe complexe et relationnelle » (5) et dans une moindre mesure, un « Territoire ultramarin unique » (1). Les cartes mentales « Outre-mer, RUP et autres » ainsi qu'une partie de représentations de « Caraïbe complexe et relationnelle » ont la particularité d'associer d'autres espaces à la Caraïbe. Pour faciliter l'analyse, je les interrogerai dans le chapitre suivant.

2.1. Les représentations de la Caraïbe : les éléments saillants

Les cartes mentales et les entretiens avec les étudiant·es sur les critères permettant de définir la Caraïbe (ou les Antilles) permettent de mettre en évidence des éléments saillants dans les représentations de la Caraïbe. Quels que soient les critères mobilisés (géographiques, géophysiques, culturels, ethnoraciaux, économiques, statutaires, etc.), deux éléments principaux reviennent de manière systématique : l'insularité, d'une part, et la circulation entre les différents espaces de la région d'autre part.

2.1.1. L'insularité comme trait socio-spatial principal

L'insularité est un élément saillant de toutes les descriptions de la Caraïbe. Elle revient dans tous les entretiens comme le premier paramètre de définition de l'espace caribéen : pour l'ensemble des tracés, 73% des cartes mentales intègrent des espaces insulaires, et pour celles se référant à l'espace caribéen, cette proportion s'élève à 80% (Tableau 9).

Tableau 9 | Présence des espaces insulaires dans les cartes mentales

	Toutes macrorégions confondues	
	Nb de cartes mentales	**Pct de cartes mentales**
Uniquement insulaire	153	69
Uniquement continentale *(ex. : France hexagonale hors Corse)*	61	28
Insulaire et continentale	8	4
	Dans la macrorégion Antilles/Caraïbe	
Uniquement insulaire	153	80
Insulaire et continentale	39	20

Les entretiens corroborent l'importance de l'insularité. Par exemple, pour Emeline, étudiante en Licence Créole en Martinique, il s'agit à la fois d'un critère pertinent pour regrouper des espaces dans un même ensemble et un élément nécessaire à l'appartenance à un espace caribéen ou antillais. Elle propose une démonstration s'appuyant sur le cas de la Guyane qui a souvent été mobilisée par les étudiant·es : l'expression « Antilles-Guyane » distingue les deux entités selon le fait que la Guyane n'est pas une île et ne peut pas être intégrée comme Antilles dans ce cas. On observe cet argument chez Kelly, étudiante dans la même formation, pour qui la Guyane apparaît comme un point d'échange important et clivant pour les étudiant·es, j'y reviendrai plus loin (cf. 3.2.3) :

> Mais pour moi, la Caraïbe, ça englobe toutes les îles qui sont pas loin des États-Unis, en fait. Enfin, de l'Amérique [...] C'est vraiment faire partie d'une île, pour moi, qui fait partie de la Caraïbe ou des Antilles. Parce qu'en fait, moi, je prends la logique de dire Antilles-Guyane. Si on met pas Guyane dans les Antilles, c'est parce qu'elle ne fait pas partie des Antilles. Elle n'est pas une île à proprement dite. Donc, elle ne fait pas partie des Antilles. Après, peut-être que je me trompe, mais pour moi c'est logique [Rire] [...] Non, pour moi c'est plus logique de mettre toutes les îles dans le même ... dans le même bateau [Rire] Ouais. Et dire que c'est la Caraïbe.
>
> – Emeline, étudiante Licence Créole, Martinique
>
> Je suis assez d'accord. Par contre, je pense que c'était une erreur [montre la Guyane dans un tracé nommé « Antilles françaises »]. Je ne sais pas. Ce n'est pas vraiment... Je ne sais pas comment expliquer. En fait, je pense que, pour moi, les Antilles, c'est des îles. Le fait que la Guyane soit dans un continent, c'est vraiment sur le continent américain. C'est autre chose.
>
> – Kelly, étudiante en Licence Créole, Martinique

Cependant, l'insularité n'est pas uniquement une dimension géographique, elle fait l'objet de représentations et de projections à mettre au regard d'une structure institutionnelle continentalo-centrée (Casula, 2006). L'imaginaire de l'insularité est synonyme d'éloignement et de distance dans le regard des non-insulaires, mais il est surtout très variable selon les points de vue, renvoyant à des rapports éminemment personnels et pour chaque individu dans les espaces insulaires. Il renvoie à des espaces de pratiques du quotidien pour certain·es, à des pratiques temporaires et touristiques pour d'autres (Bédouret et al., 2022). De nombreuses recherches analysent ce rapport à l'insularité, à l'île comme élément d'identité. C'est ce que certain·es définissent par la notion d' « îléité » en tant que « mode d'existence propre aux îles, un ensemble de représentations et d'affects concourant à une forme d'identité insulaire » (Brunet, Ferras, Théry, 1992) ou comme « déclinaison insulaire de l'identité territoriale, fondé sur un sentiment marqué d'appartenance et d'identification des insulaires à leur île » (Taglioni, 2003). L'îléité intègre l'idée de représentation de l'île (Moles, 1982) et des affects formant une « identité insulaire » (Brunet, Ferras, Théry, 1992) ou encore « un monde en miniature » (Bernadie-Tahir, 2005). Stéphane Gombaud analyse le déclin de la notion d'insularité, au bénéfice de la notion d'îléité, preuve d'une quête de relativisme dans les travaux sur les îles en géographie (Gombaud, 2007).

Que ce soit l'idée de « faire partie d'une île » ou dans l'affirmation « les Antilles, c'est des îles », on retrouve dans les entretiens la lecture topologique de l'île comme critère d'insertion dans les Antilles ou dans la Caraïbe, mais c'est surtout le fait d'être « partie » ou d' « appartenir » à une île ou à un ensemble d'îles, qui est mobilisé comme critère par les étudiant·es.

Tout en analysant la prégnance de l'insularité et de l'îléité dans les représentations des étudiant·es, ce facteur doit être remis dans le contexte de la Martinique et de la Guadeloupe, mais il doit aussi être recontextualisé par les grilles de lecture construites par le regard occidental, continental. Comme le soulignait Thierry Nicolas (2005), il y a un risque de réduire la lecture de ces espaces uniquement par l'enclavement ou, comme le montrent les travaux de Jean-François Staszak (2006), par l'exotisation de la figure de l'île (paysages paradisiaques, tropicaux, naturels) et de sa population.

Le concept d'hypo-insularité développé par Thierry Nicolas vise à repenser le regard porté sur l'insularité de la Martinique et de la Guadeloupe notamment :

> « il apparaît clairement que la multiplication et l'intensification de flux humains, matériels et immatériels au cours des deux dernières décennies ont altéré l'une des données que l'on pensait immuables dans les espaces insulaires : la frontière océanique. Aussi doit-on désormais s'affranchir de la conception de l'île définie comme « un domaine fermé par une frontière » et que l'on a eu coutume d'associer à certaines notions d'isolement, d'éloignement, d'enclavement ou d'exiguïté. Le littoral qui enserre une île n'est pas fatalement la synecdoque de la fermeture et une limite qui trace une coupure nette entre un dedans et un dehors. À travers ce prisme, on comprend dès lors mieux pourquoi, à l'inverse de leurs homologues

> continentaux qui perçoivent le caractère clos et la nature d'espace autre de l'île lorsqu'ils s'y rendent, certains insulaires ne réduisent plus systématiquement celle-ci à l'image de son propre contour. » (Nicolas, 2005, p. 340)

Ainsi, la « finitude » associée à l'insularité n'est pas forcément ressentie par les individus dans les sociétés dites insulaires : « L'espace insulaire est chargé d'un double sens : un sens géographique, physique, et un autre métaphorique, mental. Dans la société occidentale contemporaine, qui a bien du mal à croire ou à créer des mythes, cette double dimension est rare et précieuse. » (Redon, 2019, p. 167).

L'enjeu est ici de prendre en compte l'insularité comme élément majeur des pratiques et des représentations, mais aussi de ne pas lire ses espaces uniquement par ce paramètre, de ne pas les homogénéiser et de ne pas mettre de côté les registres politiques et sociaux qui participent pleinement à produire l'insularité (Redon, 2019).

2.1.2. Les circulations comme articulation sociale et culturelle

Si la Caraïbe inclut systématiquement des espaces insulaires, la définition d'une Caraïbe large, à la fois insulaire et continentale, apparaît également. Cette Caraïbe large est minoritaire dans le questionnaire (20% des tracés associés à la macrorégion caribéenne). Néanmoins, dans les entretiens, celle-ci donne lieu à des propos riches, et permet de mettre en évidence l'importance des liens entre les différents ensembles. En effet, si les cartes mentales distinguent des entités délimitées par des traits dans un rapport d'inclusion et d'exclusion par l'espace, et les entretiens permettent d'approfondir l'analyse en intégrant des dimensions relationnelles, circulatoires et temporelles.

Les circulations, anciennes comme récentes, relatives aux colonisations, aux rapports de pouvoir externes, aux circulations liées au travail, ou encore les circulations diasporiques sont des éléments majeurs soulevés par les étudiant·es dans les discussions sur les imaginaires de la Caraïbe lorsqu'elle est représentée dans sa configuration dite « large ». Je prends l'exemple de l'échange avec Laurence, étudiante en licence Anglais-Espagnol (Guadeloupe).

> Oui, quand on monte là c'est plus l'Amérique. Mais il y a toujours des diasporas caribéennes qui habitent-là […] On n'est pas si proche … on n'est pas si proche que ça de l'Amérique de cet espace-là en tout cas [montre les États-Unis et le Mexique] Nos cultures ne sont pas proches […] C'est mes études qui me font dire fait ça, surtout puisque, quand on étudie les peuples d'Amérique du Sud, on voit qu'il y a beaucoup de similitudes dans nos cultures, dans nos mœurs. On a beaucoup en commun, dans les croyances aussi […] Nos ancêtres ont voyagé entre les pays, il y a eu des circulations. S'il n'y avait pas eu la mer, on n'aurait pas pu […] [Pour l'Amérique du Nord], en tout cas pour la Louisiane, c'est parce que je sais qu'il y a des quartiers français qui s'y trouvent. Et pour le sud de la Floride, c'est aussi parce qu'il y a beaucoup de … là c'est plus des Haïtiens qui y sont, donc c'est toujours la même culture.

> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Même si elle émet des réserves sur son tracé initial, les circulations et les diasporas sont des critères importants dans sa définition de la Caraïbe. Sa représentation d'une Caraïbe large – intégrant des espaces insulaires et continentaux autant des États-Unis, de l'Amérique centrale que du sud – prend en compte les influences caribéennes relatives aux circulations de populations ou aux présences de diasporas et à l'existence d'une même culture par l'intermédiaire des diasporas haïtiennes (ici évoquées en Floride). On y retrouve l'imaginaire de la Caraïbe comme espace de circulation majeur à l'échelle mondiale et dans l'histoire, que cela concerne des migrations extrarégionales ou intrarégionales[188] (Bellemare, Carluer, 2014).

Ce sont également les circulations coloniales qui apparaissent et semblent lier plusieurs espaces au sein de la Caraïbe. La colonisation française – qu'elle évoque dans son exemple des quartiers français de la Louisiane – est appréhendée comme une expérience commune avec plusieurs espaces insulaires.

Dans les entretiens, au-delà des entités spatiales représentées, on voit transparaître systématiquement les circulations (réalisées, projetées, représentées) comme élément d'articulation sociale et culturelle de la macrorégion. Comme l'analyse Cédric Audebert, ces circulations contribuent à former un sentiment d'appartenance et « l'entame d'une intégration régionale par le bas » (Audebert, 2011a).

2.2. Emboîtements et découpages : reproduction des représentations scolaires

Qu'il s'agisse d'exprimer des proximités ou des mises à distance de certains espaces dans la Caraïbe, plusieurs logiques d'identifications de sous-ensembles, d'entités spécifiques au sein de la macrorégion émergent des cartes mentales et des échanges. Il peut s'agir d'expliciter la complexité dans le cadre de l'exercice limitant de la carte mentale. Dans ce cas, deux principales logiques d'emboîtement et d'articulation ressortent des productions cartographiques et des échanges avec les étudiant·es : le besoin d'emboîter la Caraïbe dans un autre ensemble et celui de découper et d'identifier les espaces qu'elle contient. C'est surtout la reproduction – consciente ou non – des découpages de l'espace appris, intériorisés et légitimés tout particulièrement dans la sphère scolaire.

[188] Voir le chapitre 1 (3.1) pour les circulations propres aux DROM de la Caraïbe, et le chapitre 3 (1.2.1) pour les circulations au sein et depuis/vers la Caraïbe.

Quand pour certain·es étudiant·es, définir la Caraïbe est complexe, et source d'hésitation et de questions, pour cela relève d'un savoir commun et unique. Cette dimension est très prégnante dans quelques échanges. Pour Jean, étudiant en Master MEEF 1er degré, la définition de la Caraïbe ou d'un espace caribéen renvoie à l'idée d'un ensemble défini scientifiquement et à de « bonnes notions » à avoir (même s'il reconnaît des débats chez les géographes). Il le délimite par les États-Unis au nord, l'Amérique centrale à l'est et l'Amérique du sud, et intègre la mer des Antilles et le golfe du Mexique pour des raisons liées à l'histoire du peuplement de la région : « les géographes ne sont pas tous d'accord [...] et ils ont peut-être pas tous [les étudiant·es] eu les bonnes informations, les bonnes notions sur la Caraïbe, les sciences géographiques, les cours, et cetera., par exemple de lycée sur l'espace caribéen ». La définition de la Caraïbe proposée dans les représentations scolaires est ainsi souvent revenue chez les étudiant·es comme la source de leurs propres représentations. Mais certains évoquent également la sphère scolaire comme étant à la fois à l'origine de leur absence de représentations ou bien à l'origine de la formation de représentations souhaitées. Les représentations scolaires sont un élément majeur dans les représentations de la Caraïbe sur lequel je vais revenir plus loin (cf. Chapitre 6). Elles renvoient globalement à la question des savoirs posés comme légitimes et des rapports aux savoirs produits « par le haut », même si leur impact est à nuancer autant dans les processus des transmissions et par l'agentivité des acteurs de cette transmission (enseignant·es par exemple) et des récepteurs (élèves, étudiant·es) dans leur réappropriation, leur contournement ou leur critique (cf. Chapitre 6).

2.2.1. Emboîter et découper la Caraïbe

L'un des mécanismes utilisés pour produire de la complexité dans les cartes mentales a donc été de tracer plusieurs espaces. À partir de là, plusieurs logiques ou stratégies ont été mobilisées par les étudiant·es, et les entretiens sont riches pour les saisir pleinement.

Découper et définir des sous-ensembles

Il a ainsi pu s'agir de représenter des sous-ensembles « englobés » dans la Caraïbe, ou de découper la Caraïbe en différents ensembles. Par exemple, pour Dalia, étudiante en Master de Géographie, c'est la taille des îles qui explique l'existence de ce découpage (« L'arc antillais c'est la disposition du géographique. Petites Antilles ouais bah oui si parce que les îles sont plus petites, donc Grandes Antilles parce que du coup c'est plus gros »). Cette distinction revient dans de nombreux échanges, mais avec des statuts très divers. Cassidy identifie tout de suite des Petites et des Grandes Antilles en fonction de la taille des espaces insulaires désignés en tant que « savoir » (« je sais que les Antilles

… »). Cette distinction se confond durant l'échange avec un questionnement plus général sur l'existence d'une réelle distinction entre la Caraïbe et les Antilles. La taille des îles comme critère est combinée à celui du climat autour de l'exemple de la culture de la fraise en République dominicaine.

> Justement, il y a une question que je me pose. C'est la différence entre Caraïbes et Antilles. Je sais que les Antilles sont dans les Caraïbes. Déjà, il y a les Petites et les Grandes Antilles, par exemple, les petites îles Martinique, Guadeloupe, Barbade, les grandes îles, Haïti, Jamaïque, etc. Mais, quand je cherche vraiment à faire la différence, j'ai l'impression qu'il n'y en a pas tellement.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique
>
> Pour moi, la République dominicaine n'est pas une Antilles. Du tout. […] Je suis pas d'accord sur les Grandes Antilles, mettre République dominicaine et Haïti dedans. Non, pour moi c'est la Caraïbe. Voilà. Haïti c'est plus grand que la Guadeloupe, que la Martinique. Je sais pas si c'est ça a quelque chose à voir aussi, mais bon, le climat, en République dominicaine, il y a des… Au nord, on va dire, il y a des fruits, il y a des … Comment ça s'appelle ça ? Il y a un climat qui est propice pour des fruits … Comment il s'appelle en français j'ai oublié ? Le fruit, là, rouge, qui a des petits trucs verts […] Des fraises, voilà. Voilà. Il y a des endroits où on fait des fraises, quand même. Il y a un climat propice à Saint-Domingue où on peut faire des fraises. Il ne fait pas froid comme en France, mais on peut faire des fraises, il fait frais.
>
> – Tania, étudiante en Master Espagnol, Martinique

Au-delà d'une évidence, les échanges autour des sous-ensembles que sont les Petites et les Grandes Antilles relèvent aussi la question de la production d'identités ou d'appartenances projetées sur ces espaces et perçues comme plus ou moins légitimes, plus ou moins revendiquées. Après avoir renvoyé le découpage Petites/Grandes Antilles en fonction de la taille des îles au registre scolaire, Gary revient plutôt sur le découpage entre Caraïbe et Antilles.

> Je ne sais pas si on est clair sur ça, en fait, même nous au niveau intellectuel. Nous ce qu'on nous a expliqué étant enfant, ce que je répète maintenant d'ailleurs, c'est alors que les grandes îles que tu peux voir […] on peut distinguer très clairement ce sont les Grandes Antilles parce qu'elles ont de grandes îles. Et ici, ce sont les Petites Antilles parce que c'est des petites îles tout simplement. Cependant on doit aussi expliquer que les Antilles c'est tout simplement Guadeloupe et Martinique. Donc que tout ça, c'est tout ce qui n'est pas Martinique et Guadeloupe est en fait la Caraïbe […] C'est la partie Antilles de la Caraïbe. C'est un sous-ensemble de la Caraïbe, donc oui c'est la Caraïbe, mais c'est euh … […] Je ne sais pas pourquoi il y a un flou […] Je ne sais pas pourquoi on a commencé à faire la distinction entre Grandes et Petites Antilles. Pourquoi nous, maintenant, on se considère comme étant les seules Antilles légitimes et le reste la Caraïbe. Je ne sais pas si, même si c'est légitime, je ne sais pas qui a commencé ça. Je pense que c'est une revendication politique.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

La Caraïbe renvoie à l'ensemble du bassin tandis que la catégorie spatiale « Antilles », regroupant uniquement la Guadeloupe et la Martinique, sous-tendrait le questionnement d'une revendication politique de cette catégorie, des Antilles « légitimes » et revendiquées.

Emboîter la Caraïbe

La logique de l'emboîtement est de définir plusieurs niveaux d'appartenance, ou d'associer / localiser un ensemble de référence à chaque échelle. Cela amène aussi à discuter le besoin de distinguer, d'une part, les cas où la Caraïbe est le référentiel (fait l'objet de découpages, de précisions) et, de l'autre, les cas où la Caraïbe doit être référencée (emboîtée) dans le but de la « faire apparaître », de la renvoyer à un espace plus « connu », de l'associer à un cadre plus large. C'est exactement le même processus que l'on observe pour replacer la Martinique et/ou la Guadeloupe.

Pour Tania, étudiante en Master Espagnol, l'emboîtement repose sur le facteur linguistique. Ainsi, les Caraïbes seraient l'ensemble des espaces insulaires (toutes langues confondues), mais les Petites Antilles correspondraient aux espaces insulaires anglophones de l'est du bassin et les espaces français sont distingués dans un ensemble « Antilles françaises ». Chez Léa, étudiante en Master Géographie arrivée de l'Hexagone en Martinique depuis plus d'un an, plusieurs critères s'articulent pour distinguer les Petites des Grandes Antilles. Elle mobilise d'une part des différences socioculturelles en commençant par évoquer la pratique restreinte de l'anglais, et en associant ensuite la référence au statut français aux Petites Antilles (« Les Petites Antilles c'est plutôt associé aux DOM-TOM pour moi »). De l'autre, elle décline des différences (géo)physiques, en mentionnant d'abord la distance physique, puis une différence géologique (« en termes de structure physique des îles, de leur origine de formation »).

Ce questionnement interroge aussi l'existence ou non d'une « Amérique centrale » comme élément de distinction : « L'Amérique centrale c'est vraiment rattaché au continent américain, et l'arc antillais c'est toutes les îles qui font ce cercle » (Manon, étudiante en Licence Gestion). Ce rapprochement dans les entretiens est intéressant dans la mesure où une partie des enjeux de construction, de définition et d'approches sur l'Amérique centrale sont assez similaires à ceux sur la Caraïbe. Il s'agit d'un objet construit de manière exogène, souvent oublié ou flou dans les représentations du monde et qui « pose problème » à la notion de « continent ». Tout en étant le « pont » qui fait le continent américain tel qu'on le reconnaît comme ensemble, c'est aussi un espace traversé par l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme étatsunien, plutôt que vécue comme un ensemble politique et socioculturel et qui porte les stigmates des violences coloniales et impériales. On y retrouve la difficulté de construire un imaginaire commun et collectif est complexe (Boukhris, 2013 ; Seguin, 2021). Pourtant, je vais y revenir plus loin (cf. Chapitre 5), cet espace est un angle mort dans les imaginaires des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe.

2.2.2. Représentations et découpages légitimés de l'espace caribéen et de ses oublis

Au fur et à mesure des entretiens, j'ai vu émerger un regard sur des représentations et des découpages qui relèveraient d'une sorte d'évidence. Issues des savoirs scolaires, ces représentations seraient ainsi légitimités. Elles reviennent particulièrement chez certain·es étudiant·es, futur·es enseignant·es, à l'image de Gabriel, sorti de master MEEF premier degré quelques mois auparavant (« on sait bien », « il faut le savoir », « tu apprends ça à l'école ») :

> Non, parce qu'on sait bien que la Caraïbe, elle est scindée en deux parties. Tu as les Grandes Antilles et les Petites Antilles, mais ça, il faut le savoir. Il faut bien le comprendre, il faut bien l'intégrer. Et ça, malheureusement, tout le monde ne l'a pas bien intégré. Mais comme je reviens là-dessus, c'est des choses qu'on apprend. Petites Antilles et Grandes Antilles, tu apprends ça à l'école, on apprenait ça à l'école primaire. Ce n'est pas quelque chose que j'ai revu au collège … Oui, on a vraiment travaillé ça à l'école primaire, mais collège lycée du tout du tout. Ce sont des choses qui sont restées. Et puis après, tu vois ça dans un livre. Et puis les médias, oui, la télé, ça fait partie. Donc ce sont des choses que tu entends régulièrement et qui restent, mais si tu ne te nourris pas, bah tu peux pas savoir …
>
> - Gabriel, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique

Pourtant, le découpage de la Caraïbe ou des Antilles entre Grandes et Petites Antilles ne relève pas de l'évidence, comme le montre entre autres la réaction de surprise d'Emeline en observant le second exemple de carte mentale présentant cette configuration : « En fait, je sais pas quelle est la différence entre Grandes Antilles et Petites Antilles. J'aurais dit les Antilles, tout simplement […] Donc, ouais, c'était deux espaces à l'intérieur de la Caraïbe. Ok […] J'aurais pas … J'aurais pas vu ça comme ça ».

Dans les échanges avec les étudiant·es, l'oubli le plus fréquent concerne les îles néerlandaises d'Aruba, de Bonaire et de Curaçao. À l'image des échanges avec Emmeline, Gary et Emmanuel, elles apparaissent comme un angle mort des représentations :

> Emeline : Non. J'aurais pas mis jusque-là … Je sais même pas c'est quoi, là ?
>
> Camille : Ce sont les territoires néerlandais, Aruba, Bonaire, Curaçao.
>
> Emeline : C'est néerlandais, voilà. Ah j'aurais même pas mis eux. J'aurais pas pensé à eux du tout. J'aurais vraiment pris que ces morceaux-là.
>
> – Échange avec Emmeline, étudiante en Licence Créole, Martinique
>
> Gary : Oui … Je ne sais pas ce que c'est ici ?
>
> Camille : Bonaire, Curaçao, Aruba
>
> Gary : Je ne suis pas encore allé à Cuba ni à Aruba, et cetera, je ne crois pas … mais je pense que c'est différent. C'est du néerlandais qu'ils parlent là-bas non ? Euh non c'est difficile, mais je … compliqué
>
> – Échange avec Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

> Ça se comprend pour sûr. Là je … sais pas ce qui est là [en montrant Aruba, Curaçao et Bonaire], c'est ce qui m'intrigue.
>
> – Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe

Deux axes de lecture de l'oubli ressortent. Le premier regroupe les biais de la représentation de certains espaces dans la Caraïbe selon le point de vue, par exemple ici pour les étudiant·es français·es vis-à-vis des territoires néerlandais. Le second concerne les biais de représentation de la Caraïbe depuis les territoires français. En réaction à la carte mentale représentant une Caraïbe restreinte, Solène s'interroge justement sur l'influence de l'absence de visibilité de certains États ou espaces dans les représentations médiatiques, scolaires ou cartographiques.

> Je trouve que les Caraïbes, enfin, ce qui a été entouré pour les Caraïbes et les Grandes Antilles, c'est plutôt restrictif. Et euh, parce que par exemple, Cuba, Cuba n'apparaît plus […] Après, est-ce que c'est parce qu'on parle tellement peu de Cuba et de la Jamaïque qui fait que les gens n'y pensent pas ou ne les incluent pas dedans, je sais pas … Mais sinon, je trouve que c'est plutôt restrictif pour la région Caraïbes et les Grandes Antilles […] Je pense que c'est par manque de connaissance. Ce sont pour le coup des îles dont on n'entend pas parler [en montrant Aruba, Curaçao et Bonaire], encore moins que la Jamaïque et Cuba. Et du coup, et c'est vrai que je pense que, sur les cartes géographiques que ce soit en cours ou autre, ce ne sont pas des îles dont on va enfin dont on mentionne … Et du coup, je pense qu'on n'y prête tellement pas attention que, qu'on les entoure pas parce qu'on n'y pense tout simplement pas … […] là, je ne pourrais pas les situer par exemple.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

Elle distingue d'une part Cuba et la Jamaïque (« est-ce que c'est parce qu'on parle tellement peu de Cuba et de la Jamaïque qui fait que les gens n'y pensent pas ou ne les incluent pas dedans »), mais aussi les îles néerlandaises (sans les nommer) comme des espaces qui sont peu ou pas évoqués, pouvant être une explication de leur oubli dans cette carte mentale. Elle parle également d'un « manque de connaissance », qu'elle identifie la concernant, combiné au fait de n'entendre jamais parler de ces espaces ou de ne jamais en voir des mentions dans les représentations cartographiques. Ce sont ainsi les rôles des représentations scolaires du monde, mais plus précisément des espaces régionaux abordés dans les programmes scolaires (cf. Chapitre 6), ainsi que les représentations médiatiques et institutionnelles (cf. Chapitre 5).

3. Représentations vécues et projetées : enjeux épistémiques, politiques et réappropriation

Les désaccords sur les représentations de la Caraïbe, sur les manières dont la macrorégion est saisie, imaginée et vécue émergent lors des échanges sur les spatialités de cet espace, sur sa définition. À

nouveau, l'enjeu n'est absolument pas d'essayer de définir la Caraïbe. Il s'agit d'identifier les points d'accord et de tension afin de saisir les enjeux prégnants pour les étudiant·es, ici autour de la Caraïbe. J'observe deux catalyseurs de questionnements : la distinction entre Antilles et Caraïbe (3.1), et plusieurs États et territoires dont les imaginaires associés nouent et dénouent des sentiments de distance et de proximité (3.2). Ils donnent à voir les rapports contrariés à la Caraïbe, entre le regard extérieur à la macrorégion qui l'exotise, le mise à distance au sein même de l'espace, et la volonté de réappropriation de cette appartenance.

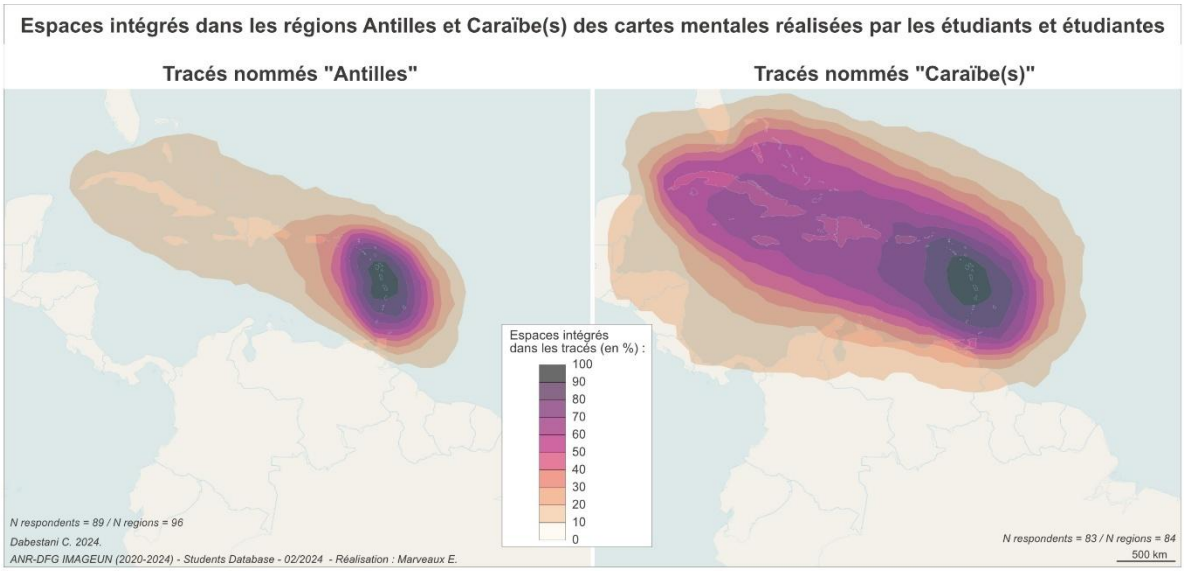
3.1. Antilles ou Caraïbe ? Définitions, articulations et rejets

L'ambiguïté autour du terme « Antilles », confronté à ses usages et aux imaginaires qu'il mobilise, est discutée par certain·es, notamment en réaction à deux des cartes mentales utilisées comme support d'échange. La première représente un espace « Antilles françaises », regroupant la Martinique, l'archipel guadeloupéen et la Guyane. La seconde représente, elle, un espace nommé « Antilles » et englobant toutes les îles de l'est du bassin caribéen.

3.1.1. Distinctions et articulations entre Antilles et Caraïbe(s)

En analysant les cartes mentales réalisées, l'emprise spatiale apparaît plus large pour les tracés nommés « Caraïbe(s) » que celle des espaces nommés « Antilles ». Cependant, dans les tracés de la Caraïbe, les emprises très resserrées (concentrées à l'est du bassin, à proximité des espaces des répondant·es) cohabitent avec des représentations larges et englobantes (Figure 38).

Figure 38 | Espaces intégrés dans les macrorégions « Antilles » et « Caraïbe » des cartes mentales



Les tracés des « Antilles » sont resserrés à l'est du bassin, présentant une marche au niveau de Porto Rico, d'Haïti ou de la République dominicaine : 50 à 60% des tracés s'arrêtent avant Porto Rico, 70 à 80% avant Haïti et de la République dominicaine. On retrouve plus rarement des tracés plus larges, regroupant tous espaces insulaires (entre 10 et 20%), mais presque aucun tracé intégrant des espaces continentaux.

Sur le plan sémantique, les dénominations associées aux Antilles et à la Caraïbe apparaissent dans des proportions similaires, plus ou moins un tiers des noms dans chaque cas (Tableau 10). En analysant plus en détail ces dénominations, j'ai pu observer qu' « Antilles » fait l'objet d'une diversité de déclinaisons, même si ce sont les expressions de « Petites Antilles » (18%) ou d' « Antilles » (12%) qui semblent le plus faire sens pour désigner les espaces des étudiant·es interrogé·es. Pour le terme « Caraïbe », ce sont surtout les déclinaisons entre le pluriel et le singulier qui apparaissent.

Tableau 10 | Dénominations des tracés associés aux tracés dans les cartes mentales

Type de nom	Nombre de tracés	Part des tracés
Nom de l'île	**39**	**14**
Antilles (toutes variations)	**99**	**35**
Antilles	*34*	*12*
Petites Antilles	*51*	*18*
Grandes Antilles	*4*	*1*
Autres	*10*	*3*
Caraïbe (toutes variations)	**85**	**30**
Caraibe(s)	*79*	*28*
Autres	*6*	*2*
Référence FR	**14**	**5**
Autres	**49**	**17**

La distinction d'emprise spatiale entre les deux termes est relativement nette, mais la diversité des tracés sous le nom de « Caraïbe » et les entretiens ont fait émerger une incertitude et un débat. Pour une majorité des étudiant·es, la distinction entre les deux est un point d'interrogation soit préalable à l'entretien, soit qui émerge au fil de l'échange en observant les cartes mentales produites par d'autres étudiant·es. Ces termes et les spatialités associées peuvent renvoyer à des usages interchangeables, à l'expression d'un flou, à des spatialités distinctes ou encore à des emboitements, comme dans l'exemple d'Arthur, étudiant en Licence Sciences politiques (Martinique) : « La Caraïbe je dirais que c'est sans doute plus large que les Antilles. Les Antilles, ça serait plutôt les îles antillaises et la Caraïbe, on peut y inclure aussi des pays d'Amérique latine ».

L'une des configurations spatiales évoquées par les étudiant·es est celle identifiant deux espaces géographiques distincts et imbriqués : la Caraïbe englobe les Antilles. En revanche, lorsque d'autres approches sont mobilisées, la distinction entre les deux ensembles devient plurielle.

Je prends l'exemple des échanges avec Léna, étudiante en Licence de Droit (Guadeloupe), et Emeline en Licence Créole (Martinique). En reconnaissant un flou entre les deux termes et sans réussir à le nommer dans un premier temps, Léna identifie une différence reposant sur le lien étatique et la localisation : les Antilles « appartiennent » à la France d'une part, et la Caraïbe correspond aux espaces insulaires localisés dans la mer des Caraïbes de l'autre. Emeline insiste sur cette nuance où l'appartenance aux Antilles est évidente et appropriée (« les Antilles, c'est nous »), mais qui implique de fait l'exclusion de la Martinique et de la Guadeloupe de la macrorégion caraïbéenne dans les représentations exogènes : « même en Amérique, quand ils parlent de la Caraïbe, ils parlent de Barbade, ils parlent de Saint-Vincent, Saint-Kitts, c'est tout. Pas forcément de nous, la Guadeloupe, la Martinique ».

Il se joue ainsi de nombreux enjeux dans la distinction entre les termes d'Antilles et de Caraïbe : la question du regard extérieur, de ce qui est intériorisé chez les étudiant·es (qui se manifeste par exemple par la difficulté à exprimer ou qualifier une gêne tout en reconnaissant qu'un terme « sonne mieux » que l'autre), la question du lien avec la France qui produit une exclusion perçue de la Caraïbe.

Romain Cruse (2014) identifiait dans son enquête la tension entre l'approche géographique, où l'appartenance à la Caraïbe est presque « évidente », et des sentiments qui traduisent une ambiguïté profonde. Chez certain·es, cette ambigüité est tranchée en s'identifiant et en exprimant un attachement « resserré » au territoire insulaire (Martinique ou archipel guadeloupéen). Cela rejoint les représentations de la catégorie 1 « Territoire insulaire unique », où deux cas de figure s'observent : il s'agit soit d'étudiant·es non originaires de ces deux territoires et qui ont répondu à la question sur le plan de la localisation immédiate, soit d'étudiant·es qui, indépendamment de leurs origines, semblent ressentir ce flou et trancher dans l'expression d'un attachement « resserré ». L'identité antillaise serait ainsi « à mi-chemin entre identités française et caribéenne » (Cruse, 2014, p. 68), et l'espace symbolique comme géographique que représente les Antilles pourrait être une stratégie dans leurs réponses, avec cependant des limites.

3.1.2. Les « Antilles » pour dire les DROM

L'association entre le terme « Antilles » et les statuts de DROM-COM apparaît parmi les étudiant·es, avec des nuances importantes. On retrouve l'idée de synonymie entre les deux termes, comme chez Kelly où Antilles renvoie aux « DOM-TOM » de la macrorégion, tandis que « Caraïbe » fait référence à tous les territoires et États qui ne sont pas français : « Moi, je pense que le mot « Antilles » c'est vraiment pour faire les DOM-TOM. Et le mot « Caraïbe » c'est vraiment pour les

autres pays qui ne sont pas français, mais qui font toujours partie de la même zone. Et le reste, ce serait vraiment... Enfin, globalement, ce serait la Caraïbe » (Kelly, étudiante en Licence Créole).

Cette association apparaît aussi pertinente pour des étudiant·es originaires de la Caraïbe « non française » et non francophone, comme pour Tania, d'origine dominicaine, avec la nuance d'un glissement sémantique des « Antilles » vers les « Antilles françaises » comme références aux « DOM-TOM » : « C'est vrai qu'à la Caraïbe, il y a les Antilles françaises. Et c'est vrai qu'on ne dit pas ça souvent « Antilles françaises » … On dit « DOM-TOM », mais sinon voilà. On te dit Antillais, voilà » (Tania, étudiante en Master Espagnol).

La dimension affective ou émotionnelle que peuvent provoquer ces débats, au-delà de la question du terme, est également à prendre en compte. Pour certain·es étudiant·es, ils touchent à des sentiments d'exclusion au sein des territoires. C'est en réaction à l'une des cartes mentales qu'Eliza, une étudiante d'origine haïtienne, exprime un désaccord vif vis-à-vis de l'ambiguïté associée au terme. Ainsi, elle rejoint le point de vue de Kelly et Tania, mais en appelant à une rigueur dans l'utilisation du terme mobilisé dans la carte mentale. Il existe pour elle un sous-texte d'une lecture française des espaces parfois induits par le terme « Antilles » qui ne dit pas son nom, d'où sa réaction à la dénomination d' « Antilles françaises » : « c'est vraiment les DOM, donc la Guadeloupe, la Martinique, donc Antilles françaises oui ... voilà on appartient à France donc oui […] je préfère qu'ils rajoutent françaises derrière oui c'est plus clair ». J'y reviendrai plus loin, mais le désaccord d'Eliza repose sur un sentiment d'exclusion et l'expression de discriminations subies du fait de son origine haïtienne. Avant qu'elle ne l'exprime au fil de l'entretien, elle va critiquer toutes les représentations cartographiques intégrant la Guadeloupe (où elle vit) et excluant Haïti.

En revanche, c'est un attachement personnel au terme « Antilles », sur lequel se projettent des imaginaires socio-spatiaux, que Noémie exprime lors de l'entretien : « À mes yeux c'est un ressenti personnel, je suis plus attachée au terme Antilles pour ces territoires-là qu'au terme Caraïbes ... mais les deux ne sont pas erronés ». Elle exprime notamment le caractère trop « large et distant » de la Caraïbe pour y ressentir un attachement plus fort, j'y reviens dans la partie suivante.

3.1.3. Rapports à une dénomination exogène, coloniale et située et expression politique

Le débat s'ancre autour du point de vue auquel peut renvoyer le terme. À nouveau, pour une partie des étudiant·es, les termes sont des synonymes ou n'évoquent pas de questionnement particulier. Pour d'autres, il y a un nœud dans le choix du terme choisi pour désigner leur « région du monde », l'imaginaire, mais surtout le point de vue auquel il renvoie.

La dénomination « Antilles » renvoie à la projection d'un regard français porté sur la macrorégion, celui des « Antilles françaises » comme territoires d'outremer français. Pour Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, ce serait même plus largement un regard occidental porté par l'intermédiaire de cette dénomination, sont l'exotisation serait entretenue par la sphère touristique et des médias : « Je pense que, lorsqu'on entend [Antilles], on va penser aux Antilles françaises [...] En fait, je pense que quand on entend parler des Antilles, c'est souvent d'un point de vue occidental. Donc c'est très souvent rattaché du coup, au tourisme principalement, et à ce qu'on peut retrouver dans les médias ».

L'échange avec Dalia – étudiante en géographie qui a grandi en Martinique avant de déménager dans l'Hexagone et revenir en Martinique dans le cadre d'une mobilité universitaire –, résume très bien les arguments qui ont traversé les entretiens :

> Antilles, j'ai l'impression qu'on l'utilise vachement plus en français. En tout cas, quand il y a des Métropolitains qui m'en parlent, ils sont là « t'es dans les Antilles », mais ils ne disent pas Caraïbes. Et Caraïbes, c'est un mot qui revient beaucoup plus en anglais et notamment dans les îles à côté. Donc je ne sais pas s'il y en a un qui est plus utilisé que l'autre quoi. C'est vrai que, pour moi, il reste un peu interchangeable aussi quoi. Enfin, qu'on me dise Antilles ou Caraïbes, ça représente enfin je me représente la même chose dans ma tête quoi … La seule petite diff pour moi Antilles c'est peut-être un peu plus utilisé quand même en français … Plus ouais, même avant, on disait les Antilles françaises. Quand on voit des reportages, c'est les Antilles françaises. Donc ça reste aussi avec, ouais, peut-être l'imprégnation un peu blanche enfin métropolitaine. Enfin à mon sens Antilles, ça reste bien plus connoté que Caraïbe. Et peut-être d'ailleurs plus utilisé pour tout ce qui est du coup français entre guillemets Guadeloupe, Martinique, Guyane que les autres îles.

Elle explique en effet avoir l'impression que le terme « Antilles » ou son extension « Antilles françaises » seraient davantage utilisés par les Métropolitains, dans une acception de la Caraïbe réduite aux territoires français. Une double lecture du terme Antilles se révèle ici : celle du rapport géographique et politique d'une lecture métropolitaine, mais aussi celle du rapport socio-racial qui se joue au sein même des territoires concernés et à l'échelle nationale.

L'idée d'une lecture située du terme Antilles, davantage utilisé par les Français de l'hexagone en Martinique ou en Guadeloupe, est souvent évoquée par les étudiant·es ayant vécu des deux côtés de l'Atlantique. Il en est ainsi pour Joëlle, vivant en Martinique depuis plusieurs années, qui ajoute une autre dimension à cet usage situé : le rôle de l'école et des cartes. Pour elle, l'école française, dans une vision européocentrée, utiliserait la désignation « Antilles » dans ses enseignements et dans les productions cartographiques, alors que le reste de la production cartographique mondiale désigne l'espace sous le nom de « Caraïbe ». Même si l'on ne peut pas affirmer que les cartes du monde produites depuis la France ne nomment pas la région Caraïbe, mais plutôt Antilles, Joëlle souligne un point important : les usages différenciés selon les langues.

Le terme « Antilles » est davantage mobilisé en français, tandis que celui de « Caraïbe » fait référence aux usages anglophones et hispanophones. Une précision que Manon introduit par l'exemple de Haïti dans l'ensemble antillais de sa carte mentale : « Antilles, je m'arrête à Haïti. Je ne prends pas Cuba, ni les Bahamas, ni la Jamaïque. […] Parce qu'Antilles, pour moi, c'est français. Caraïbes c'est plutôt … hispanique, anglophone ». C'est également la distinction que Romain Cruse trouvait en 2014 lors de son enquête auprès des étudiant·es caribéen·nes : pour les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, « Antillais » désigne les habitant·es de leurs îles, et éventuellement de Saint-Martin, désignant ainsi les Antilles françaises, tandis que « Caribéen » désigne les anglophones des îles voisines (Sainte-Lucie ou la Dominique) (Cruse, 2014, p. 68). Pour d'autres, l'origine latine du terme qui désigne une utilisation plus importante dans les espaces francophones et hispanophones de l'espace caribéen :

> Antilles c'est un mot d'origine latine je pense, si je me souviens bien et c'était plus utilisé par les Espagnols et les Français, alors que les Caraïbes c'est plus utilisé par les Anglais, les Américains je pense que c'est ça la différence, mais ça décrit le même espace. Après, je pense qu'on utilise plus les Antilles pour parler des départements français, ou qui ont été français, que Caraïbe.
>
> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Laurence prolonge son propos au fil de sa réaction à sa propre carte mentale. L'hypothèse qu'elle pose immédiatement est la suivante : le terme « Antilles » peut provoquer un rejet ou un malaise chez certain·es étudiant·es du fait de son origine coloniale (« C'est le terme utilisé pour des colonies, parce que c'est ça qu'ils [les étudiants] ont un peu en tête »). Elle souligne en effet que, au-delà de l'usage différencié selon les langues, ce sont des lectures politiques qui soutiennent ces usages. Ce même constat a amené à des appels à expliciter les sens de ces termes, mis en débat lors des entretiens, et qui font l'objet de propositions. Je prends ici deux exemples de réflexions, celle de Léo, étudiant en Master de Communication (Martinique), et celle d'Emeline, étudiante en Licence Créole (Martinique).

> C'est un mot assez péjoratif, parce que c'est vrai que c'est la France qui nous a donné les Antilles, qui ont fait partie de la Caraïbe, mais en même temps, c'est ça qui nous représente. Donc, je… Je ne vais pas dire quand il y a une France antillaise, je vais toujours dire que je suis Guadeloupéenne. En premier. Voilà, Caraïbéenne s'il le faut. Mais, ça ne va pas me déranger si on me dit que je suis Antillaise. Ça ne va pas plus que ça me déranger. Non. C'est une personne qui est née, qui est Antillaise, mais qui est née en Hexagone, on va les appeler « negropolitain », qui ont toujours vécu en Hexagone … Mais « negropolitain », je vais plus me retrouver péjoratif que « antillais ».
>
> – Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

Lors de l'échange sur la première carte mentale, Léo est également interpelé par le tracé d'un espace « Antilles françaises ». Pour lui, cette dénomination lui évoque immédiatement la place sous-jacente

d'espace colonisé comme facteur ayant motivé ce tracé. L'appellation « Antilles françaises » ne lui paraît pas pertinente, et quitte à tracer et nommer cet ensemble, il faudrait selon lui plutôt intégrer tous les pays colonisés des Antilles et afficher plus clairement ce facteur colonial dans le nom (« Antilles colonisées ») plutôt que de le masquer sous l'adjectif « françaises » : « Du moment que c'est colonisé pour moi, tu mets ensemble. Moi j'aurais mis « Antilles colonisées » plus que françaises. Même si c'est quasiment les mêmes cultures qu'entre la Martinique et les autres pays antillais colonisés ». La remarque de Léo est particulièrement intéressante en ce sens, et interroge les expressions construites pour exposer les implicites ou décentrer le regard autour d'expression comme « France antillaise » interrogée dans les approches de la créolité (Agier, Cécile, 2009).

3.2. Expression des distances et des proximités

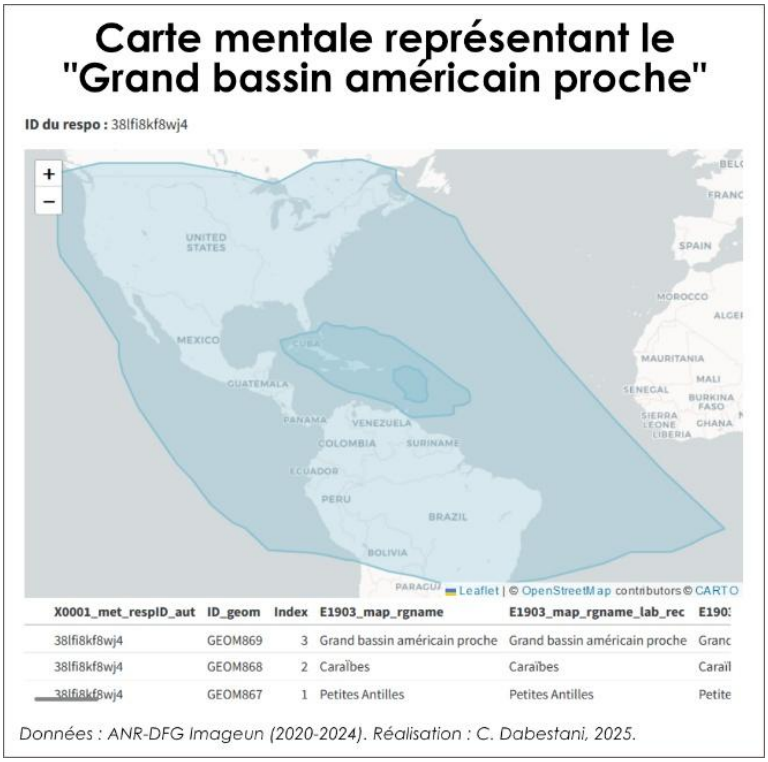
La Martinique et la Guadeloupe sont définies de manière exogène, tout en étant situées dans un contexte régional différent du référentiel régional qui caractérise l'État français. Se dessine alors un rapport de proximité avec un cadre institutionnel distant. Mais qu'en est-il de la proximité spatiale immédiate ?

Les entretiens et les cartes mentales permettent d'approfondir les rapports à la Caraïbe, et, en prenant appui sur les espaces représentés, de préciser ce qui se joue dans l'appréhension de la proximité et de la distance au-delà de la dimension spatiale. Certains espaces soulèvent ainsi des questionnements qui donnent à voir des catalyseurs ou des inhibiteurs des relations entre la Guadeloupe, la Martinique et la Caraïbe.

3.2.1. Parler des proximités dans un « Grand bassin américain proche »

L'échange avec Andréa, étudiante en Master Gestion (Guadeloupe), a été particulièrement riche dans la mesure où elle a produit l'une des cartes mentales mobilisées dans le dispositif, du fait de sa complexité (trois ensembles tracés) et de l'unicité de l'un de ces ensembles (« Grand bassin américain proche »). Lorsqu'elle réagit à sa carte mentale réalisée un an auparavant, elle distingue trois critères lui permettant de caractériser chaque ensemble tracé : l'accessibilité, la taille des îles et l'insularité distinguée de la continentalité, et enfin les langues pratiquées (Figure 39).

Figure 39 | Carte mentale représentant le « Grand bassin américain proche »



X0001_met_respID_aut	ID_geom	Index	E1903_map_rgname	E1903_map_rgname_lab_rec	E190
38lfi8kf8wj4	GEOM869	3	Grand bassin américain proche	Grand bassin américain proche	Granc
38lfi8kf8wj4	GEOM868	2	Caraïbes	Caraïbes	Caraïl
38lfi8kf8wj4	GEOM867	1	Petites Antilles	Petites Antilles	Petite

Ce qu'elle semble chercher à caractériser ici, ce sont des formes de proximité définies par rapport à elle-même et l'espace dans lequel elle se situe (Guadeloupe), que l'on retrouve donc dans l'intitulé de l'un des espaces, mais aussi dans des descriptions (ne pas être dépaysée, être proche, connaître). Dans sa définition et selon ses critères, elle parle du premier espace tracé, les « Petites Antilles », comme un espace correspondant aux petits espaces insulaires, accessibles par bateau (« même pour une journée ») depuis la Martinique et la Guadeloupe, à la pratique du français, de l'anglais ou d'un créole. L'ensemble de ces éléments lui donnent le sentiment de ne pas être dépaysée (« on n'est pas si dépaysé que ça »). Son second espace, la « Caraïbe », intègre les espaces insulaires de plus grande taille et la pratique de la langue espagnole. Dans cette définition, elle intègre une approche rétroactive de l'accessibilité *via* ce qu'elle désigne comme « flux migratoire », de la présence de Dominiquais, de Dominicains ou encore d'Haïtien en Guadeloupe, par exemple, qui provoquent chez elle un sentiment de proximité (« c'est encore proche de nous parce qu'avec les flux migratoires … », « on se rapproche bien »). Enfin, elle revient sur le « Grand bassin américain proche » qu'elle a représenté. Elle intègre ici des espaces continentaux, et le résume comme « le rêve, le rêve proche, mais un peu inaccessible ». Pour cet ensemble, c'est le critère de l'accessibilité qui apparaît comme centrale. Elle énumère ainsi la complexité croissante des étapes nécessaires à un déplacement vers les États-Unis, vers le Mexique et vers le Brésil depuis la Guadeloupe ou la Martinique.

Deux points clivants dans les représentations de la Caraïbe : Cuba et Haïti. J'évoquais précédemment que les deux territoires marquaient des « marches » dans les représentations macrorégionales issues

des cartes mentales. Dans les entretiens, les étudiant·es permettent de préciser les enjeux et les questionnements que les rapports avec ces espaces soulèvent.

3.2.2. Cuba et l'imaginaire géopolitique en jeu : les rapports Nord-Sud

Cuba catalyse des imaginaires marqués par les rapports nord-sud et les affrontements géopolitiques chez les étudiant·es lorsqu'il s'agit de questionner leur appartenance autour d'un espace auquel ils et elles s'associent. Lorsque Cuba émerge comme sujet de questionnement lors des entretiens, plusieurs registres sont mobilisés.

Quand pour certain·es, la taille de l'île tend à associer Cuba au continent plus qu'aux espaces insulaires de la Caraïbe, pour d'autres c'est la proximité historique et politique qui rapproche Cuba des États-Unis plus que de la Caraïbe :

> « Cuba c'est un peu comme aux États-Unis. En fait, on les rattache aux États-Unis [...] Ils voient pas que c'est une île. C'est lié à l'histoire, peut-être, aussi, à leur relation naturelle. Aussi, parce qu'on n'a pas en fait vraiment de lien avec eux au niveau de l'histoire »
>
> - Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique
>
> Alors moi, quand j'étais au collège, je pensais que Cuba était sur le continent américain [Rire] je pensais que je ne savais pas que c'était une île, donc ça après quand je me suis renseignée que je me suis dit ah d'accord [Rire] Cuba c'est dans les Antilles. Donc je pense que c'est peut-être de l'ignorance si je puis dire ça ou alors au niveau culturel, c'est vrai qu'on est beaucoup associé à Haïti.
>
> – Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique

Les différences avec Cuba peuvent aussi paraître d'ordre ethnoculturel, autrement dit plus associées à une identité hispanique qu'afro-descendante. Cependant, comme le souligne Gary, étudiant en Histoire mobilisé dans les réseaux politiques, Cuba rejoint l'imaginaire de la Caraïbe, mais surtout d'un « Sud » comme symbole contre-hégémonique :

> Oui, quand même, ça me paraît étrange [de ne pas prendre Cuba]. C'est vraiment je pense que j'aurais dû prendre les politiques et religieux aussi [...] Politiquement, Cuba, c'est la même chose que nous, c'est pas un pays puissant quoi. Et culturellement, il ne faut pas franchement ... la salsa cubaine et tout ... [...] Je comprends qu'ils sont plus hispaniques effectivement qu'afro-descendants, mais je les considérerais quand même dans la Caraïbe. C'est quand même géographiquement, si je respecte la définition que moi je pense de la Caraïbe tu vois, donc je réponds aussi géographiquement en termes de ... Et religieusement, ils sont catholiques il me semble non ? Ici on est entré dans la majorité catholique, mais y a d'autres choses bien sûr. Catholique je dirais donc, même religieusement, il nous ressemble aussi. Donc oui, plutôt Caraïbes à ce niveau-là aussi.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Cette remarque de Gary vient souligner l'ambiguïté des représentations qui sont associées à Cuba, auxquelles peuvent être exposé·es les étudiant·es par l'intermédiaire des discours communs et des médias. Cuba peut apparaître comme une figure de contestation et contre-hégémonique. Les représentations médiatiques entretenues dans les pays occidentaux associent cependant Cuba à l'image d'un contrôle par les États-Unis (embargo, tentatives de renversements du régime depuis la révolution du 1959) et de violations des droits de l'homme d'un régime non démocratique (Lamrani, 2021), bien plus que pour tous les autres États de la région, comme la Jamaïque ou la Dominique (Cruse, 2011).

3.2.3. Haïti : représentations et expériences des discriminations par l'assignation

Sur les cartes mentales, Haïti revient également comme un point de discussion majeur, que ce soit autour des Antilles ou de la Caraïbe, mais sur un registre bien différent celui de Cuba. À nouveau, ce ne sont pas tant les termes que les imaginaires projetés sur les espaces et les populations qui intéressent ici. Que cela soit autour de la culture ou de la structure diasporique associée à Haïti, on retrouve, chez les étudiant·es, une forme d'exotisation du « Haïtien », homogénéisé et essentialisé. Ces renvois sont identifiés ou transparaissent dans certains échanges comme une figure diasporique idéalisée, une incarnation du lien ultime caribéen :

> Le lien qui se fait entre l'Amérique en entier, que ce soit l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, je pense que c'est les Haïtiens, parce que les Haïtiens sont un peuple assez mobile, ils bougent beaucoup, ils vivent à plusieurs endroits différents dans le monde [...] C'est vraiment eux qui font le lien entre les Antillais, les Caraïbes et l'Amérique [...] Moi, à chaque fois les voyages que j'ai faits, les voyages où je ne parle pas anglais ni espagnol correctement, donc je ne peux pas forcément me débrouiller à 100%, c'est toujours des Haïtiens qui m'ont sauvé parce qu'on parle créole ensemble. Même si ce n'est pas similaire à 100%, on se comprend. C'est toujours les taximen, c'est toujours eux qui te font visiter dans toutes les régions que j'ai faites aux Antilles [...] C'est comme si je sais pas comment expliquer ... Tu fais un gâteau, tu ne mets pas d'œuf, tu ne mets pas d'huile, tu ne mets pas de liant bah la pâte, la farine et le sucre ne vont jamais se mêler [Rire] Eux c'est exactement ça [...] C'est comme en Guadeloupe, on a souvent tendance à dire que les Métropolitains sont partout. Ils sont à Bali, ils sont en Afrique, ils sont dans les pays russes des trucs comme ça. On a toujours tendance à dire que les Métros sont partout. Mais pour moi, les Haïtiens sont partout. Ils sont partout et c'est eux qui font le lien. De la même manière que les Métros vont créer des entreprises ailleurs, ben les Haïtiens, c'est eux qui vont permettre de faire un lien entre toutes les populations.
>
> – Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Ce sont surtout les discriminations raciales et xénophobes subies par les Haïtien·nes en Martinique et en Guadeloupe qui sont retranscrites par les étudiant·es : « y'a énormément de ... j'allais dire haine

je sais pas c'est un peu fort … ouais y'a un peu de racisme entre Martiniquais et Haïtiens alors que … on glorifie le kompa. » (Marine, étudiante en Master Sciences de l'éducation). Plusieurs auteurs relèvent une « crispation identitaire » (Audebert, 2010) dans les DROM de la Caraïbe qui prend la forme d'un repli et du conflit, notamment vis-à-vis de la figure du travailleur étranger des pays voisins :

> Après je vais pas mentir, les Haïtiens en Guadeloupe ils subissent un peu le racisme […] c'est plus de la xénophobie, on va dire. Parce qu'en général, quand ils viennent, eux, ils ne sont pas rechignant pour travailler. Le Guadeloupéen du fait de l'esclavage, il est très fainéant, très fainéant. Et du coup il y a beaucoup de travaux manuels qu'il ne veut pas faire, sauf que le Haïtien du coup, lui, il va le faire […] Il prend un travail et, dans le système français, le meilleur moyen pour pouvoir avoir la nationalité c'est de faire des enfants […] Le Guadeloupéen en général, peut avoir un ressentiment par rapport à ça. Et aussi pour les populations, nous on les appelle les Espagnols, ce sont ceux qui viennent de la République dominicaine. Ceux qui viennent de la Jamaïque c'est les Anglais. Eux, c'est différent. Parce que le Haïtien, lui, il vient pour travailler. Eux, ils ne viennent pas pour travailler … ils viennent pour le mari de quelqu'un […] Je peux comprendre certains sentiments par rapport à certaines populations qui ont fait des choses, mais en fait on est tous dans le même système. Quand il y a des cyclones, on est dans la même galère, quand il y a des trembles de terre, on est dans la même galère.
>
> – Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

À Mayotte, en Guyane ou en Guadeloupe[189], on retrouve des discours publics axés sur la « menace d'invasion » ou de « substitution de la population originelle » autochtone que représenteraient les migrant·es, et qui vise surtout les femmes migrantes : Audebert (2010) décrit une « chasse aux Haïtiens » en Guadeloupe et les Haïtiennes sont accusées de « venir « prendre les hommes » pour « faire des enfants français » – et obtenir ainsi des papiers » (Palomares, 2024).

Les discriminations subies dans les territoires français transparaissent également dans les cartes mentales et les entretiens par l'oubli ou l'ignorance d'Haïti comme espace francophone ou comme espace ayant des pans communs de l'histoire coloniale, de la colonisation par la France. Ces cartes mentales excluant Haïti des Antilles ou de la Caraïbe ont produit un sentiment d'exclusion vécu de l'intérieur pour Eliza, étudiante d'origine haïtienne et vivant en Guadeloupe depuis son enfance : « Je peux pas juger, mais encore une fois c'est vraiment les Antilles j'aime pas cette manière de couper à Haïti, ça s'arrête là j'aime vraiment pas cette manière-là ». S'engage alors une discussion avec elle sur les discriminations et les stéréotypes entretenus sur les Haïtien·nes :

[189] Loin d'une « invasion », en 2020, la Guadeloupe compte 23% d'immigrants, incluant, selon l'enquête MFV, 12% de personnes nées dans l'Hexagone, 3% dans d'autres DROM-COM et 8% à l'étranger (entre 18 et 79 ans). Parmi ces 8%, on retrouve principalement des personnes arrivant d'Haïti, puis des autres pays d'Amérique et de la Caraïbe (Enquête MFV, 2023a, 2023b). Je prends ici l'exemple de la Guadeloupe, où l'immigration haïtienne est plus forte qu'en Martinique.

> Eliza : J'aimerais bien que les Antilles changent au niveau des relations justement entre les personnes sur chaque île en fait, qu'on arrive à s'accepter déjà […] Le fait de ne pas accepter une autre île parce qu'on sent que justement cette île-là, on sent qu'on appartient pas enfin qu'elle n'est pas avec nous alors que ça reste là c'est là et puis ça va pas partir faut l'accepter et l'assumer, mais elle reste quand même là, enfin elle est là on doit l'accepter enfin, je sais pas comment expliquer ça […] Vraiment par rapport à Haïti. Oui, totalement [exclu] même ils acceptent plus la République dominicaine que Haïti … parce que regarde les Espagnols ici, ils vont plus être acceptés genre par exemple qu'un Haïtien, je sais pas comment t'expliquer ça […] Mais par exemple je vais vous expliquer genre quelqu'un un Espagnol va dire enfin vous voyez déjà ils vont les appeler les Espagnols, ils ont toujours la même ils sont toujours discriminés un peu de la même façon, mais ça va par exemple, une femme je vais prendre l'exemple d'une femme qui vient justement de la République dominicaine elle va beaucoup plus être accepté qu'une Haïtienne … je sais pas comment expliquer ça … c'est vraiment ce que j'ai vu. C'est plus facile pour eux, enfin la plupart du temps bon je vais dire les termes … la plupart du temps, certains considèrent que par exemple les Espagnoles sont beaucoup plus belles que les Haïtiennes du coup, elles sont plus acceptées selon par exemple […] c'est vraiment le privilège genre le *beauty privilege* et qu'une Haïtienne qui va vraiment souffrir dans ce milieu-là […] Selon ce que les gens pensent, ils ont plus l'impression vu que dans leur tête directement Haïti est sous-développée, tu vois donc c'est pas vraiment un pays, contrairement à la République dominicaine qui genre qui est vraiment beau c'est joli à regarder parfois tu vois. Donc ils vont plus ils ont toujours tendance à penser que bah … je sais pas comment expliquer ça … qu'on n'est pas à la hauteur d'eux
>
> Camille : Et c'est pas considéré par exemple comme un modèle d'engagement politique, d'indépendance ?
>
> Eliza : Mmmh [Rire] Haïti est surtout vue comme un désastre quoi, voilà […] Enfin on est tous pareils, on est vraiment tous au même on est sur le même bateau [Rire] En fait c'est justement à cause de ça aussi je pense que les gens en dehors, par exemple, en Europe tout ça, ils ont moins de respect pour nous parce que nous même on se respecte pas entre nous, voilà.
>
> – Échange avec Eliza, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe

L'échange avec Eliza est saisissant. Elle donne à voir la surface des violences plurielles subies par les personnes en situation d'immigration en Guadeloupe et en Martinique, et tout particulièrement par les femmes[190]. Le rejet des populations voisines dont je ne fais qu'évoquer qu'une dimension ici en dit long de la « crispation identitaire » et de l'ambivalence des relations de ces deux territoires au sein de la Caraïbe (Audebert, 2010).

3.2.4. La Guyane comme point de débat

Enfin, la Guyane apparaît au cours des échanges comme un point de débat révélateur sur les définitions et les imaginaires en jeu, notamment autour des Antilles. Elle émerge comme un

[190] Voir le rapport de l'Observatoire des violences envers les femmes en Martinique sur « Les violences faites aux femmes en situation d'immigration à la Martinique » de 2023 [URL].

déclencheur de questionnements importants : pourquoi la Guyane est-elle incluse dans les Antilles françaises ? Qu'est-ce que cela révèle de la définition d'Antilles ? Quels sont les paramètres qui la sous-tendent au regard de la Guyane ? Lors de l'échange sur la première carte mentale (représentant les Antilles et les Antilles françaises) mettant en avant un tracé de la Guyane, Dominique s'interroge et identifie deux possibilités :

> Si on dit qu'Antilles c'est exclusivement les îles, alors la Guyane se retrouve seulement par rapport à la France comme un territoire d'outre-mer … Mais là la Guyane est incluse dans les Antilles. Donc je crois que cette personne a à la fois pensé que les Antilles sont les îles, mais aussi d'un point de vue politique par rapport à la France, comme la Guyane représente avec la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, les départements, les régions d'outre-mer, je crois que ça a influencé son choix d'Antilles françaises peut-être
>
> – Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol

D'une part, il voit un usage d'Antilles comme référence aux espaces insulaires. D'autre part, Dominique suppose un usage associé au statut de collectivité territoriale française située dans l'espace américain en tant qu' « Antilles françaises ». Dans cette lecture, l'ajout de la Guyane au tracé renvoie au prisme des imaginaires franco-centrés de cet espace : les Antilles françaises sont interprétées, dans cette carte mentale, comme tous les territoires d'outre-mer français en Amérique :

> […] je pense qu'il y a un moment problématique avec est-ce qu'on va chercher vers la Guyane ? Elle a mis la Guyane. Ce qui n'est pas les Antilles françaises, c'est les Antilles françaises « et » la Guyane c'est pas pareil. Mais pareil, la représentation erronée franco-française due à l'histoire, les colonies dans la zone c'est la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barth et la Guyane. Tout ça, ça fait partie des Antilles. Mais sauf que la Guyane, ce n'est pas la même zone que ce n'est même pas le même climat. Ce n'est pas une île [Rire] ça n'a pas grand-chose de commun, mais ce sont les résidus de colonies françaises dans la zone ici.
>
> – Joëlle, étudiante en Master Économie, Martinique

Elle peut être perçue comme une lecture pertinente, ou dans le rejet comme à travers le désaccord qu'exprime Joëlle sur l'intégration de la Guyane dans les Antilles françaises. Pour Danielle par exemple, cela relève d'une telle absurdité qu'elle ironise par l'humour pour mettre en lumière cette lecture centrée sur une dimension institutionnelle et homogénéisant des territoires d'outremer par le prisme métropolitain : « Si on va entourer la Guyane pour la mettre dans les Antilles françaises, pourquoi on ne va pas aller entourer la Réunion aussi ? Et Wallis et Futuna et Mayotte, et tout ça [Rire] ? ».

Les caractéristiques géophysiques (continentalité), géographiques (« pas la même zone ») et climatiques qui excluent la Guyane des Antilles reviennent dans les échanges (échange avec Danielle), mais aussi l'absence d'appropriation ou de revendication d'une identité antillaise en Guyane (échange avec Gary). En lien avec l'identité, on retrouve des entrées relatives à la langue ou

à des enjeux socioculturels. Le créole pourrait être un critère d'intégration dans un ensemble antillais, mais pour Gary, le créole guyanais se distingue nettement des autres. Il mobilise des différences de « structures familiales » ou de paysage comme des éléments produisant une distance avec la Guyane. Laurence relève d'ailleurs un dernier point qui est le rapport à l'espace, à la continentalité et aux frontières.

> Enfin, la Guyane, ça fait pas partie des Antilles [Rire] Les Guyanais de toute façon, ils le revendiquent. Quand on appelle un Guyanais « Antillais », il n'est pas content [Rire] parce que pour lui, la Guyane c'est pas dans les Antilles. La Guyane c'est dans la Caraïbe, pas dans les Antilles [Rire] [...] Antilles françaises c'est Martinique, Guadeloupe c'est tout ... D'aller rajouter la Guyane c'est un peu bizarre.
>
> – Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique
>
> La Guyane c'est quand même, oui, non pour avoir été en Guyane, leur créole je ne comprends pas hein [...] Le guyanais c'est vraiment autre chose [...] Ce sont des gens qui ne parlent même pas la même langue. Donc en fait c'est ... socio-culturellement c'est pas la même chose la Guyane. Je n'associe pas la Guyane aux Antilles [...] Socio-culturellement ... et je dirais même au niveau des structures familiales, c'est pas la même chose non plus. Euh donc non, même la nature elle va pas être pareille. Bon c'est euh, c'est autre chose c'est vraiment l'Amérique du Sud, la Guyane, à tout niveau, culturellement ... même si oui, ils ont un créole donc c'est déjà ça. Mais non non non ...
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> Comme c'est un département français pour moi oui [c'est dans les Antilles] ... mais la question se pose. Puisqu'elle est sur un continent [...] Même aux infos, j'avais vu que ce qu'il s'était passé ... c'était des rébellions en Guyane ? Et on voyait vraiment le mélange de culture, puisqu'il n'y a pas vraiment de frontières, donc tout le monde peut rentrer comme tout le monde peut sortir. Il y a la population du Brésil, du Suriname.
>
> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Enfin, un dernier exemple qui revient très fréquemment dans les argumentations du fait que la Guyane est distincte des Antilles (françaises) est la mention du nom de l'université. Celle-ci s'est en effet appelée « Université des Antilles et de la Guyane » jusqu'en 2014 : la dissolution de cet établissement a donné naissance à l'Université des Antilles d'une part, et à l'Université de Guyane de l'autre.

> Je ne suis pas d'accord parce qu'il a mis la Guyane dans Antilles françaises. C'est non, parce que même les Guyanais, ils le disent. Ils ne sont pas Antillais, ils sont Guyanais. C'est vrai qu'on est souvent associés. Les Antillais et la Guyane, et même l'université, c'est l'Université des Antilles et de la Guyane. Donc ils ne sont pas Antillais.
>
> – Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

3.3. La Caraïbe comme objet à s'approprier ?

La Caraïbe est un espace porteur d'imaginaires qui lui sont associés de manière exogène, que ce soit sur ses paysages, sur les populations ou les sociétés. Ces imaginaires relèvent de plusieurs formes d'exotisation, que les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe présentent très distinctement comme des représentations qui leurs sont également assignées et qui renforcent une altérisation systémique des Outre-mer dans leur ensemble (Palomares, 2024). De différentes manières, c'est souvent en contre de cette exotisation de la Caraïbe et des Antilles que les étudiant·es se définissent. Certains rejettent ces imaginaires, d'autres se les approprient dans un retournement en prenant appui sur l'ensemble caribéen. Mais encore faut-il que ces liens à la Caraïbe ne soient pas contrariés.

3.3.1. Se positionner et être vu dans la Caraïbe : exotisation et réethnicisation

Le regard de l'autre fait pleinement partie du processus de définition des identités. Dans les entretiens, les étudiant·es questionnent de manière importante les représentations portées sur leurs espaces, sur leurs territoires et sur eux et elles-mêmes. Ce sujet occupe en effet une place prégnante dans les échanges, dont je peux supposer que mon positionnement a pu accroître.

Dans des contextes où l'identité dans toutes ses composantes revêt une dimension politique, la question du rapport à l'Autre pour se définir soi-même est d'autant plus soumise à des rapports de pouvoir. Ils sont entretenus dans les médias, par les institutions et des discours communs portés sur elles et eux. L'une des formes de représentations portées sur les territoires et sur les individus identifiés par les étudiant·es est l'exotisation, opérée sous plusieurs formes (Encadré 7).

Encadré 7 | Exotisme et exotisation

L'exotisation est un processus de réification visant à produire de l'altérité en définissant comme « exotique » un paysage, un objet ou un être présenté hors de son contexte et hors de la norme ethnocentrée. Il est souvent articulé avec l'érotisation. Il s'agit d'une « mise en tension géographique, entre des centres et des marges symboliques », « entre valorisation et marginalisation de l'autre et de l'ailleurs » (Le Bigot, 2024) dans les sphères artistiques, de pouvoir et scientifique. L' « ailleurs » comme l' « autre » se construit depuis le regard des sociétés européennes sur le monde (Staszak, 2008), produisant des frontières symboliques entre un « nous » et un « autre » (Le Bigot, 2024). L'« ailleurs » regroupe des espaces imaginaires inventés par ce regard eurocentré (« l'Afrique noire », « l'Asie », « l'Amérique latine », etc.), vecteur d'exotisation dans la production de ces grands ensembles ou catégories géographiques (« Nord », « Sud ») (Hancock, 2007). Inversement au nationalisme, l' « autre » exotisé est valorisé, mais plus par méconnaissance et plaquage d'un stéréotype ou généralisation (Staszak, 2008). Pour Fanon (1961), il faut « dépasser le regard exotisant du colonisateur » et analyser les effets de la stigmatisation des personnes « exotisées » (Le Bigot, 2024).

Je m'appuie ici sur les échanges avec Anne-Gaëlle, étudiante née en Guadeloupe, et Gary, originaire de la Guadeloupe, mais poursuivant ses études en Martinique. Il mentionne notamment le doudouisme, définit comme l'exotisation et la fétichisation produite par le regard colonial masculin, des personnes et des lieux des territoires français de la Caraïbe, notamment (Couti, 2021). Un point intéressant est à noter sur la projection spatiale de ce processus : il l'associe non pas à la Caraïbe, mais aux Antilles. Anne-Gaëlle précise sur les stéréotypes portés sur le rapport au travail :

> Lorsque les gens viennent ici, ils ne disent pas qu'ils viennent dans la Caraïbe, ils viennent aux Antilles et donc c'est … c'est un mot qui c'est un mot qui aussi … Enfin, qui est aussi a une évidemment qui est aussi un mot de l'extérieur, un mot qu'on ne se donne pas que soi-même. Donc effectivement c'est euh ça a tout ce que ça a tout ce que ça comme connotation. Mon cousin m'a parlé de je ne sais pas si vous connaissez le terme, moi je n'ai pas entendu, je n'ai pas entendu euh répandu je ne sais pas qui qui d'autre l'a employé, mais il a parlé du mot « doudouisme ». Je ne sais pas si vous connaissez, c'est le lifestyle que les blancs européens attendent ici. Ils attendent ici lorsqu'ils deviennent ici, que ce soit pour euh le fait d'aller à la plage, le rhum, les choses sucrées, vous voyez. Voilà du lieu paradisiaque quoi. Donc les Antilles c'est un mot qui est lié au doudouisme évidemment. Donc … Bon, il y a aussi l'attitude des vis-à-vis d'eux. Les attendus qu'ils ont parce que les gens sont … C'est radicalement opposé à ce que moi je considère de chez moi et ce qu'eux considèrent d'eux, de ce que vous considérez quand vous venez ici, c'est en mode « ils en sont gentils ». Je n'aurais pas du tout dit ça […] C'est des choses que des Blancs m'ont dites. Bon, je ne sais pas si j'aurais dit ça moi […] Après, je pense que c'est une interprétation qui se confronte à la réalité très rapidement, ça ne reste pas non plus des années, je dirais oui.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> Les Français d'Hexagone ils mettent beaucoup les Antillais on va dire dans le même panier. Ils savent pas faire la différence entre Antilles, Petites Antilles, par exemple, ils vont dire « oh les Antillais par exemple, ils travaillent pas beaucoup ». C'est vraiment des clichés bateaux que je donne, ils vont dire « ils travaillent pas beaucoup ». En fait ils disent « Antillais », mais c'est pas vraiment les Antilles en soi …
>
> - Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Gary et Anne-Gaëlle convergent sur deux points : d'une part, la prégnance de ces assignations portées par la figure du Français métropolitain, et de l'autre, le tourisme comme sphère majeure de son expression :

> C'est vraiment une question d'ignorance en fait … Surtout bon, c'est choquant d'entendre des gens, même des gens qui sont venus, mais ils ne savent même pas où se trouvent la Guadeloupe et la Martinique c'est euh même moi je suis bon, je ne suis pas non plus nationaliste, pas du tout hein machin. Mais c'est je comprends qu'on puisse le considérer comme un manque de respect …
>
> - Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> En fait, les Français ils ont beaucoup de clichés sur nous, ils arrivent pas vraiment on va dire à apprendre notre culture, à aimer tout simplement sans avoir des préjugés, et c'est un peu triste en soi. Parce que je trouve que notre culture n'est pas ça, et je crois que quand ils passent des vacances ici, c'est juste pour dire « ah

> soleil paradisiaque », « île paradisiaque », mais pas pour chercher à connaître des locaux donc voilà.
>
> – Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

La symbolique derrière le fait de ne pas savoir localiser la Martinique et la Guadeloupe est évoquée ici par Gary, mais elle l'a été par de nombreux·ses étudiant·es. Elle est associée aux touristes et aux Français·es métropolitain·es (appelé·es « Métros »). Ils et elles reviennent comme des producteur·rices de représentations assignées. Comme le résument Jean-François Bruneaud (2011) et Edith Kováts Beaudoux dans le contexte martiniquais, le Métropolitain « s'est révélé un Blanc hostile et méprisant » (Kováts Beaudoux, 2002, p. 153). Cette figure du « Métro » apparaît avec la départementalisation, l'arrivée massive de fonctionnaires d'État depuis la métropole bénéficiant d'indemnités, d'aides et de hausses de salaire qui ont produit des différences structurelles avec la population locale et déclenche des grèves dès 1948 parmi les fonctionnaires domiens. C'est cette matrice qui porte les représentations du « Métro » contemporain comme un « passant » qui ne reste que quelques années (Bruneaud, 2011).

Anne-Gaëlle exprime, elle, les « entre-soi » notamment dans le tourisme autour de l'imaginaire collectif occidental associant la Caraïbe au tourisme « *farniente* » et de l'île paradisiaque entretenu notamment par les médias et les acteurs du secteur touristique. Le travail de recherche de Romain Cruse mené en 2012 sur les résultats affichés lors d'une recherche sur le navigateur Google pour les termes « Caraïbe » et « *Caribbean* » (07.08.12) est édifiant. Dans les deux cas, les premières occurrences renvoient aux compagnies aériennes desservant la région caribéenne (Air Caraïbe et *Caribbean Airlines*), puis aux pages Wikipédia de la région. La Caraïbe comme produit apparaît avant la connaissance grand public (Cruse, 2014, p. 71). Les résultats en français et en anglais diffèrent à ce stade : du côté de « *Caribbean* », on retrouve une Caraïbe comme destination (informations météorologiques, sites commerciaux touristiques), du côté « Caraïbe » c'est l'objet de recherche qui émerge (articles universitaires sur la région). La Caraïbe comme destination apparaît en français par l'intermédiaire du terme « Antilles », qui fait apparaître les informations du quotidien France-Antilles et des sites touristiques. La recherche dans Google Images renvoie, en anglais, à des représentations cartographiques (de l'arc antillais) et des photographies relayant les images d'une Caraïbe paradisiaque : « Des plages de sable blanc, des cocotiers inclinés au bord d'une mer d'un bleu intense, des volcans étaient verdoyants, des bateaux de croisière, des hôtels luxueux, des touristes et autres plongeurs sous-marins » (Cruse, 2014, p. 71). Comme relevé par Cruse, toutes les personnes figurant sur les clichés sont blanches et ce sur plusieurs pages de recherches : quatorze pages doivent être parcourues pour trouver une personne non blanche, représentée dans une démarche d'exotisation (Staszak, 2008) ou dans le cadre d'activités touristiques (guide) : « La première personne visiblement caribéenne à apparaître sur ces images arrive à la page 14. On y voit

un jeune homme au torse nu, maniant une barque. Nous nous trouvons là à la 280e image, bien après les apparitions de requins » (Cruse, 2014, p. 71). Du côté français, la structure des résultats est similaire. Les cartes sont resserrées sur les Petites Antilles (avec Haïti comme frontière). Les corps de touristes et la première personne non blanche (un guide touristique) apparaissent plus vite (respectivement pages 2 et 4), mais l'image touristique disparaît plus rapidement également (tour cycliste de Martinique par exemple) (Cruse, 2014, p. 71). Google renvoie une Caraïbe touristique vide de ses habitant·es, sans pauvreté, une Caraïbe commerciale représentée majoritairement par divers acteurs de l'industrie touristique (Cruse, 2014).

Le tourisme concentre ainsi les rapports de force asymétriques et les divisions, par les infrastructures comme dans les pratiques ou les représentations, et ce dans toute la Caraïbe (Dehoorne, 2007) malgré les tentatives de diversification de l'offre touristique qui se heurtent aux freins institutionnels observés dans les contextes français de la région : « le tourisme et les politiques qui l'accompagnent provoquent […] des conflits entre les autorités publiques et des fractions de la population représentées par des associations de défense se de l'environnement. […] le tourisme est devenir un terrain de luttes sociales » (Reno, 2001 cité par Argaillot, 2015).

Les concepts discutés sur la caribéanité, la créolité ou l'antillanité (cf. Chapitres 1 et 3) tendent à une « desethnicisation » de l'identité. Comme le montre Jean-François Bruneaud (2011) pour l'identité martiniquaise, par ces lectures, elle ne se fonde plus que sur l'origine pré-migratoire de individus, mais sur l'origine commune associée au territoire. Cependant, le contact de l'Autre, ici les Métropolitains, produisent une « réethnicisation » des identités que Jean-François Bruneaud décrit comme un double mouvement de « désethnicisation-réethnicisation ». Il produit des fractures sociales et ethniques qui se manifestent dans les sphères culturelles, sportives ou de loisirs (pratiques associés à la yole, au carnaval ou à la plage) (Bruneaud, 2011 ; Desse, 2006).

3.3.2. Se sentir caribéen·ne ? Des relations complexes

Que cela soit les représentations stéréotypées entretenues par le tourisme ou le poids des rapports institutionnels exogènes, ces processus entretiennent les logiques d'assignation d'identités et d'imaginaires sur les espaces, les sociétés et les individus. Quand la place de ces processus est si prégnante, on peut se demander comment d'autres identités ou d'autre projections spatiales sont investies. J'interroge ici comment les étudiant·es se saisissent de la Caraïbe au prisme de ces relations.

La Caraïbe comme appartenance choisie

La Caraïbe peut être mobilisée dans un exercice de mise à distance de la référence à la France, la Caraïbe renvoyant à tout « sauf » aux espaces et à l'imaginaire français. L'échange avec Emmanuel est édifiant sur ce point : c'est l'absence de référence à la France qui fait l'intérêt de la Caraïbe :

> Après il y a peut-être, un autre aspect … J'ai entendu ça nulle part, c'est vraiment une question : peut-être que le mot Antilles ça fait plus français. Ça fait plus français de la partie hexagonale, tandis que Caraïbe, peut être que certains peuvent s'identifier, c'est notre truc à nous Caraïbe. Ça sonne … C'est pas un mot que le colonisateur a inventé [Rire] C'est peut-être la consonance du mot. C'est un petit … il n'y a pas de mots qui se terminent par « tilles » c'est vraiment le mot français. Je pense qu'on se dit peut-être Kalinago, les Arawaks, Caraïbe il y a des petits trucs peut être [Rire].
>
> – Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe

Elle apparaît à ses yeux comme un ensemble approprié (notamment par l'exemple de la consonance des termes qu'il mobilise, renvoyant aux premiers peuples de la région sur lequel s'appuie le nom de la région), mettant à distance la figure du colonisateur qui transparaît dans le renvoi aux Antilles.

Lors des entretiens, il était également intéressant de retracer avec les étudiant·es les évolutions de leurs sentiments d'appartenance dans le temps, en fonction de réflexions ou de moments clés. Si je prends l'exemple d'Andréa, elle retrace progressivement l'émergence récente de l'appropriation de son identité caribéenne. Elle identifie notamment un évènement ayant eu lieu quelques mois avant l'entretien comme moment saillant : les *Caribbean Games*, auxquels elle a participé en tant que bénévole à l'été 2022.

> En grandissant […] je commence à me sentir Caribéenne. C'est-à-dire que, honnêtement, je le dis très clairement, je suis Guadeloupéenne avant d'être Française, parce que nous avons notre propre culture, des choses à part, etc. […] Petites Antillaises entre guillemets, je me sens à 100%, il n'y a pas de souci sur ça. Niveau Caraïbe par contre […] c'est que ça je commence à prendre conscience de cela petit à petit […] Il y a un événement culturel enfin même sportif qui s'est déroulé en fin juin […] les Caribbean Games … C'était un peu comme des jeux olympiques de la Caraïbe. Et ça s'est fait en Guadeloupe. Et j'étais bénévole. Et le fait de voir une sélection de la Guadeloupe, une sélection de la Martinique. Vous voyez là déjà on n'est pas sous les couleurs de la France. Déjà, ça c'est quelque chose […] Et là, c'est vraiment cet événement, je me dis waouh, je suis Caribéenne […] C'est-à-dire qu'en tant que Guadeloupéens, on a … on n'a pas une double nationalité, mais euh … plusieurs identités, voilà plusieurs identités […] Donc ne pas choisir un par rapport à l'autre, non. Je suis Andréa, je suis Guadeloupéenne, Caribéenne, Française. C'est-à-dire qu'on va me parler d'un sujet, je pourrais l'orienter sur la Caraïbe, on va me parler d'un autre qui sera un peu plus orienté sur la France et ça fait de moi quelqu'un de complet […]
>
> – Andréa, étudiante en Master Gestion, Guadeloupe

Andréa exprime avant tout son identité guadeloupéenne, mais elle discute également des autres composantes : une posture ancienne et légitimée pour l'identité française, et plus récente et désirée pour l'identité caribéenne. Toutes ces identités la composent, chacune dans toute leur complétude, et elle discute de la capacité à les mobiliser, ou plutôt ce qui semble renvoyer à l'idée de culture, comme une capacité de résilience et d'ouverture. En réalité, elle mentionne la culture française comme un impératif, à connaître, une culture légitime et d'État, mais qu'elle souhaiterait remettre en perspective de l'identité caribéenne. En plus de la dimension temporelle, la dimension relationnelle de l'identité caribéenne s'exprime également par son usage choisi selon les contextes, comme le fait Dominique avec ses interlocuteurs dans les communautés de jeu vidéo en ligne.

> Récemment, j'utilise plus le terme Caraïbe ces dernières années que le terme Antilles [...] J'avais l'habitude de me présenter à mes amis hispanophones sur les jeux en disant que la Guadeloupe, c'est une île qui est dans les Antilles. Ça, c'était quand j'étais au collège quand j'étais jeune. Mais en grandissant, je ne saurais dire à quel moment j'ai changé pour dire dans la Caraïbe, je ne saurais dire à quel moment ... Peut-être que le terme Caraïbe me paraissait en grandissant plus approprié pour parler de ... peut-être qu'il raisonnait plus. Le terme résonne plus avec les gens qui sont plus susceptibles de connaître le terme Caraïbe que le terme Antilles peut-être. Je pense que c'est pour ça ...
>
> – Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol, Martinique

L'appartenance spatiale peut alors se construire par les lieux pratiqués et vécus, mais elle peut aussi l'être « à distance » au sein de réseaux[191] qui prennent place sur Internet. Penser l'espace physique avec le cyberespace permet justement de comprendre les expressions multiples des appartenances, des identités et des mobilités (Fay, 2008), que ce soit dans l'expression des identités choisies comme dans leur construction dans le temps.

L'identité caribéenne se négocie également dans le détachement des sociétés coloniales, avec l'idée de « se libérer » des effets psychologiques derrière ces dénominations et les récits associés. En revenant sur le caractère interchangeable des termes Antilles et Caraïbe, Gabriel approfondit sur la nuance induite par l'usage francophone de la dénomination « Antilles », tandis que j'évoque le malaise ressenti et exprimé par quelques étudiant·es sur l'usage du mot « Antilles ». Il l'analyse immédiatement par les conséquences psychologiques produites par la colonisation et le système colonial hérité, entretenu pour lui par la génération précédente ainsi que par les médias. Il renvoie,

---

[191] Le travail d'analyse cyberethnographique de Fay sur le développement d'un sentiment d'être ensemble et d'une appartenance à un réseau chez les participant·es de l'évènement scientifique féministe physique et à distance du « Women's University 'Technology and Culture (ifu) » de 2000 prolonge notamment la dimension multiple et simultanée d'un sentiment d'appartenance (Fay, 2008). Le déroulement sur place et en ligne de cet évènement a questionné la notion d'appartenance et de communauté autour d'une expérience commune imaginée et participe à construire et négocier l'appartenance à un réseau (ici féministe). Les expériences d'appartenance, dans l'espace physique ou le cyberespace, permettent en effet un sentiment d'être ensemble à différents endroits, spatialement et socialement (Fay, 2008).

sans le nommer, aux travaux de Frantz Fanon (1952) et aux enjeux générationnels des violences et crimes de masses entretenus par les systèmes coloniaux :

> « Ça revient à ce que je disais tout à l'heure cette histoire de chaînes … des chaînes qui sont encore dans les têtes. Tant qu'on ne va pas, tant qu'on aura ces chaînes attachées, on sera dans ce malaise-là … Et malheureusement c'est quelque chose qui est nourri, nourri par les ainés, nourri par certains médias malheureusement. Je le dis sincèrement, et au lieu de libérer les esprits et de casser les chaînes, bien au contraire, ils lient ces peuples-là et malheureusement … Il faut être fort. Il faut être fort mentalement pour pouvoir se libérer, s'affranchir de ce type de pensée …
>
> - Gabriel, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique

Enfin, la Caraïbe peut aussi être appropriée comme un espace plus inclusif, allant au-delà des fractures socio-raciales perçues et vécues dans les contextes martiniquais et guadeloupéens. Pour Eliza, par exemple, l'usage des deux termes – Antilles et Caraïbe – lui convient. Elle associe davantage aux Antilles un lien autour d'une culture noire :

> J'aime bien aussi le mot Caraïbe parce que les Antilles, la plupart du temps quand j'entends d'autres personnes parler des Antilles, par exemple pour eux ça … y a pas déjà y a pas Haïti dedans … je connais des personnes lorsqu'ils identifient par exemple les îles des Antilles ils vont mettre la Martinique, la Guadeloupe, puis parfois les autres îles en bas, même parfois ils mettent la Guyane … et puis ils mettent pas Haïti pour eux Haïti fait pas partie des Antilles alors que voilà, donc je préfère … Caraïbe au moins ils vont pas nous exclure tu vois, donc ils vont vraiment nous mettre dedans … c'est bien aussi, Caraïbe j'aime bien …
>
> – Eliza, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe

En revanche, le regard des autres la pousse à préférer le terme Caraïbe. Elle perçoit l'exclusion d'Haïti dans les usages du terme « Antilles » en Guadeloupe. Elle exprime son affection pour le terme, et l'imaginaire renvoyé, par « Caraïbe ».

L'échange avec Eliza fait également ressortir deux points importants dans les relations exprimées avec un ensemble macrorégional. D'une part, elle insiste sur le rapport personnel, voire biographique et émotionnel entretenu avec la macrorégion antillaise. En discutant des limites de son tracé, elle distingue nettement dans sa réponse une définition « commune » des Antilles d'une définition intime ou personnelle des Antilles (« mon histoire s'arrête là », « après les Antilles, je dis que ça va plus loin, mais moi c'est dans mon cœur »). D'autre part, le sentiment d'attachement qu'Eliza exprime envers la Caraïbe s'appuie sur l'idée d'un mélange des cultures qui transparaît chez elle comme une partie de son identité. Elle retrouve ce mélange, propre à son pays d'origine Haïti, notamment en Guadeloupe où elle a grandi. Ce rapport émotionnel ici ressort également dans l'expression d'un rejet ou d'une distance avec la Martinique. Sans pour autant parvenir à exprimer les raisons de cette mise à distance, elle présente un « désaccord » qu'elle exprime par rapport à une « arrogance » ressentie et par l'intermédiaire d'un créole qu'elle comprend, mais qu'elle n'aime pas.

Le paradoxe d'un ensemble aux multiples proximités et ancrages communs, mais difficiles à s'approprier

Dans ses travaux sur les représentations de la Caraïbe d'étudiant·es de plusieurs États et territoires de cet espace, Romain Cruse identifiait le paradoxe qui se joue spécifiquement chez les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe. Il se situe entre les représentations macrorégionales (les cartes de perceptions qu'il mobilise dans son dispositif méthodologique) et les sentiments d'appartenance exprimés (dans le questionnaire associé) : quand ils et elles considèrent que leurs îles font partie de la Caraïbe spatialement, ils et elles expriment des sentiments d'appartenance prioritairement à leurs îles respectives (71% se sentent Martiniquais·es, 78% Guadeloupéen·nes), bien avant le sentiment d'appartenance à la Caraïbe (52% pour les Guadeloupéen·es, 37% pour les Martiniquais) (Cruse, 2014, p. 68).

La Caraïbe forme en effet un espace dans lequel les étudiant·es identifient des liens culturels et linguistiques fondés sur une histoire commune : « La Guadeloupe, les Antilles, la Caraïbe c'est vraiment la culture qui apporte notre point commun. C'est la culture qui est notre histoire qui fait qui est ce qu'on est » (Léna, étudiante en Licencce Droit). Il s'agit aussi de faire face à des problématiques communes, comme Dalia l'évoque pour les enjeux environnementaux et notamment maritimes autour de la gestion des invasions de sargasses. On retrouve nettement chez elles l'appel d'une prise de conscience de la caribéanité, fondé sur la conscience « d'intérêts et d'enjeux communs liés à une histoire partagée, des caractéristiques sociales et culturelles communes dans un même environnement, caractérisé par l'insularité, et une vulnérabilité multiforme (cyclones, séismes, volcanisme) face aux forces de la nature » (Audebert, 2010).

Cependant, l'influence de la France dans les institutions, mais aussi dans le paysage, transparaît dans les échanges comme point d'exclusion, de la Martinique et de la Guadeloupe, de l'ensemble caribéen. Le paysage revient comme un élément saillant chez Manon par exemple.

> Quand les personnes, par exemple sur les réseaux, ils disent qu'ils vont aux Caraïbes, et après je les vois en Guadeloupe, pour moi c'est pas les Caraïbes. Après j'ai une image des Caraïbes assez précise, c'est le sable, la plage tout ça, la détente à 100%. Et peut-être que le fait de vivre en Guadeloupe et d'avoir déjà visité la Martinique, je vois la différence. Parce que pour moi, les Caraïbes c'est pas forcément … je sais que, dans ces îles-là, il y a des bâtiments aussi, mais ce n'est pas des gros bâtiments comme ça. En fait, pour moi, les Caraïbes, c'est vraiment la douceur de vivre, alors qu'ici, c'est vraiment du béton, des choses assez … En fait, ici j'ai l'impression que les constructions occidentales ont pris une très grande partie. Donc du coup, pour moi, ce n'est pas les Caraïbes. Après, peut-être que, comme toi, tu ne vis pas ici, peut-être que tu vois les choses différemment, mais moi, si j'étais touriste et que je viens ici, à part la marina, je n'ai pas l'impression d'être aux Caraïbes. Alors que dans ce genre de pays, quand je suis allée à Punta

> Cana, en République dominicaine, même si je roulais pendant des heures sur la route, avec des arbres tout ça, il n'y a pas de plage forcément, mais je sais qu'un moment, quand je vais m'arrêter, je vais traverser la forêt et je vais arriver sur une plage. Mais ici, je n'ai pas cette impression …
>
> - Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Quand elle associe à la Caraïbe l'imaginaire exotisé de la plage paradisiaque (« j'ai une image des Caraïbes assez précise, c'est le sable, la plage tout ça, la détente à 100% », « c'est vraiment la douceur de vivre »), elle y oppose les paysages guadeloupéens et martiniquais : « c'est vraiment du béton », « c'est pas des gros bâtiments comme ça », « les constructions occidentales ont pris une très grande partie »).

Elle change également son positionnement, se mettant à ma place comme personne non originaire de la Guadeloupe, puis comme touriste, projetant des imaginaires de la Caraïbe ne pouvant qu'être déçus selon elle : « si j'étais touriste et que je viens ici, à part la marina, je n'ai pas l'impression d'être aux Caraïbes ». Elle résume son propos ainsi : « Quand j'entends Caraïbe, je ne pense pas du tout à la France, donc quand je vais parler des Caraïbes, ce sera vraiment … Cuba, la Jamaïque, Porto Rico … Alors qu'inconsciemment, en fait, je ne sais pas pourquoi Caraïbes, pour moi, ce n'est pas du tout la France […] Je sais pas pourquoi ça a une connotation étrangère […] Je ne sais pas pourquoi c'est un peu bête, mais pour moi, la Caraïbe c'est ni la Guadeloupe, ni la Martinique ».

Ainsi, le rapport à la Caraïbe et à une identité caribéenne des étudiant·es reste une question sans réponse pour les étudiant·es. Ils et elles sont partagés entre une proximité géographique, culturelle, linguistique et historique à cet ensemble, et l'impression d'enclave de leurs territoires dans la Caraïbe. Pour le moment, la caribéanité est maintenue à distance en ne s'incarnant pas par des projets communs les intégrant (Audebert, 2010).

Conclusion

La pluralité des représentations socio-spatiales associées à la Caraïbe donne à voir des rapports contrariés à cet ensemble et aux imaginaires projetés. J'ai ainsi retrouvé les définitions plurielles de la Caraïbe évoquées dans le chapitre 3 : des lectures géographiques (taille des îles), des lectures culturelles (linguistiques), mais aussi historiques et sociales (Cuba et Haïti), des projections politiques dans l'identité caribéenne ou dans la mise en regard de l'identité antillaise.

Cependant, malgré la prégnance de la Caraïbe dans les imaginaires et des définitions communes entre étudiant·es et penseur·ses de la Caraïbe, les questionnements et les contradictions soulevées par les étudiant·es interrogent la position bien particulière des territoires français dans un ensemble

où ils sont isolés. Un jeu s'opère ainsi entre le regard depuis l'intérieur de la Caraïbe, depuis l'extérieur et par reproduction et transmission des structures d'exclusion vécues dans le cadre national et dans le cadre macrorégional. Que ce soit Cuba, Haïti, les rapports aux dénominations ou encore aux images exogènes et exotisantes, ces éléments discutés par les étudiant·es agissent comme des catalyseurs des débats sur l'identité caribéenne. Ils mettent plus précisément le doigt sur la réalité relative de leur identité caribéenne, ou du moins sur l'insertion dans l'identité caribéenne.

L'introduction d'Antonio Gaztambide-Géigel pour son article référence sur la Caraïbe publié en 1996, « La "invención" del Caribe en el siglo XX » est une synthèse édifiante d'une macrorégion qui a mis à distance les espaces français caribéens (une Caraïbe francophone ou créolophone n'apparaît pas), mais qui pourrait en prendre la mesure :

> « la notion des Caraïbes a été – et continue d'être – redéfinie et réinterprétée, en fonction de l'intérêt pour apporter des réponses aux influences externes et aux processus internes. Il convient de soutenir qu'il n'existe pas de définition « précise » ou définitive ; la définition des Caraïbes pourrait être fondée sur la langue et l'identité, la géographie, l'histoire et la culture, la géopolitique, la géoéconomie ou même l'appartenance à un organisme régional. Les Caraïbes de demain ne seront pas exclusivement une conception anglophone ou hispanophone ; elles ne seront pas non plus liées exclusivement à un espace géographique ou à une définition. Elles seront une communauté partageant des intérêts et des stratégies économiques, sociales et politiques, incluant différentes langues et expressions culturelles[192] » (Gaztambide-Géigel, 1996).

En positionnant la Martinique et la Guadeloupe comme centralité dans cette réflexion, on lit une première périphérisation au sein de la Caraïbe. Dans les chapitres suivants, j'étudie les rapports complexes qui se dessinent avec les périphéries de ces deux territoires (cf. Chapitre 5), et leurs articulations avec cet objet caribéen (cf. Chapitre 6).

---

[192] « *la noción de Caribe ha sido – y está siendo – redefinida y reinterpretada, en función del interés por ofrecer respuestas a las influencias externas y a los procesos internos. Una posición apropiada es sostener que no hay una definición "precisa" o consumada; la definición del Caribe podría fundamentarse en el idioma y la identidad, en la geografía, en la historia y la cultura, en la geopolítica, en la geoeconomía o incluso en la pertenencia a un organismo regional. El Caribe del mañana no será exclusivamente una concepción anglófona o hispánica; y no estará atado exclusivamente a un espacio geográfico o a una definición. Será una comunidad que comparta intereses y estrategias económicas, sociales y políticas, con la inclusión de diferentes idiomas y expresiones culturales* » (Gaztambide-Geigel, 1996)

Sommaire du chapitre 5

1. Les imaginaires américains entre proximité et distance : les rapports nord-sud 244

1.1. Les imaginaires des paysages urbains américains et les imaginaires américains 246

1.2. États-Unis et Amérique du Sud dans l'expression (géo)politique 247

2. Questionner les rapports à l'UE et à l'Europe : une périphérie omniprésente ? 253

2.1. L'Europe comme périphérie institutionnelle et administrative 254

2.2. Projections sur la relation (ou non) à l'Europe 260

3. Regards sur une relation postcoloniale en tension avec la France 266

3.1. Lire des rapports postcoloniaux en tension 266

3.2. Questionner l' « Outre-mer » pour reconfigurer les liens à l'État français 276

Conclusion 282

Chapitre 5 | Des périphéries caribéennes : regards sur les relations postcoloniales aux macrorégions et au monde

La Caraïbe n'est pas le seul ensemble présent dans les imaginaires macrorégionaux des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique. Les associations institutionnelles avec la France et avec l'UE par l'intermédiaire de statuts qui les lient à des territoires dans le monde ou encore la proximité géographique de l'espace américain viennent complexifier les pratiques et les représentations en jeu. Si ces ensembles exogènes périphérisent la Caraïbe, et plus spécifiquement la Martinique et la Guadeloupe dans le cas de ce travail, je questionne ici les manières dont les étudiant·es les appréhendent en tant que périphéries.

Au-delà de l'analyse des macrorégions mobilisées ou non dans leurs représentations, l'objectif de ce chapitre est de mettre en lumière les questionnements sur les relations entre les différents ensembles, de la Caraïbe, mais surtout de la Martinique et de la Guadeloupe dans le monde. Il s'agit d'interroger les façons dont les étudiant·es perçoivent, pratiquent et projettent les relations avec les entités qui sont apparues dans leurs imaginaires de manière multiscalaire, du monde aux marqueurs dans les espaces du quotidien. Comment se (re)conditionnent les identités des étudiant·es au prisme des périphéries caribéennes et du contexte postcolonial ?

J'interroge dans une première partie les rapports à l'ensemble américain. S'il apparaît relativement à la marge dans les cartes mentales, lors des échanges, la diversité des espaces américains est mobilisée par les étudiant·es pour aborder un certain nombre de questionnements qui traversent les sociétés martiniquaises et guadeloupéennes.

Dans les deux parties suivantes, l'enjeu est d'étudier les rapports et les positionnements vis-à-vis d'ensembles macrorégionaux – l'UE, l'Europe (2) et la France (3) – dont les liens sont issus de la colonisation, entretenant à ce jour des liens institutionnels et politiques avec les territoires en question. Comme Max Bélaise (2007) le montre, il s'agit d'une position paradoxale, articulant des imaginaires, des appartenances et des liens avec des entités spatiales et politiques conçues par des rapports de violence de masse. Ces entités spatiales se sont vues associer des discours et des dispositifs institutionnels renouvelés au fil des enjeux et des rapports géopolitiques.

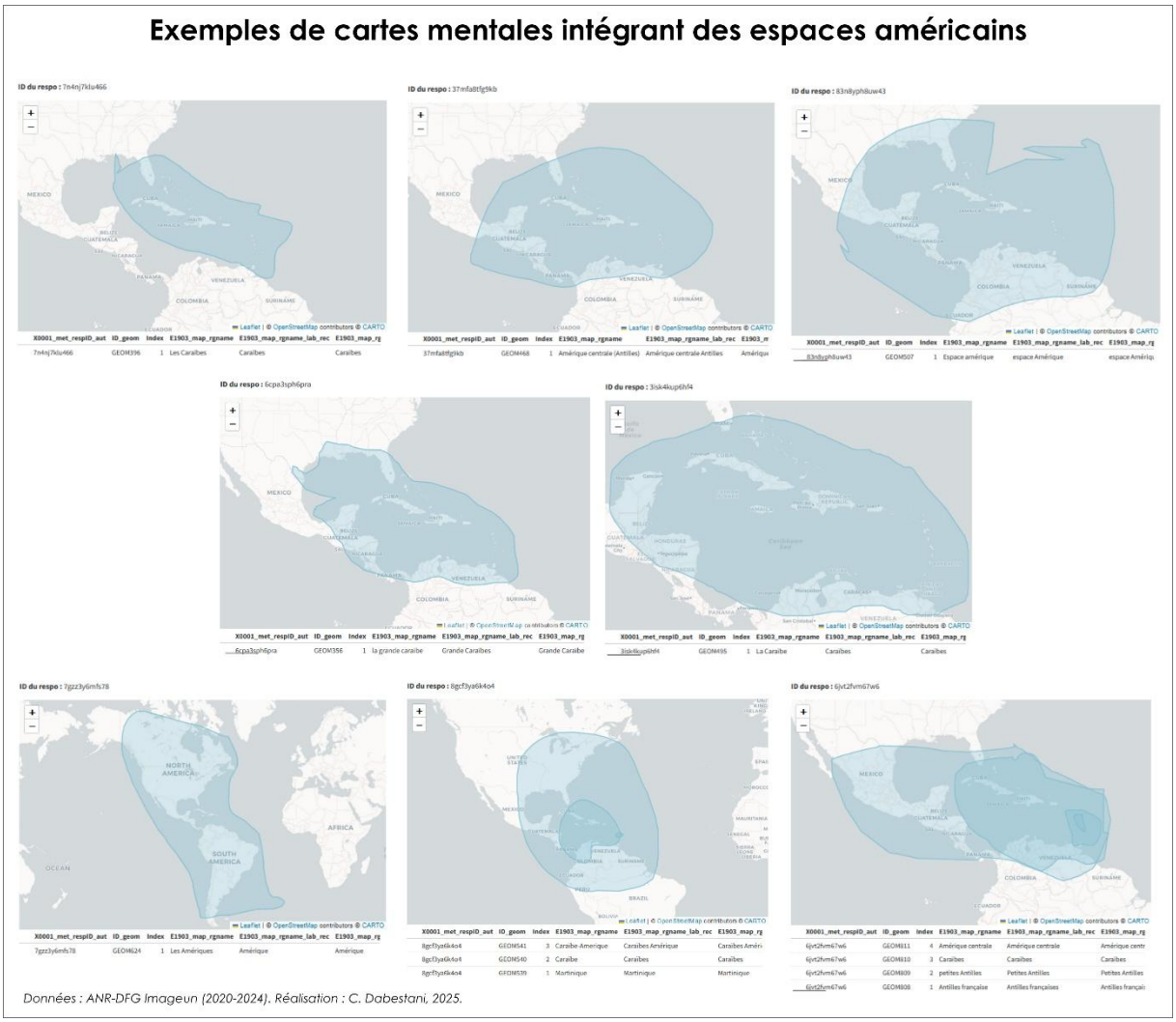
L'UE est analysée en tant que productrice d'un cadre institutionnel à distance pour les deux territoires en tant que RUP (cf. Chapitre 1). J'analyse les manières dont l'UE et l'Europe sont perçues par enquêté·es, dans leurs expériences quotidiennes et étudiantes. Enfin, les rapports à la France sont à lire dans des temporalités et des spatialités plurielles. Que ce soit dans la catégorie « Outre-mer », dans les migrations ou dans les pratiques quotidiennes des territoires, l'objectif est d'appréhender les lectures étudiantes du rapport à la France, à l'État Outremer (Beauvallet et al., 2016).

1. Les imaginaires américains entre proximité et distance : les rapports nord-sud

Les cartes mentales de la catégorie « Caraïbe complexe et relationnelle » issue de l'enquête par questionnaire intègrent des découpages internes à la Caraïbe, mais aussi des liens multiples de la Caraïbe au continent américain et à ses macrorégions (Amérique, Amérique du Nord, du Sud ou centrale). Il est également possible de prendre en compte, à la marge, des cartes mentales issues de la catégorie « Caraïbe large » qui peuvent également intégrer des espaces continentaux américains dans la définition de la Caraïbe. Dans ce cas de figure, les étudiant·es ajoutent tout ou une partie littorale de la Floride, du nord de l'Amérique du Sud ou encore de l'Amérique centrale[193]. En combinant ces deux catégories de cartes mentales, j'en dénombre plus de 31% (N=69) qui représentent des liens, quels qu'ils soient, aux espaces américains (Figure 40).

[193] L'une des limites de cette catégorie « Caraïbe large » pour appréhender le lien avec les espaces américains est l'intentionnalité de l'intégration de ces espaces. Autrement dit, dans certains cas, il est difficile de savoir si l'auteur·rice de la carte mentale a voulu intégrer cet espace dans son tracé, ou si le geste d'un tracé rapide, imprécis ou d'une difficulté avec l'application a pu amener à son intégrer involontaire.

Figure 40 | Exemples de cartes mentales intégrant des espaces américains



L'échange avec Solène, étudiante en sciences politiques, illustre la pluralité des rapports aux ensembles du continent américain qui peuvent exister, mais aussi de tous les paradoxes qu'ils révèlent dans le rapport et le positionnement dans le monde et dans l'ensemble caribéen :

> Alors on a un mode de vie qui est assez proche de celui des États-Unis, mais sans peut-être toute cette partie un peu occidentale qui à ce moment-là nous rapproche des pays d'Amérique du Sud. Je veux dire quand on regarde bah notre espace … c'est quand même un espace qui de ce que j'ai pu en voir, est plus proche des autres îles de la Caraïbe et éventuellement de ce qu'on peut trouver au Mexique ou dans les régions d'Amérique latine que les États-Unis, que les grandes villes oui … par rapport à l'urbanisation […] Ça montre peut-être un peu la perception qu'on se fait du lieu dans lequel on se trouve et euh … qui est en fait basée sur énormément de critères différents. On n'a pas juste la définition purement scolaire, et je pense que c'est dû à tout ce qui va nous entourer, notre mode de vie, notre culture. Du coup, un peu le côté d'urbanisation, le climat aussi éventuellement, et que tous ces facteurs font qu'on va peut-être plus se sentir proche d'une autre île ou d'une région particulière du monde, qui fait qu'on ne va plus se sentir proche et on va avoir peut-être l'envie de se rattacher à une même région, d'un même ensemble.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

Ces réflexions et ces paradoxes portent sur la proximité avec les États-Unis qu'elle nuance au regard d'une occidentalité qui l'amène progressivement à questionner les liens ou un sentiment de proximité avec l'Amérique du Sud. Solène évoque plusieurs registres qui, selon elles, forment cette proximité : urbanisation, représentations scolaires, cultures, contextes climatiques ou encore environnementaux. Ce sont donc tous ces imaginaires associant la Caraïbe à des ensembles américains que j'aborde au fil de cette partie.

1.1. Les imaginaires des paysages urbains américains et les imaginaires américains

La lecture des paysages est un élément saillant des imaginaires portés par les étudiant·es, sur l'espace caribéen comme sur les espaces américains. En effet, le paysage compose les imaginaires, à la fois comme support, mais aussi outil de légitimation d'un discours. La fonction esthétique du paysage, notamment urbain, matérialise des enjeux de pouvoir qui mobilise la dimension symbolique et les imaginaires (Debarbieux, 2007 ; Rouiaï, 2018). La réaction des étudiant·es à la carte mentale représentant le « Grand bassin américain proche » met en lumière une facette importante des représentations en jeu : d'une part les imaginaires urbains associés aux différents espaces et d'autre part la recherche de proximités avec les espaces urbains pratiqués.

Je prends ici les exemples des échanges avec Eliza en présence de son amie Léna d'une part, et de Laurence de l'autre. Passée la découverte de cette carte, elles évoquent toutes une proximité plus importante entre les formes urbaines sudaméricaines et guadeloupéennes qu'avec les formes urbaines nord-américaines. Eliza et Léna renvoient ainsi aux « cases » et à l'image de rues « banales » et « sales ». Pour Laurence, c'est une clé de lecture de « quartiers pauvres » qui se dégage :

> Eliza : Là justement déjà on a la Guyane tout ça, et même j'ai l'impression qu'on vit plus comme eux ben cette partie-là enfin [montre l'Amérique du sud] … Même le fait de retrouver des petites maisons … tu vois les petites maisons locales ?
>
> Léna : Les cases
>
> Eliza : Ouais les petites cases, là-bas on retrouve ça plus facilement que bah … même parfois les rues, le fait que les rues soient très banales [Rire] c'est très voilà des rues un peu sales enfin je dis pas sale, mais … voilà [Rire]
>
> – Échange avec Eliza et Léna, étudiantes en Licence Droit, Guadeloupe
>
> Alors je dirais qu'il y a quand même une petite similitude dans nos cultures, en tout cas pour le nord de l'Amérique du Sud […] Je ne trouve pas trop que nos cultures, en tout cas que la culture guadeloupéenne, soit proche de l'Amérique […] C'est même plus proche de celle du Brésil que celle des États-Unis […] Les favelas au Brésil, ça ressemble plus à ce qu'il y a ici que les quartiers qu'il y a aux États-Unis.

> Ce ne sera pas le même vécu, même si c'est dans les quartiers pauvres des États-Unis, ce ne sera pas aussi proche que les quartiers pauvres du Brésil par rapport à notre culture [...] Les États-Unis, c'est vraiment des bâtiments, c'est des gratte-ciels. Il y a pas ça ici alors qu'il y en a au Brésil, mais c'est tout de même plus proche que ce qu'on a ici ...
>
> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Laurence évoque ici des imaginaires projetés sur les espaces urbains des États-Unis et du Brésil (autour de la figure des favelas), et rapproche ainsi davantage les paysages urbains guadeloupéens de ceux des quartiers pauvres du Brésil.

Laurence, Léna et Eliza lisent le paysage urbain par le prisme des inégalités, mais aussi des imaginaires projetés sur des espaces éloignés. On retrouve dans les entretiens l'image des gratte-ciels des quartiers d'affaire étatsuniens résumant les représentations du paysage étatsunien, l'imaginaire des favelas résumant les représentations paysagères du Brésil et l'imaginaire de leurs propres espaces insulaires en tension entre les deux, mais souvent associés à celui d'un « urbanisme informel ». Cette forme d'urbanisme est lue dans les sciences urbaines depuis l'Occident, mais surtout l'Europe comme homogénéisant l'ensemble des dynamiques auto-constructives, attribuées aux Suds pour décrire tout ce qui ne rentre pas dans la définition d'un urbanisme classique, qui échappent à la fiscalité, dont les habitats évoluent en fonction de leurs conditions des précarités socio-économiques (Giglia, 2012 et Damon, 2017 cités par Prince, Pedrazzini, 2025). En effet, l'imaginaire des villes caribéennes est souvent limité soit à celui des villes dites « coloniales » (qui sont en réalité réduites à quelques pâtés de maisons supposés historiques), soit englobées dans un urbanisme informel. Pourtant, les établissements humains anciens qui composent les grandes villes de l'espace caribéen comme La Havane ou Port-au-Prince renvoient à la fabrique des villes postcoloniales où se sont mises en place des formes de marronnage. Autrement dit, il s'agit de désigner les cas où le processus social urbanise sans avoir été prévu par l'urbanisme classique, et dont le point commun est surtout la violence des acteurs de ces urbanités caribéennes (Prince, Pedrazzini, 2025). C'est ce que le géographe Neptune Prince et le sociologue urbain Yves Pedrazzini (2025) définissent comme l'urbanisation créole.

1.2. États-Unis et Amérique du Sud dans l'expression (géo)politique

Dans les imaginaires, le paysage donne à voir les rapports pluriels entre la Guadeloupe, la Martinique et les espaces américains. Au-delà de similarités ou de différentes réelles ou non, il est intéressant d'observer les manières dans les imaginaires associés aux espaces américains sont mobilisés dans l'expression des imaginaires et des identités d'eux et elles-mêmes. Que disent ces projections d'eux et elles-mêmes et de leur place dans le monde ?

1.2.1. Les États-Unis : des rapports pluriels à la notion de proximité

La proximité – exprimée par des co-inclusions dans les tracés – avec les États-Unis reste relative dans les cartes mentales de l'enquête, mais elle figure sous des formes et des échelles variées et elle plus particulièrement perceptible dans les discours. Le « Grand bassin américain proche » déclenche également des échanges sur les rapports aux espaces du continent américain. Les réactions des étudiant·es à cette carte sont variées, allant d'une approbation complète au rejet, et posent souvent des questions intéressantes : plus qu'une question de proximité avec un « mode de vie étatsunien », ce sont les liens socioculturels avec les espaces plus proches géographiquement ou la présence de diasporas caribéennes qui reviennent comme des facteurs de proximité.

Miami et la Floride peuvent être présentées comme proches, voire insérées dans la Caraïbe. En effet, Miami figure comme une place majeure pour cet espace, en tant que lieu des diasporas caribéennes, des langues et des cultures créoles américaines et caribéennes (Audebert, 2016). Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol en Martinique évoque par exemple une « caribéanisation de la Floride ». Sur le plan des pratiques, Miami figure ainsi comme un point nodal majeur dans les mobilités entre la Caraïbe et le monde (Ranély Vergé-Dépré, 2014), mais moins dans le cas de la Martinique et de la Guadeloupe dont les relations restent très largement orientées vers l'Hexagone. Comme le résume Colette Ranély Vergé-Dépré :

> « L'héritage colonial, en fragmentant cet espace et en établissant des relations préférentielles avec les métropoles européennes, a contribué à établir, entre les sous-ensembles géopolitiques, un « effet barrière » qui se manifeste encore aujourd'hui par la faiblesse des réseaux maritimes et aériens intra-régionaux. » (Ranély Vergé-Dépré, 2019)

C'est à cette structure que renvoie Andréa, appliquée à l'UE. Elle positionne les États-Unis et le Canada comme une alternative « rêvée » au cadre économique et normatif européen :

> [Le « grand bassin américain proche »] c'est un rêve pour … pour moi, pour euh j'ai bien envie de dire pour nous, en tant qu'Antillais. Pourquoi ? Parce que les États-Unis, c'est pas l'eldorado quand même, mais c'est quand même l'*American Dream*. Les États-Unis c'est quand même proche de nous quoi. Il y a des fois je me dis, mais pourquoi déjà on ne fait pas sortir nos produits des États-Unis pour venir en Guadeloupe au lieu de les faire sortir de l'Europe ? Il y a les normes européennes, on a pensé à la France, etc. Mais si on regarde les États-Unis ne sont pas si loin que ça de nous, mais vraiment pas ! […] Des fois on a plus la facilité et la tendance à prendre un billet pour aller à Paris, que de prendre un billet pour aller ne serait-ce qu'à Miami … ou à New York […] Mes proches m'ont déjà dit « allez vas-y tente les États-Unis » ou même peut-être le Canada.
>
> – Andréa, étudiante en Master de Gestion, Guadeloupe

Elle mobilise de manière croisée plusieurs registres de la proximité. Les États-Unis lui apparaissent dans une sphère de proximité géographique, mais c'est la proximité institutionnelle qui prédomine

dans les échanges tels qu'elle les décrit, que ce soit en termes commercial, de transport ou de mobilité. Cependant, certaines nuances sont apportées par les étudiant·es quant à cette proximité. Je m'appuie sur les échanges avec Anne-Gaëlle et Dalia qui relèvent toutes trois leur surprise de la présence des États-Unis dans les cartes mentales, puis mettent en avant des réserves dans cette relation entre leurs territoires et ces États.

> Les États-Unis c'est un pays très influent, et comme ils sont quand même proches de nous comment dire ça … On s'inspire un peu d'eux, penser grand, et cetera. Donc du coup les voitures automatiques par exemple, des grosses voitures y a vraiment des fois cette mentalité. Cette mentalité des fois qui va pas avec nos modes de vie en soi, par exemple, en soi acheter des Ferrari, on dit en Guadeloupe qu'est-ce que vous avez besoin de prendre des Ferrari, des Lamborghini y a des dos d'âne ? C'est vraiment une histoire de modes de vie, d'influences et parfois on veut à tout prix s'approprier, mais ça ne nous appartient pas en soi. Et c'est vrai que bon, niveau Amérique du Sud, on s'intéresse pas trop à eux en soi.
>
> – Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe
>
> Quand même, pour beaucoup de Martiniquais on peut comparer leur mode de vie à un mode de vie américain, enfin ça dépend qui évidemment. Mais oui, genre sur l'usage de la voiture voilà l'usage de SUV. La réussite sociale suprême, c'est le pavillon avec piscine, le SUV, la famille, les barbecues avec des énormes côtes de porc et t'as de l'argent tu consommes à la zone industrielle pour voir les plus belles décos dernier cri dans ta maison.
>
> – Dalia, étudiante en Master Géographie, Martinique

Anne-Gaëlle et Dalia détaillent davantage des incompatibilités du mode de vie étatsunien qu'elles estiment souhaiter et les réalités de la Guadeloupe pour la première et de la Martinique pour la deuxième. Leurs exemples s'appuient notamment sur des éléments de distinction de capitaux économiques, par l'exemple des rapports à l'automobile. Elles mobilisent ainsi une image d'Épinal du « mode de vie américain » (Audebert, 2008).

1.2.2. Questionner les rapports ethnoraciaux

Parmi les nuances apportées au rapport avec les États-Unis, certain·es intègrent une question d'échelle géographique pour relativiser des proximités et considérer l'hétérogénéité d'ensembles proches. C'est ce que résume Gary en réaction à la carte mentale du « Grand bassin américain proche », « s'associer au *Midwest* je comprends pas ». D'autres étudiant·es intègrent cette question de proximité, mais par la dimension communautaire et culturelle :

> On partage des choses avec les Afro-Américains, notamment au niveau de l'éducation, de comment on parle aux parents, de comment les parents nous parlent, de comment on répond aux parents, au niveau de l'éducation, je pense qu'on partage des choses. Nous, les îles, nous, les insulaires caribéens, avec les Afro-Américains. Et après, ça ouvre bien sûr au niveau de la langue, la France au

> niveau de la culture occidentale … bien sûr, la France et les États-Unis, bon l'Europe aussi enfin c'est large …
>
> – Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol, Martinique

Ainsi, plusieurs formes de liens et de proximités sont exprimées par les étudiant·es entre les Caribéen·nes – les Martiniquais·es et les Guadeloupéen·nes – et les Étatsunien·nes. Dans le cas de Dominique, ce sont les rapports parentaux et intergénérationnels qui rapprochent les communautés afro-américaines aux États-Unis des Caribéen·nes. Marine évoque quant à elle une proximité d'abord par des liens culturels et artistiques.

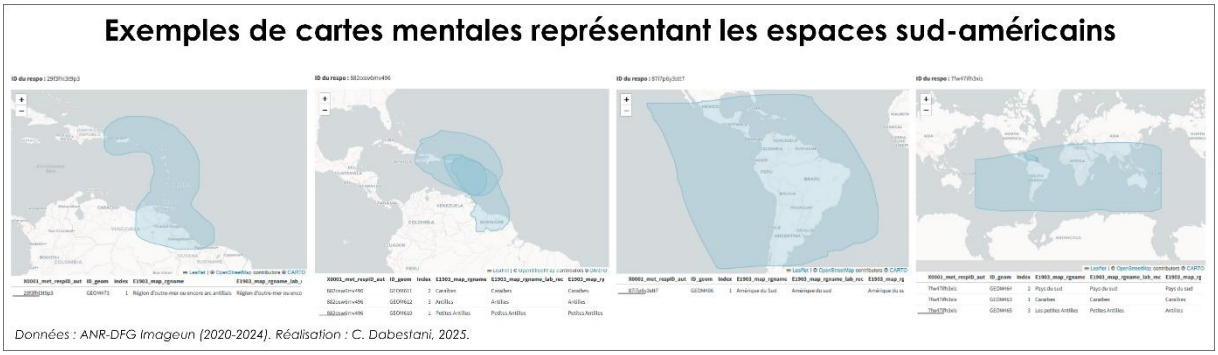
> Si quand même bah pour certains aspects, comme la musique ou les vêtements, mode on sera très influencé par les Noirs-Américains … mais ouais les Noirs-Américains c'est pas les États-Unis. C'est vraiment oui les origines, ça va être beaucoup l'art en fait, la musique, à chaque fois je repense à la musique.
>
> – Marine, étudiante en Master de Sciences de l'éducation, Martinique

Les proximités et les solidarités, réelles ou imaginées, s'ancrent notamment autour de la figure des quartiers urbains populaires, des cultures noires afro-américaines et caribéennes ainsi que des discriminations socio-raciales qui y prennent place (Audebert, 2011). Si le « modèle français » diffère d'un « modèle américain », l'appréhension des identités par la racialisation se construit dans la circulation entre la France hexagonale, les anciennes colonies et les États-Unis (Célestine, 2023). On retrouve dans les questionnements sur les relations avec les États-Unis le reflet des questionnements ethnoraciaux dans le contexte français. Les assignations ethniques et raciales produites depuis l'Hexagone tendent à catégoriser tous les individus qui se définiraient « Métis » ou « Mulâtre » aux Antilles comme « Noir », mais aussi à se voir associer à « une situation sociale durablement infériorisée et marginale » (Poiret, 2011). C'est que Véronique De Rudder, Christian Poiret et François Vour'h (2000) résument comme des catégories « raciales » et « ethniques » qui n'existent pas en soi, mais qui sont le résultat d'un rapport social raciste ou culturaliste. L'expression de proximité et de liens avec les communautés afro-américaines apparaît comme une façon de se réapproprier des assignations socio-raciales (Noir·es) et ethniques (Antillais·es) projetées depuis l'Hexagone (Gordien, 2019 ; Soune-Seyne, 2025 ; Trawalé, 2014) : réappropriation, retournement du stigmate et « paradoxe minoritaire » où les minorités sont contraintes de reprendre à leur compte la catégorie qui les minorise (Fassin et Fassin, 2006 cités par Poiret, 2011).

1.2.3. La Caraïbe et l'Amérique du Sud : proximités et expression politique d'appartenance à un « Sud global »

L'espace sud-américain est prégnant sur différents registres dans les imaginaires exprimés, soit intégré spatialement à la Caraïbe, soit lié à cet espace à plusieurs échelles et enjeux. Dans les cartes mentales, les relations à l'Amérique du Sud apparaissent principalement de trois manières. Elle est parfois représentée par l'intermédiaire de la Guyane, d'autres fois dans son ensemble avec sa dénomination associée, mais aussi intégrée au sein d'un ensemble mondial des « Suds » (Figure 41).

Figure 41 | Exemples de cartes mentales intégrant les espaces sud-américains



En réaction à la dernière carte mentale représentant la Caraïbe incluse dans une grande macrorégion sud-américaine, Emmanuel relève une motivation possible à cette production : une carte produite dans une intention de contestation qu'il formule ici comme une opposition à la France, mais qui au fil de l'échange révèle plus largement une opposition « aux puissants » de la mondialisation (« les milliardaires ») :

> Bon, là un gros préjugé. Je me dis que voilà, ça fait peut-être éventuellement partie de l'opposition en France / pas France peut-être … Je suis pas trop renseigné sur Brésil et tout ça, mais aux États-Unis, on peut penser ne serait-ce que par Donald Trump pense, qu'il y a des milliardaires, on ne se dit pas qu'il y a des milliardaires argentins, des milliardaires brésiliens. Donc on entend peut-être la lutte des petites classes, la lutte Mexique tout ça. Donc peut-être s'associer aux petites classes, lutter contre les grands méchants riches [Rire].
>
> – Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe

L'Amérique du Sud apparaît comme symbole d'appartenance à un « Sud global », comme l'illustre l'échange avec Manon :

> Je ne sais pas pourquoi, mais j'aurais plus tendance à me sentir plus proche de l'Amérique du Sud que de l'Amérique du Nord. Peut-être parce que c'est … Je ne sais pas. Je pense que ça ne se dit pas … Nous, on est un petit peu, on est Français, mais on est un peu à part. Et du coup, je considère que les personnes qui vivent en Amérique du Sud, ils sont un peu à part aussi. Les États-Unis, la France hexagonale, ce sont des pays qui sont assez riches, on va dire qui sont assez en vue en général. Donc ce sont des pays qui sont tout en avant, qui sont voilà … Alors que les pays hispanophones, même l'Espagne, le Portugal, tout ça, j'aurai tendance

> toujours à les considérer un peu à part. J'aurais plus tendance à me sentir un peu proche d'eux.
>
> – Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Elle projette pour ce faire le rapport aux langues (« pays hispanophones ») dans l'expression de son sentiment, qui calque ce rapport de pouvoir qui s'exerce autant à l'échelle du continent américain qu'Europe lorsqu'elle parle du Portugal et du Brésil. Comme pour le cas des États-Unis évoqué précédemment, la comparaison avec l'Amérique du Sud renvoie au questionnement de leur place dans le contexte français : le sentiment d'être « à part » dans le contexte français et le sentiment que les sudaméricains sont également « à part » vis-à-vis des États-Unis, voire de l'Occident. C'est l'idée que les États-Unis comme la France s'inscrivent dans une « culture occidentale » (Dominique) dont la Caraïbe, leur Caraïbe, serait différenciée :

> Je ne vois pas en quoi les Caribéens seraient Occidentaux. Je me suis posé la question. Enfin, je ne sais pas, même si on est, on va dire qu'on est très occidentalisé, qu'on a différentes cultures, donc forcément la culture occidentale également. Mais je pense que ça pourrait être ça … L'envie de ne pas se rattacher aux États-Unis parce que c'est l'Occident.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Chez Gary, le rapport Nord-Sud explicité appréhende les superpuissances associées aux organisations internationales dans une « équipe », et les Caraïbes, l'Amérique du Sud et son territoire dans une autre. L'enjeu de se positionner dans les rapports Nord-Sud est abordé par Danielle, *via* le registre du développement, mais aussi celui du politique. Elle positionne la Martinique dans un Sud, qu'elle désigne comme « hémisphère sud », « des pays pauvres ou des pays en développement » :

> Économiquement là, le Canada, les États-Unis sont des superpuissances. Les pays ici sont pas les superpuissances. Ici, on est quand même dans les pays, disons sur du Sud, des pays défavorisés et tout, alors que là on est quand même dans les pays du Nord. Les pays de l'OCDE quoi, les pays de l'ONU, les pays qui ont du pouvoir quoi, d'enjeux. C'est … euh au niveau des rapports antagonistes entre les pays on n'est pas on est clairement dans d'autres dans d'autres équipes quoi, on joue pas on est pas dans la même classe quoi.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> On nous a appris que le nord c'est les pays riches et que le sud, enfin l'hémisphère sud, c'est les pays pauvres et, comme la Martinique et la Guadeloupe, on est un peu situé dans l'hémisphère sud. Politiquement, on est plus dans l'hémisphère sud. Donc peut-être que c'est pour ça aussi qu'on est considéré comme des pays pauvres ou des pays en développement.
>
> – Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique

Dans cette lecture, la Caraïbe (ou toutes autres macrorégions d'appartenance) peut être intégrée à un « Sud global » (Grovogu, 2011) . La notion est utilisée depuis les années 1990, d'abord aux États-Unis dans le champ universitaire (Capdepuy, 2023). Pour les étudiant·es, cette notion ne se limite pas à la redéfinition d'un non-alignement sur les États-Unis, au rejet d'un monde unipolaire ou à une opposition Nord-Sud, mais davantage à un clivage Occident/reste du monde et à l'appréhension d'un rapport de domination (*ibid.*).

La lecture par les rapports Nord-Sud transparaît aussi dans les entretiens par une forme de distinction vis-à-vis de l'Amérique du Sud (comme projection du « Sud »). Cela prend notamment la forme de comparaisons avec les situations économiques de certains États sudaméricains, ici le Venezuela dans l'échange avec Kelly, pour différencier les DROM de la Caraïbe des contextes sudaméricains.

> Je trouve qu'on a plus de liens avec l'Amérique du Sud, du coup. Donc, je peux comprendre. Mais c'est encore une fois un peu vaste. Bon, on va dire que nous, on va dire, on gère encore. Même si c'est un peu … C'est compliqué. On gère encore, mais on n'est pas au point de, par exemple, du Venezuela. Je sais pas si tu vois, si c'est assez clair. C'est une autre réalité au niveau économique.
>
> – Kelly, étudiante en Licence Créole, Martinique

L'expression d'un positionnement et de revendications politiques est associée à cet espace, en opposition et en critique de l'impérialisme des États-Unis, de l'Europe et des anciens empires coloniaux ou plus largement des Nords. L'expression de proximités et d'association avec des États et territoires au sein de l'espace caraïbe et sud-américain apparaît alors comme revendication d'une appartenance des collectivités françaises de la Caraïbe aux Suds, soulignant les inégalités avec la France hexagonale qui ferait partie des Nords (Dubesset, 2013 ; Lambourdière et al., 2007).

2. Questionner les rapports à l'UE et à l'Europe : une périphérie omniprésente ?

La seconde partie de ce chapitre porte sur l'un des deux producteurs de statuts institutionnels pour la Martinique et la Guadeloupe : l'UE et par extension l'Europe. Pour ce qui est de l'UE, Didier Blanc (2019) montre que, d'après les récents dispositifs et discours, la Commission « reste bien en deçà d'un « réflexe RUP » ». En revanche, les RUP ont un « réflexe Europe » évident, mais dans une attente que le droit de l'UE « soit pensé et conçu à leur aune ; que l'exception devienne pour elles commune » (Blanc, 2019) (cf. Chapitre 1).

En effet, l'UE comme l'Europe figurent comme des ensembles éloignés géographiquement, mais dont les discours et les marqueurs sont paradoxalement omniprésents. L'objectif de cette partie est donc

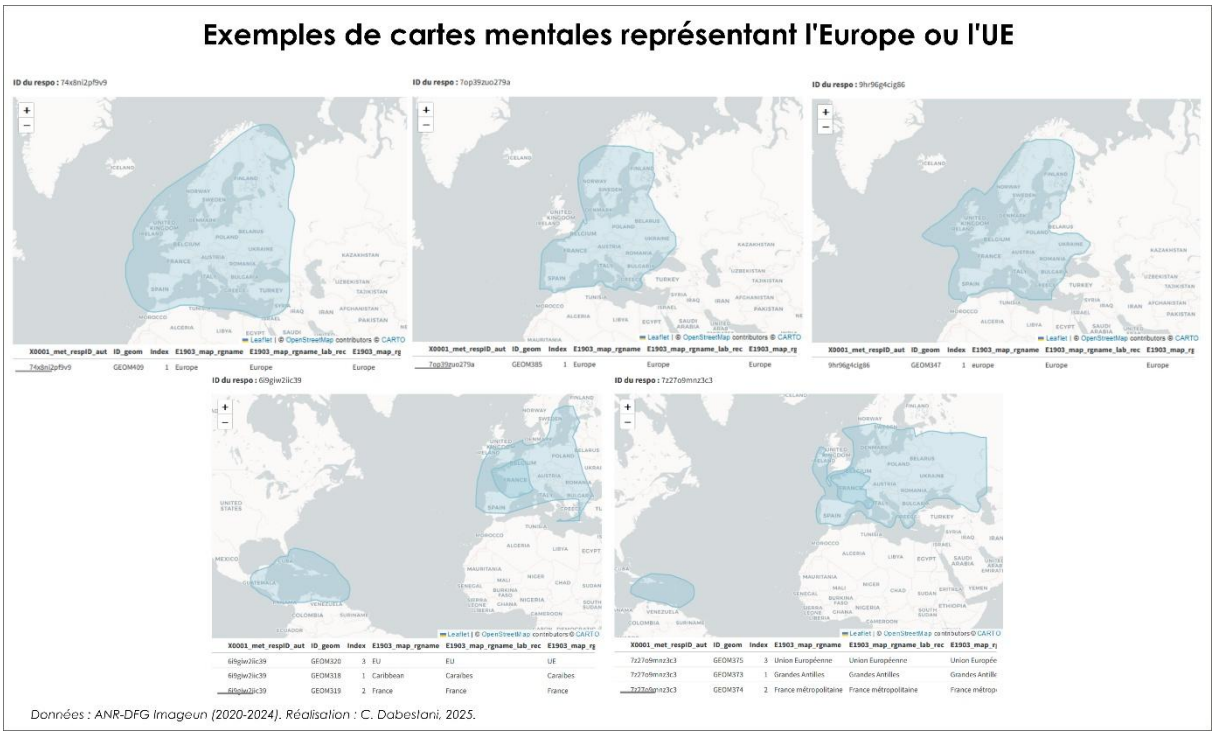
d'appréhender de quelles manières la confrontation des discours de l'UE aux pratiques et aux représentations des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe révèle des rapports contrastés à l'Europe. Comment interroge-t-elle des rapports d'ultrapériphérisation différenciés, mais réciproques ? Ensuite, je reviens sur les façons dont les rapports à l'UE et à l'Europe sont aussi perçus, articulés, et reconfigurés par les regards des étudiant·es[194].

2.1. L'Europe comme périphérie institutionnelle et administrative

Les cartes mentales représentant les espaces européens (UE ou Europe) ou hexagonaux sont peu nombreuses, elles apparaissent dans un peu plus de 5% (12) des cartes mentales, seules ou combinées à des tracés de l'espace Caraïbe. Les noms relatifs à l'Europe (dont UE, Union européenne, par exemple) ont donc été donnés dans la même proportion. Les cartes mentales sont principalement réalisées par des étudiant·es en échange soit internationaux venant d'Afrique (Afrique du Nord, Cameroun), d'Amérique du Sud (Brésil) ou d'Europe (centrale) souvent associé·es à des programmes Erasmus+ ou Campus France, soit en mobilité infranationale depuis l'Hexagone. Dans ces cas, ils tendent à représenter les liens institutionnels et administratifs de la Martinique et de la Guadeloupe. Ce sont les institutions avec lesquelles les étudiant·es en mobilité doivent interagir et qui définissent les territoires où ils et elles viennent étudier (Bertile, 2014). Quelques cartes mobilisant l'Europe (ou l'UE) réalisées par des étudiant·es né·es en Martinique, en Guadeloupe ou dans l'Hexagone figurent à la marge, ici en association avec des macrorégions de la Caraïbe (Figure 42).

[194] Cette partie du chapitre prend appui sur un article publié dans la revue Espace politique en 2024, « (Re)penser l'Union européenne depuis la Caraïbe : imaginaires, identités et projections des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique » dans le numéro spécial 53/54 « Penser et faire l'Europe : une approche par les territoires » [URL]. Certaines figures présentées ici en sont issues.

Figure 42 | Exemples de cartes mentales représentant l'Europe ou l'UE



Au sein du projet ANR-DFG Imageun, les mots associés à l'Europe par les étudiant·es dans le questionnaire ont été analysés pour chaque terrain par l'équipe du *WorkPackage* (WP) « *Student Survey* », et tout particulièrement par Etienne Toureille. Dans l'ensemble, les mots associés par les étudiant·es en France, dans l'Hexagone comme en Martinique et en Guadeloupe, sont relativement similaires comparativement aux corpus allemand, tunisien ou encore turc (Annexe 17). En analysant le vocabulaire spécifique à chaque corpus – autrement dit le vocabulaire utilisé particulièrement dans un corpus plutôt qu'un autre – une différenciation par l'échelle et par la taille de l'espace européen est observée (Figure 43) : « large », « vaste », « continent », « grand », mais aussi « froid » reviennent particulièrement dans ce corpus. On distingue également trois autres registres associés spécifiquement à l'Europe par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe. Un registre autour de la richesse et du pouvoir, un autre sur le champ de la diversité et des échanges ainsi qu'un registre sur la colonisation.

Figure 43 | Mots associés à l'Europe par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe

Mots associés à l'Europe par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe

Les 30 mots spécifiques à l'échantillon étudiant en Martinique et en Guadeloupe
(en comparaison à l'ensemble des réponses de l'enquête réalisée dans cinq pays)

large	multiculturel	pouvoir	aide	grand	riche
pays	vaste	vieux	mutuel	alliance	histoire
colonisation	continent	richesse	vieux	échange	voyage
froid	territoire	frontière	politique	solidarité	uni
espace	brexit	diversité	argent	circulation	économie

Dabestani C. 2024. Résultats issus du groupe de travail "Enquête étudiante du projet IMAGEUN".
ANR-DFG IMAGEUN (2020-2024) - Students Database - 2021.
**"Quels mots associez-vous à "Europe" ? (1 à 3 mots/expressions)"*

Ce sont tous ces registres qui émergent également des échanges avec les étudiant·es, d'une macrorégion géographiquement distincte de leur ensemble, où se jouent les rapports de forces économiques et institutionnels – de contrôle comme de circulation – ainsi que de l'imaginaire colonial et impérial.

2.1.1. L'UE et l'Europe comme marge outre-atlantique : le flou et le lointain

Sans surprise, l'Europe n'émerge pas comme un espace signifiant dans les imaginaires macrorégionaux des étudiant·es. C'est le cas dans les cartes mentales, mais aussi lors des entretiens tant que je ne pas leur ne soumets pas de cartes mentales ou que je n'évoque pas ces ensembles avant les deux tiers du temps d'entretiens.

L'une des réactions à la carte mentale générale ou à la carte mentale individuelle représentant l'UE relève pour certain·es, comme Eliza (qui prend soin de revenir sur la subjectivité de l'exercice), est celle d'une absurdité. L'éloignement géographique, la séparation par un océan et le renvoi à autre continent apparaissent comme des éléments participant à cette mise à distance (Nicolas, 2005). Au-delà de la dimension géographique, les liens historiques avec les États européens ne sont effectivement pas prégnants dans leurs imaginaires, en dehors des anciens empires coloniaux. Emeline distingue ainsi nettement les liens historiques européens de l'Hexagone de ceux des Antilles.

> C'est vraiment l'Europe [Rire] Quel lien ? Je trouve que ça fait partie de la France, mais l'Europe enfin on voit bien … tu vois c'est un autre continent, c'est vraiment une autre mer y a pas de rapport … donc y a vraiment quelqu'un qui a dit que c'était l'Europe ? Après on juge pas, c'est leur sentiment, si c'est dans leur cœur l'Europe, bah c'est l'Europe.
>
> – Eliza, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe

> Europe, je sais que c'est plus vaste, que ça va englober voilà, l'Union européenne, divers pays et tout, qui ne font pas trop partie de notre histoire … qui font partie de l'histoire de la France métropolitaine, mais pas des Antilles, de la Caraïbe, de la Martinique ou de la Guadeloupe. Ouais. Parce que je sais que l'Espagne fait partie un peu de notre histoire, à nous. L'Espagne, l'Angleterre, mais … Pas au-delà.
>
> – Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

Entités distantes, l'UE et l'Europe peuvent apparaître comme des objets flous à plusieurs égards, à commencer par leurs distinctions :

> Comme je ne suis pas au fait de toutes les subtilités des pays de l'Union européenne, je pense que sa représentation ne me choque pas. L'Angleterre est sortie … La Russie étant donné le conflit qu'il y a avec l'Ukraine, est-ce que la Russie ne se revendique pas du tout de l'UE, alors que l'Ukraine pourrait … […] L'Union européenne, j'aurais retracé ça [montre une limite avec la Russie sur la carte]. Pour l'Europe, j'aurais inclus le Royaume-Uni […] Parce que l'Europe c'est géographique et l'Union européenne elle est politique, je pense …
>
> – Dominique, étudiant en Anglais-Espagnol, Martinique

Lors des entretiens, les deux termes peuvent ainsi être intervertis. Cela a pu être par omission, ou bien du fait de difficultés à rendre compte de leurs définitions spatiales (incertitudes sur les pays membres de l'UE, leur localisation ou flou autour des frontières de l'Europe). Ces doutes s'expriment sur leurs propres tracés, mais surtout en réaction aux représentations proposées par d'autres étudiant·es, à l'image de l'extrait d'entretien avec Dominique. L'Europe et l'UE prennent ainsi la position d'une marge outre-atlantique dans les imaginaires, distante, lointaine et floue.

2.1.2. L'Europe institutionnelle et administrative : des rapports distanciés

Lorsque la présence de l'Europe dans les cartes mentales est discutée, c'est avant tout les relations institutionnelle et administrative qui sont mises en avant.

> Je pense que c'est par rapport au statut qu'on peut avoir. En tant qu'île, on a notre statut d'île, avec notre propre culture et les liens qu'on peut avoir avec les îles voisines. Mais on a aussi le statut de département français, donc du coup, on est rattaché à la France hexagonale avec pareil sa part de culture d'influence et euh la France dans son ensemble et fait également partie d'un ensemble qui est l'Union européenne.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

L'appartenance à l'Europe est exprimée par le statut institutionnel au sein l'UE, imbriquant la France et les territoires d'outremer, bien distinguée de l'appartenance géographique. C'est le cas pour Gabriel, par exemple, pour qui cela relève d'une certaine évidence sur laquelle il ironise :

> C'est tout à fait logique [...] Parce que, est-ce que tu connais ton pays ? Tu sais que la Martinique fait partie d'un ensemble ? Quel ensemble ? La Martinique fait partie de la France. Nous sommes un département français. On est Français. La France appartient à l'Europe. Donc, forcément, quand tu es sur le territoire martiniquais, tu es en Europe. Ce n'est pas parce que tu es placé dans la Caraïbe, dans les Petites Antilles que tu n'es pas Européen. Oui, tu l'es [...] Là, tout est administratif, c'est une question d'administration. Donc, par rapport à l'administration, c'est comme ça, clac clac.
>
> - Gabriel, étudiant en Master Sciences de l'éduction, Martinique

La présence de l'Europe ou de l'UE dans les cartes mentales discutées figure aussi comme un point révélateur d'opinions politiques des auteur·rices :

> Après Union européenne quand même, il fallait le trouver [Rire] Je me dis voilà, ça doit être quelqu'un de très cultivé. Peut être quelqu'un qui se demande est-ce qu'on suit le Royaume-Uni ou pas [Rire] C'est ça que je me dis ... Surtout que moi, Union européenne, ce n'est pas ce n'est pas une zone géographique. Bon, il faut que je fasse attention à l'usage du mot géographique [Rire] Donc moi je me disais c'est soit quelqu'un qui est à fond « il faut rester dans l'Union européenne » ou quelqu'un qui se dit non, quelqu'un qui s'est dit « il faut en sortir, honnêtement, tous les jours » [Rire]
>
> – Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe

La réaction d'Emmanuel à la carte mentale représentant l'UE soulève, au-delà de la surprise, l'association de l'UE au Brexit et aux questionnements soulevés concernant leur opinion sur la relation à l'Europe. Pour Gary, le tracé de l'Europe renvoie lui à un positionnement quant à l'indépendance des territoires : se considérer comme Français implique de se percevoir comme Européen, dans une posture politique contre l'indépendantisme.

> Pour moi, lorsque vous n'êtes pas pour l'indépendance, vous avez tendance à ... je fais le lien entre ça et se considérer comme français. Voilà et, si tu te considères comme Français, pourquoi pas Européen je dirais, parce que, si tu respectes la définition administrative d'être Français, tu respectes la définition politique d'être Européen ».
>
> - Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Sur le plan des dispositifs institutionnels, deux éléments sont à noter. Le premier concerne les statuts vis-à-vis de l'UE. Dans les entretiens comme dans les cartes mentales, aucune évocation du statut de RUP ou de la notion d'ultrapériphéricité n'est faite.

Le second concerne les dispositifs d'aide, et plus spécifiquement ceux dédiés aux mobilités étudiantes. Une autre évocation de l'Europe et de l'UE qui émerge est celle renvoyant aux fonds et aux dispositifs d'aide de l'UE. Les références aux FEDER ou plus largement aux aides au développement apparaissent parfois sur le registre de la dépendance et de la dimension politique. Mais ce sont surtout les aides et dispositifs dédiés aux mobilités qui reviennent dans les imaginaires associés à l'UE. Pour

certain·es étudiant·es, la présence de l'UE et/ou de l'Europe dans les résultats peut être expliquée par la visibilité du programme Erasmus identifié à la fois par l'intermédiaire des étudiant·es étranger·ères rejoignant l'Université des Antilles, mais aussi par la communication dédiée aux étudiant·es sur les sites de l'établissement. Plus largement, la place de l'UE dans les aides aux mobilités étudiantes vers l'étranger (le Canada comme exemple) ou vers l'Hexagone revient régulièrement dans les entretiens. Sans forcément créer d'attachement à l'Europe, certaines des aides aux mobilités extra-caraïbéennes sont identifiées et sollicitées[195].

2.1.3. Incarnations coloniales et impériales de l'Europe

L'absence de liens exprimés avec l'Europe ou l'UE prend aussi la forme d'un rejet vis-à-vis de cet ensemble, tout particulièrement par son rôle et son histoire coloniale, la présence dans la région est fondée sur l'esclavagisme, les Antilles ayant des « liens enchevêtrés avec l'Europe » (Puig, 2018, p. 36). Cette dimension des représentations de l'Europe apparaît dans les mots associés issus du questionnaire et figure variablement dans les entretiens. La présence de l'Europe dans les imaginaires macrorégionaux issus de l'enquête renvoie à la colonisation par des États européens dans la région Caraïbe, mais aussi des logiques postcoloniales en jeu et des statuts nationaux de certains territoires caraïbéens. Le terme « Europe » peut être mobilisé, davantage que la « France » dans l'enquête par cartes mentales, par exemple, comme symbole des puissances coloniales, englobant les anciens empires coloniaux européens ou en tant que terme générique pour les désigner. En plus du regard sur l'Europe, c'est le regard de l'Europe sur les Antilles et la Caraïbe qui est questionné. Les représentations coloniales et exotisantes portées de manière exogène par les Européens vont des récits produits depuis le XVIIe siècle jusqu'aux formes récentes entretenues par les touristes ou les nouveaux·elles résident·es arrivant en Martinique et en Guadeloupe (Couti, 2015) (cf. Chapitre 4). L'Europe est également mise à distance dans le récit régional de la Caraïbe (Piantoni, 2009) à l'image de l'échange avec Emeline :

> L'Europe, je sais que c'est plus vaste, ça va englober voilà, l'Union européenne, divers pays et tout, qui ne font pas trop partie, en fait, de notre histoire, donc … Ouais qui font partie de l'histoire de la France métropolitaine, mais pas des Antilles, de la Caraïbe, de la Martinique ou de la Guadeloupe. Parce que je sais que l'Espagne fait partie un peu de notre histoire à nous. L'Espagne, l'Angleterre, mais … Pas au-delà.
>
> - Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

[195] Je développe davantage sur les mobilités étudiantes et les programmes européens dédiés dans le chapitre 6.

Les échanges concernant leurs imaginaires macrorégionaux, leurs identités spatiales et la place de l'Europe ont fréquemment mené à discuter et questionner les représentations portées sur la Martinique et/ou la Guadeloupe, ainsi que les personnes et les groupes qui y vivent. Les images ou les discours projetés sur ces personnes et leurs espaces d'appartenance apparaissent comme essentiels dans l'expression de leurs imaginaires spatiaux durant les entretiens, tout particulièrement pour évoquer ce rapport à l'Europe et aux rapports coloniaux.

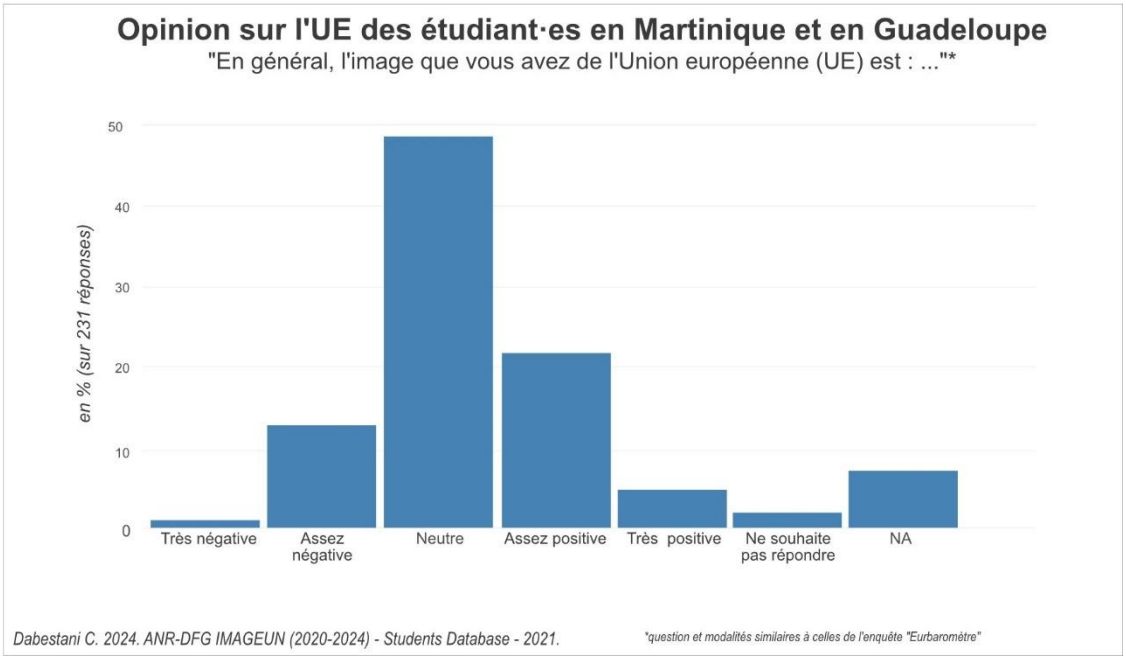
2.2. Projections sur la relation (ou non) à l'Europe

Si l'Europe et l'UE sont appréhendées avec distance critique géographique, institutionnelle et historique depuis la Guadeloupe et la Martinique, elles n'en sont pas moins utilisées comme des référentiels sur plusieurs aspects. Les étudiant·es mobilisent ces deux entités pour penser les liens à la France, mais aussi à la Caraïbe. En interrogeant les limites du rapport à l'UE et à l'Europe, ils et elles pensent des reconfigurations plus larges pour répondre à leurs attentes.

2.2.1. Un objet perçu comme plus neutre

La comparaison de l'Europe et de l'UE à la France apparaît fréquemment dans les entretiens en réaction à la liste des noms de macrorégions les plus donnés dans les cartes mentales issues du questionnaire. L'une des représentations de l'Europe ou de l'UE qui émerge majoritairement de cette comparaison est une image qui, si elle n'est pas positive, relève d'une certaine neutralité. Dans le questionnaire, la question d'opinion sur l'UE donne à voir cette neutralité avec près de la moitié des réponses relevant d'un avis « neutre » (Figure 44). Même si l'exercice du questionnaire peut tendre à renforcer la tendance à aller vers les réponses centrales, les entretiens ont confirmé l'observation d'une neutralité de l'UE ou de l'Europe lorsqu'il y a comparaison avec la France : pour Laurence, l'Europe « est plus neutre » que la France.

Figure 44 | Opinion sur l'UE des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe



L'Europe semble moins clivante et moins politiquement engagée que la France. Cette dernière, par le prisme de ses actions, peut être perçue dans un « rapport idéologique d'assimilation-colonialisme » (Piantoni, 2009 paragr. 23) :

> Le moindre sujet un petit peu délicat, il y aura forcément une opposition avec l' « État colonial français » c'est une expression qui rentre presque dans le dictionnaire [Rire] Ouais, l'image de la France ici [Soupir] Tandis que, quand on dit l'Europe, on pense aux petites étoiles, c'est tout mignon c'est l'unité [Rire]
>
> - Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe
>
> Je pense que dire l'Union européenne, c'est moins… je dirais émotionnellement … comment dire … engageant […] je pense que, de manière moins polémique, les gens vont se revendiquer de l'Union européenne […] il y a toujours de l'animosité, elle est là, mais moins, c'est quand même mieux que de dire « c'est la France »
>
> - Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Quand d'un côté l'imaginaire associé à la France est celui de l' « État colonial français » ou encore de la répression (« L'Europe n'est pas là pour réprimer, alors que la France en général, quand on voit la France en Guadeloupe c'est de la répression », Manon), de l'autre l'UE – parfois sous le nom d'Europe – semble renvoyer à une symbolique d'unité, à un imaginaire moins politique et politisé, presque trivial.

2.2.2. L'UE comme marqueur dans l'espace public

Depuis les années 1980 pour la France, et la fin des années 1990 pour l'UE avec les programmes et les fonds européens pour les RUP, les politiques d'alignement économique et social avec les autres régions européennes et les collectivités prennent la forme de constructions d'infrastructures de

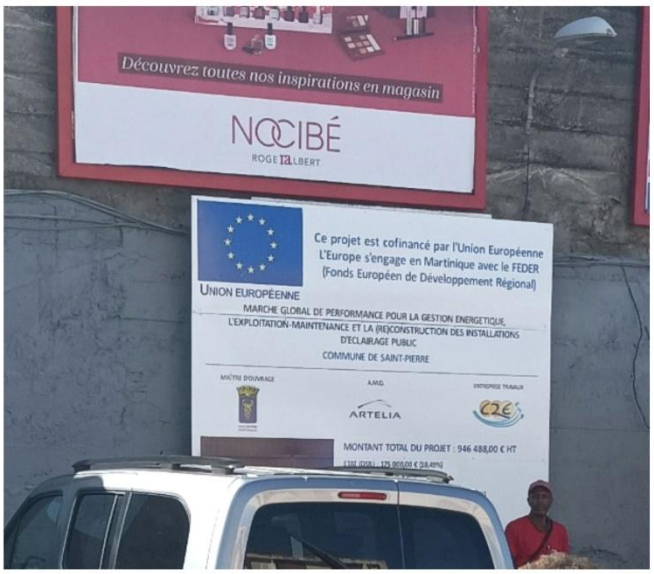
transport, notamment (Piantoni, 2009). L'action publique et les échelles territoriales se sont recomposées aux niveaux local et (macro)régional, autour des politiques de décentralisation, de régionalisation, d'européanisation (Daniel, 2018, p. 52). Par les stratégies de mise en avant de la dimension régionale et des relations avec l'environnement régional, l'UE s'inscrit dans une posture de « promotion d'un local à connotation identitaire » (Daniel, 2018, p. 53) pour les territoires européens de la Caraïbe. Elle assoit sa présence et celles de ses actions par un ensemble de dispositifs évoqués par les étudiant·es (Figure 45). Au début de l'enquête, certain·es étudiant·es ont en effet conseillé d'observer la présence des drapeaux ou logos européens dans l'espace public à Fort-de-France, à Saint-Pierre ou à Pointe-à-Pitre. L'idée était ici de montrer la place de l'UE dans leur quotidien, servant à appuyer pour certain·es une démonstration de son implication plus importante que celle de la France.

Figure 45 | Exemples d'affichages de l'UE, l'Europe ou du FEDER dans l'espace public

Exemples d'affichages de l'UE, de l'Europe ou du FEDER dans l'espace public

Affichage public du cofinancement de l'UE pour un projet de maintenance et installation d'éclairage public : "L'Europe s'engage en Martinique avec le FEDER".

Centre-ville de Saint-Pierre, Martinique. C.Dabestani, décembre 2022.



Affichage public du cofinancement de l'UE via le FEDER pour les transports en commun, collé sur le logo de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique).

Arrêt de bus sur le Malecón à Fort-de-France, Martinique. C.Dabestani, novembre 2022.

Cette visibilisation dans l'espace public est remarquée pour les évènements et structures culturelles, symboliques fortes (une étudiante mentionne le financement du Mémorial ActE[196], une autre de la Route du rhum). En signalant parfois leur incompréhension quant au sens et aux actions associées, les étudiant·es évoquent tout de même de mémoire des slogans tels que « L'Europe s'engage » ou

[196] Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage construit et inauguré à Pointe-à-Pitre en 2015. Le mémorial fait l'objet de critique quant à sa gestion et ses difficultés à remplir les attentes de rayonnement et de coopération au sein de la Caraïbe.

encore « L'Europe avec vous[197] ». L'usage du terme Europe dans ces slogans participe d'ailleurs à cette confusion entre l'UE et l'Europe.

> Le truc, je pense, c'est que l'Europe finance tellement de choses aux Antilles, surtout en Guadeloupe, qu'on n'a même pas tendance à se poser la question. On sait que c'est l'Europe, on ne se demande pas « est-ce que c'est la France » ou « est-ce que c'est l'Europe ». C'est toujours l'Europe, même l'hôpital, les routes, c'est toujours l'Europe. C'est toujours marqué le FEDER, tout ça, c'est toujours l'Europe.
>
> - Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Tout au long des échanges, les étudiant·es questionnent les définitions, les usages, les relations, les articulations entre les territoires et les macrorégions, entre les macrorégions elles-mêmes, que cela soit par les liens à la Caraïbe, aux Amériques, à l'Europe ou à l'UE. André-Louis Sanguin parle ainsi d'un paradoxe propre aux RUP de l'UE : ces régions doivent se concevoir comme des « lieux d'échanges avec d'autres centres » malgré les difficultés socio-économiques et les freins à l'insertion régionale évoqués précédemment (Guillaumin, 1999 cité par Sanguin, 2007). Ils et elles critiquent, déconstruisent le lien à l'Europe ou à l'UE, tout en l'affirmant et en rappelant que l'Europe existe aussi « de leur côté » :

> C'est vrai qu'il y a beaucoup de Martiniquais ou de Guadeloupéens qui sont nés en France ou qui ont de la famille là-bas ou qui ont vécu aux deux endroits, donc ça peut, ça peut prendre ça en compte [...] ou peut être que ça pourrait ... comment dire prendre en compte le fait que si on est européen, peut-être qu'ils ont voulu expliquer que ce n'est pas juste l'Europe d'un côté, c'est aussi l'Europe de notre côté
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Ils et elles produisent des projections de ces espaces dans le futur. Pour aller au-delà des rapports de type centre/périphérie économique et statutaire avec l'Europe et la France (Taglioni, 2007), la reconfiguration de la relation et des statuts est mise en débat par les étudiant·es. La France, l'Europe et l'UE tendent parfois à être confondues autour de mêmes enjeux, tout particulièrement de la question du statut et d'une mise à distance sous différentes formes selon les opinions.

> Je pense qu'on a les outils nécessaires pour pouvoir rester européens tout en s'adaptant au territoire. Mais, vu la vision de la population elle-même, je pense que ça irait plus vers une indépendance [...] Je pense à mes yeux il n'est pas vraiment nécessaire de se détacher totalement et de prendre une indépendance. Il faudrait juste encore plus décentraliser que ce qui se fait actuellement oui. Je pense qu'on devrait maintenir ce lien avec l'Europe, tout en prenant nos distances sur le plan

[197] Même s'il n'est pas repris ici par les étudiant·es, en 2020, le slogan choisi lors de la présidence allemande de l'UE est – « Rendre l'Europe à nouveau forte ensemble ». Il s'inspirait du slogan du président étatsunien Donald Trump « Make America Great Again » dans le but de suggérer l'idée opposée en l'appliquant à un ensemble macrorégional et pas à un État-nation (Kundnani, 2023).

> institutionnel. Il s'agirait plus d'un partenariat que d'un véritable… comme si l'on considérait qu'elle fait vraiment partie de l'Europe.
>
> - Noémie, étudiante en Master Droit, Martinique

Pour Noémie, par exemple, l'Europe et la France se confondent, associant le fait de « rester européens » à la question de l'indépendance vis-à-vis de l'État français, l'enjeu commun pour les deux étant de décentraliser et de s'adapter davantage au territoire. Surtout, elle discute d'une reconfiguration de la relation entre la Martinique, la Guadeloupe et l'UE pouvant prendre la forme d'une invitation à penser davantage en termes de partenariat que d'appartenance à l'Europe.

2.2.3. Repenser la Caraïbe en analysant l'UE

Repenser la relation avec l'Europe et ses institutions soulève des questions non seulement sur l'avenir des deux territoires avec ces entités institutionnelles, mais aussi sur leur projection de l'espace caraïbe et de la place qu'ils y occupent. Il s'agit de penser l'articulation entre la région, les territoires, la France et l'Europe par la coopération. Joëlle, étudiante en Économie, parle ainsi de sortir d'une « vision européano-centrée, élitiste » pour pouvoir penser des outils de coopération. Cette articulation associée à la construction de nouvelles proximités permettrait selon Justin Daniel de « dépasser la revendication d'autonomie telle qu'elle s'exprime traditionnellement » (Levrat, 2011 cité par Daniel, 2018, p. 55) en concevant une gouvernance ou une « territorialisation multiniveau » (2018, p. 54).

L'espace de la Caraïbe est prégnant dans les imaginaires étudiants, et sa place dans leurs projections l'est tout autant. La Caraïbe, représentée et pratiquée depuis les collectivités territoriales françaises, est un objet flou dans sa dimension représentationnelle, mais aussi dans sa dimension institutionnelle. Les difficultés à « faire région » reviennent comme un enjeu majeur pour le futur de ces territoires au sein de la Caraïbe. La coopération régionale fait figure d'objectif, d'idéal à atteindre pour les étudiant·es enquêté·es, mais pas uniquement. Karine Galy (2015) montre qu'elle a été mobilisée dans les revendications identitaires et institutionnelles. Dans les entretiens, si l'Europe et l'UE ont pu apparaître, c'est comme un point de comparaison, d'inspiration ou encore de rejet pour exprimer les modalités d'une coopération régionale caribéenne et de la place des collectivités territoriales françaises dans cet ensemble. Autrement dit, c'est une aspiration à l'alignement de l'appartenance institutionnelle à l'appartenance « spatiale » qui est recherché dans ces démarches.

Les jeux de pouvoir et les rapports de domination entre les États de l'UE sont par exemple mobilisés par Gary comme contre-exemple. Il évoque sa crainte de les voir émerger selon les statuts des États et des territoires dans la Caraïbe si une union politique et économique était amenée à exister dans la

région : « [À propos d'une union politique et économique caraïbéenne] La situation est pertinente lorsque les gouvernements souhaitent une coopération et non une relation de domination entre eux [...] Pas comme en Europe en fait » (Gary, étudiant en Licence Histoire).

En effet, la question du statut français et européen comme limite à une intégration ou à une coopération régionale est centrale dans les échanges. D'abord, les questions des normes européennes ou encore des réseaux de transports polarisés par l'Hexagone (Audebert, 2010) sont des freins aux échanges, mais plus largement à toutes formes d'intégration ou de coopération régionale. Au-delà d'un frein, Manon, étudiante en Licence Gestion en Guadeloupe, perçoit ces statuts comme des inhibiteurs de toutes tentatives de coopération, existante ou à venir : « [en parlant des organisations régionales] Ça n'aura pas d'impact, ils vont essayer de faire des choses, mais tant que la France et l'Europe ne donnent pas leur accord, ça n'a pas forcément de valeur. Donc je ne m'y intéresse pas forcément ».

Les mesures, telles que l'octroi de mer, le manque de maîtrise sur les relations internationales ou les associations commerciales réduisent l'ouverture des collectivités vers la Caraïbe (Piantoni, 2009) et ne permettent pas d'alternative au rapport centre-périphérie (Sanguin, 2007). Comme souligné par Galy, cette position est partagée par un large spectre d'acteurs qui, avec des modalités et propositions différentes, produisent tous « une demande renouvelée d'assouplissement tant des politiques nationales qu'européennes » (2015, p. 12).

En 1995, Justin Daniel et Emmanuel Jos analysaient l'émergence de la lecture d'un « espace ultrapériphérique » et émettaient l'hypothèse que cet espace ne serait pas le lieu de construction d'une coopération transnationale, mais le lieu de déploiement de stratégies dictées par le fonctionnement des institutions européennes (Daniel, Jos, 1995, p. 47). Si le fonctionnement de l'UE et la capacité à prendre en compte les enjeux des collectivités territoriales de la Caraïbe sont toujours identifiés comme bloquants, l'ambition d'union politique et la place des luttes contre les discriminations et pour la justice sociale dans les débats aux échelles étatiques et européennes font cependant figures d'idéaux pour une entité de coopération régionale imaginée dans la Caraïbe : « Je voudrais à ce niveau-là peut-être ressembler, si j'ose dire ça je ne sais pas si j'ose dire ça … ressembler un peu plus à l'Europe en terme ouais de lutte sociale » (Gary). L'échange avec Gary fait également émerger un double rapport à l'UE et à l'Europe. Dans ses représentations, la coopération régionale apparaît comme fondamentale dans les rapports de la Caraïbe au monde pour lui permettre de peser dans le jeu géopolitique, mais surtout de contrebalancer des rapports de pouvoir défavorables vis-à-vis des Nords, incluant donc l'Europe, les États-Unis et le Canada. Pour lui, il s'agit paradoxalement de s'inspirer du modèle européen sur le plan pratique (monnaie, union, débat) pour tendre à se détacher de cet ensemble.

3. Regards sur une relation postcoloniale en tension avec la France

Qu'elle soit questionnée par le rapport à l'Europe et à l'UE ou non, la relation à l'État français est un sujet majeur dans les échanges sur le futur de la Guadeloupe et de la Martinique. En effet la France apparaît peu dans les cartes mentales, mais elle est omniprésente dans les expériences quotidiennes et dans les projections des étudiant·es.

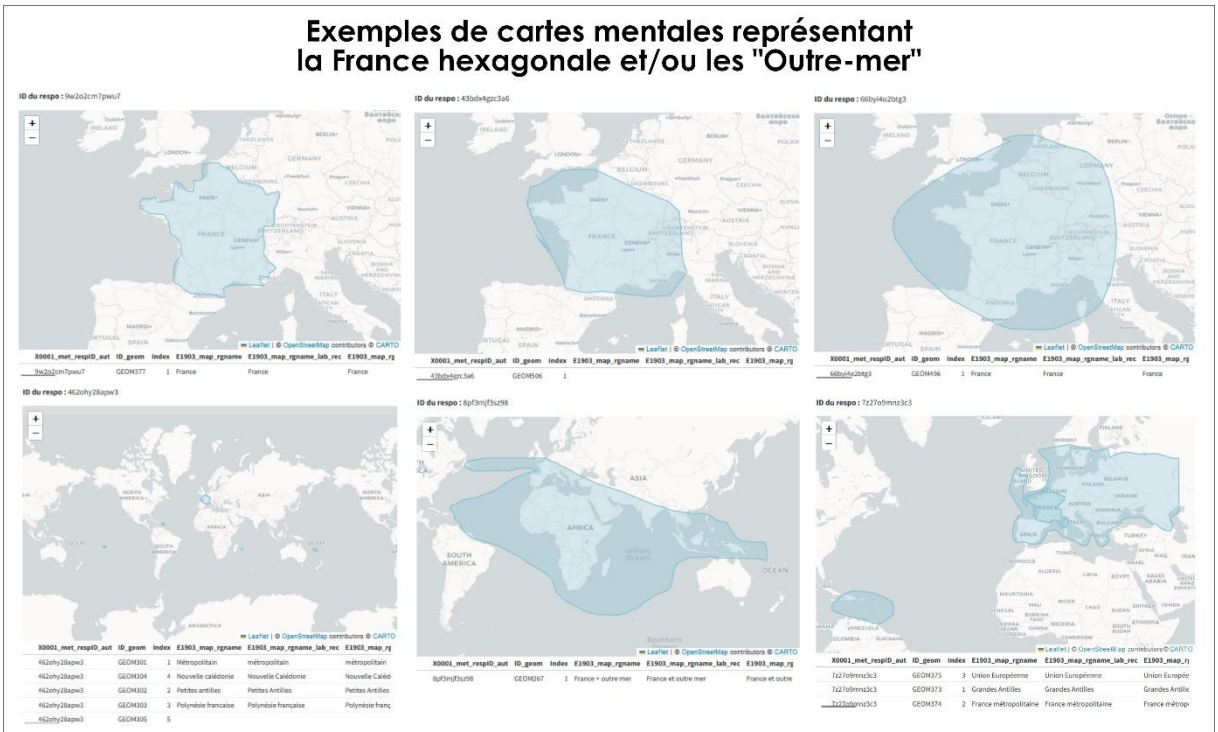
Interroger la relation à la France dans les entretiens permet de souligner l'omniprésence des marqueurs de francité dans le paysage des deux îles, mais aussi dans le temps. J'analyse ainsi comment les liens avec l'État français sont imbriqués dans des rapports générationnels et dans celui des « crises », qui creusent la distance un peu plus à chaque évènement (3.1). Le rapport à l'État est prégnant, cependant, le rapport à l'Outre-mer émerge aussi progressivement comme un vecteur de réflexions riches pour les étudiant·es. Les logiques coloniales ont entretenu les concurrences et les rivalités entre les territoires d'Outre-mer, mais j'observe au fil des échanges les interrogations que les autres territoires d'Outre-mer génèrent pour repenser leurs propres contextes (3.2).

3.1. Lire des rapports postcoloniaux en tension

Comme pour l'Europe et l'UE, les cartes mentales réalisées par les étudiant·es ne représentent ou ne mentionnent que très peu la France hexagonale (dix cartes mentales, soit 4,5%). De même pour les mentions de la catégorie « outremer » qui n'apparaissent que dans deux cartes mentales (« région d'outre-mer », « France + outre-mer » ou « DROM ») par des étudiant·es né·es dans l'Hexagone et sans liens avec la Guadeloupe ou la Martinique[198] (Figure 46).

[198] Une des explications possibles à cette représentation pourrait être liée à des parcours résidentiels ayant mené à vivre dans plusieurs DROM-COM, par exemple dans le cadre de mobilités professionnelles des parents. C'est notamment le cas de l'un· des auteur·rices de ces cartes mentales représentant l'ensemble « Outre-mer ».

Figure 46 | Exemples de cartes mentales représentant la France hexagonale et/ou les "Outre-mer"



Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Il en va de même pour les entretiens : les mentions de la France ou des catégories politiques relatives aux territoires d'outre-mer sont quasi inexistantes tant qu'aucune carte mentale soumise au regard des enquêté·es ne soit discutée. À quelques exceptions près, les échanges mobilisés dans cette sous-partie sont issus de leurs réactions à des cartes mentales (cf. Chapitre 2).

Dans les cas où l'Hexagone est mobilisé comme un espace de référence, d'appartenance ou de relation, c'est la lecture institutionnelle et administrative qui prévaut comme pour Anne-Gaëlle : « Parce que ben la Guadeloupe c'est où j'habite et nous sommes un département de la France, je suis Française aussi, donc j'ai inclus aussi la France ». Il s'agit également de prendre en compte le fait que, pour une très large partie des enquêté·es, leurs réseaux familiaux et amicaux sont transatlantiques[199] (Condon, 1996) (cf. Chapitre 6).

En revanche, la France est mobilisée par les étudiant·es dans plusieurs registres de lectures politiques interrogeant leurs rapports à l'État et à leur positionnement dans l'espace caribéen. J'explore ici les différentes facettes des rapports à la France, de l'échelle locale (paysage) à l'échelle macrorégionale,

[199] L'évolution des imaginaires portés sur la Caraïbe, la Martinique et la Guadeloupe des étudiant·es hexagonaux, blanc·hes et sans liens préalables avec la Martinique et la Guadeloupe – les Métropolitain·es – n'est pas analysé dans le cadre de cette thèse. Cependant, en les croisant avec leurs parcours et leurs expériences, ce travail me semble particulièrement riche à poursuivre aux vues des résultats issus des entretiens.

en prenant en compte la profondeur temporelle des rapports sociaux et politiques en jeu (rapports entre les générations et à l'actualité vécue).

3.1.1. Les marqueurs paysagers de la francité

En appréhendant l'urbanisation et le paysage urbain, les étudiant·es donnent à voir les rapports aux marqueurs de développement tels que perçus par la francité. À ce titre, l'entretien avec Cassidy est édifiant : elle parle des enjeux de modèles d'urbanisme imposés sur le territoire martiniquais, non adapté, de signifiant d'un développement lié à la départementalisation et à l'économie du tourisme sans aucune concertation, imposé « par le haut » depuis la métropole.

> Parce que les gens ils vont regarder dans des grands pays comme les États-Unis, mais en fait, on ne peut pas faire ça ici. Même le territoire n'est pas adapté. Quand je sais que par exemple en fait … Entre régions françaises, Martinique, Guadeloupe et Guyane on fait souvent … en fait il y a des petites guerres. On a déjà fait des reproches à la Martinique du fait que des trois, on est les plus francisés … culturellement. Je me rappelle, il y avait un Guyanais qui disait qu'en Martinique, si on regroupe toutes les surfaces où se retrouvent les centres commerciaux, si on les regroupe tous ensemble, c'est égal à la surface de Kourou, la base aérienne. Mais c'est là que je me suis rendu compte qu'on avait justement un problème en fait. On a des grands centres commerciaux comme la Galleria. Je sais qu'au départ ils ont créé, c'était un peu pour copier tu sais les grands *malls* aux États-Unis et c'est bien beau, mais en fait, on ne va pas pouvoir le faire partout partout. Déjà, il n'y a pas la place. En fait, des choses comme ça, il faut qu'on puisse s'adapter à notre territoire ! Regarder aux premiers peuples qui étaient là, les Amérindiens par exemple ! Eux, leurs habitations étaient en cercle. Je pense qu'il fallait jouer sur le vent des choses comme ça. Ils connaissaient la nourriture, ils connaissaient le territoire et ils se sont adaptés plus. Et nous, on essaie d'adapter la nature à nos projets, c'est la cata !
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Ce dont elle parle, ce sont les traces de la transition socio-politique, du statut de colonie au statut de département, qui sont lues dans le paysage économique et urbain en Martinique, en Guadeloupe comme à La Réunion depuis la départementalisation. C'est ce que Cédric Audebert décrit comme un double mouvement « tertiarisation-urbanisation » (2011b, paragr. 1).

En effet, après la départementalisation, les premières mesures se concentrent sur le développement et la modernisation des infrastructures de transports (portuaires, aéroportuaires, routiers), de services et administratifs, principalement dans les métropoles insulaires (Desse, 2005). Si avant les années 1980, les investissements des oligarchies blanches se concentraient dans le commerce de détail et de gros dans les centres-ville, après ce sont surtout les capitaux métropolitains qui ont pris le dessus dans l'investissement dédié aux grandes surfaces en périphérie des villes (Desse, 2005). C'est dans ce contexte que le centre commercial La Galleria au Lamentin (Martinique) dont parle

Cassidy est construit en 1989, tout comme le centre commercial de Destreland à Baie-Mahault (Guadeloupe) en 1990[200].

L'exode rural, le développement des périphéries urbaines et le mitage des paysages amènent à ce que Michel Desse (2005) désigne comme « îles-villes » ou Cédric Audebert comme « îles urbaines » (Audebert, 2011b, paragr. 25). Un demi-siècle après la départementalisation, ces espaces insulaires ont été orientés vers les littoraux et les villes, mono-centrées, de manière similaire à l'Hexagone et engendrés par la concentration des acteurs politiques, administratifs et économiques, produisant elles-mêmes des périphéries (Desse, 2005). Cohen et Sheringham (2020) parlent des transformations paysagères (bétonisation, grandes surfaces, aménagements dédiés au tourisme, etc.) dans le cas de la Martinique, comme des marqueurs de francité (et d'européanité), renforçant la distinction avec les espaces caribéens. Plus largement, les paysages et les morphologies urbaines gardent en effet les traces des référents impériaux (von Hirschhausen, 2017). Ici, les traces de l'héritage colonial et des histoires violentes qui y sont associées ont profondément marqué les paysages et les économiques (Ferdinand, Manglou, 2021).

3.1.2. Une double temporalité des rapports : entre temps générationnel et crispations récentes

Les jeunesses doivent composer avec des rapports à la France en constante évolution. Ils prennent la forme de tensions et de crispations au fil des actualités, mais ils se cumulent aussi dans le temps long de l'histoire des rapports avec l'État français et dans le temps générationnel qui voit ces rapports changer par rapport à leurs parents ou leurs grands-parents.

Pour illustrer ce rapport, je m'appuie sur l'entretien avec Manon, étudiante en Licence de Gestion en Guadeloupe[201] (

[200] Les zones commerciales et les équipements hôteliers sont également favorisés par les municipalités, complétées dans les années 1990 par le réaménagement des bassins de centre-ville pour les paquebots de croisière (Desse, 2005).
[201] La version longue de cette partie de l'échange avec Manon est disponible en annexe pour des raisons de synthèse, mais il est particulièrement intéressant dans son ensemble.

Annexe 18). C'est en évoquant la citoyenneté française qu'elle exprime la conscience que la Guadeloupe est française « par intérêt économique » de la France pour les Outre-mer, et deux points de tension se dessinent pour elle dans sa lecture du rapport à la France.

Le premier est un point de rupture récent et particulièrement marquant pour elle : la répression par le GIGN et le RAID de la mobilisation contre l'obligation vaccinale des soignants et des pompiers en novembre 2021. Cette décision est apparue comme l' « affront de trop » dans un contexte[202] où la colère autour des restrictions de libertés et des obligations sanitaires sont sources d'une grande méfiance héritée des conséquences dramatiques des politiques publiques sanitaires (chlordécone, etc.) et des inégalités socio-économiques et ethno-raciales grandissantes, comme le précise Stéphanie Mulot en interview pour Médiapart[203] : « c'est le point de rupture entre la France et les Antilles […] On est habitué à certains agissements de la France. Mais la dernière grève, les derniers événements qui se sont passés, ils étaient trop bien calculés, trop bien faits et trop rapides pour que ça puisse être naturel. Donc en fait, donc on sait déjà ce qui s'est passé … Ça sépare ».

C'est aussi ce à quoi Kelly renvoie lorsqu'elle évoque le souhait que « la France métropolitaine regarde aussi les choses ... Enfin, on va dire les gros scandales qui concernent aussi les Antilles, dont ils sont partiellement responsables ou totalement », que les problèmes soient pris au sérieux quant au chlordécone notamment (cf. 3.3.), mais aussi à la « vie chère » qu'elle évoque plus loin dans l'entretien. Pour Emmanuel, tous ces sujets renvoient à une opposition à la figure de l' « État colonial français ». Toutes ces questions sociales évoquées donnent à lire la relation néocoloniale à l'Hexagone, dont les tensions et les mouvements sociaux[204] sont les manifestations du ressentiment (Cohen, Sheringham, 2020) :

> Les différents trucs, même pendant la crise sanitaire ou même encore l'intégration des soignants non vaccinés et tout, enfin le moindre sujet un petit peu délicat, il y aura forcément une opposition, l' « État colonial français » c'est une expression qui rentre presque dans le dictionnaire [Rire] Ouais, l'image de la France ici [Tic].
>
> – Emmanuel, étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe

---

[202] Les tensions autour des applications inégales des restrictions imposées dans le cadre de la crise sanitaire entre les habitant·es et les touristes en Guadeloupe couvent déjà depuis mars 2021, et rejoignent aussi un climat de tensions déjà bien marqué depuis plusieurs semaines. Voir l'article de presse : Sartre J. 2021. « Guadeloupe et Martinique en colère contre l'État », Guyaweb et Mediapart, 11 mars 2021 [URL]

[203] Ascensio A. 2021. « En Guadeloupe, « l'obligation vaccinale, c'est l'affront de trop ». Médiapart, 21 novembre 2021 [URL]

[204] Une grande partie des enquêté·es étaient encore très jeunes, mais cela renvoie aux grèves de 2009 qui avaient eu lien en Martinique et en Guadeloupe autour du coût excessif de la vie (souvent nommé problème de la « vie chère » dans les médias, mais aussi de l'ensemble des politiques néolibérales creusant toujours davantage les inégalités sociales, mais aussi raciales sous-jacentes aux enjeux économiques dans les deux territoires, et à l'accaparement des pouvoirs par les Békés en Martinique (Cohen, Sheringham, 2020).

Je reviens à l'échange avec Manon. La rupture qu'elle renvoie à un deuxième point de tension, entre les générations qui se trouvent renvoyées dos à dos sur le sujet du rapport à la France, les jeunes se politisant davantage depuis cet évènement, selon elle. On retrouve cette même observation chez Danielle, qui précise les rapports de dominations ethno-raciaux qui s'entremêlent :

> Les jeunes, maintenant, ils voient ce qui se passe et sachant que les personnes âgées il y en a qui sont vraiment calqués que sur l'État français. Donc, pour eux l'État français c'est Dieu, donc il ne faut pas parler [...] Plus le temps passe, plus ils [les jeunes] sont affiliés à l'UGTG [...] je pense que c'est pour ça que de moins en moins de personnes se considèrent Françaises.
>
> - Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe
>
> Il y a des gens qui disent que quand ils sont en Martinique, ils sont en France, ce n'est pas totalement faux [...] Mais pour des Antillais, oui, ça, c'est surprenant [...] Ben ça aurait pu être le cas pour la génération de nos parents, de nos grands-parents. Que notre génération, je pense pas que ce soit une des raisons. Je ne pense pas, t'aurais interrogé des personnes plus âgées, oui, parce qu'il y avait à l'époque cette sacralisation de la France. Si tu n'allais pas en France, t'étais personne, voilà. Enfin, je vais utiliser un propos, mais il fallait se marier avec une Blanche. Si au fond, on voulait réussir notre vie, il fallait être avec une Blanche ou un Blanc. À l'époque de ma mère, c'était ça, de ma grand-mère. Mais aujourd'hui, les choses ont changé ...
>
> - Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique

Certain·es des étudiant·es enquêté·es font partie de groupes militants, syndicaux ou se positionnent dans les idées portées par certains réseaux inscrits dans l'un ou l'autre des territoires antillais, et parfois en lien avec des réseaux présents dans l'Hexagone. La politiste Audrey Célestine, spécialiste des actions et des mobilisations collectives des Antillais en France et des Portoricains aux États-Unis, montre que ce militantisme ou le partage d'idées vise à « se donner une identité individuelle et collective », « se fabriquer une image sociale et médiatique », « se reconnaître dans un combat et dans l'appartenance à un groupe » (Célestine, 2018). Dans le cas antillais, les liens entre syndicalisme et politique sont étroits depuis les années 1960 autour des questions d'indépendance (Encadré 8). Ils se différencient des réseaux antillais dans l'Hexagone de la « question Noire » (*ibid.*) ou de la mémoire de l'esclavage.

Encadré 8 | L'affaire OJAM : décennie fondatrice des luttes politiques et syndicales en Martinique et en Guadeloupe

Au début des années 1960, le mécontentement de la jeunesse martiniquaise grandit, dénonçant le racisme, les atteintes aux libertés, la situation économique et politique de l'île ainsi que l'absence de débouchés pour les jeunes. D'abord relayées par le journal des jeunes communistes *Cri des jeunes* dirigé par Édouard Delépine, les revendications sont soutenues par des collectifs d'étudiant·es martiniquais·es de tous bords politiques, souvent en étude dans l'Hexagone. L'OJAM, l'Organisation de la jeunesse anticolonialiste de la Martinique, est ainsi créée en 1962. En 1963, 18 Martiniquais (étudiants, avocats, ouvriers, médecins, enseignants, artistes, etc.) sont incarcérés pour avoir diffusé un manifeste anticolonialiste. Des perquisitions et des arrestations en

cascade des membres de l'OJAM s'en suivent. Le contexte politique et médiatique se tend encore davantage lorsque 12 des personnes incarcérées sont envoyées sans annonce dans la prison de Fresnes, en région parisienne. Les médias et les partis politiques en métropole et dans tous les départements ultramarins relayent les informations et des manifestations sont portées par les étudiant·es martiniquais·es dans les universités, entraînant de nouvelles arrestations. À l'issue du procès, 13 personnes sont acquittées et cinq personnes condamnées de 1 à 3 ans de prison, transformées en sursis après appel. Cette affaire a laissé une marque profonde dans les mouvements politiques parmi la jeunesse en Martinique et dans les DOM, le jugement faisant jurisprudence sur le fait que revendiquer l'autonomie ou l'indépendance ne constitue pas un délit[205] [206].

3.1.3. Justice environnementale : des enjeux majeurs

Les questionnements relatifs à la justice environnementale en Guadeloupe et en Martinique occupent une place majeure dans l'appréhension de la relation avec l'État français (Redon, 2025). Particulièrement dans le cas des Outre-mer, il est nécessaire d'appréhender les enjeux de la justice environnementale par l'articulation entre « dégradation de l'environnement, colonisation, racisme, esclavage et capitalisme » (Ferdinand, Manglou, 2021). Ils sont ainsi apparus comme une thématique majeure pour l'illustration de ces rapports chez les étudiant·es. En effet, les enjeux environnement apparaissent chez les étudiant·es comme un lien avec d'autres espaces caribéens et américains. Les discours des étudiant·es autour de ces enjeux environnementaux, climatiques et sanitaires sont récurrents dans les échanges et apparaissent comme des problématiques communes à de nombreux États et territoires au sein de la Caraïbe, mais plus largement de l'espace américain.

Les sargasses, écho du chlordécone

La problématique des échouements des sargasses[207] revient fréquemment comme un enjeu commun à l'espace caribéen, mais aussi aux littoraux du continent sudaméricain. Dalia mentionne par exemple le Brésil (« il y a des liens par exemple qui sont faits entre les sargasses en Martinique et le

---

[205] Récit de l'historien Armand Nicolas dans le billet de blog Médiapart « Il y a 55 ans en Martinique : le Manifeste de l'OJAM (décembre 1962) », 25, mais 2019 [URL].

[206] Récit du militant Gilbert Pago dans Madinin'art, « 50 ans après, l'O.J.A.M. en débat : histoire, enjeux … et quelles continuations ? », 17 février 2013 [URL].

[207] « Les sargasses, ces algues brunes invasives équipées de flotteurs naturels qui leur permettent de dériver à la surface de la mer et de s'y multiplier, forment régulièrement des amas de plusieurs dizaines de kilomètres le long du littoral des Antilles. Le phénomène n'est pas nouveau, mais leur volume a considérablement augmenté depuis plus de dix ans, à tel point qu'on les trouve désormais à l'embouchure de l'Amazone et jusqu'au golfe du Mexique. Dans l'océan Atlantique, les sargasses se reproduisent par fragmentation, ce qui engendre une croissance rapide, et stockent naturellement l'arsenic présent dans les fonds marins tout en cherchant des sources de phosphate pour leur survie » (Sarg'Coop, AFD, [URL])

Brésil ») et Cassidy revient sur l'ensemble de l'espace caribéen et du monde sur cette question, tout en prenant l'exemple des sargasses comme un « chlordécone[208] 2.0 » :

> Donnez aux gens les équipements, les moyens et de nettoyer les plages. Si on nettoyait les plages quotidiennement, on peut retirer les sargasses quotidiennement, on n'en serait pas là […] L'odeur est vraiment invivable ! Donc de me dire qu'il y a des gens qui vivent ça tous les jours, je pense qu'il y a un problème … En plus, déjà ils sont près de la mer. Les sargasses, ça abîme les appareils électroménagers dans l'air, la rouille attaque encore plus facilement tes appareils. Donc, qu'est-ce que tu fais ? C'est quoi ? Tu quittes ta maison et c'est tout ? On ne peut pas faire ça. Il faudrait des personnes qui nettoient tous les jours […] Et puis trouver un moyen de bloquer les sargasses loin des côtes … Et puis trouver un moyen de les recycler aussi, ce serait intéressant ! Et c'est pas le seul endroit qui est confronté à cette problématique, ni même dans la région des Caraïbes, en fait, dans le monde il y aussi […] Et je sais que, pour les sargasses, par exemple, ils ont, des personnes trouvent le moyen de l'utiliser, je crois comme engrais naturel. Je me dis c'est top, mais dans une autre sens, je ne l'utiliserai pas tout de suite. Parce que, je ne sais pas si c'est toxique ou pas. Il faut qu'il y ait des études à voir à long terme, de faire des études parce qu'on n'a pas besoin de chlordécone 2.0 [Rire].
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Depuis, 2011, les échouements de sargasses sont réguliers en Martinique et en Guadeloupe[209], mais ils touchent plus largement les côtes est et ouest de l'Atlantique centrale au niveau de l'Afrique de l'Ouest, de l'Amérique latine, de l'Amérique centrale, de la Caraïbe et du sud-est des États-Unis depuis près de quinze ans (David, David, 2023). Ils provoquent les odeurs nauséabondes et l'altération des métaux par les émanations de gaz dont Cassidy parle.

La question des sargasses prend un sens particulier au regard de l'affaire du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe (Labrousse, 2024). Le chlordécone est un pesticide créé aux États-Unis et utilisé dans les bananeraies en Martinique et en Guadeloupe entre 1972 et 1993 (Ferdinand, 2015) et ce, alors que sa toxicité est connue depuis 1969. Il provoque notamment des intoxications, des troubles neurologiques, des troubles hormonaux et des cancers (Ferdinand, Manglou, 2021). L'étude KANNARI réalisée pour Santé Publique France en 2018 montre que sa présence reste encore très élevée dans le sang des populations antillaises : 90% de la population en présente des traces dans son sang et 5% en ont dix fois plus que la moyenne (cité par Labrousse, 2024). À la colère suscitée par l'utilisation du pesticide malgré les avertissements bien connus, s'ajoute celle du traitement judiciaire et politique de cette affaire. En 2023, le tribunal judiciaire de Paris déclare un non-lieu, renforçant

[208] « Le chlordécone est un insecticide qui a été utilisé en Guadeloupe et en Martinique pour lutter contre le charançon du bananier de 1972 à 1993. Cette substance organique persistante très stable détectée dans les sols est susceptible de contaminer certaines denrées végétales ou animales ainsi que les milieux aquatiques » (Santé.gouv.fr, [URL])

[209] Quatre grandes phases d'échouage sont identifiées, depuis 2011, en Martinique et en Guadeloupe : en 2011 (7 mois), en 2014/15 (18 mois), en 2017/19 (22 mois) (Ménez, 2021) et en 2023.

un sentiment de mépris, d'incompréhension et de colère face à une égalité promise par la départementalisation, mais jamais devenue réelle (Labrousse, 2024). La gestion de cette affaire se cumule et fait écho à celles des sargasses. En effet, après de nombreuses demandes des collectivités, le statut de catastrophe naturelle a été accepté en 2013 avant d'être abandonné en 2022 avec la récurrence du problème (Labrousse, 2024).

Les territoires doivent donc prendre appui sur des coopérations au-delà et en deçà des instances nationales (Ferdinand, Manglou, 2021). Aux niveaux régionaux et internationaux, la lutte contre les sargasses concerne en effet des acteurs du bassin caribéen, mais aussi de l'espace latino-américain. Les organisations régionales caribéennes – le Caricom, l'OECO et l'AEC – par des actions de lobbying aux Nations Unies (sous le domaine de compétence du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, PNUE et de l'Organisation Maritime Internationale, OMI), de politiques environnementales élaborées dans le cadre de symposium (Galy, 2024 cité par Fieschi, 2025). Aux échelles des espaces sudaméricains et internationaux, des études d'impact sont réalisées par la CEPALC (Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et le CDCC (Comité de Développement et de Coopération de la Caraïbe), des actions de coordination de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et de l'Organisation Panaméricaine sur la santé avec les organisations régionales (Fieschi, 2025). Enfin, l'UE participe également au financement de cette lutte par l'intermédiaire de l'Interreg Sarcoop.

Cependant, les limites de ces actions sont nombreuses, que ce soit la superposition des organisations, les singularités statutaires et institutionnelles, notamment des territoires français (Fieschi, 2025). Plusieurs recherches recensent des organisations émanant des Martiniquais·es et des Guadeloupéen·nes, qui se mobilisent au sein de collectifs pour protester et trouver des solutions afin de mieux vivre avec les échouages de sargasses (Ferdinand, Manglou, 2021 ; Labrousse, 2024 ; Ménez, 2021 ; Ménez, Ranély Vergé-Dépré, Béchacq, 2023).

Enjeux environnementaux et tourisme

Le rapport aux littoraux et à toutes les pratiques et les représentations qui y prennent place sont fondamentales dans la vie de ces territoires (Desse, 2006), et comme le résume Dalila : « tout ce qui est pêche et ressources maritimes, c'est un truc qui est super prégnant et au quotidien qui a une importance capitale pour moi dans les Caraïbes ». Il en va de même pour l'activité touristique des littoraux caribéens et américains particulièrement concernés par ces enjeux.

Dans le cas des sargasses, la communication et la mobilisation collectives sur les risques des sargasses sont paradoxales, à double tranchant : elles permettent de faire entendre les besoins de moyens, mais

elles génèrent aussi une stigmatisation des lieux pour certains acteurs, comme la commune de Capesterre à Marie-Galante (Ménez et al., 2023)

L'échange avec Léo soulève d'autres enjeux environnementaux relatifs au tourisme commun aux espaces insulaires caribéens. Pour cet étudiant en master de communication, l'identification de problèmes communs à toute la Caraïbe sur le rapport entre développement touristique et environnement. Il développe de nombreux exemples liés aux pratiques professionnelles des structures d'accueil (visites touristiques, agence de croisière) et sur les études de cas de sa formation initiale. Il ne cache pas ses préoccupations face aux pratiques qu'il observe dans les différents contextes de l'espace caribéen, du non-respect des normes environnementales de la part des acteurs comme des usagers : « J'ai travaillé dans des bateaux où on allait voir les dauphins, tout ça. Et que ce soient les professionnels ou même les touristes, c'est très … Enfin, le but, c'est d'avoir la photo Instagram, et au détriment de protéger vraiment les animaux […] Et pourtant, il y a plein de règles. Il y a des pages et des pages. Mais qui va vérifier ? ».

La question de la gestion des déchets dans ce cadre est également prégnante, à l'image de la colère que ce constat génère chez Jean :

> Moi, je fais la journée mondiale de nettoyage de la planète, ça fait cinq ans déjà. Chaque année on ramasse des déchets, on se demande qu'est-ce que ça fait là ? […] Certains territoires, certains pays dans le monde sont très propres […] Ici les déchets se retrouvent ostensiblement dans la nature. Sur plusieurs points sur plusieurs endroits de l'île […] On ne peut pas rester insensible puisqu'on vit dans les immondices, on vit dans les déchets, c'est dégueulasse. Moi, depuis que je suis né, je vis dans les déchets, on vit dans les déchets, comme si ici on est dans un pays euh … comment ça s'appelle ? Euh, *township*, dans un bidonville parfois … comme si on est sur une île bidonville. Vu comment certaines personnes se permettent de jeter des choses dans les espaces de mangroves. Mais oui, c'est des gens qui ont eu la flemme, ce jour-là peut-être, parce que la déchetterie était fermée, etc. C'est dégueulasse […] Ce sont des faits qui arrivent sur le territoire hexagonal, partout. Mais en France, il y a des moyens. Les gens prennent des amendes, il y a des brigades qui s'occupent de ça. Ici c'est pfff c'est ultra rare que quelqu'un … Il y a pas de moyen pour nettoyer, ça coûte des millions. Maintenant il faut que les pouvoirs publics puissent sanctionner, toucher au porte-monnaie de ces gens-là qui puissent comprendre, d'arrêter de faire n'importe quoi.
>
> – Jean, étudiant en Master Sciences de l'éducation, Martinique
>
> Je n'ai plus le pourcentage en tête, mais quand on voit les zones naturelles qui restent en Martinique qui sont à préserver, c'est quand même hyper important. Plein d'autres pays de l'Amérique du Sud aussi […] En Martinique, c'est clairement un mode de vie du coup d'Américains du Nord et donc pas de recyclage, énormément de consumérisme. Mais pour moi, il y a des richesses hyper importantes qui sont clairement à préserver.
>
> – Dalia, étudiante en Master Géographie, Martinique

Jean évoque le rôle des habitant·es, des usager·ères, tandis que Dalia attribue cette problématique à un mode de vie d' « Américain du Nord » qui semble distinguer la Martinique de l'Amérique du Sud dans ses représentations).

Les enjeux de justice environnementale sont prégnants dans les rapports à la France exprimés par les étudiant·es, qui ont bien en tête le paradoxe que Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou (2021) décrivent : celui de la réalité qu'ils et elles présentent et vivent quotidiennement dans un État ayant pourtant conscience de la richesse la biodiversité des Outre-mer[210] et qui produit des récits nationaux présentant les Outre-mer comme des « trophées environnementaux exotiques ».

3.2. Questionner l' « Outre-mer » pour reconfigurer les liens à l'État français

Les étudiant·es évoquent les campagnes présidentielles comme des moments d'hypocrisie à l'égard de leurs territoires. Elle s'affirme par la surperformance des candidat·es de l'affirmation identitaire, comme le souligne avec agacement Emmanuel (étudiant en Master Mathématiques, Guadeloupe) : « Quand on entend les discours à l'occasion des élections présidentielles, là « c'est quand même la France, c'est la France, c'est la France » [Rire] […] ça a un sens aussi puisqu'on est la France par la colonisation ».

Le positionnement des élu·es antillais·es est également discuté dans les rapports à l'État français. Pour Kelly, ce n'est pas tant la responsabilité des élu·es même qui est à interroger, mais plutôt celui des autres élu·es et des instances parlementaires :

> Du côté des députés antillais, je trouve qu'ils font leur travail […] Mais en fait, je vois que c'est les autres … En face, ça n'entend pas. Enfin, on va dire qu'ils s'en foutent parce que c'est pas eux, et que la Martinique et la Guadeloupe, c'est loin de la France. Mais lorsque c'est pour, par exemple, oui, la canne à sucre, oui… Quand il y a un truc économique à récupérer. Voilà. Ils sont là.
>
> – Kelly, étudiante en Licence Créole, Martinique

Le sujet de la place et du rôle des élu·es antillais·es ou dromien·nés dans les instances politiques nationales est revenu fréquemment dans les entretiens du fait de l'actualité parlementaire au moment de l'enquête autour des injures racistes envers un député francilien[211]. Il s'agit du dernier évènement en date au moment des entretiens, suivant et précédent d'une longue liste de discriminations et

[210] 97% de l'espace maritime français et 97% des 20 000 espèces endémiques recensées en France (Agence française pour la biodiversité, 2018).
[211] La 1ère Martinique, « Injures racistes à l'Assemblée Nationale : le député martiniquais Jean-Philippe Nilor est indigné et rapporte d'autres faits troublants », FranceInfo, 3 novembre 2022 [URL].

d'injures du même ordre[212] dans les instances nationales qui révèlent le sentiment d'un mépris raciste appuyé sur des imaginaires territoriaux :

> Surtout quand nos représentants, enfin nos représentants venant de France bah ils ne prennent pas notre avis en compte. On a vu, par exemple il y a aussi beaucoup de racisme dans l'hémicycle, un député on l'avait traité avant de « sale noir ». Et c'est un peu triste parce qu'on le dit comme ça : on a la même nationalité, notre couleur de peau est différente parce que nous avons été colonisés, donc euh bien sûr que nous sommes différents ! Mais de couleur de peau seulement au final, donc c'est un peu triste.
>
> – Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Ainsi, sans surprise, le sentiment de rupture avec la France est ressenti fortement par les étudiant·es. Cependant, les registres qu'ils et elles mobilisent amènent à des réflexions sur des points variés, notamment par le rapport de la France aux autres territoires d'Outre-mer et leurs propres relations.

3.2.1. Le statut d'Outre-mer interrogé par l'exemple

Comme pour les représentations de la Caraïbe, certains espaces apparaissent comme des repères dans les questionnements des rapports de leurs espaces d'appartenance à la France (hexagonale), et tout particulièrement pour interroger le statut d'outremer.

En premier lieu et, comme cela a été discuté dans le chapitre 4, la Guyane revient fréquemment. En dépassant la question de la définition de la Caraïbe, la Guyane amène également à interroger leur statut commun d'Outre-mer. La lecture du rapport de la France à la Guyane est un questionnement profond, que ce soit sur le registre environnemental ou (géo)politique. Je prends les exemples des échanges avec Tania et Cassidy :

> Ouais, en général, on dit Antilles-Guyane, mais de toute façon, la Guyane c'est un pays. Pour moi le statut de la « région » est un peu bizarre pour les outremers […] Je trouve que, par exemple, on dit par exemple la Guyane. Je trouve que ça fait bizarre de dire que c'est une région de France en fait. Dans un sens, oui, c'est une région de France, mais en même temps, c'est un pays dans l'Amérique latine, comme le Venezuela, le Brésil. Donc ça … j'ai l'impression que c'est un peu réducteur pour eux.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

---

[212] Rien que sur la première moitié de l'année 2025 :

- Le Parisien, « Le député LFI de Seine-Saint-Denis Aly Diouara visé par un nouveau courrier raciste… adressé à son domicile », 16.09.2025 [URL].
- Le Monde, « Nadège Abomangoli, vice-présidente de l'Assemblée, porte plainte pour propos racistes et sexistes », 30.07.2025 [URL].
- LCP, « "Dégagez vite !" : la députée Naïma Moutchou porte plainte après une lettre raciste et menaçante », 15.04.2025 [URL].

> Pour moi, en faisant des échanges avec les autres Antilles, [la Guyane] va être plus prospère, elle ne va plus dépendre de la France, elle va plus être comme un petit enfant, là, qui attend que le parent leur donne [...] La Guyane, pour moi, je pense que c'est celle qui va se développer le plus parce qu'elle peut et elle a la capacité de le faire [...] Moi, je ne pense pas qu'il faut se détacher de la France. Pour moi, la France, c'est une richesse dans le sens qu'on peut voyager [...] ça pour moi, c'est magnifique. Mais, je pense qu'ils devraient faire la même chose avec les autres pays. Comme ça, il y a des échanges, la France ne peut pas garder la Guyane que pour elle. Mais en même temps, je comprends, il veut garder leur bijou [Rire] En même temps, voilà, bref. Je me dis, si la France, depuis le temps, ils n'ont pas fait ça, c'est parce qu'ils ont, voilà, ils ont intérêt quand même de pas le faire.
>
> – Tania, étudiante en Master Espagnol, Martinique

L'une comme l'autre interroge le positionnement de la Martinique vis-à-vis de la Guyane. Cassidy évoque l'angle du statut de « région » au sein d'un ensemble français, notamment du fait de sa taille, de sa continentalité : la Guyane est une « région » du point de vue de la France, mais un « pays » du point de vue de l'Amérique latine. On retrouve chez Tania un questionnement du positionnement du regard porté sur la Guyane, cette fois-ci depuis les Antilles et en considérant la Guyane comme un partenaire duquel se rapprocher, mais qui serait accaparé par l'État français.

En second lieu, la Corse est un réel point de discussion pour elles et eux, sans forcément qu'ils et elles connaissent particulièrement l'île ou son contexte politique vis-à-vis de la France. Dans les entretiens, pour les étudiant·es non originaires de l'Hexagone, la carte mentale représentant la France hexagonale soulève presque systématiquement une réaction et un débat.

> Je ne qualifierai pas la Corse de territoire d'outre-mer ... C'est un territoire d'outre-mer, la Corse ? [...] Et je pense que la Corse pourrait ... je comprends pourquoi les gens voudraient qu'elle ne soit pas oubliée de la représentation de la France hexagonale.
>
> - Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol, Martinique
>
> Je ne sais pas si les Corses se considèrent de France déjà ... donc euh je sais pas, moi en pensant à la France métropolitaine, je n'imagine pas la Corse non plus. Après, je ne connais vraiment pas trop la Corse ... Je sais pas s'ils se ressentent pas Français, si je dois les intégrer malgré tout. Après, je fais pas de différence entre les gens qui viennent de Corse et les gens de France métropolitaine. Cette carte en fait c'est une réponse purement géographique, on te présente la France métropolitaine partout avec la Corse, donc il ne connaît pas les lignes politiques de la Corse.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> Mais ce qui est marrant c'est que, pour la France métropolitaine, on va inclure la Corse, et peut-être que c'est par proximité. Puisque du coup, elle n'est pas dans la zone des Caraïbes, elle est pas non plus du côté de Mayotte ou de la Réunion. Donc du coup [...] Je ne pense pas que je l'aurais mis [avec la France métropolitaine]. Je pense que j'aurais hésité. Je me serais posé la question, mais peut-être que, sur le coup, sans y réfléchir, je ne l'aurais pas inclus. Mais euh, mais c'est vrai que, quand on parle de la France, par exemple sur le bulletin météorologique, bah il y a

> la Corse. Et nous, on a un bulletin vraiment spécifique pour la Guadeloupe et la Martinique.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

La Corse intégrée dans le tracé de la France hexagonale projette plusieurs questionnements quant à leur espace d'appartenance. Pour certain·es, l'interrogation porte sur le possible statut d'outremer pour la Corse, en s'appuyant sur la distance au continent, mais surtout sur l'insularité[213]. Pour d'autres, même s'ils et elles reconnaissent des distinctions majeures en termes d'environnement régional, des enjeux communs rapprochent leurs lectures des trois contextes (Moutai, 2024), que ce soit l'insularité ou l'invisibilisation assignée dans la catégorie « France métropolitaine » pour la Corse ou dans la catégorie « France d'Outre-mer » pour la Martinique et la Guadeloupe. Les étudiant·es projettent leurs relations à la France par l'intermédiaire de leur regard sur la Corse. Les échanges avec Dominique et Gary sont révélateurs sur ce point. La Corse les renvoie aux questions qu'ils et elles se posent sur la situation de leurs territoires. Elle révèle les questions que Gary souhaiterait que l'on se pose pour son territoire, pour les Outre-mer. En effet, il met au centre de l'interrogation la perception de la relation avec la France par les Corses eux-mêmes, s'abstenant de trancher sur la question sans connaître leur point de vue, leur ligne politique. Il donne à voir les précautions qu'il voudrait voir prises pour les tous les territoires ultramarins.

3.2.2. Martinique contre Guadeloupe ? Construction d'une opposition coloniale

La différence de représentations observée entre la Martinique et la Guadeloupe dans l'enquête est une question qui a fréquemment été posée par les étudiant·es au fil des entretiens : Ai-je noté des différences dans les réponses des étudiant·es martiniquais·es et guadeloupéen·nes ? Les premier·ères représentent-ils et parlent-ils davantage positivement de la France hexagonale que les second·es ? Ces questionnements s'appuient sur le discours commun autour d'une rivalité entre les deux territoires, sur des imaginaires supposant une proximité et une connivence plus importante de la Martinique avec la France, une tendance révolutionnaire et violente en Guadeloupe et un État français qui aurait toujours favorisé la Martinique au détriment de la Guadeloupe.

Pour une partie, la Guadeloupe a un rapport plus distant, d'opposition plus marquée à la France. Gary, étudiant originaire de la Guadeloupe et en licence en Martinique, argumente sur la différence

[213] Il est intéressant de noter que, comme dans l'échange avec Solène, les représentations de la Corse avec l'Hexagone dans les cartes des bulletins météorologiques télévisuels sont souvent mentionnées dans les entretiens comme un point pour discuter du caractère ultramarin ou non de la Corse.

notable pour les habitant·es des deux territoires : selon lui, on n'entendrait pas « c'est la France » en Guadeloupe, expression qu'Emmanuel mentionnait dans le contexte des élections, et qui serait ainsi perçue comme une provocation et référant à l'imaginaire d'une francité comme négation de l'identité guadeloupéenne. Quand Gary parle de « pro France » ou d'« anti France », Manon utilise, elle, des figures comme « le Martiniquais va se rapprocher plus du Français ». Elle précise autrement un élément alimentant cette représentation : la présence des Békés en Martinique comme figure de la proximité avec la France. Pour Manon comme pour Gary, les pratiques et les représentations des touristes, comparées entre la Martinique et la Guadeloupe, sont aussi révélatrices :

> De se dire « de France », qu'on habite en France parce que, quand même on habite en France, c'est une c'est cette phrase ici en Guadeloupe … « Ici c'est la France » c'est une phrase … cette phrase-là particulièrement bon, elle est un peu, elle est sévèrement controversée. Les gens peuvent devenir violents d'ailleurs, de leur prononcer comme ça, un peu le scander comme ça. Donc oui oui donc ça peut être une explication […] Je pense que si tu as fait une différence de la Martinique et la Guadeloupe, je pense que tu aurais peut-être trouvé ça plus important. Ayant vécu dans les deux territoires, nous sommes plus « anti-France » que la Martinique.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique
>
> En Guadeloupe, on a l'impression que le Martiniquais en général est beaucoup plus proche de la France. Alors qu'on est sur le même arc antillais. Mais en général, les Français vont avoir plus tendance à aller en Martinique. C'est l'impression que nous, on a. Qu'ils vont aller plus en Martinique, mais également que le Martiniquais va se rapprocher plus du Français. Parce que, comme en Martinique, il y a beaucoup plus … En fait, en Guadeloupe, on les appelle les Békés, je ne sais pas si tu sais ce que c'est. Donc en Martinique, il y en a beaucoup plus. On va avoir tendance à penser qu'ils sont plus proches de la France, mais peut être que ça n'a rien à voir. Et comme on ne discute pas tant entre nous à part pour se *clasher* « gentiment » [Rire] Donc j'avoue qu'en Guadeloupe, c'est peut-être un préjugé qu'on a.
>
> – Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Manon évoque surtout la préférence des Français (hexagonaux) pour la Martinique, et Gary revient lui sur la perception de la méfiance des Guadeloupéen·nes envers les touristes blancs (probablement hexagonaux dans sa représentation) en dehors des sites touristiques.

Enfin, que les étudiant·es répondent à ces représentations d'une rivalité entre les deux îles ou non, nombre d'entre elles et eux relèvent surtout des enjeux et des problématiques communes à garder en tête :

> On a la même politique économique, les mêmes combats, les mêmes liens. Je me dis que si on travaille plus ensemble, rien que pour certaines contraintes qu'on a ici, on se serait fait plus entendre quand il y a des difficultés … Il y a eu tellement de problèmes de violences policières […] Je me dis franchement, on aurait plus de poids, pour faire passer une loi … Parce que là, on nous a très bien entendu quand c'était le vaccin, le Covid et tout, on nous a laissé le temps parce qu'on sait très bien, surtout en Guadeloupe. Parce que nous on dit qu'il n'y a pas de CHU. Il y en a un c'est juste qu'il est un peu [Rire] défectueux. Mais, comme en Martinique et en

> Guadeloupe, on a dit qu'on pouvait pas vacciner tout le personnel hospitalier [...] On nous a laissé en fait un champ décisionnaire. Je me suis dit voilà, vous avez la preuve que si on travaille ensemble y'a un résultat [...] Je me dis que, si à chaque fois il y a une situation similaire et qu'on réfléchit de cette manière, je pense que ça peut aller [...] Et je me dis que c'est pas plus mal qu'on ait une seule université parce que ça nous permet de renforcer les liens et aussi un peu de connaître les deux côtés ... on est la nouvelle génération, ça nous permet de voir vraiment comment chaque personne vit, les cultures de l'un et de l'autre.
>
> – Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

La mise en rivalité de la Martinique et de la Guadeloupe est une conséquence et une stratégie coloniale entretenue (Encadré 9). Une rivalité prégnante dans les discours communs dans et sur les deux territoires, mais qui reste relativement peu documentée dans ses formes contemporaines par la littérature scientifique, davantage par les milieux militants.

Encadré 9 | Parallélisme des parcours historiques de la Martinique et de la Guadeloupe

Michel Giraud et *al.* (2009) parlent d'un « parallélisme des parcours historiques des deux îles des Antilles françaises », les deux territoires ayant connu, entre autres, des différences majeures dans les parcours vers l'abolition de l'esclavage.

Au XVIIe siècle, la première expédition coloniale française en Guadeloupe est un échec, vaincue par les résistances et les maladies, tandis qu'en réaction, l'expédition coloniale en Martinique est davantage préparée et considérée par la France comme un « succès ». Dès lors, la Martinique devient la colonie française la plus rentable. Pour contourner les conséquences de la Révolution de 1789 sur le système esclavagiste, l'île est livrée à l'Empire britannique[214] par les planteurs français. Contrairement à la Guadeloupe, la Martinique n'a donc pas connu le premier décret d'abolition de l'esclavage de 1794 qui n'a jamais été appliqué. La Guadeloupe a, elle, vécu l'annulation du décret, avant que l'esclavage ne soit définitivement aboli en 1848.

Ces différentes expériences ont provoqué des structurations socio-économiques distinctes dans les deux territoires. La Martinique voit la permanence de la plantocratie ainsi qu'une paysannerie métisse en parallèle des grandes propriétés blanches. En Guadeloupe, c'est la domination d'un « capitalisme agro-financier "expatrié" » qui se développe (Giraud et al., 2009). Les expériences migratoires entre les deux îles sont également différentes de ce fait. Les populations d'origine haïtienne travaillent par exemple davantage en tant qu'ouvriers agricoles dans les exploitations en Guadeloupe, tandis qu'en Martinique, les secteurs d'emplois sont plus urbains et diversifiés (Giraud et al., 2009).

Au-delà de la différence entre Guadeloupe et Martinique ou de la nuance à apporter dans un cas comme dans l'autre, ce qui transparaît dans ces échanges c'est d'une part la production « par le bas » de contre-récits sur les identités et de résistances à la francité (Cohen, Sheringham, 2020). De l'autre, c'est le rappel que ces deux îles, souvent confondues et oubliées depuis l'Hexagone, ont suivi des constructions et ont des héritages bien distincts.

[214] Qui abolit l'esclavage en 1833.

Conclusion

Jusqu'ici, les enquêtes sur les représentations du monde et de ses découpages montraient que les zones de co-inclusions étaient essentiellement expliquées par la proximité spatiale et par une homogénéité relative perçue, qu'elle soit culturelle, économique et/ou politique. C'est ce qui a été observé dans le chapitre 4 pour la Caraïbe. Cependant, toutes les nuances et les complexités observées ont donné à voir un rapport contrarié à cette proximité caribéenne pour la Guadeloupe et la Martinique.

Avec le chapitre 4 et ce dernier chapitre, j'ai montré que la proximité et l'homogénéité spatiale jouent un grand rôle dans les imaginaires macrorégionaux (le bassin caribéen et les espaces américains). En revanche, si le chapitre 4 donne à voir des formes de distances dans les proximités, le chapitre 5 questionne des proximités dans la distance, construites par les héritages coloniaux et leurs formes contemporaines. Ces proximités relèvent de registres divers, de la proximité spatiale, mais aussi d'une proximité institutionnelle avec des ensembles distants.

Dans leurs représentations mentales, les étudiant·es mettent en place des stratégies pour gérer et exprimer cette multi-appartenance spatiale et institutionnelle. Ce sont les cartes mentales d'une « Caraïbe complexe et relationnelle » que j'ai mobilisées dans ce chapitre. Elles traduisent le rapport à l'espace complexifié par les tensions d'appartenance divergentes. La première tension renvoie à un espace géographique proche sur le plan spatial, culturel ou encore historique. La seconde fait, elle, référence à un espace géographique proche sur le plan institutionnel (Torre, 2009).

Ce chapitre permet d'appréhender le poids de l'appartenance institutionnelle dans les configurations spatiales des imaginaires, mais aussi les manières dont elles sont utilisées pour le dépasser. Dans l'ensemble, l'espace américain est un ancrage source de nombreux questionnements, qui sont en réalité souvent des reflets des questionnements adressés à la France, à l'UE et plus largement à l'Occident. La Martinique et la Guadeloupe, par tous ces questionnements, sont des lieux de condensation de l'État-nation et tout particulièrement des questions postcoloniales et ethno-raciales dans l'imaginaire national de la France. Ces territoires et les débats qui leur sont associés sont des sujets qui « glisse[nt] sous le tapis son passé colonial, esclavagiste et impérial » (Ferdinand, Manglou, 2021).

Sommaire du chapitre 6

1. Identités et appartenances macrorégionales en contexte postcolonial : représentations et appropriations des espaces 286

1.1. Des appartenances et des identités spatiales confisquées, limitées ou réduites 286

1.2. Contestations et reconfigurations des rapports socio-spatiaux par les identités..... 289

1.3. Réappropriation et marges émancipatrices pensées par les jeunesses 300

2. Construction inégalitaire des identités des jeunes en Martinique et en Guadeloupe : le rôle de l'institution scolaire 307

2.1. L'école au cœur des débats : entre prescriptions officielles et appropriations par les jeunes ? 308

2.2. Inégalités scolaires et inégalités sociales : colère et sentiments d'injustice des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe..... 318

3. Imaginaires de mobilités et des migrations étudiantes : grille de lecture des inégalités et des horizons d'attente..... 327

3.1. Géographie des mobilités étudiantes projetées depuis la Martinique et la Guadeloupe.. 328

3.2. Projections vers l'Europe et le cas d'Erasmus : des mobilités plus connues qu'effectives 330

3.3. Le Canada et les États-Unis : des espaces de mobilité étudiante attractifs et élitaires 333

3.4. Les espaces de mobilité souhaités et revendiqués 334

Conclusion 340

Chapitre 6 | Identités et imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial : (im)mobilité, inégalités et stratégies étudiantes

En interrogeant les imaginaires géographiques prégnants, dans toutes leurs nuances et que ce soit par les cartes mentales ou par les entretiens, ce sont les rapports aux identités dont j'ai analysé l'expression tout au long de cette recherche. Le dernier chapitre donne ainsi à voir les enjeux d'identités traversés par les spatialisations des imaginaires discutés dans les précédents chapitres. En effet, la Caraïbe est apparue comme un objet identificatoire essentiel, mais contrarié (cf. Chapitre 4) et le spectre des relations postcoloniales en jeu avec la France et l'UE comme une appartenance institutionnelle mise à distance et contraignante (cf. Chapitre 5).

Ainsi, les rapports nationaux produisent des identités confisquées et limitées. Dans la première partie, je reviens sur ces rapports, mais j'analyse aussi les stratégies de contestations et de réaffirmation mises en place par les étudiant·es tout au long de l'enquête. Il s'agit ici d'appréhender les rapports entre les cadres d'identification et les appartenances réelles et souhaitées (Avanza, Laferté, 2005).

Dans les deuxième et troisième parties du chapitre, je propose de lire concrètement ces enjeux. L'enquête fait émerger deux sphères prégnantes dans la construction et l'expression des imaginaires et des identités spatiales : le système scolaire et universitaire (en tant que sphère quotidienne) et les mobilités étudiantes (en tant que projet d'avenir pour ce public, souhaité ou par injonction dans ce contexte). Dans les deux cas, j'analyse les structures sociales, la production et l'expérience des inégalités sociales et ethno-raciales, mais aussi les stratégies de contournement, de réappropriation ainsi que les horizons d'attente (von Hirschhausen, 2023) exprimés par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe. Ils mettent ainsi au jour les imaginaires différenciés que (re)produisent ces inégalités.

1. Identités et appartenances macrorégionales en contexte postcolonial : représentations et appropriations des espaces

Comme le rappel Audrey Célestine dans son ouvrage *La fabrique des identités : l'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York* (2018b), étudier les identités c'est prendre en compte les logiques sociales et politiques en jeu dans leurs élaborations.

Dans cette partie, je synthétise le jeu entre identification, image sociale et appartenance[215] exprimées par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe : entre des identifications qui posent les limites et réduisent les identités (cf. Chapitres 1 et 5) ; une image sociale coconstruite entre média, discours politique ou école (cf. Chapitres 3, 4 et 5) ; l'appartenance en tant que réappropriations et contestations des deux précédentes formes d'identités par les étudiant·es en mobilisant différents ressorts socio-spatiaux (cf. Chapitres 4 et 5). Il s'agit ainsi d'analyser l'expression de ces appartenances articulée dans les discours et dans les dimensions sémantiques et spatiales des cartes mentales.

1.1. Des appartenances et des identités spatiales confisquées, limitées ou réduites

Les étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique se trouvent dans ce paradoxe : être à l' « intérieur » de la nation et de la citoyenneté, mais être confronté·es à une extériorité signifiée par les institutions (publiques, administratives et statistiques, politiques, médiatiques, scolaires et universitaires, scientifiques, etc.).

Le sociologue Cyril Jayet montre que, en France hexagonale, les populations originaires d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et les Français d'Outre-mer ressentent un décalage entre sentiment d'appartenance (se sentir français) et sentiment d'acceptation (être vu comme Français), « ces populations se sentant ainsi toujours plus Françaises qu'elles ne se sentent vues comme Françaises » (Jayet, 2016). C'est également ce rapport entre sentiment d'appartenance et sentiment d'acceptation que Jessy Patrice, spécialiste en information-communication, a interrogé auprès des Martiniquais·es et des Guadeloupéen·nes dans sa thèse de doctorat. Elle se concentre plus spécifiquement sur l'objet de la citoyenneté tel qu'il est ressenti par elles et eux, et perçu par les Français·es de l'Hexagone.

[215] Je m'appuie ici sur les trois définitions de Martina Avanza et de Gilles Laferté (2005) relatives à l'identité (cf. Chapitre 1). L'identification caractérise l'attribution catégorielle par une institution identificatrice, par rapport à un groupe (citoyens, étrangers, etc.) ; l'image sociale renvoie à la production sociale des discours ; et l'appartenance désigne les réappropriations, les refus, les acceptations des identifications et des images sociales.

Dans son échantillon, elle constate que les deux tiers des personnes interrogées s'identifient comme Françaises, tandis qu'un tiers se considère comme appartenant à une autre nationalité. Pour ce deuxième groupe, ce sont les discriminations perçues et subies qui sont utilisées pour justifier leur réponse. Ces expériences amènent, sans qu'il y ait un rejet de la communauté nationale, à une plus forte identification au territoire d'origine (Haddad, 2018). Concernant la perception de leur citoyenneté par les autres, l'avis divise les enquêté·es, et ce, presque autant chez les Guadeloupéen·nes (48% ne se sentent pas perçus comme citoyen·nes français·es) que chez les Martiniquais·es (42%) (Patrice, 2020).

Loin de se limiter à un sentiment ou une perception, ce sentiment d'être français, mais de ne pas être vu comme tel est bien ancré dans les processus d'identification. C'est ce que désigne la politiste Silyane Larcher par l'expression d'une « citoyenneté entièrement à part » (Larcher, 2014) (cf. Chapitre 1). Malgré des discours et des affirmations renouvelées, leur citoyenneté est constamment remise en question.

Les Antillais·es vivent un « double mouvement identitaire » que Michel Giraud décrit en s'appuyant sur les travaux d'Alain Anselin, entre intégration sociale et marginalisation. Le rapport a pu être à l'avantage de l'intégration, s'appuyant sur des récits de réussites après l'installation dans l'Hexagone, mais qui tendent à s'inverser et « le retour « au pays », autrefois mythique, à devenir quelque peu réalité » (Giraud, 2002, p. 40).

Un double mouvement identitaire pour Michel Giraud, mais aussi une double ethnicisation définie par Jean-François Bruneaud, qui se produit chez les Martiniquais·es et les Guadeloupéen·nes : dans l'Hexagone, ils et elles sont regroupé·es dans une catégorie indifférenciée « Antillais » (intégrant même parfois les Guyanais·es), et de retour en Martinique et en Guadeloupe, dans une catégorie de « Négropolitain·es ». Cette deuxième catégorie est paradoxale. Elle est à la fois exogène en désignant les stigmates hexagonaux des individus dans les deux îles, et endogènes, car utilisée par les individus pour se différencier volontairement (Bruneaud, 2011).

La racisation et l'ethnicisation des Martiniquais·es et des Guadeloupéen·nes, dans le contexte hexagonal comme dans les territoires ultramarins, construisent des frontières sur le racisme (Bruneaud, 2011) au sein de l'ensemble national, dans les territoires, dans la macrorégion caribéenne. Cette citoyenneté à part ne donne pas non plus accès à d'autres espaces ou d'autres appartenances. Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou décrivent ainsi une « marginalisation des Outre-mer dans l'imaginaire national » qui fait ignorer de nombreuses relations à leurs voisinages et au monde (Ferdinand, Manglou, 2021).

La citoyenneté française faisant encore récemment des Antillais·es dans l'Hexagone des « immigré·es[216] », les inégalités socio-économiques accrues ainsi que les discriminations raciales entraînent le paradoxe d'une poussée identitaire que Michel Giraud décrit comme le « refus d'être confondus avec des immigrés "d'origine étrangère", notamment africaine, [qui] persiste encore chez bien des migrants antillais et guyanais » (Giraud, 2002).

Les assignations sont ainsi reproduites envers les personnes issues de l'immigration dans les deux espaces dans le but de protéger les droits et d'une citoyenneté « périphérique ». À l'échelle de la Caraïbe, les Caribéen·nes sont marginalisé·es en Europe, en Amérique du Nord, mais aussi dans la Caraïbe elle-même (Giraud, 2002). C'est ce sentiment de mépris que désigne Eliza, étudiante haïtienne ayant grandi en Guadeloupe :

> Eliza : Moi c'était vraiment les rapports entre les gens [...] Déjà qu'ils apprennent notre histoire, de là où on vient, ça aiderait aussi beaucoup. Parce que genre y a vraiment beaucoup de gens qui sont ignorants ... donc ça fait que bah ils ont pas conscience justement des choses, ils s'en fichent donc ils agissent n'importe comment ... donc c'est vraiment qu'ils connaissent pour savoir d'où ils viennent
>
> Camille : Qu'est-ce qu'ils devraient savoir vraiment ?
>
> Eliza : Qu'on est tous pareils, qu'on vient du même endroit, qu'on a souffert pareil ... qu'ils sont pas privilégiés juste parce que voilà ...
>
> Camille : Ils se sentent privilégiés par rapport à quoi ?
>
> Eliza : Justement par la France, parce qu'ils font partie de la France ... donc pour eux c'est ... voilà quoi ils sont Français. Ça donne un sentiment de ... d'être considéré d'être vraiment comme au-dessus de ... voilà ...
>
> - Échange avec Eliza, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe

La xénophobie et la crispation identitaire sont une conséquence de l'aliénation coloniale[217] qui entretient une honte de son ethnie ou de sa race tout en imposant une assimilation à un système (post)colonial (Fanon, 1952). Elles font partie des « recherches d'une sortie de la situation coloniale » (Giraud, 2002). Il s'agit ainsi pour lui de prévenir un risque d'enfermement identitaire antillais qui se manifeste par le rejet des populations caribéennes :

> « D'un côté, les Guadeloupéens, les Guyanais ou les Martiniquais, qui sont discriminés en France métropolitaine le sont en dépit du fait qu'ils ont, de longue date, le statut de citoyens français. Et, de l'autre, les Antilles et les Guyanais qui

[216] Les catégories du recensement en sont un exemple. Lors du recensement de 1990, les Dromien·nés sont intégré·es dans la définition d' « immigré·es », qui désigne alors toutes les « personnes étrangères ou françaises par acquisition, nées hors de la France métropolitaine ». En 1999, la définition devient « toute personne née étrangère à l'étranger » et les personnes nées dans les DROM-COM sont comptabilisées dans une catégorie distincte « originaires des DOM » (Cossée, Lada, Rigoni, 2004).

[217] Plus précisément, Frantz Fanon (1952) parle d'une double aliénation produite par le système colonial : celle du colonisé et celle de colon.

> apportent leur concours à la marginalisation des immigrants caraïbéens venus aux Antilles ou en Guyane françaises pour tenter d'y gagner leur vie ont en commun avec ceux-ci d'appartenir à des peuples qui ont connu les mêmes malheurs d'histoires coloniales globalement semblables et qui sont, culturellement au moins, des cousins » (Giraud, 2002, p. 42).

La Caraïbe et l'Amérique du Sud pourraient être des référentiels pour l'appréhension des constructions d'identités, des appartenances. Cependant, ils leur sont confisqués, que ce soit sur le plan institutionnel (organisations régionales, etc.) (cf. Chapitre 4), des pratiques (mobilités étudiantes, par exemple) ou des représentations. Je mentionne notamment la construction discursive d'Haïti comme contre-exemple ou comme « menace » brandie dans les discours des territoires français (cf. Chapitre 4).

> C'est prendre exemple sur un groupe qui nous ressemble déjà, entre Caribéens, disons. Je ne sais pas la Barbade qui a pris son indépendance il y a un an, c'est tout récent ! En fait, c'est un peu bizarre de se dire que jusqu'à aujourd'hui, les régions obtiennent toujours leurs indépendances. Et nous, on est là, on n'arrive même pas … En fait, on a l'impression qu'on est un petit reste. Ce n'est pas forcément qu'on veuille être indépendants, mais il y a des choses à changer en fait. On va changer de statut, région, département, territoire … plus que le nom, c'est ce que le statut même nous permet de faire qu'il faut changer. Souvent, en Martinique, on a le débat de l'indépendance. En fait, je pense que les gens aiment bien faire peur à la population, et ils vont dire vous allez finir comme Haïti ou regarder leur État, ils ont pris leur indépendance, ils ne savent pas se débrouiller tout seuls. Pfff c'est abusé de dire ça. Déjà juste regarde la langue créole, c'est leur langue officielle et nous, on ne peut pas … J'ai l'impression qu'en fait un pays indépendant a une langue au minimum et on va dire à son drapeau et des petites choses qui font de lui un pays à part entière. Et donc, nous, on parle français, mais notre créole est considéré comme langue régionale […] même si c'est parlé dans les régions de France, c'est parlé dans beaucoup d'autres pays dans le monde, par des millions de personnes ! Le créole haïtien c'est la sixième langue la plus parlée aux États-Unis !
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

L'échange avec Cassidy résume les principales contestations qui sont revenues au fil des échanges : la dépendance des territoires français excluante de la Caraïbe, la diffusion de modèles d'indépendance qui n'ont pas été atteints ou intégrés ces territoires, les débats sur l'indépendance ainsi que le rapport à Haïti plus nuancée que le discours commun.

1.2. Contestations et reconfigurations des rapports socio-spatiaux par les identités

Leurs identifications et leurs appartenances sont limitées, catégorisées et assignées, mais pour autant, les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe montrent bien que les réactions et les identifications

ne sont pas homogènes (Soune-Seyne, 2025), et qu'ils et elles mobilisent les identités (et leurs spatialités) comme des objets politiques.

Les sentiments d'appartenance sont multiples, situés et variables, mais ils peuvent être difficiles à saisir dans leur profondeur temporelle (Didelon, 2013) et poser un « risque de surévaluer la fluidité et la multiplicité actuelles parce qu'elles sont sous nos yeux et sont largement observées et de sous-évaluer celles des périodes passées » (Buléon, 2002). Si accéder aux sentiments d'appartenance dans le temps est complexe, l'ancrage politique des débats sur les identités permet lui de reposer un contexte historique aux appartenances. Ainsi, les étudiant·es se réapproprient les pensées produites en réaction aux politiques de catégorisation et d'assignation identitaires et les images sociales produites sur elles et eux afin de produire des appartenances renouvelées et/ou projetées sur d'autres spatialités. Il s'agit donc ici de mettre en lumière les registres de contestations qu'ils et elles mobilisent, mais aussi les reconfigurations des rapports postcoloniaux amenés par plusieurs stratégies. Les contestations et les demandes de reconfiguration des étudiant·es peuvent être restituées en deux principaux points : la révision du rapport à la France d'une part, et d'autre part les projections vers l'espace caribéen.

1.2.1. Projections et attentes d'un rapport revu à la France et à l'UE

Dans *Écrire en pays dominé* (1997), Patrick Chamoiseau expose la crainte qu'il a envers les revendications d'indépendantisme en Martinique. Pour lui, il serait risqué de porter cette revendication avec « un imaginaire dominé [qui] peut faire craindre le pire » (Chamoiseau, Larcher, 2007, p. 129). On y retrouve certaines des lectures de la question indépendantiste discutée chez les éudiant·es, comme Cassidy :

> Je pense qu'on on n'est pas prêt pour l'indépendance, parce que les gens aiment bien dire que ce soit on est Français, soit on est indépendant. Alors qu'en fait, on peut être autre chose ! Peut-être qu'il faudrait qu'on soit autonomes, qu'on ait un statut d'autonomie […] Mais après, j'ai envie de dire qu'on n'a pas … Enfin, le mot « prouver » est particulier, mais on n'a pas encore prouvé, entre guillemets, qu'on pouvait être autonome ou être indépendant. Dès qu'il y a un petit problème, on fait appel à la France hexagonale.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Si Noémie traduit quant à elle la colère renouvelée par les répressions dans le cadre de la pandémie du Covid-19 par une volonté d'indépendance, elle exprime davantage un positionnement autonomiste par l'intermédiaire d'une décentralisation accrue[218] :

> Je pense qu'on a les outils nécessaires pour pouvoir rester européens tout en s'adaptant au territoire. Mais, vu la vision de la population elle-même, je pense que ça irait plus vers une indépendance [...] Je pense à mes yeux il n'est pas vraiment nécessaire de se détacher totalement et de prendre une indépendance. Il faudrait juste encore plus décentraliser que ce qui se fait actuellement, oui.
>
> – Noémie, étudiante en Master Droit, Martinique

Indépendance, autonomie ou autres changements de statuts : quels que soient les avis sur la forme, les étudiant·es mettent unanimement en avant la nécessité d'une révision. Malgré cela, les acquis sociaux et l'État social français sont reconnus comme une richesse majeure (la Sécurité sociale comme exemple récurrent), de même que les liens avec l'UE.

Plus largement, c'est l'appel au respect, à l'estime et à la reconnaissance qui traverse la révision attendue. Anne-Gaëlle le résume ainsi : « que nous puissions nous faire respecter en tout cas par les autres pays, et surtout la France » :

> Qu'on pense à notre culture et que oui, vraiment que nous puissions nous faire respecter en tout cas par les autres pays, et surtout la France, en tout cas, oui, voilà, simplement. C'est un peu difficile à expliquer, mais bon, par exemple [...] pousser plus sur nos études pour vraiment on va dire être au top, au sommet, pour vraiment qu'on puisse avoir la reconnaissance. Je dis pas que nous sommes des têtes, mais parfois les personnes au niveau de la France, elles nous reconnaissent pas, elles nous voient comme des sauvages, on va le dire comme ça. Ils nous prennent pas en considération, ils vont dire « ah bah c'est pour ça qu'on les considère pas, car ils sont pas vraiment comme nous ils ont pas nos modes de vie », mais peut-être que nous nous revendiquons d'une autre manière que ça ? C'est pour ça, donc leur montrer que nous pouvons faire mieux qu'eux ...
>
> - Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Cet appel est lourd de sens autant au niveau institutionnel que social et politique. Il reste malgré tout empreint de l'enfermement dans une logique institutionnelle, normée et dominante dans le contexte français. Au fil des entretiens, comme dans l'extrait d'Anne-Gaëlle, le respect est conditionné à une reconnaissance qui doit être obtenue des autres, de l'État, de la France hexagonale : devoir être « au top » par l'intermédiaire de divers prismes, comme celui des études pour pouvoir être accepté. Elle exprime ici que, du fait des discriminations ethno-raciales envers les Guadeloupéen·nes et les

[218] Une ambiguïté intéressante qui transparaît dans l'échange avec Noémie, mais aussi dans beaucoup d'autres entretiens, c'est cette lecture croisée entre l'UE (et/ou l'Europe) et la France (cf. Chapitre 5).

Martiniquais·es, la reconnaissance même des niveaux de diplômes (censés, en France, être précisément équivalent et identique sur le territoire national) n'est pas effective.

1.2.2. La Caraïbe comme réappropriation ? Appuis et dynamiques d'une identité caribéenne

Ces demandes de reconfiguration des rapports aux ensembles macrorégionaux que sont la France et l'UE prennent différentes formes et s'orientent, depuis les années 1980, vers une démarche de réappropriation de la Caraïbe. En effet, à partir de cette décennie, le développement des mouvements identitaires, autonomistes ou indépendantistes glisse progressivement de démarches culturelles à des démarches économiques et politiques orientées vers l'environnement régional (Nabajoth, 2002). Ce sont ces trois registres qui reviennent chez les étudiant·es autour de la projection vers la Caraïbe : celui d'un espace d'empouvoirement, d'un ensemble culturel et d'un projet politique.

La Caraïbe comme empouvoirement

L'appropriation de la Caraïbe peut apparaître comme un empouvoirement, une affirmation de leur place dans la région et dans le monde, une façon de se tenir face aux rapports de dominations complexes qui se jouent sur elles et eux, au sein de la Caraïbe même, mais aussi dans le rapport à la France, une façon de dépasser les structures postcoloniales qui se jouent. Cette appropriation s'appuie sur des échanges dans l'espace caribéen pour gagner en estime, en confiance dans son empouvoirement. Elle donne à voir autant le rapport collectif qu'individuel, psychologique et social à cet espace. Chez Solène comme chez Laurence, on retrouve cette même transposition de soi dans la prise en compte de l'espace :

> En protégeant à la fois notre patrimoine, notre culture, et cetera, et en favorisant les échanges, ça permet de connaître véritablement de quoi et par qui on est entouré. Et en fait, je pense que, quand on a une meilleure compréhension de ce qui nous entoure et des capacités qu'on a, bah ça permet de bah de favoriser, d'avoir de vraiment de meilleurs échanges. Par exemple avec les îles de la Caraïbe, ou même à l'extérieur, puisqu'on a aussi … quelque part on connaît notre véritable valeur aussi.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe
>
> Je pense que ce serait bien qu'on soit plus proche entre guillemets, parce qu'on est proche géographiquement ouais, mais pour faire des échanges […] Il y a beaucoup plus de vols pour aller en France, que si on veut aller juste à côté … Oui, j'aimerais bien que ça change de … puisqu'on dit qu'on est l'espace caraïbe, mais au final, on n'est pas si connectés, si proches que ça. Oui, on est juste proche géographiquement …
>
> – Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Ce qui est entendu ici par « échanges » correspond à des enjeux très concrets d'intensification des liaisons en transports ou encore de créations de coopérations culturelles régionales.

Les références aux auteur·rices martiniquais·es et guadeloupéen·nes apparaissent également dans la projection vers cet ensemble caribéen comme un enjeu politique. Caribéanité, créolité ou créolisation reviennent dans certains entretiens, plus ou moins explicitement, par leurs usages politiques. C'est à cet usage que renvoie Gary, pour qui l'identité caribéenne est un projet politique rassemblant des pays anciennement colonisés. Il réfère ainsi à la reprise du concept de créolisation (qu'il nomme créolisme ici) d'Édouard Glissant dans le débat politique français[219] :

> Avoir une identité caribéenne ? C'est pas une utopie, c'est une alliance politique active. C'est les mêmes pays qui ont colonisé tous les toutes les îles là hein, c'est euh c'est pas pour rien que tu vois les cultures se ressemblent, que les musiques se ressemblent, que les gens, les ethnies sont pareils. […] Il y a le sentiment, c'est je pense que c'est très particulier ce qu'on a ici. Tout est particulier parce que l'ensemble des cultures, comme le disait Mélenchon en reprenant Édouard Glissant le … il avait un mot là … Ohlala, c'était très important qui symbolise exactement en tout point ce qui … c'était quoi ? Je vais le faire dériver en l'appelant créolisme, c'est vraiment ça. Je pense que je ne crois pas qu'il y ait ça autre part. Oui, c'est vraiment ce qui caractérise la Caraïbe, c'est vraiment le fait que les cultures soient mélangées, qu'elles forment une seule culture et que ce soit les mêmes bases, vraiment, il y a de quoi. Il y a tout pour se considérer caribéen en fait.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Parmi les souhaits d'accroître et de renforcer les échanges, les savoirs (académiques, vernaculaire), mais plus largement la connaissance de l'autre dans la région sont perçus par Marine et Solène comme des vecteurs de dépassement des conflits, tout particulièrement ceux construits sur les phénomènes migratoires dans la macrorégion.

> Beaucoup plus d'échanges, pas que culturels, mais […] des liens entre étudiants, culture, politique, financier … Entre toutes ces îles qui ont chacune une spécificité, une couleur, une pensée, une force, une histoire qui fait qu'ils ont une façon d'être aujourd'hui … Donc on est on se ressemble un peu, mais on est vraiment tous différents, donc ça peut être une grande force.
>
> – Marine, étudiante en Master Sciences de l'éducation, Martinique

---

[219] En septembre 2020, le chef du parti de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon avait déclenché un débat dans l'espace politico-médiatique français suite à l'emploi du terme de « créolisation », emprunté à Édouard Glissant, lors d'un discours sur la République. Il reprend régulièrement ce concept depuis, recevant une opposition à droite, et des critiques et débats sur son utilisation de la notion à gauche. Pour en savoir plus, voir l'article du Monde, « Le recentrage républicain de Jean-Luc Mélenchon » publié en septembre 2020 [URL].
À l'échelle de l'ensemble des entretiens, dans un contexte succédant à la campagne présidentielle de 2022, il est à noter que seules deux figures politiques sont revenues au cours des échanges : Emmanuel Macron, en tant que candidat à sa succession, et Jean-Luc Mélenchon en tant que candidat identifié – soutenu ou critiqué par les étudiant·es le mentionnant – pour ses prises de paroles sur les Outre-mer et notamment via ce concept de créolisation.

> Favoriser ces échanges-là pour moins dépendre de l'extérieur et, en même temps, protéger du coup nos patrimoines et nos ressources naturelles. Et je pense qu'en jouant dessus, ça nous permettrait de grandir sur beaucoup d'autres points, comme les conflits concernant l'immigration, des choses comme ça qu'on peut retrouver [...] En termes de savoirs, et de projets. Enfin, projets et savoirs on pourrait un petit peu les mettre ensemble, dans la mesure où ce que j'avais en tête en parlant de ça c'est par exemple euh développer, tu sais les villes vertes ou les économies circulaires des choses comme ça. Et ... Et pareil, par exemple Cuba, qui s'est énormément bien développée et d'un point de vue aussi scientifique, surtout au niveau de ses médecins.
>
> – Solène, étudiante en Licence de Sciences politiques, Guadeloupe

Dans ces extraits, on retrouve une appropriation de la Caraïbe probablement idéalisée, reposant sur des vecteurs communs qui la traversent, mais qui ne nient pas la diversité et les différences en son sein. On n'y lit pas la projection de ce que Prince et Pedrazzini (2025) nomment le mythe d'une « unité de destin localisé en mer des Caraïbes qui aurait valeur de manifeste » et formant une identité caribéenne relavant d'un « imaginaire colonisé », c'est-à-dire d'un imaginaire construit et imposé pour les intérêts des empires coloniaux et entretenu dans les rapports actuels.

Il est aussi intéressant de relever la construction temporelle de ce rapport à la Caraïbe chez les étudiant·es. Ils et elles évoquent au fil des échanges leurs changements d'avis, leurs doutes et les points de bascules qui ont participé aux visions et aux projections associées aux espaces et à leurs identités. Que ce soit au gré d'évènements sportifs et culturels, des cours suivis à l'école ou à l'université, des mobilités ou des migrations, des étapes dans leurs parcours d'orientation, des réflexions des projets et la possibilité de leurs réalisations, des limites anticipées ou vécues (financières, administratives, familiales, scolaires, intimes, etc.), leurs sentiments d'appartenance évoluent.

Rapports pluriels à la culture : du risque du « va-tout culturel » à l'outil de réappropriation ?

La référence aux cultures revient fréquemment comme vecteur commun de l'identité caribéenne. Cependant, elle transparaît dans des registres très variés. Pour Cassidy, par exemple, la Caraïbe comme groupe, comme communauté unie par des points communs (linguistiques dans son exemple) est un moyen de ne plus « être dirigé » de l'extérieur :

> On a l'impression, on laisse tout le monde nous diriger et on est divisés alors qu'on est juste en groupe et on a beaucoup de points communs. Il y a beaucoup de gens et moi-même, je ne savais pas forcément, mais je me suis rendu compte en étant en licence de créole que nos créoles sont en fait le même créole à base française et que, même s'il y a des points de différence, un Haïtien, un Guadeloupéen et un

> Réunionnais se parlent : on se comprend tous. Et il y a beaucoup de gens qui ne savent pas ça, je pense […] Il faut qu'on voie les opportunités et pas les barrières …
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

En plus de la culture, les langues créoles apparaissent aussi comme lien, comme structure d'un sentiment d'appartenance à la Caraïbe. Le créole est un lien particulièrement mobilisé par les étudiant·es pour affirmer leur place dans la Caraïbe, pour s'approprier cet espace macrorégional et l'identité qui y est associée : « Oui, on se sent tous Caribéens. On le sait qu'on l'est tous. Déjà, on est tous reliés par la langue, parce qu'on parle tous créole, même si c'est des créoles différenciés, on parle tous créole. On a tous notre créole. Donc déjà ça, ça pourrait lier un sentiment d'appartenance entre nous » (Léna, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe). Par extension du créole comme lien, la créolisation renvoie à ce contact culturel qui représente une approche dynamique des identités caribéennes (Michel, 2022).

Dans l'exemple d'Anne-Gaëlle, les attentes sont projetées sur les Grandes Antilles, mais reprennent cette idée de se « faire respecter » en formant un ensemble. Cependant, le registre est différent ici : les barrières sont à lever dans l'espace antillais, mais à renforcer avec la mondialisation culturelle qu'elle associe à l'influence américaine (au sens d'étatsunienne). Cette même inquiétude d'être « américanisé » transparaît dans plusieurs entretiens, comme chez Laurence :

> Alors j'aimerais vraiment que nos Antilles, je pense plus aux Grandes Antilles, pas vraiment la Caraïbe, que nous sommes vraiment plus unis, du style que vraiment nous puissions vraiment nous faire respecter comme on va dire une force, et plutôt mettre des barrières concernant la mondialisation. Parce qu'en fait, on perd notre culture en voulant essayer d'être dans l'influence des Américains qui cherchent vraiment à changer notre identité. Parce qu'en fait, nous en avons une propre, qu'elle a évolué, que nous en avons une, mais qu'à force de vouloir copier sur les autres …
>
> - Anne-Gaëlle, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe
>
> Après, on est quand même un peuple assez fier de son île. On va se sentir Guadeloupéens, mais devant les autres, on va dire que par rapport aux autres îles caribéennes, on va se sentir Métropolitain plutôt que Caribéen … J'en ai discuté avec quelques camarades. C'est durant ma licence que je me suis rendu compte de ça, qu'on est plus attachés à la métropole qu'à notre île. Et c'est vraiment dommage parce qu'on a une belle culture et on ne s'intéresse pas plus que ça. On va être américanisé, on va dire entre guillemets plutôt que de préserver nos cultures et la faire s'ouvrir au monde déjà juste en les liant, les îles de la Caraïbe, on pourrait atteindre plus de monde […] Après, je ne dis pas que c'est une mauvaise chose, il faut toujours s'ouvrir. Mais il faudrait mieux mettre en avant notre culture avant de faire rentrer la culture des autres …
>
> - Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

Ces lectures culturelles de la Caraïbe sont importantes. Selon Chamoiseau et Larcher, les schémas de décolonisation des territoires avec des « cultures ataviques », autrement dit une identité et une

culture initiale qui peut être mise en opposition à celle du colonisateur, ne peuvent être appliqués à la Martinique : « lors de notre émergence au monde, nous ne pouvons pas activer des choses qui étaient là avant la colonisation » (Chamoiseau, Larcher, 2007, p. 121).

Leurs usages renvoient aux mêmes limites que celles attribuées au concept de créolité, celui de « signifiant flottant » masquant les divisions ethniques internes dans le discours politique (Khan, 2007 cité par Goreau-Ponceaud & Calas, 2016). C'est à cet usage politique du « va-tout culturel » – en tant que réduction de la lecture du monde à la culture – autour de ce concept depuis la fin des années 1980 (Fayot Chalcou, 2002) que fait référence l'échange avec Dominique :

> Je pense qu'il est nécessaire pour les personnes qui voyagent vers d'autres pays, mais qui sont originaires de la Caraïbe, de préserver ses origines [...] [En parlant des jeunes migrant dans l'Hexagone] Vraiment, je ne juge personne, je ne leur en veux pas ... ils n'ont pas le choix. La seule chose, c'est que ... il faudrait éviter de s'acculturer de perdre sa culture d'origine. Je pense que l'interculturalité est une bonne chose, échanger avec les autres cultures ... l'assimilation culturelle peut être pour s'intégrer oui, sous condition de ne pas s'acculturer de ne pas perdre la culture de là d'où l'on vient. Les mélanges sont toujours positifs.
>
> - Dominique, étudiant en Master Anglais-Espagnol, Martinique

Ce dont Dominique parle ici renvoie aux conséquences des politiques d'assimilation et d'acculturation aux marqueurs de francité (cultures, linguistiques, symboliques, etc.), entraînant une érosion des cultures, des rapports à l'environnement et des identités martiniquaises, guadeloupéennes, antillaises ou caribéennes dans ces espaces. Ces politiques ont entraîné des sentiments de perte ou d'aliénation, que Glissant désigne comme « génocide culturel » (Cohen, Sheringham, 2020).

Outil de pouvoir, la culture peut alors servir des intérêts rendus visibles par les questions de mémoire collective, alors même que les récits fondateurs sont multiples, voire contradictoires (Bonniol, 2006). *Pour Cohen et Sheringham, les langues et cultures sont des marqueurs de la complexité identitaire. En Martinique, il et elle montrent que les acteurs culturels et les artistes martiniquais·es constatent que « la* réalité de la francité nie la possibilité d'une différence martiniquaise qui s'exprimerait « en ses propres termes », et ainsi l'accès au monde élitiste de la danse contemporaine européenne est conditionné par un renoncement à son identité propre » (Cohen, Sheringham, 2020). Les risques d'une *promotion culturelle prescrite « par le haut »,* par l'intermédiaire de fonds alloués par l'État français pour la revalorisation de pratiques culturelles, sont ainsi observés[220].

[220] Pour Cohen et Sheringham (2020), les manifestations culturelles peuvent être instrumentalisées institutionnellement, mais elles sont dans le même temps au cœur d'un processus de formation identitaire liant les traces de passés, leurs dimensions diasporiques, l'avenir et les nouvelles migrations.

Que ce soit dans l'Hexagone ou dans les Outre-mer caribéens, le renforcement d'une conscience d'identité communautaire a été une stratégie sociale et politique prenant appui sur les associations célébrant le patrimoine culturel et évitant les syndicats et les partis politiques qui n'ont pas été des soutiens dans les luttes dromiennes[221]. Michel Giraud (2002) désigne ainsi cette stratégie d' « associationnisme de type communautaire » pour faire valoir leurs revendications. On y retrouve également les stratégies utilisées par les collectifs défendant les droits des personnes racisées et minorisées en France, mobilisant entre autres la réappropriation des assignations raciales de « Noir·es » par les Antillais·es (Gordien, 2019 ; Trawalé, 2014).

Organisations régionales : des attentes déçues ?

Sous plusieurs angles de lecture politique, c'est une demande de reconfiguration du lien avec l'UE, du lien avec la France, mais surtout d'une configuration d'un lien avec la Caraïbe qui est exprimée. La décentralisation et le développement des revendications identitaires produisent une « redécouverte progressive de l'environnement caribéen » à partir des années 1980. Il est investi de l'image d'une « Caraïbe mythique » par certain·es penseur·ses antillais·es, qui inspire des stratégies et instruments de coopération, d'abord divergente dans les modèles, mais qui le sont de moins en moins dans les années 1990 avec la fin de la Guerre froide. Elle définit de nouveaux paramètres dans les rapports internationaux et hémisphériques (Nabajoth, 2002).

Certain·es projettent des attentes envers les organisations régionales caribéennes. Pour Laurence, c'est une impatience de les voir de l'ampleur dans le but de ressentir une appartenance à la Caraïbe, « qu'on ressente vraiment le fait qu'on soit lié aux autres îles de la Caraïbe » :

> Alors j'ai pas les … il y a le Caricom. Il y en a d'autres … je sais qu'il y a des organismes pour porter des projets dans l'espace caraïbe. Je sais que la Guadeloupe en fait partie, on inscrit en tant que membre neutre, je crois dans un de ces, dans plusieurs même … C'est pour mener des projets pour la Caraïbe, pour lier les îles de la Caraïbe sur plusieurs aspects, que ce soit politique, culturel ou … Je crois le littéraire, le sport aussi. Ça, il faudrait que ces projets-là avancent plus pour qu'on ressente vraiment le fait qu'on soit lié aux autres îles de la Caraïbe. Parce que, pour l'instant, j'ai l'impression que c'est sur le papier. Parce que, surtout pour nous, on est vraiment attaché à la métropole. On va se sentir plus Métropolitain que Caribéen …
>
> - Laurence, étudiante en Licence Anglais-Espagnol, Guadeloupe

[221] Pour plus de précisions sur l'histoire des luttes dromiennes dans les syndicats nationaux, voir l'ouvrage *Pwofitasyon. Luttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique* de Pierre Odin (2019).

Si les souhaits de Caraïbe sont relativement unanimes chez les étudiant·es, cette configuration du lien à la Caraïbe est bien saisie par les étudiant·es comme une démarche contrainte et soumise à condition auprès de l'espace régional, de la France comme de l'UE.

> Par exemple, les sargasses, les algues … je comprends que ce soit un phénomène vraiment grand. Donc oui, certes, on a besoin d'aide. Mais il faudrait qu'on regarde comment les autres îles se sont débrouillées avec, qu'on adapte leurs techniques à notre territoire, et pour les mettre en place plutôt que d'appeler et de dire « Monsieur Macron, envoyez-nous de l'argent, envoyez-nous des appareils pour enlever les sargasses », mais ça n'a absolument aucun sens ! C'est chez nous que ça arrive.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique
>
> Je pense qu'on se fait léser simplement par les plus grandes puissances, coloniales ou pas … mais surtout colonial […] Donc, comment je souhaiterais les voir ? Bon, même nous en tant que Caraïbes … bah déjà indépendante, pour ceux et celles qui ne le sont pas. Bon, les rares qui ne le sont pas, Guadeloupe et Martinique […] Je souhaite que tous les États de cette région-là comprennent qu'ils pourraient faire les choses ensemble en réalité, et qu'ils pourraient s'unir. Et puis qu'ils pourraient trouver autre chose que les régimes politiques qui ont été expliqués par l'Amérique du Nord et l'Europe, qu'il pourrait y en avoir un autre tout simplement.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Quand, pour Cassidy, la condition est le fait de déplacer les réflexes d'aide et de support de l'Hexagone vers la Caraïbe, pour Gary, c'est l'indépendance qui est une condition nécessaire à tout rapprochement et insertion dans l'espace régional. Les organisations régionales caribéennes existantes produisent surtout de la frustration dans les DROM du fait de leur mise à distance ou de leurs rapports épisodiques (Nabajoth, 2002). La connaissance floue des organisations régionales par les étudiant·es est signifiante du peu d'impact que cela auprès d'eux, autant dans les discours que dans les dispositifs. Entre impatience et désillusion, les étudiant·es identifient les limites, nombreuses, parmi lesquelles le manque de performance de ces actions à cause le lien à la France et à l'UE. Si certain·es évoquent un scepticisme des organisations régionales comme outil néolibéral de compensation de la faiblesse des États, des nuances sont systématiquement amenées quant à la possibilité de peser dans les rapports de force internationaux « contre les plus grands États, les États-Unis en fait, Canada et autres États européens », comme le précise Gary :

> [Les organisations régionales], elles sont là pour compenser la faiblesse des États là. Enfin, les États contre les plus grands États, les États-Unis en fait, Canada et autres États européens. Ce que les États caribéens ont fait était très bien avec le dollar caribéen, donc ça fait quand même que leur monnaie n'est pas dévaluée de fois quarante c'est bien quand même vous pouvez voir parce que c'est quand même un tiers équivalent à l'euro. Donc oui, bien sûr que c'est bien, mais c'est juste une compensation, ça ne va pas … […} On ne peut pas essayer de … de surpasser les pays qui qui nous pose problème en réalité.
>
> – Gary, étudiant en Licence Histoire, Martinique

Les outils sont jugés utiles dans l'idée, mais ne permettent pas de dépasser les rapports de domination qui se jouent, qu'ils soient impérialistes ou postcoloniaux. Pour Solène, se rapprocher des organisations régionales serait une manière de gagner en autonomie vis-à-vis de la France, mais qui reste creuse dans les actes, pour la Guadeloupe, mais aussi pour la Caraïbe, la France et l'UE.

> [Les organisations régionales] bah je trouve que c'est intéressant, et que c'est important dans la mesure où on en a besoin. Ça permet de nous développer un peu de façon … pas plus indépendante, mais plus autonome de euh de la France hexagonale. Mais je trouve qu'ils ne sont pas suffisamment exploités. Et que du coup il y a un petit peu un … une forme de pas de perte d'intérêt, mais euh … Concrètement c'est-à-dire qu'entre les idées qu'ils prônent et les actions concrètes, il y a quand même un décalage assez important. Et je trouve ça un petit peu … un peu dommage […] À l'échelle de la Guadeloupe, c'est noté plusieurs fois [Rire], mais même à l'échelle de la Caraïbe, et à l'échelle aussi de la France, de l'Union européenne … Et ça sonne un peu creux au final, quand ils parlent.
>
> – Solène, étudiante en Licence Sciences politiques, Guadeloupe

Si la départementalisation a distingué les DROM de leur environnement régional direct en orientant la relation vers la métropole, elle les a aussi éloignés d'ancrages culturels et économiques communs au reste de l'espace. L'absence d'attente de ce niveau institutionnel d'Eliza ou de Manon sont parlant : « [Rire] S'ils ont envie … moi, je pense vraiment que ça doit venir du peuple genre vraiment de nous … » (Eliza), « Je m'y intéresse pas trop […] Ça n'aura pas d'impact. Ils vont essayer de faire des choses, mais tant que la France et l'Europe ne donnent pas leur accord, ça n'a pas forcément de valeur […] La Guadeloupe n'est pas un département indépendant. Ils ne vont pas faire ce qu'ils veulent. Donc il faut toujours avoir l'avis de France » (Manon).

Face à ces organisations, les attentes (plus ou moins déçues) sont attribuées à l'échelle nationale, aux élu·es locaux·les, mais aussi aux acteurs de la Caraïbe :

> Les billets d'avion vers la Martinique sont super chers, je suis d'accord. Mais je ne sais pas, je me dis, je suis contente qu'ils aient réglé le problème parce qu'il y a des personnes qui veulent revenir, des étudiants qui veulent voir leur famille, c'est compliqué. Mais on a des problèmes plus logiques. Comme par exemple, tu veux commander sur un site et que ça arrive partout dans la Caraïbe ou presque, sauf en Martinique-Guadeloupe. Enfin, sincèrement, je ne comprends pas. S'ils livrent ici, c'est plus cher pour la Martinique que pour la Barbade ou la Jamaïque […] En fait, le fait peut être qu'on soit Français, il y a peut-être plus de restrictions ou plus de lois à respecter. Et je pense qu'ils nous abandonnent un petit peu.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

Pour Cassidy, par exemple, le problème vient du fait que ces élus ne soient pas entendus, mais aussi qu'ils défendent davantage les questions de lien avec la France (aide pour le financement des billets de retours pour les étudiant·es lors des vacances universitaires) plutôt que des liens avec les États et territoires de la Caraïbe (en prenant ici l'exemple des coûts d'envois postaux). C'est ce dont Cédric

Audebert (2010) parle en évoquant la « nécessité de relativiser le processus d'assimilation transatlantique et de rétablir le lien avec leur environnement régional » qui devient, pour certain·es étudiant·es, le support d'un ancrage politique projeté et souhaité.

1.3. Réappropriation et marges émancipatrices pensées par les jeunesses

Ce que je cherche à observer ici, ce sont les marqueurs d'appartenance tels qu'ils sont définis, appropriés et articulés par les étudiant·es. C'est la démarche décrite par Robin Cohen et Olivia Sheringham (2020). Étudier des « marqueurs » des identités permet de :

> « tenir compte du fait que vivre en diversité ne veut pas nécessairement dire transcender la différence ou *dépasser* l'identité, mais qu'il est cependant possible que les expressions individuelles ou collectives d'identités qui coexistent se complètent entre elles plutôt qu'elles se contredisent. Ce prisme valide le droit des peuples à tracer les contours d'espaces d'appartenance et de refuser d'être « marqués » par des « autres » dominants ; il permet également d'accepter et d'inclure différents marqueurs de la différence » (Cohen, Sheringham, 2020)

Ces marqueurs des identités renvoient concrètement à toutes les marques dans le paysage (environnementales), dans les pratiques et les représentations sociales et culturelles qui participent à la construction et à l'expression des identités dans les expériences quotidiennes des individus et des groupes (*ibid.*). Autrement dit, cela renvoie tous les symboles ou normes de francité, d'européanité ou de caribéanité, que ce soit dans les espaces publics, lors d'évènements culturels ou encore à l'école.

1.3.1. Catégorisation des formes des appartenances et rapports socio-spatiaux

Plusieurs formes d'expression des appartenances mettant en lien la Caraïbe ou tout autre ensemble géographique sont mobilisées chez les étudiant·es. En croisant les analyses des pratiques et des représentations étudiant·es présentées dans les chapitres 4, 5 et dans ce dernier chapitre, je résume ici les formes des appartenances par les logiques spatiales, les rapports socio-spatiaux et politiques qu'ils et elles articulent, autant dans les entretiens que dans les cartes mentales. Pour des raisons d'explicitation, je résume les formes d'appartenance en six catégories qui restent poreuses.

« Citoyen du monde »

La première forme d'appartenance présentée est celle de « citoyen du monde » ou de « terrien », exprimée dans les cartes mentales et dans les entretiens. Elle est mobilisée comme contestation ou

comme refus de choisir une identité territorialisée. Cette expression d'appartenance est fréquemment observée dans les enquêtes sur les identités ou les appartenances, comme Jessy Patrice dans le cas de la Martinique (Patrice, 2020). Dans les entretiens, cette idée est très peu mobilisée par les étudiant·es, mais on la retrouve exprimée de deux manières bien distinctes.

Dans le premier cas, je prends l'exemple de l'échange avec Arthur, étudiant hexagonal arrivé quelques mois auparavant en Martinique dans le cadre de sa licence : « Je me considère plus comme citoyen du monde. Parce que, au final, je partage plus avec un étudiant allemand, avec un étudiant italien qu'avec finalement Bernard Arnault, qui a la même nationalité que moi, mais qui a son yacht et qui qui vit dans son jet privé ».

L'expression de « citoyen du monde » apparaît au XVIIe siècle, au moment de la prise de sens politique du terme « citoyen ». Les usages actuels sont associés à la revendication d'un « dépassement identitaire », autrement dit une identité dépassant les espaces vécus, les États-nations ou les découpages du monde (Patrice, 2016). Se positionnant au-delà des structures et des contraintes, cette expression d'un cosmopolitisme est une lecture déterritorialisée du monde accessible uniquement aux élites mondiales mobiles pour qui « appartenir au monde » n'est soumis à aucune contrainte (Foessel, 2013).

Dans le second cas, c'est l'expression de « terrien » telle que Gabriel, néo-enseignant martiniquais, l'appréhende : « Je ne pourrai pas tracer quelque chose […] Physiquement je suis ici, mais à certains moments, je peux être comme je t'ai dit en Inde, je peux être euh en Pennsylvanie, je peux être en Corée tu vois ? Il y a tout ce que je regarde comme séries et tout qui vont directement m'amener sur site, sans pour autant y être […] Là je suis complètement un terrien ». Cette lecture repose sur les pratiques et les représentations sociales et culturelles du monde (Tassin, 2014).

« Microcosme du monde »

La deuxième forme d'appartenance est une lecture de la Caraïbe ou des Antilles comme un « microcosme du monde » (Glissant, 1997) où s'initierait et se fabriquerait la modernité (Simasotchi-Bronès, 2020 cité par Kopf, 2024 ; Puig, 2018). On la retrouve ici chez Marine, mais finalement chez assez peu d'étudiant·es enquêté·es :

> En Martinique et en Guadeloupe, nous sommes métisses et je suis très consciente de ça. C'est aussi ce à quoi je pense souvent, nous venons d'un peu partout … Quand on réfléchit un peu à l'histoire, on se rend compte qu'il y a l'Afrique, les Européens, etc. […] on ne peut pas juste dire Martiniquais, Martiniquais c'est déjà le monde.
>
> – Marine, étudiante en Master Sciences de l'éduction, Martinique

Elle renvoie au métissage qui implique l'idée de multiples composantes mélangées et dont la synthèse est prévisible. La créolisation, elle, appréhende l'imprévisibilité et la transformation permanente et sans limites par les relations (Glissant, 2009). Tel qu'elle est définie par Édouard Glissant, il s'agit de « la mise en contact de plusieurs cultures ou au moins de plusieurs éléments de cultures distinctes, dans un endroit du monde, avec pour résultante une donnée nouvelle, totalement imprévisible par rapport à la somme ou à la simple synthèse de ces éléments » (Glissant, 1997, p. 37). La créolisation vise à dépasser les notions d'identité unique ou « pure » en orientant le débat vers une identité multiple.

Double identité

Ensuite, ce sont des appartenances doubles, voire une triple qui émergent :

> Il faut apprendre ce qui se passe avec la France, parce que nous sommes Français, donc je suis d'accord. Honnêtement, je suis d'accord et j'en apprends tous les jours aussi [...] Donc il faut qu'on puisse connaître, mais pas que ça, voilà. On dirait qu'on nous a matrixé entre guillemets « la France, la France, la France, la France » alors que nous on a aussi une double identité, voire une triple identité parce qu'on a d'autres langues encore, qu'on doit en être conscient et qu'on doit développer en fait, c'est une richesse. Et si on ne développe pas cette richesse, on va la laisser mourir, voilà [...] Je ne veux pas dire, mais c'est limite blessant quoi [que les Français hexagonaux ne connaissent pas les Antilles]. Bon, voilà genre je connais le minimum, faites l'effort, voilà j'ai envie de dire faites l'effort
>
> – Andréa, étudiante en Master Gestion, Guadeloupe

C'est ce que la politiste Marina Casula (2006) observe dans le cas de la construction des identités et des appartenances entre la France continentale et la Corse. Pour l'appartenance corse, l'Italie, la France, la Méditerranée[222] ou encore l'UE entrent en compte de différentes manières dans la construction des identifications et des appartenances. Beaucoup revendiquent une double appartenance, corse et française, à parts égales (« 50/50 ») ou avec des variations (Harris, 2000 cité par Casula, 2006). Parmi les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, cette forme d'expression de l'appartenance est relativement fréquente. Plus précisément, c'est la formulation d'Andréa que j'ai observée : ce n'est pas tant l'idée d'avoir des identités fragmentées (par exemple à moitié

[222] La place de la Méditerranée, comme sphère d'appartenance historique et géographique, a décliné dans le temps, mais, selon Marina Casula (2006), elle connaîtrait un nouvel élan dans les années 2000 par l'intermédiaire de partenariats économiques, politiques ou scientifiques. On retrouverait un « double ancrage institutionnalisé comme identité-projet » dans la coopération institutionnelle entre l'Europe et l'espace méditerranéen où la Corse serait dans cette double identité.

guadeloupéenne et à moitié française) qui émerge, mais bien plus le fait d'être « à la fois » l'un et l'autre, entièrement.

Appartenances et identités circulatoires

La troisième forme d'appartenance correspond à une approche circulatoire de l'identité martiniquaise ou guadeloupéenne (Audebert, 2010 ; Condon, 1996) . Elle s'exprime une identité construite autour d'un espace transatlantique et des circulations. Emeline, étudiante en Licence Créole (Martinique), explique la présence de l'Europe dans certaines cartes mentales par cette dimension circulatoire : « Parce qu'on a beaucoup de personnes qui sont nées là-bas et qui vivent ici depuis leur plus jeune âge, ou des fois, qui sont nées ici aussi, mais qui ont de la famille, qui sont issues de là-bas ». Les navettes macrorégionales à long terme, les activités quotidiennes relatives à la famille, au travail ou encore aux études entre plusieurs espaces produisent cet espace circulatoire et façonnent des appartenances à un espace macrorégional (Sanchez, 2023).

Les emboîtements

Ensuite, ce sont des formes d'appartenance exprimées par « emboîtement ». J'illustre ce point par l'échange avec Emeline qui, après avoir entouré la Martinique et la Guadeloupe sur sa carte mentale papier[223], explicite ses hésitations à représenter ou non la Caraïbe :

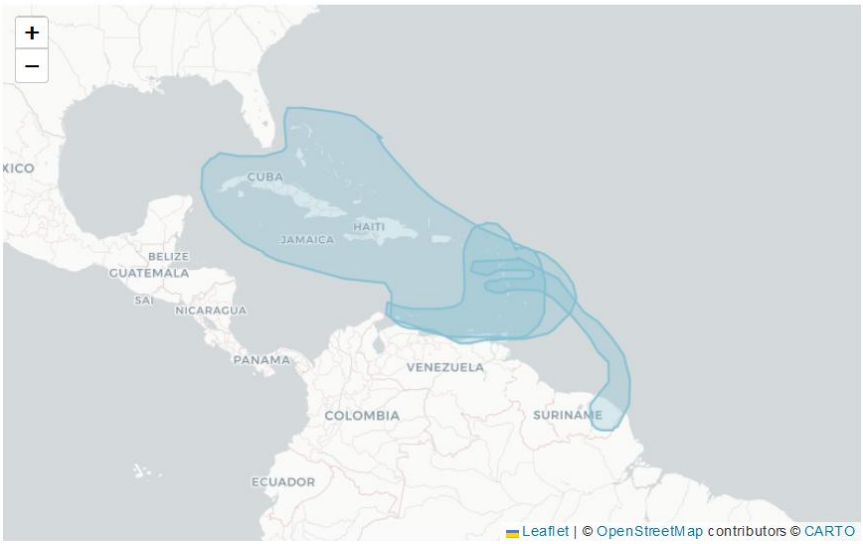
> À aucun moment, tu as le souvenir qu'on t'ait dit bon, ça, c'est la Caraïbe, et ça, c'est les Antilles. Non, on ne m'en a jamais causé. Et ça, je pense que c'est la différence pour le coup, ma génération, on nous expliquait de manière très brève et sans nous laisser le choix de discuter ou de réfléchir que peut-être qu'on peut ne pas être d'accord. Non, on ne nous a jamais posé la question […] On ne nous a jamais dit, non, vous faites partie des … des deux. Ouais … Enfin, ça dépend avec qui je parle, si je vais dire Antillaise et que la personne ne voit pas, je vais dire Caribéenne … Je pense que le terme caribéen sera plus explicite pour le monde en général qu'Antillaise. J'ai plus l'impression que c'est nous, les Antilles, on dit ça, entre Antillais et au niveau de l'Hexagone, enfin, ceux qui sont négropolitains, mais pas au niveau, enfin, du monde entier. On parle de la Caraïbe au niveau du monde entier. Ils vont comprendre c'est parce que, même quand je vais dire Guadeloupe, ben, justement, en Pologne ils me disent c'est où la Guadeloupe, donc je disais « *French West Indies* », ils disent « Oh, *Caribbean*, ok ! » d'accord [Rire].
>
> – Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

[223] Emeline a réalisé sa carte mentale lors de l'entretien, puisqu'elle n'avait pas participé à l'enquête par questionnaire. Elle avait accepté de me rencontrer par l'intermédiaire d'une amie qui avait, elle, répondu au questionnaire et à l'entretien.

Les appartenances présentées par emboîtement sont toutes liées les unes aux autres. Dans cette forme, l'appartenance ne change pas, elle est exprimée différemment en fonction de l'interaction et de l'interlocuteur. Cependant, elles font transparaître le sentiment d'un marqueur antillais parfois imposé à l'espace de la Martinique et de la Guadeloupe dans le référentiel français, et d'un marqueur caribéen mis à distance malgré le fait qu'il soit plus identifié de l'extérieur. Ci-dessous, je prends l'exemple d'une carte mentale réalisée dans le cadre du questionnaire, et qui donne à voir ces deux référentiels auxquels sont renvoyés la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane : un référentiel caribéen (et plus précisément celui des « Petites Antilles ») et un référentiel français au sein même de cet espace (« Antilles françaises ») (Figure 47).

Figure 47 | Carte mentale représentant des espaces emboîtés

ID du respo : 3ww2k34pbf84



X0001_met_respID_aut	ID_geom	Index	E1903_map_rgname	E1903_map_rgname_lab_rec	E1903_map_rg
3ww2k34pbf84	GEOM312	1	Les Caraïbes	Caraïbes	Caraïbes
3ww2k34pbf84	GEOM314	3	Petites Antilles	Petites Antilles	Petites Antilles
3ww2k34pbf84	GEOM313	2	Antilles françaises	Antilles françaises	Antilles français

Les entre-deux

L'entre-deux ne transparaît pas dans les cartes mentales des étudiant·es antillais·es, contrairement aux cartes mentales des autres étudiant·es de l'enquête. Il n'y a pas de doute dans leur projection vers et dans la Caraïbe en tant qu'espace et en tant qu'appartenance. L'entre-deux apparaît cependant dans les discours et les pratiques. La mise en tension des rapports socio-spatiaux et politiques avec les cadres institutionnels et normatifs donne à voir l'entre-deux. Contrairement à la forme d'appartenance de « citoyen du monde » cette forme d'appartenance rend compte des rapports de forces internes et externes, des réactivations de temporalités et de l'expérience des discontinuités spatiales et temporelles (cf. Chapitre 1) (Rey, 2013). Elle met aussi en avant les

projections d'horizons d'attente (von Hirschhausen, 2023), les projections dans le futur et les affirmations de changement souhaités, par exemple mobilisant la Caraïbe dans l'expression de ce changement. Je prends à nouveau l'exemple de la carte mentale représentant un « Grand bassin américain proche » ou celui d'une carte mentale représentant une « Caraïbes Amérique » (Figure 48). Dans les deux cas, on retrouve l'idée d'emboîtement, mais ici dans une démarche de projection de leurs espaces vécus vers le bassin caribéen et l'Amérique.

Figure 48 | Carte mentale représentant une "Caraïbe Amérique"

ID du respo : 8gcf3ya6k4o4

X0001_met_respID_aut	ID_geom	Index	E1903_map_rgname	E1903_map_rgname_lab_rec	E1903_map_rg
8gcf3ya6k4o4	GEOM541	3	Caraïbe-Amerique	Caraïbes Amérique	Caraïbes Améri
8gcf3ya6k4o4	GEOM540	2	Caraïbe	Caraïbes	Caraïbes
8gcf3ya6k4o4	GEOM539	1	Martinique	Martinique	Martinique

1.3.2. Dépasser et émanciper : des appropriations au sentiment d'appartenance

Toutes ces formes d'appartenance, dans toutes les nuances qu'elles soulèvent, permettent de dépasser la définition des identités collectives comme « fluides » ou « souples » (Célestine, 2017), qui tendent à nier leur force et leur rôle de support dans les rapports sociaux. La forme d'expression des appartenances d' « entre-deux » observée parmi les étudiant·es met en lumière une démarche commune.

Tout d'abord, les étudiant·es mettent en regard les structures et les réseaux postcoloniaux tels qu'ils existent et ont évolué au fil des générations et qu'ils et elles se réapproprient. C'est ce que Seloua Luste Bulbina (2007) définit sous le terme de postcolonie, autrement dit ce qui subsiste du colonial au-delà des transformations statutaires (Soune-Seyne, 2025), caractérisant les transmissions (plus

que les héritages) et les effets (plus que les causes) (Luste Boulbina, 2007). Il s'agit de l'espace-temps après la fin de la colonisation, mais où prennent place les rémanences de l'imaginaire colonial dans un régime postcolonial (Mbembe, 2020). Achille Mbembe (2020) mobilise ce concept pour désigner le discours occidental postcolonial appréhendant l'Afrique comme espace périphérique dépendant et la récupération de ce discours « reprendre le droit de commander » en sapant toute initiative, des politiques publiques comme des solidarités locales.

La postcolonie désigne le pays qui a été colonisé, les marques dans son paysage (cf. Chapitre 5), mais aussi ses dimensions cosmopolites et déterritorialisées (Mbembe, 2020). Autrement dit, la postcolonie appréhende autant les effets des transmissions auxquels sont confrontés les étudiant·es « resté·es » en Martinique comme en Guadeloupe, celles et ceux qui partent dans l'Hexagone, celles et ceux qui reviennent ou encore celles et ceux qui arrivent d'États et de territoires de la Caraïbe. Que ce soit dans la mobilité ou dans l'immobilité, dans le fait de rester, de partir de (re)venir, les identités des postcolonies font toujours plus l'objet de discours idéologiques et d'assignation (Mbembe, 2020). Comme le résume Seloua Luste Boulbina dans un échange avec l'artiste Kader Attia, « *la postcolonie renvoie à un travail de réappropriation, qui est la voie royale de la décolonisation, que celle-ci soit politique, économique, sociale ou culturelle. Contrairement à la propriété et à sa valeur d'échange, la réappropriation prend sa valeur dans l'usage* » (Attia, Luste Boulbina, 2023). C'est cette réappropriation de leurs identités et de leurs imaginaires que les étudiant·es expriment au fil des échanges, dans toutes la diversité et les nuances de leurs parcours et de leurs lectures politiques, mais qui en arrivent à cette démarche. À ce titre, l'échange avec Cassidy est édifiant :

> Parce qu'on a l'idée justement, quand c'est des grands pays, on a l'idée que nous on est tout petits et que, même si on est petit, le fait d'être d'un petit territoire, ça ne fait pas de moi un petit être humain. Donc moi, je peux quand même voyager en fait. Et aller partout ! Tout simplement. Je me dis pousser les gens à être ambitieux, pousser à la réflexion, à penser soi-même pour soi-même et pas seulement à travers les yeux des autres.
>
> – Cassidy, étudiante en Master Créole, Martinique

En distinguant les « grands pays » des « petits territoires », elle met en lumière toute la complexité des projections souhaitées pour dépasser la violence psychologique et sociale des assignations faites sur son espace et sur elle.

Il s'agit ainsi de lire les effets des violences matérielles, symboliques et des assignations, mais aussi de laisser la place au dépassement de la lecture coloniale transmise. Derrière l'expression des trajectoires des identités, des appropriations individuelles et collectives c'est prendre l'espace de « tracer les contours d'espaces d'appartenance et de refuser d'être « marqués » par des « autres » dominants » (Cohen, Sheringham, 2020).

Sous plusieurs formes, les étudiant·es amènent à l'appréhension de ce que Prince et Pedrazzini qualifient d'un rapport « paracolonial », intégrant les transmissions des contextes coloniaux puis postcoloniaux, mais les dépassent et les émancipent. Autrement dit, les étudiant·es portent un regard émancipateur sur leurs identités, les expressions d'appartenance et les imaginaires qu'ils et elles portent sur eux-mêmes, sur les espaces et les groupes confrontés à des enjeux similaires.

Ils et elles en sont demande d'une conscientisation des rapports de domination par les institutions (organisations régionales, politiques, scolaires, scientifiques, etc.) (Cock, 2021) ainsi que de pouvoir tracer leurs propres identités et appartenances, dans les représentations comme dans les pratiques. Il s'agit de ne plus être assigné·es à une figure d'étudiant·e de « seconde zone » qui n'a pas « pu » partir et qui subit en réalité les injustices sociales et environnementales. Il s'agit de plus ne plus être une minorité homogénéisée et discriminée dans une migration vers l'Hexagone qui lui est enjointe. Il ne s'agit plus d'être une minorité si proche, mais méprisée par les mécaniques d'aliénation qui reproduit les violences pour protéger des acquis pourtant si difficilement appliqués.

Dans cette démarche de réappropriation, la Caraïbe apparaît comme un symbole, mais aussi un outil dans la reconfiguration politique et pragmatique des rapports à la France et à l'UE, mais aussi à eux et elles-mêmes en tant que collectifs et individus. Même si elle est floue et débattue, la Caraïbe est incarnée comme un moyen et un support d'un projet d'émancipation sociale. Plus qu'une marge créatrice (Goreau-Ponceaud, Calas, 2016), la Guadeloupe et la Martinique au sein de la Caraïbe deviendraient des marges émancipatrices.

2. Construction inégalitaire des identités des jeunes en Martinique et en Guadeloupe : le rôle de l'institution scolaire

Je me suis intéressée aux identités et aux appartenances plurielles, fluides et différenciées des enquêté·es. Or, ces identités sont des constructions sociales et le produit d'un processus, et l'institution scolaire occupe précisément une place prégnante dans ce processus. Dans cette seconde partie, j'interroge le rôle du système scolaire, autant dans la reproduction des identifications institutionnelles que dans la transmission des images sociales. Pour l'historienne Anne-Marie Thiesse, le sentiment d'appartenance est intériorisé lorsqu'il est enseigné par ce qu'elle désigne « un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif » (2014, p. 14). Cela passe par l'élaboration et la diffusion d'une langue commune, d'une littérature commune et d'une histoire commune enseignée à l'école et mises en scène dans les musées (Thiesse, 2001). L'enseignement – véhicule des manières de dire, de penser, d'agir et de légitimer (Bourdieu, 1980b) – participe à construire un imaginaire

national, une mémoire collective et une histoire partagée qui devrait donc intégrer les DROM. Cependant, cette mémoire collective enseignée intègre mal l'histoire coloniale à l'échelle de la France (Fayot Chalcou, 2002).

J'interroge ici le rôle du système scolaire pour ce qu'il participe à la construction et à la diffusion d'imaginaires socio-spatiaux, détermine les trajectoires scolaires et sociales. Il opère également dans les projections des étudiant·es comme futur·es ou jeunes acteur·rices d'autres trajectoires scolaires, ainsi que comme sphère d'expression d'un regard critique ou de contrôle.

2.1. L'école au cœur des débats : entre prescriptions officielles et appropriations par les jeunes ?

Édictés par le Ministère de l'Éducation Nationale pour toutes les disciplines et tous les établissements, les programmes scolaires, les thèmes d'une discipline et leurs structurations donnent à voir le « poids des discours institutionnels ou péri-institutionnels sur la construction des représentations » (Azilis Rigollet, 2022). Le programme cristallise les attentes des acteurs du système scolaire (Lebrun et Niclot, 2003 cités par Azilis Rigollet, 2022), les avancées scientifiques et les besoins d'une société (Forquin, 2008 ; Isambert-Jamati, 1995). En réalité ces textes sont négociés et composent un curriculum formel. Comme l'analyse la sociologue de l'éducation Viviane Isambert Jamati (1995), ce curriculum formel ne se limite pas à la traduction de besoins, mais appréhende plutôt à ce qui est fixé dans les textes par l'institution scolaire. Pour Jean-François Thémines, les textes officiels sont « muets » ou inadaptés « aux enjeux contemporains de constructions d'identités individuelles et collectives ainsi que de représentations partagées » (Thémines, 2016a). Tel qu'il est mis en œuvre et enseigné, ce curriculum formel devient curriculum réel.

Dans cette partie, je reviens donc sur le curriculum formel en présentant les enjeux relatifs aux programmes scolaires, mais surtout sur le curriculum réel tel qu'il est exprimé dans des travaux et dans les entretiens réalisés avec des futur·es et des jeunes enseignant·es parmi les étudiant·es enquêté·es[224]. En interrogeant l'ensemble des étudiant·es, c'est un autre curriculum auquel j'accède ici : le curriculum caché. Il désigne ce que les apprenant·es comprennent et retiennent d'un enseignement donné. Les retours des étudiant·es mentionné·es dans la suite de ce chapitre ne

[224] Dans le cadre de cette recherche, les rapports à l'école et à l'enseignement structurent les représentations des étudiant·es, mais aussi leur formation dans la mesure où une part considérable des enquêté·es (6 sur 27) sont inscrit·es en formation à l'enseignement (Inspe) ou en sortent et font leurs premières expériences dans le premier ou le second degré et dans diverses disciplines.

décrivent donc pas les enseignements tels qu'ils ont été conçus et présentés, mais plutôt tels qu'ils ont été reçus et le sens qui leur a été donné (Perrenoud, 1993).

2.1.1. Les adaptations des programmes scolaires : baromètre du rapport politique national aux DROM et à l'histoire coloniale

L'adaptation des programmes pour les enseignements d'histoire-géographie dans les DROM apparaît comme une revendication majeure des enseignant·es comme des élèves, et s'inscrit dans une longue évolution sociale et politique avant leur mise en place au tournant des années 2000 (Burac, 2002 ; Juston, 2022).

Les programmes scolaires sont mobilisés dans les rapports de pouvoir coloniaux dès le XIXe siècle, notamment par les Békés en Martinique[225] (Fayot Chalcou, 2002). Au XXe siècle, la voix de quelques sphères universitaires porte les premières réflexions dans les années 1930 sur l'adaptation des enseignements dans les colonies[226] et en fonction des contextes (ancienneté de la colonisation, degré d'assimilation) (Juston, 2022).

La loi de départementalisation de 1946 prône, elle, l'idée d'un système éducatif – point clé des mesures d'assimilation politique, sociale et culturelle – similaire à l'ensemble des départements français. Dans les années 1950 et 1960, les premières initiatives d'enseignement des contextes locaux sont portées par des enseignant·es militant·es comme Édouard Delépine[227] ou Armand Nicolas,[228] qui ont ensuite été moteurs de recherches inédites sur l'histoire de l'esclavage, notamment en Martinique (Juston, 2022). Cela s'inscrit dans un contexte politique et social martiniquais tendu suite à l'affaire de l'OJAM (Organisation de la jeunesse anticolonialiste de la Martinique) en 1963, qui suscite la colère également dans les DOM et l'Hexagone, mais qui fait jurisprudence dans l'expression politique autonomiste et indépendantiste (cf. Chapitre 5). Les propositions d'adaptations des programmes émergent progressivement au fil des revendications, militantes, politiques, par le tournant des études postcoloniales qui se développent ainsi que par des évènements majeurs, tels que la célébration du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1998 (Juston, 2022). La

[225] Terme créole martiniquais pour désigner les personnes blanches créoles descendantes des premiers colons dans les îles antillaises colonisées par la France.
[226] Cela constitue un pas de côté dans un contexte où les programmes des lois Ferry de la IIIe République (1870-1940) ont pour objectif de former une « École de la nation » vectrice d'unification, basée sur une langue et un programme unique (Duru-Bellat, Farges, Henriot-Van Zanten, 2022).
[227] Édouard Delépine (1932 – 2020) est enseignant, historien et figure politique martiniquais, militant communiste. Il questionne notamment le statut de la Martinique, son indépendance, mais aussi sa place dans la Caraïbe, notamment au sein d'une Fédération des États socialistes caribéens.
[228] Armand Nicolas (1925-2022) est enseignant, historien et militant communiste martiniquais. Il a notamment été le secrétaire général du Parti communiste martiniquais entre 1963 et 1990 (Maitron, [URL]).

transformation des programmes d'histoire-géographie est portée dans les années 1980 par un contexte institutionnel favorable aux initiatives locales, d'abord dans le cadre des lois de décentralisation de 1982, d'accroissement de la notion de territorialisation dans le domaine éducatif[229], puis du passage de l'académie des Antilles et de la Guyane à trois académies distinctes (cf. Chapitre 3).

C'est en 2000, dans le cadre du projet de loi d'orientation pour les Outre-mer que des adaptations de programmes d'histoire-géographie sont actées, en même temps que l'enseignement du créole à l'école. Inscrite dans un discours de volonté d'assimilation des DROM, l'adaptation se fait en histoire par allègement et/ou ajout et en géographie par substitution des thèmes du programme national au collège et au lycée à l'exception des séries technologiques (Burac, 2002 ; Juston, 2022).

Dans l'enseignement des savoirs en histoire, sous l'effet de la loi Taubira de 2001, les programmes nationaux intègrent l'histoire de la traite et de l'esclavage (Burac, 2002), avec un resserrement des programmes adaptés autour d'une focale « traite négrière/esclavage » (Juston, 2022), non sans débat (Encadré 10). Dans les premiers manuels scolaires dédiés à l'adaptation des programmes, Gabrielle Burac (2002) relève l'apparition de la départementalisation abordée comme processus d'assimilation et d'acculturation, mais dans les programmes nationaux, l'histoire des Antilles reste sous-représentée et peu intégrée à un ensemble national dont elle fait partie.

Encadré 10 | La loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif de la présence française outre-mer »

Après les avancées permises par la loi Taubira pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité adoptée le 10 mai 2001, le contexte politique français dans les années qui ont suivi a produit un retour en arrière sur le rapport de la société française à l'histoire coloniale. En effet, depuis 2003, des débats autour des demandes de reconnaissance et d'indemnisation des harkis par l'État émergent à l'Assemblée nationale. En 2005, une loi pour la « reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés » est votée, contenant dans son article 1 « l'œuvre accomplie par la France ».

À l'échelle de l'École, si la loi Taubira comportait un volet sur l'enseignement de l'esclavage, l'article 4 de la loi de 2005 pose l'affirmation que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit ». Des chercheur·ses, historien·nes et des associations de défense des droits humains dénoncent cette loi et demandent son abrogation dans les mois qui suivent, mais sur des registres bien distincts. Pour certains, la critique se fait au nom de la « neutralité scolaire et au respect de la liberté de pensée qui sont au cœur de la laïcité » (Claude Liauzu, Gérard Noiriel et Gilbert Meyriel), refusant que « les pouvoirs publics dictent aux enseignants le contenu de leur cours » (Gérard Noiriel). Pour d'autres, c'est bien la « glorification du colonialisme » et l'imposition d'un « mensonge officiel sur des massacres allant parfois jusqu'au génocide, sur

[229] Par exemple, la création des Zones d'éducation prioritaire (ZEP) en 1981.

l'esclavage, sur le racisme hérité de ce passé » (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, MRAP)[230].
En Martinique, les élus politiques réagissent en se plaçant sur ce deuxième registre. Serge Letchimy, alors maire de Fort-de-France, initie le « collectif martiniquais pour l'abrogation de la loi de la honte » pour dénoncer « l'état d'esprit postcolonialiste » encore bien présent en France. Suite aux manifestations et à la protestation d'Aimé Césaire, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, annule sa venue en Martinique[231].

La réforme des programmes de collège de 2009 voit régresser certains acquis. La thématique sur l'histoire de l'esclavage est abordée en fin d'année et la colonisation n'est plus étudiée que par l'intermédiaire d'une étude de cas sur une habitation sucrière. La chronologie du thème met au centre la construction des empires européens depuis les voyages de « découverte » du XVe siècle (Juston, 2022). La réforme de 2015 finit de diluer l'impact de la loi Taubira au collège, ce qui n'est cependant pas le cas sur les programmes du lycée de 2018 qui restent ambitieux (mise en œuvre en 2019 – 2de et 1ère – et 2020 pour les terminales). Dans l'ensemble, Monique Bégot (2019) parle d'une « lente érosion et des forces centrifuges de désintégration » qui agissent sur les programmes, dans les deux disciplines.

En géographie, ce sont les thématiques liées à l'outre-mer français ou l'insularité (sur le modèle de l'île « tropicale », lue par ses contraintes d'isolement, etc.) qui sont intégrées sous la forme d'études de cas sur les régions ultramarines françaises. En 2000, l'étude de la Caraïbe, le Venezuela et des études de cas sur les DROM sont intégrées. Comme pour l'histoire, la réforme de 2012 recule cependant par deux changements majeurs. D'une part, c'est l'affirmation de la place européenne dans les lectures proposées au collège. Ainsi, l'étude d'une RUP de l'UE est intégrée au détriment de la Caraïbe – qui disparaît du programme – et des territoires de vie qui sont à aborder par le prisme de leur rapport à l'UE. D'autre part, c'est la démarche inductive qui prévaut sous la forme du choix des études de cas, en lien avec le territoire des élèves (Leininger-Frézal, Douay, Cohen, 2016). La même démarche est adoptée pour les programmes de lycée, y compris dans les programmes de 2020/2021, présentant des études de cas spécifiques au DROM pour chaque thème de la Seconde à la Terminale et en HGGSP (Juston, 2022). Depuis 2009, l'entrée des territoires ultramarins comme éléments de la puissance française par l'intermédiaire notamment des ZEE est renforcée, ainsi que les lectures mobilisant le concept de marge pour interroger l'éloignement, l'insularité ou l'écart, projetées par le regard d'une centralité continentale dominante vers des périphéries (Juston, 2022).

[230] Le Monde et AFP. 2005. « L'incitation à reconnaître le « rôle positif » de la colonisation à l'école suscite une levée de boucliers ». 13.04.2005. [URL].
[231] Le Monde. 2005. « Un état d'esprit postcolonialiste reste présent en France ». 15.12.2025. [URL].

2.1.2. Pratiques et représentations des futur·es ou jeunes enseignant·es : interroger les rapports aux consignes nationales

Le fait que les adaptations des programmes soient de moins en moins directives et à l'appréciation de l'enseignant·e interroge le curriculum réel, autrement dit l'enseignement tel qu'il est transmis et refaçonné dans la pratique des enseignant·es (Isambert-Jamati, 1995).

Les pratiques et les représentations des enseignant·es, notamment en histoire-géographie, renvoient à la confrontation entre les prescriptions et le fait que « chaque enseignant donne à voir une "cohérence" qui lui est propre, révélatrice d'une manière d'être au monde » (Allieu-Mary, 2008). Pour Thémines (2016b), l'enseignement de la géographie appréhende en effet des objets « sensibles » dans le sens d'un écart entre « leur acuité politique de leur invisibilité en tant que question scolaire ».

La France, en géographie, est un objet de savoirs complexes, car il représente la « confrontation du professeur au rapport particulier que chaque élève entretient avec celle-ci : un rapport identitaire, psychologique, social et certainement aussi politique » (Thémines, Le Guern, 2014, paragr. 66). Dans le cas de l'enseignement de la France dans les contextes ultramarins, cette mise en tension peut être particulièrement prégnante pour les enseignant·es autour de cet objet.

Elsa Juston (2022) montre que les enseignant·es questionnent les contenus des adaptations, des programmes officiels et leurs mises en place. Les attentes relevées dans son enquête auprès d'enseignant·es d'histoire-géographie en Martinique sont plurielles : manque de place donnée aux liens avec les Amériques du Nord et du Sud, invisibilisation des acteurs locaux ou encore manque de place qui leur sont faites, vision européo-centrée, manque d'articulation ou flou des consignes pour les adaptations dans le Bulletin Officiel dans un programme national déjà lourd.

L'enseignement de l'histoire-géographie met ainsi les enseignant·es dans une posture complexe face aux questionnements socialement vifs dans l'espace public, les médias, dans les savoirs scolaires ou la recherche (Legardez, Simonneaux, 2006). Je prends deux exemples de cette complexité pour les enseignant·es : d'une part, la gestion des paradigmes « dépolitisant » de plus en plus l'école et d'autre part, les contenus scolaires délégitimant toutes autres sources de questionnements ou d'information. L'une des critiques faites aux programmes scolaires et aux adaptations dans l'enquête d'Elsa Juston, c'est leur construction dans un but d' « apaisement » des débats en cours dans la société. Cette volonté d'apaisement renvoie en effet à tout un lexique et à des recommandations émergentes à l'école, comme le « bien-être scolaire », entrant dans un paradigme du « développement personnel » (Meirieu, 2025). C'est là que le contraste avec les attentes des élèves (mais aussi d'une partie des enseignant·es) transparaît : l'école doit-elle « apaiser » ou adresser les débats dans le but d'une émancipation sociale des élèves (Cock, 2021) ? La volonté d'apaisement conduit à l'évitement de

questions socialement vives et entraîne ainsi une dépolitisation des contenus scolaires, ce qui contraste avec les demandes et les attendus des élèves qui sont, de fait, confrontés à ces questions.

Les échanges avec Manon, étudiante en Licence Gestion et Léna, étudiante en Licence de Droit, soulignent ces attentes émancipatrices de l'histoire dans la sphère scolaire. Pour Manon, d'abord, c'est le rapport à l'enseignement de l'histoire, et notamment à l'histoire de l'esclavage, qui revient comme un point saillant des représentations des espaces caribéens :

> L'histoire de l'esclavage, franchement c'est [Soupir]. En Guadeloupe, tu ne peux pas y échapper … Toutes les années, tu en parles toutes les années, le programme est lourd, le programme est long. En fait, si tu dis que tu ne sais pas, c'est obligé t'as pas grandi ici […] En fait, même si c'est pas dans le programme, comme c'est notre culture, c'est notre histoire, on va forcément en parler. En fait, il y a forcément quelqu'un un jour qui va poser une question par rapport à un livre qu'il a lu et, en fait, que ce soit en français, que ce soit en histoire, on parle de l'esclavage […] Et ben du coup, les deux prochains cours, tu sais que c'est de ça que vous allez parler. T'as même pas besoin de lire ton livre d'histoire. Parce que dans les livres d'histoire, on ne parle pas de l'esclavage …
>
> - Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Selon elle, l'enseignement de l'histoire se concentre autour de l'histoire de l'esclavage et de ce qu'elle désigne comme l' « histoire des guerres ». Elle évoque sur ces deux points une lassitude, particulièrement sur l'histoire de l'esclavage abordée dans l'enseignement de français. En outre, les manuels scolaires lui semblent porteurs de discours institutionnels et contribuent eux aussi au processus de paix sociale, en ne donnant pas à lire des points de vue critiques aux élèves. Comme le montre les recherches en histoire de la géographie scolaire permettent d'établir que l'iconographie des manuels scolaires et universitaires a servi un « récit national » « en valorisant le centre politique et historique du pays ainsi que ses limites » (Mendibil, 1997 cité par Thémines, 2016a).

Pour Léna, le programme n'est pas assez orienté sur la Guadeloupe, mais par-delà de ce son impression de déséquilibre, c'est la lecture du rapport politique à l'histoire enseignée qui émerge comme un enjeu :

> Oui, maintenant on en parle [de l'histoire], avant c'était tabou. Et puis maintenant donc, en termes d'histoire, vraiment les informations sur la Guadeloupe elle-même, je les apprends de mes parents, pas de l'école, genre tout ce qui est politique avec Monsieur Légitimus, tout ça, moi, je ne les connaissais pas parce qu'on nous a jamais parlé de lui à l'école.
>
> – Léna, étudiante en Licence Droit, Guadeloupe

Pour elle, cette lecture de la Guadeloupe et de la Martinique dans les programmes scolaires est dépolitisée, et porte sur des figures jugées consensuelles depuis l'Hexagone, mais éloignée des figures politiques et militantes. Plus que les programmes adaptés à la Martinique et à la Guadeloupe, c'est

aussi ce qui est donné à voir des DROM et de ces deux territoires, particulièrement dans le programme national qui revient comme un enjeu. La spécialiste de l'information-communication martiniquaise Gabrielle Burac résumait à quel point l' « ignorance [depuis la Métropole] est remarquable par rapport à nos connaissances sur l'hexagone » (Burac, 2002, p. 231). L'asymétrie des représentations et de la place faites aux DROM et à l'Hexagone dans le programme commun et dans le programme adapté est l'un des points centraux évoqués par les étudiant·es qu'Andréa résume bien :

> En tant que Guadeloupéens, on nous demande d'être calés sur les fleuves en France, d'être calé sur les régions. Quand je dis en France là je parle de l'Hexagone [...] Je connais tous les arrondissements de Paris, ce qui peut s'y retrouver. Tu me dis République, ah c'est le 11e. Opéra ? Clac, le 8e, l'avenue de l'Opéra, ça passe par le 2e arrondissement. Je connais place Vendôme, rue de Rivoli ... Voilà. Parce que, pour moi déjà je ne le savais pas. Je regardais des vidéos, « oh mon dieu, je ne dois pas paraître bête, il faut que je sache » ... Alors qu'en fait, le contraire ne s'applique pas, on nous connaît pas en Guadeloupe. On connaît les gens qui arrivent à te dire « La Guadeloupe c'est un papillon ? ». Oui ok ? « Grande-Terre, Basse-Terre » ? Oui, parfait, même là on doit dire « waouh bravo » vous allez rechercher, mais il y a des gens non ils n'essaient même pas ...
>
> – Andréa, étudiante en Master Gestion, Guadeloupe

Elsa Juston évoque par ailleurs la méfiance des enseignant·es vis-à-vis des sources d'informations extérieures mobilisées par les étudiant·es et les élèves, notamment *via* les réseaux sociaux. Dans le contexte martiniquais, ils sont perçus comme des sources d' « informations galvaudées » et méfiantes des programmes scolaires et de l'école entretenues par les discours communs, sans réelle conscience que des changements ont été opérés ces dernières années (Juston, 2022). Cette méfiance relève aussi d'une forme de mépris pour toutes les autres sources d'information, notamment *via* les réseaux sociaux considérés comme non légitimes (Pacouret et al., 2024), alors qu'ils sont souvent évoqués dans les entretiens et mobilisés comme des contrepoints aux discours dominants des programmes renvoyant au national.

Par ailleurs, au-delà des programmes, les enseignant·es se trouvent confronté·es à des enjeux politiques très concrets au quotidien autour de l'identité. C'est le récit que fait Marine, jeune diplômée de l'enseignement du premier degré, sur les enjeux des représentations et des injonctions racistes et coloristes[232] auxquels sont particulièrement exposées les jeunes filles.

> Après la question de l'identité en Martinique, pfff wouah ... C'est problématique ... Il y a encore cette histoire de ... couleur de peau, de pigmentation plus ou moins foncée, donc tu vas plus ou moins réussir, donc tu es plus ou moins doué,

[232] Le colorisme est une forme de discrimination basée sur la hiérarchisation des carnations de personnes au sein d'une même communauté. Il infériorise les personnes dont la peau est plus foncée au regard de la norme sociale de blancheur.

> intelligent, et cetera, et cetera [...] Dans une classe j'avais une petite qui, alors déjà, dès la rentrée elle avait tu sais des fausses tresses [...] Donc déjà je suis choquée parce que c'est une élève de CE2, donc déjà tu es en train de lui apprendre que ses cheveux ne sont pas jolis et qu'il faut lui rajouter des faux pour qu'elle soit jolie [...] Et un jour, bah y avait pas les faux cheveux, y avait que ses cheveux à elle qui étaient tressés et on était genre en février-mars, et elle avait un bonnet de Noël [...] Elle me dit qu'elle aime pas sa coiffure, juste parce qu'elle était tressée avec ses vrais cheveux ... Donc du coup, on a eu une petite discussion en dehors et on est rentrées en classe elle a accepté d'enlever son bonnet on en a tous discuté tous ensemble. J'ai pris des références, j'ai essayé de penser à des personnes un peu connues. Coralie Balmy on a eu la chance de travailler avec elle [...] C'est une nageuse qui a créé une association en Martinique pour aider les petits à être à l'aise à la piscine. On travaillait avec elle, j'ai dit « bah regarde Coralie Balmy, regarde ses cheveux ».
>
> – Marine, étudiante en Master Sciences de l'éducation, Martinique

Que ce soit dans la formation ou dans les pratiques de l'enseignement, les (futur·es) enseignant·es sont confronté·es à des dilemmes sur lesquels les emprises possibles sont contraintes par les programmes ou les supports disponibles. Plus largement, les pratiques du métier sont contrariées, entre injonction d'apaisement et enjeux de reconnaissance et d'émancipation. Ces enjeux concernent tous les enseignements, et en particulier ceux d'histoire-géographie, mais ils traversent également le quotidien des pratiques des enseignant·es.

2.1.3. « Univers de références » et représentations : l'enfance comme moment clé

Dans le cadre scolaire, l'intégration d'un « univers de référence[233] » apparaît comme un enjeu de négociation entre les programmes nationaux, les ressources pédagogiques et les contenus à destination des plus jeunes dans les médias nationaux. C'est ce que Marine évoque pour le cas du premier degré où, d'une part, les adaptations n'existent pas et sont, encore davantage que dans le secondaire, à la charge des enseignant·es[234]. D'un autre côté, les ressources pédagogiques, ainsi que les supports littéraires et télévisuels destinés à la jeunesse, mobilisent quasi exclusivement l'« univers de référence » hexagonal (quatre saisons, loup, renard, etc.). Ils ne proposent aucune alternative reprenant celui d'un enfant des Antilles (deux saisons, anoli, colibri, mangouste, manicou, etc.).

---

[233] « Pour qu'un texte signifie quelque chose pour le lecteur, il faut qu'il dispose de connaissances préalables sur ce à quoi renvoie le texte, c'est-à-dire son univers de référence, que cet univers soit le monde réel ou un monde fictif, afin de mettre en relation le texte avec ces connaissances » (Guide « Pour enseigner la lecture et l'écriture au CP », 2019 [2021], Ministère de l'Éducation Nationale, de la jeunesse et des sports, p.9 [URL]).

[234] La plateforme en ligne *Oliwon Lakarayib* fondée par Elsa Juston est portée par des enseignant·es d'histoire et de géographie afin de « faire connaître l'histoire et la géographie de la Caraïbe » au grand public via des podcasts et des vidéos [URL].

Le langage en général, et la langue en particulier, sont des véhicules de transmission des univers de références. La question se pose tout particulièrement au sujet de la langue créole, que ce soit dans la sphère scolaire ou familiale. Les langues créoles sont présentées comme un levier pour les apprentissages, le transfert et l'assimilation des savoirs, des compétences et de l'estime de soi par les acteurs de l'enseignement dans les DROM (enseignant·es, associations, linguistes[235]) (Lorion, Mathasian, Obono, Rilhac, 2025) (Encadré 11).

Encadré 11 | Mise en place de l'enseignement du créole en Martinique et en Guadeloupe

L'enseignement du créole fait ses premières apparitions de manière ponctuelle et à l'initiative d'enseignant·es dans les années 1980. Il est accompagné par des recherches en linguistique portées par le Groupe d'Études et de Recherches en Espace Créolophone (GEREC) fondé par le linguiste et écrivain martiniquais Jean Bernabé en 1975, qui vise à l'élaboration d'un système d'écriture pour le créole avec une approche pluridisciplinaire et la promotion dans la pédagogie et les productions artistiques, télévisuelles et médiatiques (Patrice, 2016). En plus de l'introduction dans l'enseignement scolaire, un premier cursus de « Langues et cultures régionales–option créole » en licence, maîtrise, DEA et doctorat est créé à l'Université des Antilles et de la Guyane en 1994 (Patrice, 2016).

C'est en 2001 qu'il est inscrit dans la structure de l'enseignement français par l'intermédiaire de la création pour le secondaire du CAPES de créole et pour le primaire d'une habilitation à enseigner le créole. L'enseignement reste optionnel pour les élèves et fait l'objet de méfiance chez les parents comme chez les enseignant·es. Leurs craintes portent sur la place du créole dans un système scolaire et national monolingue où le français est hégémonique (Anciaux, 2016). Il est ainsi considéré comme un frein à l'apprentissage et l'ascension sociale, « rarement envisagé comme un atout, une richesse ou une chance à l'école » (Alby et al., 2024).

Dans les années qui suivent, plusieurs formats d'enseignement du créole sont testés en Guadeloupe et en Martinique. Par exemple, entre 2012 et 2015, en Guadeloupe, des classes bilingues français-créoles de la maternelle au CM2 (environ 300 élèves) ont été élaborées et testées pour dépasser les cloisonnements des enseignements (Anciaux, 2016). En 2020, c'est une filière bilingue tout au long du cursus du premier degré qui est élaborée (environ 250 élèves) (Alby et al., 2024). En Martinique, une classe bilingue sur des plages horaires et sur une discipline choisie (plus de 3000 élèves) en 2018, puis un « parcours d'excellence » d'enseignement bilingue de la maternelle au lycée (environ 1000 élèves) en 2023. Malgré des effets positifs majeurs observés chez les élèves, l'enseignement du créole reste difficile à mettre en place du fait du manque de formations initiales et continues disponibles (Alby et al., 2024) et des inégalités renforcées dans l'orientation vers les filières associées (Lorion et al., 2025) (cf. 1.2.1).

La question de la place des identités caribéennes dans les programmes scolaires et dans les ressources pédagogiques est prégnante pour de nombreux·ses professionnel·les dans les établissements scolaires en Martinique et en Guadeloupe : quelle place pour une identité martiniquaise ou guadeloupéenne ? ou caribéenne ? et les liens avec une identité française ? (Juston, 2022). Il en va de même pour ce qui

[235] Il serait ainsi intéressant d'étudier d'éventuels manuels ou supports alternatifs en créole, qui pourraient être utilisés à l'école ou dans les familles.

est donné à voir dans les productions culturelles dédiées aux plus jeunes. En plus des néo et futur·es enseignant·es, ce questionnement émerge chez les jeunes ou futures mères lors des entretiens. Je prends ici l'exemple de l'échange avec Danielle, étudiante en Master Médecine (Martinique). Elle exprime le besoin de comprendre d'où elle vient, d'où viennent les Martiniquais·es et la nécessité d'un contre-récit propre à la Martinique :

> Il faudrait aussi qu'on aille […] échanger avec les historiens d'Afrique, échanger aussi avec des historiens en France, parce que bon, on nous apprend, on nous a beaucoup appris Napoléon, tout ça, c'était des gens gentils et tout, mais en fait pas du tout. Enfin, je ne dis pas que ces gens-là, en particulier étaient méchants. Tous, tous, quelle que soit l'origine, quelle que soit la race, ils ont tous eus ils ont tous eu un côté sombre, mais ça aurait été intéressant de savoir qui on est. Parce qu'en fait, nous, on ne sait pas, on ne sait pas qui on est. On ne sait pas d'où on vient … Les Blancs, excuse-moi j'utilise les Blancs. Les Blancs ils savent qu'ils viennent de là, les Africains, enfin les Marocains et ceux qui viennent du Maroc, etc. Nous, en Martinique, on ne sait pas, on ne sait pas d'où on vient parce qu'on est un mélange de culture. Puis, en plus, avant d'être Français, on a été Espagnols. Avant, on a été Anglais. Après, on est redevenu Français. On ne sait pas qui on est donc déjà ça serait intéressant de savoir qui on est et de savoir où on va.
>
> – Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique

Elle mentionne les références de l'État français et ses figures posées comme références dans l'histoire nationale, mais qui, soit n'ont pas le même écho dans l'histoire martiniquaise, soit sont présentées comme des héros sans aucun contrepoint[236].

Cette jeune mère discute des évolutions majeures qu'elle a observé dans la mise en récit de l'histoire et des identités dans la Caraïbe entre les comptines de son fils et les souvenirs de ce qui lui avait été enseigné. Elle prend notamment l'exemple de l'expression « nos ancêtres les Gaulois … » (Burac, 2002). Cette expression est reprise comme slogan dans les années 1970 par des mouvements militants indépendantistes en Martinique et en Guadeloupe (Ciarcia, 2024).

> Nos parents se sont battus pour qu'on étudie vraiment l'histoire des Antilles, de la Caraïbe. Et donc il y a des précisions qui ont été apportées, il y a des recherches qui ont été faites et donc il y a eu beaucoup de découvertes si je peux dire ça. Et donc quand même l'histoire a évolué. C'est quelque chose qui a émergé et qui

[236] Des évènements récents qui mettent la focale sur cette indignation, à la fois des traces de la colonisation dans l'espace public et de la nécessité de (re)voir l'apprentissage de l'histoire et de l'espace proche. En mai et en juillet 2020, les statues de Victor Schœlcher, de l'impératrice Joséphine de Beauharnais et de Pierre Belain d'Esnambuc, sont détruites par des activistes à Fort-de-France et à Schœlcher (La 1ère Martinique, 2020 [URL]). On note des faits similaires à Cayenne en Guyane ou encore à Basse-Terre en Guadeloupe la même année.
Figure politique connue pour avoir porté l'abolition de l'esclavage de 1848, Victor Schœlcher n'en est pas moins un symbole critiqué. Malgré les valeurs humanistes du décret qu'il a porté, il a maintenu les privilèges économiques des colons qui deviennent patrons (en commençant par les indemnités financières attribuées aux colons après l'abolition). Il représente ainsi le récit officiel de cette abolition. Joséphine de Beauharnais était, elle, la première épouse de Napoléon 1er originaire d'une famille de colons en Martinique, tandis que Pierre Belain d'Esnambuc était le marin et colonisateur français qui a pris possession de l'île au nom de la France en 1635.

> continue d'évoluer hein, parce qu'il y a encore des choses-là, que j'ai vu dans les livres de mon fils, donc que moi-même, j'avais pas appris. Donc oui c'est quelque chose qui a évolué [...] C'est chez les petits, par exemple, il a un petit livre de comptine ... enfin, en tout cas moi, je me souviens de comptines qu'on m'apprenait, que mes ancêtres étaient des Gaulois par exemple. Alors je veux bien, mais ce ne sont pas que les Gaulois, en fait voilà ... On nous a appris plus tard, longtemps plus tard, qu'il y avait eu des Arawaks, qu'il y avait eu nos ancêtres qui étaient arrivés d'Afrique, et cetera, et cetera. Et là, mon fils, il n'a qu'un an et demi, il ne sait même pas lire et on lui montre ses ancêtres. C'étaient des Indiens, c'étaient des Africains qui ont été déportés, c'étaient aussi des Gaulois, c'étaient des Vikings. Enfin, il y avait presque tout, mais c'était vraiment très accentué sur le fait que ce soient des Indiens d'Amérique et moi j'ai trouvé ça très intéressant. Je trouve que c'est très bien, parce que dès le départ, les enfants savent qui ils sont. Parce que nous, on nous dit « les Gaulois », et après on nous emmène, on nous dit que, finalement ce sont des Indiens. Mais on voit que ni l'un ni l'autre ne nous ressemblent. Donc ouais, c'est arrivé beaucoup trop tard.
>
> – Danielle, étudiante en Master Médecine, Martinique

Ainsi, la littérature jeunesse joue un rôle majeur dans la transmission de récits de pratiques et de représentations de l'espace[237] (Meunier, 2016 ; Ott, 2018, 2025). Des auteur·rices comme Maryse Condé, Gisèle Pineau et Dany Laferrière donnent à voir aux plus jeunes (mais pas uniquement) des pans de l'histoire caribéenne peu ou mal connus dans les productions francophones : montrer « ce que taisent les manuels scolaires » pour Maryse Condé, l' « endofiction » de l'immigration antillaise et des liens à la Caraïbe pour Gisèle Pineau ou encore Haïti et les mises en récit de l'exil politique pour Dany Lafferière (Bonnet, 2017). L'utilisation de la littérature jeunesse a toutefois une place fragile dans les enseignements, et est à nuancer par les choix faits (ou non) par les enseignant·es.

2.2. Inégalités scolaires et inégalités sociales : colère et sentiments d'injustice des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe

Pour les étudiant·es des DROM-COM, la massification de l'enseignement supérieur a accru l'accès aux études supérieures en quelques années : entre 2002 et 2022, le nombre d'étudiant·es y est passé de 39 570 à 60 917 (augmentation de 54 %) (Cour des Comptes, 2024b). Cependant, cette démocratisation quantitative (recrutement de plus d'élèves, accroissement des effectifs et taux de scolarisation) ne s'accompagne pas nécessairement d'une démocratisation qualitative (représentativité des catégories sociales défavorisées) (Kamanzi, Doray, 2015). Hugo Bréant parle, à partir du cas polynésien, d'une «démocratisation ségrégative » de l'enseignement supérieur dont on retrouve des configurations communes dans les territoires caribéens (Bréant, 2022). Ces inégalités

[237] Pour aller plus loin sur la littérature jeunesse et les représentations coloniales, voir le numéro « Enfance et colonies : fictions et représentations » publié en 2012 de la revue Strenae [URL].

d'accès au système scolaire sont donc intimement liées à des inégalités sociales plus larges, qu'elles révèlent et contribuent à (re)produire.

2.2.1.« École en sous-France » : les inégalités scolaires et universitaires dans les DROM

Agnès Van Zanten (2012) parle d' « école de la périphérie » pour désigner les établissements scolaires des banlieues, les mécanismes de relégation, d'enfermement et de discriminations sociales, ethno-raciales des territoires et des publics scolaires de la « périphérie » avec la diffusion, l'ancrage de représentations stéréotypées conduisant certaines familles et professionnels à développer des stratégies d'évitement.

Il me semble que cette grille d'analyse des processus en jeu peut d'autant plus être utilisée pour lire les inégalités scolaires et universitaires à l'échelle des DROM et en leur sein. Il s'agit donc d'aborder les manières dont les expériences multiniveaux et multi-contextes d'exclusion, de discrimination, de stigmatisation, de marginalisation perçues et vécues en contexte scolaire influencent les imaginaires et l'expression des identités des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe.

Une dénonciation des inégalités scolaires systémiques dans les DROM

La mission d'information sur l'enseignement en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion lancée par la Délégation aux outre-mer en 2025 fait état de risques et de contraintes fortes, climatiques, environnementales, mais surtout des conditions matérielles d'enseignement qui sont défavorables[238] (bâti vétuste, transports scolaires inadaptés, etc.) (Lorion et al., 2025). Les syndicats enseignants ont déjà alerté de cette situation dans une campagne « Outre-mer : l'école lance un SOS ! » en mars 2023, restée cependant sans réponse. Quelques mois plus tard, en septembre, le FSU-SNUipp signale de nouveau l'état de l'école dans les DROM dans une campagne nommée « École en sous-France[239] ». Une délégation est reçue à l'Élysée en janvier 2024 par deux conseillers du président, mais le Ministère de l'Éducation nationale et celui des outre-mer se renvoient leurs responsabilités, illustrant le problème fondamental de structuration de l'administration des DROM au niveau ministériel (Beauvallet et al., 2016). Le dossier de 2023 du syndicat FSU-SNUipp sur l'école dans les

[238] Des situations de précarité extrêmes qui sont rappelées par les syndicats enseignants et l'Unicef : 80% des enfants à Mayotte sont en situation de pauvreté, les deux tiers des enfants en Guyane (contre 20% dans l'Hexagone, un chiffre déjà alarmant) (Rapport Unicef France 2023 cité par Bréant, 2024).
[239] FSU-SNUipp, « École en sous-France », 23.08.23 [URL].

DROM[240] met en lumière des inégalités saisissantes, à commencer par les infrastructures : 80% des écoles mahoraises ne correspondent pas aux normes de sécurité et 25% des écoles martiniquaises aux normes sismiques. En termes d'équipement, 70% des élèves dromien·nés fréquentent des écoles primaires sous-dotées en matériel informatique (contre un tiers au niveau national).

En Martinique et en Guadeloupe, le mouvement social de 2019 dans les établissements scolaires dénonçait déjà ces conditions et la suppression annoncée de postes pour la rentrée 2020/21, des postes déjà réduits dans la décennie précédente[241] (Lorion et al., 2025). Plus largement, c'est le manque de prise en compte des différents contextes ultramarins, le manque d'appui sur les tissus locaux et l'articulation avec les collectivités qui sont dénoncés, à l'image des dispositifs de remédiation[242].

Pour l'enseignement supérieur, un rapport de la Cour des Comptes de 2024 évoque des lacunes dans la gestion budgétaire et comptable de l'Université des Antilles, héritées de dysfonctionnement remontant avant 2017, d'un manque de ressources humaines pour la coordination et la gestion des différents services, de difficultés dans la gestion immobilière, des systèmes informatiques (en termes de sécurité, mais aussi de vieillissement du parc et des réseaux) (Cour des Comptes, 2024a).

Ainsi, de nombreuses analyses et rapports institutionnels décrivent la « fracture scolaire » (Nau, 2011) existant entre les DROM-COM et l'Hexagone (Bréant, 2024 ; Lorion et al., 2025). Pour Emmanuel Valat (2021), il y a un problème fondamental de justice sociale et de droit à l'éducation dans les DROM : manque de personnel et personnel moins qualifié, infrastructures dégradées, transports insuffisants, bâtiments dangereux, taux d'occupation plus élevés, manque d'équipement informatique, etc.

---

[240] FSU-SNUipp, « Outre-mer : l'école lance un SOS ! », 12.12.13 [URL].

[241] Entre 2013 et 2020, 33 postes d'enseignant·es du premier degré ont été supprimés en Guadeloupe et 42 en Martinique, et respectivement 297 et 388 postes du second degré. Le discours justifiant ces suppressions s'appuie sur le vieillissement démographique dans les deux territoires (postes supplémentaires ouverts à La Réunion), mais elle n'est pas proportionnelle à la diminution du nombre d'élèves d'après la DGESCO (direction générale de l'enseignement scolaire) (Lorion et al., 2025). Le nombre d'élèves par classe est également très disparate au sein des territoires, ce que les moyennes n'indiquent pas (entre 18 et 20 en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion contre 22 à l'échelle nationale dans le premier degré ; entre 23 et 25 pour le second degré avec une moyenne nationale à 25) (Lorion et al., 2025).

[242] Selon la Cour des comptes, les dispositifs de remédiation sont difficiles à mettre en place dans les trois territoires « en raison de la faiblesse du tissu associatif dans les quartiers classés politique de la ville » et du manque de soutien de certaines collectivités dénoncés par des académies (notamment en Martinique). Des dispositifs nationaux comme « devoirs faits » depuis la rentrée 2019 sont complexes à mettre en place dans les DROM, avec des différences entre les territoires (8h par semaine d'étude accompagnée en Guadeloupe contre moins d'une heure en Martinique pour un nombre d'élèves bénéficiaires équivalent) en raison du manque de moyens, reposant sur le volontariat des enseignant·es et finalement des heures majoritairement assurées par des assistant·es d'éducation et d'enseignement (AED), des contraintes horaires et de transports, concurrence avec d'autres dispositifs (« coup de pouce clé ») et allègement des journées pour les enfants (Lorion et al., 2025).

> « La France ne constitue pas un territoire homogène au regard de la scolarité. L'inscription des inégalités dans l'espace est un élément supplémentaire de difficulté. En effet, des clivages territoriaux accentuent les inégalités devant l'école. Une véritable fracture existe entre l'Outre-mer et la métropole tant en termes de besoins que de résultats. Certaines collectivités ultramarines ont une population particulièrement jeune, les conditions d'enseignement y sont difficiles (en particulier en Guyane) et les résultats des élèves aux évaluations de fin de scolarité primaire dramatiquement bas. » (Nau, 2011)

Plurilinguisme comme « difficulté » du contexte antillais

Les inégalités matérielles évoquées précédemment n'épuisent pas la question des inégalités systémiques du système scolaire dans les « Antilles ». Ainsi, la question des langues est également particulièrement importante pour comprendre ces inégalités, y compris sur un plan symbolique (Milhaud, 2006).

La Martinique, la Guadeloupe comme la Réunion ont des situations sociolinguistiques que Gudrun Ledegen (2002) dit « biglossiques », autrement dit, où l'usage de deux langues est alterné, complémentaire et mélangé quotidiennement, dans les médias et de manière pragmatique et identitaire. Ces espaces sont donc endolingues (pratique d'une langue vernaculaire) et bilingues, entre le créole et le français. Cependant, dans l'institution scolaire, le français apparaît comme la langue de la réussite scolaire (Alby et al., 2024).

En plus du français et des créoles, de nombreuses autres langues sont pratiquées dans ces espaces. Les situations de plurilinguismes représentent un défi pour l'institution scolaire qui ne prend que très peu en compte la diversité et le capital linguistique des élèves dans les DROM-COM (Brisset, Durand et Bernabé, 2020 cités par Alby et al., 2024). Les conséquences du manque de valorisation des plurilinguismes ne sont pas sans conséquences négatives sur la scolarité des élèves, mais au-delà de l'école, elles entretiennent des discriminations. Pour exemple, dans une enquête réalisée entre 2019 et 2020 auprès d'étudiant·es à l'Université de La Réunion, 50% des participant·es affirment avoir été confronté·es ou probablement confronté·es à des discriminations linguistiques en tant que témoin ou victime au cours des trois dernières années. Ces expériences ont été recensées dans des situations d'embauche, d'enseignement, dans les services d'administration ou dans les évolutions de carrière, notamment pour les langues des autres espaces de l'océan indien (comorien, mahorais, shimahoré puis créole) (Lebon-Eyquem, Blanchet, Bergeron, 2023).

Pourtant, il est particulièrement valorisé par les programmes de mobilités universitaires comme un vecteur de réussite, de cohésion sociale ou comme un élément de « développement personnel » par l'Union des parents d'élèves de Martinique (UPEM) (Lorion et al., 2025).

2.2.2. Les effets de l'offre scolaire et de l'orientation en Martinique et en Guadeloupe

Les stigmatisations dont font l'objet les jeunes « qui restent », que ce soit dans les espaces ruraux « en déclin » (Coquard, 2022), dans les « banlieues » (Hancock, 2008) ou dans les Outre-mer (Michel, 2022) s'appuient souvent sur la rhétorique d'un supposé « manque d'ambition » des jeunes. Elle active des dimensions culturalistes, homogénéisantes, ethnicisantes et psychologisantes qui assignent des comportements sociaux et scolaires aux jeunes tout en niant les disparités historiques et sociales (Lemêtre, Orange, 2016). Or, les recherches montrent qu'en allant au-delà d'une analyse des choix scolaires comme relevant uniquement de l'élève et de sa famille, c'est-à-dire en examinant les rapports de classe, de genre ou socio-raciaux ainsi que le rôle et la responsabilité de l'institution scolaire, on peut appréhender les limitations imposées dans les parcours et les orientations scolaires des jeunes (Lemêtre, Orange, 2016). Que ce soit dans les choix d'orientation et l'offre scolaire, « l'héritage postcolonial et la position périphérique de ces deux territoires continuent à jouer un rôle important dans l'organisation scolaire des jeunes antillais » (Noëlé, Alì, 2020).

Les effets de l'offre scolaire et universitaire en Martinique et en Guadeloupe

L'offre scolaire et universitaire est dépendante de stratégies territoriales, influencées par le marché du travail local, par exemple. L'orientation des étudiant·es parmi ces offres est également soumise à des injonctions, sociales et genrées, un « horizon scolaire ainsi dessiné et pondéré » (Lemêtre, Orange, 2016). C'est ce que signalent les syndicats enseignants dans les contextes martiniquais, guadeloupéens et réunionnais. L'orientation des élèves « se fait plus par défaut que par choix », en fonction du nombre de places disponibles et des contraintes financières. Une telle problématique est aggravée par le processus d'orientation standardisé Parcoursup, renforçant la reproduction sociale selon les fédérations de parents d'élèves en Guadeloupe (FAPEG) (Lorion et al., 2025). Deux autres facteurs viennent également alourdir ce constat. D'une part, les débouchés professionnels restreints dans les DROM désinciteraient à l'investissement dans des études plus longues, et ce, alors qu'un diplôme augmente considérablement l'accès à l'emploi (Valat, 2021). De l'autre, pour les professionnel·les de l'éducation en Guadeloupe, à La Réunion et en Martinique, les formations ne correspondraient pas aux « besoins économiques » des territoires, pointant l'inadaptation de l'offre de formation supérieure dénoncée par les syndicats d'enseignants (métiers de l' « économie bleue », de l'accompagnement des personnes âgées) (Lorion et al., 2025).

Le genre est également un autre registre explicatif des ambitions et d'aspirations différenciées qui peut prendre plusieurs formes, parfois combinées. Cela peut être une « auto-censure » dans le processus d'orientation – qui n'est pas que la conséquence de la socialisation primaire, mais aussi de

la production scolaire – ayant comme conséquence une intériorisation des limites, mais aussi le poids des injonctions à la maternité qui peut aussi participer dans les projections des jeunes femmes à une plus grande inertie locale et l'orientation dans des filières dites féminines (Lemêtre, Orange, 2016). Comme en Polynésie, ce sont les étudiantes martiniquaises et guadeloupéennes qui sont surreprésentées parmi celles et ceux qui restent (Bréant, 2022). Ici encore, l'offre scolaire locale va fortement jouer sur cette configuration. Que ce soit dans le cas des espaces ruraux vendéens étudiés par Lemêtre et Orange (2016) ou dans le cas polynésien, l'offre scolaire et de formation locale se concentre vers des filières dites « féminines » (enseignement, soin et santé), provoquant une féminisation des effectifs de formation (Bréant, 2022 ; Lemêtre, Orange, 2016).

L'orientation comme productrice d'inégalités : le cas du créole

Dans un rapport d'enquête parlementaire réalisée en 2025, les professionnel·les de l'enseignement en Martinique, en Guadeloupe et à La Réunion constatent une méfiance des parents vis-à-vis de l'enseignement du créole, justifiant par la même occasion les difficultés observées dans certains dispositifs. Les parents craignent en effet que cet enseignement supplémentaire constitue une charge de travail trop importante pour les élèves, que cela produise des confusions dans les langues pratiquées, mais surtout que cela nuise à l'ascension sociale de leurs enfants (Lorion et al., 2025). C'est une crainte partagée par certain·es enseignant·es du secondaire. Loin de n'être que des craintes, de nombreux travaux montrent que, dans le contexte français, la pratique de la langue dans le contexte familial peut avoir des conséquences sur les performances scolaires (Dustmann et al. 2012 cités par Valat, 2021) et des inégalités entre des familles où les enfants mobilisent la langue de scolarisation, et des familles dont les pratiques langagières sont moins en adéquation avec celles légitimées par l'institution. Le syndicat enseignant SNES-FSU observe d'ailleurs ces processus prendre effet dans les orientations dans le secondaire : les élèves des filières professionnelles et celles et ceux ayant des difficultés scolaires sont davantage orientés vers les formations et l'enseignement du créole (Rapport du SNES-FSU cité par Lorion et al., 2025), comme voie de relégation. On y retrouve le processus d'orientation qu'Emeline décrit :

> C'est vrai qu'en Guadeloupe, moi quand j'ai voulu faire mes études, quand j'ai dit que je voulais faire des études de créole, ma prof d'anglais m'a dit, « oui, mais t'es sûre ? Ça ne va pas t'avancer, tu ne vas pas aller très loin, tu es sûre ? Tu ne veux pas faire d'autres trucs ? ». Alors que je n'étais pas plus forte en anglais [...] On te dit « tu es sûre ? Qu'est-ce que tu vas faire avec ça ? » On ne voit pas d'issue en fait en Guadeloupe, alors qu'on se bat beaucoup plus pour notre créole qu'ici [en Martinique], je trouve.
>
> – Emeline, étudiante en Licence Créole, Martinique

Il en va de même pour l'orientation vers les parcours d'enseignement, où on retrouve le paradoxe d'une formation locale « féminine », mais qui va presque toujours provoquer une mobilité professionnelle forcée par les affectations. En effet, il y a un différentiel important entre l'attractivité des demandes d'entrées dans les trois académies[243] et les observations de manques dans certaines disciplines (philosophie, histoire-géographie, physique-chimie) et sur certains réseaux (classes ULIS, RASED) par les syndicats (Lorion et al., 2025). Dans le premier degré, le rapport d'information de l'Assemblée nationale signale que « la mutation forcée des néo-titulaires dans les académies de Paris, Versailles ou Créteil entraîne la présence dans les effectifs de ces académies d'une forte proportion d'enseignant·es dont l'ancienneté les conduit à occuper des postes « hors la classe[244,245] » » (Lorion et al., 2025)[246].

2.2.3. Expressions de la colère et sentiment d'injustice

Les inégalités scolaires et sociales qui façonnent les trajectoires des jeunes Martiniquais·es et Guadeloupéen·es provoquent chez eux des sentiments de colère et d'injustice, qu'ils ont fréquemment exprimés en entretiens. Lors des entretiens, les étudiant·es expriment leur colère et leur sentiment d'injustice à plusieurs égards. Ils et elles évoquent leur sentiment de marginalisation et de stigmatisation, d'abord vis-à-vis de l'Hexagone. Lou, étudiante arrivée de l'Hexagone depuis un an en Martinique pour son master, me raconte les différences qu'elle a observées et dont elle a parlé au fil de mois avec ses camarades. Les échanges qu'elle relate donnent à voir la conscience exacerbée d'un écart dans les conditions, mais aussi dans le niveau des étudiant·es et des enseignements entre l'Hexagone et la Martinique.

> Ouais par contre en Martinique, le fait qu'on arrive aux études supérieures et qu'on ait le même âge et pas le même niveau, c'est pas normal. Bien sûr, il arrive qu'il y ait des gens qui ont des difficultés à l'école et qui ne sont pas pris en compte, pareil qu'en France, c'est pas normal non plus. Mais parce que c'est des territoires qui sont français, et que ben, si on a décidé de les garder pour nous, au moins qu'on s'en occupe quoi.
>
> – Lou, étudiante en Licence de Communication, Martinique

---

[243] Trois fois plus de demandes d'affectation que de sorties pour la Martinique et la Guadeloupe, six fois plus que le Réunion (d'enseignant·es originaires comme d'enseignant·es hexagonaux) (Lorion et al., 2025).

[244] Les affectations « hors la classe » représentent 24 et 28% des effectifs en Guadeloupe et en Martinique, contre 16% à l'échelle nationale en 2018/2019 (Lorion et al., 2025).

[245] Par exemple, formateur·rice, référent·es établissement et/ou académique (laïcité, violence, harcèlement, etc.) ou encore coordinateur·rice REP, missions en cités éducatives qui enlèvent une partie, voire toutes les heures d'enseignement.

[246] Pour les plus diplômées, ce n'est pas le capital d'autochtonie qui entre en jeu, mais le capital culture pour accéder à l'emploi, notamment dans la fonction publique avec l'orientation vers les masters MEEF et le concours de professeur·es des écoles (Aouani, Orange, Renard, 2019).

Les critiques s'incarnent dans un discours commun, par une moindre qualité des études locales ou un manque de motivation des étudiant·es. Hugo Bréant (2022) observe le même processus dans le cas de la Polynésie.

> « […] ces étudiant·es qui ont quitté le territoire pour étudier ont avoué avoir des « *a priori* » sur la qualité des études locales, leur « réputation pas hyper ouf » et les « cursus pas super ». Leurs jugements dépréciatifs concernent principalement l'Université de Polynésie, qu'ils et elles n'ont pourtant que rarement fréquentée. Sa mauvaise organisation, le faible encadrement des enseignant·es, mais aussi l'absentéisme et le manque de travail des étudiant·es sont tour à tour condamnés. » (Bréant, 2022)

Ce sentiment d'injustice, décrit dans sa systémie nationale, est exacerbé par des systèmes locaux où les pratiques de clientélisme et la concentration des ressources par une élite locale et ses réseaux (Ballatore, Blöss, 2008). On retrouve l'évocation de ces injustices chez les étudiant·es les plus précaires, qui se manifeste de manière très concrète lors de la recherche de stage (voir l'échange avec Eliza et Léna).

> Eliza : Déjà que les dirigeants de notre enfin de sur notre île là les dirigeants déjà, qu'ils essayent d'arranger les choses pour éviter aux jeunes de se dire bah là c'est nul … enfin voilà et d'éviter de partir. Que l'administration tout soit mieux déjà … qu'ils prennent leur temps pour essayer d'arranger les choses plutôt que de nous montrer des affiches pour nous dire qu'en France y a ça donc vaut mieux y aller là-bas que …
>
> Camille : T'as déjà vu des affiches pour ça ?
>
> Eliza : Genre oui, par exemple si, par exemple je cherche un travail tu vois ici, on va plus en trouver beaucoup plus en France qu'ici, enfin ici c'est comme si ça n'existait pas … déjà trouver une alternance ici en Guadeloupe c'est … c'est chaud [Rire] Faut vraiment chercher
>
> Léna : Ici ce qui marche c'est le filon
>
> Eliza : Voilà, faut vraiment … Mais c'est vraiment plus ici que rien d'autre
>
> Léna : Surtout pour les stages de L3, les cabinets d'avocats ils acceptent pas facilement
>
> Eliza : Faut vraiment supplier
>
> Léna : Que y'ait quelqu'un de ta famille qui est un ami de la famille qui connaît la personne parce que sinon c'est direct le refus
>
> Eliza : Et les seuls travails qui sont disponibles ici c'est vraiment les trucs pas ouf
>
> Léna : En magasin Carrefour Gifi, tout ça
>
> Eliza : Ou tu ne touches même pas le SMIC … enfin on te fait chier toute la journée [Rire] pardon et tu touches à peine le SMIC quoi. C'est pour ça que tout le monde part personne ne reste […]
>
> Léna : Dans ma famille, je suis la seule à être restée [Rire] Ma sœur, elle est partie en Martinique parce qu'y a pas tout ici … et en Martinique non plus y a pas tout … on doit bouger

> Camille : oui, par exemple, tu sais que, quand tu es en droit, il est très probable que tu doives changer d'université à un moment
>
> Eliza : C'est sûr … obligé …
>
> - Échange avec Léna et Eliza, étudiantes en Licence Droit, Guadeloupe

L'expérience des discriminations vécues dans le parcours scolaire, universitaire et professionnel renvoie à un plafond de verre, ou plutôt à un « plancher de lise » tel que Nathalie Michel (2022) le définit dans le contexte martiniquais. Ce sentiment de plafond de verre transparaît particulièrement dans les propos de Tania :

> En licence, toutes les années, je demandais pour être contractuelle ou pour avoir un petit poste. Voilà, c'est un petit truc à côté pour survivre. Jamais on m'a répondu. On m'a répondu en Guyane. En Guyane, il y a un manque d'effectif. Comment je vais en Guyane ? J'aime beaucoup la Guyane et je vais y retourner, mais je peux pas y retourner en étudiant … ça n'a pas de sens. J'ai une amie qui n'a pas fait le master, elle m'a dit qu'elle est prof d'espagnol alors qu'elle n'a pas fait le master. Mais comment tu penses qu'elle est rentrée ? Parce que c'est une copine à sa maman qui l'a mis. Alors que t'as des gens comme moi, y a pas que moi, hein y en a d'autres qui sont bons aussi. Mais on nous appelle pas parce qu'on n'est pas fille de on n'est pas fils de. Il y a des gens qui vont te donner ta chance, mais c'est tellement rare. C'est pour ça aussi qu'on s'est dit regarde-moi, je suis d'origine espagnole et je parle français, enfin je parle pas super bien, mais je me débrouille. Oui, je parle français. C'est ma langue maternelle. Et l'espagnol, je fais des études. Ça fait 5 ans que je suis dans le système français […] Donc, c'est pour te dire, moi, c'est la merde. Moi, je suis seule. Mes parents ne me soutiennent pas financièrement, je n'ai pas de parents qui vont dire à untel « tiens prend ma fille ». Malgré le fait que j'y vais et que je montre. Jamais on me prend. Et donc, voilà. C'est pour te dire que … Je pense que je ne suis pas la seule. Je ne suis pas la seule. Je vais pas dire heureusement, mais bon … Malheureusement. Alors, voilà. Et quand tu as des gens qui ne sont pas très bien en espagnol, tu vois que, même pas ils font d'entretiens … C'est dégoûtant […] Ça fait 5 ans que je suis dans le truc d'espagnol, normalement, il y a des capacités pour pouvoir prendre des gens en contractuel. C'est juste qu'ils prennent quelqu'un d'autre. Ça veut dire qu'ils ne lisent même pas les CV ! C'est incroyable ! Ils ne s'assurent même pas que la personne soit capable. Et ça, c'est moche, c'est dégoutant. On te dit qu'à la fin, tu auras un poste sûr. Tu as ton concours. Et voilà … Mais il y a des gens qui n'ont pas fait des mémoires, qui ne sont pas cassés la tête, qui mangent à leur aise … Moi, je te dis en licence je n'en pouvais plus de voir des pâtes tellement je mangeais les pâtes, j'en avais marre. En plus des études que tu es là à te casser la tête, à essayer, en plus, tu manges mal, tu vis mal. C'est peut-être pour ça que tu te dis bon … On se bat, mais pour nous, c'est injuste. Parce qu'on s'est dit avec tout ce qu'on fait, on devrait être mis en valeur je sais pas …
>
> - Tania, étudiante en Master Espagnol, Martinique

Tous ces éléments, toutes les formes de critiques et de colère qui émergent de cette partie de la jeunesse donnent à voir le paradoxe auquel ils et elles sont confrontés : la dépendance à un système

qui leur est défavorable, malgré la sur-adaptation des jeunes aux structures et aux enjeux institutionnels[247].

Dans ce contexte, la construction des identités est indissociable de certains processus sociaux, particulièrement inégalitaires. Le rôle des institutions, au premier chef scolaires, peut-être majeur. Malgré des formes de contestations, résistances, adaptations des jeunes à ce système inégalitaires, les stratégies de résistances donnent à voir la tension entre dépendance aux structures et formes d'agentivité, d'empouvoirement plus localisées.

3. Imaginaires de mobilités et des migrations étudiantes : grille de lecture des inégalités et des horizons d'attente

Les inégalités structurelles combinées que j'ai décrites dans la précédente partie – que ce soit les moyens inadaptés, les effets de l'offre scolaire ou encore des orientations imposées – participent à l'injonction au départ des jeunes et notamment des étudiant·es ou des jeunes actif·ves (cf. Chapitre 2). En effet, pour rappel, les mobilités étudiantes depuis la Martinique et la Guadeloupe représentent les taux de départ parmi les plus élevés des régions françaises, y compris au sein des régions d'Outre-mer (Temporal, 2017). La pression au départ véhiculée dans les discours est forte, notamment après le baccalauréat (Michel, 2022). Elle prend la forme d'injonction à la mobilité étudiante vers l'Hexagone dans les différentes sphères de socialisation (école, famille, médias), de pression et de stigmatisation pour celles et ceux « qui restent » ou qui n'ont pas pu partir pour travailler ou pour étudier (Coquard, 2022; Michel, 2022). Analyser ces mobilités et ces injonctions, c'est analyser la périphérisation institutionnelle, d'abord dans le contexte français avec l' « Outre-mer » construit comme catégorie politique et coloniale, l'absence ou encore l'oubli dans les pratiques et les représentations politiques. Ensuite, cette périphérisation prend place dans le contexte européen (statut d' « ultrapériphérie »), mais aussi dans celui de la Caraïbe par la mise à distance dans les institutions régionales du fait du statut non indépendant (Beauvallet et al., 2016 ; Daniel, 2018 ; Galy, 2019 ; Rubio, 2005).

[247] Dans sa recherche doctorale en sciences de l'éducation, Nathalie Michel (2022) montre que les professionnel·les de l'insertion professionnelle en Martinique sont également mis dans ces postures, devant travailler avec des dispositifs qui sont configurés hors des DROM et de manière provisoire.

3.1. Géographie des mobilités étudiantes projetées depuis la Martinique et la Guadeloupe

Les mobilités et les migrations effectuées par les jeunes en Martinique et en Guadeloupe ont été analysées dans de précédentes recherches (par exemple, Célestine, 2009 ; Condon, 1996 ; Condon, Byron, 2008 ; Patrice, 2016 ; Pattieu, 2017). Je m'intéresse donc ici aux imaginaires de ces migrations en tant qu'ils sont à la fois soumis aux mêmes rapports de pouvoir et inégalités que les migrations effectives, mais qu'ils participent des identifications et des sentiments d'appartenances transnationales (Bolognani, 2016).

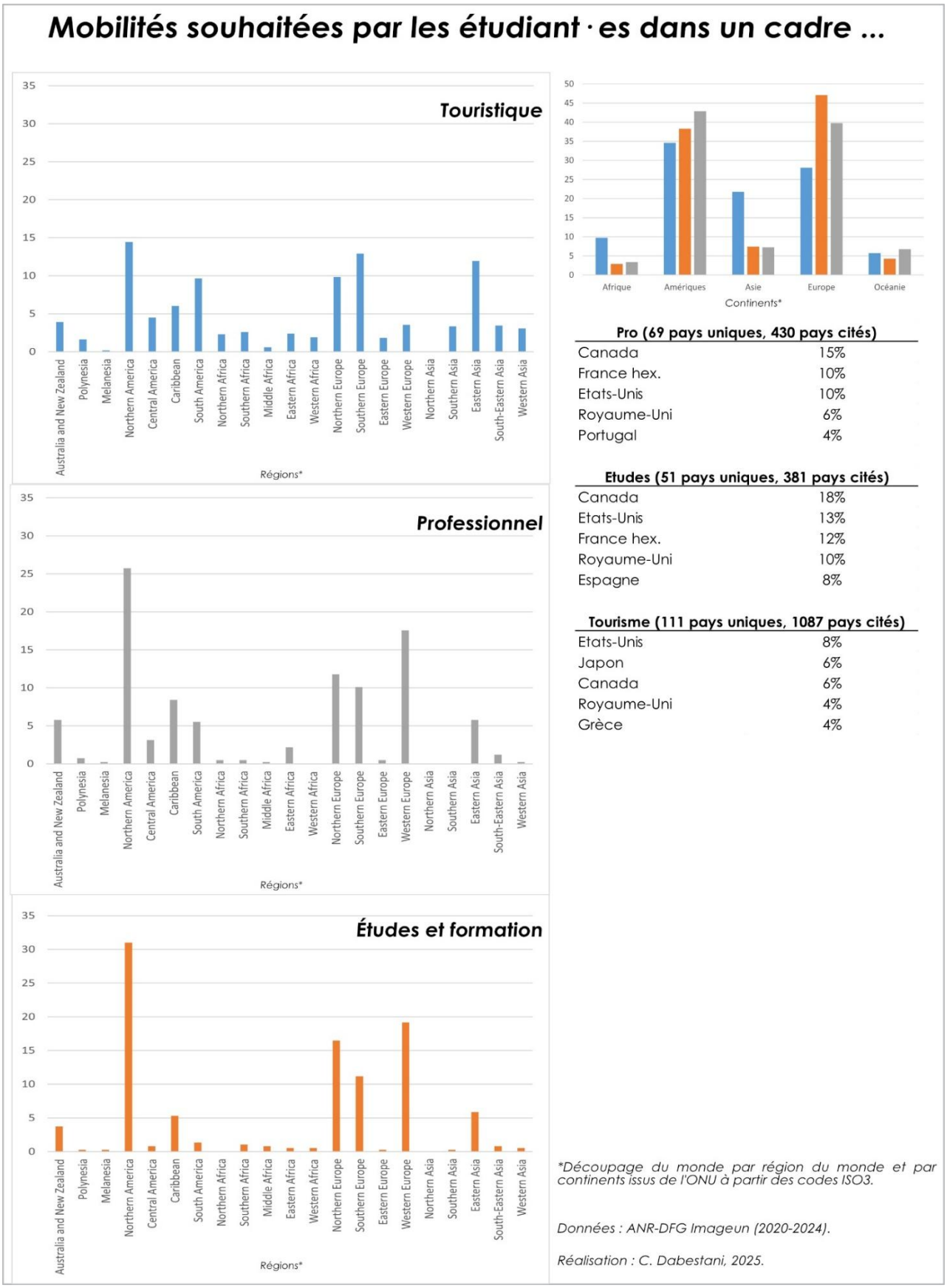
Au-delà de ces discours, d'autres stratégies et d'autres projections dans l'avenir émergent dans les pratiques, les représentations et les discours des étudiant·es : rester, aller vers d'autres centralités identifiées ou encore aller vers des espaces en situation de périphérisation. Tout en analysant les injonctions au départ et la stigmatisation parfois imposées à celles et ceux qui restent, il faut considérer la pluralité et la complexité des projections vers d'autres espaces, vers d'autres futurs (Madge, Raghuram, Noxolo, 2009). Il s'agit ainsi d'analyser les imaginaires spatiaux des étudiant·es par les pratiques et les représentations de leurs (im)mobilités, réalisées ou projetées.

Je m'appuie sur les principaux espaces mobilisés dans leurs réponses quant aux mobilités projetées pour dresser un panorama des enjeux relatifs aux mobilités des étudiant·es guadeloupéen·nes et martiniquais·es en tant que support de leurs imaginaires portés sur le monde, sur autrui, sur eux et elles-mêmes : Quels enjeux projettent-ils sur leurs mobilités ? Quels dispositifs et acteurs leurs mobilités interrogent-elles ? Comment ces mobilités participent-elles à exprimer et construire leurs identités ? Quels espaces sont, de fait, concernés par ces mobilités projetées et/ou effectives ?

À partir des données sur les mobilités projetées collectées dans le questionnaire de l'ANR-DFG Imageun, j'étudie les espaces vers lesquels les étudiant·es projettent des mobilités à différentes fins[248]. On retrouve une démarche similaire dans les enquêtes Migrations-Famille-Viellissement (MFV) de l'Ined, à la différence que les projections de mobilités à visée touristiques, de formation/études et professionnelles ont été distinguées (Figure 49).

[248] Pour ces trois intentions de mobilité, les étudiant·es étaient invité·es à indiquer les cinq pays dans lesquels ils et elles souhaiteraient aller dans le cadre de leurs études, dans le cadre professionnel ou pour du tourisme (cf. Chapitre 2).

Figure 49 | Mobilités souhaitées par les étudiant·es



Dans les trois cas, le même trio de pays revient : le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. La France hexagonale complète cet ensemble pour les mobilités professionnelles ou étudiantes. Les mobilités touristiques sont celles qui laissent apparaître la plus grande diversité de réponse (111 pays différents, moitié moins pour les deux autres types de mobilités). Si les pays sud-européens ou est-asiatiques sont prisés dans ce cadre, les mobilités professionnelles ou étudiantes sont, elles, concentrées principalement sur l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. La seule différence entre les projections des mobilités professionnelles et étudiantes concerne les proportions : dans le second cas de figure, les projections en Amérique du Nord, et plus spécifiquement au Canada sont d'autant plus marquées (31% contre 25%[249]).

3.2. Projections vers l'Europe et le cas d'Erasmus : des mobilités plus connues qu'effectives

Comme le montre la figure précédente, l'Europe est une destination privilégiée par les répondant·es. Ils et elles évoquent en particulier le programme Erasmus, identifié à la fois par l'intermédiaire des étudiant·es étranger·ères rejoignant l'Université des Antilles, mais aussi par l'importante communication dédiée aux étudiant·es sur les sites physiques et en ligne de l'établissement (Figure 50).

[249] Dans le questionnaire, les étudiant·es sont invité·es à saisir les pays dans lesquels ils et elles se sont rendu·es dans le cadre résidentiel familial, étudiant, professionnel ou encore dans le cadre touristique. La même série de questions est posée pour les mobilités projetées, celles qu'ils et elles souhaiteraient réaliser. La saisie se fait dans un champ ouvert où cinq destinations au maximum sont demandées. En arrière-plan, un fond de carte OpenStreetMap est affiché, indiquant les toponymes en fonction des zooms et dé-zooms des étudiant·es. L'objectif ici a été de ne pas les mettre en difficulté vis-à-vis de la localisation ou de l'orthographe des noms d'État, l'exercice n'étant absolument pas de reproduire l'impression d'un test de connaissance. Les champs sont nettoyés et traités *a posteriori* par l'équipe du projet.
Pour plus de précisions sur la démarche d'enquête, voir le chapitre 2 et le site accompagnant la base de données d'enquête co-écrit avec Elina Marveaux et Hugues Pécout (Marveaux, Dabestani, Pécout, 2024a) [URL].

Figure 50 | Affiche du programme Erasmus+

Affiche du programme Erasmus+

Affichage de promotion des mobilités étudiantes dans le cadre du programme Erasmus+ destinée aux étudiant·es de l'Université des Antilles.

Campus Fouillole, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe. C.Dabestani, novembre 2022.

Les mobilités étudiantes et le plurilinguisme sont des éléments saillants des politiques éducatives européennes portées par la Commission européenne via Erasmus+ (Encadré 12). Les discours s'ancrent sur l'accès à la « réussite », l'employabilité, le développement d'un « espace européen de la connaissance », mais plus largement de la construction de l'Europe et de ses représentations du monde (Ballatore, 2020 ; Meunier, 2013). Le programme Erasmus+ occupe une place importante dans les imaginaires des mobilités pour les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, à grand renfort de communication de l'UE et de la Commission européenne.

Encadré 12 | Présentation du programme Erasmus+

Le programme, devenu Erasmus+ depuis 2014, vise à proposer un soutien financier à des projets de mobilités dans les champs de l'enseignement, de la formation, de la jeunesse et du sport. Son but est de soutenir d'une part des projets de coopération et partenariats entre des organismes, et d'autre part des mobilités individuelles pour les jeunes en formation ou actifs, les étudiant·es ou encore les enseignant·es)250. Il regroupe le programme EFTLV (Lifelong Learning Programme) – comprenant Comenius (scolaire), Leonardo da Vinci (adultes) et Erasmus (supérieur) – et le programme Jeunesse en action251 de la Commission européenne. D'autres programmes de mobilité se développent dans la suite d'Erasmus, mais dans le but d'accroître les mobilités étudiantes au sein d'aires géographiques intra-européennes, par exemple, NORDPLUS programme pour les pays scandinaves (Ballatore, Blöss, 2008).

[250] Site Erasmus+. « Qu'est-ce qu'Erasmus+ ? ». Consulté en juillet 2025. [URL]
[251] Agence Erasmus+ France. 2025. « Erasmus, Erasmus+ : quelles différences ? » Consulté en juillet 2025. [URL]

Pourtant, les étudiant·es dromien·nes sont loin d'être la cible et les bénéficiaires principaux de ce programme de mobilité, comme le confirme une responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs :

> « Le programme Erasmus+ a 35 ans et moi, je le connais depuis 2009/2010. Rarement j'ai rencontré des jeunes dromiennes [qui bénéficient de ce programme]. Donc il y a vraiment un écart … entre les possibilités qui étaient offertes aux homologues sur le continent plutôt que euh voilà ceux des îles et la Guyane, et cetera. »
>
> - Responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs, décembre 2022

C'est d'ailleurs de ce constat d'écart d'opportunités, notamment à la mobilité, à la formation ou l'apprentissage, entre les étudiant·es ou les jeunes hexagonaux et les jeunes ultramarins dans les départements français d'Amérique qu'est née cette ONG en 2016. Les objectifs initiaux étaient ainsi de mener des actions autour d'enjeux de mobilités étudiantes, de la jeunesse et des travailleur·ses de la jeunesse, de l'acquisition de *savoir-être* dans le cadre de ces mobilités (représentant, entre 2016 et 2022, une centaine de mobilités jeunes, cinquantaine de mobilités professionnelles).

Malgré l'institutionnalisation de la mobilité étudiante[252] et la volonté de démocratisation des séjours académiques à l'étranger par l'attribution de bourses sur critères sociaux, la mobilité étudiante Erasmus reste profondément inégalitaire. Cela commence par la possibilité même de financement d'un déplacement dans la mesure où l'aide des proches est systématiquement nécessaire, notamment parce qu'une partie des aides n'est perçue qu'au retour (Ballatore, Blöss, 2008). Le programme Erasmus reste ainsi globalement plus excluant pour les étudiant·es des universités[253], des classes populaires, en fonction de l'origine sociale des parents et des conditions économiques et des ressources à disposition (Ballatore, Blöss, 2008). Des « formes de hiérarchies sociales s'opèrent ensuite entre les lieux et entre les étudiants » dans le rapport à la mobilité et aux injonctions à internationaliser leurs parcours (Ballatore, 2020). Les choix des destinations plus ou moins convertibles en capitaux économiques, sociaux ou culturel international (certaines véhiculent des images de destinations plus qualitatives que d'autres) tendent à reproduire des hiérarchies entre les étudiant·es participant aux programmes (Ballatore, 2020). Dans sa recherche doctorale, Louise Caron montre que les séjours dans des pays occidentaux de langue anglaise ont pour effet de faire accéder

---

[252] Pour les acteurs professionnels de la mobilité, l'accès à des supports administratifs pour saisir les codes et les attentes de mode de financement néolibéraux, « sur projet », qui évoluent toujours plus vite et constituent un frein majeur, pour Erasmus+ comme pour d'autres montages (

Annexe 19).

[253] Ballatore et Blöss montrent qu'en France, en 2003, plus de 40% des étudiant·es en mobilité dans la zone OCDE venaient de grandes écoles et d'écoles d'ingénieurs, pourtant correspondants à 5% des étudiant·es du supérieur. Étudiant·es mobiles surreprésentés dans les grandes écoles et les écoles d'ingénieur en France (Ballatore, Blöss, 2008).

les personnes immigrées à de meilleures positions lors du retour en France, à l'inverse d'un séjour dans un pays proche géographiquement ou économiquement du pays d'origine (Caron, 2019). De plus, les séjours dans des pays perçus comme « en développement » attribueraient un « label humanitaire » au profil des individus (Delpierre, 2017).

L'objectif même du départ en Erasmus présente des disparités. Ballatore et Blöss (2008) montrent que, dans l'ensemble, la participation des étudiant·es français·es a pour objectif de se distinguer, pour les étudiant·es britanniques c'est l'expérience d'un voyage initiatique et pour les étudiant·es italien·nes c'est la volonté d'échapper à un contexte d'insertion professionnelle difficile et aux pratiques de clientélisme. Les entretiens réalisés avec les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe montrent également cet enjeu de distinction par la mobilité étudiante *via* Erasmus, mais aussi d'échapper à un contexte local d'insertion difficile et inégalitaire et à l'exposition à un contexte discriminatoire en France hexagonale.

3.3. Le Canada et les États-Unis : des espaces de mobilité étudiante attractifs et élitaires

L'Europe est malgré tout perçue comme lointaine (Chevallier, 2017), relevant de l'influence traditionnelle de l'Hexagone, des politiques d'assimilation-colonisation encore prégnantes dans les représentations sociales de leurs parents. Au-delà de l'appartenance institutionnelle à l'UE qui devrait attirer les mobilités étudiantes en ce sens, c'est l'Amérique du Nord qui attire l'attention, comme l'ensemble des contextes anglophones (Amérique du Nord, Royaume-Uni, Océanie) (Caron, 2019). Le Canada et le Québec ressortent très largement de ce groupe. En effet, dans l'enquête MFV de 2020/2021, le Canada est de loin le premier pays étranger envisagé par les jeunes guadeloupéen·nes (48%, suivi de l'Espagne à 7%) et martiniquais·es (35%, suivi des États-Unis à 15%) (Enquête MFV, 2023a, 2023b).

Les étudiant·es étranger·ères sont au cœur d'une stratégie socio-économique et démographique de l'État canadien visant à redynamiser les espaces hors de grands centres urbains. Il s'agit ainsi de combler le manque de main-d'œuvre par l'attraction d'étudiants étrangers dans leurs institutions d'enseignement supérieur (Gagnon, 2019). Pour ce faire, des partenariats sont établis, notamment entre la région Québec et des régions étrangères francophones, dont les DROM. Un partenariat existe ainsi avec La Réunion pour la formation de jeunes dans des institutions hors des grands centres (Gagnon, 2019). Pour la Guadeloupe, une convention de partenariat avec l'Office franco-québécois

pour la jeunesse (OFQJ[254]) est signée en 2007, pour attirer les étudiant·es, mais aussi les demandeur·ses d'emploi et créateur·rices d'entreprises (Chevallier, 2017). En Martinique, la volonté politique de coordonner des actions de mobilité internationale est moindre et le changement de statut territorial en 2016 n'a pas permis à ce jour d'accorder une place claire aux questions relatives aux mobilités internationales (Chevallier, 2017). En revanche, on retrouve des actions de promotion des études au Canada. La stratégie canadienne vise donc principalement les collectivités locales pour encourager les mobilités vers le Canada. C'est ce que souligne Andréa :

> C'est vrai qu'il y a depuis quelques années, ça c'est vraiment répandu le Canada. Parce qu'à un moment donné, il y a des campagnes, il y a des partenariats qui se mettent en place avec la région, enfin, en l'occurrence la région Guadeloupe. Mais aussi, je pense qu'il y a des partenariats avec l'Université des Antilles. Donc il y a vraiment des universités qui viennent en Guadeloupe pour recruter. J'ai une amie qui est au Canada. Il y a des bourses quand même pour avoir quand même un peu de finance lorsqu'on va là-bas. Donc oui, je pense que ça séduit de plus en plus de personnes. Parce que bon, dans certaines régions du Canada, on parle français déjà. Bien qu'on peut apprendre l'anglais en allant légèrement plus loin et aussi parce que parce qu'il y a des partenariats et qu'ils sont venus aussi en Guadeloupe pour des recrutements, voilà [...] Parce qu'une des compétences de la région, c'est aussi la formation. Donc le fait de dire j'ai développé des partenariats avec une université canadienne, c'est bien pour le prestige, pour son bilan, donc pourquoi pas ? C'est aussi une bonne chose.
>
> – Andréa, étudiante en Master Gestion, Guadeloupe

Comme elle le précise, il faut également noter que le Canada bénéficie d'une excellente image auprès des étudiant·es. D'une part pour les langues pratiquées : « La mobilité vers le Québec est celle qui intéresse le plus les jeunes pour qui ce sont les « États-Unis en français », parce qu'ils maîtrisent mal l'anglais » (Chevallier, 2017). D'autre part, pour les valeurs qui lui sont attribuées. Ouverture, respect de la différence et accueil des populations issues de l'immigration reviennent comme des atouts majeurs (*ibid.*).

3.4. Les espaces de mobilité souhaités et revendiqués

J'ai montré précédemment que, dans le questionnaire, les espaces de projection étaient très largement concentrés entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest dans le cas des études et des activités professionnelles. L'espace caribéen n'était par exemple l'objet que de 8% des pays mentionnés pour des mobilités professionnelles, 6% pour les études et dans une même proportion pour le tourisme. Cependant, les entretiens avec les étudiant·es et l'appui contextuel avec une ONG actrice des mobilités de la jeunesse en Martinique ont permis d'interroger les raisons, mais surtout

[254] Le rôle et les stratégies de l'Office franco-québécois pour la jeunesse seraient à analyser, notamment pour ce qui concerne les dispositifs dédiés aux étudiant·es des DROM, que ce soit dans leurs mises en action ou dans leur mise en discours.

une nuance importante entre des espaces de projections et des espaces revendiqués. Alors que l'Europe et l'Amérique du Nord sont effectivement des espaces omniprésents dans les mobilités projetées des étudiant·es, l'espace caribéen occupe quant à lui une place plus importante dans leurs imaginaires mobilitaires revendiqués. Au fil de l'enquête par entretien, j'ai été amenée à préciser ce que j'avais initialement nommé « mobilités souhaitées ». En effet, elles désignent les mobilités qu'ils et elles aimeraient réaliser à titre individuel, dans le cadre de leurs projets personnels. Cependant, les étudiant·es rencontré·es ont particulièrement investi les mobilités étudiant·es comme une sphère politique, à y projeter des attentes et à les utiliser comme des outils de reconfiguration des liens avec la France, l'Europe ou la Caraïbe. J'appelle donc « mobilités revendiquées » les cas de figure où les enquêté·es évoquent les mobilités comme projet collectif et politique.

3.4.1. Recherches d'alternatives pour éviter les discriminations socio-économiques ou raciales

D'après les entretiens, la projection vers des destinations alternatives s'exprime par plusieurs motifs. Celui qui apparaît au premier abord est l'expression d'une contradiction vis-à-vis d'une norme et d'une injonction à la mobilité et à la pratique des espaces associés à ces mobilités. Il s'agit pour les étudiant·es de se projeter vers des espaces alternatifs, de sortir de l'idéalisation des mobilités en Europe, en France ou aux États-Unis. C'est ce qu'expriment Andréa et Tania :

> Tout est porté à la France, et bien sûr, après ça donne après la fuite des cerveaux. À 18 ans, allé, le jeune part, et qu'est-ce qu'il veut faire directement ? « Je veux aller en France, je veux aller à Paris, c'est l'eldorado ». Mais inconsciemment […] avec ce qui s'est passé, le Bumidom, et cetera, et cetera. Les parents directement, « Allé, on y va, on va en France ». Je suis très contente d'avoir eu des parents qui n'étaient pas fermés à la possibilité d'aller ailleurs que la France. Ma grande sœur a été à Trinidad, elle a fait 10 ans à Trinidad. Mon grand frère a fait presque une dizaine d'années au Mexique. Je suis la seule qui est restée en Guadeloupe deux ans et qui après ça je suis venue en France. Mais euh je ne suis pas fermée à partir parce que je ne vois pas la France comme l'eldorado […] comme un arrêt sur mon parcours.
>
> – Andréa, étudiante en Master Gestion, Guadeloupe
>
> Parce que c'est vrai que même moi et je sais qu'on est beaucoup à avoir vécu ça, après le bac, si tu veux faire tes études à l'Université des Antilles ou même en Martinique tout court, les gens te disent « Pourquoi tu veux partir en France ? ». C'est la première question. « Tu ne veux pas partir en France ? » Mais non. Même moi, si j'avais voulu partir en France, je ne peux pas il n'y a pas ma licence déjà. Donc je me dis, c'est bien d'aller par exemple en France pour ses études ou travailler. Mais il faut voir aussi ailleurs dans le monde.
>
> – Tania, étudiante en Master Espagnol, Martinique

Le second motif s'exprime en réaction à des retours d'expériences négatifs – des attentes déçues en suite aux récits de discriminations subies. Que ce soit pour les étudiant·es ou pour les acteurs des mobilités de la jeunesse, l'expérience de discriminations racistes est un facteur d'appréhension. Lors d'un entretien, une membre de l'ONG « D'Antilles et d'ailleurs » évoque une précaution importante à prendre pour éviter les contextes pouvant mener à des situations discriminatoires, en particulier racistes, dans le choix des destinations pour les projets de mobilité des jeunes Martiniquais et Martiniquaises (entretien réalisé en novembre 2022). Ce sont des critères effectivement formulés par les étudiant·es enquêté·es :

> En fait, les États-Unis, la France hexagonale, ce sont des pays qui sont assez riches, on va dire qui sont assez en vue en général. Donc ce sont des pays qui sont tout en avant, qui sont voilà … Alors que les pays hispanophones, même l'Espagne, le Portugal, tout ça, j'aurai tendance toujours à les considérer un peu à part. J'aurais plus tendance à me sentir un peu proche d'eux […] Après, c'est peut-être une mauvaise image qu'on a, mais en fait, j'aurais moins tendance à avoir l'impression de sentir le racisme dans ce genre de pays, que aux États-Unis ou en France, par exemple. Je vais toujours me poser la question. Est-ce que voilà, est-ce que ça va bien se passer ? Est-ce que les gens ne vont pas faire tout un cinéma avec …
>
> - Manon, étudiante en Licence de Gestion, Guadeloupe

Le dernier motif qui revient chez les étudiant·es concerne l'accès aux mobilités pour le plus grand nombre, et pas uniquement à celles et ceux en mesure d'activer un réseau et des ressources pour mettre en place une migration vers l'Hexagone, ou à une minorité bénéficiant d'un capital culturel international pour organiser une mobilité internationale. Je prends comme exemple les échanges avec Kelly, Danielle et Andréa. Toutes trois pensent la Caraïbe comme une alternative à développer, mais sur trois registres distincts.

Pour Kelly, étudiante en Licence de Créole (Martinique), la mobilité même reste profondément inégalitaire, et c'est justement les établissements scolaires et universitaires qui devraient donner accès autant administrativement qu'économiquement à l'expérience de la mobilité. Dans la mesure où la Caraïbe est l'espace le plus proche géographiquement et économiquement, c'est vers cet espace que les acteurs de l'éducation devraient se tourner. Si ces dispositifs de mobilités ou d'échanges scolaires existent bien, Andréa dénonce, elle, les réflexes et les structures étatiques et institutionnelles qui orientent systématiquement les projections vers l'Europe plus que vers la Caraïbe ou les espaces continentaux proches : « On fait un voyage linguistique, on va réunir de l'argent pour aller où ? En Espagne. Ok, on aurait pu aller au Mexique, aller au Panama, on aurait pu aller au Guatemala. C'est vrai que bon niveau sécurité, je ne sais pas si c'est peut-être l'idéal […] je peux comprendre, mais qu'on puisse avoir le sentiment d'appartenance, que nous sommes

Caribéens ». Ce qu'elle relève ici c'est un besoin de se « sentir Caribéen » que les mobilités scolaires et étudiantes doivent construire.

Enfin, Danielle, étudiante en Master Médecine (Martinique), les mobilités et les migrations étudiantes dans la Caraïbe doivent être pensées dans les stratégies de coopération et d'économies d'échelles. : « Il y a une école de vétérinaire qui est ouverte à la Dominique [...] les étudiants ont envie de partir en France, ils auraient pu aller à la Dominique. Et puis, inversement, on met une école d'ingénieur, par exemple en Martinique, tous les étudiants du petit arc antillais ils auraient pu venir ». Sans qu'elle y fasse explicitement référence, cette structuration est déjà celle mise en place par l'Université des West Indies. Université dite « régionale », elle est organisée en trois principaux pôles universitaires dans des États différents – entre la Jamaïque, Trinité-et-Tobago et la Barbade[255] –, un pôle tourisme aux Bahamas et douze centres d'enseignement à distance dans d'autres États caribéens.

3.4.2. Des propositions institutionnelles décevantes ?

Les mobilités des étudiant·es caribéen·nes peuvent être encouragées par des acteurs institutionnels. Sur le plan européen, il faut mentionner le projet ELAN créé dans le cadre de l'Interreg-Caraïbe entre 2019 et 2021 afin d' « encourager la maîtrise des langues de la Caraïbe et à renforcer la mobilité scolaire, étudiante, enseignante, universitaire et professionnelle, au sein du bassin caribéen » (ELAN, 2024) (Encadré 13). Cependant, il n'est pas mentionné ou ne semble pas connu par les étudiant·es interrogé·es, y compris par le public inscrit en Langues et visé par ce type de programme. Ce projet fait partie d'une stratégie des collectivités d'encourager l'intégration de la Martinique et de la Guadeloupe au bassin caribéen par la facilitation des mobilités de jeunes et étudiantes dans la Caraïbe pour l'acquisition de compétences linguistiques (Chevallier, 2017).

Encadré 13 | Le projet ELAN d'Interreg (2019-2021)

Le projet ELAN « Échanges Linguistiques et Apprentissage Novateur par la mobilité » (2019-2021) est créé au sein du programme Interreg « Caraïbe » (5) et de son axe 10 « Renforcement du capital humain ». Il s'appuie sur le développement du multilinguisme et des mobilités pour les étudiant·es, stagiaires et institutions universitaires du bassin avec trois objectifs : l'émergence d'une identité caribéenne, l'intégration régionale des territoires français dans leur environnement géographique et permettre une dynamique économique et d'insertion professionnelle dans la Caraïbe. Concrètement, le projet veut renforcer les échanges scolaires réciproques (aides ; ateliers et immersions pédagogiques et linguistiques pour les enseignant·es), les mobilités étudiantes et stagiaires (bourses, accords entre établissements, cartographie des offres de formations, salons

[255] Plus précisément, l'université s'organise entre le campus de Mona en Jamaïque, celui de Saint-Augustine à Trinité-et-Tobago et celui de Cave Hill à la Barbade.

dédiés). ELAN est porté par le GIP-FCIP Martinique (Groupement d'Intérêt Public dédié à la Formation continue des adultes et de l'Insertion Professionnelle), Campus France, la Collectivité Territoriale de Martinique, l'OECO, l'Université des Antilles, l'Université Quisqueya (Haïti), l'University of West Indies et la Délégation des Alliances françaises de la région (3 millions d'euros, dont 2 millions d'euros du FEDER et 300 000 euros du FED)256, 257, 258.

Les demandes de mobilités des étudiant·es vers d'autres espaces, et notamment la Caraïbe sont relevées par les professionnel·les de la jeunesse[259]. Les facteurs limitants dans la mise en place de ces mobilités vers la Caraïbe et l'Amérique centrale relèvent de cette injonction à la mobilité vers l'Hexagone comme forme d'accaparement par l'État, des dispositifs européens qui proposent des dispositifs par l'intermédiaire d'Interreg (comme ELAN), mais qui libéralisent les démarches en excluant les acteurs n'ayant pas les ressources pour s'en saisir, mais aussi des élus politiques locaux qui présentent des réticences aux mobilités de la jeunesse :

> C'est-à-dire que l'Union européenne a des accords bilatéraux avec les pays qu'on appelle ACP. Mis à part les territoires ultrapériphériques de l'Union européenne, vous avez … alors UK il n'y a plus donc vous avez les territoires de Hollande, Saint-Martin, Aruba, et cetera. Mis à part nos homologues, on n'a pas de possibilité de coopérer directement. Il faut passer par la coopération, donc par les accords de Cotonou et donc dans le cadre des conventions ACP. C'est très compliqué. Il y a un seul dispositif Interreg qui permet la coopération, mais c'est entre universités ou lycée, en tout cas établissement scolaire […] On n'a pas accès au même dispositif Erasmus, il ne fonctionne pas de la même manière. On n'a pas non plus de *windows*. Comme par exemple dans les Balkans, de temps en temps l'Union européenne, la Commission ouvre des dispositifs ad hoc et on peut travailler directement. La Caraïbe, non, ça rentre dans d'autres accords. Nous on avait interpellé un des *big boss* du programme Erasmus qui nous avait dit que c'était politique, ça faisait partie de la coopération extérieure de l'Union européenne, donc c'est pour ça que c'est tant difficile de pouvoir mobiliser le dispositif Erasmus sur ce … C'est un projet Interreg. Mais c'est politique Interreg […] C'est-à-dire vraiment qu'on a besoin d'une volonté politique. Les élus quand ils font de la coopération malheureusement bah voilà vous le savez, il y a d'autres intérêts machin […] il y avait une ouverture internationale il y a quelques années. On avait essayé c'était trop complexe et donc,

---

[256] GIP FCIP Martinique. « Mobilité et coopération ». Consulté en juillet 2025. [URL].
[257] Le site dédié au projet n'est plus accessible. [URL]
[258] OECS Media Release. 2020. « Bilan de la 1ère année du projet INTERREG ELAN ». Consulté en juillet 2025. [URL].
[259] L'ONG D'Antilles & D'Ailleurs qui s'est d'abord investie dans les dispositifs européens à la mobilité avant d'être confronté à des résistances relatives aux dispositifs et aux acteurs locaux. C'est vers la « Grande Caraïbe » que se réoriente son action pour les prochaines années, prenant cette fois-ci appui sur des acteurs français de l'action internationale et de la coopération plus qu'européens (AFD ou Organisation Internationale de la Francophonie) : « On a clairement axé sur la Grande Caraïbe, d'une part parce que c'était notre voisinage un peu comme en Europe, la Méditerranée […] Par la suite on a également élargi au CARICOM […], Amérique centrale et Amérique latine sont pour nous les régions dans lesquelles nous évoluons, aussi bien dans la jeunesse que dans d'autres domaines ». Le réseau et le mode d'action des ONG se retrouvent également dans un second volet dans la réorientation de son action : les inégalités de genre et socio-raciales dans les DROM, et tout particulièrement les discriminations subies par les femmes issues des immigrations haïtiennes, vénézuéliennes ou dominicaines (insertion, protection des mineur·es, accès aux soins).

> pour le moment s'il n'y a pas de dispositif ad hoc, s'il n'y a pas une volonté politique et quand quelqu'un vient …
>
> – Responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs, décembre 2022

3.4.3. Des demandes de Caraïbe émancipatrices

Les espaces attendus, comme l'UE et l'Europe, émergent nettement de l'enquête, tout comme les manières dont les dispositifs reproduisent des hiérarchies socio-spatiales de « l'Europe dans le monde ». Les espaces de mobilité attractifs, comme les États-Unis et l'émergence récente du Canada prennent appui sur des intérêts démographiques et économiques. Enfin, ce sont des espaces souhaités, voire revendiqués qui ressortent dans la construction et l'expression des appartenances des étudiant·es, de leurs rapports au monde, notamment autour d'une (Grande) Caraïbe.

Les mobilités étudiantes renforcent les inégalités existantes et en produisent de nouvelles, entre les parcours, entre celles et ceux qui restent et celles et aux qui sont « mobiles (inter)nationalement à ce moment de leur parcours » (Bréant, 2022). Comme le formule le spécialiste des sciences de l'éducation *Vassiliki* Papatsiba, la mobilité étudiante est un concept « politiquement correct, mais pédagogiquement inhabité » (Papatsiba, 2003 cité par Meunier, 2010). Les récits des étudiant·es donnent à voir l'intériorisation des hiérarchies socio-spatiales des cursus, des universités, des espaces de formation, de mobilité construits et entretenus par les pairs, la famille, les médias et les institutions (*ibid.*). Ils donnent à voir les enjeux de territorialité qu'ils attendent. Nathalie Michel (2022) les résume en trois objectifs autour d'un besoin de s' « enrhizomer » : pour rester en Martinique (souhait d'enracinement territorial, logique d'ancrage local) ; pour quitter la Martinique (souhait de déracinement, logique de déterritorialisation) ; pour partir et revenir (logique de reterritorialisation).

À ce titre, les étudiant·es sont demandeur·ses de développement des mobilités scolaires et étudiantes dans le bassin caraïbe : plus de lien avec les écoles et universités des États voisins (entretien avec la responsable D'Antilles et D'Ailleurs, décembre 2022). La Caraïbe fait pleinement partie des espaces vers lesquels les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe souhaiteraient voir se renforcer à la fois les imaginaires, mais aussi les dispositifs institutionnels. La projection des mobilités vers la Caraïbe apparaît comme émancipatrice, comme vectrice de prise de confiance individuelle, mais surtout collective, et ce, dès le plus jeune âge au cours de la scolarité.

Pour Cédric Audebert (2011b), l'un des défis majeurs pour les acteurs scolaires et universitaires est de s'adapter, de prendre en compte ces dimensions circulatoire et relationnelle de l'identité des jeunes antillais·es. Plus concrètement, il s'agit de répondre aux demandes d'ouverture des étudiants sur leur environnement caribéen.

Conclusion

En tant que constructions sociales et politiques, les identités des étudiant·es ont été analysées en passant par les sphères de socialisation et les institutions pouvant participer de cette construction. L'enquête a révélé l'importance prépondérante d'une part de l'institution et des trajectoires scolaires, et de l'autre des rapports aux mobilités.

L'éloignement des DROM vis-à-vis de l'Hexagone relève de la distance géographique, mais surtout des inégalités socio-économiques et politiques entre les deux. Elles traversent autant l'école que les mobilités étudiantes projetées qui restent « imprégnées du passé colonial et de l'assimilation » (Soune-Seyne, 2025). Ces deux sphères montrent le prisme majeur des rapports sociaux de domination, des dépendances entretenues avec l'Hexagone et des configurations propres à des contextes postcoloniaux pluriels (Alby et al., 2024 ; Lemercier et al., 2014).

Que ce soit dans les rapports à l'école ou dans les projections de mobilité, décentrer le regard vers les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe permet de lire les enjeux qui les traversent et les liens avec le monde, et ce, à l'intersection entre les structures héritées et les projections de ces acteurs.

Comme le résume Audrey Célestine, il a s'agit de permettre aux étudiant·es de « parler » et de ne pas « être parlés » (Bourdieu, cité par Célestine, 2023) afin de saisir de la manière la plus fine possible les appropriations « existentielles », autrement dit qui cherchent à produire un sentiment d'appartenance (Ripoll, Veschambre, 2006). Ce chapitre donne ainsi à voir la triple dissonance à laquelle les étudiant·es sont confronté·es : les discours et les expériences qui leur sont imposées par les cadres nationaux et européens, les expériences auxquelles ils et elles sont confronté·es ainsi que ce qu'ils et elles souhaitent et revendiquent.

J'ai ainsi retrouvé chez les étudiant·es l'expression d'un besoin de réintégrer la Caraïbe dans l' « univers mental, culturel et social » et dans le champ d'action économique (Audebert, 2011b, paragr. 49) pour construire le sentiment d'appartenance à la macrorégion encore manquant pour les Guadeloupéen·nes et les Martiniquais·es (Giraud, 2004).

À ce titre, les étudiant·es comme les spécialistes de la Caraïbe convergent sur un point majeur : le rôle des jeunes de tous les âges dans le renforcement de la Caraïbe. Ils ont une place prégnante dans les recommandations faites par la politiste de Saint-Kitts-et-Nevis Jessica Byron (2000), que ce soit par la diffusion des langues, le remaniement des programmes scolaires dans tous les États et territoires de l'espace ou encore les échanges universitaires étudiant ou de recherche.

Conclusion générale

L'objectif de ma recherche a été d'appréhender les imaginaires macrorégionaux et les identités dont l'expression a été contrainte, limitée et imposée dans des espaces marqués par les structures coloniales et postcoloniales. Je souhaitais étudier ces imaginaires en tant qu'objets mobilisés et appropriés de manière ascendante. La Guadeloupe et la Martinique se trouvent au cœur d'une tension entre des héritages politiques, institutionnels exogènes encore très présents dans les structures et des projections vers des spatialités émancipatrices. Il s'agissait ainsi de comprendre dans quelles mesures et comment les imaginaires macrorégionaux sont représentés et réappropriés dans des contextes d'inégalités toujours prégnantes et entretenues par les structures postcoloniales.

Pour cela, je me suis intéressée à un public spécifique au sein des jeunesses : les étudiant·es. Si les (jeunes) Antillais·es résidant dans l'Hexagone ont fait l'objet de recherches (par exemple, Célestine, 2009 ; Condon, 1996 ; Condon, Byron, 2008 ; Patrice, 2016 ; Pattieu, 2017), celles et ceux toujours en Martinique et en Guadeloupe ont été moins abordé·es comme public enquêté, même si plusieurs travaux structurants (Boniface, 2015 ; Joseph et al., 2019 ; Michel, 2022) permettent de saisir la complexité des rapports de domination dans lesquels ils et elles évoluent : entre injonction à la mobilité vers l'Hexagone et stigmatisation de celles et ceux qui restent dans des contextes où les inégalités socio-économiques et scolaires se creusent.

Il m'a semblé également important de prendre en compte toute la diversité des parcours étudiants, en Martinique et en Guadeloupe : des étudiant·es d'autres États de la région en passant par celles et ceux arrivant de l'Hexagone ou qui circulent entre tous ces espaces.

J'ai appréhendé les imaginaires macrorégionaux comme des constructions sociales et politiques descendantes, tout en considérant que les étudiant·es les vivent, les pratiquent et se les représentent aussi chacun·e au quotidien dans différentes sphères d'expérience (Chapitres 4, 5 et 6). Pour ce faire, j'ai mobilisé un protocole méthodologique mixte construit par triangulation et composé d'une enquête qui a articulé un questionnaire cartographique – mobilisant des cartes mentales – et des entretiens semi-directifs auprès d'étudiant·es. Son objectif a été d'appréhender les imaginaires macrorégionaux en jeu et ce qu'ils révèlent des identités, en trouvant un équilibre entre objectivation des représentations et place laissée à l'expression du flou et de la subjectivité. Afin de lire le rôle des structures institutionnelles dans leurs imaginaires, j'ai mobilisé des corpus et des analyses complémentaires sur les productions de savoirs, et intégré les sphères scolaires et institutionnelles pour éclairer les processus à l'œuvre dans la formation des imaginaires discutés.

Ma thèse met en lien des recherches en sciences politiques et en sociologie des Outre-mer avec celles menées en géographie sur les représentations. Elle se situe donc à l'intersection des champs de la géographie politique, de la géographie postcoloniale et de la géographie sociale et culturelle. Elle permet ainsi de dégager plusieurs résultats qui peuvent être synthétisés en quatre points, qui chacun soulèvent des perspectives de recherche.

Interroger les périphéries

La Martinique et la Guadeloupe sont des territoires français et européens institutionnellement définis par des catégories de droit (Outre-mer, région ultrapériphérique) homogénéisantes et normatives, s'appuyant sur des dénominations naturalisantes et qui reproduisent des dominations enchâssées et multiscalaires. De telles catégories deviennent performatives autant dans les imaginaires que dans l'action publique. Entre les ensembles institutionnels européens et français, ce sont des périphéries spatio-politiques et des marges socio-raciales qui sont produites, transmises, héritées, mais aussi entretenues sous des formes contemporaines.

Les deux territoires se trouvent dans un ensemble national avec lequel la relation est asymétrique. Cette relation produit dans le même mouvement de la distance dans la proximité géographique qu'est le bassin caribéen. Le Chapitre 1 a permis de montrer que le rapport peut se lire comme un entre-deux, où les jeux d'échelles et les poids de plusieurs systèmes se combinent et renforcent des dominations symboliques et matérielles : entre une proximité spatiale caribéenne et une proximité institutionnelle française et européenne. Il a alors été nécessaire d'analyser les manières dont ces cadres institutionnels descendants, et les imaginaires qu'ils sous-tendent sont appréhendés et appropriés dans un mouvement ascendant comme espace d'expérience, mais aussi comme horizons d'attente pour les étudiant·es.

Dans la réalisation des cartes mentales, la logique de co-inclusion basée sur la proximité spatiale – autrement dit, les espaces à proximité spatialement seraient ceux avec lesquels on ressentirait le plus de liens, une appartenance (Didelon, 2013 ; Didelon et al., 2011) – et l'impression d'une homogénéité relative ne suffisent pas pour décrire les représentations mentales des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique. En effet, si j'ai retrouvé cette logique avec la Caraïbe et d'autres espaces associés (Antilles, Petites Antilles, etc.), le rapport à cette proximité spatiale est toutefois contrarié par d'autres proximités, institutionnelles celles-ci, de la Guadeloupe et de la Martinique (Chapitre 4). D'autres formes de proximités émergent ainsi, issues de stratégies plurielles et complexes mises en place par les étudiant·es pour gérer et exprimer leur multi-appartenance y compris dans leurs contradictions : proximités culturelles, proximité paysagère, proximité linguistique, ou encore

proximité politique ou géopolitique dans le rapport au monde. La mise en regard de ces appartenances avec les imaginaires des espaces américains ou européens a soulevé de nombreux questionnements : réponses aux discriminations ethno-raciales ou relations avec les marqueurs paysagers (post)coloniaux dans le cas américain, inhibiteur ou inspiration de régionalisme dans le cas européen (Chapitre 5). Les représentations de ces deux macrorégions donnent à voir des projections – que ce soit des inquiétudes ou des reconfigurations – au sein des sociétés martiniquaises et guadeloupéennes, mais aussi dans le rapport de celles-ci à l'échelle nationale et à l'État qui, encore trop souvent, écarte les problématiques postcoloniales euphémisées sous la figure du « passé national ».

La Caraïbe comme projection ?

Dans cette recherche, j'ai analysé la Caraïbe comme la macrorégion géographique de la Martinique et de la Guadeloupe, mais j'ai montré au fil des chapitres que ces liens étaient plus riches et plus complexes qu'une question de localisation ou de proximité géographique.

Entre objet scientifique et objet de stratégie territoriale, la Caraïbe est un objet construit de manière exogène sur le plan institutionnel ainsi que dans les savoirs qui portent sur cet espace. L'analyse de la construction de cet objet depuis la France et les espaces francophones a donné à voir les héritages politiques, institutionnels et académiques à l'œuvre dans les processus des représentations spatiales de la macrorégion. Ceux-ci s'appuient encore beaucoup sur une histoire écrite à partir des colonisations et dans l'investissement des champs des sciences médicales et environnementales (Chapitre 3), où l'on retrouve de manière imbriquée les priorités de la lecture européenne des RUP. Dans le cas des savoirs académiques encyclopédiques français et francophones étudiés ici, la lecture de la macrorégion naturalisée – parfois par de nouvelles formes (développement durable, environnement) – et le déterminisme historique qui n'appréhende que les périodes depuis les colonisations participent à désincarner cet espace, à invisibiliser les populations ainsi que les rapports sociaux et ethno-raciaux.

Les discours présentant la Caraïbe comme une interface ou comme une mosaïque tendent à réduire l'hétérogénéité de cet espace et à minimiser le poids de structures coloniales qui produisent une « exogénéisation » de la Caraïbe vers les centralités impériales, autant économiquement, politiquement que socialement et culturellement. Même si les régionalismes propres à la région caribéenne ont pour objectif de sortir d'une marginalisation étatsunienne et européenne, ils reproduisent des mécanismes hérités et ne permettent pas de compenser les rapports toujours extériorisés des territoires non-indépendants.

Au-delà de l'enjeu économique et politique des régionalismes, les enquêtes et les entretiens que j'ai menés auprès des étudiant·es montrent qu'il existe une réelle volonté ascendante de réintégrer la Caraïbe dans « leur univers mental, culturel et social » (Audebert, 2011). Si j'ai montré que celle-ci a une présence majeure dans les imaginaires des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique, sa géométrie est particulièrement variable, autant dans sa spatialité que dans ses projections sociales, culturelles et politiques. J'ai ainsi retrouvé des définitions plurielles de la Caraïbe qui sont articulées dans l'appropriation d'une identité caribéenne, mais aussi dans la mise en regard de l'identité antillaise parfois confondue, parfois distinguée de celle de la Caraïbe.

Les divergences exprimées et ces géométries variables s'expliquent chez les étudiant·es en fonction de leurs parcours migratoires, de leurs positionnements sociaux et ethno-raciaux, de leurs expériences relatives à ces identités dans le contexte français, mais aussi martiniquais et guadeloupéen. Je propose de les interpréter comme la recherche d'un ancrage pour sortir des assignations d'identités ou de représentations depuis l'extérieur. En l'état, géométries variables opèrent comme des inhibiteurs de l'expression d'une identité caribéenne, d'une appartenance collective, et tendent à reproduire de l'exclusion envers les personnes immigrées issues d'autres États de la Caraïbe.

Dans le cas des DROM de la Caraïbe, les frontières avec l'espace régional sont activées selon les besoins des acteurs politiques, à toutes les échelles. Comme je l'ai montré, ces frontières sont tout particulièrement mobilisées vis-à-vis de Haïti, reproduisant ainsi la structure des débats médiatico-politiques nationaux, obnubilés par les questions de la distinction entre intérieur et extérieur et du rapport à l'Autre mobile non désiré.

Pour prolonger l'analyse des imaginaires caribéens, l'étude de la construction des savoirs m'est apparue particulièrement intéressante. Celle-ci rejoint des appels lancés par plusieurs travaux en sociologie et en sciences politiques autour de la Caraïbe, mais plus largement des Outre-mer et dans les études des enjeux de justice sociale et environnementale (Ferdinand, Manglou, 2021 ; Sheller, 2003).

Pour ce qui est des analyses bibliométriques, il serait maintenant pertinent de multiplier les objets étudiés, avec un protocole systématisé pour permettre la comparaison avec d'autres objets macrorégionaux (Antilles ou Amérique centrale, par exemple), mais aussi locaux ou nationaux en leur sein. Les analyses réalisées sur les corpus issus de Wikipédia montrent déjà des pistes intéressantes. J'ai eu l'occasion d'étudier les biographies des femmes scientifiques dans le cadre du projet WIKIF, et les mécanismes en jeu dans la représentation des sciences sur des individus (pages biographiques) m'ont permis de mesurer à quel point il serait intéressant d'appliquer des recherches similaires sur les objets géographiques : il s'agirait ainsi d'analyser les images, les sources, la

structure, mais aussi la collaboration et les débats entre contributeur·rices sur les représentations de l'espace mondial et de ses découpages sur une encyclopédie revendiquant la neutralité comme point d'honneur. Dans le cas de savoirs académiques comme des savoirs encyclopédiques sur Wikipédia, c'est surtout la profondeur temporelle qui serait à intégrer : pour saisir l'évolution de l'objet Caraïbe depuis les années 1950 dans la production académique, mais aussi de ce qui en est montré depuis les années 2000 sur Wikipédia.

Des imaginaires contrariés aux imaginaires appropriés

L'ensemble des résultats de la thèse souligne l'intérêt d'avoir décentré le regard vers les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe, dans la mesure où elles et ils se situent à l'intersection des structures institutionnelles, sociales et politiques héritées, et de s'intéresser à leurs projections. La proximité institutionnelle à l'État français et à l'UE reproduit des inégalités plurielles et n'offre pas ou peu les référentiels d'appartenance ou d'imaginaires souhaités au quotidien par ces jeunes acteur·rices. J'ai ainsi analysé les exemples de l'École et des mobilités comme sphères au cœur de leurs préoccupations.

Dans les deux cas, les contraintes de la colonisation, de l'assimilation, des dépendances entretenues avec l'Hexagone se traduisent directement comme injonction et stigmatisation dans les pratiques et les représentations des étudiant·es. Dans les entretiens, ils et elles l'ont exprimé par leur rapport aux programmes scolaires, aux univers de références dès le plus jeune âge, des mobilités étudiantes réelles, mais aussi envisagées et systématiquement accaparées par le référentiel français, hexagonal.

Dans les pratiques quotidiennes ou professionnelles (notamment dans le cas des jeunes et futur·es enseignant·es) et dans les projections des étudiant·es, j'ai observé une réelle attente de reconfiguration des liens institutionnels avec la France et du regard de la société à leur égard, où les lectures discriminatoires et exotisantes seraient considérées non pas comme appartenant au passé ou masquées derrière la distance géographique, mais adressées et dépassées. Cette demande de reconfiguration est apparue nettement, dans les pratiques en classe des jeunes enseignant·es, par les questions que se posent des étudiant·es futur·es enseignant·es, dans le rôle de jeunes parents se questionnant sur les univers de référence des productions littéraires ou encore dans les projets de mobilités pouvant être formulés. Dans de nombreux cas de figure, c'est la projection vers la Caraïbe qui émerge comme un outil dans cette démarche, à des degrés divers et dans des lectures politiques variées.

J'ai ainsi montré la triple dissonance à laquelle les étudiant·es sont confronté·es, entre discours et expériences imposées de manière descendante, expériences vécues et expériences souhaitées, voire

revendiquées. Ces dernières s'articulent avec des appropriations dites existentielles – c'est-à-dire cherchant à produire un attachement – de leurs identités et appartenances, dans leurs prises en main individuelles et collectives. L'objectif est que ces appropriations ne soient plus assignées de manière endogène comme exogène, mais qu'elles deviennent des vecteurs d'émancipation. Comme Gillian Rose le suggérait, il s'agirait d'envisager un type d'imaginaire géographique sensible à la différence, au pouvoir et qui autorise les autres plutôt qu'un Autre (1993, p. 85).

Les étudiant·es rencontré·es donnent à voir la palette d'opinions, d'engagements qu'ils et elles ont dans la lecture et la projection de leurs espaces dans le monde. Ce que Michel Giraud (2004) définissait comme « [f]aire la Caraïbe comme on refait le monde » apparaît nettement en mettant en regard les échanges avec les étudiant·es : ils et elles refont leur Caraïbe pour se placer et s'approprier leurs imaginaires.

Pour ce qui est des étudiant·es antillais·es, plusieurs pistes me sembleraient intéressantes à suivre de façon à prolonger la compréhension des imaginaires macrorégionaux et de leurs articulations avec l'expression des identités. Les sphères familiales, médiatiques et culturelles ont été interrogées au cours de l'enquête, mais n'ont pas pu être exploitées dans le cadre du projet ANR-DFG Imageun ni dans cette thèse. Elles apporteraient des éclairages, notamment pour ce qui concerne le rôle des pratiques linguistiques dans la culture et les médias que les étudiant·es consultent.

De même, l'expression politique par le vote des jeunes dans les territoires serait un point pertinent à creuser, notamment sur son évolution temporelle depuis la départementalisation, mais aussi au cours des parcours migratoires entre l'Hexagone et leurs territoires d'origines[260]. En effet, le vote de la jeunesse dans les Outre-mer se trouve à l'intersection de deux discours politico-médiatiques dont on ne peut que supposer les aspects réducteurs : d'une part celui sur le vote dans les Outre-mer, souvent résumé au « vote sanction » et lu par le prisme du vote dans les « extrêmes », et de l'autre, celui sur l'abstention attribuée aux jeunes, souvent croisées à des lectures socio-spatiales déterministes.

Ensuite, certains publics étudiants en Guadeloupe et en Martinique n'ont pas pu être enquêtés, comme les étudiant·es en mobilité Campus France, ou pas suffisamment comme les étudiant·es hexagonaux qui viennent en Martinique, en Guadeloupe ou plus largement dans les DROM. C'est par exemple ce qu'a proposé Florence Ihaddadene (2022) sur un autre sujet en analysant les rapports

[260] Le mémoire de recherche réalisé en 2025 par Anouk Noret intitulé « Vote en outre-mer lors des élections présidentielles depuis 2002 (Guadeloupe et Martinique) » que j'ai eu le plaisir de coencadrer avec Luc Merchez dans le cadre du Master 1 Études Européennes et Internationales, parcours Europe (ENS Lyon) soulève le manque de recherche et l'intérêt d'analyser plus en profondeur le vote, au-delà des lectures médiatiques qui en sont faites depuis l'Hexagone, et ce, malgré les difficultés d'accès aux données.

de pouvoir qui se jouent autour des jeunes en Volontariat de service civique en Guadeloupe. Enfin, à la manière d'Hugo Bréant sur le cas des étudiant·es polynésien·nes, interroger les stratégies, les réseaux et les projections que les étudiant·es antillais·es mobilisent en migration hors de l'Hexagone ou des Antilles me semblerait être riche à analyser, notamment de façon à appréhender les lectures des imaginaires macrorégionaux produites par ces mobilités « alternatives » (Chapitre 6). Ces échanges et travaux font émerger plusieurs perspectives de recherche autour des étudiant·es comme acteur·rices, mais aussi plus largement autour de toutes les jeunesses dans les DROM pour lesquelles se jouent encore d'autres enjeux d'appartenance et d'identification, comme le montrait Nathalie Michel (2022). Poursuivre ces objectifs permettrait également de questionner plus finement des différences entre la Martinique et la Guadeloupe.

Enjeux méthodologiques : étudier des objets subjectifs

Le cheminement méthodologique et théorique de la thèse a visé à étudier les objets spatiaux flous et subjectifs que sont les imaginaires. L'inscription de la thèse dans l'ANR-DFG Imageun a permis de développer un questionnaire sur les représentations des macrorégions d'appartenance reposant sur des cartes mentales numériques. Avec les équipes du projet, il a ainsi été possible de penser un dispositif visant à opérationnaliser leur analyse, à objectiver leurs contenus.

Le dispositif méthodologique s'est inscrit dans la suite de précédentes enquêtes et travaux sur le monde et ses découpages par l'utilisation de cartes mentales (Beauguitte et al., 2012 ; Didelon, de Ruffray, et al., 2011 ; Didelon-Loiseau et al., 2019 ; Toureille, 2017). À partir des apports et expériences issues de ces recherches, j'ai souhaité remettre au centre les étudiant·es, en tant qu'individus et groupe au sein de contextes sociaux et politiques pluriels. Pour cela, j'ai mobilisé des approches critiques de la cartographie et les concepts de la géographie sociale et culturelle.

J'ai ainsi proposé d'enrichir ce travail de prise en charge de grands objets géographiques flous, complexes et subjectifs par le dispositif d'entretien avec les étudiant·es. Le protocole a ainsi articulé les cartes mentales produites dans le questionnaire et celles ressaisies comme support d'échange dans les entretiens.

Le but a ici été de permettre aux étudiant·es de « parler » les cartes mentales pour se parler eux et elles-mêmes. Autrement dit, je me suis saisie de la mise en mot des cartes mentales par les étudiant·es comme support d'expression d'eux et elles-mêmes. Ce dispositif a mis en lien les représentations macrorégionales issues des cartes mentales, les imaginaires et les identités qui les sous-tendent.

En m'appuyant sur les cartes mentales et leurs mises en discours, j'ai ainsi pu appréhender la pluralité des formes d'appartenance dans toutes leurs nuances. Des découpages reproduisant des

représentations scolaires à l'expression d'une identité double entre la France et la Martinique ou la Guadeloupe, j'ai aussi pu observer des représentations d'entre-deux mettant en lumière les tensions que les étudiant·es expérimentent dans l'expression de leurs identités. Celles-ci se jouent dans le rapport entre deux forces. D'une part, celle des structures et des traces de violences héritées qui se réactivent à la fois dans des rapports de forces internes et externes et dans des discontinuités. D'autre part, celle qui s'exprime dans les projections l'horizon d'attente, de revendication, d'appropriation pour penser un changement futur.

Cette recherche permet ainsi de comprendre ces objets subjectifs que sont les imaginaires, soumis à de nombreuses constructions et rapports de pouvoirs sociaux et politiques propres aux travaux de la géographie postcoloniale. En prolongeant l'inscription de cette démarche dans les approches de la cartographie critique, des perspectives de recherche s'ouvrent autour du dispositif cartographique. Il serait ainsi riche de prendre appui sur l'outil cartographique numérique mobilisé pour poursuivre la conception d'outils de cartographie dédiés à l'enquête pour l'expression d'objets complexes et flous. Si l'application mobilisée et son paramétrage ont permis d'objectiver des objets spatialisés en intégrant une complexité relative, il serait pertinent de dépasser l'outil de tracé linéaire sur un fond de carte incitant à des représentations cartographiques normées, pour proposer une plus grande variété de formes de tracé qui seraient objectivables dans des approches quantitatives. Je pose l'hypothèse que des tracés par le coloriage, l'utilisation de symbologies ou encore le fait de permettre l'expression de nuances, de gradations seraient des méthodes opérantes à déployer dans le cadre d'enquêtes par cartes mentales. Elles pourraient éviter d'appréhender l'espace sur le mode de l'exclusion par le trait (dehors ou dedans, nous ou l'autre homogénéisé) et permettre de proposer des solutions relativement simples pour les enquêtés·es sur le mode de l'inclusion ou de l'expression de différences fines.

De façon à poursuivre l'articulation entre les cartes mentales et les entretiens que j'ai mise en place, il serait enfin pertinent d'intégrer une dimension collective, voire participative à ce dispositif (Mekdjian, Olmedo, 2016 ; Morel, 2021), plutôt que l'autoadministration solitaire et à distance de l'enquête. À la manière des méthodologies de l'ANR MOBILES[261], des *focus group* ou des ateliers seraient ainsi riches. Je suppose que ces temps d'échange pourraient faire émerger les mêmes débats et contradictions qu'évoquées dans cette thèse, mais dans un format qui permettrait à l'enquêteur·rice d'être moins présent·e dans le processus. Cela pourrait permettre aux étudiant·es de

[261] L'ANR MOBILES étudie les « expériences des lieux, pratiques numériques et socialisations langagières des étudiants internationaux à Lyon » grâce à des ateliers de cartographie participative ou encore d'écriture de portraits d'usagers de la ville en utilisant les traces numériques. Le projet est porté par les UMR ICAR, EVS et LIRIS, [URL].

parler, de débattre et surtout de co-construire des imaginaires communs par la pratique, ainsi que des appartenances communes dont cette thèse a montré l'importance émancipatrice.

Références bibliographiques

Abdouni, S., Fabre, E., 2012, *365 000 Domiens vivent en métropole*, Insee, n°1389.

Abénon, L., Bégot, D., Bégot, M., Burac, M., Calmont, A., 2001, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette éducation, 160 p.

Adam, J.-M., 1996, *Le récit*, Presses universitaires de France, 128 p.

Adams, J., Brückner, H., Naslund, C., 2019, « Who Counts as a Notable Sociologist on Wikipedia? Gender, Race, and the "Professor Test" », *Socius*, vol. 5.

Agier, M., Cécile, C., 2009, « La liane guadeloupéenne », *Vacarme*, vol. 2, n° 47, p. 92-93.

Agnew, J., 2016, « Political geography », in *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*, New York, p. 1-19.

Alby, S., Anciaux, F., Dureysseix, F., Léglise, I., Maturafi, L., Toke, V. M., et al., 2024, « Petit état des lieux de la prise en compte des langues et cultures des élèves à l'école en Outre-mer : Collectif ILASOM », *Contextes et didactiques*, 24.

Aldhuy, J., 2004, « Imaginaire géographique, idéologie territoriale et production régionale : réflexions autour des Landes de Gascogne (XVIIIème-XIXème) », *Hegoa : cahiers du SET*, n° 24, p. 113-120.

Allieu-Mary, N., 2008, « Les enseignants d'histoire-géographie en France : agents ou "acteurs" de la construction d'une identité et d'une citoyenneté européennes ? », communication au colloque *Vivre l'Europe : enjeux citoyens et éducatifs*, Poitiers.

Alves Brasil, J., Cabecinhas, R., 2019, « (Dis)Covering the Latin American "Other": Social (Meta)Representations of Latin Americans among Brazilians, Chileans and Mexicans », *Papers on Social Representations*, vol. 28, n° 2, p. 1-31.

Anciaux, F., 2016, *Interactions plurilingues en contextes didactiques aux Antilles et en Guyane françaises*, Paris : Editions Riveneuve, 471 p.

Anderson, B. R. O., 1991, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London New York, Verso, 160 p.

Aouani, S., Orange, S., Renard, F., 2019, « Les ressources de la proximité. Capital d'autochtonie et engagements locaux des jeunes femmes d'origine populaire et rurale », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 167-189.

Apostolidis, T., 2005, « Représentations sociales et triangulation : enjeux théorico-méthodologiques », in *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Toulouse, Érès, p. 13-35.

Argaillot, J., 2015, « Nouveaux tourismes caribéens - New Caribbean Tourism: expériences et conséquences », *Études caribéennes*, n° 31/32, p. 171-183.

Ashby, S., 2013, « La Caraïbe est une histoire, quelle que soit la langue » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Attia, K., Luste Boulbina, S., 2021, « L'art comme réappropriation du monde », *Cahiers Sens public*, vol. n° 31, n° 2, p. 211-226.

Attruia, F., 2020, « Les discours de l'Union européenne sur la biodiversité : une analyse des registres communicationnels », *Les carnets du Cediscor*, n° 15, p. 49-63.

Audebert, C., 2007, « Les stratégies spatiales de la population haïtienne à Miami », *EchoGéo*, n°2.

Audebert, C., 2008, « L'intégration des Antillais en France et aux États-Unis : contextes socio-institutionnels et processus de territorialisation », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n° 1, p. 65-87.

Audebert, C., 2010, « Constructions sociales héritées et productions territoriales antillaises : une contribution géographique à l'analyse de sociétés "mobilisées" », in *Les traites et les esclavages*, Karthala, p. 257-273.

Audebert, C., 2011a, « Régionalisme et migrations dans la Caraïbe », in *La Caraïbe dans la mondialisation : Quelles dynamiques régionalistes ?*, Paris, p. 23-37.

Audebert, C., 2011b, « Les Antilles françaises à la croisée des chemins : de nouveaux enjeux de développement pour des sociétés en crise », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 64, n° 256, p. 523-549.

Audebert, C., 2016, « Miami, métropole-carrefour des Amériques. Réflexions à partir de l'expérience migratoire haïtienne », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 1, n° 96-97, p. 105-121.

Audebert, C., 2022, « La Caraïbe, un espace géostratégique au cœur des enjeux de la mondialisation », in *Annuaire français de relations internationales*, Éditions Panthéon-Assas, p. 329-342.

Avanza, M., Laferté, G., 2005, « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, vol. 61, n° 4, p. 134.

Azilis Rigollet, N., 2022, *« Le monde c'est nous » : l'avènement du monde au prisme des représentations de l'espace mondial chez les lycéens*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Bacqué, M.-H., Fol, S., 2007, « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction », *Revue Suisse de Sociologie,* vol. 33 (1), p. 89-104.

Bailly, A., Aydalot, P., Godbout, J. T., Hussy, C., Raffestin, C., Turco, A., 1983, « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie », *Géotopiques*, n° 1, p. 73-115.

Bailly, A.-S., 1989, « L'imaginaire spatial. Plaidoyer pour la géographie des représentations », *Espaces Temps*, vol. 40, n° 1, p. 53-58.

Ballatore, M., 2020, « Des origines aux destinations : l'importance des « lieux » dans les parcours des étudiants Erasmus », *Migrations Société*, vol. 2, n° 180, p. 113-130.

Ballatore, M., Blöss, T., 2008, « L'autre réalité du programme Erasmus : affinité sélective entre établissements et reproduction sociale des étudiants », *Formation emploi*, n° 103(3), p. 57-74.

Bataillon, C., Deler, J.-P., Théry, H., 1994, *Amérique latine*, Paris-Montpellier, Belin Reclus.

Battersby, S. E., Montello, D. R., 2009, « Area Estimation of World Regions and the Projection of the Global-Scale Cognitive Map », *Annals of the Association of American Geographers*, n° 99, p. 273-291.

Bauman, Z., 2000, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press, 240 p.

Beauguitte, L., Didelon, C., Grasland, C., 2012, « Le projet EuroBroadMap : Visions de l'Europe dans le monde », *Politique européenne*, vol. 2, n° 37, p. 156-167.

Beauguitte, L., Richard, Y., 2012, « Analyse géographique d'un discours politique : L'exemple des brochures L'Union européenne dans le monde (2000-2007) », *Belgeo*, n°4.

Beaujeu-Garnier, J., 1971, *La Géographie : méthodes et perspectives*, Paris, 143 p.

Beauvallet, W., Célestine, A., Roger, A., 2016, « L'État outre-mer - La construction sociale et institutionnelle d'une spécificité ultramarine », *Politix*, n° 116, p. 139-161.

Bédouret, D., Thémines, J.-F., Glaudel, A., Genevois, S., Grondin, P., 2022, « L'imaginaire des élèves en géographie à l'école et au collège », *Cybergeo*.

Bégot, M., 2019, « L'adaptation des programmes scolaires (Martinique, Guadeloupe, Guyane) : un bilan en demi-teinte » (F. P. Bénito-Espinal, J. Dumont, & M. Charbonnier, Éd.), *Historiens & Géographes*, n° 445.

Bégot, M., Buleon, P. « Position dans le monde », *Atlas Caraïbe*.

Bélaise, M., 2007, « Mondialisation et territoires créolisés : l'inévitable questionnement identitaire », in *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Carrefours - Les Dossiers, Paris, p. 179-193.

Bellemare, F.-A., Carluer, F., 2014, « La dynamique migratoire : quels facteurs causaux de la fuite des cerveaux ? Une étude dans le contexte économique des territoires insulaires caribéens », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. décembre, n° 5, p. 891-909.

Belton-Chevallier, L., 2015, « Prendre en compte l'immobilité dans les imaginaires de la mobilité : Illustration à partir de femmes modestes périurbaines », *SociologieS*.

Benjamin-Labarthe, É., Dubesset, É., 2010, *Émancipations caribéennes : histoire, mémoire, enjeux socio-économiques et politiques*, Paris, l'Harmattan, 320 p.

Benwell, M. C., Pennell, C., Pinkerton, A., 2024, « Tracing young people's engagements with the diplomacy and geopolitics of a British Overseas Territory », *Area*, vol. 56, n° 3, p. 8.

Bernabé, J., Chamoiseau, P., Confiant, R., 2010, *Éloge de la Créolité*, Paris, Gallimard, 136 p.

Bernadie-Tahir, N., 2005, « Des "bouts du monde" à quelques heures : l'illusion de l'isolement dans les petites îles touristiques », *Annales de géographie*, vol. 644, n°4, p. 362-381.

Bernardie-Tahir, N., Cossart, É., 2023, « Quand la forêt cache l'arbre. Recherches sur projet et pratiques des chercheurs en géographie », *Annales de géographie*, 753, 5, p. 5-20.

Bertile, W., 2014, « Où en sont les politiques ultramarines de mobilité ? », in *Mobilités ultramarines*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, p. 35-61.

Berzi, M., 2017, « The cross-border reterritorialisation concept revisited: the territorialist approach applied to the case of Cerdanya on the French-Spanish border », *European planning studies*, vol. 15, n°9, pp. 1575-1596.

Blais, H., 2009, « Coloniser l'espace : territoires, identités, spatialité », *Genèses*, vol. 1, n° 74, p. 145-159.

Blanc, D., 2019, « L'Union européenne et ses outre-mer intégrés : quand l'exception devient commune », in *L'exception en droit de l'Union*, Droits européens, p. 267-286.

Blidon, M., 2014, « Les sens du je : Réflexivité et objectivation des rapports sociaux », *Géographie et cultures*, vol. 89-90, p. 111-129.

Bolognani, M., 2016, « From myth of return to return fantasy: a psychosocial interpretation of migration imaginaries », *Identities*, vol. 23, n° 2, p. 193-209.

Boniface, P., 2015, *La mobilité professionnelle des Martiniquais dans la Caraïbe : Analyse de la situation, enjeux, propositions*, Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Pointe-à-Pitre, Université Antilles-Guyane.

Bonin, H., 2018, « Chapitre 17. L'identité du colonisé », in *L'empire colonial français : de l'histoire aux héritages - XXe-XXIe siècles XXe-XXIe siècles*, Collection U, Paris, Armand Colin, p. 243-260.

Bonnet, V., 2017, « La littérature de la Caraïbe pour la jeunesse : des histoires à part ou l'histoire à part entière ? », *Amnis*, n°16.

Bonnett, A., 2003, « Geography as the world discipline: connecting popular and academic geographical imaginations », *Area*, vol. 35, n° 1, p. 55-63.

Bonniol, J.-L., 2006, « Situations créoles, entre culture et identité », in *Situations créoles. Pratiques et représentations*, Société, Québec, p. 49-59.

Bonniol, J.-L., 2019, « Nature, identité, hiérarchie | Genèse et destin de la pensée coloniale de la race », in *La Fabrique de la race dans la Caraïbe de l'époque moderne à nos jours*, Rencontres, p. 179-200.

Bordignon, F., 2015, « Scopus plus pertinent que le Web of Science sur les revues AERES/HCERES », *Carnet'IST*.

Boukhris, L., 2013, *Imaginaire national et imaginaire touristique au Costa Rica : le tourisme comme fabrique du territoire et de la nation*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Bourdieu, P., 1980a, « L'identité et la représentation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, p. 63-72.

Bourdieu, P., 1980b, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 480 p.

Bourguet, M.-N., Lepetit, B., Nordman, D., Maroula, S. (Éd.), 1998, *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie*, Paris, Éd. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 328 p.

Braudel, F., 1949, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Malakoff, Armand Colin, 160 p.

Bréant, H., 2022, « Devenir étudiant·e dans un territoire d'outre-mer : Les mécanismes de la démocratisation ségrégative de l'enseignement supérieur en Polynésie française », *Lien social et Politiques*, n° 89, p. 150.

Bréant, H., 2024, « Les inégalités éducatives dans les territoires d'Outre-mer : Des écarts dans les parcours scolaires ultramarins qui se construisent dans et hors de l'école », *Contextes et didactiques*, n°24.

Bréchon, P., 2002, « Les grandes enquêtes internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP) : Apports et limites », *Presses universitaires de France*, vol. 52, p. 105-130.

Brenner, N., 1999, « Beyond state-centrism? Space, territoriality, and geographical scale in globalization studies », *Theory and Society*, vol. 28, n° 1, p. 39-78.

Bronner, A.-C., 2018, « Représentations et pratiques : des liens à questionner, des dimensions individuelles et collectives à articuler », communication au colloque *Représentations socio-cognitives de l'espace géographique*, Clermont-Ferrand, France, 50-57 p.

Brubaker, R., 2001, « Au-delà de l' « identité » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, n°4, p. 66-85.

Brun, S., Cosquer, C., 2024, « Race », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser*, Lyon, ENS Éditions, p. 579-590.

Bruneau, M., 2006, « Les géographes français et la tropicalité, à propos de l'Asie des moussons », *L'Espace géographique*, vol. Tome 35, n° 3, p. 193-207.

Bruneaud, J.-F., 2011, « Le "métro" martiniquais : une impossible "désethnicisation" : L'exemple des sports, des loisirs et de la culture », *Hommes & migrations*, n° 1289, p. 92-104.

Brunet, R., Ferras, R., Théry, H., 1992, « Iléité », *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, p. 247.

Buléon, P., 2002, « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne », *EspacesTemps*.

Buléon, P., Gruet, B., 2019, « La Caraïbe, quelle place dans la géopolitique mondiale aujourd'hui ? », *La Géographie*, vol. 1574, n° 3, p. 12-21.

Burac, G., 2002, « Manuels scolaires et culture régionale en Martinique », *Hermès*, vol. 32-33, n° 1, p. 225.

Byron, J., 2000, « Migration, National Identity and Regionalism in the Caribbean », in *Contending with Destiny. The Caribbean in the 21st Century*, Kingston, p. 80-90.

Calabuig Serra, J., 2025, *La coproduction d'une ville. Sociabilité et spatialité des résidents et des touristes LGBT+ à Barcelone*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et Universitat de Girona.

Capdepuy, V., 2023, « Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ? », *Géoconfluences*.

Caron, L., 2019, *De l'immigration permanente aux migrations circulaire. L'expérience de la (re)migration dans les trajectoires individuelles en France*, Thèse de doctorat en Sociologie, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris.

Casula, M., 2006, « L'identité corse : une relation récursive entre identités et territoires vécus », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 2, n° 1, p. 9.

Cattan, N., 2006, « Centre-Périphérie », *Dictionnaire des mondialisations*, p. 47-49.

Cattan, N., 2008, « Gendering Mobility: Insights into the Construction of Spatial Concepts », in *Gendered Mobilities*, Aldershot, Grande-Bretagne, Ashgate, p. 16.

Cattan, N., 2014, « Repenser la territorialité. L'apport du croisement mobilité et genre », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, n° 62, p. 47-52.

Cauvin, C., 1999, « Pour une approche de la cognition spatiale intra-urbaine », *Cybergeo*.

Célestine, A., 2009, *Mobilisations collectives et construction identitaire : le cas des Antillais en France et des Portoricains aux États-Unis*, Thèse de doctorat en Sociologie politique et politiques publiques, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris.

Célestine, A., 2018, *La fabrique des identités : l'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York*, Paris : Aix-en-Provence, Éditions Karthala ; Sciences Po Aix, 282 p.

Célestine, A., 2021, « Préface | La race dans la Caraïbe », in *La Fabrique de la race dans la Caraïbe de l'époque moderne à nos jours*, Rencontres, p. 7-13.

Célestine, A., 2023, « Comment dire « blackness » en français ? Construire l'identité noire entre l'hexagone, la Martinique et les États-Unis », *Revue française d'études américaines*, vol. 174, n° 1, p. 38-57.

Célestine, A., Hajjat, A., Zevounou, L., 2019, « Rôle des intellectuel·les universitaires "minoritaires", et des porte-parole des minorités », *mouvements*.

Chailloux, L. G., 2013, « La Caraïbe, espace culturel » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Chaix, B., Kestens, Y., Perchoux, C., Karusisi, N., Merlo, J., Labadi, K., 2012, « An Interactive Mapping Tool to Assess Individual Mobility Patterns in Neighborhood Studies », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 43, n° 4, p. 440-450.

Chakrabarty, D., 2000, *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton (N.J.), Princeton university press, 330 p.

Chamoiseau, P., 1997, *Écrire en pays dominé*, Paris, Gallimard, 368 p.

Chamoiseau, P., Larcher, S., 2007, « Les identités dans la totalité-monde », *Cités*, vol. 29, n° 1, p. 121-134.

Chevalier, J.-P., Mendibil, D., 1999, « Vingt villes d'Europe Centrale dans quatre géographies universelles », *Mappemonde*, n° 4, p. 24-30.

Chevallier, C., 2017, « La mobilité des jeunes en Martinique. Les initiatives de l'Espace Sud, plateforme de promotion de la mobilité », *Cahiers de l'action*, vol. N° 49, n° 2, p. 47-56.

Chicot, P.-Y., 2013, « Trente ans de décentralisation dans l'outre-mer de droit commun : de la rigueur de l'identité législative à l'émergence d'un droit différencié », in S. Regourd, J. Carles, & D. Guignard (Éd.), *La décentralisation 30 ans après*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, p. 199-210.

Ciarcia, G., 2024, « Voix de l'indépendance, couleur de la descendance : autour de Radyo Tanbou en Guadeloupe », *L'Homme*, vol. 249, n° 1, p. 79-112.

Clerc, P., 2017, « Géographies universelles », *Hypergéo*.

Clerc, P., 2019, « Chapitre 7. Au révélateur des géographies universelles », in *Géographies*, Armand Colin, p. 50-55.

Cock, L. de, 2021, *École publique et émancipation sociale*, Marseille, Agone, 216 p.

Cohen, R., Sheringham, O., 2020, « Marquer les identités : politique(s) culturelle(s) et allégeances multiples », in E. Trogrlic (Trad.), *À la rencontre de la différence*, Presses universitaires de la Méditerranée,

Condon, S., 1996, « Les migrants antillais en métropole : un espace de vie transatlantique », *Espace populations sociétés*, vol. 2-3, p. 513-520.

Condon, S., Byron, M., 2008, « Migrations, résidence et représentations de la famille : les familles caribéennes en France et en Grande-Bretagne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n° 1, p. 35-63.

Conférences des Présidents des RUP « La Commission européenne et les RUP », *RUP : Conférence des Présidents*.

Constant, F., 2023, *Géopolitique des Outre-Mer : Entre déclassement et (re)valorisation*, Le Cavalier Bleu, 208 p.

Copus, A., Mantino, F., Noguera, J., 2017, « Inner Peripheries: an oxymoron or a real challenge for territorial cohesion? », *IJPP – Italian Journal of Planning Practice*, vol. VII, n° 1, p. 49.

Coquard, B., 2022, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 224 p.

Cordazzo, P., 2019, *Parcours d'étudiants*, Ined éditions, 240 p.

Cosgrove, D. E., Della Dora, V., 2005, « Mapping Global War: Los Angeles, the Pacific, and Charles Owens's Pictorial Cartography », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 95, n° 2, p. 373-390.

Cossée, C., Lada, E., Rigoni, I., 2004, « Chapitre 2. Familles antillaises de milieu populaire », in *Faire figure d'étranger Regards croisés sur la production de l'altérité*, p. 55-72.

Coulangeon, P., 2011, « Chapitre 5. Les enquêtes sur les pratiques culturelles et les loisirs », in *La France dans les comparaisons internationales*, Presses de Sciences Po, p. 85-101.

Cour des Comptes, 2024a, *L'enseignement supérieur et la recherche dans les Outre-mer - Cahier territorial Antilles. Exercices 2017-2024*, Cour des comptes - Chambres régionales & territoriales des comptes.

Cour des Comptes, 2024b, *L'enseignement supérieur et la recherche dans les Outre-mer*, Cour des comptes - Chambres régionales & territoriales des comptes.

Couti, J., 2015, « 7 The Mythology of the Doudou: Sexualizing Black Female Bodies, Constructing Culture in the French Caribbean », in S. Bordo, M. C. Alcalde, & E. Rosenman (Éd.), *Provocations*, University of California Press, p. 131-143.

Cresswell. 2010. Towards a Politics of Mobility, *Environment and Planning D: Society and Space*, 28, 1, p. 17-31.

Cruse, R., 2011, *Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 153 p.

Cruse, R., 2014, *Une géographie populaire de la Caraïbe*, Montréal, Mémoire d'encrier, 590 p.

Cruse, R., Saffache, P., 2013, « Définir les frontières de la Caraïbe : Une Introduction » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Dabestani C., 2024, « (Re)penser l'Union européenne depuis la Caraïbe : imaginaires, identités et projections des étudiant·es en Guadeloupe et en Martinique », *L'Espace politique*, n°53-54.

Dabestani, C., Dubroca-Voisin, C.-M., Fernandez, M., Joncheray, M., Lefebvre, M., Le Forestier, M., et al., 2024, « Wikipédia comme terrain de recherche : méthodes et enjeux de l'analyse des inégalités épistémiques genrées d'une encyclopédie collaborative », *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, n° 17, p. 231-251.

Dabestani, C., Marveaux, E., Pecout, H., 2025, « Survey database on students' macro-regional imaginaries », *DEMC (Data Experiment Method Code)*, n°3.

Daniel, J., 2018, « De quoi les "outre-mer" sont-ils aujourd'hui le nom ? », in *Penser et repenser le postcolonial dans le monde atlantique*, p. 43-59.

Daniel, J., 2019, « Les défis d'une mise en politique du développement durable dans la Caraïbe », *Études caribéennes*.

Daniel, J., 2021, « Entre négation, prétérition et racialisation de l'ordre politique | La race comme catégorie politique à la Martinique », in *La Fabrique de la race dans la Caraïbe de l'époque moderne à nos jours*, Rencontres, p. 135-149.

Daniel, J., Jos, E., 1995, « 3. Les régions ultrapériphériques face à l'Union européenne : les difficultés de l'harmonisation dans la différence », *Annuaire des collectivités locales*, vol. 15, n° 1, p. 23-50.

David, C., David, V., 2023, « Les sargasses, d'objet juridique non identifié à catalyseur de droits », *Revue juridique de l'environnement*, vol. 48, p. 585-605.

Debarbieux, B., 2006, « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie », *Espace géographique*, vol. 35, n° 4, p. 340.

Debarbieux, B., 2007, « Actualité politique du paysage », *Revue de géographie alpine*, n° 95-4, p. 101-114.

Debarbieux, B., 2015, *L'espace de l'imaginaire / Essais et détours*, Paris, CNRS Editions, 306 p.

Dehoorne, O., 2007, « Le tourisme dans l'espace caribéen », *Téoros*, n° 26-1, p. 6-14.

Delpierre, A., 2017, « Quand l'humanitaire est payant : Enquête sur l'expérience de jeunes volontaires français au Ghana », *Genèses*, vol. 108, n° 3, p. 89-108.

Demyk, N., 2005, « La Méditerranée américaine : Amérique centrale, Antilles et Guyanes », in *Les Amériques latines : Unité et diversité des territoires*, p. 63-87.

Denzin, N. K., 2012, « Triangulation 2.0 », *Journal of Mixed Methods Research*, vol. 6, n° 2, p. 80-88.

Depraz, S., 2017, « Penser les marges en France : l'exemple des territoires de "l'hyper-ruralité" », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 94, n° 3, p. 385-399.

Deprest, F., 2002, « L'invention géographique de la Méditerranée : éléments de réflexion », *Espace géographique*, vol. 31, n° 1, p. 73.

Dernat, S., Bronner, A.-C., Depeau, S., Dias, P., Lardon, S., Ramadier, T., 2018, « Représentations socio-cognitives de l'espace géographique », communication au colloque Clermont-Ferrand, France, 109 p.

Desse, M., 2005, « Les nouvelles formes de polarisation urbaine en Guadeloupe, Martinique et Réunion », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n° 116, p. 223-246.

Desse, M., 2006, « La plage : reflet des fractures sociales et ethniques aux Antilles », *Études caribéennes*.

Di Méo, G., 2004, « Une géographie sociale dans le triangle des rapports hommes, sociétés, espaces », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°4, p. 193-204.

Didelon, C., 2013, *Le Monde comme territoire ; pour une approche renouvelée du Monde en géographie*, Habilitation à Diriger des Recherches en Géographie, Université de Rouen.

Didelon, C., Ruffray, S. D., Boquet, M., Lambert, N., 2011, « A World of Interstices: A Fuzzy Logic Approach to the Analysis of Interpretative Maps », *The Cartographic Journal*, vol. 48, n° 2, p. 100-107.

Didelon, C., de Ruffray, S., Boquet, M., Lambert, N., 2011, « Un monde d'interstices | Apport de la logique floue pour l'analyse des cartes interprétatives », *Comité français de cartographie (CFC)*, n° 209, p. 71-82.

Didelon-Loiseau, C., Emsellem, K., de Ruffray, S., 2019, « Apport des cartes mentales dans l'analyse des sentiments d'appartenance à l'Union européenne », in *Prolifération des territoires et représentations territoriales de l'Union européenne*, Les dossiers des Annales de droit, p. 141-159.

Domosh, M., 2005, « Gender, Race, and Nationalism: American Identity and Economic Imperialism at the Turn of the Twentieth Century », in *A companion to Feminist Geography*, p. 534.

Dorismond, E., 2014, « Creolization of politics, Politics of Creolization: thinking of an "unthought" in the work of Edouard Glissant », *Sens public*.

Dorlin, E., 2009, *Sexe, race, classe*, Paris, Presses universitaires de France, 322 p.

Dotson, K., 2019, « Conceptualiser l'oppression épistémique », *Recherches féministes*, vol. 31, n° 2, p. 9-34.

Doutreix, M.-N., 2018, « La fausse information au regard des vertus épistémiques de Wikipédia », *Le Temps des médias*, vol. 30, n° 1, p. 91-104.

Downs R, Stea D., 1973, *Image and Environment*, Londres: Edw. Arnold, 439 p.

Dubesset, É., 2013, « Penser autrement l'identité régionale caribéenne », *Études caribéennes*, n°21.

Dubesset, É., Lucas, R., 2011, *La Caraïbe dans la mondialisation : quelles dynamiques régionalistes ?*, Paris, l'Harmattan, 334 p.

Duc, M., 2022, *Avalappoq, prendre la mer et danser : migrations étudiantes et formation des positions dominantes entre Groenland et Danemark*, Thèse de doctorat en Géographie, Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne.

Duru-Bellat, M., Farges, G., Henriot-Van Zanten, A., 2022, *Sociologie de l'école*, Malakoff, Armand Colin, 384 p.

ELAN, 2024, « Elan Interreg Caraïbes », *Interreg*, En ligne : http://www.elan-interreg.org/.

Elbow, G. S., 1997, « Regional Cooperation in the Caribbean: The Association of Caribbean States », *Journal of Geography*, vol. 96, n° 1, p. 13-22.

Enquête MFV, 2023a, *Migrations, Famille et Vieillissement en Guadeloupe. Premiers résultats de l'enquête MFV-2*, Ined.

Enquête MFV, 2023b, *Migrations, Famille et Vieillissement en Martinique. Premiers résultats de l'enquête MFV-2*, Ined.

Fanon, F., 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 240 p.

Fanon, F., 1961, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 311 p.

Fassin, D., Fassin, É., 2009, *De la question sociale à la question raciale*, Paris, la Découverte, 276 p.

Fay, M., 2008, « "Mobile Belonging": Exploring Transnational Feminist Theory and Online Connectivity », in *Gendered Mobilities*, Aldershot, Grande-Bretagne, Ashgate, p. 65-82.

Fayot Chalcou, V., 2002, *Enseigner l'histoire aux Antilles françaises : conscience historique et sentiments d'identité*, Thèse de doctorat en Lettres, sciences humaines et sociales, Paris, Université Paris 7 Diderot.

Ferdinand, M., 2015, « De l'usage du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe : l'égalité en question », *Revue française des affaires sociales*, vol. 1.

Ferdinand, M., Manglou, M., 2021, « Penser l'écologie politique depuis les Outre-mer français », *Écologie & Politique*, n° 63, p. 11-26.

Fernandez, M., 2024, « Les terrains des « ERC » d'Horizon 2020 (2014-2020) : La contribution des financements européens sur projet aux inégalités épistémiques mondiales », *Zilsel*, vol. 13, n° 2, p. 187-201.

Ferran-Ferrer, N., Boté-Vericad, J.-J., Minguillón, J., 2023, « Wikipedia gender gap: a scoping review », *El Profesional de la información*, p. e320617.

Fieschi, J., 2025, « Les sargasses, un défi pour la Caraïbe », *Géoconfluences*.

Figueira, D., 2013, « Hégémonie et hégémonie contestée : la Caraïbe du 21e siècle » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Foessel, M., 2013, « Être citoyen du monde : horizon ou abîme du politique ? », *La vie des idées*, En ligne : https://laviedesidees.fr/Etre-citoyen-du-monde-horizon-ou.

Forquin, J.-C., 2008, *Sociologie du curriculum*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 200 p.

Foucart, J., 2010, « Entre-deux et passages. Essai de conceptualisation à partir de la complexité et de la transaction », *Pensée plurielle*, vol. n° 24, n° 2, p. 7-12.

Fremigacci, J., 1993, « L'État colonial français, du discours mythique aux réalités (1880-1940) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, p. 27-35.

Frémont, A., 1976, *La région : espace vécu*, Paris, Flammarion, 290 p.

Frenken, K., Hoekman, J., 2014, « Spatial Scientometrics and Scholarly Impact: A Review of Recent Studies, Tools, and Methods », in Y. Ding, R. Rousseau, & D. Wolfram (Éd.), *Measuring Scholarly Impact*, Cham, Springer International Publishing, p. 127-146.

Frétigny, J.-B., 2015, « L'hypermobilité : une figure introuvable ? Représentations dominantes et pratiques de déplacement à l'aune des aéroports », *SociologieS*.

Frouillou, L., Moulin, L., 2019, « Les trajectoires socialement et spatialement différenciées des étudiants franciliens », *Formation emploi*, vol. I, n° 145, p. 7-28.

Gagnon, V., 2019, « Être étudiant d'origine étrangère en région au Québec », *Journal of international Mobility*, vol. 1, n° 6, p. 119-133.

Galy, K., 2015, « La nouvelle stratégie Union européenne - Caraïbes : quelle place pour les entités infra-étatiques françaises de la Caraïbe ? », in *Collectivités territoriales et organisations régionales - De l'indifférence à l'interaction*, p. 24.

Galy, K., 2019, « L'adhésion des collectivités infra-étatiques aux organisations régionales. Enjeux de la participation des collectivités territoriales françaises d'Amérique dans les organisations régionales de l'espace Amérique-Caraïbe », *Études caribéennes*, n° 42, p. 1-17.

Galy, K., Lesales M., Salmon J.-M., 2019, « Intégration régionale et participation de l'outre-mer français : une analyse comparative de l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECO) et de la Commission de l'Océan Indien (COI) », *Études caribéennes*, n°43-44.

Garrard J., Mikhailova E., 2018, *Twin Cities: Urban Communities, Borders ans Relationships Over Time*, Routledge, Abindgon-on-Thames, 358 p.

Gautier, L., 2024, « Approches post-coloniales et décoloniales », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser*, Lyon, ENS Éditions, p. 117-135.

Gay, J.-C., 2018, *Les outre-mers européens*, Documentation photographique.

Gaztambide-Géigel, A., 1996, « La "invención" del Caribe en el siglo XX. Las definiciones del Caribe como problema historicó y metodologicó », *Revista Mexicana de Caribe*, n° 1, p. 73-96.

Ghorra-Gobin, C., Azuelos, M., Grataloup, C., 2012, « C », in *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Armand Colin, p. 89-159.

Gieseking, J. J., 2017, « Geographical Imagination », in D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu, & R. A. Marston (Éd.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*, Oxford, UK, John Wiley & Sons, Ltd, p. 1-5.

Gilmartin, M., 2008, « Migration, Identity and Belonging », *Geography Compass*, vol. 2, n° 6, p. 1837-1852.

Giraud, M., 2002, « Racisme colonial, réaction identitaire et égalité citoyenne. Les leçons des expériences migratoires antillaises et guyanaises », *Hommes & Migrations*, n° 1237, p. 40-53.

Giraud, M., 2004, « Faire la Caraïbe, comme on refait le monde », *Pouvoirs dans la Caraïbe Revue du Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe*, n° 14, p. 81-108.

Giraud, M., Dubost, I., Calmont, A., Daniel, J., Destouches, D., Milia-Marie-Luce, M., 2009, « La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours », *Hommes & migrations*, n° 1278, p. 174-197.

Gignon, A., Mille, A., 2024, « De la présence alternée à l'absence généralisée en entreprise. Entre crise d'identité du chercheur et crise sanitaire », *Carnets de géographes*, 18.

Girvan, N., 2000a, « Reinterpretar el Caribe », *Revista Mexicana del Caribe*, n° 7, p. 6-34.

Girvan, N., 2000b, « Creating and Recreating the Caribbean », in *Contending with Destiny. The Caribbean in the 21st Century*, Kingston, p. 31-36.

Glissant, É., 1990, *Poétique de la relation*, Paris, Gallimard, 248 p.

Glissant, É., 1997, *Traité du tout-monde*, Paris, Gallimard, 268 p.

Glissant, É., 2009, *Philosophie de la relation : poésie en étendue*, Paris, Gallimard, 157 p.

Godard, H., Hartog, T., 2003, « Le Bassin Caraïbe : présentation », *Mappemonde*, n° 72, p. 2-5.

Godrie, B., Dos Santos, M., 2017, « Présentation : Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, vol. 49, n° 1, p. 7.

Gombaud, S., 2007, *Îles, insularité et îléité : le relativisme dans l'étude des espaces archipélagiques*, Thèse de doctorat en Géographie, La Réunion, Université de La Réunion.

Gordien, A., 2019, « Gais, « blacks » et antillais : L'art de ruser avec des impositions hétéronormatives et postcoloniales », *L'Homme & la Société*, vol. 208, n° 3, p. 83-115.

Goreau-Ponceaud, A., Calas, B., 2016, « La France des marges : points de vues et perspectives à partir de l'outre-mer », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 1, n° 273, p. 251-266.

Goreau-Ponceaud, A., Redon, M., 2024, « Une autre histoire du monde ». Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024. *Suds,* 289, 1, p. 283-299.

Gould, P., White, R., 1974, *Mental Maps*, New York/Baltimore, 184 p.

Gourdon, P., 2021, *La coopération entre villes européennes : convergences dans l'action publique urbaine par la circulation transnationale de modèles*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Grasland, C., Didelon-Loiseau, C., Brennetot, A., Pecout, H., Pistre, P., de Ruffray, S., et al., 2019, « Premiers résultats de l'enquête GlocalMap | La perception des échelles territoriales de l'action publique en France », *Les dossiers du CIST*, n° 7, p. 8.

Grataloup, C., 2004, « Centre/Périphérie », *Hypergéo*.

Grataloup, C., 2009, *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*, Paris, Larousse, 240 p.

Grataloup, C., 2011, « La fausse neutralité des continents », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2, n° 82, p. 97-105.

Grataloup, C., 2015, « L'invention des océans. Comment l'Europe a découpé et nommé le monde liquide », Géoconfluence.

Gregory, D., 1994, *Geographical imaginations,* Wiley-Blackwell, 456 p.

Grosfoguel, R., 1996, « From Cepalismo to Neoliberalism: A World-Systems Approach to Conceptual Shifts in Latin », *Review*, vol. 19, n° 2, p. 131-154.

Grosfoguel, R., 2004, « Race and ethnicity or racialized ethnicities? Identities within global coloniality », *Ethnicities*, vol. 4, n° 3, p. 315-336.

Grovogu, S., 2011, « A Revolution Nonetheless: The Global South in International Relations », *The Global South*, vol. 5, n° 1, p. 175.

Guégnard, C., Murdoch, J., 2019, « La population étudiante à l'épreuve des comparaisons internationales », in *Parcours d'étudiants*, p. 240.

Guénif, N., 2007, « La situation postcoloniale », in *La situation postcoloniale*, Presses de Sciences Po, p. 344-352.

Guérin-Pace, F., Guermond, Y., 2006, « Identité et rapport au territoire », *Espace géographique*, vol. 35, n° 4, p. 289.

Guillaumin, C., 2016, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, 240 p.

Haddad, M., 2018, *Migration DOM-métropole des années 1960 à nos jours : itinéraires d'une minorité française*, Thèse de doctorat en Sociologie, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris et Centre de recherche sur les inégalités sociales.

Haddad, M., 2023, « Les projets de mobilité des jeunes réunionnais·es : une affaire de famille », *Agora débats/jeunesses*, vol. 94, n° 2, p. 139-153.

Haddad, M., Caron, L., 2023, « Transregional spouses, parents and children: How gender and family shape return migration in the French overseas », *Population, Space and Place*, vol. 29, n° 3, p. e2629.

Hajjat, A., 2014, « Immigration et héritage colonial », in *Migrations et mutations dans la société française. État des savoirs*, p. 257-265.

Hall, S., 1991, « Old and New Identities, Old and new Ethnicities », in *Culture, Globalization and the World-System*, p. 41-68.

Hall, S., 2007, *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Éd. Amsterdam, 411 p.

Hancock, C., 2007, « "Délivrez-nous de l'exotisme" : Quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords) », *Autrepart*, n° 41, p. 69-81.

Hancock, C., 2008, « Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos "Autres" », *Annales de géographie*, n° 660-661, p. 116-128.

Harvey, D., 1973, *Social justice and the city*, Baltimore, Md, Hopkins Univ. Pr, 356 p.

von Hirschhausen, B., 2017, « De l'intérêt heuristique du concept de « fantôme géographique » pour penser les régionalisations culturelles », *L'Espace géographique*, vol. Tome 46, n° 2, p. 106-125.

von Hirschhausen, B., 2023, *Les provinces du temps : frontières fantômes et expériences de l'histoire*, Paris, CNRS éditions, 397 p.

Huetz de Lemps, A., 1997a, « Les relations des Universités et centres de formation de Bordeaux avec l'Outre-Mer », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° Bordeaux et l'Outre-Mer 1948-1997, p. 447-540.

Huetz de Lemps, A., 1997b, « Les géographes de Bordeaux et l'Outre-Mer », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° Bordeaux et l'Outre-Mer (1948-1997), p. 541-573.

Ihaddadene, F., 2022, « Volontaires au service de l'État en Guadeloupe : la construction paradoxale de la blanchité des jeunes Français·es de l'Hexagone », *Critique internationale*, vol. 95, n° 2, p. 44-65.

Isambert-Jamati, V., 1995, *Les savoirs scolaires : enjeux sociaux des contenus d'enseignement et de leurs réformes*, Paris, l'Harmattan, 240 p.

Jaffe, R., 2013, « Penser la Caraïbe en tant que région » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Janesick, V. J., 1998, « Journal Writing As A Qualitative Research Technique: History, Issues, and Reflections », communication au colloque *Annual Meeting of the American Educational Research Association*, San Diego, 27 p.

Jayet, C., 2016, « Se sentir français et se sentir vu comme un Français : Les relations entre deux dimensions de l'appartenance nationale », *Sociologie*, vol. 7, n° 2, p. 113-132.

Jessop, B., 2012, « Cultural political economy, spatial imaginaries, regional economic dynamics », *CPERC working paper*, n° 2, p. 29.

Joseph, G., Kamwa, É., Mathouraparsad, S., 2019, « Choix d'études et rapports à la mobilité des lycéens et étudiants martiniquais », *Études caribéennes*, n°43-44.

Juston, E., 2022, *Les « adaptations des programmes » d'histoire et de géographie en Martinique : approche critique et étude du curriculum*, Mémoire de Master didactique des sciences - Parcours : didactique de l'histoire et de la géographie, Université Paris Cité.

Kahila, M., Kyttä, M., 2009, « SoftGIS as a Bridge-Builder in Collaborative Urban Planning », in *Planning Support System Best Pratctice and New Methods*, p. 389-411.

Kamanzi, P. C., Doray, P., 2015, « La démocratisation de l'enseignement supérieur au Canada : la face cachée de la massification », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 52, n° 1, p. 38-65.

Karrar, H. H., Mostowlansky, T., 2018, « Assembling marginality in northern Pakistan », *Political Geography*, vol. 63, p. 65-74.

Kestens, Y., Winters, M., Fuller, D., Bell, S., Berscheid, J., Brondeel, R., et al., 2019, « INTERACT: A comprehensive approach to assess urban form interventions through natural experiments », *BMC Public Health*, vol. 19, n° 1, p. 51.

Kitchin, R. M., 1994, « Cognitive maps: What are they and why study them? », *Journal of Environmental Psychology*, p. 19.

Kofman, E., 2005, « Feminist Political Geographies », in *A companion to Feminist Geography*, p. 519.

Kopf, M., 2024, « « L'Europe se créolise » – Créolisation et migration dans l'œuvre tardive d'Édouard Glissant face à la migration européenne actuelle », *Archipélies,* n°18.

Kopf, S. E., 2018, *Debating the European Union transnationally – Wikipedians' construction of the EU on a Wikipedia talk page (2001-2015)*, Thèse de doctorat en Philosophie, Lancaster, Département de Linguistique et Langue anglaise, Université de Lancaster.

Kováts Beaudoux, E., 2002, *Les Blancs Créoles de la Martinique. Une minorité dominante*, Paris, Harmattan, 218 p.

Krieg-Planque, A., 2012, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin, 240 p.

Kundnani, H., 2023, *Eurowhiteness: culture, empire and race in the European project*, London, Hurst & Company, 246 p.

Labrousse, F. S., 2024, « Corps en lutte et terres asphyxiées : un regard sur les conséquences des sargasses en Martinique et en Guadeloupe », *Études caribéennes*.

Lambourdière, E., Audebert, C., Bélaise, M., Corbin, E., Crusol, J., Delgado, D., et al., 2007, *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 464 p.

Lamrani, S., 2021, « Cuba et la question des droits de l'homme : De la représentation médiatique à la réalité factuelle », *Études caribéennes*.

Larcher, S., 2011, *L'autre citoyen : universalisme civique et exclusion sociale et politique au miroir des colonies post-esclavagistes de la Caraïbe française (Martinique, Guadeloupe, années 1840 - années 1890)*, Thèse de doctorat en Science politique, Paris, EHESS.

Larcher, S., 2014, *L'autre citoyen : l'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Paris, Armand Colin, 383 p.

Laupeze, A., 2012, « Ultramarin. Retour sur l'irruption d'une nouvelle catégorie du discours dans l'espace public », *Anthropoweb.com*.

Le Bigot, B., 2024, « Exotisation », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser*, Lyon, ENS Éditions, p. 279-303.

Lebon-Eyquem, M., Blanchet, P., Bergeron, C., 2023, « Étude exploratoire d'expériences de glottophobie à l'île de La Réunion réalisée auprès d'étudiantes et d'étudiants de l'université », *Carnets de Recherches de l'Océan Indien*, 9.

Leconte, R., 2022, *Couvrir les frontières du Monde : médiatisation des frontières et agenda géopolitique de la presse européenne*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris, Université Paris Cité.

Leconte, R., Toureille, É., Grasland, C., 2019, « La production médiatique d'une « crise migratoire » : Dynamiques spatio-temporelles de l'agenda global de la presse en 2015 », *Socio-anthropologie*, vol. 40, p. 181-199.

Lécuyer, J., 2022, *Contrer la périphérisation : action publique et stratégies de développement local dans les espaces ruraux de l'est de l'Allemagne (Mecklembourg-Poméranie-Occidentale)*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris - Aubervilliers, France, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Ledegen, G., 2002, « Les « parlers jeunes » à La Réunion : « i totoch sérieux » », *Diversité*, n° 130, p. 133-149.

Le Gall, J., Rougé, L., 2014, « Oser les entre-deux ! », *Carnets de géographes*, 7.

Legardez, A., Simonneaux, L. (Éd.), 2006, *L'école à l'épreuve de l'actualité : enseigner les questions vives*, Issy-les-Moulineaux, ESF, 246 p.

Legg, S., 2007, *Spaces of colonialism: Delhi's urban governmentalities*, Malden (Mass.), Blackwell publ., 320 p.

Leininger-Frézal, C., Douay, N., Cohen, M., 2016, « L'étude de cas face à l'exemple : pratiques et enjeux dans l'enseignement de la géographie et de l'aménagement à l'université », *Recherches en éducation*, 27.

Le Masne, C., 2013, « Les Caraïbes centraméricaines au xxe siècle : de l'enclave bananière à l'interface transnationale ? », *Études caribéennes*.

Lemercier, E., Muni Toke, V., Palomares, E., 2014, « Les outre-mer français - Regards ethnographiques sur une catégorie politique », *Terrains & travaux*, n° 24, p. 5-38.

Lemêtre, C., Orange, S., 2016, « Les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux », *Savoir/Agir*, vol. 37, n° 3, p. 63-69.

Lewis, M. W., Wigen, K., 1997, *The myth of continents: a critique of metageography*, Berkeley, Univ. of Calif. Press, 344 p.

Livingstone, D. N., 1992, *The geographical tradition: episodes in the history of a contested enterprise*, Oxford, Blackwell, 434 p.

Llamas, N. M., Castro, D. R., 2021, « Women Journalists in Wikipedia: an Analysis From a Gender Perspective », *BiD*, n° 47.

Loong, S., Manby, A., McConnell, F., 2023, « Rethinking self-determination: colonial and relational geographies in Asia », *Territory, Politics, Governance*, p. 1-19.

Lorion, D., Mathasian, M., Obono, D., Rilhac, C., 2025, *Rapport d'information fait au nom de la délégation aux Outre-mer sur l'enseignement dans les Outre-mer dans les territoires en dépression démographique*, Paris, Assemblée nationale.

Lucas, R., Radojcic, K. (Éd.), 2006, *L'enseignement supérieur dans les régions ultrapériphériques, RUP : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion*, Paris, Karthala, 274 p.

Luo, W., Adams, J., Brueckner, H., 2018, « The ladies vanish?: American sociology and the genealogy of its missing women on wikipedia », *Comparative Sociology*, vol. 17, n° 5, p. 519-556.

Luste Boulbina, S., 2007, « Ce que postcolonie veut dire : une pensée de la dissidence », *Rue Descartes*, vol. 58, n° 4, p. 8-25.

Lynch K., 1960, *L'image de la cité*, Dunod, réed. 2020, 240 p.

Madge, C., Raghuram, P., Noxolo, P., 2009, « Engaged pedagogy and responsibility: A postcolonial analysis of international students », *Geoforum*, vol. 40, n° 1, p. 34-45.

Maisonobe, M., Grossetti, M., Milard, B., Eckert, D., Jégou, L., 2016, « L'évolution mondiale des réseaux de collaborations scientifiques entre villes : des échelles multiples », *Revue française de sociologie*, vol. 57, n° 3, p. 417-441.

Maisonobe, M., Jégou, L., Yakimovich, N., Cabanac, G., 2019, « NETSCITY: a geospatial application to analyse and map world scale production and collaboration data between cities », communication au colloque Rome: Edizioni Efesto, 631-642 p.

Mamadouh, V., 2020, « Wikipedia: Mirror, Microcosm, and Motor of Global Linguistic Diversity », in S. D. Brunn & R. Kehrein (Éd.), *Handbook of the Changing World Language Map*, Cham, Springer International Publishing, p. 3773-3799.

Mamadouh, V., 2022, « Eurocentrism/Orientalism in news media », in *Routledge handbook of media geographies*, Routledge handbooks, Abingdon, Oxon New York, NY, Routledge, p. 13.

Mareï, N., Richard, Y., 2020, « Régionalisations du monde et intégration (macro)régionale. Pour une montée en généralité géographique », *Belgeo*, 4, p. 1-20.

Marie, C.-V., 2014, « Des « Nés » aux « Originaires » Dom en métropole : les effets de cinquante ans d'une politique publique ininterrompue d'émigration », *Informations sociales*, vol. 186, n° 6, p. 40-48.

Marie, C.-V., Rallu, J.-L., Breton, D., Condon, S., Godenau, D., Pavão Nunes Rocha, G., et al., 2012, *Les tendances démographiques et migratoires dans les régions ultrapériphériques : quel impact sur leur cohésion économique, sociale et territoriale ?*, Ined.

Marie, C.-V., Temporal, F., 2011, « Les DOM : terres de migrations », *Espace populations sociétés*, n° 2011/3, p. 475-491.

Marrou, L., 1998, « La Macaronésie et les Géographies Universelles françaises », *Norois*, n° 180, p. 667-684.

Martin, J.-P., Royot, D., 2005, « 43 - The Roosevelt Corollary to the Monroe Doctrine, 1904 », in *Histoire et civilisation des États-Unis : Textes et documents commentés du XVIIe siècle à nos jours*, p. 178-180.

Martineau, M. E. J., 2022, « La créolisation : au-delà d'un concept, une construction identitaire perpétuelle », *Concepts et Savoirs*.

Marveaux, E., Dabestani, C., Pécout, H., 2024 a, « Étudier les imaginaires macrorégionaux estudiantins : Base de données et traitements pour l'analyse des imaginaires macrorégionaux chez les étudiant·es en Europe et dans son voisinage », *Imageun*.

Marveaux, E., Dabestani, C., Pécout, H., 2024b, « IMAGEUN - Enquête étudiante / IMAGEUN - Student Survey », Nakala.

Massey, D., 2008, « When Theory Meets Politics », *Antipode*, vol. 40, n° 3, p. 492-497.

Massey, D., 1994, *Space, Place and Gender*, Cambridge, Polity Press.

Maurice, E., Salaün, M., 2020, « Entrer dans la République pour sortir du colonial après 1946. Flux et reflux de l'assimilation scolaire dans l'outre-mer français (Guyane, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française) », *Outre-Mers*, vol. 406-407, n° 1, p. 25-48.

Mazouz, S., 2020, *Race*, Paris, Anamosa, 96 p.

Mbembe, J.-A., 2020, *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, la Découverte, 354 p.

McFarlane, C., 2009, « Translocal assemblages: Space, power and social movements », *Geoforum*, vol. 40, n° 4, p. 561-567.

Meirieu, P., 2025, « Pourquoi il faut rompre avec l'idéologie du bien-être en éducation », *Recherches en éducation,* 7.

Mekdjian, S., Olmedo, É., 2016, « Médier les récits de vie. Expérimentations de cartographies narratives et sensibles », *Mappemonde*, n° 118, p. 16.

Ménez, F., 2021, « Les lanceurs de SOS : entre mobilisations profanes et expertes pour la reconnaissance du problème des échouements de sargasses en Martinique. », *Écologie & Politique*, n° 63(2), p. 107-119.

Ménez, F., Ranély Vergé-Dépré, C., Béchacq, D., 2023, « Marie-Galante (Guadeloupe) à l'épreuve des sargasses : approches anthropologique et géographique d'un risque vécu », *EchoGéo,* 64.

Meunier, C., 2016, *L'espace dans les livres pour enfants*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 390 p.

Meunier, D., 2010, « De la "mobilité" de l'imaginaire linguistique chez les étudiants Erasmus », *Synergies*, n° 7, p. 61-75.

Meunier, D., 2013, Les représentations linguistiques des étudiants Erasmus et la vision plurilingue européenne : normes, discours, apprentissages, Thèse de doctorat en Langues et Lettres, Université de Liège - Université de Bruxelles.

Michel, N., 2022, Un « plancher de lise » : une métaphore de l'insertion des jeunes enrhizomée dans une société insulaire, Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, Université Paris Nanterre.

Milhaud, O., 2006, « Post-Francophonie ? », EspacesTemps.net, 10 p.

Milhaud, O., 2017, La France des marges, La documentation française.

Mintz, S. W., 1966, « The Caribbean as a socio-cultural area », Cahiers d'Histoire Mondiale, n° 9, p. 916-941.

Mintz, S. W., 1996, « Enduring Substances, Trying Theories: The Caribbean Region as Oikoumene », *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 2, n° 3, p. 289-311.

Moisio, S., Bachmann, V., Bialasiewicz, L., dell'Agnese, E., Dittmer, J., Mamadouh, V., 2013, « Mapping the political geographies of Europeanization: National discourses, external perceptions and the question of popular culture », *Progress in Human Geography*, vol. 37, n° 6, p. 737-761.

Moles, A. A., 1982, « Nissonologie ou science des îles », *L'Espace géographique*, n° 11-4, p. 281-289.

Montello, D. R., 2008, « Geographic regions as brute facts, social facts, and institutional facts », in *The mystery of capital and the construction of social reality*, Chicago, p. 305-316.

Montello, D. R., Friedman, A., Phillips, D. W., 2014, « Vague cognitive regions in geography and geographic information science », *International Journal of Geographical Information Science*, vol. 28, n° 9, p. 1802-1820.

Morel, J., 2021, « Cartographier Fort-de-France à partir de sources historiques et littéraires : pour une géohistoire postcoloniale », *Humanités numériques*, 3.

Moutai, T., 2024, « Les racines de l'émigration corse et martiniquaise : saisir le rôle des mobilités locales au prisme des contextes migratoires », *Espace populations sociétés*, 2-3.

Mudimbe, V. Y., 1988, *L'invention de l'Afrique : gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, Paris, Présence africaine éditions, 516 p.

Murphy, A. B., 2013, « Advancing geographical understanding: Why engaging grand regional narratives matters », *Dialogues in Human Geography*, vol. 3, n° 2, p. 131-149.

Nabajoth, E., 2002, « Les relations entre les départements français d'Amérique et les Caraïbes : une histoire en construction », *Revue française d'administration publique*, n° 101, p. 137-148.

Nau, X. (Éd.), 2011, *Les inégalités à l'école : mandature 2010 - 2015, séance du 13 septembre 2011 ; avis du Conseil Economique, Social et Environnemental au nom de la Section de l'Éducation, de la Culture et de la Communication*, Paris, Dir. de l'Information Légale et Administrative, 61 p.

Nicolas, T., 2005, « "L'hypo-insularité", une nouvelle condition insulaire : l'exemple des Antilles françaises », *L'Espace géographique*, vol. 34, p. 329-341.

Nicolle, C., 2024, *Des spatialités urbaines réinventées ? : l'utilisation des applications de rencontres gays géolocalisées dans les espaces métropolitains à Paris et à Athènes*, Thèse de doctorat en Géographie, Paris - Aubervilliers, France, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Noëlé, A., Alì, M., 2020, « Orientation scolaire et construction du projet professionnel : le rôle de l'estime de soi », communication au colloque *Journée de la Recherche en Éducation*, ESPE de la Polynésie française - EASTCO, Tahiti.

Noucher, M., Hirt, I., Arnauld de Sartre, X., 2019, « Mises en chiffres, mises en cartes, mises en ordre du monde », *EspacesTemps.net*.

Ó Tuathail, G., Hyndman, J., MacDonald, F., Gilbert, E., Mamadouh, V., 2010, « New directions in critical geopolitics: an introduction » (L. Jones & D. Sage, Éd.), *GeoJournal*, vol. 75, n° 4, p. 315-325.

Oiry Varacca, M., 2024, « Identité », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser. Lexique de la construction sociale des différences*, Lyon, ENS éditions, p. 365-370.

Ott, A.-C., 2018, « Les représentations du Monde dans les fictions pour enfants : transmission d'une hiérarchisation des espaces et des sociétés ? », communication au colloque *Représenter les territoires // Representing territories*, CIST.

Ott, A.-C., 2023, « Le Monde enseigné à l'école élémentaire : un territoire scolaire paradoxal », communication au colloque *CIST2023 proceedings*, Aubervilliers, 4 p.

Ott, A.-C., 2025, « Les représentations du monde chez les enfants : quel rôle pour la littérature de jeunesse ? », *La Revue des livres pour enfants - BNF*, n° 343, p. 173-179.

Owens, T. J., Robinson, D. T., Smith-Lovin, L., 2010, « Three Faces of Identity », *Annual Review of Sociology*, vol. 36, n° 1, p. 477-499.

Paasi, A., 2001, « Europe as a social process and discourse. Considerations of place, boundaries and identity », *European Urban and Regional Studies*, vol. 1, n° 8, p. 7-28.

Paasi, A., 2010, « Regions are social constructs, but who or what "constructs" them? », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 42, n° 10, p. 2296-2301.

Pacouret, J., Bastin, G., Marty, E., 2024, « L'espace social des réseaux sociaux. Une approche relationnelle de l'usage des plateformes numériques en France », *Sociologie*, vol. 15, p. 119-146.

Palmiste, C., Zancarini-Fournel, M., 2019, « Les mondes caribéens, un espace à part ? », *Clio*, n° 50, p. 9-18.

Palomares, É., 2024, « Minorités et minorisation », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser*, Lyon, ENS Éditions, p. 451-462.

Papy, L., 1969, « L'Institut de Géographie en 1968 », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 85, p. 112.

Patrice, J., 2016, *Identités et pratiques culturelles autour de la migration : le cas des Martiniquais installés en France hexagonale*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Pointe-à-Pitre, Université des Antilles.

Patrice, J., 2020, « Migration, citoyenneté et identité », in B. Garnier, J.-L. Derouet, & R. Malet (Éd.), *Sociétés inclusives et reconnaissance des diversités*, Presses universitaires de Rennes, p. 159-176.

Pattieu, S., 2017, « Un traitement spécifique des migrations d'outre-mer : le BUMIDOM (1963-1982) et ses ambiguïtés », *Politix*, vol. 116, n° 4, p. 81-113.

Paul, B., 2013, « La Caraïbe : des opportunités économiques institutionnellement limitées » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Pearce, M., 2013, « Une cartographie de la Caribéanité » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Pelletier, P., 1997, *La Japonésie : Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, Paris, CNRS éditions, 391 p.

Perrenoud, P., 1993, « Curriculum : le formel, le réel, le caché », in *La pédagogie : une encyclopédie pour aujourd'hui*, Paris, ESF, p. 61-76.

Piantoni, F., 2009, « Marquages territoriaux et catégories sociales dans l'espace ultramarin français », *L'Espace Politique*, 6.

Pinheiro, J. Q., 1998, « Determinants of cognitive maps of the world as expressed in skecth maps », *Journal of Environmental Psychology*, n° 18, p. 321-339.

Poiret, C., 2011, « Les processus d'ethnicisation et de raci(ali)sation dans la France contemporaine : Africains, Ultramarins et « Noirs » », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27, n° 1, p. 107-127.

Pożarlik, G., 2013, « Individual, Collective, Social Identity as (Most) Contested Social Science Concept in the Symbolic Interactionism Perspective », in M. Tamcke, J. de Jong, L. Klein, & M. van der Waal (Éd.), *Europe - space for transcultural existence?*, Studies in Euroculture, Göttingen, Universitätsverlag Göttingen, p. 77-85.

Pratt, G., Yeoh, B., 2003, « Transnational (Counter) Topographies », *Gender, Place & Culture*, vol. 10, n° 2, p. 159-166.

Prince, H., 1962, « The Geographical Imagination », *Landscape*, n° 11, p. 22-25.

Prince, N., Pedrazzini, Y., 2025, « Habiter créole : faire la ville autrement dans les Caraïbes », in O. Dehoorne, J. Aragon Falomir, & K. J. Bouchereau (Éd.), *La fabrique de la ville caribéenne*, Pointe-à-Pitre, Presses universitaires des Antilles, p. 297-321.

Prost, B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, vol. 79, n° 2, p. 175-182.

Puig, S., 2018, « France/États-Unis/Caraïbe : le développement d'une pensée postcoloniale », in *Penser et repenser le postcolonial dans le monde atlantique*, p. 31-42.

Quesnot, T., 2024, *Approches (dés)incarnées des Espaces-Temps en Océanie : Pour une décolonisation des savoirs et des méthodes anthropogéographiques dans l'aire océanienne*, Habilitation à Diriger des Recherches en Géographie, Université de Bretagne Occidentale.

Quesnot, T., Guelton, B., 2023, « Collective interactions, collaborative inhibition, and shared spatial knowledge », *Memory*, vol. 31, n° 10, p. 1352-1370.

Rampin, R., Rampin, V., 2021, « Taguette: open-source qualitative data analysis », *Journal of Open Source Software*, vol. 6, n° 68, p. 3522.

Ranély Vergé-Dépré, C., 2014, « La desserte aérienne de l'archipel des Antilles : entre extraversion et intégration régionale », *Géotransports*, n° 3-Transport et territoires insulaires, p. 23-38.

Ranély Vergé-Dépré, C., 2019, « Le transport maritime dans le Bassin caraïbe à l'épreuve de la mondialisation », *La Géographie*, vol. 1574, n° 3, p. 22-29.

Ranély Vergé-Dépré, C., Roth, P., 2017, « L'avion, facteur d'unification du Bassin caraïbe ? », *Mappemonde*, n° 120, p. 18.

Reclus, E., 1891, « Indes occidentales. Mexiques, isthmes américains, Antilles », in *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes*, Paris.

Redon, M., 2019, *Géopolitique des îles*, Le Cavalier Bleu, 176 p.

Redon, M., 2025, « L'importance géostratégique des Outre-mer ». *Études,* Juillet-Août, 7-8, p. 17-30.

Relph, E., 1976, *Place and Placelessness*, London, Pion, 174 p.

Rey, V., 2010, « Les Balkans, lecture d'un espace « d'entre-deux » », *Anatoli*, n° 1, p. 45-56.

Rey, V., 2013, « Concepts flous pour réalités ambiguës, comment lire la balkanisation avec « l'entre-deux » », *Anatoli*, n° 4, p. 93-107.

Rey, V., Groza, O., 2009, « Bulgarie et Roumanie, un « entre-deux » géopolitique dans l'Union européenne », *L'Espace géographique*, vol. 37, n° 4, p. 365-378.

Rey, V., Poulot-Moreau, M., 2014, « Chercheures d'entre-deux : Entretien croisé entre Violette Rey et Monique Poulot-Moreau », *Carnets de géographes,* 7.

Reynaud, A., 1980, « Les rapports entre le centre et la périphérie : le coefficient de variation, technique simple de mesure de l'allométrie », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 41-42, p. 71-81.

Reynaud, A., 1981, *Société, espace et justice*, Presses universitaires de France.

Richardson, B. C., 1992, *The Caribbean in the Wider World, 1492–1992. A Regional Geography*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ripoll, F., 2006, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », in *Mots, traces et marques : dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, p. 15-36.

Ripoll, F., Veschambre, V., 2006, « L'appropriation de l'espace : une problématique centrale pour la géographie sociale », in R. Séchet & V. Veschambre (Éd.), *Penser et faire la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, p. 295-304.

Rivière, Q., Germanaz, C., Moppert, B., Taglioni, F. (2023). Mener une thèse de géographie en CIFRE au sein d'un projet de recherche pluridisciplinaire et multi-partenarial, *Annales de géographie*, 753,5, p. 64-85.

Rodriguez, J. M., 2013, « Qu'est-ce que la Caraïbe ? Vers une définition géographique. », *Caribbean Atlas*.

Roinsard, N., 2014. « L'identité nationale dans le laboratoire colonial », *La vie des idées*.

Rolland-May, C., 2003, « Limites, discontinuités, continu : le paradoxe du flou », *L'information géographique*, vol. 67, n° 1, p. 1-20.

Rose, G., 1993, *Feminism & Geography: The Limits of Geographical Knowledge*, University of Minnesota Press, 216 p.

Rosenthal, T., 2025, « Un Monde « sans frontières » ? Les ONG françaises de développement, entre imaginaire transnational et dynamiques du système de l'aide internationale », *Annales de géographie*, vol. 762-763, n° 2-3, p. 140-164.

Rosière, S., Cataruzza, A., 2010, « Fragmentation / balkanisation [appel] », *L'Espace Politique*.

Roth, P., Buleon, P. « Découpage de la mer », *Atlas Caraïbe*.

Rouby, E., Schu, A., 2019, « Rendre compte de la politique étrangère américaine à l'ère de Trump : le cas des relations avec l'Amérique centrale et la Caraïbe », *Études caribéennes*, 42.

Rouiaï, N., 2018, « Impacts des représentations cinématographiques sur les processus de territorialisation. L'exemple hongkongais », communication au colloque *CIST 2018*, 6 p.

Rubio, N., 2005, « Les départements français d'outre-mer, régions ultrapériphériques de l'Union européenne », in *Les nouveaux espaces de l'intégration*, p. 253-264.

Rudder, V. de, Vourc'h, F., Poiret, C., 2000, *L'inégalité raciste : l'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, Presses universitaires de France, 224 p.

de Ruffray, S., 2000, « De la marginalité territoriale à la recomposition territoriale "marginale" », *Revue géographique de l'Est*, vol. 40, n° 4, p. 18.

Rufí, J. V., Richard, Y., Feliu, J., Berzi, M., 2020, « Editorial: Peripheral borders, soft and hard re-bordering in Europe », *Belgeo*, 2.

Saarinen, T. F., 1987, « Centering of Mental Maps of the World », communication au colloque *Department of geography and regional development*, Tucson, 54 p.

Sahut, G., 2014, « Les jeunes, leurs enseignants et Wikipédia : représentations en tension autour d'un objet documentaire singulier », *Documentaliste-Sciences de l'Information*, vol. 51, n° 2, p. 70-79.

Sahut, G., 2015, *Wikipédia, une encyclopédie collaborative en quête de crédibilité : le référencement en question*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Toulouse, Université Toulouse 2 Jean Jaurès.

Sahut, G., 2016, « L'autorité importée dans Wikipédia : la question de la qualité des sources citées », *Quaderni*, n° 91, p. 93-105.

Saïd, E. W., 1978, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 448 p.

Sanchez, M., 2023, *Exploring the role of new member state migrants in macro-regional integration in France and the UK*, Thèse de doctorat en Géographie et en Philosophie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et University of Wales Swansea.

Sanguin, A.-L., 2005, « « Small is not beautiful » : la fragmentation politique de la Caraïbe », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 25, n° 66, p. 343-359.

Sanguin, A.-L., 2007, « Périphéricité et ultrapériphéricité insulaires dans l'Union européenne », *L'Espace Politique*, n°2.

Sanguin, A.-L., 2014, « Robert D. Kaplan – La revanche de la géographie. Ce que les cartes nous disent des conflits à venir : Paris, Éditions du Toucan, 2014 », *L'Espace Politique*.

van Schendel, W., 2002, « Geographies of Knowing, Geographies of Ignorance: Jumping Scale in Southeast Asia », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 20, n° 6, p. 647-668.

Seguin, M.-C., 2021, « L'Amérique centrale : réelle malgré elle », *L'autre Amérique*, p. 4.

Sénécal, G., 1992, « Aspects de l'imaginaire spatial : identité ou fin des territoires ? », *Annales de géographie*, n° 563, p. 28-42.

Sheller, M., 2003, *Consuming the Caribbean: from Arawaks to zombies*, Routledge, London / New York, 252 p.

Sheller, M., Urry, J., 2006., The New Mobilities Paradigme, Environment and Planning A: Economy and Space, n°38, p. 207-226.

Sichler, A., Prommer, E., 2014, « Gender differences within the german - Language wikipedia », *ESSACHESS - Journal for Communication Studies*, vol. 7, n° 2, p. 77-93.

Sidaway, J. D., Woon, C. Y., Jacobs, J. M., 2014, « Planetary postcolonialism », *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 35, n° 1, p. 4-21.

Sierra-Paycha, C., Mora, M., Lelièvre, É., 2023, « L'armée et la jeunesse des Outre-mer : le cas de la Polynésie française », *Agora débats/jeunesses*, vol. 94, n° 2, p. 97-116.

de Silva, G., Porto, J., Santos, P., Dhenin, M., 2016, « La géopolitique de l'Union européenne pour les régions ultrapériphériques : Assimilation, fragmentation et rôle de la Guyane française dans son contexte régional », *Confins*, n°26.

Singaravélou (Éd.), 2008, *L'empire des géographes : géographie, exploration et colonisation, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 287 p.

Soune-Seyne, J. C., 2025, « Natifs des DOM en Hexagone. Des migrations entre assimilation républicaine et héritage colonial », *Appartenances & Altérités*, 6.

Staeheli, L. A., Nagel, C. R., 2006, « Topographies of Home and Citizenship: Arab American Activists », *Environment and Planning A: Society and Space*, vol. 38, p. 1-25.

Staszak, J.-F., 2006, « Voyage et circulation des images : du Tahiti de Loti et Gauguin à celui des voyagistes », *Sociétés & Représentations*, vol. 21, n° 1, p. 79-99.

Staszak, J.-F., 2008, « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le Globe*, n° 148, p. 7-30.

Stock, M., 2006, « Construire l'identité par la pratique des lieux », in *« Chers nous ». Territoires et identités dans les mondes contemporains*, p. 142-159.

Sudas, I., Gotken, C., 2012, « Cognitive maps of Europe: Geographical knowledge of Turkish geography students authors », *European Journal of Geography*, vol. 3, n° 1, p. 41-56.

Surun, I., Tertrais, H., 2013, « Les continents orphelins ? Introduction. », *Monde(s)*, vol. 3, n° 1, p. 6-27.

Taglioni, F., 2000, « Les méditerranées eurafricaine et américaine : essai de comparaison », in *Mare Nostrum, dynamiques et mutations géopolitiques de la Méditerranée*, p. 73-92.

Taglioni, F., 2006, « Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique », *Annales de géographie*, vol. 652, n° 6, p. 664-687.

Taglioni, F., 2007, « La périphéricité : du concept au lobby politique », *L'Espace Politique*, 2.

Taglioni, F., Cruse, R., 2013, « Le Suriname : une île caribéenne comme les autres ? » (R. Cruse & Rhiney, Éd.), *Caribbean Atlas*.

Tassin, E., 2014, « Que signifie être citoyen du monde aujourd'hui ? », communication au colloque *Cosmopolitisme et Internationalisme : théories - pratiques - combats XVe-XXIe siècles*, Université Paris Diderot, 23-33 p.

Temporal, F., 2016, « Les régions ultrapériphériques », *L'Europe en Formation*, vol. 377, n° 3, p. 61-78.

Temporal, F., 2017, « Les jeunes ultramarins : quelle(s) réalité(s) ? », *Cahiers de l'action*, vol. 49, n° 2, p. 7-17.

Temporal, F., Marie, C.-V., Bernard, S., 2012, « Insertion professionnelle des jeunes ultramarins : DOM ou métropole ? », *Population*, vol. 66, n° 3, p. 555-599.

Tézer, Z., 2020, « Defining the Caribbean Area and Identity », *Acta Hispanica*, p. 203-212.

Thémines, J.-F., 2016a, « La géographie du collège à l'épreuve des récits : Des programmes à venir entre éthique professionnelle et tradition disciplinaire », *EchoGéo*, 37.

Thémines, J.-F., 2016b, « La didactique de la géographie », *Revue française de pédagogie*, n° 197, p. 99-136.

Thémines, J.-F., Le Guern, A.-L., 2014, « Définir la France en géographie : des professeurs et des élèves au travail dans l'enseignement secondaire », *Cybergeo*.

Théry, H., 2012, « Visions ambiguës d'un pays disparu, le Brésil dans la Géographie universelle de Conrad Malte-Brun », *Annales de géographie*, vol. n° 683, n° 1, p. 66-85.

Thiesse, A.-M., 1999, *La création des identités nationales. Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil.

Thiesse, A.-M., 2014, « L'Europe des nations », in *La Création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Seuil, p. 11-18.

Thioux, E., 2022 a, « Bilan économique 2021 - Martinique : Une reprise timide de l'activité économique », *Insee Conjoncture Martinique*.

Thioux, E., 2022b, « Bilan économique 2021 - Guadeloupe : Une reprise contrainte par les suites de la crise sanitaire et les mouvements sociaux », *Insee Conjoncture Guadeloupe*.

Tolman E. C.1948. Cognitive maps in rats and men. *Psychological Review*, vol. 4, n°55, p. 189-208.

Tondellier, M., Régnier-Loilier, A., 2023, « Jeunesses ultramarines : d'un enjeu politique à un élan de recherche inédit ? », *Agora débats/jeunesses*, vol. 2, n° 94, p. 26-40.

Torre, A., 2009, « Retour sur la notion de Proximité Géographique », *Géographie, économie, société*, n° 11(1), p. 63-75.

Toureille, E., 2016, « Cartes mentales et autres techniques projectives visuelles », in *Les outils qualitatifs en géographie*, Paris, Armand Colin, p. 117-141,

Toureille, E., 2017, *La Turquie en Europe, la Turquie dans le Monde : analyse d'une catégorie macro-régionale au regard d'une géographie des représentations de l'Europe et du Monde turco-centré*, Paris, Université Paris Diderot.

Trawalé, D., 2014, « Le rapport des gays noirs à leur position ethno-raciale et son extériorisation dans une dynamique militante LGBT noire », *Cahiers de l'Urmis*, 15.

Trépied, B., 2012, « Une nouvelle question indigène outre-mer ? », *La vie des idées*.

Tsehaye, R. S., Vieille-Grosjean, H., 2018, « Colonialité et occidentalocentrisme : quels enjeux pour la production des savoirs ? », *Recherches en éducation*, 32.

Tversky, B., 2011, « Spatial thought, social thought », in T. W. Schubert & A. Maass (Éd.), *Spatial Dimensions of Social Thought*, DE GRUYTER, p. 17-38.

Valat, E., 2021, « Les inégalités d'éducation entre les natifs des Drom et de métropole : le rôle déterminant du capital humain transmis par les parents », *Population*, vol. 76, n° 1, p. 115-153.

Vallée, J., Shareck, M., Le Roux, G., Kestens, Y., Frohlich, K. L., 2020, « Is accessibility in the eye of the beholder? Social inequalities in spatial accessibility to health-related resources in Montréal, Canada », *Social Science & Medicine*, vol. 245, p. 112702.

Van Zanten, A., 2012, « L'école de la périphérie revisitée », in *L'école de la périphérie : Scolarité et ségrégation en banlieue*, p. 393-407.

Vergès, F., 2005, « 4. L'Outre-Mer, une survivance de l'utopie coloniale républicaine ? », in *La fracture coloniale*, La Découverte, p. 67-74.

Vermeirsche, J., 2025, *Sur les traces d'un Wikipédia politique – Écrire le politique dans un espace encyclopédique : discours, contributeurs et discussions en ligne à l'épreuve d'une démocratie numérique*, Thèse de doctorat en Science politique, Avignon, Université d'Avignon.

Vidal, C., 2012, « Pour une histoire globale du monde atlantique ou des histoires connectées dans et au-delà du monde atlantique ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 67, n° 2, p. 391-413.

Vidal, C., 2014, *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 271 p.

Vilhena Silva (de), G., Porto, J. L. R., Santos, P. G. S. dos, Dhenin, M., 2016, « La géopolitique de l'Union européenne pour les régions ultrapériphériques : Assimilation, fragmentation et rôle de la Guyane française dans son contexte régional », *Confins*, 26.

Virapoullé, J.-P., 2003, *Les Départements d'Outre-Mer, Régions Ultra-périphériques et Traits-d'Union de l'Europe*, Rapport remis au Premier Ministre, 111 p.

Vitale, P., 2014, *Mobilités ultramarines*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 246 p.

Wagner, C., Graells-Garrido, E., Garcia, D., Menczer, F., 2016, « Women through the glass ceiling: gender asymmetries in Wikipedia », *EPJ Data Science*, vol. 5, n° 1.

Yeoh, B. S. A., 2005, « Transnational Mobilities and Challenges », in *A companion to Feminist Geography*, p. 60.

Zoubir, Z., 2024, « Nation », in M. Bouvet, F. Chossière, M. Duc, & E. Fisson (Éd.), *Catégoriser*, Lyon, ENS Éditions, p. 473-489.

Table des matières

Financement de la recherche 8

Règles d'écriture 9

Citations d'ouvrages et d'entretiens 10

Chapitre 1: « Outre-mer », « ultramarin », « ultrapériphérie » : des imaginaires et des identités contraintes

1. Constructions statutaires en contexte « ultramarin » : les imaginaires socio-politiques des catégories spatiales 26

1.1. Ultrapériphérie, Outre-mer : construction des statuts 26

1.1.1. Définition d'une « ultrapériphérie » européenne 26

1.1.2. Définitions des « Outre-mer » français 30

1.2. Les statuts comme catégories normatives : interactions entre périphérie européenne et marge française 33

1.2.1. Des « avant-postes » aux « traits d'union » : les RUP mises en récit par l'UE 34

1.2.2. L'insularité et la distance comme statut ? 39

1.2.3. Exception, assimilation, adaptation : production d'une « domination enchâssée » 40

2. Par-delà la périphérie, des marges postcoloniales ? 42

2.1. Périphéries, périphérisation et marges 42

2.1.1. Les approches de la périphérie : des constructions politiques et sociales aux catégories institutionnelles 43

2.1.2. Les approches de la marge : interroger les définitions institutionnelles et législatives associées aux Outre-mer 45

2.2. Marges socio-raciales et périphéries spatio-politiques : appréhender la colonialité en France 48

2.2.1. Le rôle de la production des savoirs dans les imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial 49

2.2.2. Au-delà d'un rapport centre-périphérie : un système « inclusion-exclusion » dans le contexte français 52

3. Guadeloupe, Martinique : des catégories spatio-politiques aux identités socio-spatiales 54

3.1. Constructions macrorégionales autour d'un espace transatlantique 54

3.1.1. Mise à distance de la proximité : les relations avec la macrorégion caribéenne 54

3.1.2. L'espace transatlantique 55

3.2. Des identités et des appartenances pour appréhender des imaginaires complexes et pluriels 57

3.2.1. Compléter la lecture d'une « périphérisation » : le concept d'entre-deux 57

3.2.2. Identité et appartenance : les approches critiques des concepts 60

3.2.3. Rapports de domination et complexité des identités spatiales : les contextes postcoloniaux 63

3.2.4. Identité, appartenance et citoyenneté en Martinique et en Guadeloupe 66

Conclusion 69

Chapitre 2 : Appréhender des imaginaires macrorégionaux : protocole méthodologique pour étudier des objets subjectifs

1. Étudier les imaginaires macrorégionaux : cheminement d'une thèse dans un projet de recherche 72

1.1. Articuler le projet de recherche et la thèse 72

1.1.1. Le projet de recherche ANR-DFG Imageun : étudier les imaginaires macrorégionaux de l'UE et de l'Europe 72

1.1.2. Articuler et négocier la thèse dans un projet de recherche : cheminement d'une recherche en deux séquences 74

1.2. Le protocole méthodologique final 77

1.2.1. Le questionnaire cartographique 79

1.2.2. Les entretiens semi-directifs 79

1.2.3. L'analyse de discours institutionnel et de la production de savoirs 80

1.2.4. Articulation des corpus du protocole méthodologique 80

1.3. Enquêter auprès des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe : enjeux, contexte et positionnement 81

1.3.1. Les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe 82

1.3.2. Les immobilités étudiantes antillaises 84

1.3.3. Les étudiant·es enquêté·es : positionnements et profils 87

2. Imaginaires et identités macrorégionales : approches par l'expérience et par le flou d'objets construits et situés 90

2.1. Appréhender le subjectif par une enquête cartographique numérique 91

2.1.1. Des cartes mentales pour étudier les macrorégions 91

2.1.2. L'enquête cartographique numérique : conception et retours 92

2.1.3. Du questionnaire cartographique numérique aux entretiens : les approches floues 101

2.2. Les entretiens : saisir la complexité 104

2.2.1. Construction de la démarche 104

2.2.2. Positionnement et réflexivité dans l'enquête par entretien 110

2.2.3. Appropriations, interprétations et limites des cartes mentales entre les entretiens et le questionnaire 113

2.3. Construction des savoirs : multiplier les points de vue 116

2.3.1. Productions académiques : analyse de données bibliométriques 118

2.3.2. Pratiques et représentations scolaires 122

2.3.3. Représentations du monde et de la Caraïbe sur Wikipédia 124

Conclusion 125

Chapitre 3 : Représentations et savoirs sur les macrorégions : la Caraïbe comme objet pluriel

1. La Caraïbe comme objet « naturel » et géopolitique exogène 130

1.1. Interstice dans les représentations du monde 130

1.1.1. Caraïbe(s), Antilles et West Indies : retour sur une construction sémantique 130

1.1.2. Lectures déterministes des Antilles : méditerranée du « nouveau monde » et « poussières d'empire » 133

1.1.3. Position floue dans les représentations du monde : entre interstices et oublis 135

1.2. La Caraïbe comme frontière impériale 137

1.2.1. Les colonisations européennes de la Caraïbe 138

1.2.2. Impérialisme et hégémonie étatsunienne : « arrière-cours » des États-Unis ? 139

1.2.3. Un espace de circulation 142

2. La Caraïbe comme objet de recherche et ses diffusions 144

2.1. Production de savoirs sur la Caraïbe 144

2.1.1. Productions et collaborations scientifiques francophones sur la Caraïbe 145

2.1.2. Spatialités héritées et spécialisations 151

2.1.3. Exploration des thématiques associées à la Caraïbe 152

2.2. Les représentations du monde et de la Caraïbe sur Wikipédia 156

2.2.1. Les régions du monde sur Wikipédia 156

2.2.2. La Caraïbe sur Wikipédia 161

3. Questionner les constructions exogènes et appropriation de la Caraïbe 171

3.1. La Caraïbe comme objet socio-spatial flou : dépasser les définitions exogènes 171

3.1.1. Les définitions géophysiques et morphologiques de la Caraïbe 173

3.1.2. Les définitions historiques, sociales et culturelles de la Caraïbe 175

3.1.3. Les définitions institutionnelles et les projections politiques de la Caraïbe 178

3.2. Identités et appartenances macrorégionales dans la Caraïbe 183

3.2.1. Une identité caribéenne ? Ancrage, relation et rhizome 184

3.2.2. Appartenances à une macrorégion Caraïbe 186

3.2.3. Rôles politiques des appartenances et identités caribéennes 187

Conclusion 188

Chapitre 4 : Imaginaires socio-spatiaux de la Caraïbe : représentations estudiantines et réappropriation des identités

1. Objectiver les cartes mentales : protocole d'analyse des représentations socio-spatiales 192

1.1. Objectivation sémantique et spatiale des cartes mentales du questionnaire 192
1.1.1. Les principaux résultats du questionnaire : la Caraïbe comme espace clé 193
1.1.2. Catégorisation des représentations sémantiques et spatiales 195
1.2. Objectivation sociodémographique des cartes mentales du questionnaire 200
2. Représentations socio-spatiales de la Caraïbe : espace approprié, espace légitimé 206
2.1. Les représentations de la Caraïbe : les éléments saillants 207
2.1.1. L'insularité comme trait socio-spatial principal 207
2.1.2. Les circulations comme articulation sociale et culturelle 210
2.2. Emboîtements et découpages : reproduction des représentations scolaires 211
2.2.1. Emboîter et découper la Caraïbe 212
2.2.2. Représentations et découpages légitimés de l'espace caribéen et de ses oublis 215
3. Représentations vécues et projetées : enjeux épistémiques, politiques et réappropriation 216
3.1. Antilles ou Caraïbe ? Définitions, articulations et rejets 217
3.1.1. Distinctions et articulations entre Antilles et Caraïbe(s) 217
3.1.2. Les « Antilles » pour dire les DROM 219
3.1.3. Rapports à une dénomination exogène, coloniale et située et expression politique 220
3.2. Expression des distances et des proximités 223
3.2.1. Parler des proximités dans un « Grand bassin américain proche » 223
3.2.2. Cuba et l'imaginaire géopolitique en jeu : les rapports Nord-Sud 225
3.2.3. Haïti : représentations et expériences des discriminations par l'assignation 226
3.2.4. La Guyane comme point de débat 228
3.3. La Caraïbe comme objet à s'approprier ? 231
3.3.1. Se positionner et être vu dans la Caraïbe : exotisation et réethnicisation 231
3.3.2. Se sentir caribéen·ne ? Des relations complexes 234
Conclusion 239
Chapitre 5: Des périphéries caribéennes : regards sur les relations postcoloniales aux macrorégions et au monde

1. Les imaginaires américains entre proximité et distance : les rapports nord-sud 244

1.1. Les imaginaires des paysages urbains américains et les imaginaires américains 246

1.2. États-Unis et Amérique du Sud dans l'expression (géo)politique 247

1.2.1. Les États-Unis : des rapports pluriels à la notion de proximité 248

1.2.2. Questionner les rapports ethnoraciaux 249

1.2.3. La Caraïbe et l'Amérique du sud : proximités et expression politique d'appartenance à un « Sud global » 251

2. Questionner les rapports à l'UE et à l'Europe : une périphérie omniprésente ? 253

2.1. L'Europe comme périphérie institutionnelle et administrative 254

2.1.1. L'UE et l'Europe comme marge outre-atlantique : le flou et le lointain 256

2.1.2. L'Europe institutionnelle et administrative : des rapports distanciés 257

2.1.3. Incarnations coloniales et impériales de l'Europe 259

2.2. Projections sur la relation (ou non) à l'Europe 260

2.2.1. Un objet perçu comme plus neutre 260

2.2.2. L'UE comme marqueur dans l'espace public 261

2.2.3. Repenser la Caraïbe en analysant l'UE 264

3. Regards sur une relation postcoloniale en tension avec la France 266

3.1. Lire des rapports postcoloniaux en tension 266

3.1.1. Les marqueurs paysagers de la francité 268

3.1.2. Une double temporalité des rapports : entre temps générationnel et crispations récentes 269

3.1.3. Justice environnementale : des enjeux majeurs 272

3.2. Questionner l' « Outre-mer » pour reconfigurer les liens à l'État français 276

3.2.1. Le statut d'Outre-mer interrogé par l'exemple 277

3.2.2. Martinique contre Guadeloupe ? Construction d'une opposition coloniale 279

Conclusion 282

Chapitre 6 : Identités et imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial : (im)mobilité, inégalités et stratégies étudiantes

1. Identités et appartenances macrorégionales en contexte postcolonial : représentations et appropriations des espaces 286

1.1. Des appartenances et des identités spatiales confisquées, limitées ou réduites 286

1.2. Contestations et reconfigurations des rapports socio-spatiaux par les identités 289

1.2.1. Projections et attentes d'un rapport revu à la France et à l'UE 290

1.2.2. La Caraïbe comme réappropriation ? Appuis et dynamiques d'une identité caribéenne 292

1.3. Réappropriation et marges émancipatrices pensées par les jeunesses 300

1.3.1. Catégorisation des formes des appartenances et rapports socio-spatiaux 300

1.3.2. Dépasser et émanciper : des appropriations au sentiment d'appartenance 305

2. Construction inégalitaire des identités des jeunes en Martinique et en Guadeloupe : le rôle de l'institution scolaire 307

2.1. L'école au cœur des débats : entre prescriptions officielles et appropriations par les jeunes ? 308

2.1.1. Les adaptations des programmes scolaires : baromètre du rapport politique national aux DROM et à l'histoire coloniale 309

2.1.2. Pratiques et représentations des futur·es ou jeunes enseignant·es : interroger les rapports aux consignes nationales 312

2.1.3. « Univers de références » et représentations : l'enfance comme moment clé 315

2.2. Inégalités scolaires et inégalités sociales : colère et sentiments d'injustice des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe 318

2.2.1. « École en sous-France » : les inégalités scolaires et universitaires dans les DROM 319

2.2.2. Les effets de l'offre scolaire et de l'orientation en Martinique et en Guadeloupe 322

2.2.3. Expressions de la colère et sentiment d'injustice 324

3. Imaginaires de mobilités et des migrations étudiantes : grille de lecture des inégalités et des horizons d'attente 327

3.1. Géographie des mobilités étudiantes projetées depuis la Martinique et la Guadeloupe 328

3.2. Projections vers l'Europe et le cas d'Erasmus : des mobilités plus connues qu'effectives 330

3.3. Le Canada et les États-Unis : des espaces de mobilité étudiante attractifs et élitaires 333

3.4. Les espaces de mobilité souhaités et revendiqués 334

3.4.1. Recherches d'alternatives pour éviter les discriminations socio-économiques ou raciales 335

3.4.2. Des propositions institutionnelles décevantes ? 337

3.4.3. Des demandes de Caraïbe émancipatrices 339

Conclusion 340

Table des figures

Figure 1 | Synthèse schématique des statuts pour les Outre-mer français et européens 33
Figure 2 | Thématiques des projets présentés dans les brochures sur les RUP de la Commission européenne à partir de 2010 37
Figure 3 | Termes les plus fréquents dans les brochures de la Commission européenne sur les RUP (1999-2020) 38
Figure 4 | Articulation des terrains d'étude et des méthodologies entre l'ANR-DFG Imageun et la thèse 78
Figure 5 | Trajectoires spatiales des étudiant·es ayant répondu au questionnaire (R, en nombre) ... 89
Figure 6 | Exemple de l'interface cartographique donné sur le site de Maptionnaire 95
Figure 7 | Exemples de tracés observés dans les cartes mentales lors de phases de test du questionnaire Imageun Student Survey 97
Figure 8 | Présentation du questionnaire Imageun par séquence / par page affichée 100
Figure 9 | Types de logiques spatiales observées dans les cartes mentales 103
Figure 10 | Carte de synthèse des cartes mentales utilisée lors des entretiens 108
Figure 11 | Cartes mentales extraites de l'enquête par questionnaire utilisées lors des entretiens . 109
Figure 12 | Carte de localisation des États et territoires dans la Caraïbe 129
Figure 13 | Synthèse cartographique des découpages du monde dans l'enquête par carte mentale EuroBroadMap (2009-2012) 135
Figure 14 | Zones de superposition des cartes mentales issues de l'enquête EuroBroadMap 136
Figure 15 | Fréquence d'intersection par État entre les cartes mentales issues de l'enquête EuroBroadMap 137
Figure 16 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - HAL 148
Figure 17 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - Thèses.fr 149
Figure 18 | Répartition de la production et des collaborations scientifiques sur la Caraïbe - WOS150
Figure 19 | Classification lexicale des productions scientifiques sur les titres 154
Figure 20 | Palette des régions du monde sur Wikipédia (FR) 157
Figure 21 | Représentations des découpages du monde sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR) 158
Figure 22 | Carte des « États insulaires » sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR) 159
Figure 23 | Carte des « États transcontinentaux » sur la page « Limites entre les continents » sur Wikipédia (FR) 160

Figure 24 | Palette des limites entre les continents identifiées par Wikipédia (FR) 160
Figure 25 | Analyse lexicométrique de la page « Caraïbes » de Wikipédia (FR)..... 164
Figure 26 | Catégorisation lexicale de la page « Caraïbes » de Wikipédia (FR)..... 165
Figure 27 | Longueur et consultation des pages Wikipédia des macrorégions américaines..... 169
Figure 28 | Cartes présentées dans l'article "Caribbean" de Wikipédia (EN)..... 169
Figure 29 | Représentation cartographique de la Caraïbe concentrique d'Elbow (1996)..... 174
Figure 30 | Représentation cartographique de la Caraïbe insulaire de Girvan (2000)..... 177
Figure 31 | Représentation cartographique de la Grande Caraïbe de Girvan (2000) 182
Figure 32 | Synthèse des cartes mentales des macrorégions tracées par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe..... 194
Figure 33 | Exemples de cartes mentales en fonction des logiques spatiales observées 195
Figure 34 | Exemples de cartes mentales par catégorie..... 199
Figure 35 | ACM et cluster sur les cartes mentales en fonction d'indicateurs..... 202
Figure 36 | Synthèse des caractéristiques sociodémographiques des auteur·rices des catégories de cartes mentales 205
Figure 37 | Synthèse des espaces intégrés dans les cartes mentales..... 206
Figure 38 | Espaces intégrés dans les macrorégions « Antilles » et « Caraïbe » des cartes mentales 217
Figure 39 | Carte mentale représentant le « Grand bassin américain proche » 224
Figure 40 | Exemples de cartes mentales intégrant des espaces américains..... 245
Figure 41 | Exemples de cartes mentales intégrant les espaces sud-américains 251
Figure 42 | Exemples de cartes mentales représentant l'Europe ou l'UE..... 255
Figure 43 | Mots associés à l'Europe par les étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe..... 256
Figure 44 | Opinion sur l'UE des étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe 261
Figure 45 | Exemples d'affichages de l'UE, l'Europe ou du FEDER dans l'espace public 262
Figure 46 | Exemples de cartes mentales représentant la France hexagonale et/ou les "Outre-mer" 267
Figure 47 | Carte mentale représentant des espaces emboîtés..... 304
Figure 48 | Carte mentale représentant une "Caraïbe Amérique" 305
Figure 49 | Mobilités souhaitées par les étudiant·es 329
Figure 50 | Affiche du programme Erasmus+..... 331

Table des tableaux

Tableau 1 | Titres des brochures de communication de la Commission européenne sur les RUP (1999-2020) 35
Tableau 2 | Synthèse des mécanismes en jeu dans les espaces d'entre-deux défini par Violette Rey 59
Tableau 3 | Triangulations dans le protocole méthodologique de la thèse 81
Tableau 4 | Description des étudiant·es enquêté·es 88
Tableau 5 | Synthèse des bases de données utilisées pour l'analyse bibliométrique sur la Caraïbe 120
Tableau 6 | Structure de l'article "Caraïbes" sur Wikipédia (FR) 161
Tableau 7 | Grille de codage des cartes mentales du questionnaire 197
Tableau 8 | Construction des indicateurs sociodémographiques 201
Tableau 9 | Présence des espaces insulaires dans les cartes mentales 208
Tableau 10 | Dénominations des tracés associés aux tracés dans les cartes mentales 218

Table des encadrés

Encadré 1 | Présentation de l'ANR-DFG Imageun 8
Encadré 2 | L'enquête étudiante de l'ANR-DFG Imageun 9
Encadré 3 | Racialisation et ethnicisation dans la construction des imaginaires et des identités 47
Encadré 4 | Les politiques de migration depuis les DROM 56
Encadré 5 | Méthodologie des analyses bibliométriques réalisées 120
Encadré 6 | La discipline géographique, les Outre-mer et la Caraïbe 155
Encadré 7 | Exotisme et exotisation 231
Encadré 8 | L'affaire OJAM : décennie fondatrice des luttes politiques et syndicales en Martinique et en Guadeloupe 271
Encadré 9 | Parallélisme des parcours historiques de la Martinique et de la Guadeloupe 281
Encadré 10 | La loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif de la présence française outre-mer » ... 310
Encadré 11 | Mise en place de l'enseignement du créole en Martinique et en Guadeloupe 316
Encadré 12 | Présentation du programme Erasmus+ 331
Encadré 13 | Le projet ELAN d'Interreg (2019-2021) 337

Glossaire

ACP	Afrique-Caraïbe-Pacique
AEC	Association des États de la Caraïbe
AIHP-GEODE	Archéologie Industrielle, Histoire, Patrimoine - GÉOgraphie- Développement Environnement de la Caraïbe
ATER	Attaché·e Temporaire d'Enseignement et de Recherche
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
Bumidom	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer
CAPES	Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré
CCSD	Centre pour la Communication Scientifique Directe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIFRE	Convention Industrielle de Formation par la REcherche
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
DAAF	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DEAL	Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DGESCO	Direction Générale de l'Enseignement SCOlaire
DOM	Département d'Outre-Mer
DROM	Département et Région d'Outre-Mer
EPIC	Établissement Public à caractère Industriel et Commercial
FAPEG	Fédération Associations des Parents d'Élèves Guadeloupe
FSU-SNUipp	Fédération Syndicale Unitaire - Syndicat National Unitaire des instituteurs, professeurs des écoles
HAL	Hyper Articles en Ligne
HGGSP	Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences Politiques
INRAE	Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
IRD	Institut de recherche pour le développement
LMD	Licence-Master-Doctorat
MEEF	Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation
MFV	Migrations, Famille et Vieillissement
NPOV	Neutralité de POint de Vue - *Neutral POint of View*
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OECO	Organisation des États de la Caraïbe Orientale
OFQJ	Office Franco-Québécois pour la Jeunesse
OJAM	Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSM	OpenStreetMap
PGD	Plan de Gestion des Données

PN	Parc National
POSEI	Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité
RASED	Réseau d'Aides spécialisées aux Élèves en Difficulté
RGPD	Règlement général sur la Protection des Données
SciELO	*Scientific Electronic Library Online*
SHS	Sciences humaines et Sociales
SNCL-FAEN	Syndicat National des Collèges et des Lycées - Fédération autonome de l'Éducation Nationale
SNES-FSU	Syndicat National des Enseignements de Second degré - Fédération Syndicale Unitaire
SPEG	Syndicat des Personnels de l'Éducation en Guadeloupe
STEM / STIM	*Science, Technology, Engineering, and Mathematics* - Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
UA	Université des Antilles
UE	Union européenne
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UGTG	Union générale des Travailleurs de Guadeloupe
UMR	Unité mixte de Recherche
UNSA	Union Nationale des Syndicats autonomes
WIKIF	Wikipédia et les Femmes scientifiques
WOS	*Web of Science*
WP	*Work Package* - Ensemble de tâches
ZEE	Zone économique exclusive

Annexes

Annexe 1 | Table des résidus du test Chi² sur les spatialités des brochures de communication de la Commission européenne (1999-2020) 389
Annexe 2 | Synthèse des évolutions du questionnaire entre les deux versions de test et la version finale 389
Annexe 3 | Protocole de vérification des polygones (extrait de la base de données et traitements pour l'analyse des imaginaires macrorégionaux chez les étudiant·es en Europe et dans son voisinage – Marveaux, Dabestani et Pécout, 2024 [URL]) 398
Annexe 4 | Grille synthétique des entretiens semi-directifs avec les étudiant·es 398
Annexe 5 | Capture d'écran de la page « Caraïbes » sur Wikipédia francophone (septembre 2025) 401
Annexe 6 | Capture d'écran de la page « Caribbean » sur Wikipédia anglophone (septembre 2025) 402
Annexe 7 | Spatialités des cartes mentales : ACM avec cluster 403
Annexe 8 | Sémantique des cartes mentales : ACM avec cluster 405
Annexe 9 | Espaces et noms associés aux cartes mentales : ACM avec cluster 407
Annexe 10 | Analyse des résidus standardisés du Chi2 des catégories spatiales et sémantiques identifiées dans les ACM des cartes mentales 408
Annexe 11 | Parcours spatial des étudiant·es : ACM avec cluster 409
Annexe 12 | Parcours scolaire des étudiant·es : ACM avec cluster 410
Annexe 13 | Synthèse des cartes mentales en fonction du genre 411
Annexe 14 | Synthèse des cartes mentales en fonction de l'âge 411
Annexe 15 | Synthèse des cartes mentales en fonction du niveau de formation 411
Annexe 16 | Synthèse des cartes mentales en fonction du pôle universitaire 412
Annexe 17 | Analyses lexicales des mots associés à l'Europe dans l'enquête étudiante ANR-DFG Imageun 413
Annexe 18 | Extrait long de l'entretien avec Manon, étudiante en Licence Droit (Guadeloupe) 415
Annexe 19 | Extrait d'entretien sur le montage de projet avec la responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs 417

Annexe 1 | Table des résidus du test Chi² sur les spatialités des brochures de communication de la Commission européenne (1999-2020)

Table of residuals (chi² test) on the spatialities mobilised in the brochures (1999-2020)

	EU		States			Macroregions			OTs		Cities				
	EU	Admin. status (national or EU)	EU	Non EU	OTs	Organizations (non EU)	Europe	Other	OTs	Parts of OTs territories	Metropoles	Ots	EU	Non EU	Univ. / research centers
1999	3,93	-1,33	-1,33	-1,95	-0,87	-0,60	0,54	-1,37	-0,37	-2,16	2,42	2,46	5,33	-0,37	-1,67
2002	2,44	-1,20	-1,20	-1,74	-1,37	-0,54	-0,09	-1,11	-1,11	-1,93	2,99	3,75	2,65	-0,33	-0,83
2010	-1,01	1,22	-1,07	-1,74	0,25	-1,38	0,33	0,05	0,65	0,76	0,24	-0,21	0,11	-0,84	0,39
2012	-0,78	1,12	2,98	-1,52	0,38	-1,46	0,00	-1,54	0,47	1,30	-0,44	-1,21	-1,44	0,22	0,68
2017	0,02	-0,04	0,25	-0,75	0,04	0,32	-0,76	-1,73	0,12	1,47	-0,61	0,98	-1,29	0,07	0,01
2020	-1,31	-2,00	-2,00	8,76	0,34	4,62	0,53	7,01	-1,04	-3,23	-2,00	-3,32	-0,73	1,25	-0,10

Annexe 2 | Synthèse des évolutions du questionnaire entre les deux versions de test et la version finale

	Version 1	**Version 2**	**Version finale**
Questions cartographiques et mots/noms associés	4 questions cartographiques et mots associés au début du questionnaire : 3 cartes sur la MR (culturelle / économique / politique) et 1 carte sur les découpages du monde	3 questions cartographiques au milieu et à la fin : 2 questions sur la MR (MR + mots associés et son cœur) et 1 question sur les limites de l'Europe et mots associés. Meilleure ergonomie de l'interface de tracé (aide + demande à l'appli de déplacer le bloc de consignes)	1 question cartographique sur la MR et nom associé
Cadrage (structure et questions)	Questions socio-démographiques sur l'enquêté et ses parents/tuteurs mêlées à la fin (nationalité/année de naissance/sexe/genre/pays de naissance/pays de naissance des parents/langues parlées/niveau d'étude des parents/niveau de revenu)	Séparation en deux blocs : questions socio-démographiques sur l'enquêté au début (pays de résidence/études/sexe-genre simplifiée/pays et année de naissance/nationalités/langues parlées) et questions sur les parents/tuteurs à la fin (niveau d'étude/pays de naissance/niveau de revenu). Ajout des questions de positionnement dans l'enquêté (université/discipline/niveau)	Modification de la question sur les nationalités (sensible et NR pour les étudiants turcs, sur les documents d'identité + autre appartenance) et suppression de la question sur le niveau de revenu.

Structure globale (chemins et nb de questions)	Chemin unique, passage par toutes les questions. Partie cartographique au début.	Questions de tri pour la partie mobilité. Réduction du nombre de questions Partie cartographique au milieu et à la fin. Réduction du nb de questions ouvertes (moins de fatigue)	Questions de tri pour la partie sur les pratiques culturelles. Réduction du nb de questions ouvertes (moins de fatigue).
Thématique européenne	Absente	Partie dédiée à l'UE/Europe comprenant : la question de l'Eurobaromètre sur l'image de l'UE + la question cartographique sur les limites de l'Europe et les mots associés	Suppression de la question cartographique, maintien de la question de l'Eurobaromètre et des mots associés

Le questionnaire a commencé à être construit en septembre 2020 avec comme objectif pour les 12 premiers mois de travailler à sa conception, à son expérimentation et à l'analyse des premiers résultats pour envisager sa diffusion finale au début de l'année universitaire 2021.

Deux versions pilotes du questionnaire ont été réalisées et testées durant les premiers mois, une première fois entre décembre 2020 et février 2021, puis entre avril et mai 2021. Les principales évolutions du questionnaire entre les différentes phases de test concernent quatre points majeurs : les questions cartographiques et mots/noms associés, la partie de cadrage (structure et questions), la structure globale (chemins et nombre de questions) et la thématique européenne.

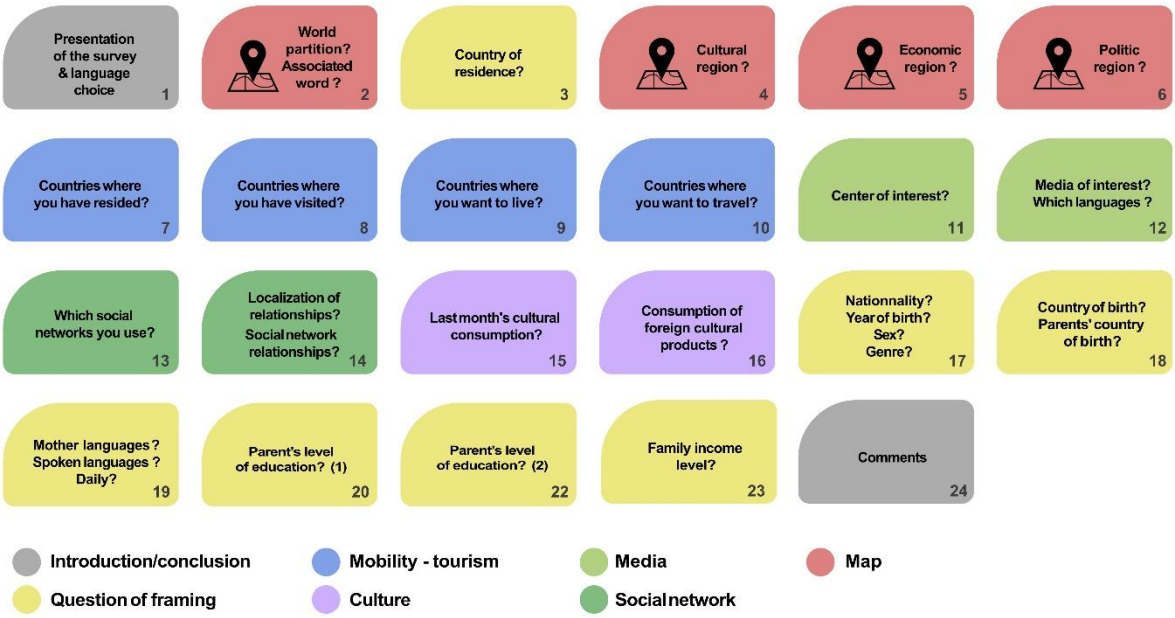
Version n°1 du questionnaire :

La première version du questionnaire avait trois principaux objectifs :

- Trouver et tester l'outil de questionnaire et surtout cartographique dans sa conception et en situation pour les répondants ;
- Définir et coordonner nos objectifs et nos attentes au sein de cet axe du projet, par rapport aux questionnements de ma thèse et par rapport aux autres axes du projet (médias et figures publiques) ;
- Essayer de maintenir un format et des questions relativement comparables avec celles de l'enquête EBM.

L'élaboration, la réalisation de cette première version du questionnaire et la recherche en parallèle de l'outil d'enquête ont eu lieu de septembre à novembre 2021. Il était composé de 7 parties, réparties en 24 pages de questionnaire :

- Découpage du monde
- Représentations culturelles, économiques et politiques de la macrorégion de résidence : ensemble de trois questions cartographiques
- Mobilités réelles et imaginées
- Pratiques des médias et intérêt pour les informations
- Pratiques des réseaux sociaux
- Pratiques culturelles
- Cadrage : contenant les questions socio-démographiques sur le répondant et sur les parents-tuteurs



La première phase de test s'est déroulée durant deux mois, de décembre à janvier 2020-21. Le questionnaire était disponible en français, en turc et en allemand et a été diffusé à des étudiants de la 3e à la 5e année ainsi que quelques doctorants, principalement dans des formations en géographie. 80 réponses complètes ont été obtenues à l'issue de cette première phase.

Localisation enquêtée	Nombre de réponses complètes
Allemagne	16
France	30

Tunisie	7
Turquie	27

Les résultats sont analysés ici sous le prisme du taux de non-réponse, l'objectif étant de détecter à ce stade les problèmes relatifs à la structure du questionnaire, à la compréhension ou à la réponse des questions.

Constats principaux :

- Lassitude face aux questions cartographiques, du fait de leur nombre, de leur redondance et du positionnement en entrée du questionnaire : taux de non-réponse passant de 8 à 34% de taux de non-réponse entre la première et la quatrième carte

WORLD MAP	NAMES
8%	15%

CULTUR. MAP	CULTUR. WORDS		
15%	32%	36%	40%

ECO MAP	ECO. WORDS		
29%	38%	49%	52%

POL MAP	POLITIC. WORDS		
34%	42%	48%	56%

MOBILITIES			
70%	81%	74%	51%

IMAGINED MOBILITIES			
42%	42%	48%	38%

MEDIA			SOCIAL MEDIA		
14%	16%	16%	16%	17%	16%

CULTURAL PRACTICES		
16%	58%	16%

NATIONALITY	BIRTH	SEX/GENDER
36%	34%	16%

LANGUES		
38%	38%	39%

NATIVE COUNTRY		LEVEL STUDIES		RESSOURCES
38%	38%	18%	18%	27%

- Structure de la partie sur les mobilités ayant provoquée des faux négatifs : les personnes n'ayant pas voyagé selon les motifs proposés ne répondent, cette absence de mobilité se confondant avec le refus de répondre
- Questions de cadrage étant les plus faciles, mais avec un taux de non-réponse relativement élevé, supposition que cela est dû au positionnement en fin de questionnaire. Beaucoup de lacunes

Version n°2 du questionnaire :

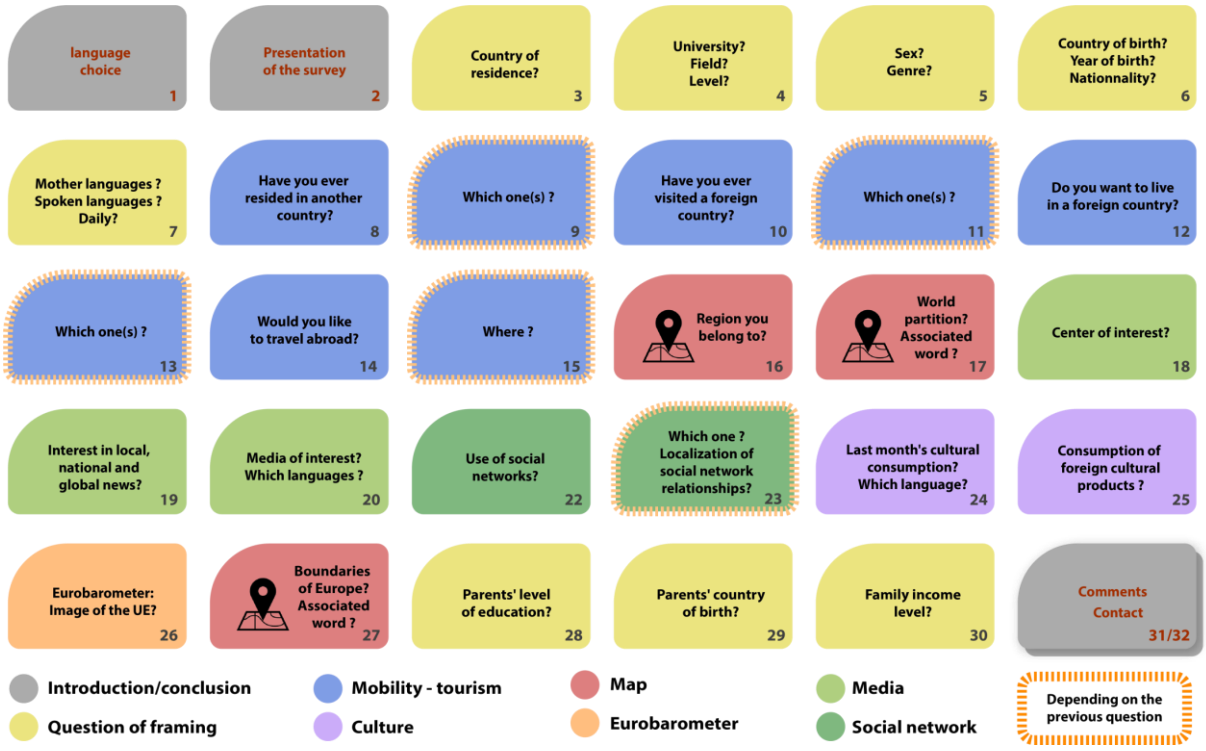
La seconde version du questionnaire avait 5 principaux objectifs :

- Réduire la dimension cartographique et géographique du questionnaire : limiter et simplifier les cartes demandées ;
- Questions de cadrage : tester une répartition plus équilibrée des questions de cadrage en tenant compte du niveau d'attention de l'enquêté ;

- Structure du questionnaire : simplifier et réduire le questionnaire ;
- Intégrer une partie à part entière sur l'UE/l'Europe à la demande des équipes du projet ;
- Mettre en place un essai de meilleure gestion des données lors de la collecte et d'un premier protocole de traitement des données cartographiques.

L'élaboration et la réalisation de cette seconde version du questionnaire ont eu lieu de février à avril 2021. Il était composé de huit principales parties, réparties en 32 pages de questionnaire (soit 39 questions).

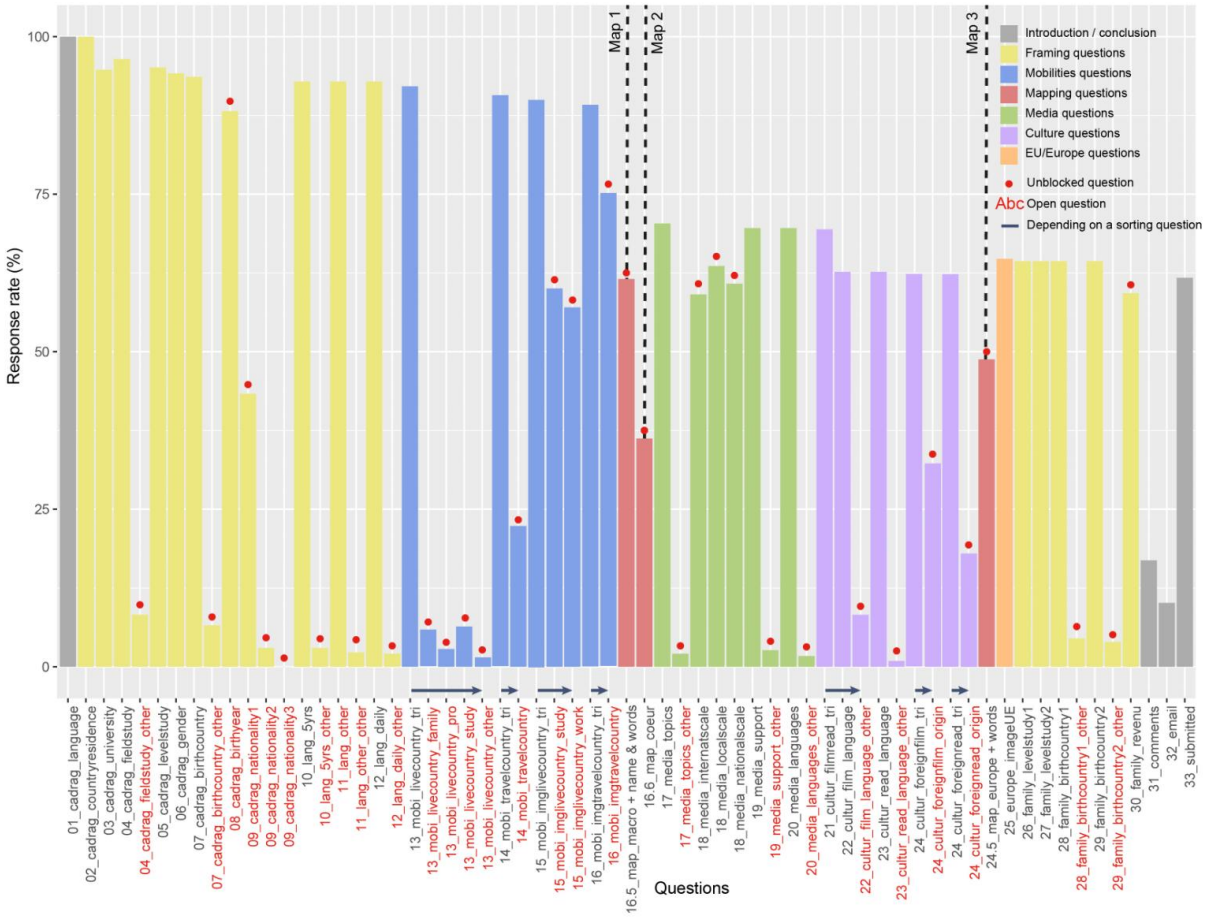
- Cadrage : divisée en deux sous-parties, une première contenant les questions socio-démographiques de l'enquêté·e et une seconde sur celles des parents et tuteurs
- Mobilités réalisées et imaginées
- Représentation de la macrorégion d'appartenance
- Découpage du monde
- Pratiques des médias et intérêt pour les informations
- Pratiques des réseaux sociaux
- Pratiques culturelles
- Représentations de l'UE et de l'Europe



La seconde phase de test s'est déroulée durant deux mois, d'avril à mai 2021. Le questionnaire était disponible en français, en turc, en anglais et en allemand et a été diffusé à des étudiants de la 3e à la 5e année ainsi que quelques doctorants, principalement dans des formations en géographie avec ajout d'un groupe en sciences fondamentales et en sciences sociales. 552 réponses complètes ont été obtenues à l'issue de cette première phase.

Constats principaux :

- Structure du questionnaire : sentiment d'être perdu entre les thématiques de la fin du questionnaire (culture – UE/Europe – questions de cadrage sur la famille) ;
- Analyse du taux de réponse par question :
    - Taux de réponse supérieur à 80% jusqu'à la fin de la partie sur les mobilités ;
    - Premier palier visible au moment des cartes macrorégionales, une diminution du taux de réponse à 60% qui reste globalement assez stable jusqu'à la fin. Chute notable sur la question du cœur de la macrorégion, environ 35% de réponse ;
    - Variations importantes sur certaines questions liées aux chemins (flèches), aux questions ouvertes ou (points rouges) ou liées aux questions « autre » ;
    - Dynamiques similaires pour les trois pays étudiés statistiquement (Turquie, Allemagne, France).
- Question cartographique sur le cœur de macrorégion : taux de réponse très faible dû à plusieurs facteurs, par exemple, une question peu visible sur la page (sous la précédente question cartographique), le manque de clarté de la question et des difficultés à traduire le terme « cœur » et surtout la redondance de la question par rapport à la précédente. Cette question fait diminuer le taux de réponse de manière trop importante pour la conserver, le « cœur » des macrorégions sera obtenu par l'analyse agrégée des résultats (et pas au niveau individuel).



Version finale du questionnaire

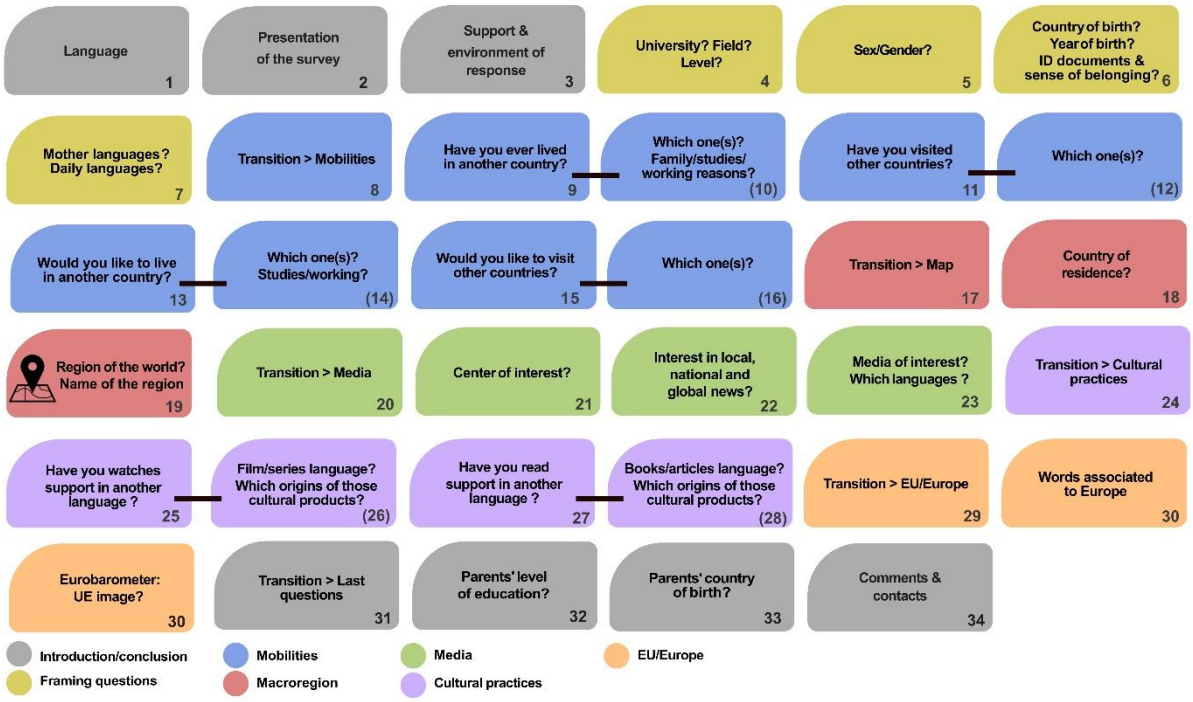
La version finale du questionnaire devait intégrer cinq principaux objectifs :

- Prendre en compte les thématiques et formulations sensibles dans le cas des étudiants turcs (nationalité) et des comités éthiques à venir en Turquie (modalités faisant référence au kurde, questions relatives au genre/sexe) ;
- Obtenir la version du questionnaire la plus efficace possible pour garder les répondants mobilisés tout au long du questionnaire : réduire les questions cartographiques et leur formulation, proposer plus de menus déroulants (listes de pays), réduire le questionnaire en intégrant des chemins dans la structure (mobilités et pratiques culturelles), retirer les questions susceptibles de mettre en difficulté le répondant et de provoquer l'abandon ;
- Intégrer une partie à part entière sur l'UE/l'Europe à la demande des équipes du projet ;
- Mettre en place une meilleure gestion des données lors de la collecte et du protocole de traitement des données cartographiques final ;

- Améliorer la prise en compte de l'appartenance multiple : plusieurs polygones peuvent être tracés + demande d'une autre appartenance à déclarer notamment
- Mise en place du protocole de dissémination et intégrer les éléments nécessaires au questionnaire (liste des établissements notamment) ;
- Mise en place des demandes auprès des comités éthiques.

L'élaboration et la réalisation de cette seconde version du questionnaire ont eu lieu de juin à octobre 2021. Le questionnaire comporte sept principales parties, croisant les pratiques et les représentations de leur région du monde :

- Cadrage sur l'étudiant·e : données socio-démo, informations sur le parcours universitaire, identité, mais aussi ce qui rentre en compte dans leur appréhension du monde dans sa dimension spatiale notamment.
- Mobilités réalisées et imaginées : celles réalisées (touristiques, professionnelles, universitaires) et celles imaginées/privilégiées (pour le tourisme, la vie professionnelle et universitaire).
- Représentation de la macrorégion d'appartenance : dimension spatiale (carte) + textuelle (nom)
- Pratiques des médias : supports, thèmes, échelles, langues
- Pratiques culturelles : lectures/films approche par les langues et les origines des productions. Elle permet d'analyser la construction de leurs représentations du monde et de leurs macrorégions d'appartenance à partir de leurs expériences culturelles, linguistiques ou médiatiques.
- Représentations de l'UE et de l'Europe : les pays enquêtés étant liés de diverses manières à l'UE et à l'Europe, il s'agit d'étudier la manière dont ils positionnent leur région du monde par rapport à l'espace européen au sens large + intérêt notamment pour certains axes du projet, question 2 sur l'UE étant celle proposée dans l'enquête Eurobaromètre (enquête produite par le parlement européen depuis les années 1970)
- Cadrage sur les parents/le milieu familial : complète les infos socio-démo sur l'étudiant·e même, reconstitue les cercles d'apprentissage.



Public visé

Un objectif de 40 réponses par discipline et par université est visé, soit 240 réponses par ville enquêtées correspondant à un objectif total de 3360 réponses.

L'enquête par questionnaire est diffusée en ligne à des étudiants de 3e et 4e année universitaire (après la fin du lycée) dans un ensemble de six blocs disciplinaires : lettre et arts ; santé et protection sociale ; ingénierie, construction et industrie ; commerce, administration et droit ; sciences sociales et journalisme ; sciences naturelles, mathématiques et statistiques.

Cette catégorisation est celle proposée par l'Unesco et, même si elle tend à regrouper des disciplines d'études très diverses au sein de chaque bloc, elle permet d'assurer une catégorisation valable dans chaque système scolaire et comparable.

Méthode de passation

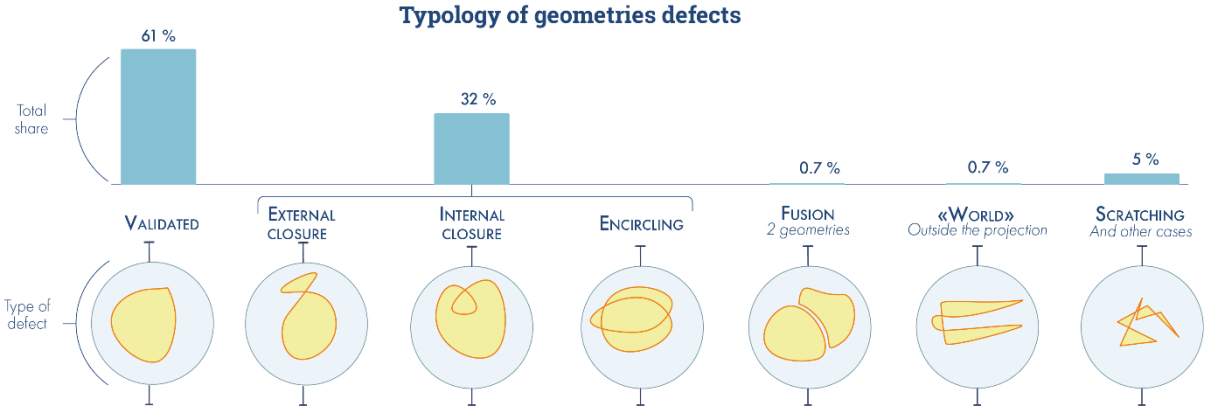
L'enquête est menée dans cinq pays (Allemagne, France, Irlande, Tunisie et Turquie), dans des universités et des écoles localisées dans deux à trois villes par terrain (capitale, grande ville et ville moyenne).

Le questionnaire est transmis aux étudiants via leurs adresses mail universitaires soit par un enseignant·e, soit par le biais des services de communication des universités. Ils peuvent y répondre sur un ordinateur ou un téléphone.

Annexe 3 | Protocole de vérification des polygones (extrait de la base de données et traitements pour l'analyse des imaginaires macrorégionaux chez les étudiant·es en Europe et dans son voisinage – Marveaux, Dabestani et Pécout, 2024 [URL])

Plusieurs problèmes topologiques ont été détectés dans les polygones dessinés par les répondant·es :

- superposition et croisement des contours d'un même polygone. Il s'agit de problèmes principalement dus à la fermeture du polygone ;
- assemblage de plusieurs polygones dessinés séparément, mais qui ne désignent qu'un seul et même espace ;
- problème anti-méridien ;
- "griffonnage" non supprimé par un·e répondant·e.



Annexe 4 | Grille synthétique des entretiens semi-directifs avec les étudiant·es

Amorce et présentation

- Présentations : Je suis doctorante en géographie, à l'université Paris 1. Je travaille sur les représentations du monde, plus particulièrement sur la manière dont on se représente les régions du monde de plusieurs points de vue. Le point de vue sur lequel je m'intéresse le plus est celui des étudiant·es. C'est pour ça qu'il y a quelques mois, j'ai créé et partagé un questionnaire pour essayer de voir comment des étudiant·es dans plusieurs régions du monde se représentent les endroits où ils et elles vivent.
- Vouvoiement ou tutoiement ?
- RGPD : Avant qu'on discute davantage, je voulais préciser que tous les échanges qu'on a sont anonymes et je ne garderai aucune information qui permettrait d'identifier quelqu'un.
- Enregistrement ? Besoin juste pour pouvoir discuter plus facilement sans que je doive tout noter ou risquer d'oublier ou de déformer les réponses. Je ne garderai pas l'enregistrement, il sera supprimé dès que j'aurai fini.
- Rappel : Je m'intéresse à plein de points de vue très différents, donc il n'y aura jamais de bonnes ou de mauvaises réponses, tout ce dont on va parler ici n'est à aucun moment un test de connaissance, juste une discussion qu'on peut développer ou éviter certains points si tu le souhaites. Tu peux me signaler si tu ne souhaites pas répondre à une question et on passe à autre chose.
- Environ 1h.

Parcours et pratiques spatiales

Avec une carte du monde à disposition/en fond.

- Tu es étudiant·e en XXX, comment tu as choisi ce parcours ? Comment tu es arrivé·e à ce choix ? Qu'est-ce que tu envisages ensuite ?
- En dehors de tes études, quelles sont tes activités professionnelles ou de loisirs ? (tu fais quoi ? qu'est-ce qui t'intéresse ?)
- Qu'est-ce que tu lis, regarde comme séries ou comme médias ? *(inviter à développer les références, les thèmes, les origines des éléments)*
- Quelles langues parles-tu ? Couramment/un peu/que tu as apprises ?
- Tu es né·e à XXX ? Tes parents/les personnes avec qui tu as grandi aussi ?
- Tu as toujours vécu à XXX ? Si non, où ?
- Tu as travaillé ou étudié dans un autre pays ou territoire ? Si oui, où ?

Macrorégions, (multi) appartenance et interrelations

Avec la carte de réponse de l'étudiant·e ou des cartes avec différents cadrages pour permettre de répondre

Déjà répondu au questionnaire en ligne … (à décliner si plusieurs tracés)	Pas répondu au questionnaire en ligne … (à décliner si plusieurs tracés)
Tu avais donc déjà répondu au questionnaire en ligne, merci à toi ! Juste pour rappeler, le questionnaire en ligne contenait quelques questions sur les déplacements, sur le parcours de l'étudiant·e et surtout, il y avait une question sur une carte. On demandait donc de tracer la région du monde dans laquelle se trouve le pays/territoire de résidence. On pouvait tracer de 1 à 5 zones auxquelles il fallait ensuite leur donner un nom. Comme je savais qu'on allait se rencontrer, j'ai juste imprimé la carte que tu avais complétée il y a un an maintenant. • Cela fait longtemps, mais te souviens-tu de ce tracé ?	Selon toi, dans quelle(s) région(s) du monde ton pays/territoire de résidence se trouve-t-il ? Tu peux entourer sur la carte. Montrer les fonds de cartes, ou la manipulation sur Umap. Comment nommerais-tu cet espace ? Pour quelles raisons ? Quels sont tes liens avec cet espace ? Si plusieurs : quels sont les liens entre ces espaces ? Des relations différentes ?

• Qu'en penses-tu en le regardant aujourd'hui ? • *Aide :* Quelle était ton intention derrière ce tracé ? Que voulais-tu montrer ? • Quel lien as-tu avec cet espace ?	

Échanges sur les résultats du questionnaire

Déjà répondu au questionnaire en ligne	Pas répondu au questionnaire en ligne
Voilà un premier résultat du questionnaire auquel tu as participé il y a quelques mois (merci !).	Il y a quelques mois, un questionnaire en ligne a été diffusé à des étudiant·e·s de l'Université des Antilles. Il contenant quelques questions sur les déplacements, sur le parcours de l'étudiant·e et surtout, il reprenait la même question sur la carte dont on a parlé tout à l'heure. On demandait donc de tracer sur une carte en ligne la région du monde dans laquelle se trouve son pays de résidence. On pouvait tracer de 1 à 5 zones auxquelles il fallait ensuite donner un nom. Je te présente ici les premiers résultats du questionnaire.
Après avoir présenté la lecture de la carte (tracés cumulés « plus la zone est foncée plus elle est ajoutée aux régions que les étudiant·e·s ont dessinées » et les noms qui reviennent le plus). Que penses-tu de ces résultats ? *Aide :* surpris·e ou ce sont des résultats attendus ? *Laisser réagir aux cartes que l'étudiant·e choisit, sans consigne d'abord.* *Relances possibles sur les noms des espaces (plus facile que la carte).*	

Échange sur les exemples de cartes mentales individuelles

En expliquant que les cartes montrées maintenant ont été réalisées par des camarades en Martinique et en Guadeloupe, exposer une par une les cartes de la série d'exemples.

Décrire la carte « factuellement » à chaque fois : nombre de tracés réalisés par la personne, noms des régions par exemple.

Puis laisser réagir librement.

L'ordre des cartes discutées est fixe, mais des allers-retours sont possibles. Chaque carte permet d'interroger des sémantiques ou des spatialités qui sont apparues fréquemment dans l'ensemble des cartes mentales, ou qui se sont distinguées :

- *Carte 1 : Caraïbe insulaire + Petites Antilles + Antilles françaises (entourant la Guyane avec la Guadeloupe et la Martinique)*
- *Carte 2 : découpage Grandes Antilles + Petites Antilles dans une Caraïbe concentrée à l'est du bassin*
- *Carte 3 : Grandes Antilles + France métropolitaine (espace + dénomination) + Union européenne (tracé « erroné »)*
- *Carte 4 : Petites Antilles + Caraïbe + Grand bassin américain proche (emboîtement et liens à l'espace américain)*
- *Carte 5 : Caraïbe + Amérique du Sud (incluant la Caraïbe)*

Aide : mettre en lien avec la carte qu'il ou elle a réalisée avant, relancer sur les noms des espaces (plus facile).

Pourquoi certain·es ont pu tracer plusieurs espaces selon toi ?

Projections

Comment verrais-tu les espaces que tu as tracés dans le futur ?

Aide : Qu'est-ce que tu souhaiterais voir rester, changer, etc. ? Qu'est-ce qui te plaît/te déplaît ?

Annexe 5 | Capture d'écran de la page « Caraïbes » sur Wikipédia francophone (septembre 2025)

Annexe 6 | Capture d'écran de la page « Caribbean » sur Wikipédia anglophone (septembre 2025)

Wikipedia
The Free Encyclopedia

Search Wikipedia | Search

Donate Create account Log in

Wiki Loves Monuments: Photograph a monument, help Wikipedia and win!
Learn more

Caribbean

132 languages

Article Talk | Read Edit View history Tools

From Wikipedia, the free encyclopedia

Coordinates: 14°31'32"N 75°49'06"W

Contents hide

(Top)
Overview
Etymology and pronunciation
Definition
History
Geography
Politics
List of countries and territories
Demographics
Culture
See also
Notes
References
Bibliography
Further reading
External links

Appearance hide

Text
- Small
- Standard
- Large

Width
- Standard
- Wide

Color (beta)
- Automatic
- Light
- Dark

This article is about the group of islands. For the body of water surrounding them, see Caribbean Sea. For the Indigenous inhabitants of the Caribbean or people of Caribbean descent, see Caribbean people. For other uses, see Caribbean (disambiguation).

The **Caribbean**[a] is a region in the middle of the Americas centered around the Caribbean Sea in the North Atlantic Ocean, mostly overlapping with the West Indies. Bordered by North America to the north and also the west through Central America, and South America to the south, it comprises numerous islands, cays, islets, reefs, and banks.

It includes the Lucayan Archipelago, Greater Antilles, and Lesser Antilles of the West Indies; the Quintana Roo islands and Belizean islands of the Yucatán Peninsula; and the Bay Islands, Miskito Cays, Archipelago of San Andrés, Providencia, and Santa Catalina, Corn Islands, and San Blas Islands of Central America. It also includes the coastal areas on the continental mainland of the Americas bordering the region from the Yucatán Peninsula in North America through Central America to the Guianas in South America.[5][6]

Caribbean

Map of the Caribbean region of the Americas

Area	239,681 km² (92,541 sq mi)
Population	44,182,048[1][2]
Population density	151.5/km² (392/sq mi)
Ethnic groups	Afro-Caribbean Indo-Caribbean White-Caribbean Mixed-Caribbean Asian-Caribbean Indigenous Caribbean
Religions	73.5% Christianity 52.3% Catholicism 20.2% Protestantism 1.0% other Christian 20.6% no religion 2.5% folk religions 2.1% Hinduism 1.3% others[3]

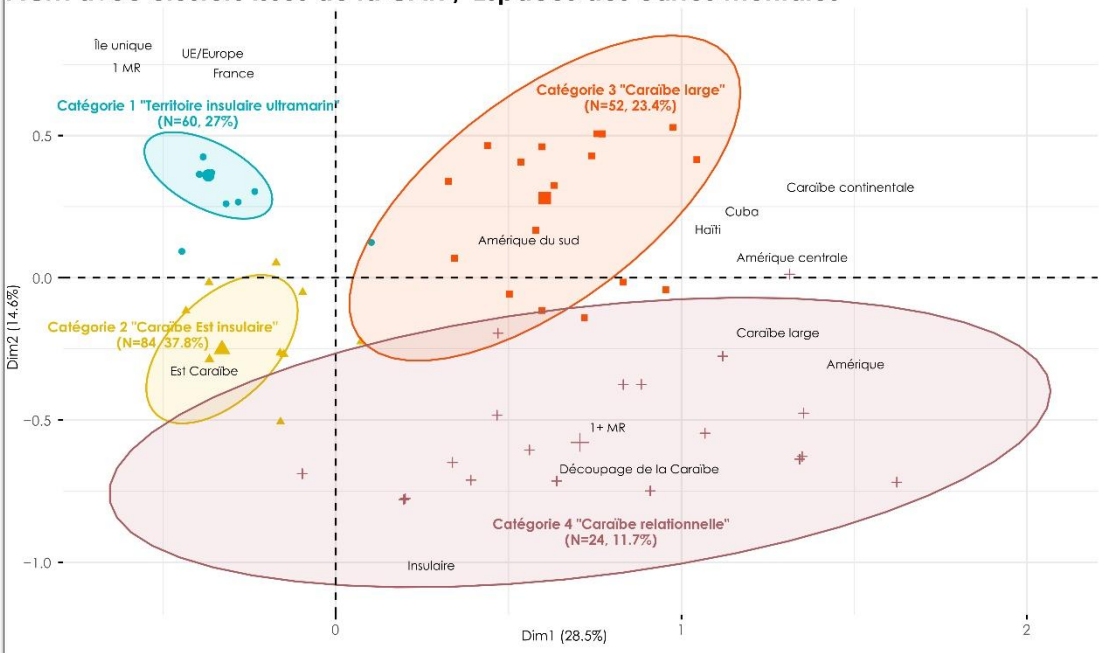
Overview [edit]

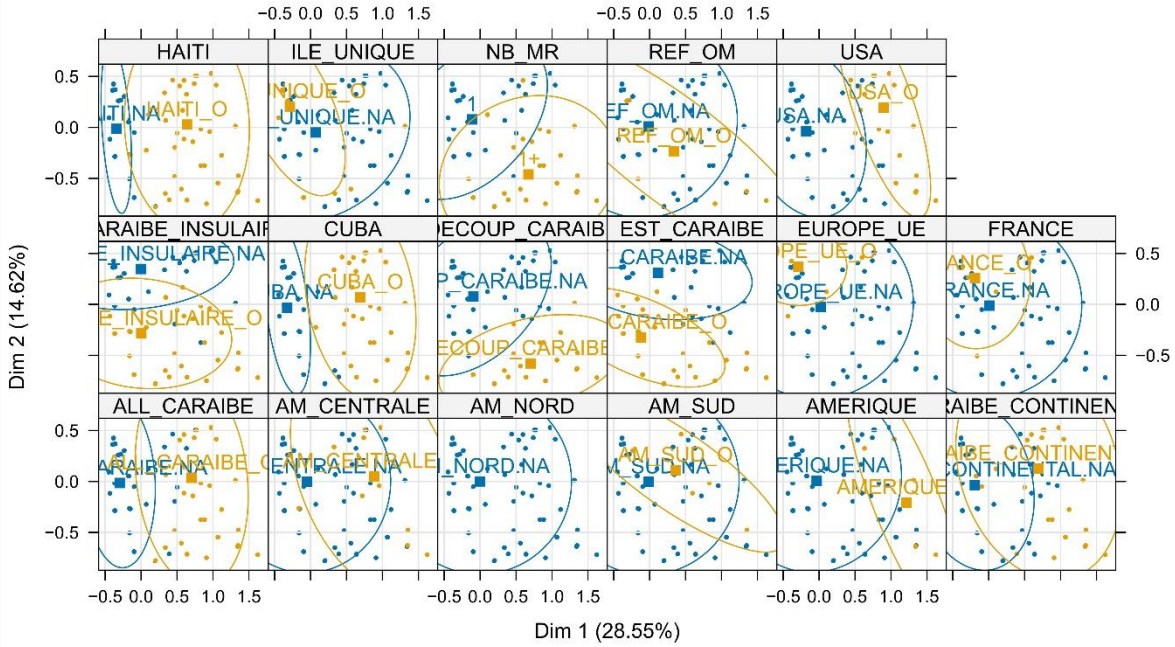
Situated largely on the Caribbean plate, the region has thousands of islands, islets, reefs, and cays.[7] Island arcs delineate the northern and eastern edges of the Caribbean Sea:[7] the Greater Antilles in the north and the Lesser Antilles, which includes the Leeward Islands, Windward Islands, and the Leeward Antilles, to the east and south. The nearby northwestern Lucayan Archipelago, comprising The Bahamas and the Turks and Caicos Islands, and the island of Barbados in the Lesser Antilles, are considered to be a part of the Caribbean despite not bordering the Caribbean Sea. All the islands in the Antilles, including the Lucayan Archipelago, form the West Indies, a term often interchangeable with the *Caribbean*. The archipelago of Bermuda is not part of the Caribbean, as it lies in the Sargasso Sea to the north, but it is an associate member of the Caribbean Community.[8][9]

Annexe 7 | Spatialités des cartes mentales : ACM avec cluster

L'analyse des spatialités représentées dans les cartes mentales (CAH et ACM) permet d'identifier quatre catégories. La **catégorie 1 « Territoire insulaire ultramarin »** (N=60, 27%) correspond à des cartes mentales présentant un espace d'appartenance resserré autour du **territoire de réponse ou d'origine** de son auteur·rice (Martinique ou Guadeloupe). Lorsqu'elle est composée d'**un espace tracé**, elle renvoie principalement à ce territoire. Lorsqu'elle est composée de plusieurs espaces, elle renvoie à des **tracés de l'Europe, de l'UE ou de la France**. La **catégorie 2 « Caraïbe est insulaire »** (N=84, 37,8%) regroupe les cartes mentales dont les espaces tracés sont concentrés sur la **partie est de la Caraïbe**. Dans ce cas, la macrorégion tracée est souvent **unique et insulaire**. La **catégorie 3 « Caraïbe large »** (N=52, 23,4%) intègre les cartes mentales qui représentent un espace caribéen élargi **autant insulaire que continental**, intégrant **Cuba, Haïti, des parties des États-Unis ou de l'Amérique centrale**. La **catégorie 4 « Caraïbe relationnelle »** (N=24, 11,7%) correspond aux cartes mentales présentant des **découpages de la Caraïbe** en son sein, mais la **mettant aussi en lien** avec d'autres espaces. Chaque carte mentale propose ainsi plusieurs macrorégions, distinguant une Caraïbe **insulaire et continentale**, une Caraïbe **est et ouest**, une Caraïbe **resserrée et plus large**. Les découpages intègrent **Cuba, Haïti ou encore les États-Unis,** mais aussi parfois **englobée dans des ensembles plus vastes** (Amérique). Les découpages de la Caraïbe dans les cartes mentales sont réalisés pour identifier différents espaces dans la macrorégion, mais surtout par les étudiant·es qui produisent des cartes mentales mettant en lien la Caraïbe avec d'autres macrorégions. Les cartes mentales identifient principalement la Caraïbe (toutes définitions confondues) comme espace d'appartenance, mais lorsqu'elles ont associé à d'autres macrorégions, il s'agit distinctement soit de l'Europe, l'UE ou de la France (catégorie 1), soit des espaces américains (catégorie 4).

ACM avec clusters issus de la CAH / Espaces des cartes mentales





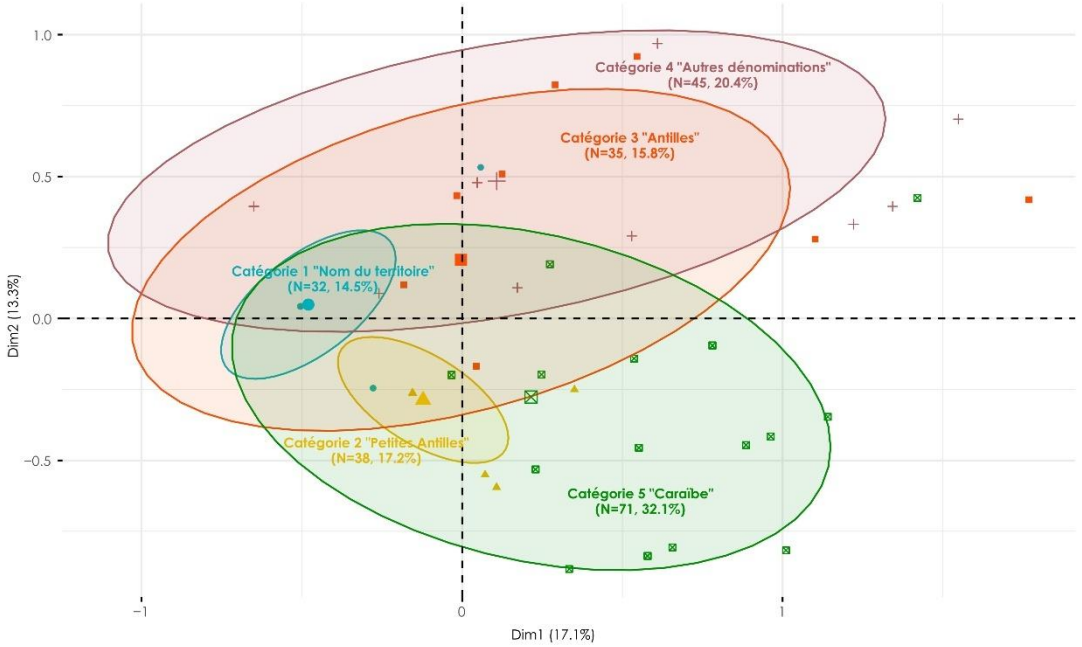
	NB_MR	EST_CARAIBE	ALL_CARAIBE	ILE_UNIQUE	CARAIBE_INSULAIRE	CARAIBE_CONTINENTAL	DECOUP_CARAIBE	REF_OM	FRANCE	EUROPE_UE	AM_NORD	AM_SUD	AM_CENTRALE	AMERIQUE	USA	HAITI	CUBA
DIM 1	0,28	0,05	0,78	0,08	0,34	0,5	0,25	0,02	0,01	0,02	0	0,02	0,17	0,16	0,6	0,82	0,84
DIM 2	0,26	0,73	0	0,08	0,72	0,03	0,33	0,02	0,02	0,07	0	0	0	0	0,06	0	0,02
DIM 3	0,27	0,02	0,03	0,37	0,15	0	0,25	0,22	0,1	0,02	0	0	0	0,09	0,01	0,03	0,04
DIM 4	0	0,02	0,01	0,4	0	0,04	0,03	0,14	0,43	0,21	0	0,01	0,02	0	0	0	0
DIM 5	0,11	0,06	0,02	0	0	0,1	0,04	0,1	0,04	0,17	0	0,25	0,06	0,11	0,06	0,02	0,01

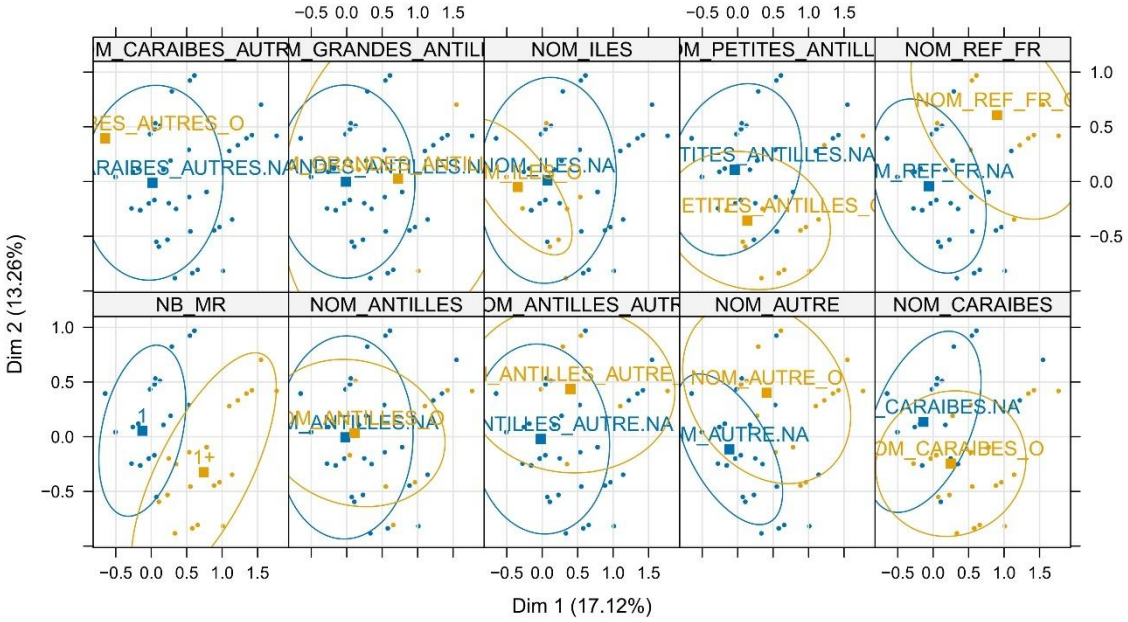
Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 8 | Sémantique des cartes mentales : ACM avec cluster

L'étude de la dimension sémantique des cartes mentales (CAH et ACM) distingue cinq catégories de dénominations. La **première catégorie** sémantique (N=32, 14.5%) renvoie aux cartes mentales nommant le **territoire insulaire resserré** (Martinique ou Guadeloupe). La **seconde catégorie** (N=38, 17.2%) correspond à la dénomination de **« Petites Antilles »**. La **catégorie 3** (N=35, 15.8%) représente les dénominations **« Antilles » et proches**. La **catégorie 4** (N=45, 20.4%) englobe toutes les **autres dénominations**, associées à la Caraïbe, aux Antilles ou pas. La **cinquième catégorie** (N=71, 32.1%) regroupe toutes les dénominations de **« Caraïbe »**, tout particulièrement utilisée **en combinaison d'autres dénominations**.

ACM avec clusters issus de la CAH / Sémantique des cartes mentales

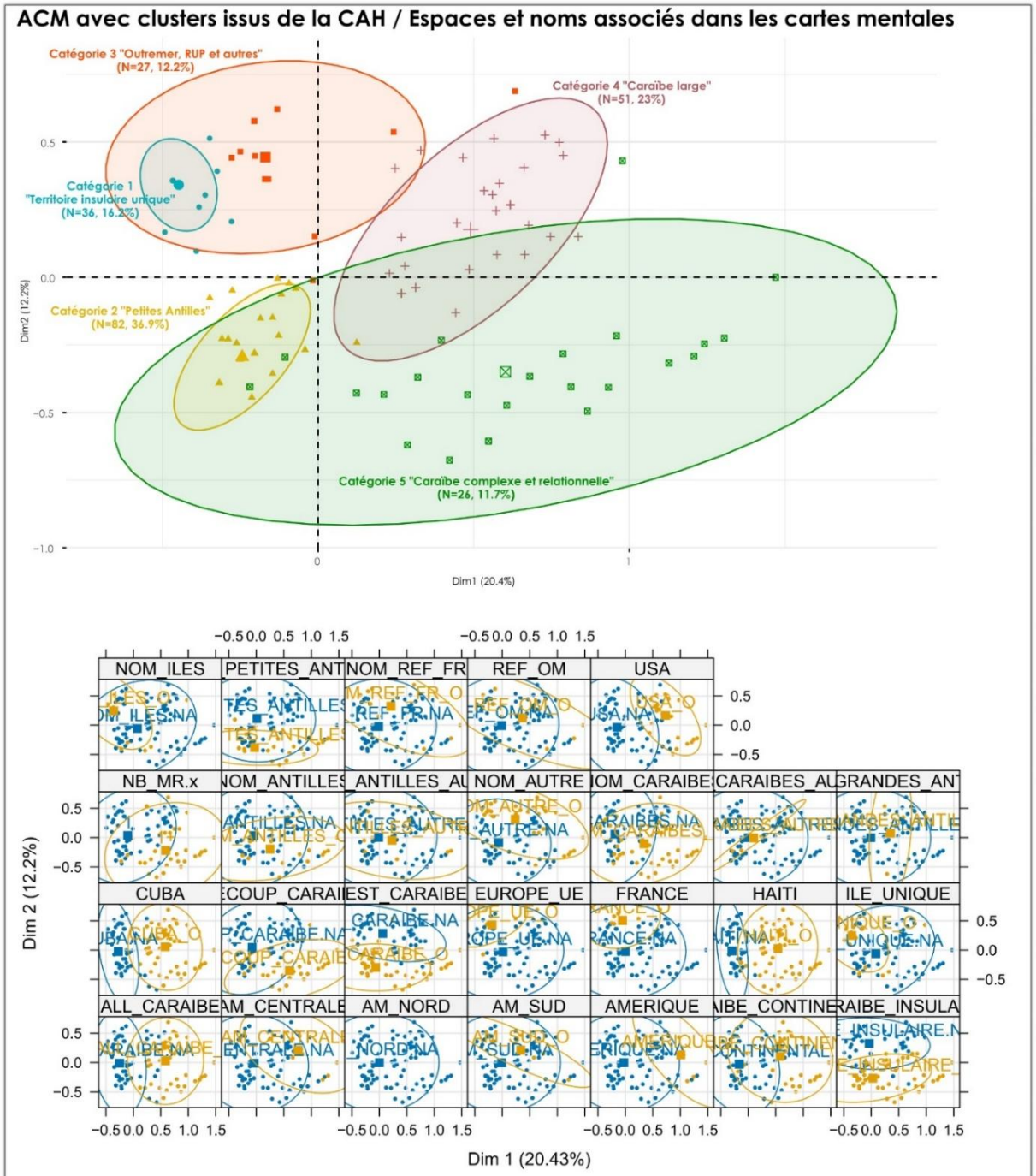




	NB_MR	NOM_ILES	NOM_ANTILLES	NOM_PETITES_ANTILLES	NOM_GRANDES_ANTILLES	NOM_ANTILLES_AUTRE	NOM_REF_FR	NOM_CARAIBES	NOM_CARAIBES_AUTRES	NOM_AUTRE
DIM 1	0,55	0,15	0,01	0,03	0,06	0,04	0,32	0,2	0,07	0,28
DIM 2	0,13	0	0	0,29	0	0,07	0,19	0,25	0,03	0,35
DIM 3	0,02	0,27	0,44	0,19	0,08	0,01	0,06	0,16	0,01	0
DIM 4	0,02	0,42	0	0,25	0,06	0,01	0	0,07	0,28	0
DIM 5	0	0	0,18	0,13	0,1	0,41	0	0,14	0,07	0,03

Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 9 | Espaces et noms associés aux cartes mentales : ACM avec cluster

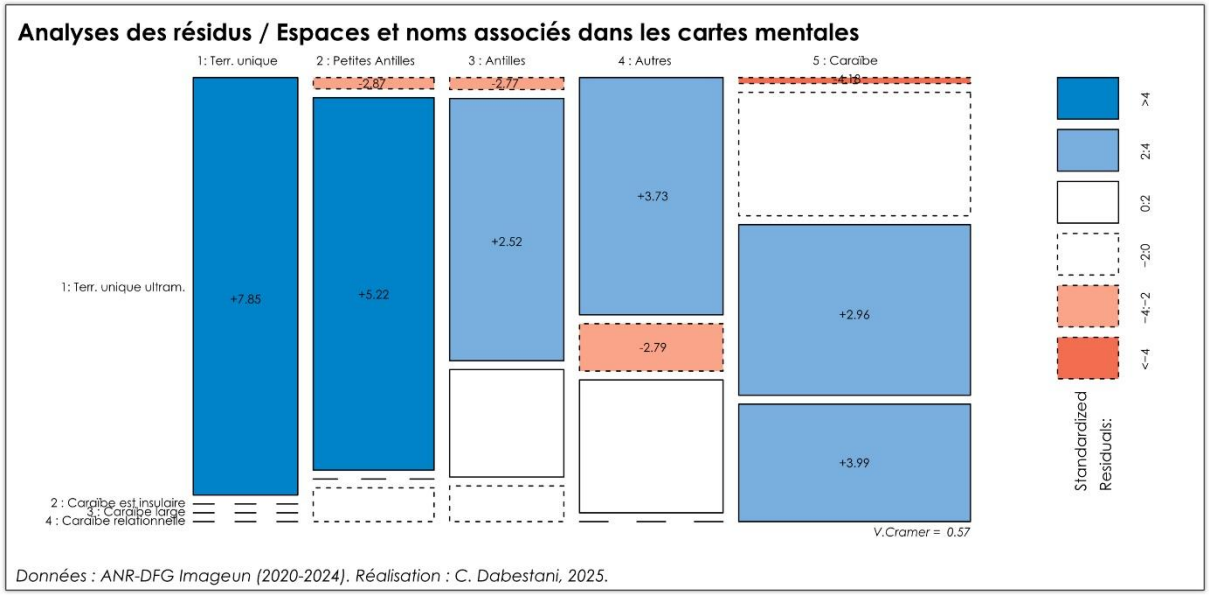


	NB_MR	EST_CARAIBE	ALL_CARAIBE	ILE_UNIQUE	CARAIBE_INSULAIRE	CARAIBE_CONTINENTAL	DECOUP_CARAIBE	REF_OM	FRANCE	EUROPE_UE	AM_NORD	AM_SUD	AM_CENTRALE	AMERIQUE	USA	HAITI	CUBA	NOM_ILES	NOM_ANTILLES	NOM_PETITES_ANTILLES	NOM_GRANDES_ANTILLES	NOM_ANTILLES_AUTRE	NOM_REF_FR	NOM_CARAIBES	NOM_CARAIBES_AUTRES	NOM_AUTRE
DIM 1	0,3	0,02	0,74	0,15	0,01	0,48	0,25	0,03	0	0,01	0	0,02	0,17	0,14	0,55	0,8	0,8	0,14	0,06	0	0,01	0,01	0,02	0,33	0	0,08
DIM 2	0,07	0,72	0	0,13	0,75	0,03	0,14	0,01	0,1	0,11	0	0,13	0,02	0	0,05	0	0,01	0,11	0,06	0,37	0	0	0,06	0,05	0	0,24
DIM 3	0,1	0,08	0,06	0,06	0	0	0,04	0,38	0,43	0,07	0	0	0,02	0,01	0,03	0,04	0,06	0,06	0	0,06	0,02	0,05	0,65	0,02	0,02	0,26
DIM 4	0,27	0	0	0,61	0,02	0	0,35	0,07	0,01	0,09	0	0,01	0	0,04	0	0	0	0,61	0,01	0,03	0	0,01	0,02	0,01	0,03	0,05
DIM 5	0,13	0	0	0	0	0,08	0,07	0,18	0,01	0,18	0	0,23	0,01	0,01	0,02	0	0	0	0,05	0,04	0,01	0,08	0,12	0	0,05	0,24

Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 10 | Analyse des résidus standardisés du Chi2 des catégories spatiales et sémantiques identifiées dans les ACM des cartes mentales

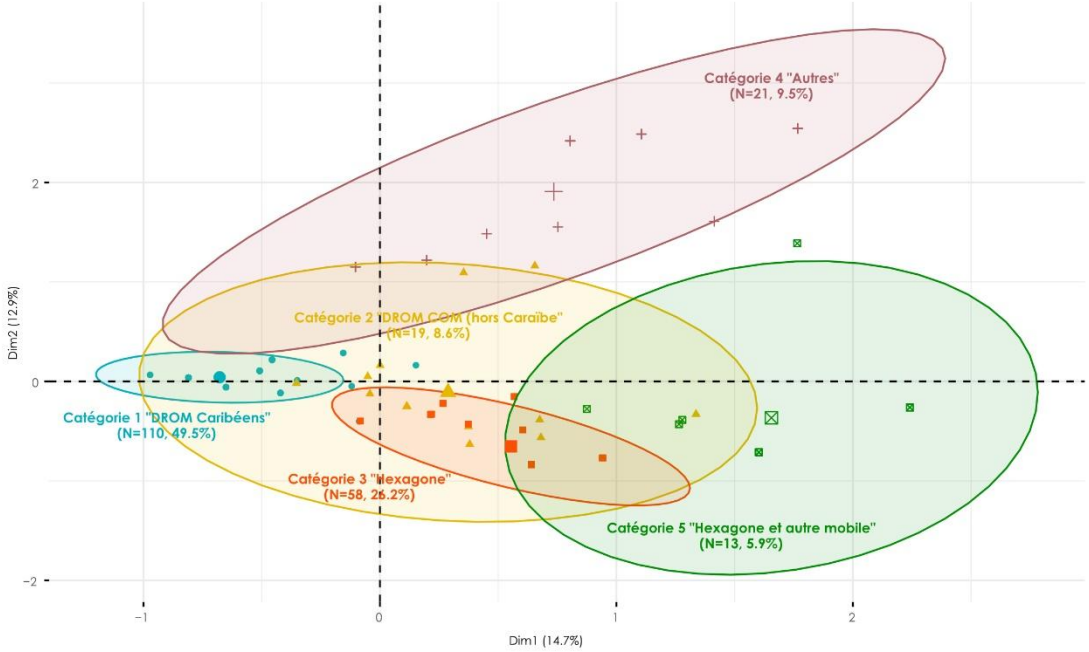
L'analyse des résidus standardisés du Chi2 entre les catégories des spatialités et des sémantiques issues de cartes mentales montre bien que les tracés d'une macrorégion centrée sur la Caraïbe représentée comme large ou relationnelle sont surreprésentés pour les dénominations de « Caraïbe(s) ». Assez logiquement, les représentations spatiales resserrées sur un territoire unique (Martinique ou Guadeloupe) sont le plus souvent associées aux noms des territoires respectifs. La catégorie « Caraïbe insulaire », renvoyant à la partie insulaire est du bassin, est surreprésentée avec la dénomination « Petites Antilles », mais c'est également le cas pour le terme « Antilles ». Cela vient appuyer la catégorisation croisée produite entre les spatialités et la sémantique : la Caraïbe insulaire est surtout associée à l'idée d'Antilles (principalement Petites Antilles et Antilles). Plus la région est large et complexe, plus les dénominations proches de Caraïbe apparaissent.

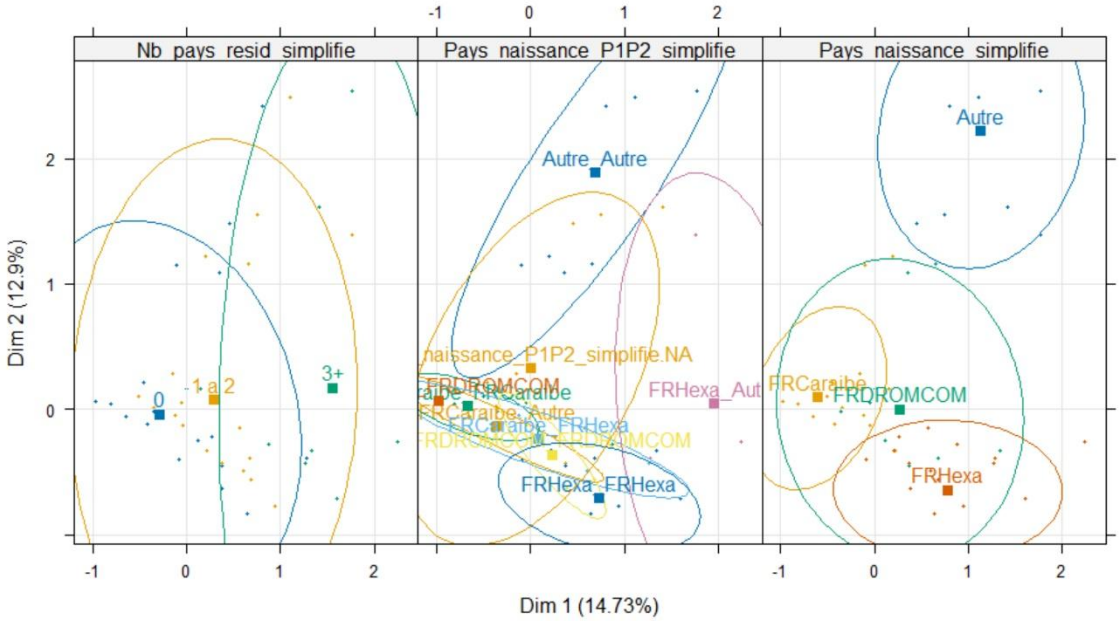


Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 11 | Parcours spatial des étudiant·es : ACM avec cluster

ACM avec clusters issus de la CAH / Parcours spatial des répondant·es



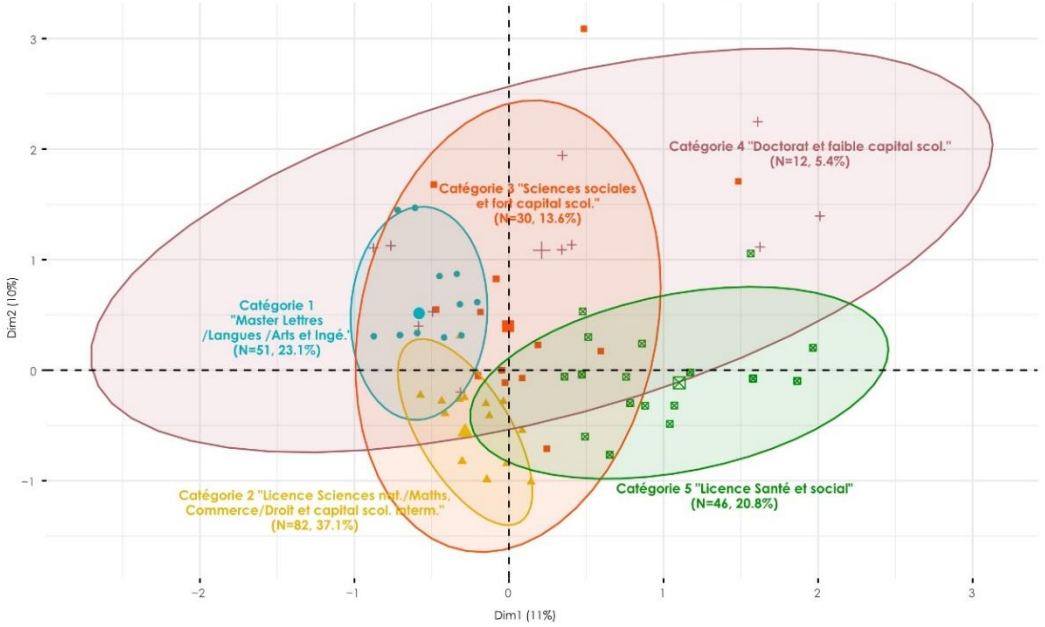


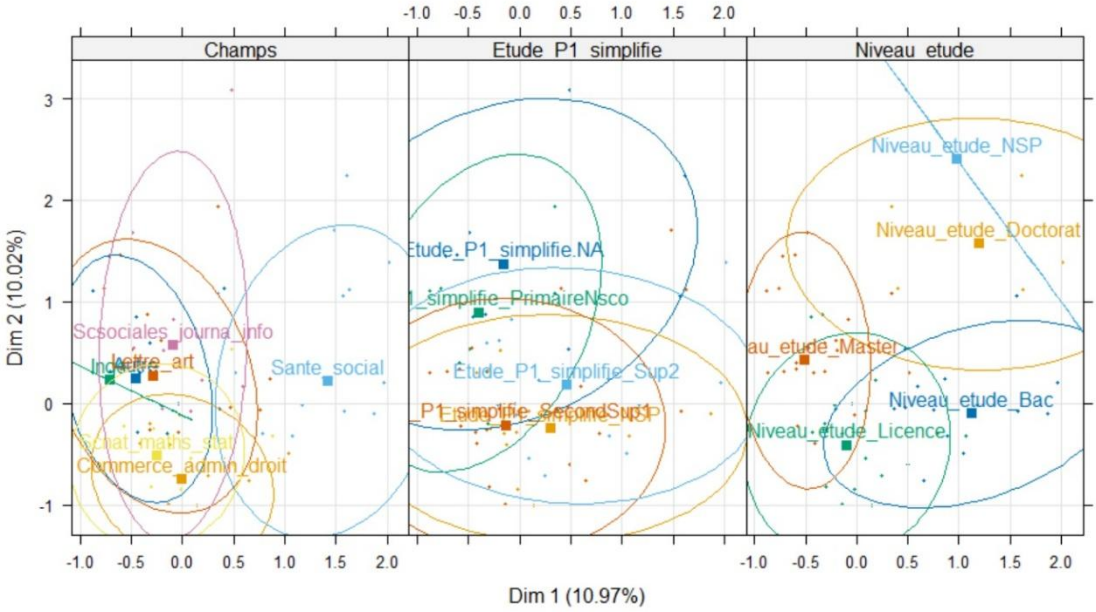
	DIM 1	DIM 2	DIM 3	DIM 4	DIM 5
Pays_naissance_simplifie	0,76	0,83	0,64	0,03	0,04
Pays_naissance_P1P2_simplifie	0,73	0,83	0,69	0,59	0,86
Nb_pays_resid_simplifie	0,43	0,01	0,02	0,54	0,16

Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 12 | Parcours scolaire des étudiant·es : ACM avec cluster

ACM avec clusters issus de la CAH / Parcours scolaire des répondant·es

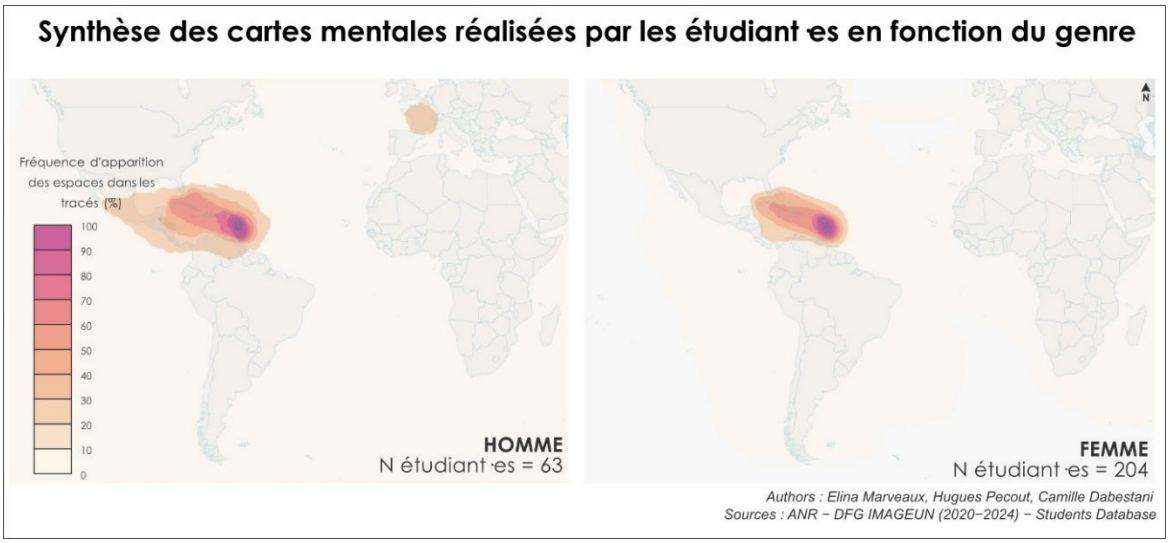




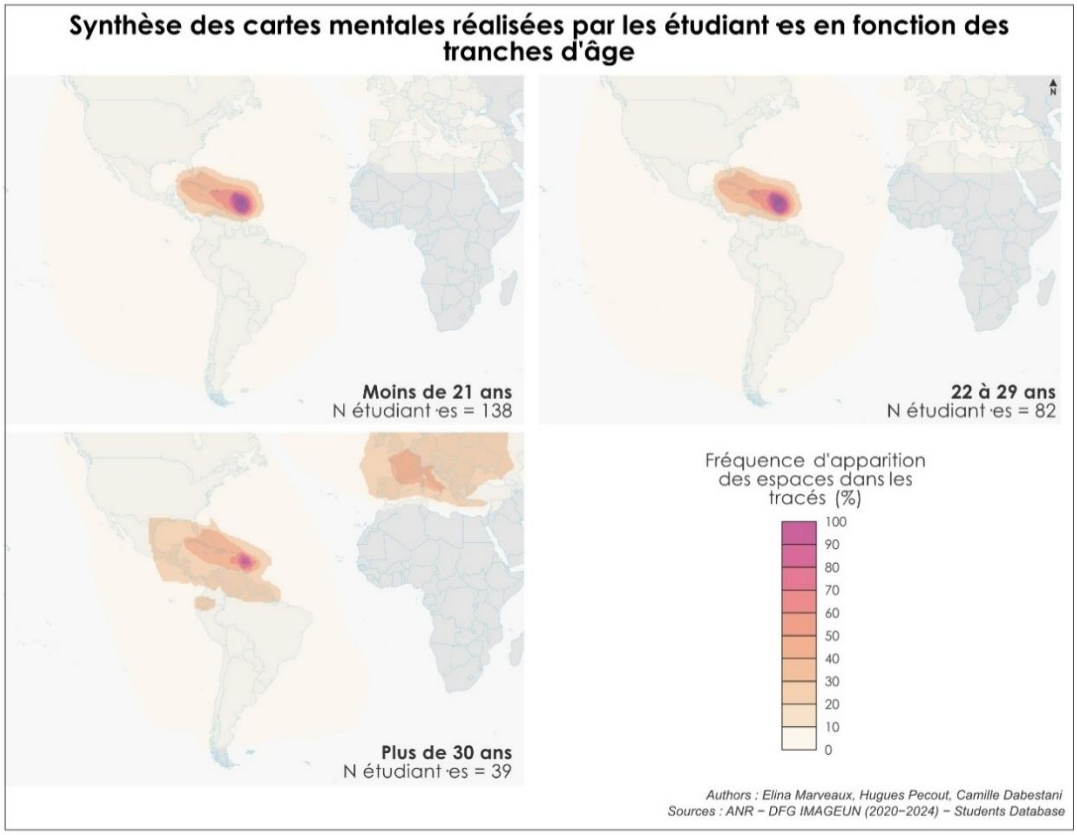
	DIM 1	DIM 2	DIM 3	DIM 4	DIM 5
Champs	0,74	0,43	0,54	0,37	0,54
Etude_P1_simplifie	0,12	0,44	0,42	0,58	0,28
Niveau_etude	0,67	0,54	0,33	0,18	0,28

Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Réalisation : C. Dabestani, 2025.

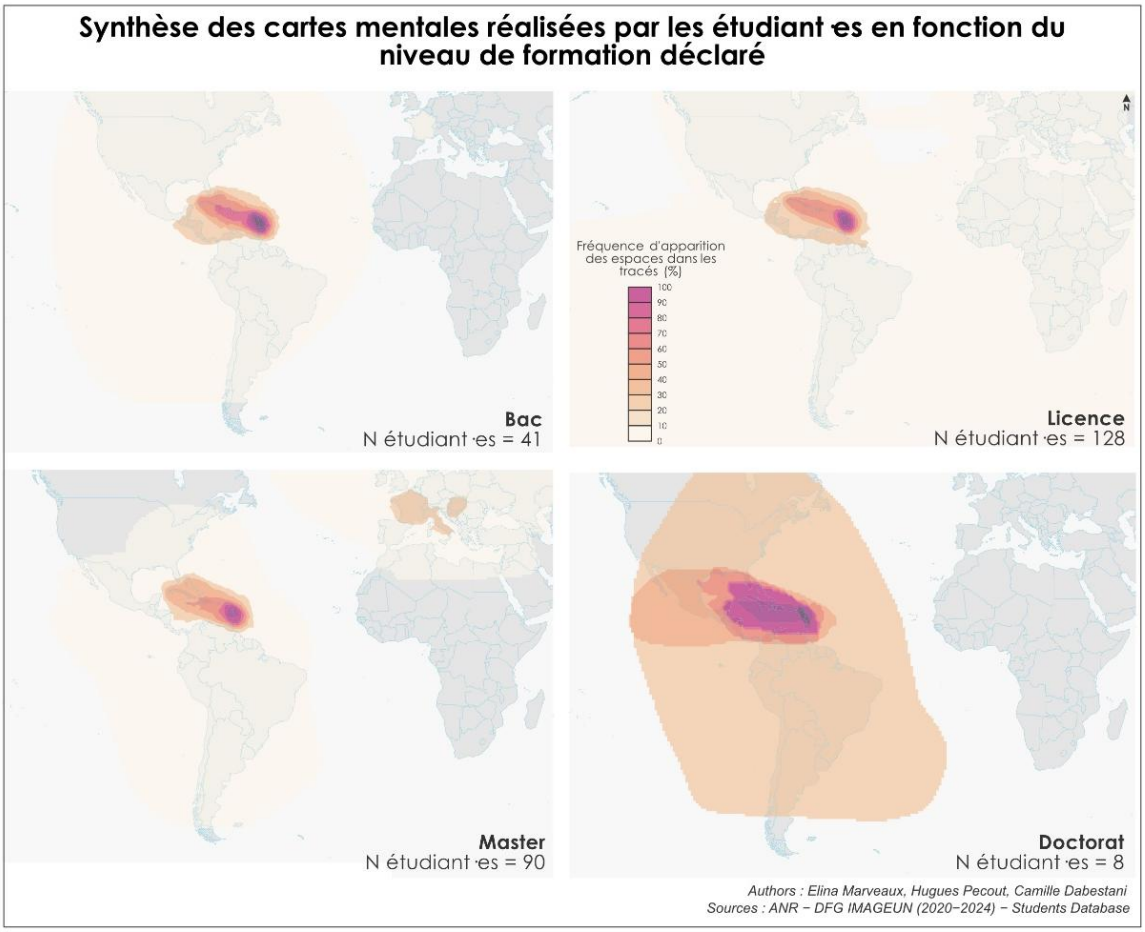
Annexe 13 | Synthèse des cartes mentales en fonction du genre



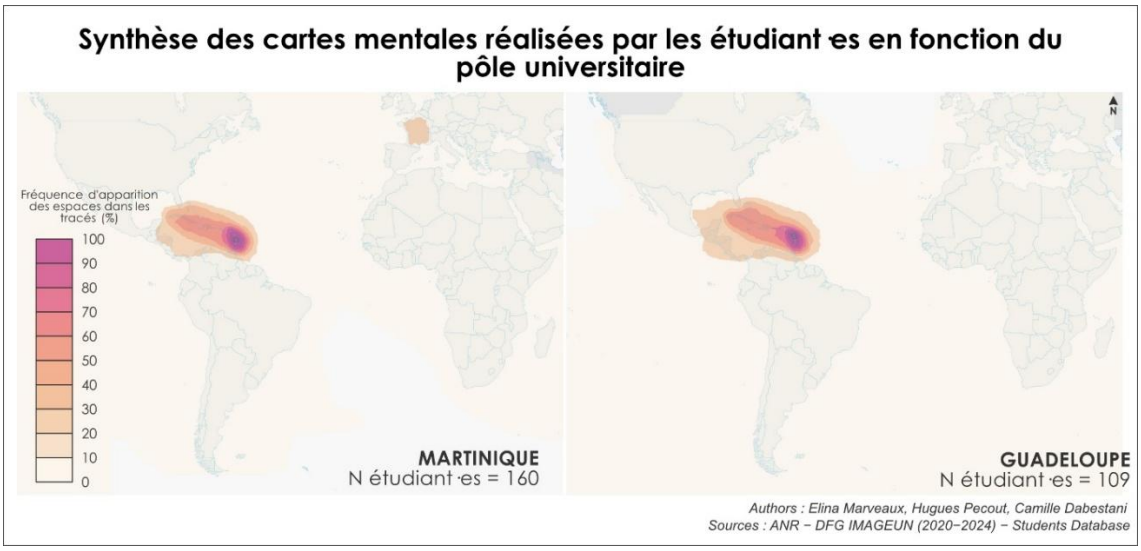
Annexe 14 | Synthèse des cartes mentales en fonction de l'âge



Annexe 15 | Synthèse des cartes mentales en fonction du niveau de formation



Annexe 16 | Synthèse des cartes mentales en fonction du pôle universitaire



Annexe 17 | Analyses lexicales des mots associés à l'Europe dans l'enquête étudiante ANR-DFG Imageun

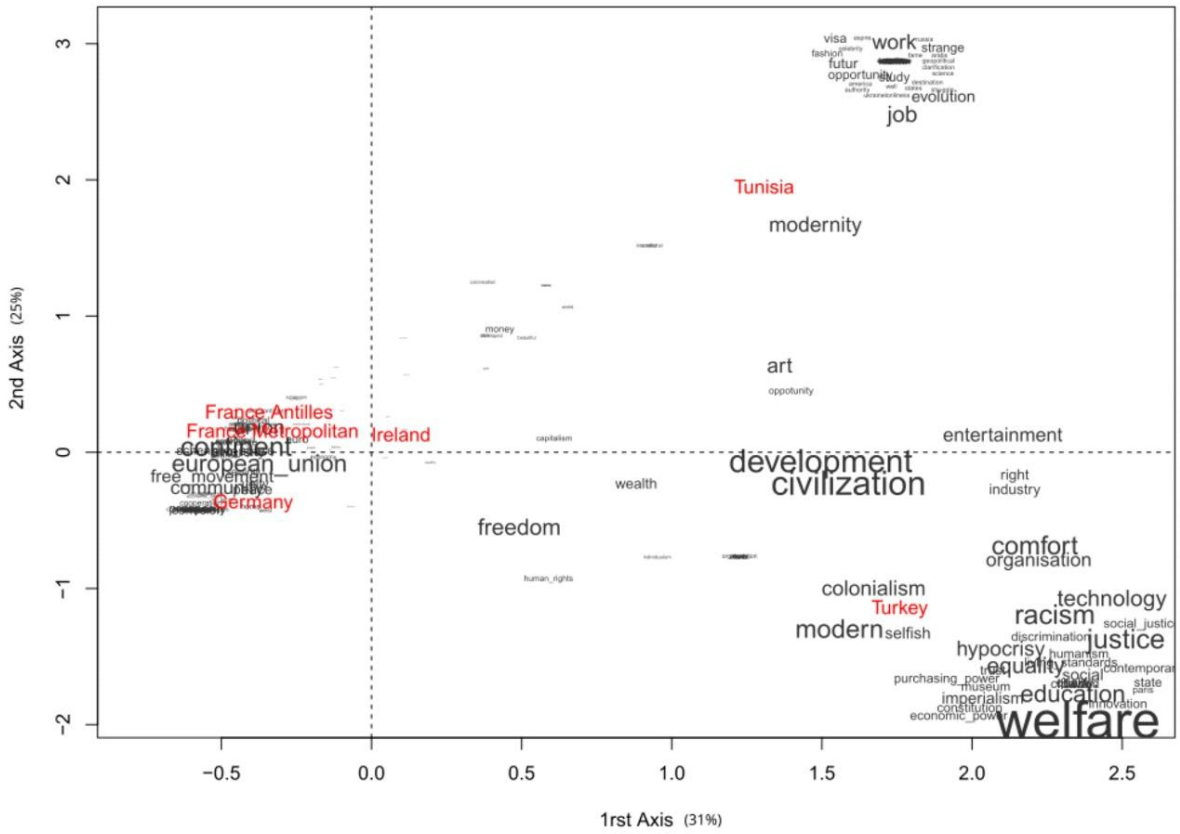
Analyses lexicales des mots associés à l'Europe dans l'enquête étudiante ANR-DFG Imageun

Fréquences d'occurrence des mots associés sur l'ensemble du corpus :

feature	frequency	rank	docfreq	feature	frequency	rank	docfreq
european_union	246	1	246	exchange	32	21	32
continent	240	2	240	prosperity	31	22	31
union	185	3	185	welfare	30	23	30
euro	147	4	147	money	29	24	29
freedom	139	5	139	development	28	25	28
culture	99	6	99	civilization	27	26	27
community	91	7	90	home	25	27	25
peace	88	8	88	old_continent	23	28	23
economy	79	9	79	brexit	23	28	23
unity	76	10	76	power	23	28	23
diversity	73	11	73	schengen	23	28	23
occident	72	12	72	erasmus	22	32	22
free_movement	66	13	66	solidarity	22	32	22
travel	55	14	55	country	20	34	19
history	48	15	48	alliance	20	34	20
schengen_space	44	16	44	west	19	36	19
political	43	17	43	wealth	18	37	18
democracy	39	18	39	wealthy	17	38	17
security	35	19	35	modern	16	39	16
cohesion	33	20	33	art	15	40	15

Nb of respondants = 1560 / Nb of different features = 211

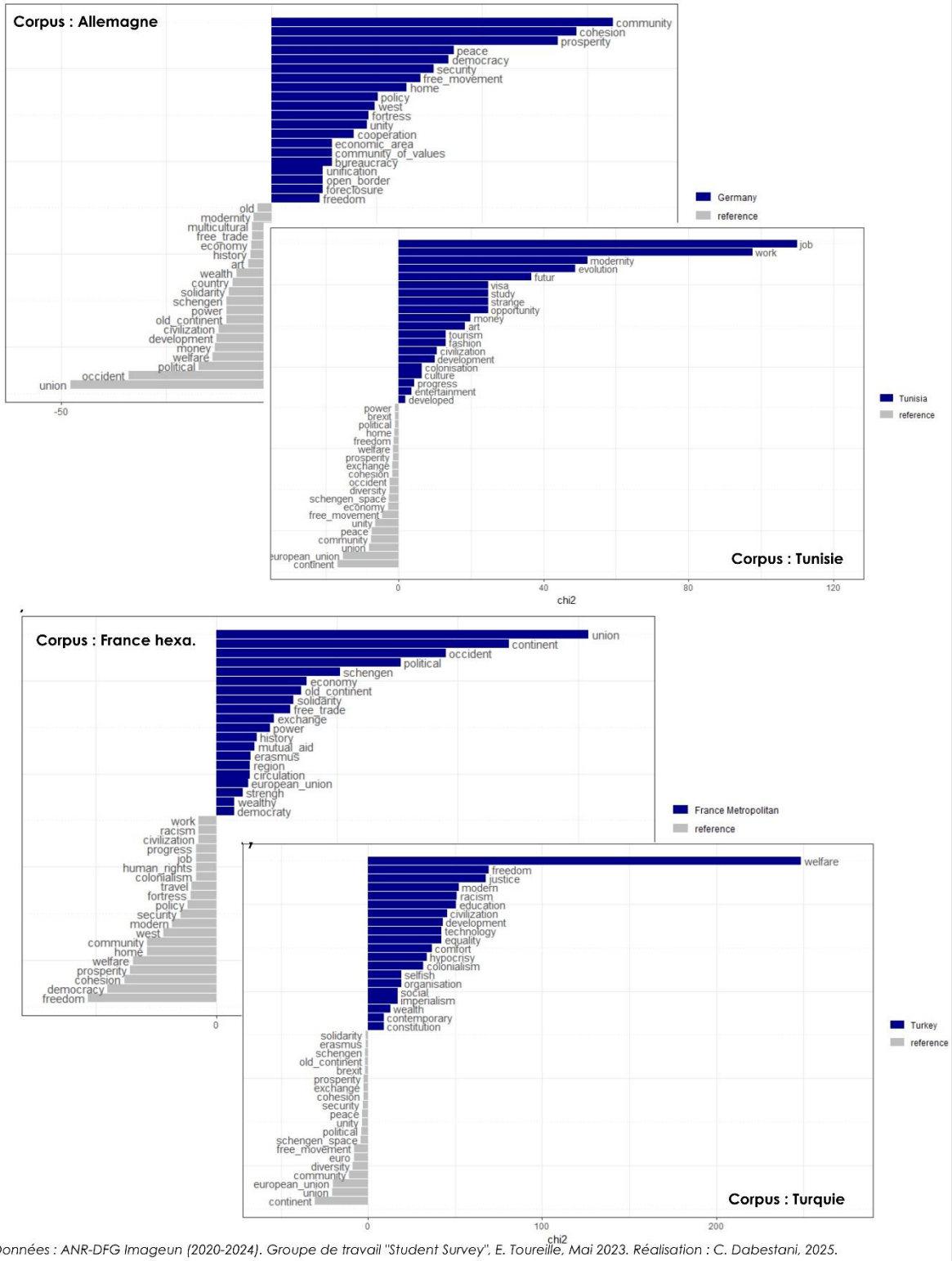
Vocabulaire spécifique à chaque corpus :



Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Groupe de travail "Student Survey", E. Toureille, Mai 2023. Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Analyses lexicales des mots associés à l'Europe dans l'enquête étudiante ANR-DFG Imageun

Vocabulaire spécifique à chaque corpus



Données : ANR-DFG Imageun (2020-2024). Groupe de travail "Student Survey", E. Toureille, Mai 2023. Réalisation : C. Dabestani, 2025.

Annexe 18 | Extrait long de l'entretien avec Manon, étudiante en Licence Droit (Guadeloupe)

Manon : C'est vrai qu'il y a beaucoup d'Antillais qui considèrent qu'on est plus … En fait, on est Européen, surtout parce qu'on a le passeport européen et qu'on est sur un territoire français. Mais par rapport aux politiques appliquées en Guadeloupe, aux Antilles en général, on va plus se détacher de l'Hexagone. Parce que les politiques qui sont appliquées en Hexagone ne peuvent pas être appliquées en Guadeloupe parce qu'on est un territoire complètement différent. Et les choses ne peuvent pas être appliquées de la même façon. Et par exemple, surtout avec les grèves, les dernières grèves, il y a beaucoup de … si tu refais le questionnaire maintenant, c'est le point de rupture entre la France et les Antilles. Et ce qui explique aussi le résultat des dernières élections présidentielles en Guadeloupe. On est habitué à certains agissements de la France. Donc, on ne va pas vraiment s'étonner de certaines choses. Mais la dernière grève, les derniers événements qui se sont passés, ils étaient trop bien calculés, trop bien faits et trop rapides pour que ça puisse être naturel. Donc en fait, donc on sait déjà ce qui s'est passé et je pense que ça, c'est pas … Ça sépare … Mais le fait qu'on est issu aussi d'un peuple esclavagiste, c'est en fait ça. En Guadeloupe, il y a beaucoup de personnes âgées et beaucoup moins de jeunes. Sauf que les jeunes, maintenant ils voient ce qui se passe et sachant que les personnes âgées il y en a qui sont vraiment calqués que sur l'État français. Donc pour eux l'État français c'est Dieu, donc il ne faut pas parler. Mais il y en a au contraire, plus le temps passe, plus ils sont affiliés à l'UGTG qui n'est pas forcément le meilleur régime. Du coup je pense que c'est pour ça que de moins en moins de personnes se considèrent Françaises. Parce que je ne veux pas te mentir, le moment où par exemple, le GIGN est venu en Guadeloupe parce qu'il y avait beaucoup de barrages, tout ça. C'est vrai que la population n'avait pas le droit de faire ça. Moi-même je me suis retrouvée à être fâchée parce que j'étais coincée à Saint-Claude, je devais rentrer chez moi, je ne pouvais pas, j'étais coincée dans le bus, on ne pouvait pas rentrer chez soi alors qu'on est des étudiants, on n'a pas le choix. Sauf que la façon dont il y a eu la répression, cette façon pour moi a agi sur la mentalité. Juste après cet événement, on a eu des exposés sur la politique, tout ça en DUT. Par exemple, nous, on devait parler du sujet de la réforme des retraites. Après, on a eu un échange de questions et le sujet a complètement dérivé du sujet de la retraite, il est passé directement au sujet des grèves. En plus, c'était à la période des élections présidentielles. Donc on a expliqué les différents régimes, ce que chaque personne veut faire, chaque personne veut construire et au final, dans la majorité des personnes de ma classe, il y en a beaucoup qui, au fur et à mesure se disent que quelque part, ce n'est plus [pas] avantageux d'être Français. En fait, on est Français toujours en réalité pour l'économie, parce que du coup, la France a plus de territoires marins. Je ne sais pas si on appelle ça comme ça ?

Camille : Ah oui la Zone économique exclusive, la ZEE ?

Manon : Oui voilà. Donc en fait au départ, moi personnellement, moi, ça ne me dérange pas. Je trouve qu'être Français, c'est beaucoup plus simple parce que si la Guadeloupe était indépendante, on sait très bien qu'on aurait coulé. Parce que le Guadeloupéen n'aime pas le Guadeloupéen lui-même … Ce n'est pas qu'il ne l'aime pas, mais c'est qu'on a tendance à se mettre des bâtons dans les roues nous-mêmes. Donc quelque part, ça a un avantage d'être Français. Ben les enseignants, quand tu passes ton concours d'enseignant, tu es envoyé directement à Saint-Martin, alors qu'y a pas d'enseignants. En Guadeloupe même, on n'a pas d'enseignants, et pourtant nos enseignants, quand ils ont leur diplôme ils sont envoyés à Saint-Martin et on fait venir des enseignants de France. Ces choses-là ne m'ont jamais dérangé. Après, ça dérange énormément de personnes en Guadeloupe, et avec les événements du GIGN qui est venu … En fait, si par exemple le GIGN était venu un jour après, ça n'aurait rien changé. Mais, en fait ils sont intervenus beaucoup trop rapidement, donc la population savait qu'ils étaient déjà

là. Et puis après, il y a eu des preuves qui ont démontré qu'ils attendaient juste … que la situation éclate, mais ils étaient déjà présents sur le territoire et c'est un entraînement. À partir de ce moment-là, les jeunes, en tout cas je vais parler au nom des jeunes, ont commencé à avoir plus de ressentiments par rapport à la France. Je pense qu'il y en a beaucoup qui cherchent plutôt à faire des choses en Guadeloupe. Maintenant, ils ne veulent entreprendre qu'en Guadeloupe, ils cherchent à se spécialiser qu'en Guadeloupe, ils cherchent à faire des choses pour que la Guadeloupe puisse devenir plus indépendante. Il y en a beaucoup qui sont maintenant dans des … les UGTG, comment ça s'appelle déjà ?

Camille : Des syndicats ?

Manon : Voilà des syndicats. Dans les syndicats alors que … Bah on est jeune quand même. Donc je pense qu'à partir de ce moment-là, les choses ont changé et il y en a beaucoup maintenant qui ne regardent même plus les informations de France. Ou bien même quand il y a quelque chose de grave qui arrive, tu ressens de la peine, de l'empathie pour la personne. Mais eux, maintenant, ils n'en ont rien à cirer. Par exemple, la jeune fille qui a été retrouvée tuée … Pardon ça me … C'est que la jeune fille, par exemple, qui a été retrouvée tuée à ce moment-là, j'ai quitté le groupe de mon ancienne promotion parce qu'ils étaient clairement en train de dire qu'en fait ça n'avait aucune valeur, que ce n'était pas grave, alors que ça reste un être humain, ça reste l'enfant de quelqu'un. Tu peux pas dire ça de l'enfant de quelqu'un parce que c'est un problème avec la France, hein ! Et même quand je regarde au niveau des, par exemple, dans le quartier de ma grand-mère, il y a énormément de personnes âgées et maintenant les personnes âgées. C'est des personnes, je me souviens quand j'étais petite, quand c'était la fête du 14 juillet, c'était … il ne fallait pas rentrer en voiture, tu rentrais à pied, il y avait une grande fête, alors qu'on est en Guadeloupe ! Et maintenant … Après, oui, c'est vrai que les personnes vieillissent aussi, donc ils peuvent faire moins de choses … C'est brisé dans la relation voilà. Et je pense que malheureusement, les politiques ne s'en rendent pas compte. Les politiques peut-être s'en rendent compte, mais ils ne font rien pour raviver les choses. Par exemple, même il y a énormément de réformes que Jean-Luc Mélenchon proposait, qui en théorie ne sont pas applicables en Guadeloupe. Je ne me souviens pas exactement lesquelles, mais qui en théorie ne sont pas applicables en Guadeloupe, surtout par rapport au territoire et à la façon dont les choses se font. Mais pourtant dans ma classe, c'est exactement ces réformes qui ne sont pas applicables qu'ils voulaient appliquer, alors que tu vois … Et je trouve qu'on est tellement mal informés, surtout les jeunes. On est un peu mal informés par rapport à ce qui se passe, la façon dont la politique fonctionne et donc il y a beaucoup de personnes qui vont juste … Par exemple, ce point de rupture, ça va entraîner toute une chose alors que peut-être qu'ils n'ont pas les informations, les bonnes informations ou même qu'ils ne comprennent pas certains sujets. Mais ils vont décider que ce sera ça et ce sera ça … Alors qu'ils ont pas les informations nécessaires pour avoir un recul par rapport à ça […] En fait, en ce moment, il y a énormément de points de vue indépendantistes donc … Je trouve que quand tu es indépendantiste, tu peux être indépendantiste, tu peux vouloir l'indépendance de ton île, mais il faut quand même avoir un esprit ouvert et prendre conscience des réalités du territoire, des réalités de la France, des réalités de l'Europe, des réalités du monde en général, avant de pouvoir avoir un point de vue aussi catégorique et surtout faussé. Parce qu'il y a énormément de faux.

– Échange avec Manon, étudiante en Licence Gestion, Guadeloupe

Annexe 19 | Extrait d'entretien sur le montage de projet avec la responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs

> On avait monté des projets pour former les acteurs et actrices locaux à monter des projets dans le cadre d'Erasmus+. Ça a eu moins d'impact et pourquoi, pour deux raisons : il y a quand même une réticence à s'approcher des dispositifs européens, il y a des idées reçues, les projets sont complexes, les montages sont complexes, et cetera. Or, les projets auxquels nous répondons n'ont rien à voir avec les financements FSE, et cetera ce n'est pas ce type de projets là. Donc la difficulté elle est quand même mineure […] Et également le tissu associatif de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane que je connais depuis dix ans n'est pas aussi professionnel que celui qu'on peut rencontrer en Hexagone. C'est-à-dire que nous sommes … nous, nous sommes formés voilà, nous ne venons pas du bénévolat des années 1960-1970, c'est-à-dire nous sommes des pros des ONG, donc on gère c'est comme une entreprise. On est formé pour cela, donc bien sûr on fait un bilan financier … On est confronté souvent à des structures associatives basées sur le bénévolat avec des gens très âgés, avec une connaissance sur les outils numériques voilà très limitées, avec des difficultés à accéder aux plateformes, avec une connaissance de l'anglais basique, limitée. Donc ces deux facteurs ont fait en sorte que nous on a un peu délaissé la formation, le transfert de compétences et on a beaucoup axé sur la voix des jeunes.
>
> – Responsable de l'ONG D'Antilles et D'Ailleurs, décembre 2022

Refaire la Caraïbe. Représentations et appropriations étudiantes des imaginaires macrorégionaux en contexte postcolonial (Guadeloupe, Martinique)

Au croisement de la géographie sociale et culturelle, de la géographie politique critique et postcoloniale, cette thèse porte sur la construction et l'appropriation des imaginaires macrorégionaux, des identités et des appartenances projetées sur ces ensembles. Elle interroge les imaginaires macrorégionaux – les manières dont les régions du monde sont représentées, pratiquées, appropriées – dans les contextes martiniquais et guadeloupéen, et plus particulièrement chez de jeunes acteurs de la production de ces espaces : les étudiant·es. Ces imaginaires macrorégionaux sont analysés comme des objets sociaux et politiques, structurés par des grands récits exogènes et des héritages coloniaux pluriels. À partir d'une enquête par cartes mentales en deux temps, composée d'un questionnaire cartographique numérique (2022) associé au projet ANR-DFG Imageun et d'entretiens réalisés auprès d'étudiant·es en Martinique et en Guadeloupe (2023), cette étude met en lumière les processus de construction et d'expression de leurs appartenances. Elle interroge les enjeux méthodologiques d'objectivisation d'entités spatiales floues, complexes et subjectives, tout en les appréhendant par les expériences individuelles et collectives. Il s'agit ainsi d'analyser les imaginaires socio-spatiaux et politiques mobilisés sur la macrorégion Caraïbe et les espaces associés (Antilles, Petites et Grandes Antilles, etc.), mais aussi ceux produits sur les périphéries caribéennes (Amérique du Nord, du sud, UE, Europe, France, etc.) et leurs articulations. Ces imaginaires – perçus, produits et vécus – sont appréhendés dans toute leur pluralité, au prisme des parcours individuels des étudiant·es, mais aussi des rapports socio-raciaux et des injonctions à la mobilité. La recherche analyse les manières dont les imaginaires macrorégionaux et nationaux descendants (institutionnels, savoirs académiques et grand public, école) sont pratiqués, interprétés et appropriés par les étudiant·es dans leurs expériences quotidiennes, mais aussi comme projections au sein de laquelle la Caraïbe prend une place centrale et émancipatrice.

Mots-clés : Caraïbe – Étudiant·es – Imaginaires géographiques – Colonialité – Martinique, Guadeloupe – Représentations socio-spatiales – Cartes mentales – Entre-deux – Identité - Appropriation

---

Remaking the Caribbean. Student representations and appropriations of macro-regional imaginaries in a postcolonial context (Guadeloupe, Martinique)

At the crossroads of social and cultural geography, critical and postcolonial political geography, this thesis focuses on the construction and appropriation of macro-regional imaginaries, identities, and affiliations projected onto these entities. It questions macro-regional imaginaries—the ways in which regions of the world are represented, practiced, and appropriated—in the contexts of Martinique and Guadeloupe, and more specifically among young actors involved in the production of these spaces: students. These macro-regional imaginaries are analyzed as social and political objects, structured by major exogenous narratives and plural colonial legacies. Based on a two-stage mind map survey, consisting of a digital cartographic questionnaire (2022) associated with the ANR-DFG Imageun project and interviews with students in Martinique and Guadeloupe (2023), this study highlights the processes of construction and expression of their sense of belonging. It questions the methodological challenges of objectifying vague, complex, and subjective spatial entities while understanding them through individual and collective experiences. The aim is to analyze the socio-spatial and political imaginaries mobilized in the Caribbean macro-region and associated spaces (Antilles, Lesser and Greater Antilles, etc.), but also those produced on the Caribbean peripheries (North America, South America, EU, Europe, France, etc.) and their articulations. These imaginaries—perceived, produced, and experienced—are understood in all their plurality, through the prism of the students' individual journeys, but also of socio-racial relations and injunctions to mobility. The thesis analyzes the ways in which macro-regional and national imaginaries (institutional, academic and popular knowledge, school) are practiced, interpreted, and appropriated by students in their daily experiences, but also as projections in which the Caribbean takes a central and emancipatory place.

Keywords: Caribbean – Students – Geographical imaginaries – Coloniality – Martinique, Guadeloupe – Socio-spatial representations – Mental maps – In-between – Identity - Appropriation